BnF Gallica

Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

> Académie des sciences, belles-lettres et arts (Rouen). Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen. 1807.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PRÉCIS ANALYTIQUE

DES TRAVAUX DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS

DE ROUEN

PENDANT L'ANNÉE 1890-1891



ROUEN

IMPRIMERIE DE ESPÉRANCE CAGNIARD

PARIS. — A. PICARD, rue Bonaparte, 82

—

1892

PRÉCIS ANALYTIQUE

DES TRAVAUX DE

L'ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES & ARTS

DE ROUEN

Pendant l'année 1890-1891.

ARTICLE 59 DES STATUTS

L'Académie déclare laisser à leurs auteurs toute la responsabilité des opinions et des propositions consignées dans les ouvrages lus à ses séances ou imprimés par son ordre.

Cette disposition sera insérée, chaque année, dans le Précis de ses travaux.

PRÉCIS ANALYTIQUE

DES TRAVAUX DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS

DE ROUEN

PENDANT L'ANNÉE 1890-1891



3139

ROUEN

IMPRIMERIE DE ESPÉRANCE CAGNIARD

PARIS. — A. PICARD, rue Bonaparte, 82

—

1892

Pag
1891

SÉANCE PUBLIQUE

DE

L'ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS

DE ROUEN

TENUE LE 10 DÉCEMBRE 1891, DANS LA GRANDE SALLE DE L'HÔTEL-DE-VILLE

Présidence de M. Jules ADELINE

La séance publique annuelle de l'Académie a été tenue dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, le jeudi 10 décembre 1891, à huit heures un quart du soir.

M. le Maire de Rouen, accompagné de plusieurs membres de l'administration municipale, des représentants du clergé, de l'armée, de la marine et des diverses administrations publiques assistaient à cette séance. Mgr l'Archevêque, M. le Général commandant le troisième corps d'armée, M. le premier Président, M. le Préfet, MM. les Généraux commandant la cinquième

division et la onzième brigade s'étaient excusés par lettres adressées à M. le Président de l'Académie de ne pouvoir se rendre à l'invitation de la Compagnie.

La séance a été ouverte par un discours de M. le Président. Sous le titre « Peintres et Musées », M. Adeline a évoqué les noms de Géricault et de Rembrandt et le souvenir de leurs deux œuvres maîtresses, *le Naufrage de la Méduse* et *Ronde de Nuit ;* puis il a étudié et comparé la disposition intérieure des musées en France et à Amsterdam, opposant l'agencement intelligent observé en cette ville à la froide et banale régularité de nos musées.

M. J. Félix a donné lecture du rapport sur le prix Gossier, décerné à M. Frédéric Le Rey. Le rapporteur, après avoir rappelé les œuvres précédentes du compositeur rouennais, a fait valoir les mérites de *la Pastorale* couronnée par l'Académie.

Le rapport sur le prix Bouctot a été lu par M. Le Verdier, au nom de M. Samuel Frère, empêché d'assister à la séance. Ce prix a été attribué à M. Adolphe Marais, peintre, né à Honfleur.

Les deux prix fondés par M^me^ veuve Roulland sous le nom et en mémoire de son fils, Octave Roulland, avocat à la Cour d'appel de Rouen, mort en 1878, ont été

décernés, pour la première fois, à des aînés de famille qui se sont dévoués à l'éducation de leurs frères et sœurs orphelins. M. Barbier de la Serre, rapporteur, a proclamé les noms des lauréats, accueillis par des applaudissements, Stanislas et Marie Leprettre, nés et domiciliés à Criquebeuf-en-Caux, attributaires de l'un des deux prix, et Adélaïde Bourg, née à la Chapelle-sur-Dun, domiciliée à Rouen, attributaire de l'autre.

Enfin c'est aussi au milieu d'une ovation que François-Désiré Cauvain, né à Honfleur, marin du port de Rouen, est venu recevoir le prix Dumanoir. M. l'abbé Sauvage, rapporteur, venait en effet de raconter les nombreux et héroïques sauvetages accomplis à Rouen, à Honfleur, à Fécamp, à Swansea, et ailleurs, par ce modeste marin, père de huit enfants, qui, jusqu'à douze fois, a sauvé ses semblables au péril de ses jours.

La seconde partie de la séance a été consacrée à une audition musicale.

Sous l'habile direction de M. Le Rey, ont été chantés *Pastorale*, l'œuvre couronnée, écrite par lui sur des paroles de M. Jérôme Doucet, et des fragments de son *Cavelier de la Salle*, oratorio qu'il avait fait naguère applaudir à Rouen. M^mes^ Genevrière et F. Le Rey, M^lle^ Hébert, MM. Guest et Lanquetuit ont exécuté les

soli. Les chœurs étaient formés des membres de la *Société chorale* qui avaient voulu offrir à leur chef, en cette circonstance, leur sympathique concours. Enfin M. Hœlling, organiste du chœur de la Primatiale, donnait l'accompagnement.

La séance a été levée à onze heures, au milieu des applaudissements de l'auditoire.

PEINTRES ET MUSÉES

DISCOURS D'OUVERTURE

Par M. JULES ADELINE, Président

MESSIEURS,

Depuis bientôt cent cinquante ans, l'Académie de Rouen tient à honneur de distribuer, en séance solennelle, les encouragements et les récompenses que de généreux donateurs lui ont laissé le soin d'attribuer.

Alternativement, les Arts, les Sciences et les Lettres sont conviés à ces concours et bientôt vous allez entendre les rapports qui vont vous être présentés.

On va aussi, Messieurs, vous faire l'émouvant récit d'actes de sublime dévouement; on va vous narrer des faits d'un superbe héroïsme.

Et à ce propos, répétons-le une fois de plus, il ne faut pas médire tant que cela de notre époque. A côté des lauréats dont on va proclamer les noms — oh ! bien près d'eux ! — tout près de ceux que nous allons être heureux d'applaudir ; que de dévouements admirables

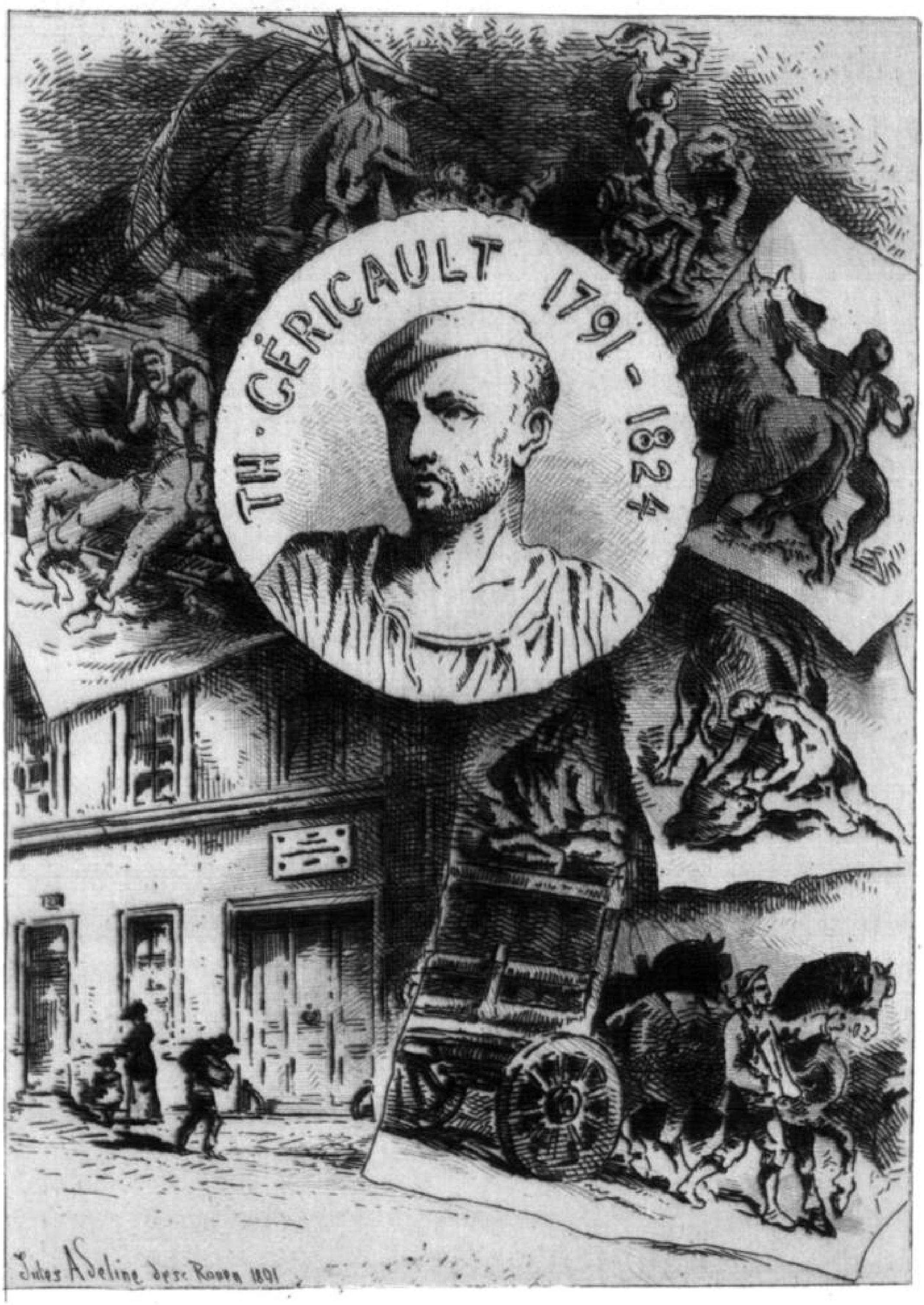
pourtant, bien que de moins haute envolée que nous devons taire ; que de dévouements qui, cependant, ont ému jusqu'aux larmes ceux d'entre nous qui ont étudié avec soin les dossiers qui leur avaient été confiés.

Ah ! pourquoi ne pouvons-nous disposer de récompenses plus nombreuses.

Et pourtant, Messieurs, au prix Dumanoir décerné pour une belle action, va s'ajouter désormais chaque année un prix réservé à ces aînés de familles nombreuses dont la sollicitude et le dévouement envers de plus jeunes sont si touchants et qui méritent bien aussi d'être encouragés.

Pour la première fois l'Académie va décerner ce double prix annuel, qu'elle doit à la fondation pieuse d'une mère, qui a voulu conserver ainsi le souvenir d'un jeune avocat de talent et de cœur : Octave Rouland, enlevé prématurément à l'affection des siens, et qui fut l'ami et le camarade de collége de quelques uns d'entre nous.

Mais, avant d'entendre ces rapports spéciaux, celui qui a l'honneur de présider cette séance doit, suivant l'usage, mettre votre patience à l'épreuve — il ne se le dissimule pas ; car, sous la dénomination trop pompeuse — pour lui surtout — de discours d'ouverture, il doit vous prier de lui accorder quelques instants pour se conformer aux traditions, et il vous demande la permission de vous parler de *Peintres* et de *Musées*.


THÉODORE · GÉRICAULT 1791 - 1824
Jules Adeline dessc Rouen 1891

Dans l'une des salles de sculpture du Musée de Rouen, un marbre d'Etex, trop longtemps relégué sous une voûte sombre d'escalier, nous représente l'auteur du *Radeau de la Méduse*.

A demi accoudé sur un lit de douleur, le regard voilé, mais toujours cependant la palette à la main, l'artiste, anéanti par la souffrance, semble proférer ses dernières paroles : « N'est-il pas triste de mourir à trente-trois ans avec le regret de n'avoir rien fait de ce qu'on a senti. »

Eh bien ! Messieurs, en cette année 1891, en cette année du *centième anniversaire* de la naissance de ce peintre qui fut l'inspirateur de tant de maîtres de l'école moderne aujourd'hui si justement acclamés, permettez d'abord à l'humble membre de la famille des artistes qui a l'honneur de représenter cette année l'Académie, de déposer en son nom aux pieds de cette statue un pieux témoignage de respect et d'admiration.

Il y a cent ans déjà — en 1791 — le 26 septembre — dans une vieille et modeste maison de la rue de l'Avalasse, dont l'emplacement n'est plus désigné que par une plaque commémorative, un enfant venait de naître, dont la vocation fut tardive et qui pourtant a pris place depuis longtemps parmi les demi-dieux de l'Art.

Les chevaux galopant dans l'arène, les cavalcades d'écuyers aux costumes étincelants empêchaient abso-

lument le jeune Géricault de faire des progrès au collège et pourtant soupirait-il plus tard : « Je me serais enthousiasmé tout comme un autre, » plus qu'un autre même dirons-nous, nous qui pouvons juger maintenant de son audace : — « Je me serais enthousiasmé pour ces auteurs grecs et latins, si l'on m'avait fait pressentir et entrevoir en perspective, comme récompense de mes efforts, les belles descriptions de coursiers dont abondent les poètes anciens. »

Mais si Carle Vernet fut le premier maître de celui qui devait plus tard signer des études de chevaux d'un caractère sculptural et typique ; mais si l'auteur de la *Bataille d'Aboukir*, si Guérin, daigna lui-même donner quelques avis à l'artiste rouennais, Géricault, on peut l'affirmer, rêva toujours de travailler d'après ses propres inspirations. Toutes les œuvres qu'il voyait produire autour de lui, lui paraissaient trop conventionnelles. Il aimait l'animation, le bruit et l'éclat jusqu'à l'exagération. En 1815 il s'engagea dans les mousquetaires rouges pour le simple plaisir de jouer son rôle dans une brillante cavalcade ; et à Rome, dans un court voyage, ce qui le frappa le plus vivement, ce furent ces chevaux libres, brillant spectacle moderne qu'il transformera plus tard par son génie en épisodes de courses de la plus merveilleuse beauté.

*
* *

Or, sur les deux faces latérales du piédestal de la statue de Géricault, le statuaire a gravé au trait et

rechampi de sanguine, deux figures qui rappellent les deux admirables toiles conservées au Louvre. D'un côté : c'est cet officier de chasseurs enlevant son cheval d'un mouvement superbe; de l'autre, c'est un cuirassier blessé quittant le feu et détachant sa sombre silhouette sur un ciel d'une tristesse poignante.

Ces toiles ont été peintes en douze jours, avec la fougue, l'emportement et l'audace du génie. A l'aspect de cette peinture étrange si violente, si mouvementée, si fière pourtant de dessin et de couleur, David effaré s'écria, dit-on : « D'où cela sort-il ? je ne connais pas cette touche. » Cela sortait, a dit le poète *d'Émaux et Camées*, d'une idée nouvelle, d'un cerveau bouillonnant auquel l'ancienne forme ne pouvait suffire et qui faisait éclater les vieux moules.

Géricault, Messieurs, avait alors vingt ans, et, faut-il le dire, on lui conseillait charitablement de toutes parts d'abandonner la peinture..... pour laquelle il n'était pas né.

On cherchait alors la pureté et les contours; Géricault cherchait la vie, la passion et la couleur.

Géricault adorait les proscrits et les fougueux. Il vénérait Michel-Ange, il adorait Rubens, il se prosternait devant Rembrandt.

C'était le Romantique avant le Romantisme. C'était la séduction irrésistible des silhouettes osées et des colorations merveilleuses qui avait charmé le jeune peintre, car il fut toujours jeune, Messieurs, et il est de ceux qui sont entrés pleins de vie dans l'immortalité.

*
* *

Nous, qui regardons froidement, sinon plus, ces cortèges des figures aux attitudes trop convenues se détachant sur des ciels d'une banalité idéale et qui étaient de mode alors, nous nous rendons bien compte de l'effet produit par l'apparition du *Radeau de la Méduse*.

On ne considérait alors comme dignes de la peinture d'histoire que certains sujets dont la liste était close depuis longtemps. L'idée d'entasser sur un radeau, battu par les vagues, une cohue de malheureux, exténués de privations et dont les plus valides se soulevaient à peine, s'appuyant sur des tas de mourants, dut paraître et parut en effet monstrueux.

Il est difficile d'imaginer, a dit Théophile Gautier, combien le sujet choqua le public et les artistes. Encore si c'eût été, continuait-il, un naufrage homérique ou virgilien; passe encore! Mais ces pauvres diables étaient réels et contemporains; leur désastre ne remontait qu'en 1816 et le tableau qui les représentait avec toute l'horreur de la vérité paraissait au Salon de 1819.

Par un de ces aveuglements dont pourtant on a peine à se rendre compte, quoiqu'il se renouvelle à l'apparition de chaque génie original, ce chef-d'œuvre fut généralement trouvé détestable.

On ne sentit pas cette poésie poignante dans sa réalité. On resta insensible à l'effet dramatique de ce ciel livide, de cette mer sinistrement glauque écrasant les cadavres

ballottés entre les poutres du radeau, secouant ce frêle plancher, théâtre d'agonie et de désespoir.

Cette science de musculature, cette force de couleur, cette largeur de touche, cette énergie grandiose et qui fait penser à Michel-Ange, ne soulevèrent que dédains et réprobations.

Aujourd'hui, la toile magistrale a pris sa place au Louvre. L'œuvre du peintre rouennais occupe un panneau d'honneur dans cette Salle des Sept-Cheminées qui contient pourtant tant d'œuvres superbes, elle s'impose maintenant à l'admiration de tous. Saluons-la, Messieurs, pour le centenaire de l'artiste.

*
* *

Mais si Géricault est bien l'ancêtre des peintres audacieux, il faut le dire cependant, les œuvres, quelque brillantes qu'elles soient, ont besoin, elles aussi, d'être savamment présentées.

Lorsque le public, pénétrant en foule dans un Musée, trouve un tableau bien placé, c'est-à-dire où tout est en valeur, il ne se rend pas toujours compte des artifices employés, mais il subit le charme et s'arrête : le but est atteint.

Ceux qui, dans ces grandes expositions universelles, doivent remuer et placer avec une extrême rapidité des milliers de tableaux sont de très habiles metteurs en scène. Ils excellent, c'est l'enfance de l'Art il est vrai, à entourer de paysages verdoyants les portraits à sensa-

tion. Les vastes horizons poétiques jouent le rôle de simples marges isolatrices, n'en déplaise aux pauvres auteurs de ces toiles sacrifiées.

Et la foule extasiée ne conserve le souvenir que du tableau formant milieu. Elle semble stupéfaite lorsqu'elle entend vanter d'autres tableaux placés dans ces mêmes salons, car ces tableaux elle ne les a jamais vus. Se dirigeant dans chaque salle de milieu en milieu, faisant un court arrêt devant de petits pans coupés, les visiteurs de ces expositions, comme des billes de billard savamment lancées dans de grands espaces vides aussi nombreux que les lettres de l'alphabet, se heurtent quelques instants à peine à des points précis..... continuant ensuite leur course vertigineuse. Les huit toiles à sensation de chaque salon sont seùles vues ; le reste n'a même pas les honneurs d'un regard égaré... que dis-je, il serait de mauvais ton pour les élégantes de notre siècle de promener ailleurs que sur ces toiles imposées le lorgnon au long manche d'écaille parfois enrichi d'un chiffre de métal exquisement buriné, ou d'initiales en diamants savamment entrecroisées.

Et pourtant au milieu de ces centres attractifs, sinon que de merveilles, que de choses intéressantes à étudier tout au moins.

Mais les exigences du placement, exigences à nulle autres pareilles, l'ont voulu ainsi et les sacrifiés n'ont pas le droit de se plaindre et ne peuvent qu'en appeler à la postérité. Combien d'œuvres surnageront, ne le cherchons pas.

Dans les Musées qui, même à Paris, ne sont le plus

souvent que des palais transformés plus ou moins heureusement, on suit les mêmes errements, avec plus de goût cependant. Les tentures fort riches, les corniches trop dorées et trop surchargées souvent, ne sont pas toujours combinées pour faire valoir les œuvres dont les bordures d'art sont légèrement espacées ; de plus, petits et grands tableaux se partagent fraternellement les énormes surfaces, et dans ces superpositions, inutile de dire combien les effets perspectifs voulus par le peintre sont abominablement détruits.

*
* *

Eh bien ! il est un Musée d'Europe où l'on a essayé de mettre en pratique un tout autre système. Tout d'abord on a adopté ce principe qui paraît d'une banalité puérile, mais qui pourtant n'est pas appliqué chez nous : c'est que de grandes salles doivent être réservées aux grandes toiles et que de très petits salons suffisent parfaitement pour de petits tableaux de chevalet.

Ce double principe admis, on s'est demandé s'il était indispensable de placer tous les tableaux sur une cymaise de même hauteur et si de grands tableaux isolés par des draperies ne seraient pas d'un grand effet.

De plus, on s'est préoccupé d'offrir un recul aux visiteurs, voire même des effets de lointain et des effets de lumière imprévus.

Nous croyons avoir rendu à l'œuvre d'un maître le plus grand service possible et l'avoir merveilleusement placée, quand nous voulons bien, lui accorder un pan-

neau d'honneur et la suspendre duement inclinée au-dessus d'une enfilade de portraits ou de petites toiles de genre savamment alternés.

Cependant il est peut-être facile de faire mieux encore, et à ceux qui regarderaient de pareilles dispositions comme le chef-d'œuvre du genre on peut conseiller, ne fût-ce qu'à titre de renseignement, de faire une visite au nouveau Musée d'Amsterdam.

Les Hollandais ont su créer un Musée pour mettre en valeur leurs chefs-d'œuvre et à l'extrémité d'une longue galerie se produit une apparition que l'on n'oublie jamais.

La galerie est éclairée par des vitraux légèrement colorés. Elle donne accès sur les bas-côtés à des salons dont trois panneaux seulement sont couverts de tableaux. En avant de ces salons ouverts comme des scènes de théâtre dont les baies seraient flanquées de colonnes, de luxueux dallages disparaissent sous des tapis somptueux.

De distance en distance des vases remplis de plantes exotiques alternent avec des marbres ou des bronzes. Puis une dernière arcade se présente : du sommet de l'archivolte immense se déploient d'amples tentures, de grands rideaux aux plis superbes que de riches torsades soutiennent très haut.

Cette arcade ouvre sur un salon de couleur neutre presque sombre, des tapis moelleux recouvrent encore le sol, trois panneaux seulement font alors face au visiteur et ces panneaux sont séparés par des colonnes

aux chapiteaux dorés soutenant des portions d'entablement aux moulures avivées de filets d'or.

Mais de ces trois panneaux celui du milieu seul, il faut bien le dire, fixe le regard, même celui des visiteurs les plus étrangers aux choses d'art, et traversant les Musées au pas de course comme ce personnage d'une comédie parisienne qui trouvait, que c'était inutile de regarder si longtemps « les Sainte Famille et les Portraits de gens qu'on ne connaît pas. »

Devant ce panneau, on a beau faire, les plus récalcitrants subissent le charme: *la Ronde de Nuit*, de Rembrandt — car c'est pour elle que toute cette mise en scène a été créée — oblige à s'arrêter longuement.

Elle se présente sur un soubassement très peu élevé dans sa bordure d'ébène aux cartels jaunis, placée sur quelques marches, *à peine au-dessus du sol*, et les personnages aux feutres empanachés semblent venir vers vous.

La lumière blonde qui les baigne leur donne l'apparence de la vie. Le tableau est ensoleillé et vibrant, et l'impression qu'on reçoit, Charles Blanc avait bien raison, est une de celles qui font époque dans la vie de ceux dont l'âme est ouverte aux émotions de la grande peinture.

Sans doute *la Ronde de Nuit* a toujours été d'un immense effet, mais au moins on a su construire une galerie exprès pour elle.

Que d'œuvres ainsi présentées seraient d'un aspect incomparable.

Songe-t-on, dans une simple ville de province comme

la nôtre, à l'effet grandiose que l'on aurait pu tirer de la *Justice de Trajan*. Supposons pour un moment ce chef-d'œuvre de Delacroix — posé presque au niveau du sol — le tracé perspectif de la toile l'exige — et placé au fond d'une immense salle précédée d'un portique romain. L'illusion eût été prodigieuse.

On eût décuplé les qualités de vie, de mouvement et de couleur : de ces cavaliers, de ces étendards et de ce coin d'arc triomphal qui s'enlève sur un ciel d'un si merveilleux éclat.

On a trop négligé la mise en scène, quand on pouvait faire autrement et pourtant le joyau, cette fois, valait bien, qu'on lui fit un écrin à sa taille.

*
* *

Dans ses *Souvenirs de Jeunesse*, notre excellent ami Champfleury que l'on qualifiait trop durement de réaliste dans le mauvais sens du mot, a consigné un souvenir bien curieux de sa visite au Musée d'Amsterdam. Cependant Champfleury n'avait vu que l'ancien Musée, c'est-à-dire ce *Trippen-Huis* mal éclairé, insuffisant, prenant jour par des fenêtres obliques et dans lequel les tableaux pouvaient tenir à peine.

Ce *Trippen-Huis* toutefois — que nous avouons n'avoir point connu — a encore des admirateurs enthousiastes qui n'admettent aucune réplique. La querelle des Montaigus et des Capulets n'est rien à côté de l'antagonisme qui existe entre les admirateurs des deux Musées.

Et pourtant si on les poussait à bout, peut-être au fond du cœur les détracteurs du nouveau Musée seraient-ils navrés d'être obligés de convenir que cette fois encore c'est du Nord que nous vient la lumière.

Quoiqu'il en soit dans cet ancien Musée les tableaux de Rembrandt — et des autres — étaient à peine visibles et parfois sans cadres — ce qui n'est pas l'idéal, on l'avouera.

Mais l'anecdote que nous voulons raconter sur l'impression produite sur Champfleury par la *Ronde de nuit*, vise un autre côté de la question.

Répondant à une parente qui lui voulait du bien, paraît-il, mais qui trouvait qu'il ne s'enrichissait pas :

— « Qu'a donc pu vous coûter votre voyage en Hollande, lui dit-elle un jour ?

— « Mille francs, Madame, lui répondit Champfleury. » Là-dessus cri d'effroi de la personne économe : « Vous avez dû rapporter de bien belles choses ?

— « Voici, Madame, ce que j'ai rapporté d'Amsterdam, la certitude que la Poésie est au-dessus de la Réalité. »

Dans l'ancien Musée d'Amsterdam, deux tableaux se faisaient face, tous deux de dimension presque égale, tous deux représentant des sujets analogues, tous deux célèbres. L'un était un *Banquet de notables de la ville,* par Van der Helst, l'autre représentait *la Ronde de nuit*, par Rembrandt.

« En regardant le *Banquet* de Van der Helst, disait Champfleury, on s'écrie que la peinture n'a produit rien de plus parfait ni de plus réel, chacune des têtes est un chef-d'œuvre de vérité ; on connaît ces gens-là

comme ses aïeux, on jurerait avoir vécu avec eux.

« Mais il est temps de donner un coup d'œil à cette *Ronde de nuit*, si vantée qu'elle doit être au-dessous des éloges consacrés. Alors, les yeux se noient en pleine fantasmagorie. Des figures étranges apparaissent avec leurs guenilles et leurs broderies d'or. Cinquante personnages se coudoient au milieu de ces ombres fantastiques; ils ne forment qu'un groupe. Immobile et rêveur, vous êtes entraîné par la ronde nocturne, par les Willis des bords du Rhin ; votre esprit, Rembrandt s'en empare ; votre attention, il la commande. Le musée disparaît; une émotion singulière vous saisit. Il n'y a plus ni peintre, ni tableau, ni cadre. Vous êtes mêlé à une scène nocturne où les torches enflammées font passer des tons dorés sur chacune des figures de cette patrouille extraordinaire. Vous suivez ces gens dans les ruelles de la Venise du Nord, où, de chaque fenêtre sortent des têtes effarées, s'imaginant qu'on en veut à leurs trésors. Qu'on a de peine à se détacher de cette merveille? Comme, en quittant le Musée, on s'aperçoit que Van der Helst est froid, pauvre et mesquin en face de Rembrandt. »

Voilà ce que j'ai rapporté de la Hollande, disait en terminant Champfleury, la certitude de la suprématie de la poésie sur la réalité. Cette leçon m'a coûté mille francs et véritablement elle n'est pas chère.

*
* *

Cette poésie des toiles hollandaises, il ne faut cependant lui attribuer d'autre point de départ qu'un parti-

pris de très fine observation et de délicate interprétation.

Ce qui rend aussi ces *Syndics des Drapiers* si magistralement séduisants, si rigoureusement vrais, c'est surtout cette distribution de lumière si bien comprise, accentuant les plans de si heureuse façon, faisant briller les visages d'une lueur si vive.

O vous, qu'aveugle le souci du plein air et de cette lumière brutale enveloppant tout et ne mettant rien en valeur, jetez les yeux sur le moindre intérieur hollandais, de nos jours encore, et cela vous en apprendra plus que toutes les dissertations techniques que vous pourriez subir.

Pénétrez au hasard dans la plus modeste maison. Partout ailleurs de grandes fenêtres, ouvertes jusqu'au plafond, donneraient une lumière banale et froide; au pays des ciels d'un gris bleu, d'une exquise tonalité, les choses ne se passent pas ainsi.

Ah ! nous vivons sous un ciel gris, se sont dit les habitants de cette délicieuse contrée, et dans cette atmosphère, froide peut-être, mais pas banale assurément et d'une extrême finesse, et nous ne saurions pas mettre en valeur un rayon de soleil? Oh! que non pas.

Ce soleil que l'Orient ne voit que sous la forme aveuglante ; ce soleil terrible et d'une brutalité inconsciente qui oblige à se retirer dans de sombres demeures, à l'abri d'épaisses murailles percées d'étroites meutrières; ce soleil qui apparaît dans un ciel sans nuage, qui rend les murs d'une blancheur insoutenable, que ne font qu'accentuer encore quelques trous d'une intensité de noir stupéfiante; nous allons vous faire voir, nous autres

gens du Nord, ce qu'on peut faire avec de simples et bien médiocres parcelles de ce soleil : cet or lumineux, si amplement prodigué aux pays lointains!

Dans un de ces chapitres sur les humbles, le grand poète Victor Hugo ne parle-t-il pas, en termes émus, de ces pauvres gens qui, réduits aux plus modiques ressources, savent tirer un parti admirable des plus infimes pièces de monnaie. Il y a de ces pauvres êtres, a-t-il dit quelque part, dont l'habileté à tirer parti d'un sou dénote presque du génie.

Les plus modestes habitants de la Hollande, quoique plus riches que bien d'autres, semblent avoir deviné ces principes, tant ils ont cherché à bien mettre en valeur ce mince rayon de poudre d'or lumineux qui chez nous éclaire la plus humble mansarde.

Ces Hollandais ont su recueillir ce filet de lumière et le concentrer dans un étroit passage. Puis, l'ayant invité à entrer dans leurs intérieurs, souvent si recherchés, ils semblent s'être ingéniés à le séduire en lui offrant de délicates surprises, et ce rayon de soleil prisonnier, ils vont le traiter en véritable souverain. C'est lui qui va jeter la gaieté partout.

A peine a-t-il franchi les vitres, il rencontre une faïence finement décorée, mille et un bibelots de prix, des bordures de vieux bois doré richement sculpté, des meubles en ébène aux bas-reliefs délicats, et sur tout cela le rayon d'or se promène et se repose; de ci, de là, il allume une paillette argentée en vermeil ; finalement, il vient s'écraser sur un sol carrelé, couvert de fines nattes de l'Inde ou d'épais tapis, et il envoie au lustre

de cuivre poli, suspendu au plafond, un dernier reflet, comme un suprême sourire.

*
* *

Voilà ce que fait un simple rayon de soleil, captivé et conduit dans la plus humble demeure; comment s'étonner après cela que des artistes, vivant dans un pareil milieu, en aient si bien saisi le côté poétique. Que vouliez-vous que leur fit le charme du plein air?

Les peintres hollandais ont senti surtout la valeur de ce rayon qui donnait la vie à toutes choses, et, amoureusement, ils lui ont fait l'honneur de leurs tableaux.

Oh! que l'éminent auteur de *l'Histoire des Peintres* a raison lorsque, vantant le monde merveilleux dans lequel nous transporte Rembrandt, il s'écrie : « Qui le croirait, ce peintre tant de fois accusé de ne voir que la nature basse, éprouve, au contraire, le désir de relever, par un prestige inattendu, la vulgarité de ses modèles; il veut prêter à la laideur même *le charme d'une obscurité transparente et ce genre de poésie qui est le mystère;* il l'enveloppe dans la mélancolie de ces demi-teintes; il lui donne un caractère sérieux, fantastique, imprévu. »

Rembrandt, a dit excellemment Charles Blanc, est un poète profond qui porte en lui-même un idéal nouveau.

Après avoir consulté la nature, il rentre avec elle, dans le monde intérieur de ses pensées, pour la peindre suivant son caprice, l'habiller à sa guise, la soumettre

à toutes les bizarreries de son humeur. La beauté qui l'attire n'est point celle dont la plastique n'ose déranger les lignes, c'est la beauté que l'expression a déjà fatiguée et vieillie, que les passions ont altérée, ridée ou crispée.

Les froides convenances de la règle, Rembrandt les ignore et les méprise; la tradition lui est inconnue; *la banalité du grand jour lui déplaît et l'incommode. Il a su ajouter à l'art de peindre, l'art d'éclairer la peinture.*

Il y a, dans ses œuvres, tout le vague d'un rêve et toute la précision d'un souvenir d'hier; la fantasmagorie d'une invention chimérique, jointe à l'effrayante vérité de corps palpables, mouvants et lumineux, il y a la réalité enfin, mais la réalité rehaussée de poésie, baignée dans une lumière d'or et se détachant, comme du sein des ténèbres, d'un songe.

Rembrandt, s'il a vu dans la nature la vérité et la laideur, n'y a jamais vu la prose.

Tout ce qui est sorti de ses mains a profondément occupé son esprit et y a pris un caractère d'étrangeté sublime.

On dirait que la boîte à couleurs du fils de ce meunier, *Van Ryn*, dont le moulin était près de Leyde, possédait une âme, comme celle qui était renfermée dans le violon de Crémone!

RAPPORT SUR LE PRIX GOSSIER

Par M. J. FÉLIX

MESSIEURS,

Connaissez-vous au théâtre un rôle plus ingrat que le personnage sacrifié du traître dont ne saurait se passer tout mélodrame respectueux des règles? Sa présence sur la scène est impatiemment supportée par le public vertueux, qui salue au contraire son départ avec la satisfaction la moins équivoque. Le rapporteur, non moins indispensable, d'un concours de musique (1), pourrait bien courir la chance d'un succès égal auprès d'un auditoire plus désireux (qui s'en étonnerait?) d'entendre l'œuvre couronnée que soucieux d'écouter les développements oratoires consacrés à son analyse, et tout disposé à la juger, sans tenir à s'inspirer d'appréciations, dont il croit avoir le droit de se réserver le monopole. Situation délicate dans laquelle il se prend à

(1) La Commission se composait de MM. Christophe Allard, l'abbé Bourdon, Samuel Frère, Niel, Félix.

regretter l'existence de cette Société littéraire où, aucune place n'étant vacante, il suffit à un candidat pour obtenir son admission de poser, sans le faire déborder, une feuille de rose sur le verre emblématique rempli d'eau que lui montrait le geste officiellement désolé du président! La tradition de cette académie silencieuse s'est perdue, bien que ses sœurs puînées ne passent pas, au dire des médisants, pour faire beaucoup de bruit dans le monde; et d'ailleurs, si réduites qu'elles puissent être, les pages de ce rapport ne sauraient prétendre à une comparaison avec les feuilles soyeuses de la fleur odorante; mais ce souvenir, quasi légendaire, porte avec lui une leçon qu'il serait imprudent de méconnaître, et la brièveté qu'il commande sera au moins un titre à l'indulgence, dont je cherche à mériter la faveur par une entrée immédiate en matière.

L'Académie attribuait le prix, qu'elle tient de la libéralité de M. l'abbé Gossier, à une œuvre de musique vocale et instrumentale, due à un compositeur né ou domicilié en Normandie. Elle était fondée à espérer qu'un programme aussi large solliciterait de nombreuses initiatives à se produire et provoquerait une féconde émulation parmi les musiciens, dont aucune entrave réglementaire ne venait gêner la liberté ou paralyser l'inspiration. Uue indiscrétion (les femmes, quoique proclame une renommée mensongère, n'en ont pas le privilège exclusif), une indiscrétion a-t-elle démasqué l'incognito du lauréat de ce soir, et devant un nom aimé et un talent éprouvé, l'amitié ou la modestie, les vrais artistes en sont capables, ont-elles désarmé et

renoncé à la lutte, au triomphe peut-être? Nous l'ignorons, mais si nous regrettons d'avouer qu'une seule œuvre a répondu à notre appel, nous nous réjouissons de pouvoir affirmer que, justifiant une légitime espérance, son mérite l'autorisait à affronter honorablement toute rivalité et lui présageait, comme il lui assure aujourd'hui, les suffrages qui le consacrent.

La pastorale, ou scène agreste avec chœurs, qui nous a été adressée sous la devise : *Fac et spera*, ne sort guère, par la nature de son sujet, du cadre ordinaire de cette littérature où l'auteur du poème se dévoue avec humilité à la fantaisie du musicien, mais elle rachète du moins la banalité fatale de sa donnée par la distinction, quelquefois même par la fermeté élégante de la forme. Sans doute la verve du compositeur n'est pas toujours refroidie par les paroles qu'elle est trop souvent condamnée à interpréter. Halévy (1) a bien coloré de son style l'injonction naïvement logique : « Soldats, retirez-vous, n'avancez pas! » l'alternative, d'ailleurs peu inquiétante « quoi qu'il advienne ou qu'il arrive », n'a pas fait reculer Meyerbeer (2), et notre excellent confrère Lenepveu a permis à son *Florentin* (3) de faire, sous la protection d'une agréable mélodie, cette constatation incontestable : « rien n'est changé, tout est de même. » Malgré un siècle écoulé, le mot de Figaro est parfois encore exact : « Nos faiseurs d'opéras-comiques n'y regardent pas de si près. Aujourd'hui, ce qui ne

(1) *La Juive*, final du 1er acte.

(2) *Les Huguenots*, septuor du duel, 3e acte.

(3) *Le Florentin*, romance du 1er acte.

vaut pas la peine d'être dit, on le chante (1). » Mais cette résignation philosophique n'est pas sans danger, et contre ces périlleux obstacles, notre lauréat s'était prémuni par le choix intelligent de son librettiste, héritier d'un nom honoré dans l'armée, puis dans l'Université, qui rappelle le souvenir cher d'un savant et d'un lettré (2), bonne fortune à laquelle d'ailleurs l'ont habitué son association avec l'un des écrivains les plus souples et les plus alertes que compte dans ses rangs le jeune journalisme (3), et sa collaboration avec un esprit amoureux de toutes les jouissances intellectuelles, qui reste ouvert à la fois aux émouvantes séductions de la poésie, aux entraînements ardents du barreau comme aux excitations passionnées de la politique (4).

Un des contes les plus amusants de Voltaire (5) nous fait assister à la nomination d'un ministre des finances, qui danse si légèrement, après avoir eu le trésor royal à sa disposition, qu'il ne peut être suspecté d'en avoir mis l'argent dans ses poches. L'application des arts au gouvernement des États devrait-elle se généraliser, et la musique, qui a la réputation d'adoucir les mœurs, ne fournirait-elle pas plus d'un argument persuasif en

(1) Beaumarchais, *le Barbier de Séville.*

(2) M. Doucet, ancien officier, professeur de mathématiques au lycée de Rouen, bibliophile, poète à ses heures, toujours causeur séduisant, dont la mort prématurée a excité des regrets unanimes.

(3) M. E. Brieux, qui a adopté le pseudonyme de Bricourt, est rédacteur du *Nouvelliste de Rouen.*

(4) M. Julien Goujon, avocat à Rouen, député.

(5) *Zadig.*

faveur de la solution pacifique des problèmes constitutionnels ou sociaux, dont la discussion est si souvent irritante? Si désirable que soit pareil résultat, je doute qu'il ait préoccupé M. Jérôme Doucet, lorsque, sans en avoir la pensée, encore moins la prétention, il soulevait et tranchait, le dirai-je? la grave question à laquelle le langage, moins littéraire que précis, des économistes donne le titre dont sa pastorale pourrait se nommer, la dépopulation des campagnes.

Jugez-en. Un prélude animé annonce le réveil de la nature, et un chant grave résonne à travers les harmonies multiples qui accompagnent le retour de l'aurore. Des laboureurs saluent le lever du soleil, et leurs voix, alternant avec le chant des faneuses, célèbrent les charmes et les travaux des champs. A ce double chœur, franchement rythmé, clairement écrit et mélodieusement composé, qui est une des meilleures pages de la partition, succède une phrase vive et gracieuse sur laquelle le berger fait son entrée ; en vain plaint-on sa vie errante et isolée, n'a-t-il pas son chien pour compagnon, la campagne pour domaine, les chênes pour ombrager son front, les pommiers pour étancher sa soif? Mais la tentation de la grande ville l'obsède; pourquoi ne pas y chercher la fortune, le bonheur? Il cède, un peu vite peut-être, aux suggestions des paysans qui l'excitent à partir et adresse un adieu naïf à sa Normandie qui naguère était pour lui le séjour le plus beau. La forêt alors l'adjure de rester. Les grands bruits de la nature, ces mystérieux concerts dont la vaste solitude et la sombre profondeur des bois recèlent

les accents, Beethoven, Weber (1) surtout, les ont entendus et, dans leurs immortels chefs-d'œuvre, ils les ont transmis à nos oreilles charmées. Il serait injuste d'exiger de leurs successeurs une inspiration voisine des révélations que leur génie nous a communiquées et cependant, tout en reconnaissant que cette partie de l'œuvre est traitée avec ampleur et énergie, l'on aurait aimé à voir le chant précédé ou escorté de quelques motifs symphoniques que la situation semblait appeler. Bientôt, sur une formule dont la vigueur et l'éclat auraient au besoin trahi le compositeur auquel elle est familière, la prière devient plus pressante : « Insensé, va-t-en loin de ton village te perdre! » lui crie la voix qui lui rappelle ce qu'il abandonne, tandis que l'*angelus* le poursuit de son tintement sonore, habilement accentué par une légère dissonance. A ces appels réitérés, le berger s'arrête et, se ravisant aussi rapidement qu'il succombait quelques instants auparavant, il renonce à son départ et à ses rêves ambitieux. Espérons que cette épreuve aura raffermi son cœur un peu volage et que l'inconstance dont son pays natal peut avoir quelque raison de redouter les écarts ne troublera du moins jamais la sécurité de « la belle normande à l'œil plein de flamme » dont une union prochaine va lui confier la destinée.

La musique écrite sur ce poème se distingue par ses qualités mélodiques, la franchise et la facilité de l'inspiration, le tour élégant sans prétention de la phrase,

(1) Est-il nécessaire de citer la *Symphonie pastorale* et *Freischütz* ?

la correction de l'harmonie exempte de hardiesses inutiles ou de recherches affectées, tout en restant éloignée de la banalité ou du pédantisme. Si, dans notre appréciation, quelques réserves se glissent timidement, ne dénotent-elles pas, par l'examen sérieux dont elles attestent le scrupule, en quelle estime nous tenons un talent dont cette dernière manifestation est loin d'avoir diminué le mérite? Plus de développements accordés à la pensée, dont l'expression tourne quelquefois un peu court, une part plus large faite à la symphonie, atténuant la sécheresse du récitatif et assurant une cohésion plus complète entre les diverses parties de l'œuvre, à ces seules modifications devraient se borner les désirs de ceux qui ne consentent pas aisément à voir dépouillées de leurs épines les roses qu'ils joignent aux lauriers de la victoire.

Victoire cependant d'autant plus méritée qu'elle vient couronner un de ces artistes consciencieux et convaincus qui travaillent au lieu de disserter et, sourds aux enthousiasmes bruyants du charlatanisme, cherchent bravement leur voie à travers les théories et les systèmes sans se laisser gagner par la tentation de l'affiliation à une école exclusive et de la soumission aveugle à la tyrannie de doctrines intolérantes. A la grande moisson musicale, dont nous dédaignons trop aujourd'hui les riches trésors, chacun a apporté sa gerbe. L'Allemagne y contribue par la science de la composition et la profondeur des combinaisons harmoniques; l'Italie y verse à flots la grâce exquise et la facilité limpide de la mélodie; la France y ajoute la clarté et la

vérité de l'expression dramatique, et ces dons, perfectionnés par les emprunts des écoles rivales, ont produit des œuvres variées qui confondent tous les peuples dans une commune admiration. Dans le mouvement continu, qui est la vie même de l'art, les tentatives osées pour le renouveler ont leur utilité, et la prévention qui les proscrirait sans examen serait aussi ridicule que l'engouement qui leur accorderait une approbation irréfléchie. Tantôt le chant, tantôt l'orchestre traduisent la pensée qui se concentre avec énergie ou se formule en larges développements et, suivant la prédominance du procédé adopté, la musique se transforme, sans cesser de viser à son but immuable : produire l'émotion par la sincérité de l'expression. L'Académie, qui ne marchande pas son intérêt à des essais souvent heureux, toujours estimables, pense néanmoins que, pour exercer une action efficace et durable, le progrès doit se maintenir inséparable du respect dû à un passé dont la gloire n'est pas ternie, encore moins effacée, et elle ne craint point d'associer dans ses sympathies les noms de Beethoven, Mozart, Rossini, Méhul, Grétry, Auber, Boïeldieu, Hérold ou Meyerbeer à ceux de Berlioz et de Wagner.

Ces sentiments équitables, notre lauréat les partage ; son œuvre en fait foi : elle atteste une personnalité, dégagée de tout esprit d'imitation servile et de tout parti-pris, dont ses travaux précédents portaient déjà la robuste empreinte. Aussi, dès que son nom nous a été révélé, nous ne pouvions hésiter à rendre, par la modeste récompense dont nous pouvons disposer, un

double hommage à une œuvre des plus méritoires et surtout à une vie consacrée à l'art dans ses manifestations les plus élevées avec l'indépendance et le désintéressement qui sont hélas! trop souvent le seul apanage des vrais artistes.

Ce nom, il est connu de tous en cette ville où il est aimé et honoré et l'on me reprocherait d'insister longuement sur les détails d'une carrière parcourue sous nos yeux, en m'attardant à mentionner des efforts au succès desquels nous avons été si souvent contents d'applaudir.

Né à Cherbourg le 19 mai 1858, M. Frédéric-Albert Le Rey, malgré ses trente-trois ans, a déjà un passé dont les promesses sont une espérance et une garantie pour l'avenir. Il avait à peine dix-sept ans qu'il faisait exécuter aux concerts de sa ville natale des trios composés pour instruments à cordes. C'était une vocation impérieuse qui s'annonçait; en vain la prévoyance paternelle voulut la combattre, elle dut s'incliner devant les attestations des maîtres affirmant les aptitudes musicales du jeune homme. Admis au Conservatoire, il y reçut les leçons de l'auteur aimable de *Sylvia* et de *Lakmé*, et il signalait bientôt ses débuts dans la carrière qu'il lui était permis de parcourir par l'obtention d'une récompense accordée à son opéra-comique *Dans les nuages*, après avoir sérieusement disputé le prix de Rome pour lequel il se refusa à tenter une nouvelle épreuve dont le succès lui était garanti par les juges les plus compétents. C'est alors qu'il vint à Rouen. Ici, ma tâche devient facile, et si l'énumération des titres de

M. Le Rey à l'estime publique est trop longue pour être essayée dans cette enceinte, si le catalogue de ses compositions diverses ne peut y être lu, vos souvenirs suppléeront à cette impossibilité et me permettront de me borner à résumer l'œuvre à l'accomplissement journalier de laquelle assiste chacun de nous.

Compositeur dramatique, aux fortes émotions de *Stenio* il fait succéder la douceur attendrie de cette idylle, d'un goût exquis, dans laquelle Eros finit par démontrer, comme le dit le vieux trouvère normand exhumé par l'un de nos plus savants confrères :

« Qu'amors vaint tout et tout vaincra
« Tout com cis siècles durera. (1) »,

jusqu'au jour où, quittant la Grèce pour l'Allemagne, il nous conduira, grâce à une intelligente hospitalité que, partout ailleurs qu'ici, je louerais davantage (2), auprès de la fontaine où naît l'affection et se décide l'union d'Hermann et de Dorothée.

A cette activité infatigable, le théâtre, malgré bien des pages écrites et qui attendent leur éclosion sur la scène, ne suffit pas. La symphonie, avec ses combinaisons multiples et ses formules synthétiques, loin

(1) Henri d'Andeli, trouvère normand, dont notre confrère, M. Héron, a si savamment publié les œuvres. — *Le Lai d'Aristote.*

(2) Au printemps dernier, la première audition d'*Hermann et Dorothée* avait lieu, dans le salon de M. et de Mme Poan de Sapincourt, devant une réunion privilégiée, empressée de répondre à la courtoise invitation de notre confrère et à l'aimable accueil de la maîtresse du logis dont tous deux faisaient les honneurs avec la plus gracieuse cordialité.

de l'effrayer, le tentera, et, dans ce genre, où les noms de d'Haydn, Beethoven, de Mendelssohn rayonnent d'un éclat éblouissant pour l'œil de ceux qui prétendent marcher à leur côté (la jeunesse et, j'ajouterai : le talent justifie toutes les audaces), il saura présenter, sous une forme claire et revêtir d'une harmonie puissante et colorée, des idées quelquefois neuves, souvent élevées, jamais vulgaires. Plus difficile assurément que la musique profane, la musique religieuse, malgré les exigences imposées par son caractère spécial, exercera aussi sa fascination sur l'artiste épris du beau, chercheur du mieux, et par son oratorio de Cavelier de la Salle et sa Messe pascale, il prouvera que dans cette carrière où Mozart, Haendel, Chérubini ont laissé des traces ineffaçables, il est encore plus d'une place honorable derrière ces maîtres illustres.

A ces travaux absorbants, faut-il des diversions? M. Le Rey les trouvera et nous les fera partager en détachant d'un album, dont les pages se renouvellent sans s'épuiser, des romances, feuilles légères, semblables aux roses qui parfument « le Sentier (1) », si plaisant à parcourir avec lui, mais dont les « mille senteurs amoureuses » ne s'évaporent pas en vieillissant, « éternelle chanson (2) », que bien des pianos ont accompagnée et que quelques heureux privilégiés de l'amitié ont pu entendre exécuter avec un charme pénétrant par la

(1) *Le Sentier*, poésie de Julien Goujon, musique de Frédéric Le Rey. — Rouen, Klein et Cie.

(2) *L'Éternelle chanson*, poésie de Charles Canivet, musique de Frédéric Le Rey. — Rouen, Klein et Cie.

jeune muse de ce foyer artistique, gracieuse interprète des mélodies dont sa présence fait naître et favorise l'inspiration et qui a droit à sa part conjugale dans la joie de ce jour.

Prêt à toutes les tâches que le culte de l'art peut lui imposer, il ne reculera pas devant la besogne ingrate d'orchestrer avec les ressources modernes et de placer dans un cadre convenable le joyau merveilleusement serti par Pergolèse qu'on appelle *la Servante maîtresse;* prompt à toutes les initiatives, il suscitera la création d'un cercle symphonique, d'une société chorale, et animés par son ardeur, sous la direction zélée du professeur respecté, sous l'impulsion entraînante du chef d'orchestre sympathique, les amateurs, ils vont nous le prouver, deviendront presque des artistes; cœur chaud, ouvert à toute noble pensée, la charité, le patriotisme n'adresseront jamais un vain appel à sa générosité : à Cherbourg, à Lillebonne, Millet, le peintre du « Semeur » et de « l'Angelus », Glatigny, le brillant poète des « Vignes folles », recevront l'hommage de son talent, comme, à Rouen, notre armée avait obtenu son concours au carrousel organisé au profit des pauvres.

Ce labeur incessant, cette persévérance courageuse, cette fécondation par l'étude des dons précieux dont la nature l'a richement doué créaient à M. Le Rey des droits incontestés à la distinction qu'il devra à l'unanimité de nos suffrages. Notre décision, que l'opinion publique s'est déjà appropriée et que notre lauréat justifiera bientôt par de nouveaux titres, s'abriterait avec confiance derrière un jugement dont l'autorité ne

saurait être méconnue par personne, et nous invoquerions volontiers, il n'en est pas besoin, en faveur de son élève, le témoignage de Léo Delibes, lorsque, mêlant aux conseils sévères du maître les éloges sincères de l'ami, il lui disait familièrement après avoir entendu l'un de ses premiers ouvrages : « Petit, tu as encore beaucoup à travailler, mais il y a dans *Stenio* des choses que j'aurais voulu signer; » ou lorsqu'après la représentation d'*Eros*, cette fraîche et gracieuse partition », comme il la qualifiait, il lui écrivait : « J'aime bien le petit chœur pastoral d'introduction : la berceuse de Glancé est peut-être, à mon avis, la meilleure trouvaille mélodique, c'est d'un tour charmant. J'aime beaucoup aussi la romance d'Eros : C'en est fait, l'amour est perdu », faisant précéder l'examen de la musique de cette reconnaissance des dispositions artistiques qu'il concédait au musicien : « Avant tout, vous avez une qualité bien rare de nos jours, c'est le don de la facilité mélodique. Comme chez tous les mélodistes, où la source coule avec abondance, tout n'est pas d'égale valeur ; les très bonnes choses alternent avec celles de moindre relief; mais cette franchise et cette facilité sont, je le répète, des qualités hors ligne, et certainement vous les avez ainsi que le sentiment de l'effet ; mais cela ne tient pas lieu de tout. »

Ce n'est pas tout, il est vrai; mais quelle précieuse réserve lorsque le travail vient la mûrir! Le temps a marché, l'artiste s'est dépensé en efforts fructueux, le « petit » de *Stenio* a grandi, et si la mort n'avait frappé le professeur bienveillant que l'Institut avait été chercher

dans sa chaire du Conservatoire, sa présence empressée et son approbation affectueuse témoigneraient que les leçons, dont il voulait bien continuer, hors de sa classe, le bénéfice à un disciple toujours respectueux, étaient tombées dans une oreille attentive, et certes, le maître éminent, dont l'école française regrette la perte prématurée, ne serait point le dernier à saluer ce soir des progrès qu'il a provoqués et un triomphe qu'il eût ratifié.

Venez donc, Monsieur Le Rey, recevoir la récompense que l'Académie est heureuse de vous accorder ; je me félicite d'avoir été choisi comme interprète de ses sentiments et je vous prédis, sans être devin, que la sympathie avec laquelle votre nom et votre personne sont accueillis en ce moment se manifestera avec plus de vivacité encore lorsque, tout à l'heure, l'audition de votre ouvrage viendra satisfaire la trop longue attente d'un public justement impatient.

LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES

DE M. LE REY

Les Noces de l'Alcade, opéra-comique, représenté à Cherbourg.

Dans les Nuages, opéra-comique, qui a obtenu le prix Cressent, représenté à Rouen.

La Kermesse de Dunderlew, ballet, représenté à Rouen.

La Naissance du Printemps, ballet, joué à Toulouse, sous le titre de *Chloris*.

Stenio, drame lyrique, représenté à Rouen.
Cavelier de la Salle, drame lyrique, exécuté à la Cathédrale de Rouen.
Eros, opéra-comique, représenté à Rouen.
Hermann et Dorothée, opéra-comique.

Marche triomphale de Niederbronn, exécutée au Carrousel militaire de 1886, à Rouen.

Symphonie en RÉ *mineur*, exécutée aux concerts du Cercle symphonique de Rouen.

Messe de Pâques, exécutée à la Cathédrale de Rouen, 1890.

Menuet pour instruments à cordes, exécuté à Angers et Rouen.

Romances sans paroles pour piano.

Suite d'orchestre.

Gavote de Kirnberger.

Le Balcon, romance sans paroles, piano et violon.

Polka des pizzicati.
Emilia, polka-mazurka.
Tricolore, polka.
Chants alternés, valse.
Ave Maria.

Le Rideau de ma voisine, paroles d'A. de Musset.
La Nuit d'octobre, —
La Chanson de la Glu, paroles de Richepin.
La Pluie, —
Le Rôdeur des champs, —
La Chanson du Kroumir.
Le Sentier, paroles de J. Goujon.
Éternelle chanson, paroles de Ch. Canivet.
Le Laboureur, —
Souvenir, —
Guitare, —

Bout de spleen, paroles de Catulle Blée.
Chanson d'Oriane, —
L'Adorée, paroles d'Octave Houdaille.
La Chanson du pêcheur, paroles de L. Bricourt.
La Chanson du laboureur, —
L'Amour ne meurt pas, —
Seguédille, paroles de Jérôme Doucet.
Les Chèvres d'Argos, chœur.
Le Printemps, —
Le Départ des hirondelles, —
Les Pêcheurs, —
La Fleur, —
Sorrente, —

En Provence, chœur exécuté à la distribution des prix de la Maîtrise de la Cathédrale de Rouen, en 1891.

La Fille de Jephté, cantate.
Clytemnestre, —
Le Gladiateur, —
Acis et Galathée, —

Endymion, cantate pour le prix de Rome, exécutée à l'Institut ; M. Le Rey a été reçu le second à ce concours.

Cantate en mémoire de Millet.
Cantate en mémoire de Glatigny.

Pastorale, poème de Jérôme Doucet, qui a obtenu le prix Gossier, décerné par l'Académie de Rouen, et a été exécutée à la séance publique du 10 décembre 1891, dans la salle de l'Hôtel de Ville.

RAPPORT SUR LE PRIX BOUCTOT

Par M. SAMUEL FRÈRE

MESSIEURS,

Le prix Bouctot, de la valeur de cinq cents francs, est attribué cette année à une œuvre ayant figuré dans la trente-deuxième exposition municipale, à la condition que l'auteur soit né ou domicilié en Normandie.

Cent quatre-vingt-trois artistes réunissent les conditions du programme.

Dans cette nombreuse et brillante phalange, saluons au passage les noms de MM. Baudoin, Berthélemy, Bouchor, Charpentier, Chrétien, Delattre, Fouace, Hermann Léon, Krug, Laugée, Lepoitevin, Marais, Lizé, Minet, Nicolle, Orange, Zacharie, Benet, Guilloux, Jondet, Brunet-Debaines, Delaunay, Manesse, Chedanne et nos deux habiles confrères : Adeline et Hédou.

Parmi eux, il en est que nous aimerions à étudier de

près, si nous ne craignions le reproche de vouloir remplacer ce rapport par un article de critique.

Sans doute, ce serait besogne séduisante, mais, bien qu'on ait soutenu que le remède le plus sûr pour faire cesser la tentation était de succomber, je vous demande la permission, ce soir, d'y résister dans votre intérêt. Songeons en effet que le plaisir de celui qui parle a besoin, pour être complet, de se sentir partagé par celui qui écoute. Enfin, nous brouillerions la peinture et la musique, ces deux muses sœurs faites pour s'entendre ; aujourd'hui, la musique est notre invitée. Sous prétexte de Salon, il serait mal séant de la faire attendre au vestibule.

Et pourtant, par quels jolis chemins nous vous mènerions ! Tenez, avec M. Chedanne, quel amusant voyage en Italie ! Grand prix de Rome depuis 1887, M. Chedanne sait sa ville éternelle sur le bout du doigt : il nous présenterait lui-même le théâtre de Marcellus, où il a dessiné ces superbes colonnes; près de ces deux tombeaux de la renaissance italienne, quelles salutaires réflexions nous ferions sur le néant de la vie, sur l'immortalité de l'art, et aussi quelles comparaisons peu flatteuses entre ces maîtres gracieux du XVI^e^ siècle et nos constructeurs de tombeaux modernes.

D'Italie, nous reviendrions en France et, en passant par Elbeuf, nous oublierions volontiers ses hautes cheminées en nous arrêtant chez Manesse; l'aimable graveur nous montrerait son beau portrait de Mgr Thomas, son Jean des Montiers, maréchal de camp des armées

du roi, et la femme de Louis del Rio, d'après l'Antonio Moro du Louvre.

De là, en une heure de canot, nous serions à Freneuse, en face la maison de Minet, à deux pas de la cabane de Bouchor ; nous causerions avec le passeur, qui se vanterait à nous d'avoir posé dix-sept fois, lui et sa barque, dans les tableaux de ces deux excellents paysagistes ; pour le plaisir de bavarder un tantinet, il nous conduirait, bien sûr, derrière ces îles touffues, aux arbres jaunis par l'automne, et pendant que nous deviserions, la barque, en glissant tranquille, frôlerait les roseaux qui bordent la rive.

Enfin, nous rentrerions à Rouen et, avant de déboucler notre sac, nous frapperions à la porte de l'atelier de Jondet, où ce sculpteur modeste et convaincu nous ouvrirait le carton des études de son *Job*, figure décharnée et lamentablement triste, sur le front de laquelle semblent se lire les sacrifices de la veille et les espérances du lendemain.

Mais, rassurez-vous, nous ne tenterons pas de voyage en zig-zag à travers les treize cents numéros du livret officiel, et nous nous contenterons de relire la liste de nos Normands pour y signaler nos lauréats d'hier : M. Brunet-Debaines, en 1876, M. Guilloux en 1882, M. Zacharie en 1884, M. Chrétien en 1886, M. Delauney en 1888.

Ceux-là, notre Compagnie n'a pas à se repentir de les avoir choisis dans les rangs pressés de leurs collègues ; car, depuis le jour où nous les avons distingués, leur

renommée n'a fait que s'étendre et leur valeur que se fortifier.

Ne sommes-nous pas en droit, au nom du passé, d'espérer de pareils résultats de ceux qui mériteront le prix Bouctot aux prochaines expositions. Car ce prix, ne l'oublions pas, il doit être tout à la fois une récompense et un encouragement. Quelque banale que soit dans sa formule cette façon de comprendre l'économie de notre concours, convenons qu'en la donnant ainsi en toute simplicité, nous nous maintenons strictement dans les intentions du donateur, à la libéralité duquel nous devons de pouvoir à notre tour faire les généreux aujourd'hui.

Aussi bien notre médaille ne saurait ni descendre au rang d'un simple diplôme d'application, ou d'un accessit de bonne volonté, ni monter au niveau de la médaille d'honneur de Paris. Elle n'en reste pas moins une des récompenses les plus enviées de nos Salons rouennais.

Pour l'obtenir, il n'est pas nécessaire d'employer tel ou tel procédé, d'appartenir à telle ou telle école ; quelque suspecte que soit à cet égard la réputation de l'Académie, elle n'est pas ennemie d'un large éclectisme, tempéré par le respect des saines traditions. En art comme en littérature, tous les genres lui plaisent, pourvu qu'ils soient bons, pourvu qu'ils expriment un sentiment juste et sincère, pourvu que la toile qui lui est offerte la charme ou l'émeuve, pourvu en un mot que ce soit une œuvre d'artiste, c'est-à-dire la révélation d'une personnalité pensante.

Nous ne sommes pas, sans doute, de ceux qui

écrivent au fronton de leur porte « l'art pour l'art », et nous préférons aux merveilles d'une exécution parachevée mais ne dégageant rien, le moindre dessin, sous les repentirs et les tâtonnements duquel se devine la poursuite du caractère et de l'idéal. Nous nous défions même un peu, à cause de cela, de ce qu'on appelle aujourd'hui le talent. Tout seul le talent est richesse dangereuse, parce qu'il risque de masquer agréablement l'absence de la pensée et, gageons-le, plus l'artiste se sentira d'adresse et de virtuosité, plus il tendra à choisir les sujets creux, les scènes vides, les coins insignifiants, afin de bien démontrer au public que si vous prisez sa toile ou son marbre, votre admiration s'adressera non pas à quelque vérité d'ordre impersonnel, relevant des grandes lois du beau, mais exclusivement à sa personne, à son petit *moi*, à son incomparable façon de s'y prendre, à sa manière, à son chic étourdissant, vertus précieuses assurément, mais qui sont à l'art ce que la rhétorique est à l'éloquence, c'est-à-dire un vêtement. Combien de peintres, hélas ! n'habillent que des mannequins !

A coup sûr, nous n'avons pas à adresser de pareils reproches à l'artiste que l'Académie récompense aujourd'hui, M. Alphonse Marais, né à Honfleur, élève de Berchère et de M. Busson.

M. Marais expose à Rouen deux toiles : *Dans la prairie* et *Bergère et son troupeau*. Toutes les deux appartiennent au même ordre d'inspiration. Toutes les deux sont empreintes d'un vif sentiment de grâce champêtre et de simplicité agreste. Sans atteindre les

sommets où planait Van Marke, M. Marais est en train de prendre une des premières places parmi les animaliers de notre école normande. Et quel peintre consciencieux ! Vous iriez le surprendre à sa maison d'Honfleur que vous le verriez en compagnie de ses bœufs et de ses vaches, étudiant leurs attitudes pittoresques, le jeu de la lumière sur leurs formes robustes, la physionomie de leur démarche débonnaire, pendant qu'une paysanne, en attendant l'heure de la pose, tricote son bas bleu près de la haie.

Vous le retrouverez, ce modèle, dans les deux toiles du Salon rouennais. Cette figure bien campée, correctement dessinée et peinte grassement, sans mièvrerie, comme sans audaces exagérées, est tout autre chose que la simple bonne femme à robe rouge, que les amateurs font intervenir d'ordinaire dans leurs verdures pour obtenir une couleur complémentaire qui manque à l'harmonie de leur plat d'épinards.

Elle est bien la cause du tableau, et non son accessoire. C'est autour d'elle, et subordonnés à sa signification, que gravitent les éléments de la scène. La plaine est nue, et seulement au loin, quelques silhouettes d'arbres bleutés se dessinent sur un horizon clair. Les deux vaches blanches, tachées de larges touches brunes, tiennent une place importante au premier plan, les sabots enfoncés dans une herbe ponctuée de fleurs jaunes. L'une regarde, l'autre paît. Dans l'intervalle qui les séparent, deux moutons, les moutons favoris de la paysanne, viennent frôler le bas de son jupon bleu. C'est simple, c'est frais, c'est joli, sans être niais.

Quant à elle, tout en tricotant, elle songe ! Sa tête, modelée énergiquement dans un clair obscur roux et franchement enlevée sur les gris du ciel, est fièrement emmanchée sur un col, hâlé par les caresses du plein air ; et, dans ses yeux sauvages, on voit luire une pensée qui n'est ni celle des bergères de Boucher, ni celle des campagnardes de Breton.

Tout cela est plein de soleil et de perspective aérienne, car la palette de M. Marais est avant tout lumineuse. A force de peindre d'après nature en Normandie et en Bretagne, il s'est imprégné de ces qualités maîtresses qui font le paysagiste ; nul plus que lui, depuis dix ans, n'a donné l'exemple de l'absorption dans le travail, du recueillement dans la recherche de la vérité esthétique, travail fécond, recueillement enviable, qui laissaient leurs traces dans les envois de Marais aux expositions de Paris et de province. Le prix Bouctot est donc à sa place entre ses dignes mains : en le couronnant nous payons ses efforts dans le passé et nous sanctionnons ses succès dans le présent.

RAPPORT

SUR LES

PRIX OCTAVE ROULLAND

Par M. BARBIER DE LA SERRE

MESSIEURS,

L'Académie décerne cette année, pour la première fois, le prix fondé par un legs de M^me^ veuve Roulland et qui a pour but de récompenser les frères et sœurs de nombreuses familles qui ont fait preuve de dévouement envers les derniers enfants. Cette pieuse pensée de M^me^ Roulland a été inspirée par le souvenir et, en quelque sorte, mise sous le patronage d'un fils qui l'a précédée dans la tombe, ravi trop tôt à sa tendresse, que plusieurs d'entre vous ont connu, et qu'on n'a pu connaître sans l'aimer et sans le regretter. Octave Roulland est mort en 1875, à l'âge de trente-quatre ans. La bienfaisance était traditionnelle dans sa famille et il resta fidèle à la tradition. Il appartint à cette

forte phalange d'étudiants chrétiens qui n'attendent pas tout le développement de leur science et de leur expérience pour se rendre utiles, s'exercer à la charité et faire autour d'eux tout le bien dont ils sont capables. Ceux-là seront plus tard de bons citoyens, des hommes précieux pour leur patrie, des philanthropes éclairés ; ils commencent par être des écoliers sérieux et studieux, de bons fils, d'excellents camarades. Tel fut Octave Roulland ; les exemples et les préceptes maternels avaient jeté dans son cœur d'heureuses semences ; il sut les conserver, les développer ; il était tout prêt à les mettre au service de son pays, quand Dieu l'a rappelé à lui, le jugeant mûr pour le ciel. Ce fut un douloureux sacrifice pour la mère, justement fière de son enfant ; ce n'est plus un sacrifice maintenant ; tous deux se sont retrouvés au sein de l'éternelle félicité.

Lorsque l'Académie dut s'occuper de remplir les dernières volontés de M^me^ Roulland, elle éprouva un peu de doute et quelque embarras. Le dévouement fraternel, personne assurément ne le niera ; il existe, il n'est pas rare, mais par sa nature même il échappe à l'appréciation. Il est modeste et aime à se cacher ; il faut le découvrir et le montrer au grand jour. Et puis, pourquoi chercher à récompenser ce qui porte en soi sa récompense ; la charité envers le prochain, même poussée jusqu'au dévouement, est une vertu naturelle aux âmes bien nées ; elle l'est surtout si elle a pour objet des êtres qui tiennent à nous par les liens du sang. L'amour fraternel est inné dans les cœurs, le dévouement en est la conséquence, et les prix de l'Académie sont bien peu

de chose si on les compare à ce premier degré dans la récompense, à la joie d'une conscience qui a fait tout son devoir, plus que son devoir, et qui attend du ciel un prix autrement beau et durable que ceux que donnent les hommes. Aussi, Messieurs, la testatrice et l'Académie, qui n'est que son instrument, ne vont-ils pas prétendre récompenser ; je m'exprimais mal en commençant. Les prix de vertu, celui-là comme les autres, ne font que mettre la vertu en évidence, la faire sortir de ses retraites, la proposer en exemple, en faire pour tous un objet d'émulation. Dans ces conditions, l'embarras n'a pas été de trouver le dévouement fraternel, mais plutôt de choisir parmi les faits signalés à l'Académie ceux qu'il convenait de faire connaître. Ils sont nombreux, en effet. Plus d'une lettre nous a fait pénétrer dans ces intérieurs modestes, où l'on voit la multitude des enfants, bien peignés, bien lavés, propres sous leurs vêtements usés, et, mieux encore, sages, obéissants, bien disciplinés. Tout cela est l'ouvrage de la sœur aînée qui, en l'absence de la mère retenue au dehors par son travail, fait ainsi son apprentissage de mère de famille, de ménagère active et laborieuse. De tels spectacles réjouissent le cœur, mais c'est là, pour ainsi parler, la menue monnaie du dévouement, et nous sommes en droit de nous montrer plus exigeants. Ce sont des pièces d'argent et nous voulons trouver de l'or. Il n'a pas fallu chercher beaucoup pour en trouver. J'ai l'honneur de vous présenter, Messieurs, une famille de braves et excellents cultivateurs, de la commune de Criquebeuf-en-Caux, Stanislas et Marie

Leprettre, le frère et la sœur, les aînés de sept enfants. Pierre, Gustave, Marie, Blanche et Charles ne sont plus aujourd'hui des enfants ; le plus jeune est soldat au douzième régiment de chasseurs ; le plus âgé est marié et père de famille ; mais tous ont conservé pour leurs aînés les plus vifs sentiments d'affection et de reconnaissance. On va voir que ce n'est pas sans raison. Le chef de cette nombreuse famille et sa femme décédèrent en 1872 et 1874, laissant dix enfants, dont le plus jeune avait quatre ans, un avoir nul ; mais leur succession était riche, car ils léguaient à leurs enfants le courage, la bonne volonté, l'amour du travail. Marie et Stanislas avaient alors vingt-six et vingt-cinq ans : ils se mirent résolument à l'œuvre, s'imposèrent de rudes sacrifices et élevèrent complètement cinq de leurs frères et sœurs, leur prodiguant tous les soins, toutes les tendresses qu'on peut attendre d'un père et d'une mère dévoués. Les jeunes enfants grandirent sous l'œil de leurs aînés, profitant de leurs exemples, dociles à leurs ordres, et, jusqu'à l'époque de leur établissement, ils n'ont pas connu d'autre domicile que celui où ils étaient nés et si bien élevés. Marie et Stanislas ne se sont pas mariés : il y aurait indiscrétion à leur demander pour quelle raison ; mais je soupçonne fort qu'il n'y en a pas d'autre que le souci de se conserver entièrement à l'œuvre léguée par leurs parents. Les enfants Leprettre ont tous, comme l'on dit, bien tourné ; tous ils ont des positions honorables, une conduite irréprochable, et sont le meilleur éloge qu'on puisse faire de leur sœur et de leur frère aînés. Ceux-ci ont vraiment poussé

jusqu'à ses limites possibles le dévouement fraternel. Ils sont dignes du prix fondé par Mme Roulland.

Les dispositions du legs nous ont permis, à notre grande satisfaction, de décerner un autre prix de même valeur ; le mérite à signaler n'est pas moindre que le précédent.

Marie-Adélaïde Bourg, née à La Chapelle-sur-Dun le 14 août 1818, d'une famille d'ouvriers, avait vingt-deux ans quand elle perdit sa mère. Son père, infirme et incapable de travail, était emporté plus tard après une longue maladie. Au décès de la mère il y avait à la maison six enfants, quatre garçons et deux filles, dont l'aînée était Marie-Adélaïde. Alors commence pour cette dernière une vie de labeurs pénibles, de sacrifices incessants. Pénétrée de ses devoirs, comprenant et acceptant bravement la responsabilité qui lui incombe, elle se substitue à la mère qui n'est plus, au père que la maladie implacable cloue sur son lit de douleurs. Quand enfin la mort le prend à son tour, Marie-Adélaïde fait face à tout, travaille pour tous ; elle ne peut même compter sur l'aide de ses plus jeunes frères. L'un est enlevé à vingt-deux ans par une maladie de poitrine ; l'autre meurt au régiment. Bientôt la gêne entre dans la maison : les faibles ressources créées par le travail de ces orphelins sont bientôt dépassées par les lourdes charges de la maladie, et le passif arrive à la somme effrayante de mille francs. Mais Marie-Adélaïde ne connaît pas le découragement ; elle redouble d'efforts et parvient, à force de privations, à solder complètement ce déficit. Elle a enfin le bonheur de voir ses efforts récompensés ;

elle place et établit avantageusement les deux sœurs et le frère qui lui restent et qui jusque là ne l'ont jamais quittée. Elle peut alors se reposer, relativement, car son repos à elle c'est le travail. Elle s'est placée chez une dame de notre ville qui donne d'elle le meilleur témoignage ; et ce n'est pas le seul dans sa commune, tous ceux qui l'ont connue sont unanimes à rendre hommage à sa vie de sacrifices et de dévouement.

L'Académie, Messieurs, a été heureuse de vous faire connaître la belle conduite de Marie et Stanislas Leprettre et de Marie-Adélaïde Bourg. Elle les convie à l'honneur, eux qui ont été à la peine, et les invite à venir recevoir le prix fondé par M^me^ Roulland.

RAPPORT SUR LE PRIX DUMANOIR

Par M. l'Abbé SAUVAGE

MESDAMES, MESSIEURS,

On dit parfois que la vertu devient plus rare de jour en jour. Si c'était absolument vrai, moindre aurait été notre embarras pour choisir le titulaire du prix offert par M. Dumanoir « à l'auteur d'une belle action accomplie « à Rouen ou dans le département de la Seine-Infé- « rieure. »

Les concurrents, cette année, étaient au nombre de six ; et si quelques-uns d'entre eux ont paru insuffisants, trois demeuraient en présence, tous trois dignes d'être couronnés, tous trois si égaux en mérites que notre Compagnie a, pour fixer son choix, résolu d'offrir la palme à celui qui jusqu'à ce jour a été le moins bien payé de ses actes de dévouement.

Sûrs de retrouver un jour sur le chemin de l'honneur, et d'avoir à vous présenter pour quelqu'un de nos prix

futurs, les deux plus jeunes prétendants, nous nous bornerons aujourd'hui à vous présenter le brave homme qui nous a paru mériter les suffrages de l'Académie.

Ce n'est pas sans quelque labeur que cette humble biographie a pu être reconstituée. Notre lauréat parle peu, raconte assez mal ses exploits, embarrassé qu'il est de se louer lui-même ; il se perd souvent dans les dates et néglige d'importants détails, car des sauvetages accomplis il ne se souvient guère plus que ceux qui lui doivent la vie. N'agissant point en vue des récompenses, il s'est toujours d'ailleurs montré fort peu soigneux d'obtenir des certificats, de compiler des témoignages ou des récits de ses belles actions ; on ne trouverait pas chez lui un seul exemplaire des journaux qui les ont jadis racontées.

Ce peu de souci du panache a compliqué la tâche du rapporteur et peut faire tort au héros ; il ne faut pas trop nous en plaindre. Certaines défaillances de mémoire sont à l'honneur des oublieux : heureux celui dont la main gauche ignore ce que fait sa main droite.

Nous reste-t-il assez de faits appuyés de bons témoignages pour qu'on ne puisse contester le mérite de notre élu ? Cette assemblée en va juger.

Fils d'un pilote de Honfleur, sauveteur lui-même et qui périt victime des caprices de l'Océan, François-Désiré Cauvin, né en 1846, fit de bonne heure connaissance avec la mer et les flots.

Devenu, presque en se jouant, bon matelot et nageur

émérite, il avait dix-huit ans à peine lorsqu'en 1864, inscrit comme novice au rôle d'équipage de la *Marie-Zoé*, il fit un voyage à *Swansea*.

Un jour qu'avec son capitaine il allait aux provisions, profitant de la circonstance pour examiner de plus près ce port si fréquenté, si bien outillé, si actif, voici soudain qu'un cri perçant retentit presque à ses côtés. C'est une femme qui, avec son enfant, vient de tomber au bassin. Notre novice n'hésite pas ; fendant la foule effarée, qui regarde mais n'agit point, il cherche des yeux la malheureuse, l'aperçoit, se jette à la mer, plonge, la saisit et la ramène, aussi bien que son enfant, aux applaudissements des Anglais émerveillés d'un tel courage, d'un tel sang-froid et d'une telle vigueur chez un Français si jeune encore.

Un spectateur fait aussitôt une collecte dans l'assistance et remet au sauveteur une somme de cinquante francs, plutôt à titre d'hommage que de gratification. Ce fut pourtant un malheur pour Cauvin, car le consul français, M. Thomas, dut renoncer à demander pour lui une médaille de sauvetage, l'usage constant et louable de la marine française étant de n'accorder jamais de distinction honorifique pour de beaux faits déjà récompensés par une offrande pécuniaire.

A peine rentré à Honfleur, et avant d'être atteint par la conscription maritime, François Cauvin eut occasion de renouveler son dévouement.

En s'amusant imprudemment près d'un brick en réparation, un jeune enfant se laisse choir entre le

brick et la carène disposée pour son radoub. Le sauvetage était périlleux : Cauvin le tente néanmoins, va chercher l'enfant sous les planches et le ramène d'abord à la lumière, puis à la vie, grâce au concours d'un camarade nommé Grégoire Durand. Notons ici que Cauvin, qui du reste ressemble peu à nombre de gens de lettres, nomme toujours ses collaborateurs.

De tels débuts promettaient à l'État un serviteur vaillant et dévoué : ces espérances ne furent point trompées.

En 1868, notre ancien novice, embarqué sur la frégate *l'Astrée*, se distingue par sa bravoure, dans un incendie terrible, qui dévora, trois jours durant, la ville de Valparaiso. Car Cauvin, s'il est spécialiste, ne l'est pas jusqu'à exclusion, et, tout en préférant l'eau, sait au besoin aller au feu.

Non content de récompenser la belle conduite du jeune matelot par une mise à l'ordre du jour, le brave commandant Peyron ordonna qu'il fut promu à la seconde classe de son grade, ce qui doublait presque sa paie, en l'élevant de 24 francs à 45 francs par mois.

Après avoir fait son temps sur les navires de l'État, François reprend le cabotage; nous le retrouvons à Rouen, en 1872, à bord de la *Sainte-Marie,* chargée de cidres bas-normands.

Le bateau est amarré au quai du Mont-Riboudet, à peu de distance de l'île. Tandis que les équipes du capitaine Bénard élinguent et roulent les pesantes futailles,

des enfants se jouent à l'entour ; or voici qu'en se bousculant deux fillettes tombent à la Seine.

Cauvin, qui les aperçoit, saute à l'eau tout habillé, les repêche et les confie aux soins d'un débitant voisin, d'où elles s'empressent de s'enfuir de peur d'être réprimandées. C'est en vain qu'on presse le sauveteur de s'informer de leur famille en vue d'une juste récompense. Il s'agit bien de cela ! le cidre ne peut pas attendre.

L'année suivante, à Fécamp, comme le capitaine Lebreton et son matelot Cauvin se promenaient sur la plage, ils aperçoivent là-bas, tout là-bas, à l'horizon, une jeune fille de quatorze ans et un jeune garçon de onze, enfants de riches étrangers, à en juger par leur costume, qui s'amusent auprès des flots verts. Ceux-ci s'avancent peu à peu, sous l'impulsion de la marée montante ; ils envahissent lentement le galet, délogeant successivement les jeunes gens des positions où ils cherchent à s'établir. Bientôt la marche en avant s'accentue, l'ondulation se fait vague, la vague se forme en rouleaux, qui se déversent en cascades, s'étalant de plus en plus loin sur la pente mollement inclinée ; sans prévoir encore le danger les enfants pressent leur retraite, puis la retraite se change en fuite, la fuite en une course rapide. Mais la mer court plus vite encore. Les ondes s'enflent et grossissent, et déferlent avec fracas ; la blanche toison qui tout à l'heure semblait *moutonner* au large a pris la teinte fauve des sables ; chaque flot secoue sa crinière d'écume ; c'est comme un

troupeau de lions qui poursuivent avec fureur les fuyards dans leur course folle. Les imprudents s'épuisent en vains efforts, les blanches volutes couvrent déjà leurs pieds, les dépassent, les enveloppent ; ils sont rejoints, terrassés, soulevés, enlevés au large.

C'en était fait d'eux sans Cauvin, qui, par bonheur, suivait des yeux ce drame émouvant et terrible. Sans même attendre les appels désespérés des victimes, il a couru à leur secours ; sans déposer ses vêtements, il s'est élancé dans les flots, il nage avec vigueur vers ces épaves humaines, il est assez heureux pour les rejoindre à temps, et, saisissant la minute propice, pour les arracher à l'étreinte de leurs fougueux envahisseurs.

Ceux-là comprendront le péril qui savent que, quand un navire vient à manquer l'entrée d'un de nos ports du littoral normand, le plus souvent l'équipage est sauvé si la coque touche sur des roches, mais qu'il y a presque toujours mort d'homme quand l'échouage a lieu sur le galet. Nous l'avons maintes fois constaté durant notre séjour à Dieppe.

Cauvin avait risqué sa vie : cependant il ne semble pas que ceux qu'il venait de sauver, ni leur famille, se soient jamais souciés de savoir quel était l'homme qui s'était trouvé si à point sur la plage fécampoise pour leur épargner un deuil. Cauvin ne s'en étonne pas : si vous lui demandez pourquoi il n'a jamais été récompensé de ce dangereux sauvetage, il vous répondra simplement : « Je ne l'avais pas fait pour ça. »

C'est sans doute pour ce motif que la plupart des oisifs pour lesquels nos braves marins ont trop souvent

occasion d'exposer des jours précieux à une nombreuse famille se croient quittes si aisément des services qu'ils en ont reçus. Est-ce que « *le Gouvernement* » n'est pas là pour payer leur dette? N'accorde-t-il pas quelquefois des médailles aux sauveteurs ou des pensions à leurs veuves? Si les marins s'abstiennent de réclamer, par dignité ou par insouciance, qu'ils ne s'en prennent qu'à eux-mêmes : il faut savoir tendre la main quand on veut qu'elle se remplisse, et présenter sa boutonnière quand on veut qu'elle soit honorée.

A cela Cauvin ne songe guère, non plus qu'à dresser le bilan de ses actes courageux, pas même lorsqu'il fait coup double ou qu'il sauve à la fois trois vies, comme par exemple à Pont-Audemer, en 1874.

Trois jeunes Rouennais « s'esbattoient » sur la Risle dans une embarcation légère, sans se douter des trahisons dont cette rivière est capable. Pour des marins d'occasion une fausse manœuvre est bientôt faite, un esquif bientôt chaviré : voilà donc nos trois amateurs versés à la fois dans l'eau, qu'ils battent de leurs mains inhabiles, et filant au gré du courant.

Par bonheur, du haut de la drague où il travaillait alors, Cauvin, tout en prenant son modeste repas, a suivi d'un œil attentif les évolutions du canot, dont les embardées lui révèlent l'inexpérience de l'équipage. A peine la barque est-elle couchée, à peine l'écoute a-t-elle trempé dans l'eau, qu'il a sauté par dessus bord. Quelques vigoureuses brassées le mènent au lieu de l'accident, il recueille les trois canotiers, les ramène d'abord

à l'épave, puis, avec elle, au rivage. Sans un secours aussi prompt, ils étaient noyés tous les trois, comme ils l'avouent consciencieusement dans le curieux certificat que nous avons eu le plaisir de lire à l'Académie au mois de juillet dernier.

Mais Cauvin arriva trop tard, le 30 juin 1877, pour sauver le malheureux fils d'un pilote de Honfleur, un pauvre enfant de onze ans, qui s'était mis imprudemment à l'eau presque aussitôt après avoir mangé. Aux cris des sœurs de l'Hôpital, qui avaient vu couler le jeune baigneur, notre sauveteur accourt, plonge et replonge; il ne peut rencontrer le corps, qu'un trou avait absorbé et qui ne fut découvert qu'après quatre heures de pénibles recherches.

« Le jeune Marriolles, écrivait le journaliste de Hon-
« fleur, était l'un des bons élèves du collège de notre
« ville, il était doué d'excellentes qualités, jointes à
« une intelligence remarquable (1). »

Hélas! la mort a de ces prédilections pour les fleurs les plus délicates et les plus riches en promesses, alors qu'elle n'a que des dédains pour celles dont l'abandon ne serait un mal pour personne.

Tel cet ivrogne qui *lézardait* paresseusement au soleil sur l'un des parapets du port, tout près de la

(1) *Écho Honfleurais* du 23 juin 1877. — M. A. Marais, lauréat du prix Bouctot cette année même (1891), était parent du jeune Mariolles, et fut appelé par la famille pour en reproduire les traits dès qu'il eut été retrouvé. Il reconnut Cauvin à la séance publique de l'Académie en entendant lire ce rapport.

station des paquebots du Havre. Un faux mouvement le jette à bas du quai, juste au moment du passage de Cauvin. Celui-ci, au bruit de la chute, s'élance d'instinct, d'une hauteur de huit mètres ou environ, dans le chenal, qui, à cette heure, avait au plus de quatre à cinq pieds d'eau. C'était courir la double chance de se tuer et de s'empoisonner, en s'enlisant dans la vase fétide. Mais le dieu de Constant Aubourg, Bacchus, veillait sans doute sur son dévot, puisque Cauvin put l'empoigner et le porter, juste à temps, chez un pharmacien voisin, dont l'énergique médication le fit revenir à la vie.

Un mois plus tard, notre vaillant dragueur veillait avec un camarade par une nuit des plus sinistres, et l'heure de minuit approchait, quand un bruit de voix avinées attire leur attention. Presque aussitôt se fait entendre le bruit d'un corps pesant tombant dans l'eau.

La nuit est noire, la pluie verse à torrents, mais ce n'est pas une raison pour laisser périr un homme. Cauvin et son confrère Angot courent donc vers le bassin, où, dans le clapotis des vagues, que fouette furieusement l'eau du ciel, ils aperçoivent une tête qui émerge encore faiblement.

Avec une rare présence d'esprit, Cauvin se jette à plat ventre, saisit la tête et la maintient d'abord; puis, tandis que son camarade le tient lui-même par les pieds, il attire le corps à lui. Chose étrange! bien que celui-ci soit presque complètement à quai, ses jambes pèsent lourdement encore. La cause de ce poids anormal se

révèle au bout d'un instant sous l'aspect de deux mains crispées, cramponnées convulsivement à l'une des jambes du noyé ; une seconde tête apparaît, puis, à sa suite, un second corps. Nos sauveteurs reconnaissent les capitaines de deux navires anglais, le *Victor* et le *Vivier*, amarrés à deux pas de là ; en voulant rentrer à leur bord après une soirée d'orgie, ils avaient manqué la passerelle. Cauvin et Angot les remettent à leurs équipages respectifs.

Or, la suite de cet épisode va permettre de constater qu'en quelque chose au moins notre siècle ressemble au siècle si fameux d'Auguste.

Le lendemain de la pêche merveilleuse des capitaines anglais, un préposé des douanes remettait à ses chefs un rapport très circonstancié, où il s'adjugeait à lui-même tout l'honneur du sauvetage :

Sic vos, non vobis.....

De fait, le préposé était arrivé là, juste au moment où les deux corps étaient déposés sur le quai. Mais Angot n'était pas homme à se laisser frustrer comme Cauvin ; il cria si haut et si fort, s'appuyant sur le témoignage des deux équipages anglais, que le rapport fut annulé, le préposé cassé aux gages, et que les deux sauveteurs eurent seuls à se partager la généreuse récompense allouée par le consul anglais : *Dix francs* en tout ! cinq francs par tête de capitaine ! les femmes valaient dix fois plus à Swansea, juste dix ans auparavant. Mais il est juste d'ajouter que le cours des An-

glais a remonté depuis ; puisqu'un seul était, l'autre jour, coté à Madagascar quarante mille francs, plus les frais.

Il est vrai qu'en cette circonstance c'était la France qui payait, et l'Angleterre n'avait qu'à recevoir.

Si l'aventure des capitaines anglais tint moins du drame que de la comédie, il n'en fut pas, malheureusement, de même de celle d'une femme Boudin, pauvre folle, qui, tourmentée de la manie du suicide, se jeta d'elle-même à l'eau dans le Petit-Quai de Honfleur, durant la belle saison de 1876.

Cauvin, qui veut la sauver, s'y précipite après elle et parvient à la saisir ; mais la pauvre créature, soit instinct de conservation, soit parti-pris d'en finir, se débat contre son sauveur, l'enlace et le paralyse. Une lutte affreuse s'engage au fond de ces eaux bourbeuses, où l'homme se sent défaillir et croit éprouver déjà des symptômes d'asphyxie ; pourtant, il ne veut pas lâcher la proie qu'il dispute à la mort et qui l'enserre lui-même dans une étreinte fatale. Sans le secours de Désiré Fauvel, pilote, qui le vint dégager, c'en était fait cette fois de Cauvin : il succombait au champ d'honneur.

Le danger qu'il avait couru ne suffit pas, toutefois, à le guérir de ce qu'il pourrait appeler, comme le vieux Michel Martaillo (1), « sa chienne d'habitude » de se mettre en péril aussitôt qu'il y voit quelqu'un. Nous en

(1) G. de la Landelle, *Premiers quarts de nuit.*

trouvons la preuve dans l'*Écho Honfleurais* du 23 juin 1880. Voici ce que nous y lisons :

« Avant-hier, 21 juin, vers dix heures du matin, le « nommé Durand (Édouard-Jean-Baptiste), âgé de « soixante-dix ans, charpentier de maisons, passait en « courant sur le quai du bassin de l'Ouest, à Honfleur, « lorsque, tout à coup, s'étant trop approché du bord, « son pied glissa et il tomba dans l'eau.

« Un instant après, il avait complètement disparu et « c'en était fait de lui, lorsqu'un témoin de l'accident, « le nommé Cauvin (Désiré-François), marin, âgé de « trente-quatre ans, se jeta bravement à l'eau et parvint « à ramener Durand à la surface, puis, aidé de quel- « ques personnes, à le déposer dans une embarcation.

« On ne saurait (poursuit le rédacteur) trop féliciter « Cauvin du courage qu'il a montré en cette circons- « tance, sans même songer au danger qu'il courait lui- « même. En effet, ses vêtements, qu'il n'avait pas pris « le temps de retirer, ne contribuaient pas peu à gêner « ses mouvements, que l'état d'asphyxie complète dans « lequel était plongé Durand paralysait davantage « encore, et, sans les talents qu'il possède comme « nageur, on eut pu avoir deux malheurs à déplorer. »

Ajoutons que la recherche avait été difficile et s'était prolongée sous l'eau. Or, pendant tout ce temps-là, la femme de Cauvin, employée à la lingerie d'un hôtel dont les fenêtres donnent sur le bassin de l'Ouest, entendait les réflexions anxieuses de la foule : « Cauvin s'est jeté « à l'eau . . . ; Cauvin ne remonte pas . . . ; ils sont restés « tous deux au fond . . . ; etc., etc. »

Ce sauvetage, accompli le 21 juin 1880, était au moins le douzième de Cauvin. Grâce à l'insistance de Durand, il fut enfin décoré de cette médaille d'argent de deuxième classe que le consul de Swansea voulait demander pour lui en 1864, soit seize ans auparavant.

La médaille de première classe devait venir à son tour : elle lui fut accordée, en 1889, sur le rapport de M. Aude, commissaire de la Marine, attaché au port de Rouen, à la suite d'un nouvel exploit dont nous transcrirons simplement la relation officielle.

Ce fait s'est passé à Rouen.

« Le 10 mai 1889, une jeune fille de onze ans étant « tombée dans la Seine, au quai de France, allait « infailliblement périr, lorsque Cauvin se jette à l'eau « tout habillé pour la sauver. Le courant était très « rapide et la jeune fille avait disparu sous les bateaux « amarrés au quai : c'est là que Cauvin plongea pour « aller la chercher. Il parvient à la saisir et la ramène « à la surface après bien des difficultés vaincues. La « jeune fille a perdu connaissance, mais est rappelée à « la vie quelques instants après son accident.

« Le sauveteur a exposé sa vie en se portant coura- « geusement au secours de cette enfant, et il a eu d'au- « tant plus de mérite que, relevant à peine d'une longue « maladie, il se trouvait dans un état qui rendait plus « dangereux encore pour sa santé son entrée dans « l'eau.

« J'hésitais, dit-il, dans l'enquête, car je venais de « faire deux mois de maladie ; mais, voyant que per-

« sonne ne se dévouait, je n'hésitai plus : je plongeai et « allai chercher l'enfant sous le bateau où elle avait « disparu. »

Nous aurions voulu ajouter quelques détails pour atténuer la sécheresse du récit officiel : nous les avons cherchés dans la presse locale, mais nos recherches ont été vaines : aucune trace de ce dévouement ne figure dans la collection de nos principales feuilles publiques. Ah ! si Cauvin avait assassiné la jeune fille qu'il a sauvée ! s'il avait eu surtout l'attention délicate de la débiter par morceaux ! nul doute que notre recherche eut été moins infructueuse.

Un mot surtout nous a frappé dans le rapport qu'on vient d'entendre : « Cauvin avait hésité... » C'est qu'il avait huit enfants qui l'attendaient à la maison. Il hésita, mais il agit pourtant ; désirez-vous savoir pourquoi ?

Nous l'avons entendu nous-même l'expliquer à sa compagne. « Tu devrais, disait-elle, en de pareils « moments, te souvenir de ta famille et surtout des « petits, qui n'ont que toi pour leur gagner du pain. « — Sans doute, répondit-il, et j'y songeais aussi ; « mais puisque aucune des personnes présentes ne vou- « lait se jeter à l'eau, fallait-il laisser périr cette petite « fille, sans lui porter secours ? » La pauvre femme baissa la tête.

Et pouvait-elle faire autrement ? Elle qui compte parmi ses ancêtres plusieurs vaillants officiers de marine ; elle dont le grand oncle repose à l'ombre des Invalides ; elle

dont la mère porte le nom d'Hamelin, l'un des plus purs de la marine française ?

Qu'elle et ses enfants s'en souviennent !

Et cependant le pain a manqué plus d'une fois chez cet homme si dévoué; car « Cauvin a eu à souffrir de « son courageux dévouement : sa santé a été profondé- « ment altérée, » comme le déclarent ses chefs et le médecin qui le soigne depuis son dernier sauvetage. Néanmoins, ce n'est pas de lui qu'est venue la première idée de faire valoir ses droits aux suffrages de l'Académie; nous ne devons de le connaître qu'à l'intervention bienveillante de M. le Commissaire de l'Inscription maritime, ce tuteur-né de nos braves marins, et qui leur porte un intérêt si vif.

L'Académie ne pouvait hésiter devant ce dévouement modeste qui semblait s'ignorer lui-même ; devant cet homme dont « la conduite fut toujours des plus régu- « lières », comme l'attestent ses patrons et la Mairie de Honfleur, où il a vécu dix-sept ans ; devant ce brave, dont la santé, déjà fortement ébranlée par 296 mois de bons services maritimes, a reçu le dernier coup dans le sauvetage du 10 mai 1889.

Quand on demande à Cauvin pourquoi, malgré tant d'oublis et même d'ingratitudes, il n'a jamais cessé de sauver ses semblables, il répond, avec naïveté : « Est-ce « que le bon Dieu n'a pas dit : Sauvez-vous les uns les « autres ? » Non, Cauvin, non ; le bon Dieu n'a pas dit tout à fait cela. Mais il ne désavouerait pas cette

variante généreuse du principe qu'il a posé à la base de la loi nouvelle : « Aimez-vous les uns les autres, comme « moi-même je vous ai aimés. »

Ah ! si tous savaient la comprendre, et surtout la mettre en pratique, cette parole divine et lumineuse ! que de tristesses de moins en ce bas monde ! que de belles actions de plus !

L'offrande spontanée de sa vie pour reconquérir celle des autres, le sacrifice obscur surtout, et vraiment désintéressé, sont choses trop peu communes pour qu'un corps comme l'Académie ne leur réserve pas toutes ses préférences ; et c'est pour avoir rencontré chez François-Désiré Cauvin ce rare mérite, uni à cette rare modestie, qu'elle l'invite à venir recevoir la plus haute de ses récompenses, c'est-à-dire *le prix Dumanoir*.

CLASSE DES SCIENCES

COMPTE RENDU

DES

TRAVAUX DE LA CLASSE DES SCIENCES

(Année 1890-1891)

Par M. POAN DE SAPINCOURT, secrétaire

MESSIEURS,

Pour la dernière fois, je viens vous rendre compte des travaux annuels de la classe des sciences. Cette mission, que votre indulgence m'avait rendue plus facile, que votre bienveillance m'avait faite agréable, avait pour moi ce charme de me mettre en communion plus directe avec mes confrères ; obligé de pénétrer dans leurs pensées j'ai appris à bien les connaître, à mesurer toute l'étendue de leur science et de leurs mérites, et dans ce commerce plus intime, je m'étais, je puis bien le dire, pris à aimer cette tâche où j'avais tant de profits à tirer et pour laquelle mon seul désir était de vous satisfaire.

Le confrère dévoué et distingué qui me succède mieux

que moi saura la remplir. Il a, chaque année, apporté sa bonne part au commun labeur et vos suffrages lui ont témoigné le prix que vous y avez attaché. Ce m'est un doux honneur de saluer son entrée à votre bureau où les sympathies qui l'attendent sont assurément la fidèle image de celles qui l'y ont appelé.

Le Précis de cette année contient une étude qu'il vous a soumise, sur les *Forêts ecclésiastiques du diocèse de Rouen*. M. Barbier de la Serre y a traité de l'origine des propriétés monastiques, de leurs premières réglementations, des charges, offices, justiciers, emplois et juridictions auxquels elles ont donné naissance.

Dans cet exposé de l'ancien régime forestier sont résumés les principaux détails de l'administration et de l'exploitation. Un tableau des forêts comprises dans l'ancien diocèse de Rouen, indiquant pour chacune d'elles sa destinée et son étendue, termine cet intéressant travail.

M. Maurice de la Sizeranne, membre correspondant, vous a fait don de son dernier ouvrage : *Dix ans d'études et de propagande en faveur des aveugles*. M. Georges Lechalas vous en a présenté l'analyse. Ce volume, œuvre de l'infatigable avocat de ceux dont il partage l'infirmité, est un recueil de conférences, discours, mémoires, plans d'éducation concernant la défense des intérêts des aveugles.

M. G. Lechalas insiste particulièrement sur le chapitre traitant de la première éducation des enfants et signale les opinions de l'auteur sur l'enseignement musical dont les développements supérieurs doivent être

exclusivement réservés à quelques sujets seulement et dans des établissements par conséquent très peu nombreux.

Sous le vocable de Valentin Haüy, les aveugles forment aujourd'hui une association dont les bienfaits s'étendent à tous les membres de cette intéressante Société.

Vous devez aussi à M. Lechalas un rapport très substantiel sur l'ouvrage que M. Legay, membre correspondant, a composé sous le titre de : *La question sociale, unique solution*. L'auteur y aborde quelques-uns des problèmes qui sollicitent l'attention et l'étude des économistes : la justification du droit de propriété, la réfutation des théories collectivistes, les limites du droit de propriété et les devoirs que celle-ci impose.

C'est sur cette dernière partie que M. Lechalas fait surtout porter son analyse et sa critique. Distinguant les biens nécessaires des biens superflus, M. Legay arrive à conclure que la propriété des biens superflus n'est légitime que si l'on en use pour conserver la vie de ceux qui n'ont pas le nécessaire. A cet égard, il fait appel à l'autorité des pères de l'Église, et cherche à démontrer que le droit d'autrui sur notre superflu est justifié dans certaines conditions ; il reconnaît que les indigents peuvent s'emparer de ce superflu en cas *d'extrême nécessité*, et il indique les limites dans lesquelles l'intervention gouvernementale peut obliger les riches à s'en dépouiller en faveur de ceux qui sont dans le cas de *nécessité grave*.

Quant aux devoirs de ceux qui possèdent, il en dis-

tingue trois : la tempérance, le travail et l'aumône.

M. Léchalas applaudit au plaidoyer de M. Legay contre l'intempérance et l'oisiveté ; il est également d'accord avec l'auteur sur l'aumône qui n'est pas une charité pure mais un devoir ; toutefois il regrette que M. Legay n'ait pas été assez précis sur le devoir individuel et notamment sur la définition et la légitimité du luxe. Au point de vue de l'ingérence de l'État, M. Legay semble s'en tenir aux formules des économistes classiques, opinion que partagerait volontiers votre savant rapporteur. Tout en rendant honneur au talent et à la science profonde que décèle cette étude, M. Lechalas a exprimé le vœu de voir bientôt M. Legay reprendre le point spécial du luxe et celui du rôle de l'État, en serrant la question d'un peu plus près.

M. Louis Deschamps, au nom d'une commission (1) chargée d'examiner les ouvrages offerts par M. Crépieux-Jamin, vous a parlé de la *Graphologie*, science qui, longtemps embryonnaire, a, grâce aux premières recherches de l'abbé Michon et grâce aux études de M. Crépieux-Jamin, obtenu l'attention des personnes qui s'occupent de sciences et de philosophie, groupé de fervents sinon de nombreux prosélytes et mérité l'honneur d'une critique distinguée.

Selon M. Deschamps la Graphologie doit avoir pour base absolue l'expérimentation ; mais si elle a droit à une place honorable dans les conquêtes de l'esprit humain, elle ne saurait rêver un avenir de popularité bien consi-

(1) MM. L. Deschamps, l'abbé Loth et Roberty.

dérable, car elle exige de ses adeptes des qualités exceptionnelles d'instruction, de patience et de tact absolument étrangères aux préoccupations de passe-temps amusant que certaines personnes ont pensé y trouver.

Dans une précédente communication, M. Eug. Niel avait appelé l'attention de l'Académie sur l'ouvrage composé par M. Gadeau de Kerville, sous le titre *Faune normande*. C'est, vous le savez, un inventaire des richesses zoologiques de notre province et une laborieuse entreprise, puisqu'il s'agit de décrire et de signaler des milliers d'espèces d'animaux.

Notre confrère félicite l'auteur d'avoir su, dès les premiers chapitres, limiter l'étendue de ce travail en se bornant à rappeler les divers éléments traités déjà par d'autres auteurs et à fixer d'une manière sûre et succincte les caractères essentiels de sa classification.

Les quatre premiers ordres des oiseaux forment la matière de cette nouvelle fraction de l'ouvrage offerte à notre Compagnie, c'est une partie bien faible de l'importante entreprise de M. Gadeau de Kerville ; mais, comme le premier fascicule, elle est pleine de renseignements locaux très précieux et puisés aux meilleures sources.

Depuis 1870, M. Husnot, l'un des lauréats de l'Académie, lui fait hommage de la *Revue bryologique* qu'il dirige et lui offre les fascicules de son précieux ouvrage sur les mousses de France. C'est M. E. Niel, qui a bien voulu, avec sa compétence toute spéciale en ces matières, vous rappeler ces travaux et en démontrer l'importance et l'intérêt. Vous devez aussi à notre savant confrère une note curieuse sur la *Manne des Hébreux*.

C'est à l'occasion d'une lettre de M. Benedite à M. Renan et de quelques articles de journaux de Paris et de Rouen, qui ont remis l'opinion publique sur cette question, que M. Niel vous a soumis quelques réflexions sur les diverses solutions proposées depuis longtemps et de nos jours.

On sait que la plupart des écrivains qui se sont livrés à des recherches sur ce sujet ont cherché à écarter le fait miraculeux pour y substituer un phénomène naturel. Ils ont proposé de regarder la manne biblique comme une matière analogue, sinon identique, à celle qui découle soit de l'Alhagi, soit du Tamaris. D'autres ont cru la reconnaître dans une sorte de lichen errant, bien connu dans les déserts de l'Orient, le Parmelia ou Lecanora excelenta. Quelques-uns enfin ont pensé que ce n'était autre chose qu'une sorte de cryptogame se rapprochant de la truffe comestible et qu'on trouve en abondance en Asie Mineure sous le nom de Terfas.

Le rapprochement de ces explications diverses du texte sacré ne permet pas à M. E. Niel de donner une satisfaction complète dans l'une ou dans l'autre. Tout en indiquant que l'exsudation d'arbustes est celle qui, à coup sûr, s'éloigne le plus des récits de Moïse, il réserve son adhésion aux autres et pense que la composition de la manne des Hébreux restera le secret de la Providence.

Les mémoires de la Société géologique de France publient la deuxième partie du travail de M. Suchetet, sur l'*Hybridité des oiseaux*. Cette partie traite des palmipèdes. C'est dans la famille des anatides que, selon l'au-

teur, se cantonne l'hybridation. En vous rendant compte de cette étude, M. E. Niel en a tiré quelques intéressantes conséquences au point de vue du transformisme.

M. E. Niel vous a également soumis l'opinion qui, pour lui, se dégage de l'étude des types monstrueux et bizarres que la faune fossile de l'Amérique a révélés, c'est que ces animaux si puissamment armés pour la lutte ont succombé les premiers, fait en contradiction avec la théorie de Darwin. La somptueuse publication du *Géological Survey* a mis en lumière les progrès de la paléontologie en Amérique, et les différences profondes que les animaux fossiles de cette contrée présentent avec ceux des autres pays. La flore fossile n'est pas moins magnifiquement représentée par les gravures de l'admirable collection américaine.

Les *Mammifères de France* de M. A. Bouvier, directeur du Musée pratique, a fait aussi l'objet de l'examen attentif de M. E. Niel. Ce recueil, ouvrage de vulgarisation et d'enseignement élémentaire, s'adresse à la masse qui a besoin de connaître les services que peuvent rendre les animaux de nos pays et les dégâts qu'ils commettent. M. Bouvier considère que chaque animal a eu son rôle à remplir dans l'harmonie de la nature, mais que l'homme, pour son profit particulier, a rompu cet équilibre primordial. Notre confrère a spécialement noté quelques chapitres curieux concernant l'apparition de certains animaux sur le sol de France.

La Classe s'est félicitée de compter au nombre des membres résidants M. André Suchetet. Notre nouveau

confrère, dont M. E. Niel vous avait fait connaître les travaux, s'est proposé, dans son discours de réception, d'étudier *les hommes de l'époque quaternaire qui ont habité notre région.*

En relisant cette étude au Précis vous y retrouverez, avec le plus grand intérêt, le tableau de leur vie, de leurs mœurs, de leurs industries et des réflexions sur l'origine de la vie sauvage, et sur la marche de la civilisation à travers les siècles.

Pour M. Suchetet il est permis de douter quelque peu de l'existence de l'homme tertiaire. Quant à l'homme quaternaire, il semble avoir possédé une croyance dans la vie future, quelques aptitudes artistiques, la culture de la musique et le goût de la parure. Pratiquant l'échange commercial, connaissant le feu, il fabriquait les poteries, savait coudre ses vêtements et préparer des peaux. Ces rudiments de civilisation étaient certes peu de chose au regard des difficultés de toutes sortes qu'il lui fallait vaincre, et cet émigré de l'Orient n'avait pas seulement à lutter contre son infirmité morale mais encore peut-être contre sa faiblesse physique. Ce n'était toutefois pas l'être dégradé que nous présentent quelques tribus sauvages modernes. Le vulgaire, selon l'honorable récipiendaire, est trop porté à considérer l'état de sauvagerie comme un point de départ ; l'histoire nous montre que chez certains peuples c'est une forme de décadence après des périodes de civilisation. La constance dans l'accroissement du progrès ne serait pas alors la loi nécessaire de l'humanité et les inventions du pre-

mier âge sont certainement plus admirables que les plus admirables parmi celles de notre temps.

Les études mêmes de M. Suchetet sur les Oiseaux, que nous avons signalées plus haut, ont fourni à M. le président Adeline l'occasion de rentrer dans le domaine de l'art, qu'il connaît si bien, et de répondre au récipiendaire en parlant des *dessinateurs d'oiseaux en Orient et en Occident.*

Les écoles hollandaises et anglaises ont donné des artistes éminents dans ce genre, et de nos jours, qui, avec plus de talent et plus d'esprit que Giacomelli, a su représenter la gent emplumée ? Dans ces œuvres le charme de la composition et de l'exécution lutte avec les plus gracieuses images de la poésie ; mais la première place semble appartenir aux Japonais qui, avec de légères et rapides esquisses, parviennent à donner l'illusion du relief et de la vie et à obtenir la puissance et la vérité avec de simples écrasements du pinceau. On peut dire que c'est avec naïveté qu'ils y triomphent ; ils apprennent à fixer d'un trait instantané toute impression fugitive telle qu'un nuage chassé par le vent. Ils meublent leur mémoire avec ces souvenirs, ils créent sans hésitation et sans repentir, sur un papier qui ne supporte d'ailleurs ni repentir ni hésitation, ces silhouettes que nous ne savons demander qu'à la photographie instantanée. C'est avec plaisir que vous retrouverez au Précis cette étincelante présentation de l'art japonais, dont ce trop court souvenir ne peut être qu'un bien pâle reflet.

Vous trouverez également au Précis une notice que

votre Secrétaire a consacrée à la mémoire de *Ch. Vincent*, ancien président, ancien trésorier de l'Académie ; témoignage de reconnaissance pour un confrère qui, pendant quarante ans, donna l'exemple d'un dévouement éclairé et assidu à notre Compagnie, honora sa profession et tous les postes qui lui furent confiés, et mourut emportant les respects et les regrets de toute la Cité.

En donnant son concours à la souscription ouverte pour l'érection d'un monument à cet homme de bien, l'Académie a été heureuse d'apporter son nom à cet hommage public, rendu si justement au savant professeur et au loyal et bon serviteur du pays.

Pendant cet exercice nous avons eu le regret d'enregistrer le décès du docteur *Pierre-Joseph Vallez*, membre correspondant.

Né à Russeignies (Flandre orientale), le 27 juin 1811, le docteur Vallez, à la suite d'études sérieuses à l'Académie de médecine de Bruxelles, couronnées par de brillants succès à ses examens de doctorat, entreprit plusieurs voyages scientifiques. Il séjourna successivement à Paris, Venise, Rome, Naples, Berlin, Hambourg, Francfort, Leipsig, Dresde, Prague, Londres, Turin, Florence, Munich, et visita la Hollande.

Dans ces diverses stations il étudia sous les auspices des grands maîtres de la science. Ce fut à la suite de ces voyages qu'il s'adonna à l'ophthalmologie. Sichel y fut son premier initiateur. Plus tard il devint chef de clinique du docteur Desmares et il alla ensuite près du docteur Jœger, à Vienne, compléter ses études et rece-

voir dans cette ville le diplôme spécial de l'Académie impériale.

Rentré à Bruxelles, le docteur Vallez crée un institut opthalmique gratuit, dont il prend la direction et où 7,500 malades sont en moyenne examinés chaque année.

Entre temps il publie plusieurs traités théoriques et pratiques, concernant les maladies et la chirurgie de l'œil ainsi qu'un grand nombre de brochures, et collabore activement à plusieurs journaux scientifiques.

Dans la suite il retourne en Italie où, pendant plusieurs mois, il traite à Rome des militaires français et des italiens. La guerre de 1870 le voit délégué de l'Association de la Croix-Rouge belge, se rendre à ses frais à Strasbourg et à Metz, pour assister les blessés. Rappelé par le Comité général en 1871, il est désigné pour donner ses soins aux vingt ambulances créées à Bruxelles et dans les environs de cette ville.

C'est avec le même zèle qu'en 1830, pendant la révolution belge, il était accouru, avec plusieurs sacs de linge de pansement, prodiguer ses secours aux victimes de la guerre civile ; c'est ainsi que les épidémies du choléra et du typhus le retrouvèrent toujours prêt à se dévouer.

Plus qu'octogénaire, après cinquante années de pratique, de travail assidu, le docteur Vallez s'est éteint dans la plénitude de ses facultés avec la satisfaction d'avoir si bien employé sa vie à mettre en action la devise qu'il avait adoptée : « Travailler pour la science, c'est honorer son pays ».

Un grand nombre de décorations et de témoignages

de reconnaissance publique récompensèrent d'ailleurs les services qu'il a rendus à sa patrie comme à l'humanité.

Pendant trente années, M. Vallez a appartenu à notre Compagnie au titre de membre correspondant, qui lui fut conféré le 28 juillet 1861. Ce fut sous les auspices et sur le rapport du docteur Duclos qu'il le reçut et, en plus d'une circonstance, il se fit honneur de l'avoir obtenu.

Personne d'entre nous, assurément, n'a oublié la manifestation de respectueuse sympathie dont le doyen de nos membres résidants a été l'objet. Le 5 mai 1891, M. Verrier accomplissait sa cinquantième année de collaboration à vos travaux. Le souvenir en restera consigné dans nos annales et le jeton de vermeil exceptionnellement frappé pour cette circonstance, rappelle le concours dévoué et assidu de notre excellent confrère. Par ce témoignage spécial vous avez fêté sa verte vieillesse et en même temps honoré une vie dignement parcourue.

Mais puisque nous sommes encore dans le temps où l'on formule des vœux, qu'il me soit permis de souhaiter à chacun de vous de recevoir un jour les mêmes honneurs en les justifiant par une aussi longue carrière académique. Aussi bien je fais en ce moment mon testament de secrétaire ; je ne puis mieux, il me semble, vous témoigner ma sincère reconnaissance qu'en exprimant de tout cœur un tel souhait.

DISCOURS DE RÉCEPTION

De M. SUCHETET

MESSIEURS,

Vous avez bien voulu m'admettre au nombre de vos membres résidants ; j'en suis profondément touché, et le sentiment qui m'anime en ce moment est celui d'une grande reconnaissance.

C'est à votre bienveillance, assurément, que je dois cet honneur, car mes modestes travaux ne pouvaient me permettre d'y prétendre. Vous avez vu en ceux-ci mon désir d'apprendre et, voulant m'encourager à mieux faire, c'est sur l'avenir, Messieurs, que vous avez compté pour justifier votre choix. Je vous remercie de la confiance que vous m'avez témoignée, tous mes efforts tendront à la mériter en m'associant à vos travaux dans vos réunions studieuses.

Je devais d'abord reconnaître la faveur insigne dont je suis redevable à vous tous, Messieurs, qui m'avez honoré de vos suffrages ; mais il me semble, et certes

vous ne me blâmerez pas, que je dois une mention toute particulière aux membres de la section des sciences qui ont fait preuve envers moi d'une si grande indulgence, au rapporteur trop bienveillant, au bureau et notamment à votre dévoué et sympathique président, M. Adeline, qui veut bien me recevoir ce soir.

Permettez-moi maintenant, Messieurs, de vous témoigner ma reconnaissance autrement que par de stériles remerciements et de vous payer ma bienvenue en empruntant à mes notes quelques observations sur les hommes qui, à l'époque quaternaire, ont habité le sol que nous foulons aujourd'hui.

J'essaierai de vous faire connaître leur vie, leurs mœurs, leur industrie; je vous soumettrai ensuite, comme conclusion de ce discours, quelques réflexions sur l'origine de la vie sauvage et sur la marche de la civilisation à travers les siècles.

Lorsque le premier ossement humain fut trouvé en plein terrain d'alluvion, dans les bancs de Manchecourt, avec des silex taillés, associés aux restes de mammifères éteints, l'émotion fut grande. L'homme fossile (1) n'avait pas été rencontré par l'illustre naturaliste qui avait su rassembler les débris des espèces animales perdues et, jusqu'alors, les quelques ossements de l'homme trouvés dans les cavernes, laissaient place au doute.

La découverte de M. Boucher de Perthes, quoique

(1) Par homme fossile, il faut entendre l'homme contemporain des espèces animales qui ont disparu et non point l'homme ayant vécu avant le déluge.

contestée par beaucoup de savants, eut, néanmoins, un grand retentissement (1). Déjà les découvertes antérieures du savant d'Abbeville avaient donné un élan irrésistible ; on avait repris l'étude des cavernes dont le comblement s'était effectué pendant l'époque quaternaire et des observations sur la vie et les mœurs de l'homme fossile avaient été présentées par M. Edouard Lartet dans les *Annales des Sciences naturelles* (2).

En 1867 devait se poser, devant le Congrès d'archéologie préhistorique, réuni à Paris, la question de l'existence de l'homme à l'époque tertiaire. Des fragments de silex brûlés, paraissant taillés intentionnellement, trouvés par l'abbé Bourgeois dans les calcaires miocènes de Thenay, furent l'occasion de cette invraisemblable hypothèse. Il fallut bientôt cependant reconnaître que des causes accidentelles pouvaient avoir produit le

(1) Les savants qui discutèrent sur l'authenticité de cette pièce furent, pour la France : MM. Milne-Edwards, président, Delesse, Desnoyers, Lartet, Bourgeois, Buteux, Gaudry, de Quatrefages, Alph. Milne-Edwards ; pour l'Angleterre, ce furent : MM. Busk, Carpentier, Falconer, Prestwisch.

(2) Les pierres taillées donnèrent lieu, pendant longtemps, à d'étranges superstitions. Les Grecs et les Romains les appelaient *pierres de foudre ;* c'est encore le nom dont se servent, pour les distinguer, les peuples les plus divers. Ce fut Mercanti qui, le premier, vers la fin du XVI^e^ siècle, se forma une juste idée de ces prétendues *pierres de foudre.* Il les regarda comme étant les armes d'un peuple primitif. L'empereur Auguste semble toutefois avoir soupçonné leur usage, puisqu'il appelle ces prétendues *cereaunia : armes des héros.* Un peu plus tard que Mercanti, Machiavel se déclara partisan de cette manière de voir (1734). Wiliam Dugdell et l'évêque Littelon émirent aussi des idées semblables. Voy. l'*Homme avant les métaux*, par M. Joly.

même effet, et l'âge des terrains, où plusieurs autres découvertes de ce genre avaient été faites, fut lui-même mis en doute. Les preuves alléguées à l'appui de cette très hauteantiquité parurent insuffisantes (1) et, aujourd'hui la plupart des anthropologistes se prononcent seulement pour l'existence de l'homme à l'époque quaternaire, époque lointaine assurément, mais relativement peu éloignée de nous, puisqu'elle termine les temps géolo-

(1) On a fait de même prompte justice des autres arguments qui, dans ces derniers temps, ont été allégués en faveur de l'existence de l'homme à l'époque tertiaire. Voy. *Revue des questions scientifiques*, janvier et avril 1879. — Voy. aussi : l'*Homme tertiaire*, par M. Arcelin, *Congrès scientifique international des catholiques*, p. 638 et suiv., t. II, 1889 ; l'*Homme tertiaire*, par M. de Nadaillac, 1885, chez Masson. Rappelons, au sujet des découvertes de M. l'abbé Bourgeois, que, pendant le Congrès de l'Association française, réuni à Blois en 1884, la célèbre localité de Thenay reçut la visite des représentants les plus autorisés de la science anthropologique; ces spécialistes, tant archéologues, paléonthologistes que géologues, étaient au nombre de *quarante*. Des fouilles préparatoires avaient été exécutées sous la surveillance de MM. d'Ault-du-Mesnil et Dalean, deux hommes bien compétents en pareille matière. La majorité des membres présents ne s'est point montrée favorable aux opinions professées par le regretté docteur du collège de Pont-Levoy. Après avoir classé les terrains où gisaient les silex dans l'*éocène* et non dans le *pliocène*, comme ils l'avaient été jusqu'alors, il fallut bien reconnaître que ces silex, réunis en grand nombre, ne présentaient aucun signe caractéristique de travail humain et que les traces de feu, que plusieurs portaient, provenaient de causes naturelles. M. Cotteau s'est exprimé d'une façon très nette dans la *Revue des Questions scientifiques* (n° du 25 octobre). Ajoutons que l'un des deux silex, qui avait quelques analogies avec ceux de l'abbé Bourgeois, n'a pas eu l'heureuse chance d'être rencontré en place ; il a été relevé déjà dépourvu de sa gangue terreuse, à la surface des terres rejetées de la tranchée. Aussi, les doutes les plus graves pèsent sur lui.

giques et touche, par conséquent, aux terrains modernes, se confondant parfois avec eux.

C'est dans ces terrains, Messieurs, que l'on a pu étudier l'homme d'après les débris de son industrie, découverts ça et là, mais tout particulièrement dans l'Europe occidentale. Il est peu de départements en France où l'on ne rencontre quelques stations de nos premiers ancêtres ; les bassins de nos fleuves en renferment un grand nombre. On y a recueilli des instruments en pierre, en corne et en os : pointes de flèches, haches, couteaux, scies, racloirs, burins, etc. Ces outils, accompagnés qnelquefois des ossements de ceux qui s'en servirent, sont ensevelis dans les alluvions, les couches argileuses, les sablières, les grottes, les cavernes ; on les trouve aussi à la surface du sol, tantôt seuls, tantôt avec des fragments de poterie grossière, du bois carbonisé, des cendres, des coquilles, des os fendus représentant des dessins d'animaux, tels que l'ours, le mammouth, le renne ou l'aurochs.

Il paraît ressortir des découvertes qui ont été faites en Europe que l'homme, pendant une longue période de temps, n'a fait usage que de silex ou de pierres taillées à grands éclats ; au moins, ces instruments primitifs ont-ils seuls été rencontrés, les métaux faisant complètement défaut (1).

Dans certaines localités, cet âge, qu'on a nommé *paléolithique*, peut être facilement constaté ; il se dis-

(1) Voy. M. l'abbé Hamard, auteur de cette découverte (*La Controverse* du 15 décembre 1884, p. 591).

tingue même très nettement du suivant, c'est-à-dire de l'âge de la pierre polie ou *néolithique*.

Rarement le mélange des deux industries a été rencontré ; on n'en cite que quelques exemples (1).

Ainsi, Messieurs, l'archéologie préhistorique nous a révélé l'existence de peuples qui ont vécu durant une époque géologique différente de la nôtre et pendant laquelle de grands mouvements du sol et des changements de température se sont fait sentir.

Si le temps me le permettait, j'aimerais à m'étendre longuement sur ces nombreuses découvertes ; mais, pour les énumérer toutes, il faudrait des volumes entiers. Aussi, me permettrez-vous de vous convier aujourd'hui à une étude plus rapide et peut-être plus intéressante pour vous et d'esquisser à grands traits quels furent le genre de vie, l'industrie, les croyances, l'origine surtout de ces peuplades qui n'ont jamais eu d'histoire.

Et d'abord, ces hommes croyaient-ils à une vie future, prenaient-ils même le soin d'enterrer leurs morts ?

Cette question, Messieurs, a été très débattue, car ce champ est largement ouvert aux hypothèses, à cause de l'extrême rareté des ossements et de l'âge des terrains où ces ossements ont été rencontrés.

Cependant, si nous en croyons d'éminents anthropologistes, plusieurs des sépultures préhistoriques qui ont

(1) M. l'abbé Hamard, dans son ouvrage sur l'*Age de la pierre*, Paris, René Haton, 1883, a donné (p. 355) un tableau indiquant les localités où ces mélanges ont eu lieu.

été découvertes appartiendraient à l'époque quaternaire. Or, dans ces antiques sépultures, on avait pris soin de déposer près des morts les armes et les objets qui leur avaient été chers pendant leur vie ; quelquefois, on les plaçait sous leur main.

Dans une grotte, celle du Frontal, on a découvert, intimement associés aux ossements humains, une foule d'objets qui semblent attester la croyance à une seconde vie.

Il est évident, fait remarquer M. de Quatrefages, que ces objets avaient été déposés dans le caveau mortuaire avec la pensée qu'ils serviraient aux besoins de la nouvelle existence qui commençait pour le défunt. Cette remarque s'applique aussi à la sépulture de Cro-Magnon, où on a trouvé le même ensemble de coquilles, d'ornements et d'outils en silex (1). M. le marquis de Nadaillac a cité tout dernièrement (2) les deux squelettes de Spy (auprès de Namur) comme devant compter parmi les plus anciens connus. Il a visité lui-même les lieux ; aucun doute n'est resté dans son esprit ; l'homme et la femme avaient été déposés, après leur mort, dans la grotte qu'ils avaient habitée.

(1) Voy. M. l'abbé Hamard, *op. cit.*

(2) *Les premières populations de l'Europe*, Paris, 1887. (Extrait du *Correspondant*. Voy. aussi, sur le même, sujet une savante communication de M. E. d'Acy faite à la Société d'anthropologie de Paris, séance du 2 février 1888 ; *Des Sépultures dans les dépôts paléolithiques des grottes ou des abris sous roches*, Paris, typog. A. Hennuyer. Voy. encore la *Grotte de Spy*, par M. le vicomte de Beaufort, rapport présenté au Congrès scientifique international des catholiques, p. 704 et suiv. 1888.

« Auprès d'eux, dit le savant académicien, gisaient trois pointes de silex, témoins à la fois de leur vie et de leur espérance : la famille ou les tribus auraient-elles pieusement recueilli les restes des leurs si elles n'avaient vu dans ces tristes débris que la mort ou la destruction ? »

Mais ces sépultures n'auraient-elles point été découvertes, viendrait-il à être prouvé, hypothèse peu probable, qu'elles appartiennent aux temps *néolithiques*, on ne serait pas encore autorisé à prétendre que l'idée religieuse n'existait point chez les hommes quaternaires.

Les vestiges d'une religion se réduisent, en effet, souvent à fort peu de chose. Les premières constructions en terre ou en bois étaient incapables de résister à l'action des temps ; puis les hommes n'ont pas toujours élevé des monuments à leurs dieux. L'histoire, dit M. l'abbé Hamard, auquel j'emprunte ces dernières lignes, l'histoire signale des peuples religieux entre tous qui auraient cru manquer de respect envers leurs divinités en les renfermant dans l'étroite enceinte d'une construction quelconque (1). C'est sur une simple pierre que les premiers hommes offraient leurs sacrifices au vrai Dieu.

Nos ancêtres préhistoriques avaient sans doute aussi quelque idée du Beau, car à l'époque dite de *Solutré*, nous retrouvons, gravés ou sculptés sur la pierre, l'os

(1) Voir sur ce chapitre le savant travail de M. l'abbé Hamard : *Les Croyances religieuses à l'époque quaternaire.*

ou l'ivoire des dessins qui dénotent chez eux de véritables aptitudes artistiques. On peut le dire, plusieurs de ces dessins appartiennent à l'art véritable, et, lorsqu'on songe aux misérables outils dont ces artistes des premiers jours disposaient pour exécuter leurs conceptions, on reste véritablement confondu en présence des dessins ou des sculptures que renferment aujourd'hui nos musées et dont nous avons pu admirer de nombreux spécimens à l'Exposition universelle de 1878.

Les hommes de ce temps s'adonnaient-ils aussi à l'art de la musique? On peut le supposer; des os d'oiseaux, trouvés par M. Piette, semblent avoir fait l'office de flûte. Comme nous, ils avaient aussi le goût de la parure et portaient des ornements de formes diverses et de matières différentes; pour la fabrication des colliers, des bracelets, des pendeloques, ils employaient le jayet, l'ivoire, la lignite et les dents des animaux; les coquilles étaient tout particulièrement recherchées.

Les échanges de ces commerçants primitifs s'étendaient au loin, car on a trouvé dans les gisements du Périgord et des bords de l'Erve (Mayenne) du quartz hyalin, qui n'existe guère à l'état naturel que dans les Pyrénées et le Valais. En Belgique, on a rencontré, avec des silex et des coquilles apportées de la Champagne, des objets en calcédoine ne pouvant provenir que du midi de la France. La présence d'outils en silex dans la Bretagne, qui ne possède pas naturellement cette substance, montre encore que des relations existaient entre les peuples préhistoriques (1).

(1) M. l'abbé Hamard, *L'âge de pierre et l'homme primitif.*

La connaissance du feu chez l'homme quaternaire n'est pas douteuse ; pour se le procurer, il avait recours à la percussion et au frottement ; on a trouvé sur différents points des pierres creusées paraissant destinées à cet usage, ainsi que des rognons échancrés qui pouvaient servir à battre le briquet.

Il ne paraissait point non plus ignorer l'art de la poterie ; du moins, dans plusieurs localités de la France, on a rencontré, associés à des ossements d'animaux quaternaires, des restes d'une céramique primitive ; mais c'est en Belgique surtout que ces découvertes ont pris de l'importance.

L'homme de l'Europe occidentale qui paraît avoir fait un usage exclusif de la pierre taillée était arrivé peu à peu à une grande habileté d'exécution. Il avait établi, près de ses demeures, pour y travailler avec ses semblables, de véritables ateliers de fabrication où l'on voit encore l'organisation de son travail. Il avait su tirer parti des ressources que la nature lui offrait et possédait, au grand complet, nos divers instruments. A l'époque solutréenne on en trouve de toutes les formes et pour tous les usages ; s'il ne les polissait pas, c'est qu'il n'y trouvait aucune utilité.

La description d'un atelier de couture faite par le docteur Broca est des plus intéressantes. On y a trouvé, en effet, des poinçons comparables à l'alène de nos cordonniers, plusieurs sont pourvus d'un chas pour passer le fil ; des aiguilles en os et en bois de renne, accompagnées d'étuis pour les renfermer ; des racloirs pour préparer les peaux ; des ornements et des parures

comme les nôtres ; des bâtons de commandement, travaillés avec art pour les dignitaires, absolument comme nous en avons pour nos maréchaux. Ces bâtons rappellent le sceptre que portaient chez les anciens, non seulement les rois, mais les chefs d'un rang moins élevé ; des trous qui y sont perforés indiquent le grade, comme les galons de nos officiers. On y a rencontré aussi des baguettes en bois de renne, sur lesquelles on avait entaillé en grand nombre des petites encoches transversales disposées en séries régulières ; ces baguettes paraissent avoir servi de livres de compte à l'économe.

Cet atelier de couture date de l'époque *magdalenienne*, époque qui, d'après M. de Mortillet, termine les temps quaternaires ; plusieurs des faits que je viens de citer s'y rattacheraient également, ainsi qu'à l'époque dite de *Solutré*. Or, d'après la théorie du savant anthropologiste, vous le savez, Messieurs, ces deux époques auraient elles-mêmes été précédées par deux autres périodes, pendant lesquelles l'homme n'aurait fait usage que d'outils très rudimentaires semblables à ceux qu'on a retrouvés dans les graviers de Saint-Acheul ou dans la station du Moustier. Cette théorie, trop absolue (1), ne paraît point avoir toute la valeur chronologique que son auteur lui attribue, mais elle présente un grand avantage, celui de faciliter dans nos collections le classement des diverses pièces préhistoriques.

(1) Dans maints endroits non remaniés, le *moustérien* s'est trouvé en compagnie du *chelléen*, etc. Il est presque inutile de faire remarquer que l'immense période de temps que M. de Mortillet assigne à l'homme quaternaire ne reposant sur aucune base certaine ne peut être acceptée.

Du reste, Messieurs, rien d'étonnant dans ce perfectionnement graduel de l'industrie. Tout art n'a-t-il pas eu son enfance ? Avant d'édifier les palais, de construire les édifices superbes, c'est à la cabane et à la hutte qu'il a fallu s'adresser. Ce que nous devons avant tout considérer, c'est l'intention qui a présidé à l'acte. Comme en fait judicieusement la remarque le savant M. Boucher de Perthes, les mille instruments qui remplissent nos ateliers et nos expositions ne sont qu'une conséquence de ces types en silex. Sans doute, on les a beaucoup perfectionnés quant à l'élégance de la forme et à la qualité de la matière, mais on n'a rien ajouté à leur intention et à leur utilité (1).

Qu'étaient maintenant, au point de vue moral, les habitants de nos régions, à cette époque reculée des temps quaternaires ?

Bien probablement, ils étaient de véritables barbares, menant une vie errante et sauvage.

Rameaux détachés de la tige, venus de l'Orient dans nos contrées à titre d'émigrants, ou peut-être jetés sur nos côtes à la suite de quelque catastrophe, bientôt perdirent-ils dans la lutte qu'ils allaient engager les faibles provisions de civilisation qu'ils avaient emportées ; peut-être même à la suite de luttes prolongées plusieurs tombèrent-ils dans une dégradation effroyable ?

Cependant on ne peut fonder l'état moral d'un peuple sur son industrie. En vain voudrait-on l'établir pour les peuples préhistorisques d'après les divers instruments

(1) *L'homme antédiluvien.*

que l'on a retrouvés enfouis dans la terre et dont ils ont fait usage pendant leur existence.

Entre l'état des peuples primitifs et la civilisation toute matérielle de nations vieillies comme les nôtres, il existe, en effet, une distinction formelle nullement incompatible avec l'industrie rudimentaire de ces peuplades dont les besoins physiques étaient certainement bien peu développés (1). Une peau de mouton comme vêtement, une coquille faisant usage de coupe, une tente ou une grotte remplaçant nos toits, des outils de pierre, d'os ou de bois, ne pourront jamais prouver à eux seuls la bestialité ou la sauvagerie de ceux qui s'en servirent.

S'il nous est donné un jour de retrouver en Orient les traces de l'homme primitif et de le suivre pas à pas aux débuts de son existence, très probablement rencontrerons-nous comme en Occident les restes d'une industrie très primitive (2).

(1) Voy. sur ce sujet le mémoire de M. J. d'Estienne, *Revue des questions scientifiques*, nº 20, p. 586, oct. 1890.

(2) Déjà plusieurs ateliers de fabrication d'outils en silex ont été découverts en Asie et en Afrique. On a également trouvé dans ces pays des instruments en pierre qui étaient ensevelis dans les sables et qui gisaient à découvert sur le sol. Cependant, on ne peut affirmer que ces instruments furent ceux qu'employèrent les premiers hommes ; comme le fait observer très judicieusement M. l'abbé Hamard, l'âge de la pierre a pu exister à des époques de décadence sociale par où tous les peuples et tous les pays ont passé. Il y a en Palestine, dit cet auteur, de pauvres gens dont la misère sordide n'a rien d'incompatible avec de pareils procédés industriels. Une grotte, une excavation naturelle, leur sert de demeure. Leurs charrues, s'ils prennent la peine de défoncer le sol, ne

Condamné à des travaux pénibles sur un sol ingrat, peut-être infesté d'animaux redoutables, il ne put avancer vers la civilisation matérielle qu'après avoir

sont bien souvent qu'une branche recourbée, leur nourriture, une grossière galette ou de simples racines.

Habitués que nous sommes, dit encore le savant géologue, à notre industrie contemporaine, nous avons peine à nous faire à l'idée que la civilisation ait pu en connaître une autre, et instinctivement nous voyons dans la pierre un indice certain de barbarie. Pourtant, l'histoire et l'archéologie sont là pour nous dire que si l'art métallurgique atteignit jadis un admirable développement, la diffusion des métaux jusque chez les classes les plus humbles de la société date, pour ainsi dire, de notre époque. Force était autrefois de remplacer, dans certains cas, ces auxiliaires réputés indispensables à l'industrie actuelle.

On se rappelle qus les Hébreux et les Égyptiens firent usage à toute époque d'outils en pierre, concurremment avec les métaux ; pendant l'époque pharaonique on ne trouve nulle part de pointes de flèches en métal. Les silex étaient alors employés pour toutes sortes d'usages, pour la momification et la circoncision, aussi bien que pour l'extraction du minerai et des turquoises dans les mines du Sinaï. Dans les nécropoles, on a trouvé tout l'outillage de la pierre depuis le type de Saint-Acheul jusqu'à la forme néolithique. Un bas-relief provenant des tombeaux des Pyramides représente des ouvriers taillant du bois avec un instrument qui paraît être une hache en pierre.

Les Arabes font encore eux-mêmes usage de silex pour la pointe de leurs lances. C'est ainsi qu'étaient terminées les flèches des soldats de l'armée de Xercès et, tout récemment, on a découvert à Marathon un grand nombre de flèches également aux pointes de pierre ; ces flèches ont été trouvées dans les tumuli que les Athéniens élevèrent à la mémoire de leurs morts.

On pourrait multiplier ces exemples. Rien de plus curieux, sous ce rapport, que les découvertes faites par M. Schliemann, à Hissarlik, et qui ont prouvé que, pendant plusieurs siècles, les habitants primitifs de la Troade utilisèrent simultanément la pierre et que le moment où la pierre prédomina ne fut point l'origine, mais la suite d'une civilisation de plusieurs siècles.

vaincu bien des difficultés, la déchéance morale dans laquelle il était tombé ayant peut-être été suivie d'une déchéance physique beaucoup plus considérable.

Cependant, Messieurs, est-il permis de croire que tous les hommes, sans nulle exception, soient tombés dans un état aussi avilissant que celui où vivent nos sauvages modernes? Beaucoup de philosophes se sont posé cette question et l'ont résolue dans le sens de la négative.

L'histoire ne nous fournit en effet aucun exemple de tribus sauvages s'étant élevées par leurs propres forces à une réelle civilisation. Jamais on n'a vu une peuplade sortir par elle-même de l'état sauvage (1). Bien souvent même, il faut le constater avec peine, les sauvages repoussent la civilisation lorsqu'on la leur présente.

N'est-ce pas avec une incroyable obstination que les Australiens tiennent à leur misérable vie et qu'ils continuent à se servir d'armes et d'instruments en pierre en présence des métaux de toute espèce qu'ont apportés avec eux les Anglais (2) ?

Les Maoris de la Nouvelle-Zélande disparaissent devant le rapide accroissement des Anglo-Saxons (3).

Les Papous actuels restent immobiles et stationnaires quand, sous l'influence de la civilisation britannique, la faune et la flore de leur pays natal subissent un chan-

(1) Voy. Renan, *Histoire des langues sémitiques*, p. 495, cit. par M. Hamard.

(2) Voy. l'*Homme avant les métaux*.

(3) Les *Premières populations de l'Europe*, par M. de Nadaillac (*Le Correspondant*, 1889).

gement radical et aussi complet que celui que pourrait produire une révolution survenue tout à coup sur le globe terrestre (1).

L'Indien de l'Amérique du Nord qui, depuis trois siècles, est en contact avec les hommes civilisés, ne change pas ; il paraît incapable de se modifier (2).

Les Cafusos du Brésil ont fui les établissements européens ; ils sont allés chercher la liberté dans les plaines dont ils ont peuplé les solitudes (3).

Voici, du reste, ce que dit M. Hæckel, en parlant des tribus sauvages de l'Asie méridionale et de l'Afrique orientale : « Jusqu'ici, toutes les tentatives faites pour civiliser ces tribus et beaucoup d'autres appartenant aux races inférieures ont complètement échoué ; pas une de ces tribus n'a pu se régénérer par la civilisation dont l'influence ne fait que hâter leur disparition. »

« Les hordes errantes que nous avons découvertes clairsemées aux extrémités du monde connu, avait dit longtemps auparavant Benjamin Constant, n'ont pas fait un seul pas vers la civilisation. Les habitants des côtes que Néarque avait visitées sont encore aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a deux mille ans. A présent comme alors, ces hordes arrachent à la mer une subsistance incertaine ; à présent comme alors, leurs richesses se composent d'ossements aquatiques jetés par les flots sur

(1) V. Joly, l'*Homme avant les métaux*.

(2) Les *Premières populations de l'Europe*.

(3) V. Pozzy, la *Terre et le récit biblique de la Création*, p. 512, Paris, Hachette, 1871.

le rivage. Le besoin ne les a point instruites, la misère ne les a point éclairées et les voyageurs modernes les ont retrouvées telles que les observait l'amiral d'Alexandre. Il en est de même des sauvages décrits dans l'antiquité par Agatharcides et, de nos jours, par le chevalier Bruce. Entourées de nations civilisées, ces hordes sont restées dans leur abrutissement : les unes se logent sous les arbres en se contentant de plier leurs rameaux et de les fixer en terre ; les autres tendent des embûches aux rhinocéros et aux éléphants, dont on fait sécher la chair au soleil ; d'autres, enfin, recueillent les restes des crocodiles et des chevaux marins que la mort leur livre, et les maladies que Diodore décrit comme produites par ces aliments impurs accablent encore aujourd'hui les descendants de ces races malheureuses, sur la terre desquelles les siècles ont passé sans amener pour elles ni amélioration, ni progrès, ni découvertes (1). »

Ne semble-t-il pas résulter de ces exemples, Messieurs, que, si à une époque donnée, toute l'humanité s'était trouvée plongée dans l'état avilissant où sont aujourd'hui tombés nos sauvages actuels, elle eût été incapable de se relever par ses propres forces?

L'ethnographie ne nous offre donc point d'exemples de tribus sauvages s'élevant par elles-mêmes vers une réelle civilisation, mais elle nous présente, au contraire, de nombreux faits d'un recul vers la barbarie.

Le nouveau monde recèle un profond enseignement. Les êtres avilis et dégradés qui, au XIX^e^ siècle, habitent

(1) Benjamin Constant, *De la Religion*, l. I, chap. VII, cité par Pozzi.

les forêts vierges, semblent différer complètement des premiers habitants des mêmes régions qui savaient cultiver la terre, bâtir des villes et tailler en bas-reliefs, sur des étendues considérables, ces tertres nombreux dont le Wisconsin est rempli.

Des ruines immenses peuplent le Yucatan, tandis que de mystérieux cimetières apparaissent dans les plaines du Kentuchy (1). De même au Mexique, les faits géologiques abondent pour démontrer l'existence d'une civilisation indienne antérieure à l'état de sauvagerie (2). La magnifique collection de céramiques que le Musée de la Plata (3) a réunie à Catamarca prouve l'existence à une époque, dans cet endroit, d'hommes d'une culture élevée très supérieure à celle qui était soupçonnée jusqu'à présent (4).

Les îles du Pacifique offrent aussi de nombreuses traces d'une civilisation éclipsée. Dans une de ces îles, on a découvert un dolmen semblable aux dolmens qui couvrent l'Europe et l'Afrique; dans une autre île, un cercle de pierres plantées debout, qui rappelle les menhirs de Bretagne, s'étend sur un espace de plusieurs centaines de mètres. Les terres de l'Océanie sont, du reste, pleines d'édifices en ruines. James Southall remarque que les premiers navigateurs qui explorèrent

(1) Voy. l'*Homme préhistorique*, par M. le marquis de Nadaillac.

(2) La *Science contemporaine*, par M. E. Pesnel, p. 323, Paris, 1879.

(3) Aujourd'hui sous l'habile direction de M. Francesco O. Moreno, son fondateur.

(4) *Revista del museo de la Plata*, t. I, p. 17. 1890.

les archipels des îles Marquises et de Sandwich, ainsi que les îles de Pâques et de Tahiti, furent étonnés du contraste que formaient certains monuments, remarquables par leurs proportions ou par le fini de leur travail, avec la grossière industrie des indigènes.

Pritchard nous parle aussi de tribus africaines qui, contraintes de s'enfuir dans le désert, ont passé de la vie pastorale à l'état sauvage. Les Boers, demi-sauvages de l'Afrique australe, sont les descendants de colons hollandais, abandonnés, il y a trois siècles, sur ce sol inhospitalier. Au cœur même de cette brûlante Afrique, les découvertes de Barth ont mis hors de doute l'existence d'une histoire politique chez les nègres, et les annales d'Amed-Baba ont démontré que le bassin du Niger a contenu au moyen âge des empires fort peu inférieurs à bien des souverainetés européennes de la même époque (1).

Quelle différence encore entre ces peuples avancés de Thèbes et de Ninive et les malheureux indigènes actuels qui logent dans des tanières et dont MM. de Voguë et Waddington ont fait la description.

Quel spectacle nous présente aujourd'hui la Grèce aux antiques merveilles, les labyrinthes et les obélisques de l'Égypte. Les temples d'Ellora et les hypogées de l'Inde ne nous parlent pas moins éloquemment ; tous ces monuments étonnants nous rappellent des civilisations qui ont passé « ne laissant plus aux générations futures le secret des ressources merveilleuses qu'elles avaient possédées. »

(1) V. l'*Espèce humaine*, par M. de Quatrefages, p. 332 et 333.

L'industrie humaine, les arts, la science ont donc rétrogradé dans beaucoup de contrées; la barbarie et même quelquefois la sauvagerie les ont remplacés : telle a été la destinée des peuples à travers les âges.

Ainsi, a pu dire Ch. Darwin lui-même, la marche d'un progrès toujours continu, que nous sommes trop disposés à regarder comme la règle normale de l'humanité, a été démentie par l'histoire (1).

On s'étonne avec raison, Messieurs, devant nos machines modernes; cependant, ces inventions, si extraordinaires qu'elles puissent être, doivent-elles entrer en parallèle avec les découvertes incomparablement plus utiles et plus difficiles des premiers hommes qui ont légué à leurs descendants les biens indispensables à la vie de chaque jour, comme sont incontestablement la fabrication des outils, la culture de la terre et la domestication des animaux?

Ne dédaignons donc pas ces premiers hommes, si grossiers qu'ils nous paraissent, vus de trop loin à travers les temps ; ils étaient peut-être, dans leur genre, les pionniers de la civilisation, des géants, au moins pour purger le sol des animaux redoutables qui leur en disputaient l'empire; car moins forts que ces derniers, « sans ongles et sans dents pour se défendre », ils les ont cependant vaincus dans une lutte inégale; puis, avec leurs haches en silex, ils nous ont frayé un passage à travers les forêts vierges et nous ont ouvert cette voie devenue aujourd'hui si large, où nous courons à toute vapeur.

(1) *Descendance de l'homme*, trad. fr.

Les véritables premiers hommes, du reste, Messieurs, (j'entends par là ceux qui demeurèrent sur la terre où ils avaient pris naissance, et non point ces émigrés ou ces naufragés qui, aux époques lointaines, se répandirent sur le globe), ces premiers hommes n'avaient pas attendu jusqu'au XIX^e^ siècle pour laisser à leurs descendants le soin de faire épanouir leur intelligence.

Dans ce bel Orient aux brillants souvenirs, depuis longtemps ils s'étaient montrés nos égaux et, pendant que leurs contemporains, dispersés jusqu'aux extrémités du monde (1), marchaient de luttes en luttes pour

(1) On a retrouvé dans le Nouveau-Monde un nombre considérable d'outils offrant une grande ressemblance avec les outils de pierre de l'Europe. Les îles de la Susquehama ont donné des instruments semblables aux instruments scandinaves les plus grossiers. Dans le Guanajuato, on a trouvé une pointe de lance du type *moustérien* et, sur un autre point, une hache semblable aux haches de Saint-Acheul, puis un grattoir qui rappelle ceux qui remplissent nos musées. Cette dernière pièce a été recueillie non loin de Mexico. On a également trouvé à divers endroits des ossements humains, en compagnie d'os d'animaux, aujourd'hui disparus. D'un autre côté, on a pu recueillir des haches en pierre polie sur les bords du Maroni, du Suinamari et de la rivière de Cayenne. Strobel a signalé aussi, sur les rives de la Plata, des poteries et des flèches en calcédoine se rapprochant soit des types européens, soit des types péruviens ; enfin, dans le New-Jersey, la charrue met souvent à découvert des instruments en pierre, les uns d'un travail grossier, les autres, au contraire, polis avec soin. (Voy., sur ce sujet, l'*Amérique préhistorique*, 1883, et les *Premiers hommes*, 1881, par M. le marquis de Nadaillac, ouvrages d'une grande érudition). Dans les cordillières de San Juan, près du passage qu'a traversé le général San Martino, en allant délivrer le Chili et le Pérou de la domination espagnole, M. Francesco Moreno a découvert l'image d'un glyptodonte peinte sur les parois d'une caverne, probablement, dit-il, la demeure de l'artiste qui a copié ce gigantesque édenté d'après nature. Bien des fois réunis autour du foyer dans

dompter la nature, ces hommes, vainqueurs des premières difficultés, faisaient resplendir leur génie en cultivant les arts et les sciences au milieu d'une civilisation dont les merveilles nous ont partout laissé des traces.

Ils bâtissaient des villes et édifiaient des monuments dont les ruines nous révèlent toute la grandeur, et les fouilles récentes pratiquées en Assyrie, en Chaldée, en Égypte, nous racontent les merveilles de cette civilisation antique.

L'Asie, ce centre civilisateur de l'antiquité, devait même répandre au loin ses rayons de lumière, et les peuples quaternaires de l'Europe en ressentirent peu à peu les bienfaits. Du moins, lorsque nous constatons un changement important dans leur industrie, dans la flore et la faune domestique qui les entourent, c'est seulement à l'époque *néolithique*.

Vers cette époque, des peuples envahisseurs venus du haut de l'Asie, probablement Aryas d'origine, appor-

les solitudes australes, j'ai entendu, ajoute le savant fondateur du musée de la Plata, raconter de la bouche des derniers Patagons la légende de l'Ellengassen, monstre recouvert d'une grande carapace et qui habitait dans les cavernes, réminiscence aussi de glyptodontes (*Revista del museo de la Plata*, t. I, p. 25, 1890). L'homme en Amérique a été, en effet, contemporain des grands animaux éteints. Y a-t-il un synchronisme entre ces temps et l'époque quater-ternaire de l'Europe ? Nul ne le sait ; on paraît même ignorer les circonstances dans lesquelles les diverses découvertes d'instruments en pierre ont été faites. Aussi, ne peut-on hasarder aucune objection sur l'époque à laquelle il convient de les rattacher. Voy. les *Premiers Américains*, par M. le marquis de Nadaillac, nº de décembre 1891, p. 17 et suiv.

tèrent avec eux les céréales et les plantes textiles et introduisirent les animaux domestiques.

A partir de ce moment, tout semble changer dans nos contrées ; l'industrie prend une nouvelle forme, on polit la pierre, on bâtit des villages lacustres élevés sur pilotis au milieu des eaux, on cultive le blé, l'orge, le millet, les diverses graines qui sont encore en usage. La civilisation, dans ses rudiments au moins, paraît avoir été ainsi offerte aux peuples de l'âge de la pierre taillée.

Mais, les traces de l'industrie paléolithique vien-draient-elles, Messieurs, à être rencontrées dans toutes les contrées du globe ; serait-il même prouvé que cette industrie eût été seule connue aux débuts de l'humanité, qu'il n'y aurait pas lieu de s'en étonner et qu'il faudrait encore admirer l'intelligence qui avait su la découvrir.

Placés nus sur une terre nue, les premiers hommes pouvaient-ils mieux faire? L'esprit le plus cultivé en ferait-il davantage si le sort le jetait sur une île déserte ?

(1) Depuis cinq ans, on conteste très vivement, en Allemagne et en Angleterre, l'origine asiatique des Aryas. On affirme que les récents progrès de l'archéologie et de l'anthropologie préhistorique forcent de déplacer d'Asie en Europe le théâtre des premiers développements de la race aryenne. « Or, dit le R. P. van du Gheyn, l'origine du berceau des Aryas n'est rien moins que tranchée en faveur de l'Europe. Aucun des arguments produits jusqu'à ce jour en faveur de l'Europe n'aboutit scientifiquement à cette conclusion. » C'est le témoignage que M. Max Muller a rendu à la critique que le savant belge avait faite des travaux de MM. Seradin et Ponka, Von Lochner et Tomaschett. Voy. *Origine européenne des Aryas*, par le R. P. van den Gheyn (Congrès scientifique international des catholiques, p. 710, 1888).

Avant de creuser les mines, d'en extraire les métaux précieux, de les forger et de les combiner, n'est-ce pas aux silex et à la pierre qu'il fallait s'adresser?

L'homme parmi toutes les créatures a pu seul le comprendre et celui-là qui sut donner à la pierre brute une forme convenable pour en faire un outil se séparait des autres êtres de la création par une barrière infranchissable. Cet homme, Messieurs, mérite bien d'être placé sur le trône royal où la Bible l'a élevé.

PEINTRES D'OISEAUX

D'ORIENT ET D'OCCIDENT

Réponse au discours de réception de M. ANDRÉ SUCHETET

Par M. JULES ADELINE, président

MONSIEUR,

Il y a longtemps que nous aurions dû avoir le plaisir de vous voir siéger parmi nous.

Mais cette réception ayant été déjà trop retardée, — un malheur n'arrive jamais seul, — celui qui a aujourd'hui le grand honneur de vous souhaiter la bienvenue, au nom de l'Académie, est bien mal préparé par ses études habituelles pour répondre à votre savant travail.

Il y a quelques mois, Monsieur, vous eussiez été reçu ici par un membre de la Section des Sciences, qui eut fait de sa réponse une étude bien digne de celle que nous venons d'entendre, et dans laquelle il eut commenté,

avec son talent habituel, les idées, les hypothèses et les théories que vous venez de formuler.

Il y a quelques mois, notre excellent confrère M. Niel, obligé par le règlement de quitter le fauteuil présidentiel, aurait lu aujourd'hui, aux applaudissements de tous, un discours qui vous eut doublement intéressé.

Quant à moi, vous suivre dans vos sincères études m'est absolument impossible !

Cependant, comme il faut obéir aux traditions qui prescrivent au Président d'adresser une courte réponse au récipiendaire que l'Académie est heureuse d'accueillir, permettez-moi, Monsieur, de vous faire part de quelques idées sur un sujet que vous n'avez pas traité, mais qui vous est pourtant quelque peu familier.

Je vais donc vous parler d'une très petite question d'art, à laquelle peut-être vous voudrez bien trouver quelque intérêt, si minime qu'elle soit, car vous aussi, Monsieur, comme déjà plusieurs de vos collègues, vous pourriez appartenir à la section des Beaux-Arts, en même temps qu'à la section des Sciences.

Celle-ci n'a pas à faire preuve d'une aussi grande indulgence que vous voulez bien le faire croire, en présence des travaux qui lui étaient soumis et que les revues scientifiques les plus estimées accueillent avec tant de plaisir ; et celle-là eut été fort heureuse aussi de vous compter au nombre des siens, car elle sait quelles intéressantes œuvres vous auriez pu faire valoir auprès d'elle.

Vous, Monsieur, qui êtes donc un savant doublé d'un artiste, vous, dont les études scientifiques sur les oiseaux

sont fort appréciées, vous avez sans nul doute remarqué, avant moi, combien était difficile la représentation de ces oiseaux.

Vous vous êtes sans nul doute intéressé plus vivement que bien d'autres aux toiles des artistes de tous les temps dans lesquelles la *gent emplumée* tenait la place d'honneur.

Vous avez regardé avec plaisir, j'en suis sûr, ces toiles de l'école hollandaise dans lesquelles les oiseaux sont peints avec une précision extraordinaire et un fini méticuleux.

Vous avez feuilleté souvent ces *Livres d'oyseaux* célèbres des siècles derniers, dont la série se termine si brillamment de nos jours par les planches admirables de John Gould (1), dessinées, dit-on, par la femme du naturaliste, et qui, gravées sur acier, sont coloriées et rehaussées de tons éclatants.

Mais ces dessins, malgré leurs qualités de mouvement et d'observation, ne semblent-ils pas ne donner encore que des images *figées* pour ainsi dire ? La grande précision des détails, le fini de l'exécution, nécessaires peut-être, indispensables même au point de vue scientifique ne contribuent pas, au *point de vue de l'art*, bien au contraire, à nous donner le véritable aspect de l'oiseau.

*
* *

De notre temps, un seul artiste est parvenu à nous rendre l'oiseau d'une manière à peu près parfaite, et

(1) 1832-1842.

cependant, à ces dessins ou à ces aquarelles d'un contemporain célèbre, on peut opposer des œuvres étrangères bien plus suggestives peut-être?

Cet artiste français célèbre, c'est Giacomelli. Giacomelli, a dit spirituellement Henri Béraldi, a un domaine tout particulier où il se tient résolument et habilement en homme de talent et d'esprit.

Giacomelli est le Van Huysum des petits oiseaux, des oiseaux expressifs, tendres et ravissants, qui ont l'air d'en penser bien long.

L'oiseau est à Giacomelli comme le chat est à Lambert. Un oiseau qui se respecte ne peut être que de Giacomelli. Un oiseau qui n'est pas de Giacomelli est un faux oiseau.

Cela est vrai, et on serait presque tenté de trouver les oiseaux de Giacomelli trop spirituels.

Prenons quelques exemples :

Pour former un entourage à un sonnet de François Coppée, l'artiste composa un jour un cartouche d'une charmante invention. Puis, au-dessous de ce cartouche célébrant les giboulées — la poésie a de ces enthousiasmes inconnus aux humbles mortels — au-dessous de ce cartouche, zébré par une pluie battante, il entassa, sous un étroit larmier, une douzaine de petites boules de plume.

Les yeux brillants, les becs entr'ouverts, les pauvres oiseaux avaient trouvé là un refuge contre le mauvais temps. Ils se disputaient encore pourtant, semblant maugréer contre les averses diluviennes.

Cette foule là, c'était pourtant la foule des heureux!

Au pied du cartouche, dans un angle de la composition, un pauvre diable d'oiseau, trempé jusqu'aux os, regardait d'un air piteux cet abri, dans lequel pas une place libre ne restait. Les plumes inondées se partageaient en masses loqueteuses ; la tête enfouie dans les épaules, l'œil morne, les ailes à demi tombantes, la queue pendante, le pauvre oiselet faisait vraiment peine à voir.

L'exécution du dessin était charmante, les lumières des plumes humides étaient habilement gouachées, mais le tout n'aurait-il pas gagné à être moins précis et plus simple? Certes, on avait poussé le dessinateur français à être trop spirituel.

On le force à illustrer de trop jolies choses.

Comment voulez-vous par exemple que l'on ne tourne pas malgré soi autour du *fin du fin*, quand on vous donne à représenter *graphiquement* cette petite scène d'André Theuriet :

Il est midi, le ciel brasille ;
Sous un églantier rouge en fleur
Une honnête et calme famille
A trouvé l'ombre et la fraîcheur.

Le Père veille en sentinelle,
La Mère, assoupie un moment,
Tourne au moindre bruit sa prunelle
Vers son petit monde dormant.

Le plus jeune, à plein cœur sommeille ;
Les aînés, l'œil ouvert encor,
Suivent dans l'air un vol d'abeille
Au corselet brun strié d'or.

Heureuses gens ! Leur vie est douce ;
Pour oublier le monde entier,
Il leur suffit d'un peu de mousse,
Sous les brins verts d'un églantier.

Gueux et contents, d'un air candide
Ils s'aiment, ces originaux !
— C'est dans un vieux pot de fleurs vide
Une famille de moineaux.

L'œuvre du poète ne semble-t-elle pas avoir rendu l'œuvre du peintre impossible.

Sans doute, les églantiers abritant la petite famille aux yeux brillants, sont d'une vérité absolue. Sans doute, les brins d'herbe se détachant en clair sur le disque noir du vieux pot, sont d'une légèreté exquise. Il n'en est pas moins vrai que, composés avant ou après le dessin — peut-être même après, — les vers d'André Theuriet sont bien autrement descriptifs que la description peinte.

Pour lutter avec ces vers délicieux, un entourage très simple eut suffi. L'artiste, par excès de précision, semble avoir rendu plus immobile que de raison, cette joyeuse famille.

Une scène plus calme, plus terrible même, dira-t-on, serait-elle plus facile ?

Le poème du vieux corbeau en est un superbe exemple :

Les vieux corbeaux ont l'âme dure !
Qui vit trop devient trop savant.
Ils n'estiment que ce qui dure,
Ayant vu tout mourir souvent !

Ils sont noirs : à quoi bon les roses ?
Pourquoi le soleil ? ils sont laids.
Chansons, amours, de sottes choses
Bonnes pour les rossignolets !

Rien de bon que la solitude
Dans le froid, le vide et la nuit ;
Rien de vrai que la quiétude
D'un gros ventre repu sans bruit.

Dans le monde, une seule race
N'a pas leur mépris jusqu'au bout.
L'homme ! autant qu'eux il est vorace ;
Il vit peu, mais détruit beaucoup.

Puis, c'est un meurtrier fidèle
Qui, de mémoire de corbeaux,
N'a pas à leur faim éternelle,
Marchandé les chairs en lambeaux.

Cette poésie de Georges Lafenestre n'était pas gaie à illustrer. Cette fois, le dessin n'était peut-être pas assez terrible, quoique pourtant il fut très soigné et fit sensation lors de son apparition.

Sous un ciel brumeux, triste, navrant, un canon à demi enfoui dans le sol, des rafales ont couvert de neige la pièce abandonnée ; et, sur ce canon, un énorme corbeau, l'œil aux aguets, le bec aiguisé, découpe sa noire silhouette. Les plumes froissées et salies, il semble prêt à s'élancer sur une proie nouvelle.

Le dessin de l'oiseau est joli, il faut l'avouer, et l'exécution est d'un fini admirable.

Eh bien, malgré cela, si l'on rapproche de cette

gouache une simple esquisse (1) d'un Japonais dont le nom n'est pas parvenu jusqu'à nous, mais qui semble procéder des traditions du célèbre Sesshiu, un artiste du XV^e^ siècle, c'est certainement l'esquisse japonaise qui paraîtra supérieure.

Sur cette simple page, le corbeau a été *surpris* dans ses attitudes les plus variées, suivant qu'il vole ou qu'il repose, la tête enfoncée dans ses plumes, ou encore planté sur ses pattes, attendant que la proie guettée se présente à la portée de son bec vorace.

Si, dans certains cas, les Japonais se bornent à représenter les oiseaux par de simples contours lestement indiqués, ils savent aussi obtenir, par de simples écrasements de pinceau, des contrastes qui frappent l'attention par leur violence même.

Au rebours du principe linéaire, qui parvient à donner l'illusion du relief et du modelé par des *réserves blanches*, les contours ne sont marqués dans ce dessin par aucun trait, et tout l'effet est obtenu par des *pleins*, d'une solidité extraordinaire. Mais quelque compactes que soient les masses, quelque intense que soit la vigueur des noirs, aucune lourdeur ne pèse sur l'exécution. Les dégradations de ton, les lumières introduites aux endroits propices sont employées d'une façon si experte, que le problème est résolu à souhait.

Seuls, a dit M. Bing, les maîtres des anciennes écoles savaient obtenir, par de simples écrasements de pinceau, des effets d'une telle puissance et d'une telle vérité.

(1) *L'Art Japonais*. S. Bing. *dir*.

Il est impossible de mieux rendre le caractère vorace de l'oiseau que ne l'a fait l'artiste japonais.

A côté de ces terribles silhouettes d'oiseaux si simplement indiquées, où brille un œil mauvais, brutalement rendu par un simple coup de pinceau *écrasé comme avec rage*, le corbeau du poème de Georges Lafenestre devient presque un oiseau de mœurs douces et aimables, et peu terrible, malgré son sinistre entourage.

*
* *

Si nous voulons avoir des images d'oiseaux d'une vérité d'attitude extraordinaire et d'une simplicité de dessin merveilleuse, ce n'est pas en Occident qu'il faut les chercher. C'est dans l'Extrême-Orient.

Les Japonais ont en effet étudié en particulier *l'animalité* avec une persévérance infinie ; depuis les grands animaux jusqu'aux infimes bestioles, ils ont scruté toutes les branches du règne animal ; cela est manifeste dans leurs œuvres d'art, reflets fidèles de leur goût, de leur religion, de leur physionomie naïve.

Les animaux, d'après un peintre doublé d'un érudit, M. Ary Renan, sont pour nos races occidentales des *symboles*, souvent des *attributs*, et c'est à ce titre qu'ils entrent dans l'art.

Ainsi, l'aigle est l'emblême de la supériorité ; le lion, celui de la force ; la colombe est consacrée à Vénus, et l'abeille symbolise le travail.

Mais le singe, la caille, le crabe, ne symbolisent aucune vertu, aucune idée abstraite, ne sont point

classiques et n'accompagnent aucun personnage de la mythologie. Aussi, les premiers sont-ils souvent représentés par nos arts, et les seconds ne le sont-ils jamais. C'est le contraire qui arrive au Japon. Les animaux les plus humbles tentent l'artiste ; il tire un motif décoratif du premier animal qui frappe ses yeux, il ne connaît guère de symbolisme et pas du tout de hiérarchie dans le règne animal. Il est en quête d'un sujet : c'est souvent à ses pieds qu'il se trouve.

Les arts japonais, appliqués à ce que nous appelons l'industrie, nous offrent donc un tableau vivant et grouillant de toute la création. Jamais, car nous savons quel évènement ce fut en Europe par les *Rustiques Figulines* de Palissy, jamais nos artistes n'ont pensé à tirer parti de bestioles qu'ils ne voyaient pas.

Mais, sans descendre à ces infiniment petits, à ces insectes microscopiques qui font croire que l'intensité d'observation des Japonais semble croître en raison inverse de l'échelle des êtres ; restons dans le monde de l'air.

Les Japonais l'ont beaucoup aimé, et c'est ici que se révèle d'abord leur supériorité hors d'atteinte.

Voici les oiseaux de proie : l'aigle des montagnes à la prunelle terrible, le faucon dressé à la chasse, avec son air mélancolique de captif ; le pigeon ; la caille dodue et frileuse avec son plumage si doux ; la grande cigogne si fière ; le canard indolent ; le corbeau morose et les moineaux innombrables.

Le caractère intime de chaque espèce, ses mœurs, son

anatomie, sont ici l'objet de tendres études de la part de l'artiste.

Le *faire* varie avec chacune d'elles, synthétisant l'animal, attaquant avec netteté ou caressant avec mollesse.

Peinture et sculpture se partagent sans s'appauvrir ce qui sera du domaine respectif de chacune. Jamais, par exemple, la peinture ne se fait plus ondoyante et plus nuancée que pour traduire un vol de pigeon sur la margelle d'un puits; plus ferme et plus incisive que pour reproduire les pennes d'un oiseau carnassier; plus alerte et plus humoristique que pour donner l'idée d'une bande de passereaux éparpillés.

Jamais la sculpture ne se fait plus noble et plus rebondie que pour modeler un canard, plus nerveuse et plus élargie que pour ciseler une grue.

Jamais la broderie ne se fait plus éclantanteque pour jeter sur le satin un coq triomphant. L'*Esprit* intime, l'âme pour ainsi dire de ces êtres si lointains de nous, a dit M. Ary Renan, semble, par la magie de l'art, transmis dans le bronze ou dans la soie tendre.

*
* *

Et ce qui est vrai pour ces sculptures et ces broderies l'est encore bien plus pour les dessins.

Le libre coup de pinceau des Japonais, ce libre coup de pinceau trempé dans l'encre de Chine, est toujours si hardiment lancé, que nous restons émerveillés souvent, nous autres Occidentaux, devant cette extrême habileté qui est doublée d'une naïveté et d'une vérité admirables.

Edmond de Goncourt parle quelque part d'un album d'inconnu jeté sur la table où s'étale une crevette, « dessinée avec la grandeur d'un dessin de Michel Ange. »

L'éloge paraîtra excessif à bien des amateurs. Il n'est que juste pourtant. Ce que de Goncourt a dit de cette esquisse magistrale, il aurait pu le dire d'une *étude d'oiseau mort*, d'un inconnu encore, qui est bien la plus merveilleuse chose qu'on puisse voir.

Représenté sous différents aspects, légèrement esquissé, modelé par teintes plates d'une exquise finesse, le pauvre oiseau a été étudié avec une telle conscience, que l'on reste béant d'admiration, étonné de la précision du dessin et de l'intensité d'observation des détails, rendus sans sécheresse.

Dans une *envolée de mésanges* de Soui-Seki, c'est au contraire le parti-pris de simplicité extrême qui a été adopté.

On a procédé par lignes et par taches tracées à grands coups de pinceau très osés, et réduisant toutes choses à leur forme la plus succincte. On a poussé à l'exagération ce qu'il importe d'affirmer dans l'image, et on a négligé d'indiquer les parties inutiles à la démonstration, qui ne pourraient qu'en affaiblir l'effet.

Nous autres Européens, nous pouvons nous sentir déçus par l'absence de mille détails d'exécution ; le dilettante japonais, dont l'esprit est de longue date façonné à ces manières de faire, n'en demande pas si long ; il se rend compte que l'artiste a voulu lui présenter telle chose, sous telle face *unique*, et s'il trouve

le but rempli d'une façon heureuse, il se tient pour satisfait, — disons mieux, — il en ressentira une admiration plus forte que devant un travail minutieusement élaboré. Dans un angle de son croquis, l'artiste a mis cette légende : « *Troupe de mésanges sortant de leur nid avec un grand frou-frou d'ailes, au réveil de l'aube* » et jamais, il faut le dire, légende poétique n'a été mieux rendue. Sur le ciel légèrement orangé se découpent les petits oiseaux jaunes et verts aux longues ailes noires. Les plumes s'entrecroisent, les yeux brillent, et toute la bande joyeuse est indiquée avec un tel parti pris de contours vagues et rapides, que le groupe ailé semble passer devant le regard.

On pourrait multiplier à l'infini ces exemples d'exécution variée et spirituelle.

*
* *

Moineaux et bambous, a dit l'éminent historien de la gravure au Japon, sont une association que la nature a formée éternelle et que les artistes de tous les temps se sont plu à célébrer.

Rien n'est plus digne d'ailleurs de tenter un virtuose du pinceau, M. Bing a raison, que la souplesse de la plante délicate dont les branches se plient en mille courbes harmonieuses, obéissant au moindre souffle de la brise ; et il n'est rien non plus au monde, mieux fait pour compléter ce tableau, que la gaie multitude de ses habitants accoutumés, sautillant de tige en tige, et affectant dans leurs ébats une variété infinie d'attitudes,

dont la mobilité défie l'œil le plus exercé de *retenir* les mouvements.

Par quel miracle les Japonais parviennent-ils à noter avec une telle perfection ces poses fugaces, s'est-on demandé souvent ?

Les uns ont parlé de formules ; car il paraît que dès leur première jeunesse, les enfants arrivent à construire, sous des aspects très divers, le corps d'un oiseau, d'une façon presque mécanique, ainsi qu'on apprend chez nous à tracer les formes géométriques d'une maison d'habitation, ou les lignes convenues d'une figure académique.

Mais est-il possible d'admettre alors que, dans les compositions les plus variées, on place à tels ou tels endroits des poncifs d'oiseaux tout comme s'il s'agissait de composer un jeu de patience au moyen de fragments découpés ? Et la sensation d'une vie intense pourrait-elle se dégager d'une œuvre dont toutes les parties ne seraient pas emportées de concert, liées étroitement l'une à l'autre et formant un ensemble homogène ?

Eh bien la vérité, c'est que les Japonais, qui excellent à rendre la nature sous ses aspects les plus imprévus et à l'aide de procédés d'exécution parfois d'une effrayante simplicité, *ne dessinent pas d'après nature*, au moins dans le sens où nous l'entendons.

*
* *

Vous ne saurez rien, disait Ingres à ses élèves, tant que vous ne serez pas capables de dessiner pendant sa

chute, un homme tombant d'un toit. Aussi, nombre d'artistes contemporains, voulant suivre ce principe, mais trouvant qu'il y avait heureusement trop peu d'accidents de ce genre à étudier, se sont imposés des séances qui dégénéraient presque en corvée.

Assis dans quelque coin de l'immense salle des Pas-Perdus de la gare Saint-Lazare, on a vu souvent des artistes s'exercer à dessiner les voyageurs se succédant au guichet. Le temps de prendre son billet et de passer, le modèle avait disparu. Il fallait donc, en quelques secondes à peine, le noter complètement. Avec les simples promeneurs, on a des tentations bien excusables, on se déplace parallèlement, on revoit ses lignes, on efface ses repentirs, on précise ses silhouettes, on accuse certains détails... Avec le voyageur pressé, il fallait, bon gré mal gré, enlever le croquis d'un seul jet ; de là, une rapidité d'exécution obligée pour obtenir une silhouette d'une vérité d'attitude incontestable.

Eh bien, dans l'extrême Orient, le professeur croit que ses élèves ne savent rien, affirme le général Tcheng-Ki-Tong, tant qu'ils ne sont pas capables de dessiner un nuage chassé par le vent.

Les artistes japonais se sont fait ainsi une méthode spéciale d'étude et de travail facile à expliquer, mais difficile à suivre pour quiconque n'est pas aussi bien doué qu'eux. Ils vont, a prouvé M. Félix Reygamey, de l'analyse longue, patiente et sûre, à la synthèse ; et ils ne se tiennent pour satisfaits que le jour où, après des éliminations successives et raisonnées, ils ont réussi à trouver *la dominante*.

Ils ne dessinent donc directement d'après nature que pour apprendre à se meubler la mémoire. Puis, quand ils créent, ils appliquent tout ce qu'ils savent — et ils savent tout et ils le savent bien — sans hésitation et sans repentirs.

Sans repentirs, ils y sont bien forcés par leurs papiers d'un ton merveilleux, mais qui ne supportent pas le moindre effaçage ; sans hésitation, et il le faut bien, puisque le moindre coup de pinceau s'y incruste d'une manière indélébile. Ils réservent pour leurs kakémonos sur soie tous les artifices, cependant très simples, d'enlevages, de mouillages, de séchages et de reprises, à l'aide desquels ils exécutent leurs fonds vaporeux ou leurs masses principales, qu'ils accentueront plus tard de très sobres et très habiles rehauts.

C'est ainsi qu'ils feront valoir ces silhouettes exactes qu'ils ont demandées à la nature seule ; c'est ainsi qu'ils interprèteront ces aspects si fugitifs, ces mouvements si fugaces, que nous autres Européens n'avions pu saisir sans le secours de la photographie instantanée.

Dès longtemps auparavant pourtant, les Japonais avaient pu les découvrir, les fixer et nous les rendre.

Ce que nous taxions dans leurs images de fantaisie outrée, était tout simplement le résultat d'une prestigieuse *habileté de faire*, mise au service d'une observation naïve et passionnément clairvoyante, servie par une mémoire spécialement exercée.

Charles Blanc a-t-il entendu décerner aux Japonais un éloge sans restriction lorsqu'il a déclaré que *loin d'être des copistes de la nature, c'étaient des extrac-*

teurs de quintessence ; ce serait à le souhaiter. Mais, au moment où il écrivait ces lignes, le savant critique ne jugeait que par comparaison, sans connaître ces détails pris sur nature qui ont jeté un nouveau jour sur cet art japonais qui compte aujourd'hui de fervents admirateurs, séduits surtout par ces procédés d'art simples et naïfs.

*
* *

Et maintenant, Monsieur, laissons, si vous le voulez bien, s'envoler ensemble ces images d'Orient et d'Occident, sur lesquelles je me suis trop attardé.

Jetons-leur un dernier regard avant qu'elles ne disparaissent, et puissent ces silhouettes sommaires ne pas vour avoir paru trop inexactes, à vous surtout, Monsieur, qui pouvez étudier les oiseaux à un double point de vue et qui certainement nous ferez profiter à notre tour de travaux érudits, que nous serons heureux d'entendre maintenant que vous venez de prendre place parmi nous.

ÉTUDE

SUR LES ANCIENNES FORÊTS ECCLÉSIASTIQUES

DU DIOCÈSE DE ROUEN

Par M. BARBIER DE LA SERRE

Les forêts de la France, actuellement détenues par quatre catégories de propriétaires, l'État, les communes, les établissements publics et les particuliers, appartenaient pour une notable partie, avant la Révolution, à une cinquième catégorie, formée des communautés ecclésiastiques et des personnes morales constituées par la succession ininterrompue de certains dignitaires de l'Église. Elles étaient alors biens de main-morte, en principe inaliénables, et il ne pouvait en être disposé que sur l'autorisation du chef de l'État.

Quelles étaient, au diocèse de Rouen, ces forêts du domaine ecclésiastique; comment étaient-elles administrées, et quelle fut leur destinée, c'est ce que je me suis proposé de rechercher dans cette étude.

I.

A une époque où la forêt, comme aujourd'hui l'Océan ou le désert, était *res nullius*, n'appartenant à aucun propriétaire, et dont chacun pouvait disposer à son gré, c'est-à-dire aux premiers siècles de notre histoire, les fondateurs de monastères s'installaient volontiers dans les massifs boisés, non pour les faire valoir comme une propriété dont on cherche à tirer parti, mais pour y être plus tranquilles, plus à l'abri des guerres, des invasions, des troubles politiques, et pour établir, sur un sol qui ne leur fût pas contesté, ces institutions qui, sous le nom d'abbayes, jouèrent un si grand rôle dans tout le moyen âge. En principe, le territoire occupé par les forêts restait en dehors des circonscriptions paroissiales; si on les défrichait, si on y fondait des villages, c'était d'ordinaire à la communauté religieuse qui avait pris l'initiative de ces travaux qu'était donné le droit d'établir une église paroissiale et de lever la dîme. Ce fut l'origine des forêts ecclésiastiques; les gouvernants d'alors laissèrent faire les moines; ils leur reconnurent même la possession des forêts dont ceux-ci s'entouraient. Certains de ne pas manquer de bois, ne tenant d'ailleurs pour eux qu'à l'exercice de la chasse, ils voyaient d'un œil favorable s'opérer les défrichements, œuvre alors utile et méritoire, et maintes fois la commune, la paroisse, s'élevèrent à l'ombre du monastère, comme sous la protection du château féodal. Fréquemment aussi la

forêt, devenue domaine royal, fut grevée au profit d'une communauté de droits d'usage de diverses sortes, lesquels furent par la suite, et notamment à la fin du XIII^e^ siècle, échangés contre des portions de bois qui étaient cédées en toute propriété à l'abbaye. Les particuliers firent de même à l'égard des religieux, et beaucoup de forêts où les communautés n'exerçaient d'abord que de simples droits d'usage, au bois et au pâturage, devinrent ainsi leur propriété inaliénable : c'est ce que nous nommons aujourd'hui un *cantonnement*.

La règlementation atteignit de bonne heure les forêts de la France. Sous la domination romaine, il y eut déjà des charges et des emplois multiples; puis aux *forestarii*, aux *luparii*, officiers royaux sous la monarchie des premiers siècles, succédèrent, au temps des Capétiens, les panageurs, regardeurs, parquiers; les sergents, verdiers (1), gruyers, baillis et sénéchaux. Les sergenteries fieffées étaient des forêts données en fief à charge d'hommage, et les titulaires étaient tenus à la surveillance et à la bonne gestion de ces bois. Sous Philippe-le-Bel apparaissent les Maîtres des Eaux et Forêts, qui réunissaient sous leur contrôle tous les autres officiers forestiers, et la direction de ce service

(1) Le nom de verdier ne paraît pas avoir désigné un emploi différent de celui des gruyers, segrayers, maîtres-sergents et forestiers. En certaines provinces, les gruyers étaient appelés verdiers, en d'autres, forestiers. En 1669 on réunit ces divers offices sous le nom collectif de gruerie, qui fut seul employé. Il fut adjoint aux gruyers, dans chaque maîtrise, des gardes-marteau, fonction qu'ils remplissaient précédemment eux-mêmes.

était remise à un haut fonctionnaire appelé souverain maître et général réformateur des Eaux et Forêts du royaume; plus tard on l'appela simplement le Grand-Maître. Alors prend naissance la juridiction supérieure instituée spécialement pour les causes des Eaux et Forêts; c'était, en Normandie, une commission siégeant à côté de l'Échiquier ordinaire de la province, qui, en 1376, comptait deux maîtrises (1).

Il existait à cette époque, au Parlement de Paris, un siège juridique, dit de la Table de Marbre, créé vraisemblablement en même temps que la charge de Grand-Maître; c'était le siège de ce Grand-Maître qui en nommait les officiers justiciers; ceux-ci rendaient leurs sentences en son nom.

Le siège comprenait primitivement un lieutenant général, un lieutenant particulier, un procureur du Roi et un greffier. En 1508, Louis XII créa, au Parlement de Rouen, un siège de la Table de Marbre. Henri II y ajouta quatre conseillers et quatre huissiers; en outre, il créa, en titre d'office, dans chaque bailliage, sénéchaussée et jugerie du royaume, un maître particulier des Eaux et Forêts, avec lieutenant, avocat, procureur du roi et greffier. Depuis, des sièges semblables furent institués dans les Parlements de Bordeaux, Toulouse, Aix, Grenoble, Dijon et Rennes. Je n'apprendrai à personne que le père du grand Corneille fut titulaire d'une charge de maître particulier des Eaux et Forêts, en la vicomté de Rouen.

(1) M. Léopold Delisle, *les Revenus publics en Normandie*.

Ainsi, les Grands-Maîtres, établis pour veiller et avoir inspection sur les Eaux et Forêts, assujettis aux visites sur les lieux pour réformer les abus et contraventions, possèdent en outre une juridiction contentieuse, qui est celle de la Table de Marbre. Les officiers des maîtrises font exécuter sur la réquisition des procureurs du roi, les lois concernant les forêts dans leur ressort. Les Tables de Marbre connaissent en appel des sentences prononcées dans les maîtrises; elles jugent souverainement, sauf pour certains cas, qui sont déférés aux Parlements.

La juridiction des Forêts est donc représentée par des juges *royaux* : grueries royales, maîtrises, Tables de Marbre et cours de Parlement, et par des juges *seigneuriaux*, qui sont les grueries des justices seigneuriales. Les ecclésiastiques et communautés, propriétaires de bois, assimilés aux seigneurs hauts-justiciers, ont aussi leurs grueries seigneuriales. Les gruyers, tant seigneuriaux que royaux, sont juges de première instance. Ceux-ci pour tous les cas ordinaires et pour les cas royaux (1), ceux-là pour les seuls cas ordinaires.

Je me suis étendu avec quelques détails sur l'ancienne organisation du personnel de nos forêts, parce

(1) On nommait cas royaux : 1° tous ceux qui se produisaient dans l'étendue du domaine du roi; 2° tout ce qui regarde la coupe des bois de futaie, soit en délit, soit sur autorisation spéciale, dans le domaine du roi et dans ceux des ecclésiastiques et communautés; 3° la chasse au gros gibier; 4° tout ce qui regarde les rivières navigables, grands chemins et marchepieds des rivières.

que cette organisation était commune à toutes celles du royaume, quels qu'en fussent les propriétaires : le régime forestier et la juridiction des officiers royaux, combinée avec celle des officiers seigneuriaux, étaient donc applicables aux bois des ecclésiastiques, notamment à partir de 1543, époque à laquelle le roi François Ier décida que la compétence des officiers s'étendrait, sauf appel à la Table de Marbre, à toutes les forêts du royaume ; jusque-là ces officiers n'étaient intervenus que par exception, et en vertu de commissions spéciales du roi, dans l'administration des bois appartenant aux gens de main-morte.

L'ordonnance de 1669 consacra cet ordre de choses ; les bois des abbayes eurent leurs juges gruyers, investis par le Roi d'un double pouvoir administratif et juridique, chargés de l'assiette, du martelage et du récolement des ventes de bois, jugeant les délits et remplissant les mêmes fonctions que les gruyers royaux dans les forêts du roi. Ils étaient soumis à la haute surveillance des maîtres particuliers, groupés eux-mêmes, en un nombre qui a plusieurs fois varié, sous l'autorité du grand-maître. (Les grands-maîtres ne pouvaient prendre aucuns droits, *espices*, journées, salaires et vacations de tout ce qui était par eux fait pour raison de bois des prélats, ecclésiastiques, communautés et gens de main-morte, à peine d'exaction et restitution du quadruple.) Les gens de main-morte furent aussi tenus de commettre, pour la conservation de leurs bois, des gardes ou sergents à garde, reçus en la maîtrise : faute de quoi il devait y être pourvu d'office par les

grands-maîtres. Ces gardes pouvaient, dans l'exercice de leurs fonctions, porter le fusil, tandis que ceux des forêts royales n'avaient droit qu'au port du pistolet, pour la défense de leurs personnes.

Tous les offices de grand-maître furent supprimés par Louis XIV, en 1667, et dans chaque siège le nombre des officiers d'une maîtrise fut réduit à cinq, savoir : un maître particulier, un lieutenant, un procureur du roi, un garde marteau et un greffier.

Un édit de 1704, qui ne fut exécuté qu'incomplètement, supprima même les Tables de Marbre, et créa, pour les remplacer, une chambre spéciale des Eaux et Forêts dans douze Parlements, et notamment dans celui de Rouen, où, du reste, la chambre nouvelle ne fonctionna pas ; la Table de Marbre continua à y rendre ses arrêts jusqu'à la Révolution. On sait qu'à cette époque les communautés religieuses furent supprimées, et les forêts du domaine ecclésiastique réunies au domaine national. L'ancienne juridiction fut abolie ; une nouvelle administration forestière fut instituée par la loi du 29 septembre 1791, qui soumettait au régime forestier, c'est-à-dire à l'action directe du service organisé par le gouvernement, les bois des établissements religieux. Une législation spéciale concernait les bois appartenant à l'ordre de Malte et aux établissements de main-morte d'une nationalité étrangère (1).

Parmi les nombreux édits auxquels donnèrent lieu, dans une période de neuf cents années, l'administration

(1) M. Depelchin, *les Forêts de la France.*

et la conservation des forêts du royaume, un certain nombre sont spéciaux aux forêts des ecclésiastiques.

C'est surtout sous le règne de saint Louis que se multiplièrent les donations de forêts faites aux communautés religieuses, et que les défrichements prirent une extension considérable. Des *districts*, démembrements des grandes *marches* forestières, furent concédés en propriété à des monastères. Fréquemment aussi, le souverain attribuait, soit à la mense abbatiale, soit à la mense conventuelle d'une abbaye, tout ou partie de la dîme des *essarts* ou terres défrichées par les moines, et dans lesquelles ceux-ci avaient établi des colons.

Les religieux du diocèse de Rouen ne furent pas les seuls qui s'adonnèrent au défrichement des forêts de ce diocèse ; — les abbayes de Royaumont, dans l'Ile-de-France, du Bec, de Mortemer, de Cerisy, envoyèrent des travailleurs dans les forêts de Lyons, d'Eawy, de Maulévrier. Saint Louis cède aux moines de Royaumont 274 acres de terre défrichées par eux dans la forêt de Maulévrier, et qu'ils revendirent, en 1258, pour 1,400 livres, aux religieux du Valasse.

Dans la forêt de Beaulieu, appelée depuis forêt de Mauny, les moines du Bec poursuivent, au XII^e^ siècle, d'actifs défrichements, et se réservent les deux tiers des dîmes des essarts ainsi créés, laissant le reste à l'église de Mauny. En 1340, intervient un accord entre les religieux de Cerisy et l'archevêque de Rouen, au sujet des dîmes à percevoir, en dehors de toute paroisse, en la forêt de Lyons : les trois quarts appartiendront à l'ar-

chevêque, le reste sera aux religieux. L'archevêque Aimeri donne au Chapitre de Rouen la moitié des trois quarts des dîmes *novales* des terres défrichées ou à défricher dans la même forêt, à condition de services religieux.

En 1561, Charles IX ordonne que le tiers des taillis appartenant aux bénéfices et aux communautés, tant laïques qu'ecclésiastiques, serait réservé pour croître en futaie, afin que le royaume restât approvisionné en bois d'œuvre. Cette réserve d'un tiers fut, douze ans plus tard, réduite au quart. Puis, les deux ordonnances furent abrogées par un édit de 1580, et les bénéficiers ne furent plus astreints qu'à la réserve d'un certain nombre de baliveaux par coupe. L'obligation d'un quart à réserver pour croître en futaie, fut rétablie pour les bois des gens de main-morte, par l'ordonnance de 1669, qui consacre un titre entier à cette sorte de propriété, c'est-à-dire aux bois « dépendant d'éveschez, abbayes, bénéfices, commanderies et communautez ecclésiastiques. » L'ordonnance règlemente le levé et le bornage de ces bois, la réserve et le martelage des coupes, l'âge minimum des exploitations. La réserve était fixée à seize baliveaux par arpent ; l'âge des bois à exploiter, fixé d'abord à dix ans, fut ensuite porté à vingt-cinq. Les pénalités prévues pour malversations, abus ou contraventions à l'ordonnance dans les bois royaux sont entièrement applicables aux bois des communautés, sans que celles-ci puissent décliner la compétence et la juridiction des grands-maîtres et officiers des maîtrises.

Comme on le voit, des restrictions importantes étaient apportées au libre exercice du droit de propriété en matière forestière, et les mesures prises à diverses époques, notamment sous Louis XIV, témoignent du souci, chez le législateur, de la protection des forêts, plus encore que de la sauvegarde des droits de leurs propriétaires.

Sous l'ancien régime, plus encore peut-être que de nos jours, la chasse était considérée comme un des produits les plus importants des forêts. En rapprochant des canons de l'église les diverses ordonnances rendues sur la matière, nous voyons que la chasse, tout au moins : *venatio cum strepitu, clamore et canibus*, est interdite aux ecclésiastiques, même dans les bois leur appartenant, à plus forte raison dans ceux du domaine royal, ou qui sont tenus en gruerie, grairie, ségrairie, tiers et danger, apanage, usufruit, engagement et par indivis. Le droit du tiers et danger (1/2 + 1/6 du montant des ventes), existait au profit du souverain dans la plupart des forêts de Normandie; il remontait à l'époque des ducs. On trouve dans une ordonnance de juillet 1607, une énumération des forêts de la province, dans lesquelles le roi se réserve l'exercice de la chasse, et où, avec les forêts domaniales de Roumare, de Rouvray, de la Londe, de Montfort, de Berthonne (*sic*), du Trait, figurent la forêt Verte, qui était conventuelle, et celle de Préaux ou Tison, *foresta de Pratella*, appartenant à *l'honneur* de Préaux.

Toutefois, si la chasse est interdite aux ecclésiastiques, ceux-ci peuvent tirer parti du gibier existant dans

leurs forêts. Les seigneurs ecclésiastiques, dit l'ordonnance de 1669, qui ont droit de chasse et veulent éxercer ce droit par leurs fermiers ou domestiques, doivent commettre pour cela un garde ou un tireur qui ait serment en justice et soit reçu, à cet effet, dans la maîtrise dont la terre dépend. Les seigneurs ecclésiastiques, hauts-justiciers, ou ayant fief ou censive, peuvent commettre une personne pour chasser sur leurs terres, à condition d'en faire enregistrer la commission en la maîtrise.

Le gibier est d'ailleurs protégé par des mesures sévères contre les déprédations; il est défendu de prendre, dans les forêts du roi ou des communautés, des œufs de cailles, perdrix et faisans, à peine de 100 livres pour la première fois, du double pour la deuxième, et, pour la troisième, du fouet et du bannissement pendant cinq ans, à six lieues de la forêt. Tous tendeurs de lacs, tirasses, etc., dans les forêts du domaine royal ou ecclésiastique seront, pour la première fois, condamnés au fouet et à trente livres d'amende, et pour la deuxième, fustigés, flétris et bannis pour cinq ans hors de la maîtrise.

En principe, l'ordonnance n'admet pas la location du droit de chasse; ce droit, étant uniquement honorifique et attaché à la personne du seigneur, laïque ou ecclésiastique, ne doit point entrer dans l'évaluation et la production des terres. Néanmoins, si le seigneur, en affermant sa terre, a affermé aussi le droit de chasse, la convention .subsiste. Sont aussi exceptées de cette défense la chasse aux oiseaux de passage, la chasse aux

lapins, qui n'est pas une chasse d'honneur, mais un objet de profit et de revenu.

II.

Il nous reste à examiner quelles étaient, au diocèse de Rouen, les forêts ecclésiastiques, à qui elles appartenaient, et quelle fut leur destinée.

Ces forêts formaient, au XVIII^e^ siècle, un important domaine, qui ne devait pas compter moins de 14,000 arpents, et comprenait environ vingt-cinq bois, boqueteaux et forêts, quelques-uns d'assez grande étendue, répartis entre une quinzaine d'établissements religieux situés presque tous dans le diocèse.

Saint-Ouen de Rouen. — L'abbaye bénédictine de Saint-Ouen, l'une des plus puissantes et des plus illustres de la province, était aussi la plus riche en bois. Elle possédait, sur les paroisses de Houppeville, Quincampoix, Isneauville, le Houlme et les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen, plus de 1,800 hectares de forêts, dont une partie était attribuée à la mense conventuelle, et l'autre, la plus considérable, à la mense abbatiale. Le plus beau fleuron de cette couronne de bois était l'antique forêt de Silveison, qui fut donnée à l'abbaye par Robert-le-Magnifique, donation confirmée par lettres de Guillaume-le-Conquérant et Philippe-de-Valois, et par deux chartes, l'une de Saint-Louis, en 1254, l'autre du roi Charles, en 1399. Cette forêt changea plus tard son nom pour l'épithète un peu banale de *Verte*, sous

lequel elle est assez connue des habitants de notre ville pour n'avoir pas besoin d'une description. Je dirai seulement que vers le milieu de ce siècle elle était encore pourvue d'un riche matériel exploitable qui permit d'y réaliser, pendant plusieurs années, un revenu de 75 francs par hectare et par an, alors que les autres forêts de la région n'en fournissaient guère que la moitié. La forêt Verte est restée au domaine de l'État. Les autres bois de l'abbaye, encore existants pour la plupart et désignés sous les noms de bois de la Cuisine, de l'Argilière, Côte-Brinchot, Côte-d'Auvergne, etc., ont été aliénés en 1815; les bois de l'Essart, de la Ventelette, de la Houssaye, de 127 hectares, ne l'ont été qu'en 1833, 1855 et 1861 ; situés sur de bonnes terres arables, ils ont été presque aussitôt défrichés.

Sainte-Trinité de Fécamp, Valmont. — L'abbaye de la Sainte-Trinité de Fécamp posséda aussi des bois importants ; elle fut probablement propriétaire de la forêt du même nom, qui, au moyen âge, entourait la ville et le monastère, et fut partiellement démembrée et défrichée ; elle forma alors le bois des Hogues, qui échut à l'abbaye, et celui des Loges, qui devint la propriété des seigneurs d'Estouteville, châtelains de Valmont. Ceux-ci cédèrent à l'abbaye de Valmont, fondée par eux au XII^e^ siècle, 29 hectares de leur forêt, qui restèrent aux religieux jusqu'à la Révolution, sous le nom de Bois-Héroult. L'abbaye de Fécamp avait encore dans ses dépendances la baronnie de Fontaine-le-Bourg, comprenant le bois dit de Fécamp, de 396 hec-

tares, qui s'étendait en outre sur les anciennes paroisses de Tendos et de Montcauvaire, et le bois de Saint-Gervais, de 200 hectares, sur la paroisse du Mont-Saint-Aignan. Ces bois existent encore et sont devenus des propriétés particulières.

Le Valasse ou le Vœu. — L'abbaye du Valasse, fondée au XII^e^ siècle, possédait deux massifs boisés considérables, plus de 1,100 hectares sur les paroisses de Gruchet et Fougueusemare. Le premier, le plus étendu, ombrageait l'abbaye elle-même; le second, qui comptait 378 hectares, était situé à cinq lieues de là et faisait corps avec la forêt de Fécamp. Ces bois sont restés au domaine de l'État de 1790 à 1840; le bois de Gruchet est encore appelé bois domanial; il a été conservé, ainsi que les remarquables bâtiments conventuels élevés au XVIII^e^ siècle.

Jumièges. — L'abbaye de Jumièges posséda, dans la presqu'île qu'elle illustra par les onze cents années de son existence, la forêt du même nom, qui put compter jusqu'à 1,000 hectares; elle en avait 589 au moment de son aliénation, en 1840. Elle n'a été que peu entamée par les défrichements, le sol qu'elle occupe étant de médiocre qualité. Les anciens propriétaires, s'ils revenaient au monde, auraient peine à la reconnaître; sur moitié de son étendue, les taillis de chêne et de hêtre, usés et dépérissants, ont été remplacés par des essences résineuses.

Fontenelle ou Saint-Wandrille. — Le monastère de Fontenelle s'est formé au VII^e^ siècle, à l'ombre d'une forêt qui l'entourait de toutes parts, mais ne put tou-

jours le mettre à l'abri des incursions des Normands. La possession de cette forêt fut confirmée à l'abbaye par nos rois Mérovingiens, qui en étaient nominalement, comme de presque toutes les autres, les seigneurs et les propriétaires; mais, dit Montalembert, ils abdiquaient volontiers leur domaine en faveur des serviteurs de Dieu, qui s'en faisaient les colonisateurs. Le même auteur rapporte que Wandrégésile, le saint fondateur du monastère, fut en butte à l'animosité du gardien de la forêt royale dont une partie avait été donnée à l'abbaye, et que cet officier ayant voulu le percer de sa lance, sa main demeura paralysée jusqu'à ce que la prière du saint lui en rendit l'usage. Saint Philibert eut, comme son voisin Wandrégésile, à braver le mauvais vouloir des officiers royaux, qui lui volèrent ses chevaux de labour ou de transport.

La forêt de Saint-Wandrille, contenant 300 hectares, est demeurée domaniale depuis la Révolution, et couronne encore les hauteurs qui dominent les ruines du monastère. Pour l'aménagement, elle est réunie à la forêt du Trait, ancienne propriété des ducs de Normandie, qui passa ensuite aux comtes d'Evreux.

Saint-Georges-de-Boscherville. — L'abbaye de Saint-Georges-de-Boscherville, riche en terres et en bâtiments, ne posséda pas de grandes forêts. Elle n'avait, sur le territoire de Saint-Martin où elle était située, qu'un bois de 19 hectares qu'on appelait bois des Moines, et qui existe encore. Au XII^e^ siècle, une partie des dîmes de la forêt de Roumare, alors affermée à Ranulph Bruman, était attribuée aux moines de

Saint-Georges. Les mêmes religieux étaient, au XVIII^e^ siècle, propriétaires de la terre de Saint-Nicolas, qui forme encore aujourd'hui une enclave dans la forêt domaniale de la Londe.

Notre-Dame-de-Bondeville. — Le prieuré fondé au XII^e^ siècle à Notre-Dame-de-Bondeville, et élevé cinq siècles plus tard à la dignité d'abbaye cistercienne, était plus riche en bois, par suite de fondations diverses. L'abbaye n'est plus qu'un souvenir, mais les bois occupent encore, sous les noms de bois des Nonains, des Dames, de l'Arquet, de Bondeville, plus de cent hectares sur les coteaux qui circonscrivent l'industrielle vallée de Bondeville et du Houlme.

Saint-Amand. — Un bois de même importance, sur le territoire de Monville et Malaunay, était la propriété de l'abbaye de Saint-Amand, fondée en 1030, à Rouen, par Emmeline, fille d'un vicomte de Rouen et d'Arques. Vers 1070, Eudes le Sénéchal donna à cette abbaye la dîme des essarts de la forêt de Préaux. La forêt, vendue par l'État en 1815, pour 200,000 francs, n'a pas été défrichée.

Beaulieu et les Chartreux. — Le prieuré royal des Génovefains de Beaulieu, maison de chanoines réguliers, venus de Saint-Lô, de Rouen, supprimé canoniquement en 1771, avait été établi, en 1200, dans une région très boisée, s'étendant sur les paroisses de Quévreville, Bois-l'Évêque et Montmain. Le prieuré y possédait 272 hectares de bois. Les Chartreux de l'ordre de Saint-Bruno, à Rouen, avaient aussi à Montmain une centaine d'hectares boisés. Le bois de Beaulieu et celui

des Chartreux, qui sont des démembrements de la grande forêt de Préaux, ont été aliénés par l'État en 1815, et ont échappé en partie au défrichement.

Eu et le Tréport. — La collégiale fondée à Eu, au XI^e^ siècle, par les comtes d'Eu, devenue abbaye au XII^e^, puis détruite à la Révolution, n'existe plus que par son église, remarquable monument des premiers temps de l'ogive, et par sa forêt, portion détachée du grand massif qu'on appelle la basse forêt d'Eu, et qui occupe 210 hectares vers Saint-Pierre-en-Val, sous le nom de Bois-l'Abbé.

Cinquante ans après la collégiale, les comtes d'Eu fondaient au Tréport une abbaye bénédictine, qui reçut aussi en dotation un bois de 112 hectares, dit de Montauban, encore existant, sur la paroisse de Melleville. Non loin de là, l'abbaye picarde du Lieu-Dieu, possédait en la paroisse de Guerville, un bois de 114 hectares, appelé bois de la Haye, qui fut confisqué et aliéné en même temps que les précédents.

Le bois de Locus, qui s'étend sur une centaine d'hectares des paroisses de Bures et de Maintru, appartenait au prieuré que la reine Mathilde surnomma Bonne-Nouvelle, lorsqu'elle apprit la victoire d'Hastings.

Beaubec et Bellozanne. — A soixante-dix ans d'intervalle, au XII^e^ siècle, deux seigneurs de Gournay, du nom de Hugues, fondèrent aux deux extrémités de la vaste forêt de Bray, qui leur appartenait, les abbayes de Beaubec et de Bellozanne, séparées l'une de l'autre par cinq lieues de bois marécageux; la première pour des moines bénédictins, la deuxième pour des chanoines

de l'ordre de Prémontré. Selon leur habitude, les moines se mirent activement à l'œuvre, défrichèrent, assainirent, et sur les essarts, les étangs desséchés, de nombreux colons ne tardèrent pas à animer le pays. Ces deux monastères durent exercer un droit de propriété et divers droits d'usage sur certaines parties de la forêt qui les entourait, et sur celle de Lyons qui n'était pas éloignée. En 1310, Philippe-le-Bel donne aux chanoines de Bellozanne usage en la forêt de Lyons, pour vingt-quatre têtes de gros bétail, cent porcs, trois cents bêtes à laine, et le chauffage pour douze hommes. Toutefois, au XIII^e^ siècle, nous trouvons l'abbaye de Beaubec seule propriétaire d'un bois de 331 hectares, encore aujourd'hui appelé le bois des Moines, et qui fut aliéné peu de temps après sa confiscation par l'État, en 1790.

Seigneurie d'Aliermont. — Sous Guillaume-le-Conquérant, Maurice, évêque de Londres, jouissait du revenu des forêts d'Eawy et d'Aliermont; mais, dès le règne de Henri I^er^, cette dernière était rentrée au domaine ducal. Richard Cœur-de-Lion, roi d'Angleterre et duc de Normandie, la céda, en 1197, à l'archevêque Gautier. Ce fut, à la vérité, un échange, car l'archevêque cédait, de son côté, le manoir des Andelys et le Château-Gaillard, avec la forêt et ses dépendances. La terre d'Aliermont était, dès lors, un important domaine que les archevêques de Rouen conservèrent jusqu'à la Révolution. Au XIII^e^ siècle, des essarts nombreux avaient permis d'y créer plusieurs paroisses qui, encore aujourd'hui, portent en souvenir de leur origine, le

nom d'Aliermont accolé à leur nom patronymique. La forêt se confondait avec celle de Croixdalle et avec la Haye d'Arques. Le domaine se partageait entre les menses épiscopale et capitulaire; les paroisses de Douvrend, Saint-Waast et Angreville étaient la propriété du Chapitre de la Cathédrale, dont le doyen avait à Saint-Waast, au XIII^e^ siècle, une maison appelée la Doyennée. A la même époque, il résulte d'un accord intervenu entre l'archevêque et le doyen, d'une part, et les hommes de Saint-Waast, de l'autre, que ceux-ci tiendraient les terres défrichées moyennant quatre ou cinq sous par acre; *si la forêt venait à se détruire,* l'archevêque pourrait la mettre en culture et y bâtir des villages. C'est probablement ce qui arriva, car, au XVIII^e^ siècle, nous ne trouvons plus, dans le domaine d'Aliermont, d'autre forêt que celle de Croixdalle; sur la carte de Cassini, éditée en 1759, il n'y a plus trace de la forêt d'Aliermont; la culture s'est emparée d'un sol d'ailleurs excellent. Une bulle du pape Innocent IV, au XIII^e^ siècle, autorisait déjà l'archevêque de Rouen à bailler à louage, fieffer ou aliéner cette forêt, nonobstant le serment *de non alienandis rebus Ecclesiæ.*

Une lettre de François I^er^ aú grand-maître enquêteur commet celui-ci à procéder à la réformation « de la « belle et grande forêt, appelée forêt d'Aliermont, « autrement dicte *Craudalle*, assise en la vicomté « d'Arques, en laquelle il y a plusieurs gentilshommes, « communautez et autres particuliers circonvoysins « d'icelle, qui soubz umbre de certains droicts d'usage

« prétendu en icelle, couppent, abattent, gastent, « dépopulent et rendent inutile. »

Dans un mémoire des dépenses faites par les avocats employés à cette réformation, figurent les frais d'un dîner qui leur fut offert : 2 chapons, 2 ramiers, 4 pluviers, 34 sous; un connin, 2 vitecoqs et une douzaine d'alouettes, 21 sous; 5 pots de vin, 10 sous; oranges, 12 deniers; à chaque avocat pour sa consultation, 2 écus sols; au greffier Amyot, 2 testons.

La forêt de Croixdalle, seul reste boisé de la seigneurie d'Aliermont, compte 306 hectares, et est restée domaniale. Elle est grevée de nombreux droits d'usage établis par les anciens propriétaires, et qui, absorbant la moitié du revenu, la protègent contre l'aliénation.

Seigneurie de Déville. — Au XIII^e^ siècle, une charte de saint Louis, datée de Pontoise, février 1238, accorde à Pierre de Colmieu, archevêque de Rouen, et à ses successeurs, en échange de leur droit d'usage dans la forêt de Roumare, 106 acres de bois délimités par des bornes établies par les mesureurs du roi. Une seconde charte de Charles, deuxième fils du roi Jean, *vidime* celle de saint Louis, et déclare que la régale ne s'exercera sur les 106 acres que dans le cas où l'archevêque décédé aurait lui-même ordonné des ventes; reconnaît en outre aux paroissiens, manants et habitants des paroisses de Déville et Saint-Jean-du-Cardonnay, le droit de prendre en forêt le boul hors boullaye, le carme, le tremble hors tremblaye, le saulx hors saulxaye.

La donation de saint Louis fut-elle l'origine de la seigneurie de Déville, qui appartenait aux archevêques

de Rouen, ou du moins de la partie boisée de ce domaine? M. l'abbé Cochet conjecture que le nom de Bois-l'Évêque indique une possession antérieure au VIII^e^ siècle, époque à laquelle les évêques métropolitains de Rouen prirent le titre d'archevêques. Ce qu'il y a de certain, c'est que la mense épiscopale comprenait au XVIII^e^ siècle, avec un manoir et des terres, 158 hectares de bois, situés des deux côtés de la vallée de Déville ; 85 hectares étaient déjà réunis, en 1814, à la forêt de Roumare et furent aliénés, vingt ans plus tard, avec une portion de cette forêt; le surplus, 73 hectares, l'avait été dès 1815.

Le manoir de Déville fut, du XIII^e^ au XV^e^ siècle, le séjour de prédilection des prélats de Rouen, qui y firent beaucoup d'embellissements. On y élevait des cygnes et des paons, et on y cultivait la vigne ; il est vrai qu'elle ne donnait que du verjus, qu'on vendait comme tel à Rouen. Au XVI^e^ siècle, ce manoir fut délaissé pour Gaillon, qui devint le véritable palais d'été des archevêques.

J'en aurai fini avec les forêts d'origine ecclésiastique dans notre diocèse, lorsque j'en aurai cité deux qui appartinrent autrefois à des commanderies. Au Val-de-la-Haye, les Templiers fondèrent, vers 1130, sous l'invocation de sainte Waubourg, une maison de leur ordre que le roi Henri II enrichit d'un parc attenant à la forêt de Roumare et qui mesurait 194 hectares. Plus tard la commanderie passa à l'ordre de Malte. L'État s'empara de la forêt à la Révolution et la vendit en 1815. Elle devint ensuite, avec les bâtiments et les terres, la propriété de la famille Lézurier de la Martel.

L'autre commanderie dépendait de l'ordre de Saint-Jean et passa, comme la précédente, à celui de Malte. Elle possédait, sur la paroisse de Montroty, au doyenné de Gournay, un bois, dit du Temple, contenant 45 hectares.

En résumé, les bois ayant appartenu, dans le diocèse de Rouen, aux menses abbatiales et conventuelles des abbayes, aux menses épiscopale et capitulaire de l'archevêché, aux commanderies de l'ordre de Malte, comprenaient, au moment de la Révolution, environ 7,000 hectares.

Sur ce chiffre, ont dû être vendus comme biens nationaux, avant la fin du XVIII[e] siècle..	1.910 hect.
Ont été aliénés en 1815.....	1.410
Ont été aliénés depuis 1815, et notamment en 1825, 31, 40, 55, 61.....	1.630
Sont restés au domaine de l'État.....	2.050
Total égal.....	7.000 hect.

Les bois vendus en 1815 l'ont été à raison de 1,155 fr. l'hectare. Plus tard, les prix de vente dépassèrent 2,000 francs lorsque les bois aliénés étaient susceptibles d'être mis en culture. Ce fut, du reste, la moindre partie ; on retrouverait encore actuellement au moins 6,000 hectares des anciens bois ecclésiastiques ; ils résisteront sans doute au défrichement. Cet important domaine, susceptible d'un revenu net d'au moins 200,000 francs, en y comprenant les produits accessoires et la location du droit de chasse, grossit aujour-

d'hui le trésor de l'État et la caisse des particuliers. Nul doute qu'il ne soit employé par ceux-ci et par celui-là au mieux des intérêts privés et du bien-être général. Cependant on doit se souvenir, et on a le droit de rappeler que les religieux, qui furent les premiers éducateurs spirituels des peuples, comptaient aussi la charité au nombre de leurs premières vertus; que sous l'administration ecclésiastique une part importante du revenu profitait toujours aux indigents, et on peut se demander si la conversion des biens de main-morte, à ne l'envisager qu'à ce point de vue, a beaucoup profité aux pauvres.

RECHERCHES

SUR LA NATURE DE LA MANNE DES HÉBREUX

Par M. E. NIEL

Les journaux de Paris, de même que deux journaux de notre localité, le *Journal de Rouen* et le *Patriote de Normandie* (1), ont reproduit une lettre adressée à M. Renan, par M. G. Bénédite, ancien membre de la mission archéologique du Caire, et récemment de retour d'une excursion scientifique au Sinaï, d'où ce savant aurait rapporté un échantillon de manne qu'il aurait offert au célèbre académicien.

On est, jusqu'à présent, assez indécis pour savoir à quelle partie du règne végétal appartenait cette manne dont les Hébreux, suivant l'Écriture, se sont nourris dans le désert pendant quarante années.

D'après M. Bénédite, les voyageurs auraient donné ce nom à la résine provenant d'un des arbres les plus com-

(1) Du vendredi 12 décembre 1890.

muns de la péninsule, le *Tarfa* ou *Tamarix mannifera* d'Ehremberg. L'exsudation de cette substance résineuse, ayant plus ou moins la saveur et l'odeur du miel, ne s'observerait qu'au printemps, pendant deux mois seulement. Les Arabes auraient affirmé à M. Bénédite n'en avoir jamais vu tomber que pendant la nuit et seulement au moment de la lune, et le voyageur ajoute : ils n'ont fait en cela que me répéter ce que leurs pères avaient déjà dit aux explorateurs qui m'avaient précédé.

« Mon voyage, ajoute-t-il, tirait à sa fin sans que ma « curiosité fut satisfaite et je croyais bien ne jamais con- « naître la manne que par les descriptions des voya- « geurs et des botanistes, descriptions que je com- « mençais à croire reproduites sans contrôle, quand « mon guide eut la joie d'en découvrir le 5 juin dans « une gorge du O. Chebeikeb, à deux journées de marche « de Suez. Au milieu de cette gorge s'épanouissait un « Tarfa. Ce tamarix donnait de la manne en abondance ; « la coulée en était interrompue, mais le tapis d'ai- « guilles et de fines brindilles accumulées au pied de « l'arbre était littéralement couvert de petites perles « blanches, de la grosseur d'une goutte de rosée ; ces « perles fondaient à la chaleur des doigts. Reste à « savoir si cette manne est bien la manne d'Israël ? Ce « n'est pas l'avis des voyageurs qui ont pris à la lettre « le récit biblique. »

Peu de temps après avoir lu cette lettre de M. Bénédite, je prenais connaissance d'une intéressante commu- nication faite à la Société botanique de France, le

23 janvier dernier, par M. Chatin, le savant membre de l'Institut, sur l'Histoire naturelle de la truffe et sur les *Terfas* ou truffes d'Afrique et d'Arabie des genres *Terfezia* et *Tirmania*.

Nous venons de voir plus haut, dans la lettre de M. Bénédite à M. Renan, qu'il y est question d'un arbuste, espèce de Tamarix, qui serait le producteur de la manne ; cet arbrisseau serait nommé *Tarfa* par les Arabes. Y aurait-il confusion ? On serait en droit de le supposer, car le tubercule hypogé, dont M. Chatin fait la description, est une sorte de truffe qui, sous le nom de *Terfas*, est connue des Arabes, dont elle alimente les caravanes pendant de longs mois ; on la trouve en Algérie, en Tunisie et au Maroc, mais elle est particulièrement abondante dans la région saharienne. L'éminent botaniste ajoute : « C'est aussi un terfas voisin de « ceux de l'Afrique que j'ai reconnu dans les tuber- « cules apportés au Liban par les caravanes venant « du nord-ouest de l'Arabie. Nul doute que ce ne soit le « Terfas que Pline a désigné sous le nom de Mison, que « les Romains tiraient de Carthage et de Lybie, que « Desfontaines a nommé *Tuber niveum* et Tulasne, « *Terfezia leonis* ». Après avoir décrit plusieurs espèces de Terfas, M. Chatin rappelle en note que la manne des Hébreux n'était probablement autre chose que le Terfas, qui, fraîchement récolté, est comme elle de couleur blanc jaunâtre.

J'en serais peut-être resté là, lorsque je fus mis à même de compléter ces recherches, grâce à l'extrême obligeance de mon honorable collègue et ami,

M. André Le Breton, qui appela mon attention sur une petite brochure publiée sur ce même sujet il y a une quarantaine d'années, dans les *Actes de l'Académie de Bordeaux*, par M. le Dr Arthaud (1).

En 1845, le docteur Arthaud recevait du drogman de l'ambassade de France à Constantinople des tubercules recueillis près de Kutaya, dans l'Asie-Mineure. « C'est, « disait l'expéditeur, deux ou trois jours après la pluie « que l'on a ramassé cette *manne*, on la vendait la « moitié au prix du blé, elle pousse sur les terrains ro- « cailleux ; d'abord un peu molle, elle durcit par la « suite. On a remarqué le phénomène de cette pro- « duction les années précédentes ; mais cette année « seulement elle a été si abondante que l'on en a mangé, « les bestiaux la recherchaient de préférence à « l'herbe ».

M. le Dr Arthaud ajoute, pour compléter cette description, que ces tubercules, de couleur brune, d'apparence grenue n'ont point de pédicule ; leur forme, sauf le volume, les rapproche de la truffe comestible.

Si la pellicule qui recouvre ces tubercules est brune, la totalité de leur masse est constituée par une substance homogène d'un blanc pur. Cette matière blanche n'a pas de saveur, elle donne une sensation analogue à celle que l'on éprouve en mâchant un grain de blé.

(1) Étude sur un cryptogame du genre Tuber recueilli en 1846, en Asie-Mineure et par occasion recherches sur la nature de la manne des Hébreux par le docteur Arthaud. Extrait du *Recueil des Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1851.

Cette définition se rapproche beaucoup de celle que donne M. Chatin dans son étude sur les tuberacées algériennes.

Outre l'intérêt que ce cryptogame peut offrir aux botanistes, le Dr Arthaud a pensé qu'il jetait un jour nouveau sur une question qui a exercé la sagacité d'une foule de critiques, et qui touche à la fois aux sciences religieuses, historiques et naturelles : il s'agit de la nature de la manne qui servit de nourriture aux Hébreux pendant leur long séjour dans le désert. Tout en ne sortant pas des limites d'une discussion permise sur un sujet biblique, il résulte pour M. Arthaud, des différentes dissertations qui se sont produites sur la manne céleste, que tous les théologiens naturalistes l'ont considérée comme une espèce de sucre, ou de suc végétal épaissi, analogue à la substance pharmaceutique bien connue sous le nom de manne d'Italie, substance qui n'est autre chose que le produit de la sève de plusieurs espèces de frênes (1).

A l'époque de Tournefort, on connaissait trois espèces de manne : celles de Calabre, de Briançon et de Perse. La première recueillie sur le frêne, la seconde sur le mélèze des Alpes et la troisième sur les branches d'un arbuste qui pourrait peut-être avoir quelque analogie avec celui que signale M. Bénédite dans sa lettre à M. Renan.

(1) La manne en larmes est le suc concreté de deux frênes, le *Fraxinus ornus L.* et le *Fraxinus rotun difolia-Lam*, cultivés en Sicile. Ce suc découlant naturellement ou après incision est composé surtout de mannite, de dextrine et de sucre.

L'illustre botaniste Tournefort, qui avait visité la Perse, disait qne l'on voyait « dans les grandes chaleurs, « sur les feuilles et les branches de ces arbrisseaux, des « gouttes de miel qui s'épaississent et se durcissent par « grains dont les plus gros sont du volume d'un grain « de coriandre. »

La comparaison de la manne du désert aux grains de la coriandre appartient à l'auteur de l'*Exode*, et en l'empruntant aux livres saints, Tournefort prouve que dans sa pensée il y avait analogie, sinon identité entre la manne céleste et les diverses mannes qu'il connaissait.

Certains auteurs et voyageurs, et entre autres M. Poujoulat, dans la relation pleine d'intérêt de son voyage en Orient, rapportent qu'il tombe encore en Arabie une manne blanche et grenue. L'antiquité et le moyen âge ont toujours considéré les différentes espèces de manne comme une substance sucrée déposée par l'atmosphère sur les feuilles de certaines plantes et sur le sol même.

En s'appuyant sur les textes sacrés, M. le Dr Arthaud se demande si la manne des Hébreux n'était pas plutôt ce cryptogame du genre truffe *(Tuber)* analogue ou identique à ceux recueillis en 1845, aux environs de Kutaya, dans l'Asie-Mineure, et qui ont été tout récemment envoyés à M. Chatin, par M. Tirman, gouverneur de l'Algérie.

En effet, au chapitre XVI de l'*Exode*, nous lisons :

Verset 13. « Et au matin il y eut une couche de « rosée autour du camp. »

Verset 14. « Cette couche de rosée s'étant dissipée, il

« y eut sur la surface du désert quelque chose de menu,
« de graineux, ressemblant à ces petits grains de gelée
« blanche sur la terre. »

Plus loin, au verset 20 du même chapitre, il est écrit :

« Mais ils ne l'écoutèrent pas (Moïse), et quelques-
« uns en ayant gardé jusqu'au matin, ce qu'ils *avaient*
« *réservé* se trouva plein de vers et tout corrompu,
« et Moïse se mit en colère contre eux. »

Puis le verset suivant qui dit :

Verset 31. « Et la maison d'Israël nomma cette nour-
« riture manne, elle ressemblait à la graine de
« Coriandre, elle était blanche et avait le goût de la
« plus pure farine mêlée avec du miel. »

Au *Livre des Nombres*, chapitre XI, nous voyons encore :

Verset 8. « Le peuple se dispersait et la ramassait,
« puis il la moulait aux meules, ou il la pilait dans un
« mortier, et il la faisait cuire dans un chaudron. »

Tels sont les principaux passages des livres saints qui peuvent amener d'induction en induction à la connaissance de la nature de cet aliment.

Ainsi, fait observer M. Arthaud, ces versets tirés de l'*Exode* et du *Livre des Nombres* nous apprennent que la production de la manne était liée à des conditions d'humidité du sol, puisqu'elle était précédée par une légère couche de rosée.

Évidemment l'humidité n'est pas la condition de production de la manne du commerce : le suc qui la produit ne coule des végétaux que pendant les fortes cha-

leurs de l'été, et la pluie ou la rosée, loin de favoriser sa production, empêcheraient les grumeaux de manne de se former en étendant dans une trop grande quantité de liquide son principe sucré cristallisable, tandis que la pluie et la rosée sont une des conditions du développement des champignons. Et ce verset qui dit que les Hébreux n'ayant point écouté Moïse et en ayant gardé jusqu'au matin il s'y mit des vers. Or, on sait que les champignons sont très promptement attaqués par les vers et les insectes et entrent facilement en décomposition, surtout si celle-ci est favorisée par la chaleur et l'humidité de l'atmosphère. Dans un autre verset il est question de moudre cette manne avec des meules ou de la broyer au pilon ; évidemment ceci suppose une force de résistance qu'on ne trouve pas dans la manne du commerce, ni dans une matière ayant quelque analogie avec le miel. Des tubercules peuvent subir une coction, tandis que les diverses mannes n'ont rien à gagner à passer par l'ébullition.

Des citations empruntées à l'historien Flavius Josèphe par le botaniste Prosper Alpin (1), et à une époque plus rapprochée de nous, par Poujoulat, témoignent de la perpétuité de l'existence de la manne dans le désert. Les récits bibliques ne nous parlent pas de pluie de manne, mais que « la rosée s'étant dissipée, il y eut sur « la surface de la terre quelque chose de menu. »

Pour comprendre comment on a pu penser que la

(1) Prosper Alpin, professeur de botanique à l'Université de Padoue, visita l'Égypte en 1580 et en rapporta le café.

manne tombait du ciel, il faut se souvenir des conditions exceptionnelles d'existence de ces tubercules. Ils ne se développent pas sous les couches superficielles de la terre, comme les différentes espèces de truffes que nous connaissons ; leurs germes grandissent à la surface du sol, dit le Dr Arthaud ; ils n'ont ni racines, ni adhérence quelconque avec lui : c'est par un simple contact avec le sol humide que cette production puise les principes solubles nécessaires à sa nutrition. Le Dr Arthaud est trés porté à croire que les tubércules recueillis en 1845, dans l'Asie-Mineure, peuvent êtreidentiques à la manne que Moïse fit manger aux Hébreux dans le désert, puisque, comme la manne de la Bible, ces tubercules apparaissent après la pluie ; comme elle, ils sont mous et grenus, et ils peuvent être broyés par la meule et le pilon. Leur composition chimique ne laisse aucun doute sur la facilité avec laquelle ils peuvent se décomposer et tomber en putréfaction ; de plus, leur goût est fade et douceâtre et se rapproche du goût du froment. Il y aurait de plus certaine ressemblance entre cette truffe et celle qui vient d'être décrite, sous le nom de Terfas, par M. Chatin ; cela viendrait d'autant plus corroborer l'opinion de M. le Dr Arthaud que M. Chatin ajoute que les Terfas d'Arabie, récoltés au nord de ce pays, où ils sont assez communs, sont recherchés par les caravanes et sont souvent apportés sur les marchés de l'Asie-Mineure. Il n'est pas un seul des caractères de l'aliment mangé par les Israélites au désert qui soit applicable aux diverses exsudations végétales et sucrées désignées sous le nom de manne. Pour détruire jusqu'au

plus léger doute il suffira de faire remarquer que la production mentionnée par M. le Dr Arthaud et M. Chatin était ramassée sur le sol même du désert, tandis que les mannes sont recueillies sur les branches et les feuilles des divers arbres et arbustes. Il est donc de toute évidence que ceux qui n'ont voulu voir dans la nourriture céleste que le produit de la sève de quelques arbres, se sont complètement éloignés des textes sacrés. Nous venons de voir que la manne a été considérée tantôt comme champignon, tantôt comme le produit de la sève d'une plante; il nous reste encore à examiner une autre production à laquelle on a également donné le nom de manne, c'est un lichen : le *Lecanora esculenta*.

M. l'abbé Maze, directeur du *Cosmos*, ayant reçu, le 23 juin 1890, du Directeur de l'École française à Diarbekir (Turquie d'Asie) le cryptogame qui avait été recueilli en abondance en Mésopotamie, à la suite d'une tempête, l'adressa à M. Stanislas Meunier, aide naturaliste au Muséum (1). Ce dernier n'eut pas de peine à reconnaître dans la plante en question le curieux lichen errant connu des botanistes sous le nom de *Lecanora esculenta*.

Ce lichen a été observé en Algérie et se rencontre également dans les déserts de la Tartarie. Il vient généralement, dit M. Decaisne (2), sur un sol calcaire et gypseux. Le voyageur Parrot qui avait rapporté des échantillons de ce Lecanora, en 1828, disait qu'il tom-

(1) Stanislas Meunier. *Sur une pluie singulière observée à Diarbekir, en Asie-Mineure*. (Le *Naturaliste*, nº 98, 1er avril 1891, page 79).

(2) *Botanique*, p. 694.

bait comme de la pluie en plusieurs contrées de la Perse, et que les indigènes l'avaient recueilli et en faisaient du pain ; c'est également ce que relatait le correspondant de M. l'abbé Maze, en ajoutant que les Kurdes avaient appelé *blé céleste* cette manne d'un nouveau genre.

Ce qu'il y a de particulier dans le mode de végétation de ce lichen, c'est qu'il n'adhère que très faiblement à son support, contrairement à ce qui se passe habituellement dans cette famille ; aussi n'y a-t-il rien de surprenant à ce qu'il puisse être charrié dans l'atmosphère par des tempêtes ou des trombes de vent.

Donc voici encore un produit qui, sous certains rapports, se rapprocherait, par sa forme et sa nature, de la manne des saintes écritures.

Il est assez singulier de remarquer que ce lichen, comme les Terfas dont parle M. Chatin, et la truffe signalée par M. le Dr Arthaud ont été recueillis aussi bien en Asie-Mineure qu'en Algérie ; ce sont bien des produits différents, car je ne puis supposer que quelques naturalistes, ayant quelques notions de cryptogamie, puissent confondre un lichen avec une tuberacée. Quoi qu'il en soit, la question reste toujours pendante et le problème à résoudre.

Je crains bien que toutes les recherches qui ont été faites jusqu'à ce jour n'amènent aucun résultat, et que la composition de la manne des Hébreux ne reste à jamais le secret de la Providence.

CHARLES VINÇENT

NOTICE NÉCROLOGIQUE

PAR M. POAN DE SAPINCOURT, secrétaire

MESSIEURS,

Charles-Benoît-Auguste Vincent, est né à Besançon le 3 octobre 1822. Il est décédé à Rouen le 31 juillet 1890. Il n'avait donc pas encore accompli sa soixante-huitième année quand la mort le frappa.

Pendant trente-six ans il participa assidûment aux travaux de l'Académie. En 1860 il fut appelé à l'honneur de la présidence, et durant seize années remplit la charge de trésorier. Il la résigna quelques jours seulement avant sa fin et, en témoignage de votre reconnaissance, vous lui avez alors décerné l'honorariat.

C'est un devoir de ma fonction et c'est pour moi un doux devoir que celui de rappeler ici la mémoire de ce confrère distingué. C'est aussi un acte de personnelle gratitude, car je ne puis oublier que je partage avec

plusieurs membres de la Compagnie, l'honneur d'avoir eu près de vous Ch. Vincent pour un de mes parrains.

Aussi aurais-je voulu que ce dernier hommage que l'Académie aime à donner à ceux qui lui ont apporté un concours éclairé et dévoué, fut l'expression fidèle de vos propres sentiments en même temps que le témoignage du souvenir que j'ai respectueusement gardé.

C'est une bonne fortune assurément quand pour faire revivre un homme on peut, en regard de ses actes, rapporter sa parole et quand, pour expliquer son œuvre, on peut citer ses propres écrits. En le laissant parler lui-même on a au moins l'espoir de ne point le trahir.

Ce secours ne m'a point été donné; car ce n'est pas dans ses livres, dans ses études imprimées, dans ses travaux manuscrits que j'ai pu chercher à évoquer Ch. Vincent : savant, il n'a laissé aucun traité de science ; écrivain, il n'a produit aucun volume; travailleur infatigable, il n'a que rarement transcrit sa pensée; mais je le retrouve dans nos souvenirs et il m'a suffi de prononcer son nom pour que vos yeux se soient tournés vers cette place où pendant tant d'années vous le vîtes s'asseoir à votre bureau, pour que vos esprits aient repassé d'un trait cette vie laborieuse, utile et dévouée qu'il a dépensée sans compter.

Mais si Ch. Vincent ne laisse que peu d'ouvrages comparativement à ce labeur considérable, cependant, vous le savez, il a produit de belles œuvres, aussi nombreuses que remarquables, et attestant son mérite, son énergie et ses incessants efforts. Ces œuvres, mais elles sont disséminées partout sur le sol de notre France,

travaillant à leur tour à l'émancipation du Progrès, au culte de la Science et à l'honneur de la Patrie !

Combien, en effet, officiers, ingénieurs, administrateurs, professeurs distingués doivent, aujourd'hui, leur reconnaissant témoignage à Ch. Vincent dont les leçons, en leur ouvrant les portes des écoles, ont assuré leur avenir ! Combien de ces hommes de valeur ont reçu de lui non seulement les notions de science qui les ont menés à la fortune, mais encore l'appui que dans la lutte ou aux heures de découragement il leur prêtait avec une bonté toute paternelle, et les avis qu'ils venaient spontanément chercher près de lui, tant était grande la sympathie qu'il leur inspirait, tant ils avaient de foi dans la sagesse de ses conseils !

Car c'était un sage, un vrai sage qui savait la vie parce qu'il avait beaucoup observé, beaucoup retenu, beaucoup réfléchi ; parce que lui-même avait eu à lutter, à souffrir; parce que lui aussi, s'il connut les récompenses, connut également les heures de l'injustice et quelquefois les amertumes de l'ingratitude et de l'oubli.

C'était un sage, et tout dans son attitude, à la fois sévère mais pleine de bienveillance, dans sa parole mesurée et modeste, mais précise et ferme tout en restant indulgente, dans son regard droit et limpide, dans sa lèvre dont la bonté avait courbé le pli, dans son front élevé où la méditation et l'étude avaient imprimé une sereine autorité, tout en lui annonçait un sage.

En voyant cette tête réfléchie et bienveillante on pensait à ces philosophes dont la statuaire antique nous a légué les graves figures et que nous regardons avec

respect, non pas seulement à cause de l'artiste célèbre qui a reproduit ou inventé leurs visages, mais pour le sentiment même que leur seul aspect nous inspire.

C'est ainsi que sur ses traits se caractérisait sa vie. Ce fut, en effet, celle d'un philosophe, ami scrupuleux de ses devoirs, comme sa carrière fut celle d'un savant simple et bon, et ce que vous voudrez dire avec moi, Messieurs, c'est que les services qu'il rendit dans cette Académie participèrent de ce double caractère.

C'est en 1854 qu'il y prit place. Quelques années auparavant, en 1847, il avait été nommé professeur de mathématiques élémentaires au Lycée de Rouen, et avait bientôt été, en 1853, appelé à la chaire de mathématiques spéciales ; son enseignement, dès cette époque, attirait l'attention de ses chefs et méritait la sanction des hommes compétents et celle non moins difficile de ses collègues et de ses disciples.

Sa réputation franchit bien vite les limites du Lycée et son mérite lui ouvrit les portes de notre Compagnie où ses prédécesseurs, les Bergame et les Boutan, avaient si dignement marqué leur passage, et où lui-même les rappelait si dignement.

Le nouvel élu choisit pour sujet de son discours de réception : *L'État actuel de nos connaissances dans les mathématiques pures*. C'est un morceau d'une clarté et d'une précision remarquables, et il fallait bien ces qualités supérieures, que son savant successeur à l'École des Lettres et des Sciences, M. Lecaplain, mettait en relief si justement en disant qu'elles sont le trait caractéristique du professeur d'élite, pour faire écouter et

applaudir, dans une séance publique, une dissertation sur le calcul infinitésimal et intégral, et faire saisir et admirer cet instrument puissant de l'intelligence permettant de résoudre des problèmes dont les anciens n'abordaient que timidement quelques cas particuliers.

Ce discours n'était pas seulement, Messieurs, l'écot que chacun de nous, puisant dans ses propres ressources, paie à l'ancienne coutume ; il s'en dégage aussi, pour tout esprit attentif, une profession de foi.

Ch. Vincent ne demande, en effet, à la Science que ce qu'elle donne et ce qu'elle peut donner, sans se laisser aller à ces enthousiasmes, à ces illusions, à ces prétentions orgueilleuses qui font sortir l'intelligence humaine des bornes que la Raison lui assigne ; mais l'éloge du calcul intégral, somme convergente des généralités mathématiques, n'est-il pas l'hommage rendu par le savant à l'Unité, but suprême où doit se résumer toute science, où doit tendre toute philosophie ?

Dans cette revue de l'état actuel de la science mathématique, Ch. Vincent applique aussi un principe que plus tard, président de cette Compagnie, il développera en regrettant que l'histoire des Sciences soit généralement négligée : « Le savant marche continuellement en avant, disait-il, il y en a peu qui remontent au berceau de leurs connaissances. Il y a cependant une grande utilité à étudier les travaux antérieurs. En comparant, en effet, l'exiguïté des moyens à la grandeur des résultats, on entre dans le secret du génie ; on voit comment, suivant l'expression d'un grand astronome, il

» faut palper les murs au milieu des ténèbres pour arriver à la porte brillante de la vérité !

Ainsi fit-il, et plus d'une fois, dans les Rapports qu'il vous présenta, prit-il soin de faire une place à la progression historique de la science dont il vous entretenait.

D'ailleurs l'esprit de Vincent était un esprit essentiellement mathématique. Il l'apportait en toute chose avec sa précision et sa rigueur ; en tout il appliquait son jugement solide et droit ; écoutant beaucoup, il n'usait que modestement de la parole, mais c'était toujours avec netteté et concision qu'il émettait son avis. Cette qualité, fruit de son caractère et de sa profession, semblait donner une apparence de froideur à son commerce ; mais ceux qui l'ont connu dans l'intimité peuvent dire qu'elle ne faisait cependant pas tort aux sentiments d'une âme généreusement douée ; et, si dans ses discours il suivait avec une rectitude logique le plus court chemin qui le menait au but, il ne dédaignait pas de placer sur cette route les fleurs qui pouvaient non pas en dissimuler, mais en orner, sans la dénaturer, la ligne sévèrement droite.

Ce sont ces qualités que vous retrouverez dans son bagage académique : deux discours, un bon nombre de notes sur les œuvres de savants mathématiciens ou sur leurs vies ; un travail original où il s'est proposé de ramener à une démonstration élémentaire les propriétés de la cycloïde ; un rapport fort remarquable sur le prix Gossier, décerné à un ancien élève de l'École polytech-

nique qui devait venir plus tard prendre place parmi vous, en sont les principaux éléments.

Mais c'est surtout dans son enseignement qu'il faut suivre Ch. Vincent pour porter sur son œuvre un jugement plus solide. Répondant à notre savant confrère, M. Houzeau, il lui disait : « Répandre les connaissances acquises, voilà une belle et noble tâche qui, si elle a ses difficultés, a ses plaisirs aussi. »

Toute sa vie, on peut le dire, est résumée dans cette formule, car cette tâche fut la sienne ; il y consacra tous ses instants, et même, lorsque courbant sous l'étreinte d'un mal inéluctable, il fut contraint de s'arrêter, il ne voulut pas renoncer définitivement à sa mission ; il lutta jusqu'au dernier jour où il put se tenir debout et mourut au poste qu'il avait accepté.

Des études sérieuses, couronnées par d'éclatants succès, tant au lycée de Besançon qu'à l'institution Barbet, avaient ouvert à Ch. Vincent les portes de l'École normale supérieure à l'âge de vingt ans. Il en sortait en 1845 avec le premier numéro de la section des mathématiques.

Après quelques années passées à Saint-Étienne, dans l'enseignement des mathématiques spéciales, puis à Rouen, comme nous l'avons vu, en mathématiques élémentaires, il fut nommé, en 1853, titulaire de la chaire de mathématiques spéciales, poste qu'il n'a cessé d'occuper. C'est là que quarante promotions de jeunes gens, se destinant à l'École normale supérieure, à l'Ecole polytechnique et à l'Ecole centrale, le virent se vouer corps et âme à leur difficile préparation.

L'enseignement supérieur le prit jeune, mais cependant n'en fit pas son prisonnier, car son esprit pratique et son cœur dévoué se manifestèrent dans l'application de la maxime de vulgarisation que, nous l'avons dit plus haut, il avait faite sienne.

C'est ainsi qu'il entra, en 1855, à l'École préparatoire des sciences et des lettres, où il inaugura un cours de mécanique, qui, si l'on se reporte à l'époque, fut une véritable initiation publique à un enseignement jusque-là confiné dans certaines écoles spéciales de l'État. La théorie y faisait une large part à la pratique et une ingénieuse combinaison de ces deux éléments permettait aux auditeurs de toute classe de tirer un parti utile de la leçon.

L'élocution facile du maître, la simplicité des démonstrations ramenées avec une habileté profonde aux formes les plus élémentaires, assurèrent bien vite au jeune professeur un auditoire attentif et sérieux.

Pour apporter encore à cet enseignement, fondé sur une base nouvelle, une forme plus tangible et faciliter l'intelligence des développements théoriques, Vincent put, avec les plus faibles ressources, créer toute une série de modèles aussi ingénieusement conçus qu'acquis à peu de frais, et, à l'aide de cette collection, faire à ses auditeurs assidus et intéressés les plus profitables leçons de choses, et, par ce détour heureux, initier rapidement aux secrets de la science des intelligences plus ou moins bien préparées à ces démonstrations arides.

Pour les jeunes hommes de notre époque qui voient ces moyens répandus à profusion aujourd'hui jusque

dans les derniers éléments de l'enseignement primaire, il y aurait là un sujet de médiocre étonnement : mais ceux qui se souviennent de ce qu'était, avant 1855, l'enseignement appliqué, en dehors des écoles d'arts et métiers, comprendront combien est juste l'appréciation de M. Lecaplain qui, parlant de la collection de l'école Sainte-Marie, dit qu'elle fut précieuse à plus d'un titre, et rappelle que le ministre de l'Instruction publique eut souvent l'occasion de la citer comme un modèle.

Ce cours de mécanique, il le professa jusqu'en 1877. Trois ans après, Vincent était chargé des chaires de calcul différentiel et intégral et de mécanique destinés aux candidats à la licence et à l'agrégation.

Ces leçons nouvelles, ordonnées d'une manière originale, mirent une fois de plus en relief les qualités essentielles de clarté et d'élégance de ses démonstrations. Les succès des auditeurs couronnèrent d'ailleurs la solidité de l'enseignement. Aussi c'étaient là les meilleures récompenses qu'ambitionnait Vincent, et avec quelle douce et sincère satisfaction proclamait-il ces résultats dans les séances publiques de rentrée des écoles. Il aimait alors, avec une bienveillance aussi généreuse que modeste, en reporter l'honneur à ses collaborateurs, qui, nous pouvons bien le dire, n'étaient pas seulement pour lui des auxilliaires liés à leur chef par la discipline, mais de véritables amis dont l'attachement respectueux n'avait d'autre source que les mérites et l'excellent cœur du vieux maître.

Nommé, le 15 septembre 1870, directeur de l'École des sciences et des lettres, dont il avait été secrétaire et

où il professait depuis quinze années, il dut, le 16 décembre 1875, abandonner cette fonction qu'il remplissait si bien, à la suite d'une réorganisation sur des bases nouvelles. Victime d'un principe rigoureux, il fut sacrifié à une situation spéciale ; mais ce fut pour lui l'occasion de donner l'exemple du respect absolu à la discipline, et il montra ainsi combien il était digne de diriger puisqu'il savait si bien obéir.

Ch. Vincent n'était pas alors docteur ès-sciences. Il n'avait jamais imaginé que ce titre dût lui être nécessaire un jour. L'an d'après il passait sa thèse devant la faculté de Rennes. Agé de cinquante-deux ans, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, agrégé depuis 1845, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur depuis trente ans, et ayant conduit aux examens des légions d'élèves, ayant à cette époque la première classe de son grade, il se soumit à cette nouvelle épreuve. Ce fut même un de ses anciens élèves qui le reçut.

Il fut donc docteur. Certes il n'en était pas plus vaniteux ; il n'était ni plus ni moins savant, n'en avait pas moins trente ans d'éminents services.

Mais sans hésitation il s'était mis en règle avec un principe; ce n'était pas seulement un acte de courage et un exemple de soumission, c'était encore une sanction officielle donnée à l'opinion publique qui, elle, n'avait pas besoin du titre pour reconnaître le véritable savant.

Ce ne fut qu'en 1882, au décès de M. Girardin que cette direction lui fit retour. Il y eut dans le monde

universitaire et dans toute la cité un sentiment de satisfaction comme celui d'une conscience soulagée, quand on vit cette victime d'une formule rigoureuse rendue à un poste auquel elle avait tant de droits.

Quelque épreuve, du reste, qu'il eût à subir, Ch. Vincent garda toujours en toute cause le même dévouement à ses devoirs, la même bienveillance à l'égard de ses collègues et de ses élèves. Toujours impartial et calme, il se faisait un scrupule de montrer l'exemple en se soumettant à la règle et aux circonstances, et ce fut justement ainsi qu'il trouva le secret de se faire obéir à son tour. Mais son obéissance n'eut jamais rien de l'obséquiosité qui est l'enveloppe d'une ambition mal justifiée et le correctif de qualités absentes; et quant à celle qu'il obtint de ses collaborateurs, ce n'est jamais par la crainte ou par l'abus du pouvoir qu'il chercha à l'acquérir, mais il l'imposa par son grand sentiment de la justice, par la délicatesse avec laquelle il savait ménager les susceptibilités, respecter les dignités et les opinions, par le tact qu'il mettait à donner un conseil, par la reconnaissance et les encouragements qu'il savait accorder au vrai mérite.

Rouen, centre important de commerce et d'industrie, avait, au lendemain de la guerre, songé à reprendre la mission que Mulhouse s'était donnée en se faisant l'initiatrice et la propagatrice de tous les progrès sociaux dans le domaine de la pratique et de la philanthropie industrielles.

Dans ce programme, une société civile avait réclamé sa part et fondé deux écoles de sciences appliquées aux

opérations du commerce et des manufactures ; mais se lassant trop tôt, elle abandonna son œuvre à la veille même du jour où les pouvoirs publics allaient enfin encourager, par une intervention efficace, les sacrifices de l'initiative privée.

Le secours officiel dut se borner à conserver quelques fragments de l'ensemble, et c'est à Ch. Vincent qu'elle fit appel pour cette réorganisation d'attente. Il se mit aussitôt à l'œuvre, par devoir et par dévouement aux intérêts de la grande cité ; mais il n'avait que peu de confiance dans un projet trop incomplet. Son esprit pratique et sa profonde connaissance des exigences et des enchaînements nécessaires d'un tel enseignement lui montraient trop les lacunes que des mutilations importantes, imposées par la médiocrité des ressources, avaient créées dans ce programme.

Le résultat vint bientôt donner raison à ses prévisions et démontrer, ainsi qu'il les avait prédits, les inconvénients d'un enseignement hybride, sans originalité, sans homogénéité, empruntant à beaucoup et profitant à peu.

Dans cette mission ce n'est certes pas l'administrateur qui fut au-dessous de sa tâche, car il y apporta le même dévouement et les mêmes qualités.

Et c'est ainsi que pendant quarante ans Ch. Vincent enseigna sans relâche, s'occupant entre temps dans les conseils de surveillance de plusieurs établissements d'instruction publique, au Conseil académique et dans diverses commissions, passant souvent ses vacances à préparer des programmes, à organiser des cours, à

remplir les fonctions d'examinateur. Ces quarante années il les vécut à Rouen, que plus d'une fois il eut l'occasion de quitter, appelé à Paris à occuper des postes qui sont l'ambition légitime des hommes de mérite et la convoitise de beaucoup. Mais il lui eut fallu abandonner des œuvres déjà si chères pour tous les efforts qu'elles avaient coûtés. Il eut fallu dire adieu à ce pays d'adoption où tant de considération l'entourait, où tant de relations le retenaient, où tant d'amitiés le choyaient.

Le cœur et le devoir parlaient ; l'ambition devait se taire, et Vincent, toujours sage et philosophe, refusait, reprenait sans regret sa tâche quotidienne, ne comptant plus les années de service et souriant à ceux qui lui disaient qu'il avait assez peiné, qu'enfin il avait bien gagné le repos.

Le repos, il avait vraiment le temps d'y penser, quand il se sentait encore tant de forces, quand il avait encore tant de soins à donner à son œuvre !

Mais la mort le guettait et déjà l'avait marqué pour un des siens.

Surpris comme à l'improviste, il ne comprit pas tout d'abord qu'il fallait, au moins pour un temps, s'arrêter. Luttant contre lui-même, il ne voulait pas plier sous la douleur, et ici même vous l'avez vu disputant au mal quelques heures qu'il était heureux de vous donner encore.

Hélas ! il fallut bien céder un jour : encore ce jour il demanda non pas sa retraite, mais son congé ; lui restait-il des illusions ou voulait-il en donner aux autres ?

Et cependant, malgré ses souffrances, garda-t-il alors ses cours aux candidats au professorat et, ne pouvant plus se rendre à l'amphithéâtre, il les continua chez lui, ne les abandonnant que quelques semaines seulement avant sa mort, quand, à bout de ressources physiques, il dut s'avouer vaincu.

On le vit en ces temps, errant comme une âme en peine, désœuvré, cherchant l'air et le soleil, mais assombri par la maladie et surtout par l'inaction. Cependant le mal s'aggravait toujours. Était-ce donc la fin ? A plus d'un d'entre nous il le disait, quand dans ces tristes promenades une rencontre fortuite lui permettait de prendre le bras d'un ami. Ce fut le temps où il aima à repasser sa vie, le temps des confidences intimes où il mettait à nu tout son bon cœur ; et dans ces retours vers les joies passées, vers les succès d'autrefois, comme vers les chagrins et les tribulations de la vie, pas un regret ne s'échappait pour cette dépense généreuse et excessive de force, de dévouement et de travail, pas un regret pour ce temps de retraite si bien gagné, pas même désiré, et qui ne devait jamais être.

A cette époque encore il allait, comme en un dernier pèlerinage à l'amitié, visiter ceux qu'il avait le plus affectionnés : « Je viens vous voir, disait-il, parce que je vous aime bien » et on l'accueillait avec un sourire, mais le cœur serré.

Enfin, la maladie cruelle le cloua jour et nuit sur un siège, car il n'eut même pas le soulagement du lit : mais c'est sans plainte et toujours avec une parole aimable qu'il recevait ses visiteurs, s'inquiétant davan-

tage d'eux et des leurs que de sa triste situation. Spectre de lui-même il semblait au milieu des siens le moins affecté de tous, comme s'il ne savait pas... et cependant il savait !

Ce fut vraiment un spectacle navrant que la longue torture de cette belle intelligence et la cruelle agonie qui jusqu'à la dernière minute tourmenta cet homme excellent.

CLASSE

DES

BELLES-LETTRES & ARTS

RAPPORT

SUR LES TRAVAUX DE LA CLASSE DES LETTRES ET ARTS

POUR L'ANNÉE 1890-1891

Par M. P. LE VERDIER, secrétaire

Le Secrétaire pour la classe des Lettres et Arts terminait à pareille époque, il y a un an, son rapport sur vos travaux par l'annonce d'une retraite que sa santé l'obligeait à prendre. Quelques efforts que votre bureau ait tentés pour faire revenir M. Félix sur sa détermination, ils ont été vains, et il vous a fallu confier à un autre la charge dont il s'était acquitté, pendant plus de huit années, avec un zèle et un dévouement, dont je crois devoir le remercier une fois de plus au nom de l'Académie, et dont son successeur aura le devoir de s'inspirer.

C'est pourtant sans avoir pris la plume alerte et enjouée que vient de déposer M. Félix, que je vous apporte ce soir, Messieurs, puisque l'usage le com-

mande, le compte rendu très simple de vos travaux pendant la dernière année. Le *Précis*, qui vous sera bientôt distribué, témoignera de leur importance et de leur variété.

Vous avez tenu en effet, pendant l'année 1890-1891, trente-deux séances ; vingt-deux ont été occupées en totalité ou en partie par des lectures intéressant la classe des Lettres et Arts. Indépendamment des discours auquels ont donné lieu les réceptions de nos nouveaux confrères et la séance publique, ces lectures comprennent treize travaux originaux et quatre rapports sur ouvrages. Vous en avez voté l'insertion au *Précis*, écartant, suivant la coutume, et les rapports, et les travaux auxquels leurs auteurs avaient réservé une autre publicité.

Ces études ont eu tour à tour pour objet l'histoire, l'archéologie, la littérature, les beaux-arts, la biographie, le droit, les voyages, le roman. Seule, la poésie a oublié cette année de faire entendre ses accords, mais la fantaisie n'a pas perdu ses droits puisque vous avez applaudi la lecture de *Michel*, dont M. S. Frère vous a donné la primeur avant de le joindre au recueil de nouvelles qu'il vient de faire paraître, puisque aussi M. Canonville-Deslys vous a donné une analyse fidèle de *Vicomte de l'Aubette* et *Amour d'épouse*, dont l'auteur allait bientôt devenir votre confrère.

Continuant ses études sur saint Bernard, M. l'abbé Vacandard a lu un nouveau chapitre de la vie de l'il-

lustre moine et tracé un tableau de l'abbaye de Clairvaux aux premiers temps de sa fondation (1).

Avec une patience non pareille, M. l'abbé Sauvage a recueilli dans les chroniqueurs et les historiens tous les textes faisant mention de froids rigoureux ou de phénomènes météorologiques analogues, et de ces notes mises en œuvre il a formé comme un inventaire historique qu'il a intitulé *Chronique du froid*. Puis il vous a donné une étude sur l'histoire de l'imprimerie à Dieppe, qui complète ou rectifie les recherches de l'abbé Cochet sur le même sujet.

M. le comte d'Estaintot a lu un mémoire sur les hautes justices existant en 1789 dans les limites de la Seine-Inférieure, et il a étudié l'organisation et le fonctionnement des justices seigneuriales.

C'est le palais archiépiscopal de Rouen qui a fourni cette année, à M. Ch. de Beaurepaire, le sujet de la monographie qu'il vous a offerte, et dans laquelle il a tour à tour reconstitué le passé du manoir de l'archevêque, avec ses chapelles et ses jardins, avec l'officialité, la conciergerie, etc.

M. Héron vous a communiqué l'un des chapitres de l'introduction dont il allait faire précéder le premier volume de sa *Muse Normande*. Puis il a étudié la *légende d'Alexandre et d'Aristote*, à travers les romans et les fabliaux du moyen âge.

M. l'abbé Loth a évoqué le souvenir d'un prélat qu'il a présenté comme un écrivain distingué et un penseur

(1) Ce mémoire doit paraître dans la *Revue des questions historiques*.

des plus hardis, Mgr de Noë, mort évêque de Troyes, après avoir été, à Rouen, vicaire général du cardinal de la Rochefoucauld (1).

M. Paul Allard, en voulant rendre compte du livre de Fustel de Coulanges sur le domaine rural du Ve au IXe siècle, a décrit la constitution de la propriété foncière à l'époque gallo-romaine et à l'époque mérovingienne ; puis, exposant la formation des villages, il a montré comment l'esclavage romain fit place au serf, qui était arrivé à se confondre, à peu près avec le colon, quand vint à se fonder le régime féodal (2).

La possession, par un collectionneur rouennais, de deux verres gravés chrétiens a fourni aussi à M. P. Allard la matière d'une étude d'archéologie, et lui a permis de constater l'existence de chrétiens dans le Boulonnais au IVe siècle (3).

M. Marais s'est occupé de la propriété des collections dites de l'ancien fonds, dépendant de nos bibliothèques et de nos musées municipaux, propriété revendiquée en principe par l'État contre les villes, et il a conclu que, si les lois révolutionnaires pouvaient à la rigueur favoriser la prétention de l'État, une loi nouvelle devrait au plus tôt confirmer la possession séculaire des villes, qui ont au moins pour elles l'équité et le bon sens.

Enfin M. Armand Gasté, président de l'Académie des

(1) Mémoire publié dans la *Semaine religieuse du diocèse de Rouen*, 1891.

(2) Mémoire publié dans la *Réforme sociale*, 1891.

(3) Ce travail a paru dans la *Revue catholique de Normandie*, 1891, depuis que l'Académie en avait voté l'insertion dans son *Précis*.

Sciences, Belles-Lettres et Arts de Caen, et membre correspondant de votre Compagnie, assistant à l'une de vos séances, a fait une communication verbale sur la découverte d'une lettre autographe de Bossuet, qu'il avait eu la bonne fortune de rencontrer le même jour dans un carton de la bibliothèque de notre ville.

Malgré le nombre et l'intérêt de ces études, il est impossible d'oublier que ce n'est qu'une bien faible partie des travaux des membres de l'Académie ; et, si ce n'est pas ici le lieu de rappeler les revues, les recueils nombreux des Sociétés savantes qui se sont enrichis de leurs œuvres, non plus que les brochures ou les monographies où ils ont consigné les fruits de leurs recherches, vous ne me pardonneriez pas si j'omettais de rappeler qu'ils sont vos confrères, l'auteur de *l'Histoire du prieuré de Saint-Lô*, le rédacteur des deux volumes de l'inventaire des manuscrits latins et français ajoutés aux fonds des nouvelles acquisitions de 1875 à 1891 (Bibliothèque nationale), l'éditeur des *Cahiers des États de Normandie sous Charles IX*, celui de la *Muse Normande*, et des *Œuvres de Robert Blondel*, le graveur de *Rouen au* XVI^e^ *siècle*, de Jacques Le Lieur, et d'autres encore (1).

Je passe sous silence les rapports qu'ont lus MM. Ch. de Beaurepaire, le comte d'Estaintot, Canonville-Deslys et Christophe Allard, sur les ouvrages de MM. Chanoine-Davranches, Gustave Prévost, G. Genevoix et le comte Robert des Maisons, pour ne retenir que la satis-

(1) MM. L. de Glanville, Léopold Delisle, Ch. de Beaurepaire, Héron, J. Adeline.

faction que vous avez éprouvée de vous les être associés, les premiers comme membres résidants et le dernier, rédacteur d'un important journal de voyage en Terre-Sainte et d'un Voyage en Espagne, comme membre correspondant.

L'auteur consciencieux de l'étude sur le Fief d'Avrilly et M. G. Prévost, qui avait sa place marquée parmi vous depuis son retour à Rouen, vous apporteront le contingent de leurs patientes recherches. Les discours de réception qu'ils ont prononcés en sont de sûrs garants. M. Chanoine-Davranches, en effet, grâce à la possession d'un dossier de pièces originales, a tracé l'historique de la corporation des cartiers établis à Rouen et raconté leurs luttes contre les taxes dont leur industrie fut de tout temps frappée. A ce discours seront jointes, dans le *Précis*, plusieurs planches dont votre nouveau confrère a voulu vous faire hommage.

M. G. Prévost a payé son tribut en vous offrant la biographie du vicomte Gaspard de Toustain-Richebourg, type original de gentilhomme savant et philosophe, qui, dévoré d'un besoin insatiable d'écrire, s'est essayé à peu près dans tous les genres, et a laissé au moins le renom d'un homme d'esprit et d'un homme de bien.

M. Adeline a répondu aux deux récipendiaires : au magistrat par une étude sur l'esthétique des palais de justice ; à l'historien des *Recettes et dépenses du roi de Navarre*, par quelques notes sur les goûts artistiques des savants.

Le domaine de l'art a fourni également à M. le Président le sujet du discours par lequel il a ouvert la

séance publique annuelle. Évoquant la mémoire de Géricault, pour en célébrer le centenaire, et celle de Rembrandt, cette gloire de l'école hollandaise, il a montré, par l'exemple du musée d'Amsterdam, combien un habile arrangement intérieur importe à l'effet des toiles, même les plus magnifiques.

Dans cette séance solennelle, vous avez décerné, pour la première fois, les prix que sa générosité autant que son amour maternel ont inspiré à Mme Rouland de fonder, pour perpétuer la mémoire de son fils, Octave Rouland, esprit distingué, trop tôt enlevé au barreau. Vos premiers lauréats, Marie et Stanislas Leprettre, et Adélaïde Bourg, ont donné un admirable exemple d'un dévouement fréquent, grâce à Dieu, le dévouement des aînés à leurs cadets orphelins. S'entendre publiquement donner en exemple, se voir appeler à l'honneur, sont bien, pour ces braves et simples gens, la plus inattendue des récompenses : leur bonheur n'est pas plus grand que celui de l'Académie qui les proclame. Votre Compagnie est reconnaissante à Mme Rouland de lui avoir conféré cette mission.

C'était aussi un héros que François-Désiré Cauvain, qui a fait du sauvetage une habitude, et à qui vous avez remis le prix Dumanoir au milieu de l'ovation des assistants.

Vous avez couronné le même jour M. Adolphe Marais, de Honfleur, lauréat du prix Bouctot, et M. Frédéric Le Rey, lauréat du prix Gossier. M. Le Rey vous a témoigné sa reconnaissance en faisant assister l'Académie à une audition de sa *Pastorale* et

de fragments de son *Cavelier de la Salle*, qui ont clos, au milieu des applaudissements, votre séance publique.

La médaille d'or que vous avez offerte à la Ville a été décernée, par le jury du Salon rouennais, au graveur distingué, Georges-Henri Manesse ; et je m'empresse de saisir cette occasion de constater que, justement reconnaissant de votre périodique libéralité, M. le Maire de Rouen a décidé que, dorénavant, le Président de l'Académie serait nommé membre du jury d'admission et des récompenses de l'exposition municipale des Beaux-Arts.

La fondation, dont M. de Caumont vous a faits les dépositaires, a été aussi l'objet de vos préoccupations. De concert avec M. le Maire de Rouen, vous avez mis de nouveau à l'étude les moyens de réaliser les assises scientifiques, littéraires et artistiques que l'éminent archéologue a voulu instituer. Votre bureau a provoqué des réunions des délégués des Sociétés savantes de Rouen et de Caen, appelées avec vous à l'honneur de tenir ces congrès, et il y a lieu d'espérer que le premier pourra être bientôt convoqué.

Fidèles à la mémoire de vos bienfaiteurs et de vos confrères décédés, vous avez fait célébrer, en la Cathédrale, le service solennel prévu par vos statuts, et vous y avez assisté en grand nombre.

La Providence vous a imposé cette année deux séparations. Vous avez perdu M. Maillet du Boullay,

membre résidant, et M. Chéruel, membre correspondant.

Charles-Léon-Justin Maillet du Boullay est mort le 28 mai 1891, âgé seulement de soixante-deux ans. Héritier d'un nom cher à l'Académie (1), il est entré dans votre Compagnie en 1880. Fils d'un architecte distingué, c'est vers les Beaux-Arts que son éducation autant que ses aptitudes avaient dirigé son esprit. Aussi, ayant bientôt acquis de solides connaissances archéologiques et fait valoir de réelles qualités de goût et de jugement, fut-il attaché au ministère des Beaux-Arts et nommé sous-inspecteur. Puis il fut délégué, comme commissaire à la sculpture, aux expositions annuelles des Beaux-Arts à Paris, depuis l'année 1871 jusqu'à l'année 1881. Aux expositions universelles, en 1878 et en 1889, il fit partie des jurys d'admission et d'organisation de la section de la sculpture et des comités des exhibitions rétrospectives.

Enfin, et ce fut son principal titre auprès de vous, il dirigea le Musée céramique de Rouen, de 1873 à 1875, et fut nommé, cette dernière année, directeur du Musée départemental d'antiquités et conservateur des Monuments historiques du département. Ses titres à la reconnaissance se mesurent au zèle avec lequel il s'est acquitté de ses fonctions et à la part active qu'il a prise,

(1) Il était fils de Charles-Félix Maillet du Boullay, architecte, membre de l'Académie, et petit-fils de Charles-Nicolas Maillet du Boullay, conseiller à la Cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie, mort en 1769, et qui fut secrétaire perpétuel de l'Académie pour la classe des Lettres et des Arts, de 1755 à 1769.

soit à Paris, soit à Rouen, aux manifestations publiques de l'art. Il a écrit : l'*Architecture de la Renaissance*, discours par lequel il a payé sa bienvenue dans votre Compagnie, et *La Maison de Pierre Corneille au Petit-Couronné*, notice qu'il a rédigée à l'intention des visiteurs de la maison des champs de notre grand tragique, qu'il s'était plu à orner et transformer en musée.

L'éminent historien, M. Chéruel, était votre membre correspondant depuis 1849; vous lui aviez ouvert vos rangs en 1834, et vous l'aviez appelé à l'honneur de la présidence en 1847. Au nom de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. Aucoc a dit sur sa tombe quels services il a rendus à la science historique et quelle perte elle a faite. Vous avez confié à votre secrétaire des Lettres le soin de consacrer à sa mémoire un éloge, qui n'a pu être lu qu'au lendemain de la reprise de vos travaux. Les principaux journaux, plusieurs revues, M. F. Bouquet, un de ses plus vieux élèves et amis, un autre de ses amis, M. A. Legrelle, votre confrère, ont rappelé ses travaux et consigné leurs souvenirs dans des notices biographiques : elles attestent l'unamité des regrets laissés par M. Chéruel.

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. CHANOINE DAVRANCHES

(19 juin 1891)

MESSIEURS,

Vous avez bien voulu m'appeler au milieu de vous. Je vous en suis profondément reconnaissant. Votre Compagnie a brillé d'un tel éclat depuis sa création déjà lointaine, elle a compté tant de noms illustres, elle comprend encore tant de notoriétés, de sommités scientifiques, artistiques et littéraires que l'honneur est grand pour moi de vous appartenir. Mon bonheur serait sans mélange si je ne savais que l'usage impitoyable m'oblige à vous infliger la fatigue et l'ennui d'un discours. Vous l'avez ainsi réglé : comme un de nos grands moralistes, vous estimez qu'on ne juge bien qu'en place les statues et les hommes, et vous voulez mettre en lumière vos élus pour les mieux apprécier. Je m'incline respectueusement, et, pour ne pas soumettre votre patience à une trop longue épreuve, je vous résumerai quelques notes sur la fabrication des cartes à jouer, principalement en Normandie.

L'apparition des cartes en France est de date relativement récente. Quelle est leur origine? On serait fort embarrassé de le dire. La France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie se disputent la gloire de les avoir inventées. Il est plus vraisemblable qu'elles viennent de l'Orient, où elles étaient connues dès le XII^e^ siècle. Si les Arabes ou les Bohémiens ne les ont pas importées, ils ont certainement aidé à en propager l'usage.

C'est en 1392 que se rencontre pour la première fois l'indication du jeu de cartes. Dans un compte présenté par Charles VI, on lit cette mention : « à Jacquemin « Gringonneur, peintre, pour trois jeux de cartes à or et « à diverses couleurs, de plusieurs devises, pour porter « devers ledit seigneur pour son esbattement, LVI sols « parisis. »

Plusieurs personnes en avaient conclu que les cartes, inventées pour distraire Charles VI dans sa folie, avaient pour auteur responsable de tous leurs méfaits à venir, le peintre Gringonneur. Imputation toute calomnieuse. L'innocence de Gringonneur a été reconnue. Il n'a rien à se reprocher devant l'histoire ; s'il a fait payer relativement cher une œuvre qui doit surtout sa célébrité au compte de Poupart, on peut encore juger de la richesse de l'exécution et du fini de son travail, grâce à M. de Gaignières, sous-gouverneur des petits-fils de Louis XIV qui croyait posséder un de ces jeux conservé, avec le respect dû à sa longue existence, par notre Bibliothèque nationale.

Ces précieuses cartes sont au nombre de dix-sept.

M. Duchesne aîné les a soigneusement décrites et ne doute pas de leur authenticité.

Sans partager son entière confiance dans une tradition très contestable, qui n'a pas tenu compte de la coupe des costumes empruntée à l'époque de Charles VII, nous reconnaissons que les cartes de M. de Gaignières sont les plus anciennes connues.

« Elles sont peintes avec grand soin, dit M. Duchesne, « même avec talent, sur un fond doré rempli d'orne- « ments formés par de petites lignes, en points légère- « ment enfoncés dans la pâte sur laquelle l'or est appli- « qué. Elles sont entourées d'une bordure d'argent où « se voit aussi un ornement également en points, « le même répété sur toutes les cartes, et figurant un « ruban ou une bande de papier étroite roulée autour « d'une baguette. Quelques parties de broderie sur les « vêtements sont rehaussées d'or tandis que les armes « et armures sont couvertes d'argent, en grande partie « oxydé par le temps comme celui de la bordure. »

Le luxe de ces miniatures en explique le prix élevé et il ne faut pas s'étonner qu'en 1430, Philippe-Marie Visconti, duc de Milan, en ait payé un jeu jusqu'à 1,500 pièces d'or de dix-huit sous deux tiers chacune.

Je n'ai pas besoin de dire que ces cartes artistiques étaient réservées à la haute aristocratie et aux cours souveraines. Mais, à côté d'elles, il en existait assurément d'autres obtenues par un moyen plus rapide et moins coûteux ; dès 1399, les cartes communes étaient répandues à profusion dans les cabarets, et, à raison de leur nouveauté, elles ont été l'objet d'un tel engoue-

ment et ont déterminé dans le peuple une si violente passion du jeu que le Prévôt de Paris a été obligé d'en prohiber l'usage.

Comment arrivait-on à les fabriquer à bon marché? Je partagerais volontiers le sentiment qui les considère comme un produit de la gravure sur bois. Il est vrai que la première estampe connue, le Saint-Christophe, date seulement de 1423 ; mais M. de Heinecken et, avec lui, d'autres auteurs compétents n'hésitent pas à penser que la carte à jouer est le timide essai d'un art dans son enfance qui, plus tard, a produit des merveilles.

Tout mal renfermant en soi un germe de bien, ne fût-ce qu'un enseignement, la passion du jeu a été ainsi la cause première d'une des grandes découvertes qui ont le plus contribué au progrès de la civilisation moderne, l'imprimerie, fille de la gravure sur bois.

Nous savons par le jeu dit de Charles VI, le caractère et la forme des cartes primitives. Nouvelle preuve de leur origine orientale, c'étaient des tarots, jeu à combinaisons variées dont l'usage généralement abandonné n'est plus réservé qu'aux adeptes fervents de la science occulte. Ils en ont fait le livre du destin. Les tarots représentent exactement ce qu'était un jeu de cartes aux premiers temps de leur importation : 78 figures dont 22 atouts particuliers symbolisant des idées philosophiques et 56 cartes comme les nôtres, mais désignées par des signes différents, les bâtons, les coupes, les épées et les deniers.

Sous Charles VII, une modification profonde et générale se produisit en Europe. Les atouts particuliers

ont été éliminés, et le jeu moderne s'est trouvé constitué avec ses quatre séries obligatoires se rapprochant plus ou moins, suivant les habitudes et le tempérament des peuples, des séries du jeu de tarots. L'Italie, l'Espagne et le Portugal ont été fidèles au souvenir du passé en gardant les deniers, les coupes, les épées et les bâtons. L'Allemagne a pris les feuilles, les grelots, les cœurs et les glands. La France seule a imaginé la quadruple série des carreaux, des cœurs, des trèfles et des piques, qui a fini par s'imposer en Europe, où elle règne maintenant à peu près sans partage.

A l'occasion de ces dénominations nouvelles et de leur raison d'être, on a versé des flots d'encre. Le champ des hypothèses était ouvert ; chacun y a fait sa moisson. De graves auteurs, comme le père Menestrier, ont cru voir les quatre corps de l'État représentés, la noblesse militaire par les piques ; le clergé par les cœurs, parce que, dit l'auteur dans un effroyable jeu de mots, comme nos pères les aimaient, dans l'église, on ne peut manquer de dire que les ecclésiastiques sont des gens de chœur ; les bourgeois, par les carreaux dont leurs maisons sont pavées ; les paysans par les trèfles qu'ils donnent à leurs bestiaux. Vous trouverez à coup sûr cette explication insuffisante.

On a cru aussi reconnaître dans les cartes un congrès des rois, un carrousel militaire. — Leber, se plaçant sur un terrain plus élevé, y voit le modèle d'un bon gouvernement. Le cœur figure la vaillance ; le trèfle, la sagesse et la justice unies à la puissance ; le carreau,

la stabilité et la fermeté; le pique, la force matérielle ou guerrière.

Pour Bullet, c'est l'image d'une armée, et le jeu est un combat dirigé par des chefs d'État et leurs principaux officiers. On y trouve tout naturellement la vaillance ou le cœur, les armes offensives ou les piques, les armes défensives ou les carreaux, figure des boucliers lozangés, les fourrages ou les trèfles nécessaires à une troupe composée en majorité de cavalerie.

Définitions aussi ingénieuses qu'hypothétiques, dont le principal mérite est de démontrer la fertilité d'imagination de leurs auteurs ! Notre siècle réaliste ne les comprend guère et s'étonne encore plus de la facilité avec laquelle une science fantaisiste prétend expliquer les noms et les attributs des figures. Mon cadre est trop restreint pour y faire entrer des détails inutiles. Il suffit, pour démontrer l'inanité de ces théories trop générales, de rappeler que les noms et la forme des figures ont changé avec les époques, et que l'histoire du jeu de cartes, considéré dans le dessin de ses estampes, se divise en plusieurs périodes comprenant, la première les cartes faites à la main, — la seconde, l'époque de la gravure sur bois et des sujets pris dans les romans de la Table ronde, ou l'imagination de leurs inventeurs, — la troisième, l'adoption des figures modernes avec leurs noms définitifs.

Ajoutons seulement, pour n'y plus revenir, qu'à l'époque de la Ligue, la satire, qui se produisait sous toutes ses formes, envahit jusqu'aux cartes à jouer. Le 15 janvier 1581, un arrêt du Parlement de Paris pro-

hiba les caricatures et les pamphlets dont on les avait couvertes.

Jusqu'à la fin du XVI^e^ siècle le jeu de cartes, autorisé dans les hautes classes de la société, était, mais vainement, défendu dans les lieux publics. Charles VIII (octobre 1485), François 1^er^ (novembre 1527 et juin 1532), Henri III (mars 1577) ont édicté contre les jeux de hasard des peines sévères. — On ne voit pas toutefois que la fabrication des cartes ait été l'objet d'une surveillance particulière ou d'un droit fiscal. Henri III est le premier qui ait établi, en sus des charges générales, un impôt particulier sur les cartes.

Cet impôt montant à un écu sol pour chaque caisse de cartes ou de tarots de 200 livres de poids de marc résulte de la déclaration du 15 février 1581. Aggravé quelques jours après, par une taxe assez lourde sur le papier, il fut converti, le 22 mai 1583, en un droit de 1 sou 3 deniers par jeu de cartes et de 2 sous 6 deniers par jeu de tarots. Toutefois, comme il frappait exclusivement les produits destinés à l'étranger, et que devant la résistance des États, la perception en avait été presque immédiatement suspendue, l'industrie cartière n'avait pas éprouvé, en Normandie, de préjudice sérieux.

Cette industrie était depuis longtemps établie à Rouen. La date de son installation serait difficile à préciser. Dans un état dressé en 1762 sur l'ordre de l'Intendance, les cartiers la font remonter à l'année 1540, mais il est certain qu'elle est beaucoup plus ancienne. Un document tiré des archives de l'Hôtel-de-Ville

démontre que, dans les premières années du XVI^e^ siècle, elle était déjà en pleine activité et que ses produits recherchés à l'étranger étaient, à raison même de leur renommée, souvent contrefaits.

En 1516, trois cartiers, les sieurs Jean et Pierre Tyssot et la veuve de Valery Faucil, firent saisir pendant la foire de la Pentecôte deux tonneaux remplis de cartes qu'un nommé Pierre Sauffay, dit le Lorrain, avait fait déposer dans la maison d'Harcourt. Ces cartes étaient revêtues de fausses marques aux noms des poursuivants.

Pierre Sauffay arguait de sa bonne foi et soutenait qu'ayant acheté les cartes « pendant la franche foire, « à raison des privilèges d'icelle notoirement observés « et gardés en quelques marchandise qui fut vendue ou « distribuée, il n'y avait lieu à aucune visite excepté « aux objets d'orfèvrerie et aux victuailles. »

Le lieutenant général du bailliage désirait sans doute, malgré le bien fondé apparent de la poursuite, maintenir les priviléges des foires franches, car il renvoya les parties sans dépens, se bornant à défendre à Sauffay d'acheter à l'avenir de semblables cartes. (Registre A. 13 des délibérations de l'Hôtel-de-Ville).

L'industrie des cartes remonte donc en Normandie à une époque très lointaine. Les cartiers réunis aux feuilletiers et aux dominotiers formaient, à Rouen, une corporation nombreuse qui fabriquait, avec les cartes à jouer, les papiers de tenture connus sous le nom de dominos, les cartons pour étuis à chapeaux et bonnets carrés, les images enluminées, ce qui faisait parfois donner à ses

membres le nom d'imagers. La diversité de ses objets de vente et de production lui attirait de fréquentes difficultés avec les merciers et les papetiers. En 1540, Jean d'Etouteville, sieur de Villebon et d'Avrilly, bailli de Rouen, leur rédigea des statuts dont le texte n'est pas parvenu jusqu'à nous ; ces statuts furent confirmés dix ans après par Henri II, et une seconde fois en 1588, par Henri III.

Comme toutes les corporations industrielles et commerciales, celle des cartiers formait une confrairie. Elle avait pris pour patrons les rois mages dont elle célébrait la fête le 6 janvier dans l'église des Jacobins avec messe solennelle, prédication, pain bénit, procession et banquet traditionnel quelquefois répété, non sans inconvénient pour l'ordre public et la bourse des confrères, à l'occasion des simples dimanches.

Henri IV, dont la passion pour le jeu occasionnait de si violentes colères à l'économe Sully, crut pouvoir reprendre, en 1593, l'idée fiscale de son prédécesseur. Motivant comme toujours son édit sur des considérations de morale et de probité générales, il imposa d'un sol parisis chaque jeu de cartes, et de deux sous chaque jeu de tarots. Le principe établi, pour assurer le recouvrement de l'impôt, il obligea les fabricants à se pourvoir de formes nouvelles agréées par l'administration et à ne pouvoir vendre leurs cartes qu'enveloppées dans un papier spécial que le receveur délivrait seul et sur lequel il percevait la taxe.

Ce mode d'impôt fut définitivement régularisé et appliqué au commerce intérieur par la déclaration du

14 janvier 1605 Le droit fut fixé à 15 deniers par jeu de cartes et à 2 sous 6 deniers par jeu de tarots. A l'exportation, il n'était que de 12 deniers parisis pour un paquet de 12 jeux.

Mais en même temps une grave mesure était prise dans l'intérêt du fisc : la fabrication des cartes ne fut plus autorisée, à peine de faux et de punition corporelle, que dans les seules villes de Rouen, Lyon, Paris, Toulouse, Limoges, Thiers et Troyes, encore les ouvriers devaient-ils faire la déclaration préalable de leurs noms et domiciles.

Cette législation nouvelle et autoritaire causa une émotion profonde dans la Normandie. Les fabricants qui se trouvaient dépossédés ou que l'avenir effrayait, se réfugièrent à l'étranger, principalement en Angleterre. On trouve dans les cahiers des États de Normandie la trace de ces préoccupations. « Ensemble que soit révo-
« qué, disent les États de novembre 1608, l'impôt des
« cartes et tarots lequel a été cause que mille familles
« ont abandonné le pays et quitté la terre de leur nais-
« sance pour aller chercher les moyens de gagner leur
« vie parmi des nations rudes et estrangères. »

« Et en sont les commissaires d'avis pour le grand
« préjudice que ledit édit apporte à la manufacture et
« et à la ruine de grand nombre de familles qui sont
« allées habiter en pays estranger. »

Le roi avait promis d'y pourvoir, mais aucune mesure de dégrèvement ne fut prise. Tout au contraire, les partisans « ingénieux, comme nous l'apprend « Etienne Pasquier, à regratter sur toutes choses pour

« s'enrichir à leur particulier », montraient une inflexible exigence et ne savaient qu'imaginer pour augmenter le revenu de la ferme. Ils en étaient venus à considérer comme offices domaniaux sujets à revente les métiers de brouettier, déchargeur de poisson, crieur de marchandises, porteurs de bois, vendeurs ambulants de denrées alimentaires, et autres professions infimes. La surexcitation populaire augmentait tous les jours. Des séditions se produisirent, aggravées par l'incessant arrivage des marchandises anglaises, au grand détriment de l'industrie locale, et aussi par des droits nouveaux imposés sur divers produits.

Les États élevèrent, en 1623, de nouvelles protestations : « En 1583, disaient-ils, Henri III avait établi « un impôt sur les cartes : sur la réclamation des États, « il a été révoqué en 1587. Rétabli par Henri IV, en « 1605, il a encore été l'objet d'un sursis d'exécution « en Normandie. Mais les partisans essaient de revenir « sur cette surséance comme si elle ne devait pas être « sainte et inviolable. Le roi peut supprimer définitive- « ment cet impôt. En fait, la seule appréhension qu'on « en a, a déjà relégué en Angleterre grand nombre d'ar- « tisans qui, prévoyant leur misère certaine et inévi- « table, ont mieux aimé trouver moyen de vivoter en « enseignant le dict mestier aux estrangers que de mou- « rir de faim en l'exerçant ingratement parmy les leurs, « ce qui causerait, à la fin, la cessation du dict traffic « en vostre royaume, à l'advantage de voz voisins et « désolation de vostre peuple ».

« Accordé, dit la cour, conformément à l'arrêt du

« conseil du vingt uniesme octobre mil six cent vingt-
« trois. »

Mais cette décision de forme resta lettre morte, car le 26 juin 1625, un arrêt de la Cour des Aides, rendu sur la requête de l'adjudicataire de la ferme des cartes, défendait à tous propriétaires d'académies de jeu, cabarets et tavernes, de vendre des cartes sans être enveloppées d'un papier au chiffre du fermier, et le 31 mai 1631, un sieur Valette obtenait la ferme des cartes pour neuf ans, moyennant une redevance annuelle de 20,000 livres pour les trois premières années et de 30,000 livres pour les six autres, à la condition d'établir à ses frais des bureaux publics de perception de l'impôt dans les sept villes autorisées et dans quatre autres villes, Orléans, Angers, Romans et Marseille. La circonscription de ces bureaux était soigneusement fixée. Celui de Rouen, notamment, comprenait les généralités de Rouen et de Caen et tout le ressort du Parlement de Bretagne.

La persistance des taxes finit par amener à Rouen des troubles sérieux dont on trouve la relation dans les registres du Parlement.

Au mois de septembre 1634, un commis du nom de Trotart avait été envoyé pour l'établissement d'un droit récemment édicté. A la nouvelle de son arrivée, qu'ils considéraient comme une provocation, les ouvriers des divers métiers se coalisèrent, et, se portant au-devant de ce « monopollier » le rouèrent de coups et, après l'avoir dangereusement blessé, finirent par le précipiter

dans la Seine. Il en fut tiré par bonheur et transporté au prieuré de Bonne-Nouvelle.

Mais cette exécution sommaire n'avait pas calmé la colère du peuple. Quand la foule, massée de l'autre côté de l'eau, vit que sa victime allait lui échapper, sa fureur ne connut plus de bornes. Malgré les efforts des gardes envoyés par ordre exprès du Parlement, elle se précipita menaçante contre le Prieuré, réclamant à grands cris la tête de l'infortuné commis. En vain le lieutenant-général du bailliage, Godard du Becquet, accouru en toute hâte, cherchait à apaiser l'orage, promettant aux rebelles le pardon s'ils se retiraient. Ils ne voulaient rien entendre, et si l'on n'avait pas eu l'idée de faire monter l'agent dans le carrosse où étaient déjà entassés le président Poërier d'Amfreville, le procureur général Sallet, trois conseillers et le lieutenant-général, on ne sait pas ce qui serait advenu de Trotart. Les ouvriers cartiers, de beaucoup les plus animés, essayèrent bien de renverser la voiture, mais les arquebusiers, la cinquantaine et les sergents réussirent à en éloigner les mutins ; le lourd véhicule put enfin se réfugier dans les murs du Vieux-Palais. La ville retrouva seulement alors le calme qu'elle avait perdu.

Cette émeute avait été précédée de tant d'autres occasionnées par des motifs de même nature, qu'il fallait bien sévir. La cour, excitée par les partisans, exigeait une répression sans pitié. Le Parlement ouvrit seulement une information contre les principaux meneurs. Il fut accusé de mollesse. Il se défendit en alléguant la misère du peuple et le bien général de l'État : « Si l'on veut

« procéder contre tous ceux qui se sont trouvés aux « émeutes, il y aura plus de vingt-cinq à trente mille « pauvres gens tant du mestier de la draperie que de « papetier et cartier, lesquels, par une appréhension « de la peine, pourront abandonner la ville, se réfugier « en pays étranger et y enseigner leur industrie et « invention au préjudice des droits de Sa Majesté et de « la commodité de ses sujets. »

Cette réponse n'était pas faite pour calmer l'irritation qu'on avait conçue en haut lieu. Un maître des requêtes, Le Tonnelier de Conti, fut envoyé en Normandie comme intendant en matière de justice avec des pouvoirs extraordinaires d'information et de jugement. Il s'établit au Pont-de-l'Arche, dont il prit les juges pour s'en faire des assesseurs, et il y manda successivement les témoins, les arquebusiers et les gens de la cinquantaine, très mécontents de quitter Rouen, où, de temps immémorial, ils résidaient toujours. Ses enquêtes terminées, il vint tenir à Rouen ses audiences dans le palais de l'archevêché. Presque toutes ses sentences prononçaient de fortes amendes ; quelques individus furent cependant envoyés aux galères. Un seul prévenu fut condamné à mort. C'était un savetier du nom de Naudin, qui s'était fait remarquer parmi les plus turbulents. En exécution de l'arrêt, on le conduisait la corde au cou vers le lieu ordinaire des exécutions, au Vieux-Marché, quand on vit arriver au galop le capitaine des exempts de la garde du roi apportant des lettres de grâce.

Le patient fut aussitôt délivré et, dans un moment d'allégresse que le pouvoir trouva probablement excessif,

le peuple se porta contre la potence qui fut arrachée séance tenante, promenée dans la ville et finalement brûlée aux applaudissements de la multitude.

Bientôt le Parlement obtint des lettres d'abolition générale pour toutes les séditions survenues dans la ville; mais elles n'amenèrent aucune détente dans les esprits. La cause de l'irritation populaire persistait avec les taxes toujours croissantes. Elles eurent pour conséquence l'insurrection du mois d'août 1639, et par contre-coup, le 3 janvier 1640, l'interdiction des membres du Parlement et des officiers de l'Hôtel-de-Ville, qu'on rendait responsables suivant l'ordre du roi, « d'une des plus « graves séditions et violents tumultes qui puissent « arriver dans un État. »

J'ai dit que la fabrication des cartes était l'objet d'une étroite et spéciale surveillance. Pour prévenir la fraude, on ne se contentait pas de pratiquer chez les cartiers des visites multipliées ; on les obligeait à travailler dans des appartements ouverts à la vue du public.

Un Édit du mois de septembre 1661 prescrivit encore des mesures plus rigoureuses. C'était le moment où le Gouvernement essayait, pour la répression de la mendicité valide, du système des Renfermeries. L'Hospice-Général de Paris, où l'on détenait 8,000 pauvres, coûtait au Trésor 800,000 livres par an. Louis XIV résolut de faire face à ces dépenses au moyen du produit de l'impôt sur les cartes. Il l'attribua à l'Hospice-Général, mais à charge de faire édifier, dans les onze villes autorisées, des bâtiments particuliers où les fabricants, préalablement pourvus d'une lettre personnelle

et incessible de commission, devaient envoyer leurs ouvriers. Chacun d'eux avait son atelier dont il conservait les clefs. Les moules, pinceaux, presses, marbres et tous instruments et ustensiles de fabrication devaient y être transportés ; défense était faite de travailler ailleurs, sous peine de 500 livres d'amende la première fois, et de prison en cas de récidive.

Les cartes fabriquées étaient marquées et vérifiées dans la forme prescrite par un règlement annexé et il était perçu un droit de contrôle par jeu de 2 sous 6 deniers, sur lesquels 18 deniers vertissaient au profit de l'Hospice-Général, les 12 deniers de surplus étant abandonnés aux propriétaires de l'ancien droit.

Le règlement fixait la consistance et l'étendue nouvelle des bureaux. Celui de Rouen comprit les généralités de Rouen, de Caen, d'Alençon et tout le ressort du Parlement de Bretagne.

Cette législation ne s'établit pas sans difficulté, à raison de la résistance des intéressés et des conflits de juridiction soulevés par les différents tribunaux. La cour des Aides se croyait exclusivement compétente parce que, avant 1661, tous les édits relatifs aux cartes avaient été vérifiés devant elle ; mais les directeurs de l'Hospice-Général obtinrent des lettres patentes pour faire enregistrer au Parlement l'édit qui avantageait leur établissement, et l'autorité judiciaire se crut en droit de statuer sur les procès pendants avec les maîtres cartiers.

Après une série d'arrêts contradictoires, rendus au grand détriment des intéressés, le Conseil finit par trancher la compétence en attribuant la juridiction, pendant

deux ans, aux intendants et commissaires départis dans les provinces, et, après ce délai, aux lieutenants-généraux et officiers de police établis par les ordonnances d'octobre et novembre 1699.

Le revenu de l'impôt sur les cartes resta affecté à l'Hospice-Général de Paris jusqu'au commencement du XVIII^e^ siècle. En 1701, des guerres successives avaient épuisé le Trésor. Il fallait faire face à de nouvelles dépenses. Comme on avait pu apprécier les résultats négatifs des Renfermeries, le gouvernement détacha de l'Hospice-Général l'impôt sur les cartes et en fit l'objet d'une ferme au profit de laquelle il maintint la taxe de 18 deniers par jeu.

Cette modification amena un certain relâchement dans la rigueur de la surveillance fiscale. La fabrication obtint quelques facilités. A la condition de porter au bureau des fermiers les feuilles pour y être marquées et imprimées de figures suivant le type adopté par l'administration, les maîtres cartiers furent autorisés à faire chez eux leurs travaux et à y vendre leurs produits. Les tarots, dont le commerce avait considérablement baissé, étaient même imprimés à domicile, et soumis à la taxe seulement après l'impression.

En 1703, le fermier fit encore un pas dans la voie de la modération. Comme la lourdeur de la taxe engageait les cartiers à commettre des fraudes où ils trouvaient, malgré les amendes imposées, un bénéfice important, il essaya de les prévenir en sollicitant l'abaissement du droit de 18 à 12 deniers. En 1720, on supprima même les charges fiscales dont une ordonnance de 1680 avait

frappé le papier et qui atteignait indirectement le commerce des cartes.

A cette époque, les fabricants de cartes, malgré le départ de plusieurs d'entre eux, formaient encore à Rouen une communauté assez nombreuse. Leurs statuts étaient anciens et ne répondaient plus sans doute aux besoins du temps ; ils en obtinrent, en 1726, la modification qui fut, quatre ans après, approuvée par Louis XV. On trouve un exemplaire de ce règlement dans les archives de la Chambre de commerce.

Leur corporation était placée sous la surveillance de trois gardes élus, dont deux étaient remplacés annuellement le 31 décembre. Ces dignitaires avaient pour mission de visiter les ateliers, de se rendre compte des malfaçons et des fraudes, de faire remettre en œuvre tout travail reconnu mauvais et déloyal, de faire remanier ou détruire toutes cartes falsifiées, mélangées ou contrefaites, d'en prononcer la confiscation et de condamner les contrevenants à l'amende.

Si intéressante que soit, pour la connaissance du commerce local des cartiers, l'étude de leurs statuts, je ne veux pas vous imposer ce surcroît de patience obligée. Remarquons seulement en passant que les veuves des maîtres continuaient à jouir, pendant leur veuvage, des privilèges de leurs maris pour la fabrication et la vente des cartes, et que ces industriels pouvaient occuper, en dehors des compagnons et de l'unique apprenti autorisé par la coutume, ce qu'on appelait un *repourvu*, c'est-à-dire un fils ou une fille de maître pour lui apprendre le métier.

L'atténuation apportée en 1703 aux exigences fiscales a duré quarante ans. Au mois de décembre 1743, les dépenses occasionnées par l'inutile guerre de la succession d'Autriche, nécessitèrent de nouveaux impôts. On en frappa divers produits industriels, notamment les papiers et les cartons. Ils furent soumis à un droit cinq fois plus fort que celui qui les atteignait primitivement. En 1748, on ajouta à la taxe nouvelle celle qu'on percevait avant 1680, de sorte que le droit se trouva sextuplé. Le papier marbré commun de Rouen, par exemple, qui était taxé à 5 deniers par rame, paya 1 livre 10 deniers. La redevance était si lourde qu'on dût en atténuer l'effet dans la perception en exigeant seulement la moitié du droit. La Normandie, toujours plus imposée que les autres provinces, en payait les trois quarts.

Malheureusement cette contribution, qui atteignait gravement l'industrie des cartes, ne resta pas isolée. Le 16 décembre 1745, une déclaration royale reporta à 18 deniers par jeu l'impôt alors abaissé à 12 deniers, et ordonna sa perception avant même que le papier n'eût été soumis à l'impression.

Les marchands de Rouen cherchèrent en vain dans l'exportation un allègement à leurs charges. Un arrêt du Conseil du 4 avril 1747 les condamna à payer des droits sur tous les produits exportés. Un autre arrêt du 17 novembre 1748, distinguant la fabrication de la vente, les obligea à se munir, moyennant finances, d'une autorisation pour débiter les cartes qu'ils avaient fabriquées.

Le Parlement de Normandie prit courageusement en

main la cause du commerce, il adressa au roi d'énergiques remontrances où il faisait un tableau effrayant des impôts, principalement de ceux qui frappaient l'industrie des cartes « diminuée, disait-il, dans d'énormes « proportions. »

Son appel ne fut pas entendu, et, tout au contraire, le 13 janvier 1751 parut une ordonnance qui modifia complètement la quotité, l'assiette et le mode de perception de la taxe spéciale sur les jeux de cartes et de tarots.

L'École royale militaire venait d'être fondée ; il fallait pourvoir à ses dépenses d'installation et d'entretien. On demanda ce résultat à l'impôt des cartes ; l'adjudicataire de la ferme fut dépossédé et les droits mis en régie vertirent au profit exclusif de l'École.

Mais en même temps que l'attribution de l'impôt était modifiée, la quotité en fut accrue dans une proportion notable et le droit porté de 18 deniers par jeu à 1 denier par carte de quelque jeu que ce fût, avec application de la taxe, par voie de rétroactivité, à toutes les anciennes cartes restées en possession des fabricants et des débitants.

En interprétation de cette ordonnance, un arrêt du Conseil du 9 novembre 1751 transforma le mode de prélèvement de l'impôt et organisa un système définitif de perception qui a été appliqué jusqu'à la Révolution, et a servi de base aux prescriptions des lois actuellement en vigueur. A partir de cette époque les cartiers ne peuvent plus se fournir directement de papier. Ils l'achètent au régisseur du droit des cartes au prix mar-

chand, et l'impôt est perçu par avance à raison de 1 denier sur ce que chaque feuille peut contenir de cartes.

Ce premier contrôle ne dispensait pas, d'ailleurs, les fabricants des obligations résultant des lois antérieures pour l'impression des cartes avec les moules de l'administration, l'empaquetage au moyen de bandes aux empreintes de la régie, la déclaration des noms et du domicile des ouvriers, etc.

Le nouveau mode de surveillance parut être à l'Administration de nature à éviter la fraude et à permettre une extension de la fabrication des cartes dans d'autres communes. 63 villes furent autorisées, parmi lesquelles on remarque Rouen et le Havre. Mais la rigueur des dispositions fiscales appelait l'attention des autorités tutélaires qui s'étaient donné la mission de transmettre à la Cour l'expression des doléances populaires.

Ce serait entrer dans l'histoire mémorable de la lutte des Parlements contre le pouvoir royal que de retracer les actes d'énergique résistance de ces corps judiciaires à l'occasion de l'enregistrement des lois de finances. Celui de Rouen fit preuve autant de vigilance que de résolution. Jusqu'au jour de sa suppression, il n'a pas cessé de réclamer contre l'augmentation des taxes et l'avidité des traitants.

La peinture qu'il a faite de la misère générale en Normandie est affreuse et désolante. Sans nier le bien fondé et l'opportunité de ses protestations, il ne faut cependant pas s'étonner que, cherchant à attirer les regards, il ait un peu forcé les couleurs. L'industrie

des cartes en particulier s'était vivement ressentie des mesures sévères de contrôle et de fiscalité qui avaient été prises contre elle. Beaucoup de fabricants avaient préféré se condamner à l'exil ou fermer leurs ateliers. Le nombre de ces industriels avait diminué, surtout à Rouen, dans une assez notable proportion. Mais il ne faut pas oublier que c'est au commencement du XVI^e^ siècle, quand la législation spéciale des cartes a été rigoureusement appliquée, que s'est manifestée cette regrettable diminution de notre industrie locale.

Plus tard l'accroissement des charges a occasionné un certain préjudice, compensé par les produits d'une fraude habilement organisée ; la fortune des cartiers n'en a pas été sérieusement atteinte. Quand le chiffre des deniers imposés a augmenté, la valeur de l'argent s'accroissait en même temps ; c'est ce qui explique comment le nombre des cartiers a pu rester stationnaire. Il a même légèrement augmenté dans les dix années qui ont suivi l'ordonnance de 1751. Nous en avons la preuve dans deux états classés aux archives de la Seine-Inférieure.

Le premier accuse, en 1756, 22 maîtres cartiers payant un ensemble de capitation de 361 livres.

Le second est plus intéressant : sur un ordre signé le 2 mars 1762 par messire Paul-Joseph Feydeau de Brou, chevalier, conseiller du roi, intendant de justice, police et finances dans la généralité de Rouen, la communauté des cartiers, feuilletiers et dominotiers de cette ville, a dressé un état de ses maîtres et exposé la situation de ses revenus et de ses charges.

Elle comprenait alors 33 membres dont les noms sont donnés. N'étant pas riche par elle-même (elle se disait même très pauvre), elle n'avait pour tout revenu en titres qu'une rente de 84 livres que lui faisait le roi.

Ses frais généraux, peu élevés, étaient d'environ 30 livres. Elle payait, de plus, 15 livres au clerc, 15 autres livres aux pères Cordeliers pour le loyer de la chambre servant aux assemblées communes, mais elle avait de plus à faire face à 400 livres de rentes constituées « résultant, disait-elle, d'emprunts qu'elle avait « contractés pour l'acquisition de différentes lettres « bulles, lettres d'inspection et pour le renouvellement « des statuts, ainsi que pour les diligences faites pour « les droits de cartes destinées à l'étranger. »

La Communauté se libérait facilement de ces dettes, si j'en crois un état présenté par les sieurs Adam Dehautot et Joseph Bloquet, gardes sortants, à leurs successeurs en exercice. Avec le produit du droit des 4 visites et la contribution individuelle des membres, son revenu avait été, en 1760, de 469 livres, plus 600 livres de réception de maîtrise, soit un budget de 1,069 livres dont on n'avait dépensé que 583 livres 18 sous 2 deniers. La Communauté non seulement payait donc ses dépenses, mais réalisait quelques économies sur lesquelles il ne lui convenait pas d'attirer l'attention de l'intendant.

Elle subsista dans cet état jusqu'à sa reconstitution dernière.

Vous savez qu'en 1776, Turgot, convaincu des incon-

vénients que présentait le système restrictif de la liberté industrielle, avait fait édicter par Louis XVI la suppression des jurandes et maîtrises. L'ordonnance fut rapportée au bout de six mois, mais on résolut de reconstitur les communautés d'artisans sur de nouvelles bases, en donnant à toutes des statuts communs et en réunissant dans une même catégorie un certain nombre d'industries diverses.

Ce fut, en Normandie, l'objet de l'Édit du mois de février 1778, qui supprime les communautés d'artisans établies à Rouen et en forme de nouvelles dans lesquelles sont compris seulement ceux qui paient le droit d'entrée de 300 livres.

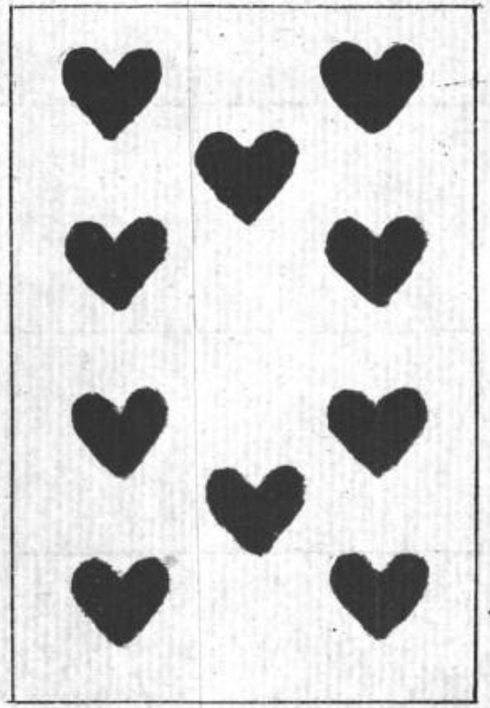
Les maîtres des anciennes communautés n'en font pas partie de droit; ils peuvent y être admis en versant la moitié de la somme fixée pour la réception. Ils continuent d'ailleurs d'exercer leur négoce ; mais s'ils ne se font pas recevoir, ils sont seulement considérés comme agrégés et ne prennent pas part à l'administration des affaires de la communauté.

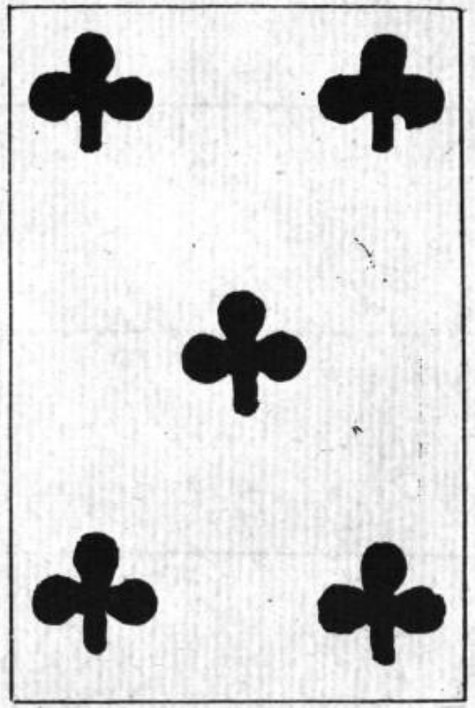
Ils en partageaient cependant les charges dans toutes leurs conséquences, à en juger par une décision de l'intendance, du 31 décembre 1786. Les syndics avaient intenté un procès à un sieur Pascal, pour avoir fabriqué des papiers peints sans droit. Après avoir gagné leur procès en première instance, ils l'avaient perdu en appel, et il s'agissait de répartir entre les membres de la communauté le montant des frais s'élevant à 1,469 livres. Ils sollicitèrent à cet effet un mandement de l'Intendant des finances. Les anciens cartiers, invités à







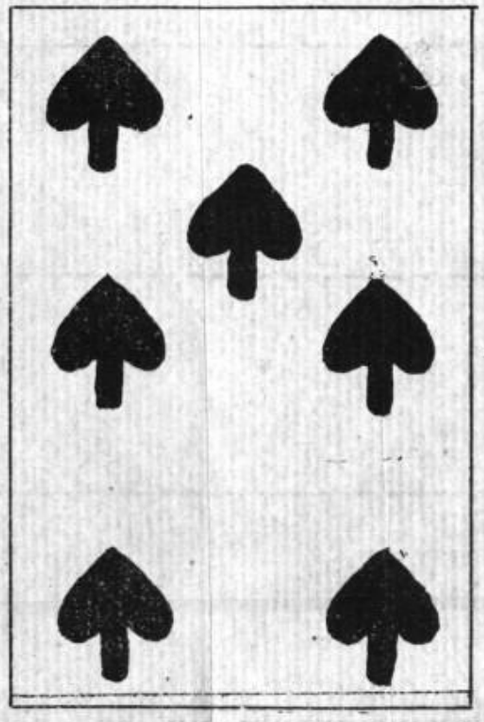


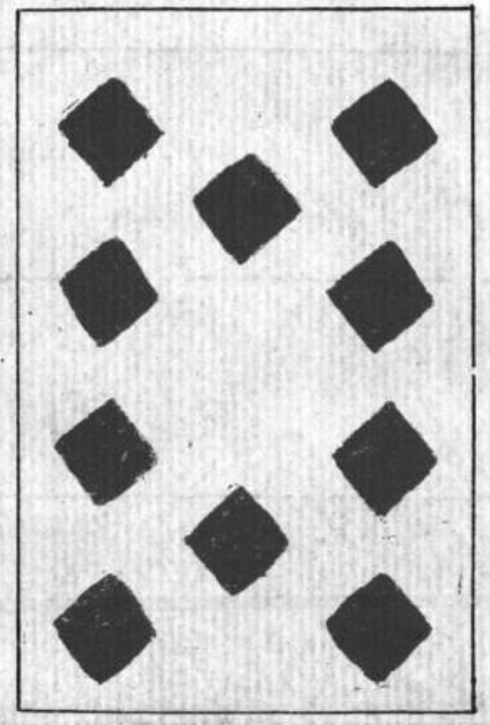












DESSINÉ EN FAC-SIMILE PAR E. MOREL.

Imprimerie Cagniard.

payer leur quote part, prétendirent que, n'ayant pas été appelés à délibérer sur l'opportunité de l'action, ils devaient être exemptés du remboursement des frais. Ils se pourvurent à leur tour devant l'Intendant, mais leur requête fut repoussée et ils durent se libérer.

L'Édit de 1778 avait supprimé les gardes de l'ancienne communauté et les avait remplacés par 4 dignitaires, 2 syndics et 2 adjoints qui, l'année suivante, devenaient syndics. Ces officiers de la Chambre étaient chargés de la comptabilité et, tous les ans, ils présentaient une balance des recettes et des dépenses.

J'ai compulsé leurs comptes pendant une période de neuf ans et constaté que de 1780 à 1782, le revenu de la communauté s'élevant en moyenne à 780 livres, s'équilibre à peu près avec les dépenses. Mais à partir de cette date, si les recettes montent sensiblement de 750 livres en 1784, à 1,057 livres en 1785, — 2,431 livres en 1786, — 2,731 livres en 1787, les dépenses sont toujours supérieures d'une somme variant de 140 à 400 livres. Cette différence est ordonnancée par l'Intendant et répartie entre les membres de la communauté.

En 1789, la recette baisse, elle n'est plus que de 1,100 livres et les dépenses de 1,015 livres. Cependant à ce moment la communauté comprenait 41 membres. Est-ce à dire qu'ils étaient tous maîtres cartiers? Assurément non : dans ce nombre il faut faire une large part aux feuilletiers, aux dominotiers et surtout aux marchands de papier.

Nous sommes arrivés à l'époque de la Révolution, où, sous l'effet de la progression des impôts édictés par l'an-

cien régime et de la liberté commerciale, établie sans restriction par la loi du 2 mars 1791, l'industrie des cartiers a complètement disparu de Rouen. A la fin de la République et sous l'Empire, il n'en est plus question dans les almanachs locaux.

Mon étude est donc terminée. Je n'ai pas pu y comprendre l'histoire de la variation des noms et des figures qu'on appelle, en termes de métier, les portraits, ni vous parler des jeux et des types de fantaisie. Je serais sorti du cadre limité que je me suis fixé et n'aurais d'ailleurs rien trouvé qui pût sérieusement vous satisfaire. La fabrication de Rouen semble en effet s'être uniquement concentrée dans la confection du jeu de piquet traditionnel.

Je dois à l'obligeance d'un de nos savants confrères, M. l'abbé Loth, d'avoir entre les mains des spécimens de cartes rouennaises comme en possède aussi notre bibliothèque publique, dans la belle collection qu'elle tient de la libéralité de M. Leber. Ce sont des cartes communes, évidemment destinées à l'usage du peuple. Leur origine et leur date ne sont pas douteuses. Elles portent en entier la mention de leur lieu de fabrication, Rouen, au pied du valet de trèfle. Elles sont de la moitié du XVIII^e^ siècle. Nous en avons la certitude par les noms des fabricants, MM. Delastre, Fouque, Boudin et Amy : le premier est inscrit sur l'état dressé par l'ordre de l'Intendance en 1762 ; les trois autres demeuraient, si j'en crois un relevé de la capitation, en 1756 : M. Fouque, rue Grand-Pont, M. Boudin, rue Ecuyère, M. Amy, près de la Crosse.

Les figures de ces cartes ont, sous une forme un peu lourde, un cachet incontestable d'originalité. Le dessin est soigné, l'impression nette, la mise en couleur suffisamment chaude et tranchée. Je suis surtout frappé par la dissemblance des attitudes et la variété des attributs pour un même portrait. Il est évident que chaque cartier avait obtenu de l'Administration l'autorisation de garder un moule qui lui fut propre.

L'impression des points est beaucoup plus médiocre, surtout dans le noir. Les contours irréguliers sont mal arrêtés et la forme massive. Aussi n'ai-je pas l'intention de retenir plus longtemps votre bienveillante attention.

J'en ai d'ailleurs trop abusé. Je m'en repens et vous demande de m'accorder ce que Méry appelle la vertu la plus facile, qui épargne tous les embarras, votre indulgence.

PALAIS DE JUSTICE

ANCIENS ET MODERNES

Réponse au Discours de réception de M. CHANOINE-DAVRANCHES

Avocat Général à la Cour d'Appel

Par M. JULES ADELINE, Président

MONSIEUR,

En prenant place parmi nous, et en nous résumant, d'une façon aussi exacte que colorée, ce que vous intitulez trop modestement : *Quelques notes sur les Cartes à jouer, principalement en Normandie*, vous venez d'évoquer de bien curieuses coutumes du temps jadis.

Ces simples morceaux de carton, peints aujourd'hui, il faut bien le dire, d'une si horrible façon, dessinés sans esprit et enluminés sans goût, sont maintenant bien fades à regarder.

Il faut la passion du jeu pour contempler avec amour ces petits cartons dont les taches noires ou rouges, carrées ou tréflées, ont causé pourtant plus d'émotions que

bien des œuvres d'art longtemps cherchées. Vivement battues, maniées avec dextérité, ces simples images font succéder sur les visages les expressions les plus variées. En quelques secondes à peine, les traits changent, les yeux brillent malgré l'habileté du joueur qui aime à dissimuler — que dis-je! il s'en fait un point d'honneur! — Mais pour tous ceux-là, que le nombre de points seul intéresse, combien compte peu le dessin des figures!

Vous, Monsieur, qui n'auriez eu qu'à puiser dans votre riche bibliothèque pour nous faire de longues et intéressantes descriptions de ces dessins à la fois si étonnants d'habileté et si gauchement délicieux des graveurs du Moyen Age et de la Renaissance; vous, Monsieur, qui n'auriez eu qu'à ouvrir quelques volumes illustrés, pour nous décrire avec la double satisfaction de l'érudit et du possesseur, ces belles planches qui témoignent d'un art bien sûr de lui-même, vous avez volontairement passé bien rapidement sur ce côté de la question.

Vous vous êtes surtout, dans votre étude, attaché à retracer l'historique des droits, des impôts, des taxes multipliées qui ont frappé de tous temps les fabricants et marchands de cartes à jouer, et vous avez relaté avec soin les remontrances faites courageusement au Roi par le Parlement de Normandie.

Je ne saurais vous suivre, Monsieur, ni dans ces études ni dans ces appréciations d'un érudit auxquelles se sont jointes les opinions du magistrat, qui s'est prononcé avec l'autorité que lui donne sa haute situation.

Mais, puisque vous venez, Monsieur, d'évoquer devant nous des souvenirs de Palais, veuillez permettre à celui qui a l'honneur de vous souhaiter aujourd'hui la bienvenue au nom de l'Académie, de feuilleter devant vous quelques simples croquis à la plume inspirés à un modeste promeneur, par ces *Palais-de-Justice, anciens et modernes*, par ces édifices où se sont déroulés tant d'événements historiques de la plus haute importance, aussi bien que par ses constructions encore sans passé mais pourtant d'une impression bien particulière.

*
* *

Il est si rare, de nos jours où tout change et se modifie avec une rapidité prodigieuse, de trouver un édifice civil dont la destination n'a pas changé depuis des siècles, qu'à ce titre seul le Palais-de-Justice superbe qui s'élève à quelque pas de nous devrait être admiré...

C'est de plus une merveille d'art. En vérité ce Palais n'a-t-il pas tout pour lui? Cependant, à de certaines époques, croyant l'embellir, ne lui a-t-on pas fait plus de mal que de bien?

Oh ! qui nous délivrera de cette abominable grille en fonte, que l'on a pourtant trouvée élégante en son temps et qui a remplacé la muraille crénelée. Adossées à cette muraille, des échoppes, misérables soit, mais où grouillaient une foule de gens aux costumes bigarrés, cela n'était-il pas d'un effet exquis ?

L'amour de la symétrie et du nettoyage, auquel on sacrifie peut-être trop de nos jours, surtout pour les

édifices gothiques, est peut-être excusable, et cependant on ne saurait trop le répéter « les édifices gothiques ne sont pas faits pour l'isolement », et cette pensée devrait être burinée sur le seuil des vieilles portes.

N'est-ce pas à cause de ces terrains exigus que l'art gothique a édifié jusqu'à des hauteurs vertigineuses ses merveilleuses et ses élégantes pyramides? N'est-ce pas pour dominer ces enceintes crénelées que nos aïeux ont combiné ces lucarnes colossales, aux gâbles ajourés, aux contreforts dentelés, que surmontent encore des statuettes fièrement posées?

A la longue façade que le touriste admire aujourd'hui, il serait peut-être permis de préférer la façade beaucoup moins importante que délimitait d'un côté la délicieuse tourelle que nous voyons encore, et du côté opposé, un petit bâtiment carré disparu depuis longtemps.

Lorsque Viollet-le-Duc a posé, avec son autorité indiscutable, les formules de la Pondération qui est « l'Art de faire admettre l'achèvement là où la symétrie fait défaut », il a spirituellement comparé l'architecte n'ayant d'autre ressource que l'emploi des dispositions symétriques pour l'achèvement de son œuvre, à ces humbles artisans, conduisant un de ces métiers mécaniques qui tissent si merveilleusement la partie et la contre-partie du dessin qu'on leur a confié.

A de certaines époques — la nôtre exceptée — chaque génération prenait à tâche de laisser trace de son passage. Chaque siècle avait sa formule d'art; elle répondait à ses besoins, à son goût, à sa mode même, si l'on veut. Cela n'est nullement répréhensible et il est bien

permis d'être de son temps, en architecture comme en autres choses.

Au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle, on trouva les édifices gothiques trop sévères et trop froids. Tout naturellement on chercha à embellir ces surfaces qui n'étaient pas suffisamment colorées, et, sur les piliers monochromes, on appliqua des trophées et des écussons avec une verve et un goût d'agencement prodigieux.

Si nous quittions même pour quelques instants les Palais pour les églises, nous verrions les artistes des siècles derniers se livrer à bien d'autres transformations. Les fenestrages trop maigres; on n'hésite pas à les masquer par des portiques aux colonnes torses, aux entablements dorés, surmontant des cadres étincelants, enserrant de précieuses peintures. Avec une audace extrême, on n'hésite pas à jeter au-dessus des tabernacles des gloires immenses, où des figures d'anges aux gigantesques proportions reposent sur des nuages d'où s'échappent des rayons dorés de dimensions presque terrifiantes. Et tous ces décors, tracés avec désinvolture, réalisés avec une liberté d'exécution qui nous émerveille, sont d'une grandeur incontestable.

Ils nous paraissent aujourd'hui d'aspect quelque peu théâtral... peut-être. Mais à qui la faute? Représentons-nous ces édifices remplis d'une foule élégante et vêtue d'habits étincelants, et le tableau ainsi animé va devenir harmonieux. Remplaçons nos foules en vêtements sombres ou insignifiants par des seigneurs aux habits de satin et aux cheveux poudrés, par des femmes élégantes en robes de soie claires à gais semis de bouquets,

aux grandes fêtes de l'Église alors que des nuages d'encens voilent l'autel, ne sont-ce pas là de merveilleux tableaux dignes de Guardi et de Panini ?

Et quant aux salles d'audience des Palais-de-Justice, les trophées, les plafonds allégoriques des salles de ces mêmes époques ne formaient-ils pas un ensemble décoratif, aussi agréable que les agencements pseudo-gothiques que l'on essayait de contrefaire si maladroitement il y a peu d'années encore?

Disons-le de suite pourtant, et insistons même sur ce point. Il s'est trouvé de nos jours des architectes doublés d'artistes — nous en connaissons parmi nos collègues — qui, s'inspirant des justes préceptes de Viollet-le-Duc, ont su donner à leurs constructions une vraisemblance de bon aloi et un aspect pittoresque et raisonné.

La patine seule du temps manque à la sobre façade et à l'élégant beffroi aux dais ornementés des nouveaux bâtiments de notre Palais-de-Justice. Cela fait songer à la réalisation de l'idée d'un maître des œuvres du Moyen Age. La construction, lentement élaborée, était masquée depuis longtemps par un rideau impénétrable; elle vient d'être découverte brusquement et nous apparaît aujourd'hui dans sa virginale blancheur.

Ce n'est pas non plus aux salles discrètement tapissées de cette nouvelle annexe que l'on peut adresser le reproche de pseudo-gothique. Mais tous ces intérieurs ne pâlissent-ils pas cent fois à côté de cette merveilleuse salle des Assises dont l'impression est véritablement saisissante?

De jour, avec quelques rayons de soleil filtrant à tra-

vers les vitraux, l'effet est déjà admirable ; de nuit, le tableau est plus imposant encore.

La salle est à demi éclairée.

Le plafond noyé dans la pénombre s'illumine de quelques étincelles brillantes, s'accrochant aux pendentifs dorés et aux fleurons des caissons.

Sur les murs, la tenture bleu sombre, au semis régulier, répète irrégulièrement, suivant les intensités des foyers lumineux, des taches claires rompues de hachures.

Au fond de la salle, derrière les fauteuils à haut dossier des magistrats, des motifs de sculpture peints et rehaussés, avec la naïveté des œuvres du Moyen Age, s'estompent en des tons bleutés, avivés de quelques ors discrètement posés et de larges moulures blanches rechampies de filets vermillon.

Muets et graves, les magistrats sur leur siège sont à peine éclairés par des lampes. Un rayon de lumière filtrant à travers les fentes de l'abat-jour projette seulement sur leurs robes rouges un éclair fulgurant, et l'intensité de cette note rouge semble encore décuplée par les simarres de soie noire et les blancheurs du rabat.

Tout le reste s'efface devant cette note rouge. C'est à peine si l'on entrevoit confusément une silhouette d'accusé, les robes noires des défenseurs, la foule des témoins ou des curieux assise sur les bancs ; cette autre foule houleuse, se pressant et se tassant avec une curiosité malsaine comme à un spectacle gratuit. Tout disparaît dans une demi-obscurité ; seules quelques têtes,

émergeant au-dessus des autres, reçoivent un reflet égaré, mais par-dessus tout, les taches rouges attirent les regards, fascinant pour ainsi dire cette agglomération d'êtres humains entassés étroitement dans le Temple de la Justice.

Nulle part ailleurs qu'au Palais-de-Justice de Rouen on ne trouve une impression aussi saisissante.

Et pourtant, servant pour ainsi dire de vestibule, d'immense antichambre à cette salle admirable, à deux pas de là, se développe cette salle des Pas-Perdus non moins extraordinaire, dont la voûte de bois de forme ogivale, s'élèvant à une prodigieuse hauteur que n'atteignent jamais les lueurs du jour, a resplendi de mille feux il y a quelques temps déjà, lors de banquets solennels.

Ces deux salles sont, à des titres divers, les deux joyaux de cette merveille qui était le Palais du Parlement, et certes ces joyaux provinciaux valent bien ceux du Palais-de-Justice de Paris, dont la réputation est universelle, mais dont l'aspect et le caractère sont tout autres.

*
* *

Quand, après avoir traversé le Louvre, on se dirige par le quai de la Mégisserie et le pont au Change vers le Palais-de-Justice de Paris, c'est la flèche dorée de la Sainte-Chapelle qui apparaît tout d'abord au-dessus des éteignoirs ardoisés des tours. L'aiguille de ce clocher perce le ciel en dominant ce quadrilatère de dômes, de pavillons, de crêtes dentelées qu'étreignent les deux bras de la Seine.

On dit souvent, a écrit Frédéric Thomas, *l'édifice de nos lois.*

« Si cette figure cessait d'en être une, ajoute le même auteur, et qu'il fallût la prendre dans sa signification primitive, elle serait réalisée par le Palais-de-Justice de Paris.

« De même, continue-t-il, que l'ensemble confus de nos lois s'est formé par l'alluvion de tous les âges, de même ce palais présente des spécimens et des vestiges de toutes les époques. »

Juxtaposées ou superposées, les constructions les plus diverses se choquent, se contrarient, s'ajustent ou s'enchevêtrent dans un pêle-mêle qui n'est pourtant pas un chaos et d'où jaillissent çà et là de maîtresses œuvres, d'un seul jet et d'un grand style.

On dirait que le temps, en collaboration avec l'histoire, s'est fait l'architecte de ce monde à part et en a combiné les éléments dans une composition disparate et gauchement grandiose, mais empreinte d'une violente harmonie et d'une claustrale majesté.

Une charmante vignette de l'itinéraire archéologique de F. de Guilherny nous donne une idée aussi complète que possible de cet ancien *Palais-en-l'Isle.*

Vu à vol d'oiseau, ce qui frappe tout d'abord, c'est au milieu des deux cours, cette Sainte-Chapelle à la flèche élancée, flanquée de son escalier et de ses boutiques minuscules. Puis les grands bâtiments se succèdent et s'entassent d'un côté jusqu'à cette tour de l'Horloge et ces toitures en poivrière de tours gothiques que l'on devine. De l'autre côté les petits bâtiments se croi-

sent et s'entrecroisent, les pignons aigus et pressés les uns contre les autres laissent place, de ci de là, à des constructions plus vastes. Deux ou trois portes aux voûtes ogivales, aux entrées étroites flanquées de tourelles, donnent accès aux grandes cours, dans l'une desquelles s'épanouit le Mai; et des échoppes — sordides peut-être — microscopiques à coup sûr, grandissent encore par comparaison ces agglomérations de constructions de toutes les époques.

Cette cour du Mai, où jusqu'à la fin du siècle dernier les clercs de la basoche plantaient leur arbre gaiement décoré de fleurs et de panonceaux... un joyeux souvenir.

Ces vieilles tables de pierre de la cour de la Conciergerie où le roi saint Louis coupait, disait-on, de ses mains, le pain que chaque jour il voulait lui-même distribuer aux pauvres — ces *tables de Charité du Roi* — un émouvant souvenir.

Ces tours, décorées des statues allégoriques de Germain Pilon, ces galeries d'où Catherine de Médicis suivait le cours des astres... encore d'intéressantes traditions.

Souvenirs et traditions se dressent à chaque pas dans cet immense palais.

Si derrière d'épais grillages on découvre un pilier gothique, une voûte aux vigoureuses nervures; sous chaque arceau on croit voir errer des figures inquiétantes, et à de terribles époques des silhouettes de martyrs.

Mais ne restons pas plus longtemps sur cette note sombre, le Palais-de-Justice de Paris a, lui aussi sa

grande salle dont il est fier et qui a été bien admirablement et bien poétiquement dessinée.

Franchissons donc le seuil de cette *Grand'Salle* au milieu de cette cohue jadis en surcot, en hoqueton et en cotte-hardie que Victor Hugo a décrit si admirablement, cette salle réputée jadis la plus grande enceinte couverte qui fut au monde !

Et d'abord, s'écrie le poète, bourdonnement dans les oreilles, éblouissement dans les yeux.

Au-dessus de nos têtes, une double voûte en ogive, lambrissée en sculptures de bois, peinte d'azur, fleurdelisée d'or ; sous nos pieds un pavé alternatif de marbre blanc et noir.

A quelques pas de nous un énorme pilier, puis un autre, puis un autre ; en tout sept piliers dans la longueur de la salle, soutenant au milieu de sa largeur les retombées de la double voûte.

Autour des quatre premiers piliers, des boutiques de marchands, tout étincelantes de verre et de clinquants; autour des trois derniers, des bancs de bois de chêne usés et polis par le haut-de-chausses des plaideurs et la robe des procureurs.

A l'entour de la salle, le long de la haute muraille, entre les portes, entre les croisées, entre les piliers, l'interminable rangée des statues de tous les rois de France depuis Pharamond : les rois fainéants, les bras pendants et les yeux baissés, les rois vaillants et batillards, la tête et les mains hardiment levées au ciel. Puis aux longues fenêtres ogives, des vitraux de mille couleurs ; aux larges issues de la salle, de riches portes

finement sculptées ; et le tout, voûtes, piliers, murailles, chambranles, lambris, portes, statues, recouvert du haut en bas d'une splendide enluminure bleu et or.

Qu'on se représente maintenant cette immense salle oblongue, éclairée de la clarté blafarde d'un jour de janvier, envahie par une foule bariolée et bruyante qui dérive le long des murs et tournoie autour des sept piliers et l'on aura déjà, conclut le poète, une idée confuse de l'ensemble du tableau.

Hélas ! le décor a quelque peu changé, et l'on ne montre plus que l'emplacement de cette fameuse table de marbre qui, selon Froissart, et dans un style qui eut donné appétit à Gargantua lui-même, avait été faite « avec la plus belle tranche connue au monde. »

Sur cette table de marbre, tour à tour table de festin, trône, théâtre, était encore un tribunal. Nous autres provinciaux qui aurions bien prêté aussi notre grand morceau de marbre au malheureux et famélique Gringoire, s'il était venu nous le demander pour faire jouer ses mystères mirifiques, nous avons fait restituer le nôtre avec soin.

Mais Paris a fait mieux, il a édifié une façade moderne due à un homme d'une extrême habileté, mais dont la recherche n'a point été heureuse cette fois. Le parti-pris était juste pourtant, architecturalement parlant. La disposition qui exprime le mieux la tranquillité forte de la ligne de niveau c'est l'entablement ou, pour mieux dire, c'est l'éloquent ensemble qui résulte de l'opposition franchement contrastée d'une série de colonnes avec les

lignes horizontalement parallèles des soubassements, de l'architrave, de la frise et de la corniche.

Mais il ne fallait pas gâter ce bon principe par des portes de forme archaïque, par des colonnes engagées qui sont de mode barbare et par des figures allégoriques adossées qui font songer à de simples remplissages de murailles destinées à renforcer de trop frêles points d'appui.

Que l'œuvre ait été conçue volontairement froide et réservée, cela s'explique : mais, malgré les escaliers et la hauteur des colonnes, l'effet produit est mesquin, il faut l'avouer, et cette nouvelle façade, donnant accès à un intérieur trop froid, rempli de détails inutiles, ne s'impose pas. Elle ne s'impose qu'à ceux qui aiment les formules toutes faites. Et cela même n'a pas été sans influence sur la province, car à chaque concours provincial on a vu des projets d'édifices qui n'étaient que des diminutifs plus ou moins simplifiés du Palais-de-Justice de Paris. De même qu'il y a quelques années pour tous les concours de théâtre on présentait des loggia en miniature et des coupoles ou des scènes à pignons et à toitures surélevées qui étaient des diminutifs souvent moins qu'heureux d'un des édifices modernes les plus somptueux et les plus caractéristiques.

*
* *

Nous avons parlé de formules. Eh ! bien, ce n'est pas en France qu'il faudrait, selon nous, chercher le véritable type du Palais-de-Justice, le véritable type imposant

du Temple de la Loi. C'est à Bruxelles que l'on a eu l'audace d'édifier cette construction babylonienne.

Plongeant dans les quartiers bas de la ville, auxquels le rattacheront des escaliers géants, le Palais, avec des portes de cent pieds, des labyrinthes de salles et des préaux à l'infini, présente des façades superposées qui semblent la réalisation d'un décor d'opéra, a dit Camille Lemonnier.

Si le trait essentiel de la physionomie de l'entablement c'est la proportion, si c'est là que gît toute la force et la vertu de l'expression dans l'architecture, si un entablement se présente toujours à nous par son étendue, jamais parti plus complet n'aura été tiré de ce principe de construction. Ces façades où l'angle droit domine, où par-dessus tout dominent les architraves d'une effrayante continuité et les immenses surfaces planes sobrement ornées de motifs décoratifs dont les reliefs sont à peine sensibles, ces façades sont d'une grandeur d'aspect incomparable.

A peine s'est-on engagé sous les vastes portiques que des escaliers, flanqués de statues immenses, trop grandes pour bien des places publiques et là fort justes de proportion se présentent aux regards stupéfaits. Et à l'extrémité d'un court passage un peu sombre, une immense surface, une véritable place de grande ville, dallée et recouverte d'une coupole gigantesque, accentue encore la stupéfaction du visiteur qui, à des distances incalculables, par des portes dont la perspective rend les ouvertures lilliputiennes, voit circuler toute une foule de microscopiques personnages que la magie de l'éloigne-

ment rend fantastiques, et auxquels la lumière diffuse donne l'apparence de silhouettes flottantes.

Mais l'inévitable cicerone s'est attaché à vos pas; il vous suit comme une ombre trop vivante, hélas ! et vous murmure à mi-voix une mélopée banale au milieu de laquelle quelques lambeaux de phrases ou des nombres invraisemblables vous bercent encore dans votre rêverie : — 26,000 mètres carrés — plus grand que la basilique de Saint-Pierre de Rome — est commencé depuis quarante ans — a coûté plus de quarante millions — près de trente grandes salles — près de deux cent cinquante salles... — Et vous fuyez, à travers les escaliers aux paliers de repos larges comme des vestibules et vous traversez des couloirs sans fin et par des portes entr'ouvertes vous apercevez des salles d'audience lambrissées de marbre noir, d'un effet terrible, sinistre, et plus loin des battants sculptés, entrebâillés, donnent accès à des salles richement décorées de tableaux aux bordures enrichies d'écussons couronnés, où se tiennent des séances solennelles.

Mais vous sortez, et, sous le vestibule, un modeste buste en marbre est posé sur un simple piédestal. Cette tête pensive, au doux regard voilé, est celle de Poëlaert, qui conçut le plan de cette immense construction dont la couronne royale, placée à plus de cent vingt mètres de hauteur, envoie les étincelles de ses perles dorées aux horizons les plus lointains.

Pourtant, devant cet amas gigantesque de pierres si habilement appareillées, l'œil inquiet se demande quel avenir est réservé à cette construction terrifiante.

Quelle que soit la solidité des assises de l'édifice, quelle que soit l'indifférence ou la sollicitude des hommes, la masse énorme s'effondrera un jour, semblable à ces temples de l'Inde dont les ruines jonchant le sol ont frappé l'imagination des poètes.

Le chantre des *Rayons et des Ombres* ne semble-t-il pas avoir entrevu en rêve cet édifice écroulé, lorsque, songeant à des murailles ruinées, il s'écriait :

> ..... Monuments constellés !
> Vous dont l'intérieur n'offre aux regards troublés
> Qu'un amas tournoyant de marches et de rampes ;
> Froids cachots, corridors où rayonnent des lampes,
> Poutres où l'araignée a tendu ses longs fils ;
> Blocs ébauchant partout de sinistres profils,
> Toits de granit, troués comme une frêle toile ;
> Par où l'œil voit briller quelque profonde étoile,
> Et des chaos de murs, de chambres, de paliers
> Où s'écroule au hasard un gouffre d'escaliers !
> Cryptes qui remplissez d'horreur religieuse
> Votre voûte sans fin, morne et prodigieuse !
> Cavernes où l'esprit n'ose aller trop avant !
> Devant vos profondeurs j'ai pâli bien souvent
> Comme sur un abîme ou sur une fournaise,
> Effrayantes Babel que rêvait Piranèse !

Mais éloignons de nous ces images ; sortons vivement de cet édifice dont la masse nous oppresse ; à peine en aurons-nous franchi le seuil que devant nous, protestant contre ces idées de ruines, dans une échappée d'horizon, un gai panorama va se dérouler. Au milieu d'une masse d'air bleuté, dissimulant les lointains et nous donnant l'impression de la mer, vont surgir bientôt des

entassements de maisons et des toitures gothiques dont les clochers s'écaillent de larges lueurs mouvantes et que domine l'admirable beffroi de l'Hôtel-de-Ville de Bruxelles.

La lumière s'y accroche de mille façons à ces découpures si différentes des nôtres et d'une audace parfois déconcertante. La Flandre est aussi le pays où fleurit l'art gothique et où parfois la floraison a produit de véritables merveilles.

*
* *

Si nous aimons réellement les vieux édifices, où trouverons-nous chose plus extraordinaire que cet ancien Palais des anciens évêques de Liège, qui est devenu aujourd'hui un des plus beaux Palais-de-Justice qu'il soit possible de rêver.

Coudoyant un jour une vaste et sombre muraille de pierre, enrichie de ce luxe de nervures qui annonce l'ancienne façade d'un palais Moyen Age, une porte obscure s'est présentée à moi, écrivait l'auteur des *Lettres à un Ami*, j'y suis entré et au bout de quelques pas, j'étais dans une vaste cour dont personne ne parle et qui devrait être célèbre.

Le poète avait raison, on n'en parlait pas assez, il y a peu de temps encore, de cette cour merveilleuse. Connu seulement de quelques archéologues enthousiastes, étudié avec soin par quelques architectes, dessiné par un petit nombre d'artistes, préférant le pittoresque à bien des choses trop froidement classiques, le Palais des princes ecclésiastiques de Liège était peu visité.

Je n'ai vu nulle part un ensemble architectural plus étrange, plus morose et plus superbe, a dit l'auteur du *Rhin*, que ces quatre hautes façades de granit, surmontées de quatre prodigieux toits d'ardoises, portées par quatre galeries basses d'arcades ogives, qui semblent s'affaisser et s'élargir sous le poids.

Les piliers sont en granit gris comme tout le palais et le fût de ces piliers disparaît sous un renflement enrichi d'arabesques. Des boutiques de libraires et de bimbelotiers se sont installées sous les arcades. Un marché aux légumes se tient dans la cour. On voit les robes noires des praticiens affairés passer au milieu des grands paniers pleins de choux rouges et violets. Des groupes de marchandes flamandes, réjouies ou hargneuses, passent et se querellent devant chaque pilier, des plaidoiries irritées sortent de toutes les fenêtres, et dans cette sombre cour, recueillie et silencieuse autrefois comme un cloître dont elle a la forme, se croise et se mêle perpétuellement aujourd'hui la double et intarissable parole de l'avocat et de la commère ; le bavardage et le babil.

Près de cinquante ans ont passé sur cette description. La cour est redevenue silencieuse comme autrefois, son pavé triste et gris n'est foulé que par quelques rares passants et quelques touristes. Quelques-uns de ces derniers lisant consciencieusement un volume relié de toile rouge la traversent sans rien voir et sans lever les yeux ; quelques autres semblent médusés par ces piliers aux étranges chapiteaux carrés, flanqués de masques grimaçants, par ces fûts couverts de feuillages inquiétants, découpés en lanières ou contournés comme des reptiles,

par ces colonnes d'une féerique architecture écrasées par les façades, maintenues au sommet par de grosses barres de fer, comme dans ces réels décors placés en avant de ces rochers rougeâtres, qui ne semblent plus pittoresques que nature qu'à ceux qui n'ont pas eu le plaisir de voir ces roches de la Meuse aux éboulis colorés d'un aspect si chatoyant.

La cour du Palais de Liège est redevenue silencieuse. Le marché a été transporté non loin de là, sur une place triangulaire, de forme très allongée, où trois fontaines, l'une allégorique, les deux autres réunissant les armoiries des bourgmestres de la noble cité, dominent de leurs édicules irréguliers les étalages pyramidaux de légumes et de victuailles.

L'animation et le mouvement ont disparu.

Le vaste cloître est resté muet, plus impressionnant peut-être, plus grandiose aussi.

Mais brusquement des carillons joyeux se font entendre, envoyant leurs notes gaies et perlées jusqu'au milieu de la cour sombre et vide du vieux Palais-de-Justice.

Et ces carillons joyeux font s'envoler les idées tristes.

.....

Le carillon, c'est l'heure inattendue et folle,
Que l'œil croit voir, vêtue en danseuse espagnole,
Apparaître soudain par le trou vif et clair
Que ferait en s'ouvrant une porte dans l'air.
Elle vient, secouant sur les toits léthargiques
Son tablier d'argent plein de notes magiques,

Réveillant sans pitié les dormeurs ennuyeux,
Sautant à petits pas comme un oiseau joyeux,
Vibrant, ainsi qu'un dard qui tremble dans la cible ;
Par un frêle escalier de cristal invisible,
Effarée et dansante, elle descend des cieux ;
Et l'esprit, ce veilleur fait d'oreilles et d'yeux,
Tandis qu'elle va, vient, monte et descend encore,
Entend de marche en marche errer son pied sonore.
.....

Et nous fermerons, Monsieur, si vous le voulez bien, sur cette impression joyeuse, écrite à Malines par Victor Hugo, sur la vitre d'une vieille fenêtre flamande ; nous fermerons ici, ce carnet de souvenirs, de notes et de croquis à la plume, à la fois trop sommaires, trop imparfaits et trop longs.

M. Charles-Gaspard de TOUSTAIN-RICHEBOURG

Membre correspondant de l'Académie de Rouen

DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. G. A. PREVOST

MESSIEURS,

Je vous remercie de la bienveillance avec laquelle vous avez accueilli ma demande et m'avez fait l'honneur de m'admettre parmi vous.

Bien des raisons auraient dû m'arrêter. Entre autres, le souvenir de mon père, qui avait voué à l'étude des langues et des littératures de l'antiquité les loisirs que lui laissaient ses fonctions de Conseiller à la cour de Rouen, et qui, en ne sollicitant point vos suffrages, m'avait donné un exemple de modestie que j'aurais dû suivre.

Mais, le moyen de me repentir après votre favorable accueil !

Je ne me perdrai point en longues protestations sur

le peu de titres que je vous apporte. Je craindrais trop de m'attirer la piquante répartie d'Henri IV à un chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, qui n'avait dû sa nomination qu'à la sollicitation d'un grand personnage, le comte de Soissons. Lors de la cérémonie de la réception du collier, quand il en vint à dire, selon le cérémonial : *Domine non sum dignus*, Henri IV se mit à sourire et lui répondit : « Je le sais bien..., je le sais bien..., mais mon cousin le comte de Soissons m'en a prié » (1). Je ne craindrais pas moins de paraître mendier l'aumône des protestations et des compliments par lesquels on répond parfois, — au grand dommage du vrai, — à ces accès d'humilité.

Merci donc, Messieurs, et merci de tout cœur. Comment, en effet, ne m'estimerais-je pas heureux et fier, voyant à côté de qui je prends place, songeant aussi à ceux qui vous ont précédé ici depuis bientôt cent cinquante ans ? Je ne puis rien dire du présent ; mais que de sujets d'éloges, d'études ou d'émulation dans la vie ou les écrits de vos prédéceseurs !

Vous parler de l'un d'eux m'a paru le meilleur moyen et de vous faire écouter mon remerciement, et de vous prouver que je comprends le prix que l'on doit attacher à vous appartenir. La lecture de quelques-uns de ses ouvrages et une certaine communauté d'études m'ont fait pencher, entre tant d'autres, vers M. Charles-Gaspard de Toustain-Richebourg qui, pendant plus de

(1) *Mémoires du duc de Saint-Simon*, Paris, 1862, in-12, t. VI, p. 282.

soixante années, prit part à vos travaux, comme correspondant, et ne manqua jamais l'occasion de témoigner l'honneur qu'il ressentait à être des vôtres. Sa vie et ses écrits, dans des temps et sous des régimes les plus divers, m'ont semblé n'être pas dépourvus de cet intérêt que l'on attache justement aux monographies pour la connaissance d'une époque ou d'une classe sociale.

Ce sera lui-même qui racontera sa vie, et dira ses travaux et ses opinions ; car, dans ses nombreux écrits, il a beaucoup parlé de lui. J'emploierai ses propres expressions pour traduire ses pensées ; mais n'ayez pas, pour cela, la méfiance, souvent justifiée, qu'inspire une autobiographie. M. de Toustain a parlé de lui avec une sincérité rare, et avec une franchise qui confine au point où elle commence à s'appeler d'un autre nom.

I

M. de Toustain naquit le 7 juillet 1746 (1), d'une ancienne famille normande, dont le nom n'était pas inconnu à l'Académie de Rouen. Un de ses parents était un des académiciens fondateurs ; son père était aussi un de vos correspondants et de vos lauréats (2).

(1) *Famille de Toustain-Frontebosc. — Généalogie de la maison de Toustain, des seigneurs d'Yvecrique, Roumare, Betencourt, le Roule, Honguemare, la Neuvecourt, Limesy, Frontebosc,... etc.* s. l. n. d., in-8°, 424 p. [1799, par Ch.-G. de Toustain-Richebourg], p. 209.

(2) *Famille de Toustain*, t. I, p. 168, 201.

Pour éviter des répétitions perpétuelles, nous désignerons, désormais, par les mots : *Famille de Toustain*, t. I, l'ouvrage visé et décrit à la note précédente ; et par les mots : *Famille de Toustain*, t. II, celui que nous allons viser à la note qui suit.

Les exemples de sa famille le destinaient à la carrière militaire. Il avait quatorze ans à peine que nous le trouvons, en 1759, comme volontaire au camp du Havre, espérant prendre part à l'expédition que fit manquer le combat de Bellisle. Il fut alors reçu page de la grande écurie du roi (1).

Bientôt, naît en lui cet amour des lettres et ce goût d'écrire qu'il conservera pendant toute sa longue existence. A dix-sept ans, il tourne un couplet en vers à Voltaire (2). A vingt et vingt et un, il adresse successivement à l'Académie de Rouen des observations sur l'union de la poésie, des lettres et des sciences avec les armes ; — un discours en vers sur la gloire — le plan raisonné d'un discours sur l'agriculture (3).

Il avait déjà fait imprimer une histoire abrégée de la Normandie (4).

A dix-neuf ans, il avait été nommé sous-lieutenant à la

(1) *Premier et dernier supplément ou complément du volume imprimé en 1799 sur la famille ou maison de Toustain-Frontebosc. — Variétés poétiques et littéraires, historiques et morales, politiques et militaires, généalogigues et religieuses pour servir de première et dernière suite à l'ouvrage domestique du même auteur...* etc., etc..., en France, 1802, in-8°, 902 p., — p. 55-56.

(2) *Lettres économiques*, imprimées à la suite du *Précis historique, moral et politique sur la noblesse françoise,* [par M. de Toustain-Richebourg,] Amsterdam, 1777, in-12, p. 166.

(3) *Mes rêves sur M. Linguet et d'autres écrivains ; — Sur la Bretagne et d'autres provinces ; — Sur la littérature et les armes ; — Sur la haute antiquité ; — Sur quelques points littéraires, politiques et moraux ; — Sur quelques romans et contes* ; [par M. de Toustain-Richebourg], Amsterdam, 1772, in-12, p. 61, 85, 119.

(4) Frère, *Manuel du Bibliographe normand*, Rouen, in-8°, t. II, p. 571.

suite, dans le régiment de cavalerie de Royal-Lorraine ; mais il ne devient sous-lieutenant en titre qu'à l'âge de vingt et un ans (1).

Les circonstances ne lui permirent pas « de faire grand'chose du côté de l'avancement et de la gloire » (2) ; Il tenta, en vain, en 1787, de prendre part à l'embarquement qui se préparait en Bretagne ; mais, le ministère avait résolu de ne pas accepter de volontaires. Normalement, il était arrivé au grade de major, — que, peut-être, il eût, en tout état de choses, difficilement dépassé, — lorsque la Révolution vint réduire ses espérances et son grade militaire « au grade national de simple factionnaire (3). »

Le 30 janvier 1769, âgé de vingt-deux ans et demi,

(1) *Famille de Toustain*, t. I, p. 211.

(2) *Famille de Toustain*, t. II, p. 57.

(3) *Id., ibid.*; et *Offrande aux François de quelques actes de notoriété, de conservation, de prévoyance et de résignation, renfermant beaucoup de particularités intéressantes non seulement pour tous les gentilshommes de l'Europe, mais pour tous les hommes vivants en société...* etc.; Paris, Belin, 1791, in-8°, p. 149-187 et 244.

Il est utile d'expliquer la raison du titre de cet ouvrage :

M. de Toustain, qui était dans une situation de fortune très modeste, avait, antérieurement à la Révolution, réuni, au prix de grands labeurs et de grandes dépenses, les pièces nécessaires pour fournir les preuves de noblesse exigées au chapitre noble de Maubeuge, dans lequel il espérait faire entrer une de ses filles. Cette admissibilité avait été contestée par quelques anciennes chanoinesses. (*Offrande aux François...*, p. 48 et s., et p. 224.)

M. de Toustain évaluait à 12 ou 15,000 livres les dépenses de toute sorte auxquelles il avait été amené dans ce but. Il lui avait fallu emprunter pour y faire face ; et il manifeste, plusieurs fois, le regret que les autres branches de sa famille, à l'honneur desquelles ces travaux avaient profité,

il épousa Mlle Angélique-Emilie-Perrine du Bot(1). Tous deux étaient sans fortune et le père de M. de Toustain désirait pour lui un plus riche mariage; mais le duc d'Orléans, qui s'intéressait à la famille de la jeune fille, intervint; le mariage se fit à sa demande; plus tard il donna même aux jeunes époux une pension de 2,000 livres.

Restif de la Bretonne en fit le sujet d'une de ses Nouvelles, conservant même les initiales des noms des personnages (2); mais M. de Toustain fait remarquer qu'il inventa une rivale imaginaire et un assaut de générosité entre ces deux jeunes filles qui voulaient renoncer,

n'aient pas pris part à la dépense. (*Offrande aux François...*, p. 48-53, 37).

La Révolution vint anéantir les espérances de M. de Toustain; mais il voulut, au moins, faire imprimer le résultat de ses recherches; et le titre qu'il donna à son ouvrage exprimait cette pensée : qu'il offrait, au nouvel ordre de choses, le sacrifice de ses espérances et de ses peines, non, toutefois, sans quelque arrière-pensée de *prévoyance* qu'un jour à venir ces pièces pourraient bien servir de nouveau : « *Offrande aux François de quelques actes de notoriété, de conservation, de* PRÉVOYANCE *et de* RÉSIGNATION..., etc... ».

De fait, ce volume commence par un plaidoyer ferme et modéré dans l'intérêt de la noblesse, et plein de l'espoir de son rétablissement.

Il publia encore, sur sa famille, en 1799 et 1802, les deux autres volumes, dont nous avons donné les titres, et qui sont pleins de confidences, de digressions, et de discussions sur ses idées politiques, économiques et religieuses.

(1) *Famille de Toustain*, t. I, p. 218.

(2) *Les Contemporaines par gradation, ou avantures des jolies femmes de l'âge actuel suivant la gradation des principaux états de la Société, recueillies par* N.-E. Restif de la Bretonne; 4e ou 34e volume. — IV. Les filles de condition; Leipsick, 1783, in-12, p. 431, et s... « Briande et Marquise ou les Rivales ».

en faveur l'une de l'autre, à la main du jeune homme (1). — Exemple curieux du peu de foi que méritent souvent ces études de mœurs soi-disant prises sur le vif et entièrement sincères.

Nous ne signalerons, de la vie de M. de Toustain jusqu'à la Révolution, que quelques traits qui peignent son temps, ou qui ajoutent une touche individuelle au caractère général de la classe à laquelle il appartenait.

Il ressentit, ainsi qu'une grande partie de sa génération, l'influence du courant philosophique. De 1765 à 1787, il avait partagé, nous dit-il « les erreurs ou incertitudes théologiques ou philosophiques dans lesquelles le poison de certaines lectures, la fréquentation de certains cercles, la contagion de certains exemples avaient entrainé sa jeunesse (2) ». Comme tant d'autres, « qui n'y entendaient pas plus malice que *lui* » il était entré tout jeune dans la franc-maçonnerie. « Vingt ans après, dit-il encore, je m'aperçus qu'on abusoit presque par toute la France, et surtout à Paris, de ces assemblées et de ces mystères comme on avoit fait en Angleterre du tems de Cromwel. La déclaration franche que je n'avois pas manqué de faire de mes principes religieux, moraux et politiques, me procura le bonheur de n'être pas jugé digne des grandes innova-

(1) *Offrande aux François.....*, p. 149, 187, 244. — Allusion fut faite à ce mariage dans les oraisons funèbres du duc d'Orléans par les abbés de Vauxelles, de Verninac et Fauchet. M. de Sauvigny en fit aussi l'objet d'une petite pièce jouée sur le théâtre de Villers-Coterets en 1769. — *Id., ibid.*

(2) *Famille de Toustain*, t. II, p. 9 ; t. I, p. 323.

tions, initiations ou confidences. J'ai quelquefois disposé de mon propre secret ; je n'ai jamais révélé ceux dont je n'étais que dépositaire... (1). »

Son retour à la foi et à la doctrine catholiques fut complet, et il ne cessa de le proclamer hautement, le déclarant : « satisfaisant pour *son* esprit, consolant pour *son* cœur, et fondé sur le plus mûr et le plus profond examen dont soit capable *sa* faible intelligence, ou plutôt encore résultant de la grâce du père des miséricordes ». « Oui, écrit-il, depuis mon retour libre et sincère à toute la foi de l'Église, j'ai dit, sans vaine affectation, comme sans fausse honte, avec l'apôtre des Gentils : *Non erubesco evangelium*. Mais trop souvent, hélas ! ma pratique est en discord avec ma croyance (2) ».

Ces derniers mots nous amènent à toucher un autre point de la vie privée de M. de Toustain. Marié très jeune, il ne fut peut-être pas un modèle de constance et de fidélité conjugale ? Une grave maladie qu'il fit, à l'âge de vingt-six ans, et qu'il crut mortelle, le rappela à des pensées sérieuses et lui inspira de beaux vers adressés à son confrère de l'Académie de Rouen, l'abbé Pinand (3). Mais, paraît-il, il retomba ensuite dans les mêmes écarts « qu'il ne faut ni pallier ni exagérer », et qui lui

(1) *Famille de Toustain*, t. I, p. 370-372.

(2) *Famille de Toustain*, t, I, p. 323-324 ; t. II, p. 494, 502, 535-536.

(3) Toi, qui toujours du vrai suivant les étendarts
De ma folle jeunesse, as connu les écarts,
Qui me tendis alors une main indulgente :
Et qui sçus raffermir ma raison chancelante

inspirent ces réflexions, malheureusement exactes : « J'ai trop souvent éprouvé que les affaires, l'étude, le caractère, les principes et la conduite ne mettent pas toujours un homme dans la vigueur de l'âge, vivant dans un certain monde et dans une grande ville, à l'abri des dangers que ne manquent pas de lui faire courir une imagination vive, une disposition tendre, une complexion ardente, une certaine habitude de la vie militaire où certaines licences d'amour et de galanterie sont trop généralement regardées et tolérées comme la balance et le tempéramment des austérités et de l'assujétissement de cette profession (1). »

Par l'attrait des vertus et le goût des beaux-arts,
Dont tes exemples sont une leçon vivante ;
Reçois les derniers chants de ma muse expirante.

J'approche de l'instant, de ce fatal instant
Où laissant ici-bas sa dépouille mortelle,
Et de ce monde vain connoissant le néant,
A son juge, à son père, à son Dieu qui l'appelle,
Ira se présenter mon âme criminelle.

. . . . . .

Accours, ange du ciel, envoyé de mon Maître,
Dans mon cœur éperdu l'espoir vient de renaître,
L'espoir, de nos chagrins baume délicieux.
La parole de vie est dans ta voix divine,
Tu me dis que les cœurs au repentir ouverts
Qui, constamment zélés pour la saine doctrine,
Quoique faibles souvent n'ont pas été pervers,
Doivent moins frissonner au seul nom des enfers.

. . . . . .

(*Famille de Toustain*, t. II, p. 99-103).

(1) *Famille de Toustain*, t. II. p. 587.

Ce penchant pour le plaisir s'alliait, dans un amalgame qui peut paraître étrange, à un goût insatiable pour la lecture, à une passion singulière d'aborder les sujets les plus variés et de faire sans cesse imprimer le résultat de ses travaux ou de ses réflexions.

Il n'aimait pas moins son métier militaire, tâchant, fort jeune encore, de suppléer à son défaut d'expérience non seulement par son exactitude aux exercices et manœuvres et par des conversations avec ses anciens de tout grade, sans excepter le simple cavalier, mais encore par la lecture d'ouvrages militaires, et il a crayonné son portrait en officier sous des traits qui offrent tous les signes d'une ressemblance frappante.

« L'espèce de singularité dont mes goûts et mes études me donnoient parfois l'apparence, surtout de dix-sept à vingt-huit ans, me fut pardonnée par mes anciens qui reconnurent bientôt mon respect sincère pour leur âge, leur grade, leurs services et leurs leçons ou conversation ; par les officiers de mon âge qui ne virent en moi qu'un franc et bon camarade sans pédantisme et sans présomption ; par les simples soldats ou cavaliers qui, dans les chambrées, les hôpitaux, et même les prisons, qui, dans le détail et l'information de leurs besoins particuliers, apperçurent autant de sollicitude pour leur bien-être que j'apportois d'exactitude à les conduire ou surveiller aux écuries, au manège, à la place d'armes, au terrain (1). »

(1) *Famille de Toustain*, t. II, p. 60, et s. — Cf. *Lettre à M.*, à la suite du *Précis..., sur la noblesse*, p. 131.

Notons encore deux grandes dates de sa vie de gentilhomme : sa présentation au roi sous le titre de vicomte de Richebourg (décembre 1775), et son entrée, sous ce même titre, dans les carrosses du Roi (23 janv. 1786) (1). Ajoutons, enfin, qu'il avait servi trois années comme sous-lieutenant de carabiniers, sans appointements, et sept ans capitaine-commandant avec le septième de la dépense nécessaire et qu'il avait perdu deux chevaux d'escadrons. Il avait eu aussi de lourdes charges de ménage (sept enfants). « Et cependant, chers lecteurs, nous dit-il, je vivais honorablement au sein de la détresse..... La Providence..... me soutenait par l'art des privations, par la sagesse d'une épouse économe, par la modération des désirs, par les secours de l'amitié, par quelques fruits inattendus des travaux les plus désintéressés et les plus honnêtes (2). »

M. de Toustain qui, entre autres sujets, s'était beaucoup occupé d'économie politique, ne pouvait rester indifférent aux questions qui passionnèrent les esprits à l'occasion de la convocation des États-Généraux de 1789. Dans trois écrits, datés de cette même année et dont le titre indique l'esprit et les tendances, il s'efforçait de concilier les dissentiments, arrivés déjà à la période aiguë, entre le Tiers-État et la Noblesse, et cherchait à la fois ce double but : « Conservation des trois ordres et destruction de leur rivalité (3). »

(1) *Famille de Toustain*, t. I, p. 208-209.

(2) *Offrande aux François...*, p. 179, 304-305.

(3) Voir les indications bibliographiques dans Ed. Frère, *Manuel du*

Il habitait alors Paris et assistait assez exactement aux assemblées politiques « en acceptant assez souvent des corvées laborieuses (1) ».

Il fut témoin de la prise de la Bastille et a consigné sa déposition dans un des écrits qu'il faisait les confidents de ses pensées : « J'ai vu la Bastille le 14 juillet, les brancards des blessés, le passage du malheureux Launai et de son infortuné major allant à la grève par la rue Saint-Antoine. Les cris forcenés, les gestes, les visages de la plupart des assaillans et les crimes dont quelques uns souillèrent le plus bizarre et le plus inattendu triomphe, les faisoient ressembler plutôt à des enragés et à des diables qu'à des soldats d'un peuple civilisé. Ce spectacle, horrible pour moi, n'auroit pas manqué d'intérêt pour un artiste occupé de tracer une image de l'enfer... ». Militaire, il avait, notamment, été scandalisé par l'apparition d'une quarantaine de grenadiers en uniforme royal traînant les canons de leur régiment contre un poste du roi ; de même, ce qui le « frappa le plus le lendemain 15 juillet, fut de voir, dans la salle de l'Hôtel-de-Ville de Paris, un député de Versailles revêtu d'un grade militaire et dont la personne et la famille florissaient des bienfaits du roi, embrasser

Bibliographe normand, Rouen, 1857, in-8°, t. II. V° de Toustain-Richebourg.

Voir aussi ce qu'en dit M. de Toustain, *Famille de Toustain*, t. II, p. 493-494.

(1) *Offrande aux François...*, p. 24. Sur le service qu'il faisait dans la garde nationale, voir les explications qu'il donne dans ce même ouvrage, p. 308, 331, 336.

un de ces soldats que Philippe-Auguste, Charles V, Charles VII, Louis XII, François Ier, Henri IV ou Louis XIV, auroient traités comme des déserteurs ou des rebelles (1) ».

Aussi, quelques semaines avant le 14 juillet 1790, protestait-il contre le projet de choisir l'anniversaire de la prise de la Bastille pour la fête de la Fédération (2).

Toujours et par tempérament, M. de Toustain s'était senti attiré vers ceux qui étaient opprimés. « J'aurois voulu, comme un bon chevalier, nous dit-il, défendre tous les hommes injustement persécutés, sans acception d'opinion politique ou religieuse, de naissance ou de profession, de rang ou de pays. Très jeune encore, j'écrivis de singulières lettres à J.-J. Rousseau, pour lui offrir un asyle, et fis de non moins singulières démarches pour M. de la Chalotais renfermé, pour quelques jansénistes et quelques protestans inquiétés, et pour quelques jésuites fugitifs (3) ». C'est assez dire de quel côté nous le trouverons.

Lors de l'arrestation du roi à Varennes, il est de ceux qui s'offrent comme otages de la famille royale (4).

En janvier 1792, il défend la religion dans le *Journal ecclésiastique* (5).

Il ne cessa qu'un des derniers « à la moitié du jour

(1) *Offrande aux François...*, p. 332-333.
(2) *Offrande aux François...*, p. 338-340.
(3) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 398-399.
(4) Robert, *Les prisonniers d'État.* Vo de Toustain-Richebourg.
(5) *Réalité des figures de la Bible*, Paris, Le Clère, 1797, in-8°, p. 481.

de Saint-Laurent 1792 », de porter sa croix de chevalier de Saint-Louis (1).

Le 19 octobre de cette même année, il adressait au Comité de législation un imprimé « tendant à empêcher la mort du roi et la vexation des particuliers », puis un autre « en septembre 1793, contre les arrestations arbitraires » ; et il faisait, de février 1790 à novembre 1793, des démarches et déclarations « aux législateurs, à la Commune de Paris et aux sections, pour divers citoyens injustement opprimés, incarcérés et poursuivis (2) ».

Le Comité révolutionnaire, après l'avoir choisi pour caution de l'emprunt de la Vendée, ne lui ayant pas moins refusé le certificat de civisme que la section lui avait accordé, il fut lui-même incarcéré (3).

Son père, infirme et presque octogénaire, auquel la municipalité de Saint-Martin-du-Manoir venait d'extorquer une espèce d'autodafé de ses titres (4), le fut également.

Pendant sa détention sa femme mourut de chagrin (5).

Il eut la rare bonne fortune d'échapper à l'échafaud et de voir les portes de sa prison s'ouvrir en vendémiaire an III (6).

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 801.
(2) *Famille de Toustain...*, t. II, note p. 404.
(3) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 394.
(4) *Famille de Toustain ...*, t. II, p. 733.
(5) *Famille de Toustain...*, t. I, p. 219 ; t. II, p. 586.
(6) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 590.

Son dévouement ne fut pas ralenti par cette détention. En 1796, il subit six jours de prison « pour avoir tenté de servir un proscrit depuis très justifié ». L'année suivante, il est incarcéré de nouveau « en récompense, dit-il, des coups de sabre que j'avais partie reçus, partie parés, avec un parapluye pour toute arme, en empêchant une douzaine d'arrêteurs non pas de prendre, mais de tuer un homme avec qui je me promenois par occasion et qui s'est aussi justifié ». Il ne s'en tira que grâce à l'appui de plusieurs citoyens en place (1).

Cette même année, il publiait un gros volume intitulé *Réalité des figures de la Bible* semé de digressions de tous genres, et dans lequel il prétendait donner, sur la Bible et la Religion, des explications pleines de bonne volonté, mais dont l'orthodoxie serait peut-être contestable (2).

M. de Toustain apprit à la campagne, où il venait de se fixer, la nouvelle du 18 Brumaire. Elle lui arracha un cri d'allégresse.... Non pas qu'à ses yeux tout fût gagné ! Mais il était de ceux qui se flattaient de voir le consul généralissime céder sa place à un successeur héréditaire de son choix et de celui de la nation, ce qui serait « le plus digne couronnement de ses héroïques exploits (3). »

Plus tard, quand il vit s'évanouir ou seulement

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 397-398. V. aussi Robert, *Les prisonniers d'État...* v° de Toustain-Richebourg.

(2) Voir ce qu'il en dit lui-même; *Famille de Toustain*, t. I, p. 322 en note, et *passim*.

(3) *Famille de Toustain*, t. I, p. 391; t. II, p. 262, 629.

diminuer ses espérances, il laissa percer, avec quelque amertume, ses désillusions et ses regrets (1).

L'année 1800 le vit enfin mêlé, comme témoin, à l'affaire du jeune Toustain du Manoir, fusillé à l'âge de vingt ans, le 23 janvier 1800, et qui fut une des dernières victimes des lois contre les émigrés. M. de Toustain nous a laissé un long et curieux récit de son rôle dans cette affaire, où il fut interrogé plutôt en accusé qu'en témoin, questionné longuement sur ses goûts, son ancien état, la raison qui l'avait empêché de reprendre du service sous la République, celle qui venait de le déterminer à quitter Paris pour se fixer à la campagne. Il nous a dit ses efforts (infructueux) pour la défense du jeune accusé, et n'a pas constaté sans plaisir que, malgré cela, le ton du président du conseil de guerre lui parut aussi doux et poli à la fin de sa déposition qu'il lui avait semblé rigoureux au commencement.

M. de Toustain n'abandonna pas le père de l'infortuné jeune homme, qui, traqué, ruiné, avait dû se cacher et demander sa subsistance à son talent pour la peinture. Il adressa en sa faveur des sollicitations au premier Consul et au Ministre de l'intérieur (2).

Nous venons de dire que M. de Toustain avait quitté Paris ; il s'était, par raison d'économie, retiré dans sa terre de Saint-Martin-du-Manoir, près Montivilliers.

(1) *Famille de Toustain*, t. II, p. 556 *.

(2) *Famille de Toustain*, t. II, p. 379-397. — « Les journaux, paraît-il, rendirent compte de la manière décente, modeste et courageuse » avec laquelle il parla dans l'intérêt de l'accusé (Robert, *Les prisonniers d'État*, v° de Toustain-Richebourg).

L'habitation seigneuriale était, dit-il, une gentilhommière « très simple, que sa médiocrité même a peut-être préservé du pillage et de l'incendie révolutionnaires..., après la radiation des armes sculptées sur ce bâtiment, l'église et le colombier ». M de Toustain se fait, cependant, un devoir d'ajouter que, chez les sages habitants du pays de Caux, ces pillages et ces incendies furent plus rares qu'ailleurs. Il nous décrit ensuite, en style de bucolique, son petit domaine, ses bons rapports avec ses voisins, et s'y montre vivant modestement avec sa seconde femme, quelques-uns de ses enfants (?) et un petit-fils dont il commençait l'éducation (1). Il n'y eut, longtemps, ni fusil, ni cheval; plus tard, l'achat d'un fusil lui permit de brûler « dix à douze amorces par an sur quelques malheureux oiseaux ». « Quant au cheval, ajoute-t-il, je m'en passe encore, et l'ex-chevalier, ancien officier supérieur de cavalerie, fait à pied toutes ses courses (2). »

Successivement, il y devient soldat de la garde nationale, conseiller municipal de la petite commune dont il était seigneur, puis répartiteur des contributions, beaucoup trop fortes, commissaire aux réparations de quelques chemins de traverse, directeur du scrutin pour les élections communales, juré d'accusation et de jugement, notable d'arrondissement et notable de département (3).

(1) *Famille de Toustain...*, t. I, p. 199-200; t. II, p. 712.

(2) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 551*-552*, 246-249, 869-870.

(3) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 244, 703, 832.

Des événements divers, des deuils nombreux, des revers de fortune avaient marqué, pour lui, la période révolutionnaire. — Incidents d'un caractère tout à fait privé, par le récit desquels nous n'avons pas voulu interrompre ce qui avait trait à la vie de M. de Toustain comme citoyen.

C'est, d'abord, pendant sa détention en 1793, une aventure tout à fait bizarre. Il venait à peine de perdre sa femme, qu'une veuve « à la fois ingénieuse, belle et riche » qu'il avait connue jadis, lui écrivit pour lui offrir sa main et sa fortune. Des lettres, des vers, des menus souvenirs furent échangés; mais il semble que la dame ait quitté Paris et n'ait jamais voulu se laisser joindre par M. de Toustain une fois qu'il fut sorti de prison. Il nous raconte longuement, avec sa candeur ordinaire, cette intrigue, qui ne dura pas moins de quatre ans, dans laquelle il semble avoir été toujours éconduit, et qu'il qualifie lui-même « d'aventure imprévue, burlesque et fâcheuse ».

Il avait été si éperdument amoureux qu'il se fût tué de désespoir, n'eussent été ses principes religieux, ou se fût retiré dans un couvent si la Révolution ne les eût supprimés. Mais, nous dit-il, avec les jolis vers de Sauvé-Lanoue :

> Le bruit est pour le fat, la plainte est pour le sot,
> L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot.

Cependant....., il avait été si vivement éprouvé qu'il ne put qu'à peine étouffer ses plaintes (1).

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 562-571 et 588-597.

Peu après la fin de cette intrigue il épousait, en secondes noces, le 3 prairial an VI, M^lle^ Marie Paule ou Pauline Glyer, qui appartenait à une bonne famille bourgeoise du Havre (1).

Il n'avait pas été moins éprouvé dans ses enfants. L'aîné de ses fils, sorti de l'école militaire en 1790 et nommé officier d'infanterie l'année suivante, avait ensuite émigré et reçu une blessure à l'armée de Condé. Nous ne l'en retrouvons pas moins, quelques années plus tard, dans l'artillerie de marine de la République. Le second, après avoir suivi les cours de l'école polytechnique, avait dû, par suite de la désertion du remplaçant qu'on lui avait acheté, porter le havresac et la giberne. Dans les premières années de ce siècle, tous deux étaient officiers aux colonies, quand l'un mourut de maladie. L'autre fut massacré par les noirs à Saint-Domingue, avec sa femme, son fils et son beau-frère. Un troisième mourut en Italie, tandis qu'un quatrième combattait en Bretagne dans les armées catholiques et royales (2).

M. de Toustain crut que la perte de ses enfants, jointe à sa situation précaire, l'autorisait à solliciter pour son petit-fils, Adrien Oulry d'Ingrande, qui avait perdu sous les drapeaux son père et deux oncles maternels, une demi-bourse au Lycée de Rouen, et il put

(1) *Famille de Toustain...*, t. I, p. 220, 356; t. II, 552 *.

(2) *Famille de Toustain*, t. I., p. 224; t. II, p. 659 et s.; 871-872; — Robert, *Les Prisonniers d'État*, v° de Toustain-Richebourg.

l'obtenir (1). Il semble avoir accepté, dans une certaine mesure, le gouvernement impérial (2).

Il avait aussi tenté, mais infructueusement, avec l'aide du préfet Beugnot, d'obtenir, pour lui-même, une place de conservateur d'une grande bibliothèque ou de proviseur d'un lycée. Quelques années plus tard, sans l'avoir sollicité, dit-il, il fut nommé l'un des vingt colonels de la garde nationale de la Seine-Inférieure (3).

Nous ne suivrons pas plus loin M. de Toustain ; il nous suffisait d'indiquer, comment, au milieu d'infortunes et d'incidents de toutes sortes il avait traversé, sans y laisser sa vie ou sa dignité, un temps pendant lequel c'était déjà beaucoup d'avoir vécu.

Jetant un coup d'œil sur cette période de son existence, M. de Toustain nous dit que sa vie a été « incomparablement plus semée d'épines que de roses, de peines que de plaisirs, de privations que de jouissances, d'échecs que de succès (4) ». Et, de fait, il avait souffert dans tout ce qu'il aimait, dans tout ce à quoi il croyait. Il avait vu, successivement, sa carrière militaire brisée, son Ordre supprimé, son Roi sur l'échafaud, la Religion persécutée ; il avait été éprouvé par de nombreux deuils de famille, avait eu à lutter contre des em-

(1) Ouvrage sans titre commençant ainsi : *Arbre généalogique de MM. Drudes, de Rudes ou Drudas, seigneurs du Rocher, du Ménil-Robert, la Catherie, du Landai ou Landé...* etc..., s. l., 1809, in-8°, 176 pages, que M. de Toustain conseille, p. 176, d'intituler *Variétés historiques et morales*; p. 150.

(2) Même ouvrage, p. 27, 42-44.

(3) Même ouvrage, p. 67.

(4) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 68.

barras pécuniaires (1). Il semble même, bien qu'il n'y fasse que d'indirectes allusions, qu'il ait eu à souffrir de dissentiments ou tracasseries de la part de quelques-uns de ses proches (2). C'était bien là cet automne de la vie, dont a si magnifiquement parlé Michelet, cette saison jaunissante où toute chose se fane et pâlit..., ce point, souvent peu avancé de l'âge, où l'homme voit les obstacles se multiplier tout autour, où les efforts deviennent inutiles, où s'abrège l'espoir, où, le jour diminuant, grandissent peu à peu les ombres de l'avenir (3) !

Il demanda ses consolations à sa passion de la lecture et à ses études historiques et généalogiques (4).

(1) *La Famille de Toustain,* t. II, p. 392-397.

(2) *Famille de Toustain,* t. I, p. 376 et s.; 416 et s.; t. II, p. 868-871, 542-585.

(3) Michelet, *Histoire de France,* Paris, in-8°, t. V, p. 208.

(4) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 68-69.

M. de Toustain a conservé, en tout temps, la passion des travaux généalogiques. Il dit qu'au moment de la Révolution, un rôle important lui était destiné dans un tribunal héraldique dont on étudiait alors la formation (*Famille de Toustain,* t. II, p. 773).

En 1804, il lançait une sorte de *prospectus* ou brochure anonyme, de quarante pages, dans laquelle l'auteur offrait de donner, à quiconque les demanderait, des renseignements historiques et généalogiques. Il feignait d'être un ami et voisin de M. de Toustain, désireux de n'être pas connu, et à qui M. de Toustain voulait bien servir d'intermédiaire. Les demandes devaient être adressées « *au citoyen Toustain, à Saint-Martin-du-Manoir, par Montivilliers* ». Puis, M. de Toustain, lui-même, était censé intervenir et accepter la combinaison de son ami imaginaire... (Voir la brochure reliée à la suite du tome IIe de l'exemplaire du *Nobiliaire de Saint-Allais,* ayant appartenu à M. de Toustain, aujourd'hui à la bibliothèque publique de Rouen. Il y explique, dans une annotation

Mais il les trouva surtout dans ses convictions religieuses, dont il a, maintes fois, proclamé, en termes touchants et convaincus, l'influence bienfaisante et consolatrice (1).

Son existence devait, d'ailleurs, se prolonger de longues années encore, puisqu'il ne mourut qu'en 1836, à Saint-Martin-du-Manoir, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Peut-être, pour son repos et pour sa mémoire, eût-il mieux valu que, vers la fin de sa vie, il se fût tenu à l'écart des agitations de la vie publique ? Il se fût ainsi épargné les railleries et mêmes les injures (2) dont auraient dû, cependant, le garantir son honnêteté et son grand âge.

II

M. de Toustain a beaucoup écrit. Dans ses nombreux ouvrages, brochures ou articles de circonstance, il a abordé presque toutes les branches des connaissances humaines, controverses philosophiques et religieuses, économie politique et sociale, administration, finances, art militaire, histoire, biographie, littérature, poésie (3).

manuscrite postérieure, que la date de ce prospectus justifiait ses précautions..... etc...)

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 69 et *passim*.

(2) Voir, à ce sujet, les *Opuscules divers de M. de Toustain,* de 1809 à 1831 (Bibliothèque de l'Académie de Rouen).

(3) Voir, à ce sujet, Ed. Frère, *Bibliographe Normand*, Rouen, in-8°, t. II, p. 571-572.

Il est, aussi, intéressant de voir le jugement que M. de Toustain porte lui-même de ses œuvres : *Famille de Toustain...*, t. II, p. 491-525.

Mais l'objet principal de ses travaux et de ses méditations a été l'étude de la noblesse, tant dans le passé que dans le présent.

On lui doit, notamment sur ce sujet, un *Précis historique, moral et politique sur la noblesse française*, imprimé en 1777; divers écrits de circonstance en 1789; puis en 1791, 1799 et 1802, trois gros volumes concernant sa famille, mais constituant en même temps une justification des classes nobiliaires; enfin, en 1816, les *Vues d'un Français sur les preuves de noblesse*.

L'aristocratie de naissance a eu des historiens plus érudits et des apologistes d'un talent supérieur; elle n'en a, certes, pas eu de plus convaincus, de plus honnêtes et de plus respectueux des droits et de la dignité du Tiers-État.

Je ne saurais, sans de longs développements, l'envisager comme historien de son ordre. Ses vues et ses aspirations, comme économiste et philosophe, peuvent, au contraire, se résumer en ce seul mot : supprimer ou atténuer toute cause de division, d'animosité ou de jalousie, soit entre les diverses fractions de la noblesse, c'est-à-dire dans sa vie intérieure, soit dans ses rapports avec les autres ordres de l'état, c'est-à-dire dans sa vie extérieure.

C'est dans ce but que, de 1777 à 1789, il combat les préjugés qui divisent la noblesse d'épée et la noblesse de robe, l'ancienne et la nouvelle noblesse, la noblesse de cour et la noblesse de province.

Il blâme le mouvement qui attire la noblesse à la cour

et fait « trouver presque aussi beau d'entrer dans les carrosses du roi que de monter à l'assaut (1) ». De là, la ruine des familles, de là, l'abandon des campagnes, « tandis qu'autrefois les grands et les moyens propriétaires, nourriciers de l'état dans leurs campagnes, au lieu d'être des sangsues à la cour, veillaient et contribuaient à l'aisance et au bien-être de leurs vassaux (2) ». Mais qu'à la campagne le gentilhomme ne se borne pas à être « un fouetteur de lièvres » n'ayant pour métier que celui de « braconneur »; qu'il soit cultivateur, qu'il soit bienfaiteur de son pays (3).

Il ne critique pas moins vivement les conditions exigées des nobles pour parvenir aux divers honneurs de la cour. On exigeait une preuve de noblesse antérieure à une date donnée, 1400, 1500, 1550, suivant l'objet, et, de plus, il fallait que cette noblesse fût *sans trace d'anoblissement antérieur*. M. de Toustain se récrie. C'est, dit-il, créer deux classes dans la noblesse. Exigez deux cents, trois cents ou quatre cents ans à dater du jour où la famille sollicite telle ou telle faveur; mais, surtout, effacez l'exclusion lorsqu'il y a preuve de roture antérieure (4). C'est encourager, en effet, le penchant qui, depuis les Lusignan jus-

(1) Addition au mot : NOBLESSE dans l'*Encyclopédie méthodique*, Paris, Panckoucke, 1782 et s., in-4°.

(2) Addition au mot : NOBLESSE dans l'*Encyclopédie*.

(3) *Mes rêves sur M. Linguet et d'autres écrivains; sur la Bretagne et d'autres provinces....*, p. 64-65.

(4) *Précis historique....*, p. 105, 108; *Offrande aux François;* p. 50; *v°* *Degré de Noblesse*, p. 470, dans l'*Encyclopédie*.

qu'au *Bourgeois gentilhomme*, porte tant de familles à donner, de bonne ou de mauvaise foi, des chimères, des conjectures, ou même des inexactitudes comme des filiations exactes et certaines (1). M. de Tous-

(1) Vouloir « déguiser ce que le ciel nous a fait naître » est un travers universel et vieux comme le monde.

Dans la bourgeoisie, combien peu tiennent le langage de Cléonte du *Bourgeois gentilhomme* (acte III, sc. XII) : « Je suis né de parents, sans doute, qui ont tenu des charges honorables ; je me suis acquis dans les armes l'honneur de six ans de services, et je me trouve assez de bien pour tenir dans le monde un rang passable ; mais en tout cela je ne veux point me donner un nom où d'autres à ma place croiraient pouvoir prétendre. »

Chez les nobles, c'est une prétention à exagérer sa noblesse, et une horreur instinctive de l'anoblissement. M. de Toustain est un exemple typique de ce dernier sentiment. Pourquoi, dit-il, rougir d'un anoblissement qui, surtout aux époques anciennes « fut toujours titre et récompense d'honneur et non signe d'humiliation ? »

Cependant, il a du mal à se persuader cette vérité à lui-même. Il constate que personne ne l'admet. Il se fait une loi de ne pas nommer les familles qui ont été anoblies, bien qu'il les blâme d'en rougir. (*Précis historique... sur la noblesse...*, p. 62, 67 ; *Famille de Toustain...*, t. II, p. 511*, 513*, 639-642, 665-671.) Est-il forcé de citer l'anoblissement de quelqu'un ? Il s'en excuse comme d'une mauvaise action. Il croit devoir donner des consolations à ceux qui ont la faiblesse de s'affliger de ce que le temps n'ait point caché le principe de leur noblesse. (*Encyclopédie*, *v° Degré de Noblesse*, p. 564.)

C'est qu'en effet, une fois ce certificat de roture antérieure disparu ou dissimulé, un champ sans bornes est ouvert aux chimères et aux rêveries d'une antiquité remontant « à deux ou trois mille ans...! » M. de Toustain se laisse entrainer, sur ce point, à des conjectures et à des raisonnements qui ne supportent pas l'examen. (*Encyclopédie, v° Degré de Noblesse*, p. 560.) Aussi, un contemporain de M. de Toustain, disait-il, avec autant d'esprit que de raison, qu'un gentilhomme qui aurait des lettres d'anoblissement, « fussent-elles données par Clovis », brûlerait le titre qui prouverait son ancienne roture » et « ne montrerait que les actes où

tain divisait, à ce sujet, les généalogies en « quatre termes : idées chimériques, — conjectures incertaines, — allégations vraisemblables et souvent équivalant à la certitude, — et démonstration rigoureuse et juri-

son auteur anobli a commencé de prendre la qualité de *noble*, pour laisser croire qu'au temps même de Varus, sa famille était déjà décorée de la noblesse « (Perreciot, *De l'État civil des personnes et de la Condition des terres dans les Gaules...*, Paris, 1851, in-8°, t. I, p. 258).

De là, dans les généalogies, tant de réticences, de mensonges, parfois même de faux titres.

Combien peu ont été corrigés par ce qui fut dit un jour, de si bonne grâce, par un gentilhomme, ami de Montaigne, à d'autres qui se donnaient une origine chimérique ? « Ils estoient plusieurs assemblez pour la querelle d'un seigneur contre un autre, lequel avoit à la vérité quelque prérogative de tiltres d'alliances, eslevées au dessus de la commune noblesse. Sur le propos de ceste prérogative chacun cherchant à s'égaler à luy, alleguait, qui une origine, qui une autre, qui la ressemblance du nom, qui des armes, qui une vieille pancharte domestique, et le moindre se trouvoit arrière-fils de quelque Roy d'outremer. Comme ce fut à disner, cestuy-cy, au lieu de prendre sa place, se recula en profondes révérences, suppliant l'assistance de l'excuser, de ce que par témérité il avoit jusques lors vescu avec eux en compagnon : mais qu'ayant esté nouvellement informé de leurs vieilles qualitez, il commençoit à les honorer selon leurs degrez et qu'il ne luy appartenoit pas de se seoir parmi tant de Princes. Après sa farce, il leur dit mille injures : Contentez-vous de par Dieu, de ce quoy nos pères se sont contentez et de ce que nous sommes : nous sommes assez si nous le sçavons bien maintenir; ne desadvoüons pas la fortune et condition de nos ayeulx, et ostons ces sottes imaginations qui ne peuvent faillir à quiconque a l'impudence de les alléguer. » (Montaigne, *Essais*, liv. I, chap. XLVI.)

Mais, si quelque chose peut, dans une certaine mesure, excuser ces vanités et ces mensonges, c'est la malveillance dont la noblesse très récente ou obscure est l'objet : — d'en haut, c'est-à-dire des nobles qui, plus heureux, sont, se croient ou se disent inattaquables; — et d'en bas, c'est-à-dire des roturiers qui ravalent une noblesse qui, pour être mince, ne laisse pas d'être enviée.

dique (1) ». Il n'était pas de ceux qui sortent du domaine de la bonne foi ; mais n'avait-il pas, parfois, le tort d'accueillir comme « vraisemblables et plausibles », des allégations qui n'étaient que possibles, et cela uniquement parce que le contraire n'était pas établi ?

D'après son système, chaque famille pouvait arriver à son tour. « Et la jouissance d'anticipation que les familles récentes goûteroient, dans la perspective de leur postérité future, seroit un adoucissement naturel et légitime à leurs privations récentes. » Lui-même était d'autant plus sincère et plus conciliant sur ce point qu'ayant fourni toutes ses preuves dans des formes et conditions qu'il blâmait, il ne pouvait encourir le reproche de parler comme faisait le renard des raisins qu'il ne pouvait atteindre (2).

Il attachait peu d'importance aux privilèges pécuniaires de l'aristocratie (3). Mais, pour sa prospérité et son relèvement, deux choses lui paraissaient surtout importantes : 1° que l'État facilitât l'éducation de ses enfants; 2° qu'il restreignît beaucoup les anoblissements, dont la profusion avait un double inconvénient : multiplier la concurrence pour les fonctions et les grâces qui doivent être l'apanage de la noblesse, et soustraire les riches bourgeois au commerce et au paiement des charges publiques (4).

(1) *Précis... sur la noblesse...* p. 83.
(2) *Encyclopédie, v° Degré de noblesse.*
(3) *Précis historique... sur la Noblesse...*, p. 155-156.
(4) *Encyclopédie...*, *v° Degré de Noblesse*, p. 568. — On sait que

« Pas une de ses idées ni de ses expressions, disait-il de lui-même, ne tend à d'autre but qu'à resserrer, par tous les liens de la fraternité naturelle et civile, toutes les professions, les conditions, les races et les individus de la société. A l'égard de la supériorité presque purement honorifique réclamée par la noblesse, elle n'est qu'une suite de nos constitutions fondamentales, combinées avec tous les moyens possibles de nourrir l'émulation et de prévenir les déplacements et la confusion, sans insulte, animosité ni mépris pour qui que ce soit (1).

Après que l'Assemblée nationale eut décrété l'abrogation de la noblesse, M. de Toustain ne cessa de la défendre contre les imputations qu'il considérait comme injustes ou inexactes, et de soutenir son utilité ou sa

ces plaintes contre la profusion des anoblissements n'étaient pas formulées en termes moins pressants par le Tiers-État.

Les articles 85 et 86 du Cahier du Tiers-État de la ville de Rouen sont ainsi conçus :

« Art. LXXXV. — Qu'aucune charge vénale ne puisse conférer à l'avenir ni la noblesse héréditaire, ni même les privilèges personnels de la noblesse; et que les offices de magistrature qui seront affectés au Tiers-État ne puissent donner que les privilèges honorifiques personnels seulement.

« Art. LXXXVI. — Que l'anoblissement ne puisse être accordé à l'avenir que par lettre du prince, pour de longs et utiles services rendus à l'État, reconnus et constatés par le suffrage des États-Provinciaux; et l'on comptera pour services de cette espèce l'exercice d'une place de magistrature fait avec distinction marquée pendant vingt ans.

Cahier des Doléances, Remontrances et Instructions de l'Assemblée du Tiers-État de la ville de Rouen; mars 1789, in-8°, p. 46, 47.

(1) *Encyclopédie...*, v° *Degré de Noblesse*, p. 560.

légitimité dans l'organisme social. Le ton de sa discussion, la modération de la forme, qui ne nuit pas à la fermeté des convictions et à la franchise des opinions, contrastent heureusement avec la violence de beaucoup d'autres écrits de cette époque.

Il proteste énergiquement contre l'imputation qu'on lançait contre elle d'être une caste fermée ; il en montre les rangs, et les plus élevés, franchis ou même escaladés, de tout temps, par l'élite de la bourgeoisie ou par la fortune (1).

Suivant lui, la distance entre la bonne bourgeoisie et la noblesse ordinaire n'était pas si considérable qu'on le dit : « Ces deux classes avaient nombre de rapports et d'affinités de famille et de société (2) ; » et, souvent, les nobles étaient plus affables envers leurs vassaux « que les entrepreneurs de manufactures envers leurs commis et ouvriers, et bien des chefs de bureau envers leurs sous ordres (3) ».

« Un gentilhomme sans fortune et sans crédit avait autant de peine, et, par conséquent, autant de mérite à faire son chemin qu'un roturier ordinaire, et beaucoup plus qu'un roturier riche et protégé (4). »

La diversité qui existait entre les trois ordres, et l'attribution des fonctions spéciales à chacun d'eux, ne portait, suivant lui, aucun préjudice au bien public. N'avait-on pas vu, dans la fameuse année 1789, quatre

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 290, 291.
(2) *Vues d'un Français sur les preuves de noblesse*, p. 154.
(3) *Offrande aux François...*, p. 207.
(4) *Famille de Toustain...*, t I, p. 98, 147, 328.

cents fils de nobles ou de chevaliers de Saint-Louis concourir pour douze places d'artillerie ? Et, puisqu'il y avait, dans les autres armes, vingt aspirants pour un emploi vacant, était-il nécessaire de multiplier encore le nombre des candidats ? N'était-ce pas ne leur laisser que l'alternative de l'intrigue et du découragement (1). « En faut-il d'autres preuves que les brigues qui se sont pratiquées dans plus d'un district de Paris pour quelques épaulettes ou quelques places d'administration (2) ? » Il considérait « la préférence ouverte donnée d'emblée pour certaines grâces aux enfans inconnus de certains faiseurs comme une espèce de création de noblesse révolutionnaire sur les ruines de la noblesse légale (3) ».

Puis il prenait la liberté de dire à ses contemporains : Si la noblesse a été supprimée, c'est parce que « quelques meneurs des classes subalternes jugèrent plus à propos de rabaisser tous les autres que de s'élever eux-mêmes.... (4) ». « Tout le monde vouloit être noble...; l'impossibilité du grand nombre à le devenir a fait le malheur du petit qui l'étoit (5). »

Ce n'est pas que M. de Toustain méconnût ni dissimulât les vices de l'ancienne organisation sociale ou les travers des individus. Et, en effet, sous l'ancien régime, la liberté de ses critiques avait fait mettre

(1) *Famille de Toustain...*, t. I, p. 328.
(2) *Offrande aux François...*, p. 8.
(3) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 217; cf., p. 6.
(4) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 648.
(5) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 857.

au pilon un de ses écrits (1); mais, en même temps, il n'approuvait pas ceux « qui rejettent sur les corps les plus respectables les sottises de quelques individus et qui ne cherchent jamais que le côté faible et le mauvais profil des institutions, classes et familles, auxquelles avec toutes leurs captieuses théories et leurs belles déclamations ils n'en substitueraient que des pires (2) ».

Architectes savans dont le noble caprice
Pour de légers défauts, rase un vaste édifice (3).

Quant aux travers individuels, le premier il les réprouve énergiquement. Volontiers, il eût dit avec Salluste : *Inerat Metello contemptor animus et superbia, commune nobilitatis malum* (4) ».

Dans ses conseils à ses enfants, il revient, avec une insistance dont on ne peut que le louer, sur le ridicule qu'il y aurait à s'enorgueillir des avantages de la naissance, qui imposent plus de devoirs qu'ils ne donnent de droits.

Puis il plaide les circonstances atténuantes de cette vanité qu'il condamne : « Penseroit-on, de bonne foi, qu'il y ait plus de sagesse, de convenance et de modestie à mettre sans cesse en avant son propre mérite qu'à faire parler de temps en temps celui de ses an-

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 497.

(2) *Vues d'un Français sur les preuves de Noblesse...*, p. 12 des feuillets préliminaires; et *Famille de Toustain...*, t. I, p. 350.

(3) *Famille de Toustain...*, t. II. p. 118.

(4) Salluste, *Jugurtha*, 68 ; cité dans Forcellini, *Totius latinitatis Lexicon*, v° Contempor.

cêtres (1)? » Et, encore : « Tel roturier, qui se récrie sur l'orgueil insoutenable du noble qui n'accepte point son alliance, seroit cent fois plus intraitable s'il s'agissoit d'épouser lui-même une bourgeoise de condition inférieure. Qui ne connoît l'attention des gens du Tiers-État (il n'y en a pas de quatrième en France), ajoute-t-il, à distinguer ce qu'ils appellent familles honnêtes et petites familles (2)? »

Avant M. de Tocqueville, il voyait, dans les distinctions de naissance, le contre-poids de la puissance de l'argent et signalait « la justice et la satisfaction procurées aux classes et aux personnes distinguées du Tiers-État, par la possibilité d'un passage dans la noblesse, combiné de manière qu'elles jouissaient en perspective des honneurs les plus recherchés, vu la certitude que leurs descendants y arriveraient légalement à leur tour (3) ».

Enfin, à un dernier point de vue, il trouvait dans la supériorité de naissance, d'une part, et dans la supériorité de fortune, de l'autre, dans l'aristocratie de famille, en parallèle avec l'aristocratie d'argent, deux termes corrélatifs, tellement que la suppression de la première devait entraîner la perte de la seconde. D'après lui, « la bourgeoisie révolutionnaire s'est écrasée lorsqu'elle a voulu calomnier, effacer, ou du moins supplanter la

(1) *Offrande aux François...*, p. 14.

(2) *Précis historique... sur la Noblesse...*, p. 97-98 ; *Famille de Toustain...*, t. II, p. 243.

(3) *Vues d'un Français sur les preuves de noblesse...*, p. 14.

noblesse (1) ». Dès 1799, la chute de cet ordre *lui* « annonçoit évidemment celle de toute notre organisation sociale (2) ».

Pressentait-il ou entrevoyait-il déjà de nouveaux orages ou de nouvelles questions sociales menaçant la classe qui avait détruit l'ordre de la noblesse ?...

Il avait, d'ailleurs, toujours dit franchement toute sa pensée.

Dès 1791, l'attitude politique du duc d'Orléans, fils de son bienfaiteur, lui inspirait des réserves qui n'étaient pas sans mérite (3).

D'autre part, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, il déplorait la violence et l'insubordination : « Des paysans pillent-ils leur seigneur, des paroissiens outragent-ils leur pasteur, des soldats ou des matelots outragent-ils leurs officiers, l'insurgent a toujours raison, l'offensé toujours tort (4). »

(1) *Vues d'un Français sur les preuves de noblesse...*, p. 154.

(2) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 194, 195; v. aussi, *Offrande aux François...*, p. 370.

(3) *Offrande aux François...*, p. 169, 367.

(4) *Offrande aux François...*, p. 373.

Tout en protestant de sa soumission à la Constitution de son pays, M. de Toustain n'a jamais dissimulé son éloignement pour « les idées nouvelles » (*Offrande aux François...*, p. 11, 120. *Réalité des figures de la Bible*, p. 156. *Famille de Toustain...*, t. II, p. 330, 804-806, 153.)

Il a même exprimé cet éloignement en termes énergiques ; constatant avec tristesse que « la majorité de l'Assemblée constituante écrivait : *Osez tout contre le clergé et vous serez soutenu ;* » (*Réalité des figures de la Bible*, avertissement, p. 8); —déplorant « un temps où la licence et l'oppression prennent le masque des lois et de la liberté, où la ruine et la dépravation paraissent conjurées contre cet empire très chrétien. »

Il y avait peut-être aussi un certain courage à s'élever, en 1802, contre « le fracas des fêtes conventionnelles et directoriales », et à considérer comme « un malheur pour une nation d'avoir des chefs qui ne savent que vaincre sans savoir gouverner (1) ».

Dans le domaine des faits, on ne saurait avoir plus tort que n'eut M. de Toustain avec ses idées et ses espérances aristocratiques.

Le projet qu'il proposait, en 1816, de rétablir la noblesse comme ordre distinct, et celui d'établir, dans chaque village, un maire honoraire président de la municipalité qui serait, de droit, l'ancien seigneur, ou son représentant, ou le doyen des nobles, ou à leur défaut, un propriétaire revêtu d'un grade ou judiciaire ou administratif ou militaire (2); ces projets, dis-je, semblent aujourd'hui n'avoir pu être rêvés qu'à plusieurs siècles de notre époque.

Cependant, dans la sphère supérieure des idées et dans les spéculations des penseurs, M. de Toustain ne verrait pas sans tressaillir d'aise, une partie de ses opinions soutenues par les Tocqueville, et même les Taine, les Littré, les Renan. Avec quel bonheur n'eût-il pas trouvé, il y a peu d'années, dans la *Revue des Deux-*

(*Offrande aux François*, p. 14); — ou écrivant : « Ce n'est insulter aucun peuple que de dire que vu la majorité constante et universelle de l'incapacité, de l'ignorance et du vice sur l'habileté, la science et la vertu, le gouvernement de la multitude sera toujours et nécessairement mauvais. » (*Famille de Toustain...*, t. II, p. 802).

(1) *Famille de Toustain...*, t. II, p. 444 ; *id.*, *ibid.*, p. 262-264.

(2) *Vues d'un Français sur les preuves de Noblesse...*, p. 173.

Mondes, ce rapprochement entre l'état d'autrefois et celui d'aujourd'hui : « Il fallait deux ou trois générations pour élever la famille rurale aux honneurs de la « grande robe » et des honneurs de la « grande robe » pour l'élever à la vraie noblesse il fallait deux ou trois générations encore. Il est bien permis de se demander si, dans un grand pays comme la France, cette antique lenteur ne valait pas mieux que la moderne rapidité...

« .... Quiconque sort immédiatement du peuple, manque toujours par quelque endroit. Avant qu'un homme soit vraiment digne de tenir sa place aux sommets de la hiérarchie sociale, il est bon que ses ancêtres en aient l'un après l'autre traversé tous les degrés. Car rien de solide ne se fonde qu'il ne s'y mêle une part de tradition, et c'est un trop court espace que celui d'une vie humaine pour que les traditions y trouvent le temps de se constituer (1) ».

Quoi qu'il en soit, modifiant légèrement un jugement très sévère de Chateaubriand (2), on pourrait dire de l'histoire de l'aristocratie : elle a eu l'âge des services, puis l'âge des privilèges. Il lui reste toujours l'âge des souvenirs qui a encore sa dignité et ses devoirs.

(1) F. Brunetière, *Le Paysan sous l'ancien Régime*, — (*Revue des Deux-Mondes*, 1er avril 1883, p. 676).

(2) « L'aristocratie, a dit Chateaubriand, a trois âges successifs : l'âge des supériorités, l'âge des privilèges, l'âge des vanités » cité par Larousse, *Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle*, Paris, in-4°, *v° Aristocratie*.

Je ne puis suivre M. de Toustain sur tous les terrains si divers qu'il a parcourus. J'ai déjà dit qu'il était aussi poète. Dans ses vers, il a chanté la *Gloire ;* il a exprimé ses sympathies et ses indignations, ses peines et ses croyances religieuses. Sur ces derniers sujets, notamment, il a été, parfois, très bien inspiré et a écrit des vers d'une mélancolie qui n'est pas sans charmes (1).

Si je voulais, enfin, le juger comme écrivain, force me serait d'avouer qu'il a manqué d'ordre et de méthode. Pour justifier cet aveu, dont la sincérité absolue de M. de Toustain ne me saurait pas mauvais gré, je n'aurais qu'à citer le titre d'un de ses ouvrages, dont l'objet est la publication de documents concernant sa famille : « *Offrande aux François, de quelques actes de notoriété, de conservation, de prévoyance et de résignation renfermant beaucoup de particularités intéressantes, non seulement pour tous les gentilshommes de l'Europe, mais pour tous les hommes vivant en société. — Ouvrage où l'on traite accessoirement de plusieurs points importants de l'histoire ancienne et moderne, sacrée et profane et de quelques principes fondamentaux de l'économie religieuse, morale, politique, civile et militaire, par un ci-devant noble de race qui tâchera de l'être toujours par les sentiments.* »

Au moins, après un tel titre, on sait à quoi s'en tenir,

(1) *V. Famille de Toustain...*, t. II, p. 113-123; 891-895; et *passim*. Il a eu la singulière idée de traduire en vers français l'*Ordinaire de la Messe, V. Famille de Toustain...*, t. II, p. 598-609.

et on peut dire de ses œuvres ce que Boccace dit de ses *Nouvelles* : « Afin de ne tromper personne, elles portent toutes, marqué au front, ce qu'elles tiennent caché en leur sein ».

Ses répétitions, ses digressions, ses suppléments, les annotations et *errata* qui s'y greffent incessamment les uns sur les autres, n'ont pas pour seul résultat de donner à ses ouvrages « l'air d'embrouillement et de décousu » qu'il leur reconnaît ; ils en rendent la lecture difficile, et, vraiment, c'est dommage : car, en les lisant, on ressent ce plaisir et cette impression bienfaisante que procurent la fréquentation d'un esprit très orné, d'un écrivain convaincu et d'un honnête homme.

Dans la jeunesse de M. de Toustain, la mode était aux devises. M. d'Épremesnil lui en avait donné une qui contenait une noble ligne de conduite. Dans sa vie et ses écrits, M. de Toustain, courageusement fidèle à ses amitiés et à ses convictions, a mérité cette belle devise : *Amicus et in adversis* (1).

(1) *Famille de Toustain*, t. II, p. 403.

CROQUIS D'INTÉRIEURS

RÉPONSE AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. G.-A. PRÉVOST

Par M. J. ADELINE, Président

MONSIEUR,

En prenant place parmi nous, vous venez de nous faire entendre une véritable monographie qui témoigne, une fois de plus, que l'Académie ne s'était pas trompée, quand elle vous avait admis, il y a longtemps déjà, au nombre de ses correspondants. Elle est heureuse aujourd'hui de vous voir siéger dans cette salle, où, elle l'espère, vous lui ferez part souvent de vos recherches et de vos études.

Vous êtes un travailleur, Monsieur, et vous avez su présenter d'une agréable façon la biographie d'un de nos anciens collègues : Charles-Gaspard de Toustain-Richebourg.

Seulement, Monsieur, le Président de l'Académie qui a l'honneur de vous recevoir est bien mal préparé par

ses travaux habituels, pour répondre dignement à une étude aussi documentée. Les appréciations philosophiques ou historiques font mauvais ménage, paraît-il, avec les aspirations artistiques, quelque modestes qu'elles soient, et je me vois donc dans l'impossibilité absolue d'ajouter un seul alinéa à cette biographie.

Toutefois, puisque vous êtes un travailleur, voulez-vous me permettre de vous entretenir quelques instants de ces intérieurs où l'homme d'étude est si heureux de passer le meilleur de sa vie, et où, plongé dans d'attrayantes recherches, il éprouve de si douces jouissances ?

*
* *

La première fois, Monsieur, que je suis entré dans votre cabinet de travail, j'ai eu, je l'avoue, une sensation exquise.

De nombreux corps de bibliothèque dont les vantaux étaient entr'ouverts, laissaient apercevoir de précieux volumes. Des rayons ployaient sous le faix de tomes étroitement serrés ; sur une vaste table de travail, les ouvrages consultés étaient empilés çà et là d'une façon très pittoresque, et près de la page blanche, un coin de maroquin armorié et couvert de délicats pointillés d'or formait une vive opposition.

Faut-il cependant, Monsieur, vous faire un amical reproche ; courbé sur votre table de travail, compulsant ces anciens ouvrages, vous paraissiez déjà blasé d'un heureux complément de cette installation délicieuse, et vous jetiez un regard négligent sur l'admirable pano-

rama que des fenêtres joyeusement entr'ouvertes forçaient pourtant à admirer.

Dans ces baies s'encadrait en effet une merveilleuse perspective comme la vallée de la Seine peut seule en offrir; c'est-à-dire, non pas les rochers terrifiants du Rhin, mais le calme développement de prairies parsemées de bouquets d'arbres, alternant avec de petites constructions, se traduisant au milieu des masses de verdure par des taches blanchâtres ou colorées. Le ruban d'argent moiré du fleuve était sillonné de navires; en avant, de grands toits miroitaient brillamment. Sur tout cela une abondante lumière se répandait, enveloppant même les arrière-plans. Et dans une pénombre exquisement estompée de tons bleuâtres, des coteaux se devinaient dans une transparence idéale.

*
* *

Il y a longtemps que la théorie de l'influence des milieux n'est plus discutable, et l'on semble comprendre mieux que jamais, de nos jours, combien une installation agréable prédispose au travail. Les agencements d'intérieurs dénotent souvent le goût et le genre d'études de ceux qui les habitent, avec la plus grande vérité. Cependant il n'y a jamais eu de règles sans exception. Tel était, par exemple, d'après certains auteurs, l'intérieur de M^me^ de Genlis : une grande salle basse, disent-ils; à droite : un chevalet; à gauche : une basse; plus loin : des violons; ici des flûtes et des archets suspendus en faisceaux; là : des dessins et des cartes

géographiques dans un touchant désordre; dans un coin : des habits; dans l'autre : des sphères et des télescopes. On pouvait prendre cet appartement, a dit Henri Havard qui en a reproduit la minutieuse description, pour une boutique de fripier, mais très difficilement pour le temple des Muses.

L'intérieur des poètes n'était pas non plus toujours brillant au siècle dernier, et celui de Crébillon, le tragique, n'était guère séduisant. Il est vrai que le croquis est signé Mercier... mais il est bien prestement enlevé, et doit être bien sincère.

J'allai, dit-il, voir le vieux Crébillon; il demeurait au Marais, rue des Douze-Portes. Je vis une chambre dont les murailles étaient nues; un grabat, deux tabourets, sept à huit fauteuils déchirés et délabrés composaient tout l'ameublement. Des chiens s'étaient emparés de tous les fauteuils et grognaient de concert, et ce ne fut que le fouet à la main que le maître de céans put, non sans peine, faire concéder un fauteuil à son visiteur. On ne fit taire les chiens que bien difficilement, dit Mercier, et la conversation put commencer.

Je laisse à penser comme une réception dans ce trop bruyant intérieur devait être agréable.

Avouons-le, personnellement surtout, nous eussions préféré être reçu dans le petit musée qui servait de cabinet de travail au poète d'*Émaux et Camées*. Une quantité de tableaux suspendus aux murailles formaient au moins un fond séduisant et quant aux sièges et aux poufs disséminés çà et là, s'ils étaient occupés, ce n'était point par une meute hurlante, mais par ces ani-

maux songeurs qui, sans bruit, font acte d'indépendance à tout instant, par ces jolis chats au poil soyeux et au regard étincelant dont le délicieux ronron berçait si doucement les rêveries du poète.

*
* *

Caractères de diplomates et caractères de savants ne se ressemblent guère. Intérieurs de diplomates et de savants ne se ressemblent pas davantage.

Jugez plutôt :

M. de Metternich a décrit lui-même son cabinet de travail : « Une grande chambre à trois fenêtres ; on y voit trois grands bureaux, car je change volontiers de place, disait-il, et je n'aime pas à être dérangé à ma table, quand je fais écrire quelqu'un dans mon cabinet. Cette pièce est pleine d'objets d'art, de tableaux, de bustes, de bronzes. On y voit quelques pendules astronomiques et des instruments de tous genres, car j'aime à consacrer aux sciences mes rares heures de loisir ; ce sont, il est vrai, des heures perdues pour les affaires, mais elles sont gagnées pour la vie. »

L'intérieur, malgré son luxe de bon aloi, conserve un caractère de tenue froide et correcte. Comparez-le avec l'intérieur d'un savant de profession : l'astronome Babinet.

Au centre du cabinet de travail, une vulgaire table de cuisine chargée de livres, de manuscrits et de cartes, est posée en diagonale ; pourquoi en diagonale, ne cherchons pas, il y a peut-être là un mystère d'orientation !

Pour atteindre d'une part la cheminée et de l'autre un grand tableau noir destiné aux démonstrations, on est forcé d'escalader et de franchir des barricades de dossiers. Été comme hiver, deux bûches décrivent dans le foyer un angle aigu dont les côtés débordent sur le parquet. La tablette de la cheminée est ornée — est-ce bien ornée qu'il faut dire? — d'une réduction de la Vénus de Médicis amputée d'une jambe. Le socle est formé d'un pot à tabac hors d'usage et la pauvre invalide est flanquée de coquetiers ébréchés remplissant le rôle d'encriers. Tout le reste est à l'avenant.

On pourrait rapprocher de cet étonnant intérieur celui du bibliophile Jacob dans lequel les piles de volumes montant indéfiniment surmontaient les meubles et les sièges, semblant avoir reçu pour mission de soutenir le plafond; mission dont elles s'acquittaient d'ailleurs fort mal, car de temps à autre de terribles éboulements se produisaient, et sur les cadavres amoncelés on édifiait de nouveaux supports, et au milieu de tout cela il n'était pas sans exemple, paraît-il, que Paul Lacroix ait pu *parfois* mettre la main sur le volume qui devait lui fournir le renseignement dont il avait besoin.

*
* *

Ah! ces intérieurs si pittoresques, qu'ils sont loin des luxueux cabinets d'amateur du siècle dernier. S'il faut en croire un curieux dessin du musée du Louvre, ces pièces étaient parfois d'une somptuosité dont nous ne nous faisons que difficilement une idée.

Depuis le sol jusqu'au plafond tout y était décoré, doré, couvert d'arabesques avec une profusion superbe. Les voussures du plafond, les embrasures des fenêtres étaient elles-mêmes formées de panneaux sculptés. Au-dessus des cheminées placées dans les angles, s'arrondissaient des niches abritant des statuettes ; çà et là, la corniche formant ressaut se terminait en cul-de-lampe, et des bouquets de fleurs épanouies s'échappaient de vases aux panses rebondies. Sur les murailles : les tableaux se pressaient, méthodiquement placés ; les toiles alternaient avec les dessins et les gravures ; des morceaux de sculpture, placés sur des gaines, ornaient les encoignures ; de place en place, des vitrines ou des tables avec panneaux de glaces inclinés donnaient asile à de petits objets de curiosité.

Cent ans auparavant on donnait encore, a dit Henri Havard, le nom d'*étude* à ces cabinets de travail, et cette étude, ou lieu de retraite par excellence, souvent ornée d'objets d'art, était presque toujours garnie de livres.

Au moyen âge, l'étude était, il est vrai, pour les princes moins un lieu de travail qu'une sorte de cabinet de curiosités, un petit musée, un *trésor*, où l'on accumulait les bijoux les plus précieux, les objets d'art les plus rares. Mais tout en conservant le caractère de trésor et de musée à ces dressoirs chargés « de pots de terre verdoyante » et « d'escuelles plates de verre cristallin » on ajouta bientôt des tablettes pour porter des manuscrits et des livres, et l'intérieur de bibliothèque apparaît.

*
* *

De nos jours, cette transformation de la bibliothèque en appartement de travail est devenue presque générale, chez quelques-uns même de nos contemporains les murs disparaissent sous les vitrines juxtaposées ; parfois même, lorsque la hauteur de l'appartement le permet, comme chez Francisque Sarcey, une galerie à balcon produisant l'illusion d'une petite bibliothèque publique donne accès à une deuxième rangée de vitrines.

Les murs garnis de volumes sont d'un aspect séduisant. La Bruyère pourtant n'était pas de cet avis.

« Je vais trouver quelqu'un, dit-il, qui me reçoit dans une maison où dès l'escalier je tombe en faiblesse d'une odeur de maroquin noir dont les livres sont tout couverts.

« Il a beau me crier aux oreilles, pour me ranimer, qu'ils sont dorés sur tranche, ornés de filets d'or et de la bonne édition, me nommer les meilleurs l'un après l'autre, dire que sa galerie est remplie, à quelques endroits près *qui sont peints* de manière qu'on les prend pour de vrai livres arrangés sur des tablettes et que l'œil s'y trompe...

« Il a beau ajouter qu'il ne lit que fort rarement, peut-être même jamais — pour ne pas fatiguer ses volumes — qu'il ne met pas le pied dans cette galerie, qu'il y viendra pour me faire plaisir ; je le remercie de sa complaisance et ne veux non plus que lui visiter ce qu'il appelle sa bibliothèque ; visiter *sa tannerie*. »

Sa tannerie ! Oh ! disciples de Trautz Bauzonnet, de

Lortic, de Derôme, de Cuzin, et de Marius Michel ! peut-on entendre de sang-froid proférer une pareille hérésie !

Est-ce cependant cette boutade qui a porté ses fruits ; depuis quelques années on cherche à varier fortement l'aspect des volumes reliés.

Mais cette mode nouvelle est encore renouvelée non pas des Grecs mais de l'excellent Alexis Monteil qui avait été déjà très agacé par ces longues piles de volumes à dos dorés difficiles à distinguer les uns des autres. « Eh bien ! disait-il, je crois avoir trouvé un genre de reliure qui, outre qu'elle variera l'aspect des rayons, facilitera pour la mémoire le souvenir de la place matérielle des livres. » Et sur ce, il fit peindre sur les trois volumes d'un recueil de mélanges une sorte de forteresse dominant un rocher et donnant une courte description de chaque volume ; *La première tour*, dit-il, c'est-à-dire le tome I^er^, renferme tels et tels mémoires.

Du reste, continue Monteil, il n'est pas absolument nécessaire que les peintures du dos aient rapport au contenu du livre ! On peut relier un ouvrage en plusieurs volumes, *sous la forme d'une maison se décomposant en fenêtres, une pour chaque volume.* Mon relieur, M. Isabeau, qui a déjà imaginé de placer la représentation d'une colonne sur le dos d'un livre, peut réunir ses colonnes *en tenant compte des entre colonnements* et peut donner à un ouvrage la forme d'un péristyle ou d'un temple antique (!) On peut aussi figurer des allées d'arbres (!) des meubles (!) et toutes sortes d'objets (!).

L'idée bizarre a été réalisée de nos jours, mais avec une délicate fantaisie et sur des satins chatoyants. Sur des cuirs japonais, aux dessins merveilleux, on a jeté des inscriptions dorées pittoresquement agencées. Parfois, sur le ton pâle des soies bleues ou roses, on a esquissé de fines aquarelles dont les blancs gouachés donnaient la sensation de brindilles de fleurs d'une exquise fraîcheur enguirlandant un titre poétique.

Ces volumes modernes posés à plat dans des vitrines ont ainsi animé d'une façon charmante ces bibliothèques peut-être un peu trop sombres et trop monotones jusque-là, et dans certains intérieurs ces taches claires, semées çà et là, servent de transition aux bibelots étincelants, aux Bouddhas dorés et aux curiosités de toutes sortes qui émaillent les murs et couvrent parfois le plafond.

*
* *

Car le plafond du cabinet de travail et même des autres appartements est encore une des grandes préoccupations de l'installation générale.

J. de Goncourt, après avoir dépeint, — comme il sait le faire, — son luxueux petit salon qui servit pourtant de poulailler pendant le siège de Paris, c'est-à-dire d'asile à une unique poulette blanche coquettement huppée et joliment cailloutée... que l'écrivain dut décapiter un jour cependant — avec un sabre japonais, soit dit en passant — mais qu'il ne put manger, tant elle était coriace (décidément le crime est toujours puni), J. de Goncourt après avoir décrit son salon et les merveilles

qu'il a su y réunir si artistiquement, déclare, que : faire une pièce dans sa maison, après la publication d'un livre et avec l'argent qu'il rapporte, était sa récréation et la récompense qu'il se décernait.

Bien souvent je me suis dit, s'écrie-t-il, que si je n'étais pas littérateur, si je n'avais pas mon pain sur la planche, la profession que j'aurais choisie, ça aurait été d'être un inventeur d'intérieur pour gens riches. J'aurais aimé, continuait-il en rêvant, qu'un banquier colossallement riche me laissât la bride sur le cou, et, me menant dans un palais dont les murs seuls eussent été construits : réalisez-moi, m'eut-il dit, une décoration. Et j'aurais imaginé, et j'aurais commandé, et j'aurais rassorti des meubles et des étoffes; j'aurais découvert chez les marchands de vieux des merveilles exquises et j'aurais demandé aux jeunes artistes des compositions nouvelles, prime-sautières, audacieuses, et j'aurais fait merveille.

Faire merveille c'est bientôt dit, mais les clients eussent été bien difficiles à rencontrer et peut-être fort mécontents de tout ce que leur aurait trouvé l'auteur de la *Maison d'un artiste*, ils ne l'eussent souvent récompensé que par des sourires de gens médiocrement satisfaits.

Du coup, sans hésiter, dit de Goncourt, j'ai risqué dans mon intérieur les boiseries, les portes et les corniches en noir et les tentures d'Andrinople partout jusqu'au plafond, ne pouvant il est vrai atteindre à cette pourpre profonde de l'Hôtel de Païva qui coûtait des sommes folles.

Mais, rien que les boiseries noires, sans parler des plafonds rouges déjà fort effrayants, eussent éloigné bien des clients. Le rouge mat et le noir brillant ne sont pas du goût de tout le monde, et sans parler de l'ouvrier peintre qui a dû hausser les épaules quand on lui a donné des ordres, sans compter la brave dame, qui se pique de bon goût, et qui a dû sourire quand elle a su que l'on avait massacré de si beaux lambris jadis absolument blancs, bien des gens restent encore insensibles à ce principe : qu'il n'y a d'appartements harmonieux, que ceux où les objets mobiliers se détachent du contraste et de l'opposition de deux tonalités largement dominantes.

*
* *

Les écrivains cherchent avant tout à réaliser un intérieur calme et bien pondéré ; c'est là leur rêve. Ils aiment à grouper autour d'eux d'une façon heureuse les œuvres d'art qui animent les panneaux, ou les statuettes qui interrompent de place en place les travées de la bibliothèque dont les rayons nombreux supportent les auteurs préférés ou les volumes documentaires. Et cet intérieur trouvé, le travailleur aime à se recueillir au milieu de ce décor immuable qui ne lui donne que de calmes impressions.

Cette immobilité toutefois n'est pas du goût de tout le monde, et c'est même une des particularités du cabinet de travail d'Alexandre Dumas.

L'auteur de tant de comédies qui signe encore pieusement Alexandre Dumas *fils*, aime assez à renouveler

l'aspect de son cabinet de travail, possédant assez d'œuvres d'art pour pouvoir changer les toiles précieuses qui doivent arrêter son regard. C'est tantôt un coucher de soleil qu'il a devant lui, avec ses rougeoiments de forges, tantôt une claire matinée de Corot. Des armures de Vollon alternent quelquefois avec des études de Baudry.

Toutefois, si certains tableaux changent, il est des œuvres d'art inamovibles, telles que le portrait du maître par Meissonnier, une reproduction du Persée de Benvenuto et une copie — copie unique — de la fameuse tête de jeune fille en cire, qui est la perle du musée de Lille.

L'original de cette tête troublante et énigmatique, l'original de ce buste jadis attribué à Raphaël, joli au-dessus de l'idéal, est d'un beau ton ambré, légèrement rehaussé de vieilles couleurs passées et d'ors assourdis, et se détache merveilleusement, au musée Wicar, sur un fond de vitrine sombre, et la niche de mosaïque dorée et les socles de velours en font valoir la préciosité.

C'est aussi dans une vitrine que Dumas a placé cette tête divine copiée par Cros avec une patience de Chinois doublée de l'intelligence d'un grand artiste. « Elle est le grand tout dans un petit volume, disait d'elle, un jour, Dumas, car sa forme donne l'image de la vie et la matière dont elle est faite donne la sensation de la mort. Ce que nous avons écrit ensemble depuis quelques années est prodigieux ».

Et après ces objets d'art ce sont les documents d'étude que Dumas entasse autour de lui, sur des sièges, par terre,

sous son bureau ; les dictionnaires de Littré, de Trévoux, de Lafage, de Vapereau, de Robin, et le petit dictionnaire des termes techniques de Souviron, qui « contient quinze mille mots que personne ne sait et que Théophile Gautier savait ».

Quant à la table de travail encombrée aussi de bibelots, elle est chargée de papiers de tous les formats, papiers blancs et bleus que je répands à profusion à portée de la main, a dit l'auteur du *Demi-Monde*, pour me donner l'envie de travailler, car je ne trouve rien de plus appétissant pour un écrivain, que le beau papier. C'est la soucoupe pleine de lait des petits chats : c'est irrésistible.

*
* *

Ces intérieurs si séduisants ont pourtant encore été dépassés par les merveilleuses salles agencées à Guernesey par Victor Hugo. Dès le vestibule une disposition spéciale arrêtait le regard ; on se trouvait devant une sorte d'édifice dont la frise en bas-relief et dorée figurait les principaux sujets de *Notre-Dame de Paris*. Ce frontispice c'étaient les portraits de la famille romanesque créée par le poète, souhaitant la bienvenue et, dès le seuil, éclairé pas une lumière adoucie filtrant à travers les carreaux de verre brut aux bosselages rugueux, on se trouvait perdu dans un clair obscur que Rembrandt eut aimé.

Dans ce demi-jour, une porte monumentale avec cartouches chargés d'inscriptions se découpait en silhouette

et les salons se succédaient tous étrangement meublés et d'une couleur superbe.

Place Royale : les salons ornés de draperies, les divans surmontés de dais, les cheminées chargées de vases gigantesques touchant presque au plafond, étaient nombreux. Le salon de l'avenue Victor-Hugo n'était pas moins décoratif; avec sa grande glace oblongue, ses cheminées drapées, ses lustres étranges. Et séparant les sièges, sur des socles entourés d'orfrois, des brule-parfums en forme d'éléphants chargés de tours, spécimens amusants de cet art d'Extrême-Orient, qui a su parfois faire mieux encore : tels ces bronzes si rares où des figures accroupies sur des animaux bouddhiques voient, comme dans ces compositions à cire perdue de To-ôun, des dragons aux griffes terribles et rayonnants de dards, se contourner en spirale, s'échappant d'une étroite coupe de métal.

Mais, suspendus aux murailles de ces intérieurs, ce qui les caractérisait tout spécialement, c'étaient ces immenses dessins du Maître, d'une si étrange saveur. Dessins ! est-ce bien le nom que l'on peut donner à ces sépias gigantesques, à ces lavis grattés, repris au pinceau, éraillés encore, puis lavés de nouveau à grande eau, effacés derechef pour obtenir des lumières et dont les oppositions de ton d'une audace vertigineuse grandissaient encore des silhouettes fantastiques d'un aspect effrayant. Presque tous étaient encadrés de larges bordures de sapin, sur lesquelles s'enlaçaient des fleurettes étranges et s'épanouissaient des papillons invraisemblables.

On retrouve encore dans le charmant cabinet de travail de Paul Meurice quelques-uns de ces dessins superbes du Maître. Châteaux de Silva, aux tourelles audacieuses; phares ballottés par les lames en furie, projetant dans le vide des balcons étranges, occupent tout un panneau de ce délicieux intérieur.

Ailleurs, les cuirs de Cordoue aux rinceaux dorés, servent de fond coloré à des grisailles de Baudry, à des esquisses de Corot ou à des croquis de Delacroix. De lourds lambrequins aux riches broderies projettent, çà et là, de grandes lignes d'ombre et, par les portes entr'ouvertes, la lumière tamisée par des panneaux de vieux vitraux savamment agencés, évoque le souvenir des demeures du grand poète.

*
* *

Mais hâtons-nous de fuir ces intérieurs splendides; sauvons-nous rapidement, Monsieur, tâchons même de ne pas faire arrêt dans les escaliers qui conduisent à ces appartements, nous ne pourrions parfois nous en arracher.

N'est-ce pas chez de Goncourt encore que la cage de l'escalier a été encapuchonnée d'une grosse toile maïs à bordure d'imitation persane. L'écrivain a eu ensuite bien soin de remplacer la pomme de cristal du départ, dont son prédécesseur était, paraît-il, très fier, par une grue en bronze au redressement inquiet et colère de la tête, ce qui est sans nul doute d'un effet bien autrement joli. De Goncourt trouve avec raison que l'escalier dans

un logis se prête admirablement à la galerie. Les objets qui y sont accrochés, dit-il, on les regarde mieux que partout ailleurs; il y a des jours où, quand vous êtes seul dans la montée ou la descente des marches, des repos paresseux, des accoudements sur la rampe donnent tout votre regard à telle sanguine, à telle porcelaine à laquelle vous ne feriez pas attention, si elle était perpétuellement sous vos yeux.

Ce qui contribue surtout au charme des escaliers ainsi décorés, c'est ce changement d'éclairage qui, à chaque palier, presque à chaque marche, projette sur les objets ou sur les tableaux des lueurs mouvantes qui viennent accentuer les reliefs ou font vibrer de fines tonalités que la pénombre rend plus délicates encore. Tout le monde ne peut pas, comme l'auteur de la *Maison d'un artiste*, accumuler dans un simple escalier ces anciennes pièces de Sazuma, d'Owari ou de Kutani, que l'on paye maintenant au poids de l'or et que par un surcroît de luxe il a pris soin de séparer par ces panneaux décoratifs en bois veiné, incrustés d'ivoire ou de jade, précieux spécimens de l'habileté de sertissage des grands orfèvres coloristes de l'Extrême-Orient.

A défaut de ces merveilles, d'autres ont cherché à animer les vastes surfaces des vieux escaliers. Les uns y ont suspendu avec symétrie de vieux tableaux aux teintes enfumées, aux bordures dont l'or a pris ce ton chaud et roux qui accentue encore les délicatesses de la sculpture.

D'autres y ont disposé quelques-unes de ces grandes cartes des siècles derniers, dans l'angle desquelles de

grandes vignettes librement gravées réunissent en des cartouches superbes, des armoiries et des emblèmes entourés d'élégantes figures allégoriques.

D'autres enfin, il faut bien l'avouer, atteints de *modernisme*, n'ont pas hésité à y placer, encadrées de larges marges d'andrinople, quelques-unes de ces grandes estampes murales, dessinées aujourd'hui par tant de maîtres, Jules Chéret en tête, et dont les colorations et les jolies figures sont une véritable joie des yeux.

*
* *

Vous le voyez, Monsieur, je me suis attardé plus que de raison. Mais il est vraiment temps de terminer.

Aussi bien cependant, puisque j'ai parlé d'intérieurs, un dernier mot encore.

Vous venez de prendre place parmi nous et j'espère que souvent vous voudrez bien, à cette même table de lecture, nous donner communication de vos intéressants travaux. Pendant cette trop longue réponse à votre curieuse monographie, vous aurez sans nul doute jeté plus d'un regard autour de vous.

Eh bien, notre intérieur, si modeste qu'il soit, n'est-il pas cependant bien typique.

Ces portraits des grands hommes de notre cité ; ces portraits des deux Corneille et de Fontenelle ; cet épisode touchant du grand tragique accueilli par le grand Condé, dû au pinceau d'un ancien collègue ; cette image fidèle de Boïeldieu, par un des meilleurs élèves de Prud'hon ; ces dessins exquis, et ces estampes mo-

dernes, mélangés familièrement, ne forment-ils pas le décor qui convient pour des assemblées comme la nôtre ?

Vous voyez réunis intimement : les anciens et les modernes, les illustres et les humbles ; cela est bien l'image de l'Académie, car les liens de la plus cordiale sympathie ont toujours uni tous ses membres sur le terrain des Sciences, des Lettres et des Arts.

Et vous allez pouvoir en juger par vous-même, Monsieur, maintenant surtout que l'Académie a pu enfin triompher de votre modestie et qu'elle va avoir le plaisir de vous voir à chaque séance prendre place au milieu de nous.



VERRES CHRÉTIENS

DES PREMIERS SIÈCLES

CONSERVÉS DANS UNE COLLECTION ROUENNAISE

Par M. Paul ALLARD

Depuis vingt ans environ, de nombreux vases ou plats en verre, que décorent des sujets chrétiens, non plus découpés dans une feuille d'or, comme on en a tant recueilli dans les catacombes romaines, mais gravés au trait, ont été découverts en différents lieux. Il serait trop long d'en donner ici le catalogue : rappelons seulement une tasse de verre, au fond de laquelle est dessiné le sacrifice d'Abraham, trouvée à Trèves en 1873 (1); la coupe de verre découverte à la même époque à Podgoritza, en Albanie, sur laquelle sont gravés au trait la plupart des sujets du cycle biblique des catacombes, et au centre le sacrifice d'Abraham (2) : elle a fait

(1) *Bullettino di archeologia cristiana*, 1873, p. 140-147.

(2) *Ibid.*, 1874, p. 152 et pl. XI.

partie de la collection Basilewski, et on a pu la voir à l'exposition universelle de 1878 ; un fragment de tasse trouvé à Rome en 1876, dans le voisinage des thermes de Dioclétien, et représentant une scène baptismale (1) ; un fragment de verre à boire, orné d'images de saints, trouvé également à Rome, près de Sainte-Marie in Cosmedin, en 1878 (2) ; un autre verre à boire représentant Moïse frappant le rocher et le sacrifice d'Abraham, découvert à Strasbourg en 1880 (3) ; une coupe portant au fond le monogramme du Christ, et tout autour des sujets bibliques, provenant d'une nécropole gallo-romaine du département de l'Aisne, en 1884 (4), et appartenant aujourd'hui au musée du Louvre ; un fragment de vase de forme cylindrique, représentant Daniel dans la fosse aux lions et le sacrifice d'Abraham, découvert dans la même année 1884, à Rome, sur l'Esquilin (5) ; une coupe découverte en Sicile, en 1887, et représentant la résurrection de Lazare (6) ; une coupe sur

(1) *Ibid.*, 1876, p. 7-15, 37-50, et pl. I, VII, VIII.

(2) *Ibid.*, 1878, p. 143 et pl. X.

(3) Heusert, art. *Glasgefasse*, dans Kraus, *Real-Encyklopädie der christlichen Alterthümer*, t. I, p. 621, fig. 226.

(4) Pilloy, *Études sur d'anciens lieux de sépulture dans l'Aisne*, Saint-Quentin, 1886, t. I, p. 200 et suiv. ; *Gazette archéologique*, 1884, p. 224 et suiv., pl. XXXII, XXXIII.

(5) *Bullettino di arch. crist.*, 1884-1886, p. 86-94 et pl. V, VI ; *Bullettino dell commissione archeologica comunale di Roma*, 1885, p. 54-62 et pl. VII, VIII.

(6) *Mélanges de l'École française de Rome*, 1888, p. 213 et suiv. ; *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions*, 1888, p. 116 et suiv. ; *Bull. di arch. crist.*, 1888-1889, p. 77.

laquelle le même sujet est figuré, trouvée à Vermand (Aisne) par M. J. Pilloy (1).

Ainsi qu'on a pu le remarquer, le sacrifice d'Abraham, symbole de l'immolation de Jésus-Christ, est un des sujets les plus fréquents. Quelquefois il paraît seul, comme dans la coupe trouvée en 1873 à Trèves. Je traduis la description donnée de cette dernière par M. de Rossi :

« Autour des bords du vase est gravée en belles lettres l'acclamation VIVAS IN DEO, suivie d'un Z renversé. Cette lettre peut être l'initiale du mot grec ZHCAIC (puisses-tu vivre !), souvent reproduit dans les inscriptions latines des vases destinés aux festins. Le fond de la tasse est occupé par la représentation du sacrifice d'Abraham. Sur la montagne, devant la porte et la façade d'un temple, qui paraît circulaire, est érigé un autel carré de forme romaine, où brûlent des flammes. Abraham, debout à la droite de l'autel, vêtu d'une courte tunique et d'une chlamyde, tire son glaive ; Isaac, à gauche, portant seulement une chlamyde autour des épaules, se tient debout aussi, les mains liées derrière le dos. Le bélier est aux pieds d'Abraham, près d'un des arbustes qui occupent le fond de la scène : le bras divin, qui arrête le coup, sort tout entier des nuages. La facture est grossière, probablement du quatrième siècle ou du commencement du cinquième, quand l'acclamation VIVAS IN DEO était fréquemment

(1) Citée par M. Vaillant, *Épigraphie de la Morinie*, 1890, p. 220-221.

gravée sur les ustensiles. La forme du vêtement d'Abraham, qui sur les autres monuments porte habituellement un pallium et une tunique longue, la singularité du temple devant lequel est dressé l'autel, et d'autres notes caractéristiques, montrent que cette tasse n'appartient pas à la fabrication des verres romains : la manière dont est représentée la scène biblique n'est pas imitée de celle qui prévalait à Rome et en Italie. L'objet, à mon avis, est de fabrication indigène (1). »

J'ai voulu traduire intégralement cette description, car elle est la meilleure préface à ce que j'ai à dire. Elle rappelle, en effet, par beaucoup de ses détails un vase de verre que j'ai étudié à Rouen, en 1888, dans la riche collection de M. Bellon, où tant de précieux morceaux d'art gallo-romain, trouvés dans le nord de la France, ont pris place depuis quelques années à côté des plus beaux spécimens de la verrerie antique et des créations les plus délicates de la coroplastie grecque. Le vase dont je parle provient de fouilles faites en 1888 dans une antique nécropole de Boulogne-sur-Mer (Gesoriacum), explorée à plusieurs reprises, à la fin du dix-septième siècle, puis de 1867 à 1872, enfin en 1888. De ce champ de repos a été tirée la plus grande partie des inscriptions sur pierre, métal, verre et terre cuite qu'un érudit boulonnais, M. Vaillant, vient de publier en un recueil intitulé : *Epigraphie de la Morinie* (2), où le verre de la collection Bellon figure en place d'honneur.

(1) *Bull. di arch. crist.*, 1873, p. 141-142.

(2) Boulogne-sur-Mer, 1890, grand in-8 de 262 pages, avec figures.

C'est une coupe de 19 centimètres de diamètre, parfaitement intacte, gravée en creux au moyen de hachures assez lourdes et baveuses. Au centre est un autel carré. A gauche se tient Abraham : il est représenté jeune, vêtu d'une courte tunique attachée sur l'épaule gauche par une fibule, et laissant à nu le bras droit et une partie de la poitrine. La main droite tient un couteau ; le bras gauche est étendu dans la direction de l'autel. A gauche d'Abraham paraît le bélier, qui le regarde en tournant la tête. De l'autre côté de l'autel, à droite, est Isaac, adulte, entièrement nu, la tête inclinée vers la gauche, les mains liées derrière le dos. Au-dessus d'Abraham la main divine sort d'un nuage. Sous cette scène est un grand monogramme du Christ, de forme constantinienne, accosté du soleil à gauche, de la lune et de dix étoiles à droite. L'inscription suivante fait le tour de la coupe, en très belles lettres : VIVAS IN ETERNO Z. *In eterno* est peut-être mis pour *in eternum ;* mais il me paraît plus probable que ces deux mots doivent se traduire littéralement : « Puisses-tu vivre dans l'Éternel ! », formule analogue à celles qui se lisent si souvent sur les antiques tombes chrétiennes : *Vivas in Deo ! in Bono* (1)! Le Z qui suit le mot *eterno* sur cette coupe, et le mot *Deo* sur la coupe de Trèves, doit probablement, ici et là, s'interpréter comme l'initiale du mot ZHCAIC, « puisses-tu vivre ! »

Il n'est pas besoin d'insister sur la ressemblance des deux vases. Bien que je n'aie pas vu celui de Trèves, je

(1) Sur cette dernière expression, voir Northcote, *Epitaphs of the catacombs*, Londres, 1878, p. 88-89.

suis très porté à le croire d'un style analogue à la coupe de Boulogne. Faut-il conclure de là que l'une et l'autre coupe soient de même provenance et sortent également du très actif centre de fabrication que l'on sait avoir existé sur les bords du Rhin (1)? Cela est possible, comme il est possible aussi que les verres trouvés dans le nord de la France soient sortis de fabriques locales, situées dans la région occupée actuellement par l'Aisne et le Pas-de-Calais. M. de Rossi, à qui j'avais communiqué des renseignements sur la coupe de Boulogne, accompagnés d'une photographie, a bien voulu me répondre, le 19 décembre 1888 : « Vous avez très à propos comparé cette coupe avec celle de Trèves. Tous mes raisonnements au sujet de cette dernière s'appliquent à l'autre pour prouver qu'elle n'est pas de type romain. Doit-on croire que les verreries du Rhin ont eu des succursales ou des fabriques leur faisant concurrence sur les bords de l'Océan ? La réponse, nous l'attendons des archéologues français. » Cette réponse, ce n'est pas moi qui aurai la présomption de la donner. Cependant on pourrait, pour croire à une fabrication française plutôt que rhénane, s'appuyer sur certaines similitudes entre la coupe de Boulogne et celle qui fut trouvée en 1884 à Homblières, dans l'Aisne : l'une et l'autre sont ornées, celle-ci au centre, celle-là sur le bord, d'un grand monogramme du Christ, et les étoiles à huit rais qui l'accompagnent sur la coupe d'Homblières

(1) Voir de Rossi, *Bullettino di arch. crist.*, 1873, p. 140-147; 1875, p. 141; *Roma sotterranea*, t. III, p. 603. Cf. ma *Rome souterraine*, p. 623.

sont semblables aux étoiles de la coupe de Boulogne. Ajoutons qu'en ce dernier lieu les trouvailles de verrerie ont été si nombreuses, qu'on serait tenté d'en attribuer la fréquence au voisinage d'un centre de l'industrie verrière plutôt qu'à une importation lointaine. Dans la seule collection Bellon, nous voyons, provenant de la nécropole boulonnaise, plusieurs vases d'assez grande dimension, et fort ornés; sur quelques-uns courent en relief des bandelettes de couleur : l'un est formé de deux têtes accolées. Une sorte de bouteille de verre blanc, à panse ronde et à goulot étroit, offre en relief cette inscription peut-être chrétienne : SENNIVS ANIMVLA DVLCES (1). D'autres coupes de verre ont été découvertes dans le cimetière de Boulogne : l'une, ornée de personnages mythologiques; l'autre, décorée seulement de palmes et de petites croix. Sur ces deux coupes se lisent des inscriptions semblables à celles qu'on rencontre sur un grand nombre de vases à boire, tant païens que chrétiens : PIE (bois; le mot grec est écrit en caractères latins); VTERE FELIX (sers-t'en heureusement); mais l'un et l'autre souhait est suivi de la lettre Z, initiale de ZHCAIC (puisses-tu vivre!) ou de ZHCEC (tu vivras). On pourrait voir dans cet emploi accoutumé du Z pour terminer les formules de souhaits l'indice d'une habitude locale. Le raisonnement, cependant, serait loin d'être rigoureux, car le Z se rencontre également sur la coupe de Trèves, de fabrication certai-

(1) Cf. ANIMA DVLCIS, dans les inscriptions des catacombes romaines. Northcote, *Epitaphs of the catacombs*, p. 107, 121, 175; ANIMA MELLITA, *ibid.*, p. 175.

nement rhénane. Je laisse donc ce petit problème comme il a été posé, c'est-à-dire attendant encore une solution.

Mais ce qui ressort avec évidence de la découverte de la coupe représentant le sacrifice d'Abraham, dans une tombe où se trouvait également une monnaie de bronze ayant au revers le monogramme du Christ, de forme constantinienne, c'est la preuve de l'existence de chrétiens à Boulogne pendant le quatrième siècle. Cette constatation n'est pas sans intérêt, car, si je ne me trompe, on n'avait pas encore rencontré d'inscriptions chrétiennes dans cette partie de la France. Au moins n'en est-il pas d'indiquée sur la carte où M. Edmond Le Blant, à la fin du dernier volume de son grand recueil épigraphique, a noté les localités de la France où se rencontrèrent des marbres ou des objets chrétiens. Il est certain, du reste, que la Gaule Belgique, dont faisait partie Boulogne, avait été évangélisée dès le troisième siècle, car de nombreux martyrs paraissent avoir été immolés dans cette province, sous le règne de Maximien Hercule, vers 286 ou 287 (1). Ajoutons que Constance Chlore, qui, sans être chrétien lui-même, se montra toujours favorable à l'Église et aimait à s'entourer d'officiers chrétiens (2), fit plusieurs séjours à Boulogne, l'un en 292, pour attaquer les troupes de l'usurpateur Carausius, l'autre en 306, au moment de s'embarquer pour la Bretagne.

(1) Voir mon livre sur *La Persécution de Dioclétien et le triomphe de l'Église*, t. I, p. 28.

(2) *Ibid.*, p. 182.

La coupe de Boulogne n'est pas le seul verre chrétien que renferme la collection Bellon. J'y ai rencontré un autre fragment, de provenance malheureusement inconnue, qui mérite une rapide description.

M. de Rossi a publié, en 1878, un morceau de verre, bombé, provenant d'un gobelet de forme ronde (1). Il avait été trouvé à Rome, en creusant les fondations d'une maison, près de Santa Maria in Cosmedin, et a été donné au musée chrétien de la Bibliothèque vaticane. Plusieurs personnages en pied sont dessinés autour de ce verre : deux seulement, plus les pieds et le bord de la robe d'un troisième, subsistent encore. L'un d'eux, barbu, drapé dans un pallium, et la main étendue, est désigné par le nom mutilé P E *(trus?)*; près de l'autre, représenté avec le même geste, mais tournant le dos au premier, se lit... INVS *(Linus* ou *Marcellinus)*. Ces figures sont gravées en creux : les creux semblent avoir gardé la trace d'une matière colorante autre que la terre.

Le fragment dont j'ai à parler, de forme également bombée, appartient à un vase semblable. Un seul personnage y est visible, et seulement jusqu'à mi corps, à cause de la fracture du verre. Comme ceux du gobelet romain, il se présente de profil, vêtu d'un pallium sur sa tunique, et a la main droite levée avec le geste de l'orateur : il est chevelu et barbu. De chaque côté de sa tête sont écrites trois lettres de son nom, PAV LVS. Il n'est pas douteux que le graveur ait voulu

(1) *Bullettino di archeologia cristiana*, 1878, pl. X.

représenter ici l'apôtre saint Paul, et vraisemblablement saint Pierre paraissait dans l'autre partie du vase, brisée et perdue. Mais tandis que la bordure du verre romain, au-dessus des personnages, est purement décorative, composée de losanges entrelacés, sur le verre de la collection rouennaise elle porte une inscription votive : VIVAS CUN OM *(nibus tuis)*, analogue à celles qui se lisent sur un grand nombre de ces verres dorés, de technique toute différente, qui ont été trouvés dans les Catacombes. Cette inscription montre que ce verre était un pieux cadeau.

J'ajoute que dans les lignes dessinées sur ce fragment, peut-être trop bien nettoyé, je n'ai point vu trace de couleur ou d'émail.

Le catalogue des verres ornés de figures chrétiennes gravées à la pointe est encore trop peu considérable pour que j'aie à m'excuser d'avoir voulu l'enrichir d'un exemple de plus. « La rareté et l'importance de cette classe de verres chrétiens », comme dit M. de Rossi (1), donnent du prix aux plus minces fragments.

(1) *Bull. di arch. crist.*, 1878, p. 147.

NOTICE

SUR LE

PALAIS DE L'ARCHEVÊCHÉ DE ROUEN

Par Ch. de BEAUREPAIRE

Avant 1789, on considérait comme appartenant au Chapitre la cathédrale en son entier, avec le terrain qui y est contigu du côté du midi, l'*aître* ou parvis et la cour d'Albane, jusques et y compris la cour et le portail des Libraires. C'était à partir de cette dernière limite que s'étendait le domaine de l'archevêché, entre les rues de Saint-Romain (1), des Barbiers et des Bonnetiers (2). En 1302, l'archevêque Guillaume de Flavacourt

(1) Cette rue fut souvent désignée sous le nom de rue de la Cour d'église.

(2) Aveu du cardinal d'Amboise : « Du Roy notre sire tient et advoue tenir par une seule féaulté Georges, cardinal d'Amboise, arcevesque de Rouen, le pallays et manoir archiépiscopal dudit archeveschié, joignant et près de l'église N. D. de Rouen, avec toutes les maisons contiguës et adhérens d'icelluy, lequel manoir archiépiscopal est de la fondation et

s'était dessaisi d'une portion de ce terrain pour la construction de la chapelle absidale de la Sainte-Vierge, à charge aux chanoines « de faire bâtir (à leurs frais) la grande porte de l'archevêché qui est à la ruë des Bonnetiers, avec l'édifice de dessus pour servir d'archive ou trésor des chartes (1). »

Dès 1280, afin de procurer au public une entrée convenable dans la cathédrale du côté du septentrion, le même prélat avait abandonné un *tènement* de maisons compris, d'une part, entre le pavé de Saint-Romain et l'église ; d'autre part, entre le mur du manoir archiépiscopal et la maison commune du Chapitre. Il est permis de conjecturer qu'à l'époque où les chanoines vivaient en communauté, l'habitation spécialement affectée à l'archevêque était très rapprochée de leur cloître. Ce ne fut, sans doute, que plus tard qu'elle en fut éloignée, afin de lui procurer plus d'air et de lumière et de la montrer sous un aspect plus agréable.

Dans ce qui constituait le manoir archiépiscopal, il y a lieu de distinguer l'officialité ou cour d'église avec son prétoire, ses prisons et sa chapelle ; — la chapelle de l'archevêché ; — le palais et ses pavillons ; — le jardin, son mur d'enceinte et son grand portail.

L'officialité fut d'abord au bout de la rue Saint-Romain, en face des maisons de la *Coupe* et de la *Tuile*. Elle était encore là en 1438 (2). Plus tard, vraisembla-

dotacion anciens dudit archeveschié, et le tient en haulte justice, moïenne et basse, » 1501. Arch. de la S.-Inf., G. 1140.

(1) Pommeraye, *Histoire de la cathédrale de Rouen*, p. 22.

(2) Hôtel de la *Tuile* devant la cour d'Eglise, 1350, 1391, 1410, 1438. Cet hôtel de la *Tuile* avait issue sur la rue aux Prêtresses.

blement sous le cardinal d'Estouteville, elle fut transférée à l'autre bout du palais, sur la même rue Saint-Romain; elle y resta jusqu'à la fin du XVI^e^ siècle. « L'official, dit Farin (t. 1^er^, p. 377), tenoit autres fois sa jurisdiction dans cette grande place vüide qu'on void entre le palais archiépiscopal et les prisons où il y avoit deux grandes portes qui donnoient sur la ruë et qu'on void encore ; mais la sale estant tombée en ruine, on a transmis cette jurisdiction au lieu où elle est maintenant, qui est une chapelle qui dépend de l'archevesché et qui se nommoit autres fois la chappelle des ordres, d'autant qu'on avoit coutume de les conférer en ce lieu (1). »

Malgré ce dernier changement, la conciergerie de l'officialité continua d'occuper cet épais et sombre bâtiment qui borde la cour des Libraires, et dont un mémoire manuscrit de M. Le Gendre, archiviste du département, attribue la construction au premier des cardinaux d'Amboise. Vers le milieu de cet édifice, qui doit être bientôt restauré, existait, en 1659, une grande grille de fer qui y procurait une entrée du côté de cette cour.

Les dimensions de ce bâtiment donnent une idée de l'importance de la juridiction dont il dépendait, importance suffisamment attestée d'ailleurs par le nombre des notaires apostoliques (2) ; par celui des prison-

(1) Voir aussi Pommeraye, *Histoire de l'église cathédrale*, p. 148.

(2) « Sièges où siéent les notaires de la cour, sur une longueur de 80 pieds. » Compte de l'archevêché, 1411-1413 (G. 25). Voir ma *Notice sur P. Cochon*.

niers (1) et aussi par la quantité de cire et de parchemin qui se dépensait à la cour d'église (2). Comme j'ai traité ailleurs (3) des prisons de l'officialité, je me bornerai ici à quelques citations complémentaires.

« A Jehan Soudain, paintre, par le commandement de Mons^r le vicaire, payé 16 écus d'or et demi, équivalant à 26 l. 9 s., pour avoir fait une *Majesté* grande en la cour où l'on plaide, sur la chaire au juge, ainsi qu'il peut apparoir, et avecques ce, aux deux costés, les armes de Mgr. — Aux serviteurs du dit Soudain, pour leur vin, 3 s. 6 d. » 1475-1476 (G. 71).

Cette même année, Michault Le Bourbonnois, maître maçon, travaille à une partie de la prison d'église, appelée *Mathefelon* (4).

En 1462, 4 prisonniers sont délivrés à l'entrée de M. de Charolais, connu plus tard sous le nom de Charles le Téméraire (G. 59).

En 1471, lorsque le prince de Galles vint à Rouen, il demanda et obtint la grâce de tous les prisonniers (G. 68).

En 1536, à la nouvelle de la prochaine entrée de la

(1) 32 prisonniers, 1455-1456 ; 36, 1458-1459 ; 69, 1459-1460. (G. 55, 56, 57).

(2) Peau de l'écriture des notaires au profit de l'archevêque, 468 l. 29 s., 1466-1467 (G. 64). Cire du scel de la cour, au profit de l'archevêque, 58 l., 1462-1463 (G. 60). Cire verte et blanche au profit de l'archevêque, 70 l., 1466-1467 (G. 64).

(3) *Recherches sur les anciennes prisons de Rouen*, dans le *Précis de l'Académie de Rouen*, 1860-1861.

(4) *Mathefelon*, mot caractéristique : prison rigoureuse, vraisemblablement un cachot pour mettre les criminels à la raison.

reine d'Ecosse, qui eut lieu le lundi 19 mars, un certain nombre de personnes vinrent se joindre aux prisonniers afin de participer à leur grâce et d'échapper de la sorte aux poursuites qu'elles redoutaient (G. 4960).

Parmi les prisonniers signalés dans un compte de 1540, on remarque un nommé Jacques Amyot, qui avait été incarcéré le 27 décembre 1539, comme soupçonné d'hérésie et qui fut envoyé au bailliage, le 24 février suivant, avec Nicolas Moüard, Odo Canu, Silvestre Mignon, Jacques L'Hermite. On sait que le célèbre traducteur des œuvres de Plutarque, qui fut évêque d'Auxerre, avait été, dans sa jeunesse, arrêté et emprisonné pour soupçon d'hérésie. Comme ses biographies ne font point connaître avec précision l'époque ni le lieu de sa détention, j'ai cru bon d'indiquer ce passage du compte de 1540, mais sans en rien conclure, l'homonymie, surtout lorsqu'on se trouve en présence de noms aussi communs, étant une cause perpétuelle d'erreurs.

Notons encore que, dans le cours des deux derniers siècles, il arriva souvent que des particuliers se constituèrent volontairement prisonniers à la cour d'église, dans l'espoir d'être délivrés par le privilège de Saint Romain (1).

(1) 4 mai 1763. 2 particuliers, de Carnac en Bretagne, se présentent au concierge de la cour d'église et se constituent prisonniers, comme aspirants au privilège de saint Romain (G. 4970.) Voir aussi G. 3511.

25 octobre 1636. Prière à M. Acarie, official, de faire mettre prisonniers aux prisons de l'officialité les prestres vagabons qui sont dans l'église. (Registres capitulaires.)

Le 16 avril 1625, le Chapitre prend une délibération contre le concierge de la cour d'église qui s'était approprié un cachot près de la chapelle Saint-Sever. Il est décidé qu'on fera faire une muraille entre ce cachot et la conciergerie.

24 octobre 1631. « Un certain chapiteau, lequel estoit sur une image de pierre dans le portail des Libraires, du côté de la prison de la cour ecclésiastique, estoit tombé le jour d'hier dessus une petite boutique dans ledit portail, ce qui estoit arrivé en partie par la faute du concierge qui laisse monter les prisonniers dessus une terrasse proche de ladite ruine, lesquels ont esté veus esbranler ledit chapiteau, se pourmenant à un petit jardin qu'ils ont fait dessus une voulte qui se desmolit journellement à cause des eaux qui croupissent dessus icelle. On parlera à l'archevesque afin qu'il fasse enlever 3 ou 4 bellenées de terre qui sont sur ladite voulte. » Il s'agit là évidemment du portail des Libraires, sur la rue Saint-Romain. — 13 septembre 1657, délibération contre les chapelains qui allaient boire à la conciergerie de l'officialité, où l'on vendait du vin publiquement.

A l'officialité était installé le siège des Hauts-Jours de l'archevêque, sorte de juridiction souveraine, qualifiée aussi Echiquier, composée, non point d'ecclésiastiques, mais d'avocats au Parlement, nommés par ce prélat, et qui jugeait, en dernier ressort, des appels des

justices inférieures de l'archevêché, notamment de celle de Déville, au civil et au criminel (1).

Cette affectation d'un même local à deux juridictions de nature différente, l'une ecclésiastique, l'autre laïque (2), existait encore au XVII^e^ siècle, et devait être parfois assez embarrassante pour les juges (3).

(1) 1506-1507. « Recepte à cause de la court de juridiction des Hauts-Jours de Mgr. En l'an de ce présent compte, au terme de Pasques, par le commandement de Mgr, la court souveraine des Hauts Jours du temporel et des aumônes de son archevesché de Rouen a esté tenue, audit lieu de son manoir archiépiscopal, par le temps et espace de six sepmaines entières commençant le 15^e^ jour d'apvril, lundi de quasimodo 1507. » Il y eut une condamnation à mort. — Aux Hauts-Jours de l'année suivante, commutation de la peine de mort prononcée, à Louviers, contre un voleur, en celle de la fustigation par 3 jours de marché, mutilation des oreilles et bannissement. (G. 93). — 1513-1514. « A Nicolas Castille, menuisier, pour le parquet qui fut fait, l'an dernier, à tenir les Hauts-Jours de Mgr, 4 l. 18. s. 3 d. » (G. 95). — 1519-1520. « Pour avoir fait appareiller un pretoire où se tient à présent la juridiction des Hauts-Jours, 22 l. 13 s. (G. 100). — 1537-1538. Mention de chambre basse pour la question, d'escriptoire et d'étude séparées. (G. 123).

(2) Il en était de même au manoir de l'archevêque à Pontoise : « L'archevesque de Rouen tient à Pontoise ung hostel... auquel est la court assise, où le vicaire tient son siège au nom et pour ledit Mons^r^. Et auprez d'iceluy siège est le siège du promoteur de mon dit s^r^ en la dicte court, et le siège des advocas, avec le siège du sergent de la dicte court, lequel appelle tous ceulx et celles qui ont à faire en la dicte court, et en celluy sont les sièges de tous les notaires et du selleur de la dicte court et le siège de l'audiencier qui fait l'audience de la dicte court tantost que le vicaire est parti du siège, et auprès de celuy est la maison et prison où sont mis et enprisonnez les malfaiteurs. » État des droits et biens de l'archevêque à Pontoise vers 1440. Archives de la Seine-Inf. Acquisition de 1891.

(3) Cependant les prisons étaient distinctes. 1507-1508, construction, en la maison de la geôle de la cour d'église « de deux chambres fortes, prisons pour recueillir les prisonniers criminels appelants. » (G. 93).

Ce qui paraît plus singulier, c'est que les mêmes salles qui servaient à la justice aient été appliquées concurremment, pendant un certain temps, à des classes d'écoliers. C'est ce que nous apprend ce passage d'une lettre de l'avocat Barate, sénéchal de la haute-justice de Déville, adressée à Mgr de Harlay : « Il se présente un inconvénient à tenir la jurisdiction de Déville dans le prétoire de votre officialité, encore que mes prédécesseurs l'aient tenue en ce lieu depuis la Saint-Michel jusques à Pasques et le reste du temps à Déville. Le dit inconvénient est que le sieur official tient son audience jusques après une heure après midy, et, lorsque je pense monter dans sa chaire pour rendre justice à vos vassaux de Desville, votre rhétoricien veut prendre la place pour enseigner les écoliers, desquels le murmure apporte un tel désordre en la justice que je suis forcé de l'abandonner, au préjudice du public, » 11 octobre 1644 (1).

Si défectueuse qu'en fût l'installation, l'archevêque conserva son collège dans les bâtiments de l'archevêché pendant tout le temps que dura sa brouille avec les Jésuites, c'est-à-dire de 1641 à 1647.

Aux deux derniers siècles, l'officialité n'avait retenu qu'une très faible partie de ses anciennes attributions (2). Nombre d'affaires avaient été soustraites

(1) *Recherches sur les établissements d'instruction publique dans l'ancien diocèse de Rouen*, t. I, p. 89.

(2) Ce fut en vain que, pour en rétablir l'autorité, Mgr de Harlay présida lui-même ce tribunal (G. 4905).

à sa compétence, et ses prisons étaient habituellement désertes.

Il arrivait cependant assez fréquemment qu'à l'occasion des fêtes de Pâques, des particuliers vinssent prendre domicile à l'officialité, afin de faire légitimer des unions irrégulières (1). Le mariage était célébré, soit à la chapelle de la cour d'église, soit à l'église de Saint-Étienne la grande église, de fort grand matin, et, dans un cas comme dans l'autre, par le curé de cette paroisse.

C'était à ce dernier qu'il appartenait d'administrer, à Pâques, les sacrements aux prisonniers de la conciergerie de l'officialité et aussi de leur procurer la sépulture ecclésiastique (2). Mais c'était un prêtre nommé par

(1) Jean de la Motte, sr du Boscguérard, sr de Montérollier, avait épousé, en 1651, à Fontenay, près le bois de Vincennes, Claude Laurent, de Saint-Paul de Paris. Le mariage avait été fait par un vicaire, sans proclamation de bans. Après avoir vécu maritalement deux ans durant avec cette femme, Jean de la Motte conçut des scrupules sur la validité de son union. Des docteurs qu'il consulta y signalèrent deux défauts considérables : l'un, d'avoir été faite sans bans ; l'autre, d'avoir été faite par un prêtre qui n'était le pasteur ni de l'un ni de l'autre des conjoints. Ce fut alors que de la Motte s'adressa à l'archevêque de Rouen, dont il était le diocésain. Celui-ci lui ordonna de commencer par se séparer de sa femme et de se retirer par devers le pénitencier du diocèse ; il le dispensa de la publication de bans, et décida que le mariage se ferait, le 23 février 1672, en la chapelle de l'officialité, conformément, du reste, à un arrêt du Parlement de Paris, du 4 sept. 1671. — On observe que jusqu'en 1670 les mariages en temps prohibé, comme l'avent, se faisaient en la chapelle de la prison ou de l'officialité, ou en l'église de Saint-Étienne la grande église, avant le jour.

(2) Arch. de la Seine-Inf. (G. 135). — Il avait été question de lui

l'archevêque qui disait la messe aux prisonniers, quand il s'en trouvait (1).

La chapelle de l'officialité ne doit pas être confondue avec une chapelle, située également dans le domaine de l'archevêché, et que l'on désignait habituellement sous le nom de Chapelle des ordres (2), ainsi que nous l'avons vu par la citation de l'*Histoire de Rouen*, de Farin.

Cette chapelle, dédiée à la Sainte Vierge, citée dès 1198, est aussi mentionnée dans le Registre des Visites d'Eudes Rigaud, à la date du 10 des calendes de janvier 1251. Ce jour-là, cet archevêque y célébra les

attribuer, comme cimetière, un espace de terrain près de l'officialité. 1er sept. 1673. « Il est dit que Mgr l'archevesque sera prié, à son arrivée, de vouloir laisser la place proche l'officialité pour servir de lieu de cimetière aux parroissiens de Saint-Estienne de la grande eglise. »

(1) Arch. de la Seine-Inf. (G. 3349). — Reg. capit., 15 sept. 1651. « Jacques Yvelin, prestre, commis chapelain des prisonniers de la cour ecclésiastique, demande l'honoraire à lui deub pour la célébration des messes et offices qu'il a faite dans la chapelle de ladite cour. »

Cette chapelle de la cour d'église, en 1660, ne devait pas être éloignée de la chapelle de la Sainte-Vierge, à en juger par la délibération suivante : « 19 juillet 1660. Permission à Pierre Le Noble et Pierre Caron, féronniers, de faire bâtir 2 petites boutiques contre le jardin joignant la chapelle de la Vierge derrière le chœur, à la charge de faire vuider à leurs depens toutes les ordures qui sont dans la place et joignant la chapelle de la cour d'église, de faire plâtrer l'entre-deux des piliers du dehors de la chapelle de la Vierge de la manière qu'il leur sera prescrit par MM. les Intendants de la Fabrique. »

(2) Chapelle où l'on fait les ordres, 1489-1490 (G. 78) ; chapelle des ordres, 1523-1524, 1524-1525, 1527-1528, 1591 (G. 108, 109, 113, 3347), par opposition à l'autre chapelle, qualifiée chapelle de la cour, 1412-1413 (G. 25).

ordres. Le 6 des nones de juillet 1258, il y rendit une ordonnance portant confirmation de l'élection de maître Thomas d'Aulnou, comme évêque de Séez (1).

Les comptes de l'archevêché mentionnent les réparations faites aux verrières de la chapelle de Mgr par le verrier Jean de Senlis, 1435 (G. 36); la pose, par le même verrier, d'un panneau neuf où étaient les armes de Mgr d'Estouteville, nouvel archevêque, 1455 (G. 32); la construction, dans le même lieu, de deux oratoires ou prie-Dieu par le menuisier Colin Castille, 1502 (G. 614).

Ce fut dans la chapelle de l'archevêché que les États de la province de Normandie se réunirent au mois de décembre 1437.

On y tint les synodes du diocèse en 1440 et 1509 (G. 43).

Elle servit aussi aux assemblées du clergé du diocèse, notamment en 1430, 1435, 1445; à l'assemblée du clergé de la province, au mois de mars 1527 (v. s.) (G. 1154, 2138, 1910).

Par exception, un procès en matière de foi y fut instruit le 17 août 1445 (G. 1910).

Lorsque le duc de Mayenne et l'amiral de Villars, pendant la Ligue, vinrent s'installer à l'archevêché, on reporta dans cette chapelle le parquet des avocats et la chaire de l'official, juillet 1591 (G. 3347). Ils y étaient encore en 1627, puisque, le 17 août de cette année, Le Vendenger le jeune, intendant de la chapelle des ordres,

(1) Registre des visites d'E. Rigaud, p. 314.

représentait « que le chapelain ne pouvait célébrer en icelle à raison de la jurisdiction de la cour ecclésiastique qui s'y exerce, et que l'autel est caché par le siege et tribunal de ladite jurisdiction. » Le Vendenger fut invité à faire la visite de la dite chapelle, à en assigner une autre au chapelain, jusqu'à ce que des remontrances eussent été présentées à l'archevêque. Dès 1591, cette chapelle était en fort mauvais état. Il résulte, en effet, d'un procès-verbal des maîtres maçons Jacques Tourmente et Léger Morier, qu'une de ses voûtes était en danger de s'écrouler, qu'une autre était déjà à moitié tombée.

Elle subsista cependant plus d'un siècle encore. Ce fut l'archevêque Mgr d'Aubigné qui en ordonna la destruction. Il fit, en même temps, transférer ailleurs l'officialité, et, sur son emplacement, fut construit le grand escalier par lequel on accède à la *salle* dite des *États*. Ces faits sont rappelés dans un mémoire dont voici un extrait :

« Monsieur l'archevesque ayant démoly l'ancienne officialité parce qu'elle étoit si près des bastiments de l'archevesché qu'elle bouchoit une partie du jour de la grande salle appelée la *salle des États*, a fait bâtir, du côté du midi, une chapelle dont la partie destinée pour placer le sanctuaire joint la chapelle de Saint-Pierre qui est dans l'église cathédrale et est appuyée sur les arcs-boutants de la dicte église, de sorte qu'elle porte un très grand préjudice à cette église. Il fit aussi construire des remises de carrosses dont la dernière joint

presque un des arcs-boutants de la chapelle de la Sainte-Vierge. »

Ces constructions donnèrent lieu à des contestations assez vives entre l'archevêque et les chanoines. Mgr d'Aubigné finit par reconnaître que les réclamations du Chapitre étaient fondées en droit et en fait ; que le terrain sur lequel étaient appuyés les piliers de sa chapelle appartenaient à l'église ; que c'était par grâce qu'il lui avait été permis de bâtir en cet endroit, sans que cela pût tirer à conséquence pour lui ou pour ses successeurs. Il promit, du reste, de réparer les dommages que la pluie et l'humidité avaient pu causer aux murs de la cathédrale. Il consentit aussi à éloigner le pilier des remises qui touchait à la chapelle de la Vierge, dans l'intérêt de la décence du lieu, compromise par le bruit des chevaux et des cochers, 1717 (G. 4452).

Le titre de la chapelle des ordres avait, depuis plus d'un siècle, été transféré en la chapelle de la Sainte Vierge en la cathédrale (1). Le titulaire était obligé de

(1) Thomas Brebençon, prêtre, chapelain de la chapelle de N.-D. fondée en la chapelle du manoir archiépiscopal, 1435 (Cart. de Saint-Ouen, n° 28 *bis*, f° 450. — Prise de possession par Jean Hieulle, clerc de Bayeux, de la chapelle *infra septa manerii archiepiscopalis Rothomagensis situata*, après nomination faite de sa personne par un vicaire général, 10 sept. 1479 (Registres capitulaires). Autres nominations, 9 sept. 1479, 27 avril 1496, 28 avril 1533, 9 juin 1564, 19 juin 1592. 16 fév. 1595 ; Petit, chapelain de la chapelle des ordres fondée en la cathédrale, 23 août 1601 ; Guill. Semanville, reçu à la chapelle des ordres vacante par la résignation de Nicolas Doudet, autrement dit Desvaux, 17 sept. 1625 ; Noël Fleury, curé d'Écalles-Alix, nommé à la même chapelle sur la résignation de Semanville, chapelain de la chapelle des ordres fondée en la cathédrale, 6 mai 1636. Pierre Fleury, nommé à la

porter la crosse de l'archevêque lorsque celui-ci officiait à la cathédrale (1).

En 1746, l'officialité fut reportée sur la rue des Bonnetiers. Ce changement (2) fut le dernier : l'officialité était encore là à l'époque de la Révolution.

Le palais archiépiscopal présente des constructions de diverses époques. Ce qui paraît être le plus ancien, c'est un pignon avec une grande verrière sur la rue Saint-Romain, où M. l'abbé Cochet a cru reconnaître un reste de l'hôtel reconstruit par Guillaume de Flavacourt vers la fin du XIII[e] siècle (3), et qui ne peut être que l'ancienne chapelle des ordres.

Je ne saurais dire s'il subsiste quelque chose des travaux qui furent entrepris sous le cardinal de Luxembourg, et qui sont indiqués dans les comptes de l'archevêché, dont voici quelques extraits : « A un dynant, 60 s. pour 4 banières d'arain, à asseoir sur les 2 pignons de 2 chambres que Mgr a fait faire de nouvel dans son hostel; 15 s. pour une banière d'arain mise sur le pignon de la wys d'icelluy nouvel édiffice; 30 s. à Jehan Soudain, peintre, pour avoir peint les dites bannières, » 1439 (G. 39). Vin donné aux ouvriers quand on leva le faîte de la librairie nouvellement édifiée en l'hôtel archiépiscopal, 1440 (G. 41). « A Jehan de Senlis, verrier, pour 4 panneaux de verres à images

même chapelle sur la résignation de Noël Fleury, son oncle, en prend possession le 10 août 1647.

(1) Pouillé de 1738, p. 7.

(2) Archives de la Seine-Inf., G. 7019.

(3) *Répertoire archéologique*, p. 448.

assis à l'hôtel de la dite galerie, 20 pieds à raison de 7 s. 6 d. le pied ; dorure de fin or de la grand couronne mise sur l'aiguille de la tour du palais (1), de la tête et des ailes de l'ange placé au coupel de la tour, 41. 17 s., » 1440 (G. 42). Verres placés par Jean de Senlis, 1440 (G. 43).

On peut, avec vraisemblance, rapporter au cardinal d'Estouteville la partie qui subsiste entre l'ancienne officialité et la *salle* dite des *États*. Le reste paraît être du temps du cardinal d'Amboise. La chapelle de l'archevêché, comme nous venons de le voir, est l'œuvre de Mgr d'Aubigné. Le portail sur la rue des Bonnetiers (2) date de 1749, du temps du cardinal de Saulx Tavannes. A Mgr de la Rochefoucauld, il faut rapporter la décoration de la salle des États, à laquelle on a heureusement rendu les tableaux de Robert, peints pour elle, et qui, ailleurs, n'auraient plus le même intérêt.

Le cardinal d'Estouteville, dont le nom restera à jamais célèbre par la réhabilitation de Jeanne d'Arc, dut à la faveur royale des libéralités qu'à la rigueur on pourrait considérer comme des abus, puisqu'on détour-

(1) Je serais porté à rapporter à cette époque la tourelle qui se voit encore rue Saint-Romain.

(2) Ce portail remplaça une construction du XIVe siècle. La porte et le bâtiment du côté de la rue des Bonnetiers, construit ou achevé en 1366, par l'archevêque Philippe d'Alençon, sont mentionnés par Dom Pommeraye, *Histoire de la cathédrale*, 1686, p. 32. On en peut voir un dessin dans le *Livre des fontaines de Rouen*, de Jacques Le Lieur, 1525. M. T. de Jolimont l'a reproduit dans les *Principaux édifices de la ville de Rouen en 1525*, etc., planche XLI, à la p. 87.

nait à son profit, par une commande anticipée, des biens originairement donnés pour un autre usage. Mais il est juste de reconnaître qu'il sut en faire un louable emploi en les consacrant avec désintéressement à des constructions utiles, parfois même grandioses. Abbé du Mont-Saint-Michel, c'est à lui qu'on doit ces hautes murailles appelées la *merveille*, qu'on admire avec raison, et sans lesquelles, peut-être, à l'heure qu'il est, le mont de l'archange ne serait qu'un monceau de ruines.

Dès le début de son pontificat, il s'occupa de la reconstruction de son archevêché de Rouen, où il ne devait faire cependant qu'un très court séjour, son domicile habituel étant à Rome.

Entre la Saint-Michel 1458 et la Saint-Michel 1459, Geoffroi Richier, maître maçon de la cathédrale, fut invité par lui à faire le plan du nouvel édifice. Ce plan fut envoyé au prélat par le doyen de N.-D. de la Ronde, Guillaume Mésard, qui était, à Rouen, son vicaire général, son homme d'affaires, son homme de confiance (G. 56). Richier ne se mit pourtant en besogne qu'en 1461 (1). Il fut secondé par d'habiles ouvriers, avec lesquels il travaillait lui-même, de son métier de maçon, suivant l'usage des architectes du temps : Girard Vanier, Jehannot Le Viste, Robert Quesnel, Gillet Salles. Dans l'espace de trois ou quatre ans, la construction fut achevée en pierre du Val-des-Leux pour les fondations,

(1) De 1459 à 1460, on s'était borné à refaire les piliers de la chapelle. Richier s'était employé à ce travail pendant 48 jours (G. 57).

en pierre de Saint-Leu et de Vernon pour le reste.

De la Saint-Michel 1460 à la Saint-Michel 1461 (1), la dépense avait été de 3,104 l. 11 s. 9 d. (2). Elle fut de 4,000 l. de la Saint-Michel 1461 à la Saint-Michel 1462 ; — de 4,525 l. 18 s. de la Saint-Michel 1462 à la Saint-Michel 1463 ; — de 3,966 l. 15 s. 9 d. de la Saint-Michel 1463 à la Saint-Michel 1464; — de 4,368 l. 1 s. 5 d. de la Saint-Michel 1464 à la Saint-Michel 1465. Elle tomba à 307 l. de la Saint-Michel 1465 à la Saint-Michel 1466. En 1468, on portait en Seine 39 bannelées des ordures de la cour du nouveau palais. La Seine était alors et fut encore longtemps, en l'absence de heurts désignés par la municipalité, le ré-

(1) En 1461-1462, Jacquet et Guerouldin Theroulde mettaient les armes de Mgr sur la porte du grand escalier et sculptaient un angelot qui supportait un de ses piliers.

(2) « De la Saint-Michel 1460 à la Saint-Michel 1461, on paya à Colin Le François pour avoir fait l'engin à lever la pierre, 14 l. 18 s. 9 d.; bois pour ledit engin, 13 l. 8 s. 6 d.; au maréchal, VII^{xx} III l. de fer pour ledit engin, à 11 d. la livre, 113 s. 8 d. Ais de la roue de l'engin, 9 l. ; courbe pour faire cette roue, 30 s. ; grand cable, 107 s. 6 d. — De 1461 à 1462, on fait un petit engin pour lever les pierres. Le maître maçon était payé 5 s. par jour. On retrouve dans ces comptes des traces de cet usage que nous avons eu déjà plus d'une fois l'occasion de signaler. « Vin aux machons, quand ils commencèrent les fondemens de l'ostel, » Saint-Michel 1460 - Saint-Michel 1461 (G. 58). — « Le jour de la conversion de saint Paul, tous les maçons déjeunèrent à l'hôtel, 34 s. 6 d. — Pour le vin de la Saint-Michel, que fut enfouy leur verre, 22 s. Pour le vin de Pâques que leur verre fut deffouy, 30 s. » Saint-Michel 1461-Saint-Michel 1462 (G. 59). — « Aux machons, le jour de Karesme prenant pour beuf, mouton, cervoise, 26 s. 3 d. Pour le vin de Pâques que leur verre fut deffouy, 30 s. Pour celuy de la Saint-Martin, 30 s. » Saint-Michel 1462-Saint-Michel 1463 (G. 60).

ceptacle de toutes les immondices de la ville, ce qui explique la présence dans ses fanges de tant d'objets, de différente nature, ramenés par la drague lors des récents travaux d'endiguement.

On peut juger de l'importance de la construction par un détail : on forgea pour les maçons 307 marteaux en 1461, 1,352 en 1462.

L'hôtel devait être bien avancé en 1464, puisque, cette année-là, on donnait à Girard Vanier 37 s. 6 d. pour peindre le dessin qui en avoit été fait, et qui fut envoyé à Rome au cardinal. En 1465, on le couvrait en ardoise. Jacques Theroulde installait trois statues de pierre au portail, l'une de Notre-Dame, l'autre de saint Michel, la troisième, de saint Romain, et Jean Le Fèvre peignait et dorait les feuilles de l'épi de la grande wys (grand escalier). Enfin, en 1466, le verrier Michel Trouvé posait 415 pieds de verre à l'étage de bas, 399 pieds 34 à la salle et à la chambre de l'étage de haut.

De nouveaux travaux, non moins importants, furent entrepris sous le premier des cardinaux d'Amboise. On dépensa en 1496, pour la chapelle et galerie de Mgr et pour la muraille qui entourait la cour 2,851 livres ; pour les bâtiments des prisons, 1,402 l. (G. 83) ; en 1497, pour la chapelle, pour l'oratoire, pour les chambres et pour la galerie sur la cour, 1,273 l. 6 s. (G. 84) ; en 1498, pour la clôture du jardin, tant pour les murs que pour la charpenterie des galeries établies sur leur longueur, 2,371 l. (G. 85) ; en 1499, pour la chapelle et l'oratoire, 598 l. ; pour la clôture du jardin et pour le

pavillon, 4,219 l. (G. 58). Les mises s'élevèrent, pour le manoir archiépiscopal, en 1501, à 6,338 l. (G. 86) ; en 1502, à 3,359 l. (G. 87) ; en 1503, à 2,913 l. (G. 88) ; en 1504, à 3,140 l. (G. 89) ; en 1505, à 3,965 l. (G. 90) ; en 1506, à 6,177 l. (G. 91) ; en 1507, à 2,351 l. (G. 92).

Parmi les travaux exécutés sous le cardinal d'Amboise, figurent les deux pavillons, l'un dit de Saint-Romain, l'autre de Notre-Dame (1).

Au dernier, se trouvait une statue de la Sainte Vierge, qui fut abattue par les protestants en 1551. Une procession générale fut ordonnée en réparation de cet outrage : elle fut faite avec un grand éclat, le 29 octobre de la même année (G. 2161).

Les anciens comptes mentionnent, à l'archevêché, la grande salle, la chambre du Conseil, la chambre de parement de Mgr, la trésorerie, la chambre du scelleur, la secrétairerie, la vicairie, etc (G. 25, 38, 70, 72, 74, 84).

On y remarquait une horloge, antérieure certainement à 1437, puisque, cette année-là, on inscrit une

(1) De 1513 à 1514, on refit la terrasse du pavillon de N.-D. (G. 95). Ce pavillon fut réparé par le charpentier Martin Desperrois et par le maître maçon Michel Plantou, 1519-1520 (G. 100). — Autres travaux : construction de la grande étable des mulets ; pose d'une lanterne et d'un pavillon sur la wys et grand degré de la grande salle du grand corps d'hôtel neuf fait par feu M. le Légat, 1538-1539 (G. 124). — Lettre du cardinal de La Rochefoucauld pour recommander de faire achever les corniches de la salle des États (G. 2031).

(2) On décora en 1501 la chambre de la salle du pavillon de Notre-Dame d'un *pourtrait* de saint Martin exécuté par Soudain (G. 614).

dépense pour sa réparation, au profit de l'*orogeur* Baudet de Coulomby (G. 38).

La chambre de Mgr avait pour mobilier, en 1437, une chaire de bois et 12 scabelles (G. 38). Elle fut lambrissée en 1484 par le hucher Louis Rigon (G. 74).

La décoration venait principalement des tapisseries, qu'on ne tendait pourtant que dans des circonstances solennelles, et qui, tour à tour, ornaient l'archevêché et le château de Gaillon (1).

Même simplicité de goût dans la composition du jardin, dont le principal ornement consista pendant longtemps en un plant de vignes, qui exigeait peu de soins (G. 10, 55, 56, 57, 70). Au XVI^e^ siècle, on voit paraître des fleurs, des œillets, des marjolaines, et enfin des rosiers (G. 101, 102).

(1) Achat d'aulmaires pour mettre la tapisserie de l'archevêque, 108 sous 9 deniers, 1434-1435 (G. 36). Pour serreures pour soutenir la tapisserie de M. le séneschal laquelle estoit au palais, le jour de la fête de Mgr (l'entrée du cardinal d'Estouteville), 102 s. 6 d. (G. 52). Paiement à Fouquet Cabot, tapissier, pour avoir destendu la tapisserie de Mgr à son logis de Rouen, à la venue du Roi, 1519-1520 (G. 100). Tapisserie de velours vert et d'or tendue à la venue du Roi, 1521-1522 (G. 105). On l'avait apportée de Gaillon et on l'y reporta. — Tapisserie de la salle où le Concile a tenu, 1521-1522 (G. 105). Tapisserie tendue à la venue du grand sénéschal comme gouverneur de Normandie, 1526-1527 (G. 112); à la venue de M. de Marcoussis, 1528-1529 (G. 114); à l'occasion de l'inhumation du séneschal, 1530-1531 (G. 118); aux venues de MM. de Clermont et Souvigny, 1533-1534 (G. 119); à l'occasion de la Convention du clergé, de la venue du Roi et de la Cour, 1534-1535 (G. 120). — Jean de Compigny tapisse les 3 chambres du pavillon N.-D., et Saint-Romain en décembre 1536; la chambre de Mgr, les 2 prochaines chambres, toutes les salles-pavillons à la venue du Roi et de la Reine et plus tard, à l'occasion de la Congrégation du clergé (G. 122); — à la venue de la reine d'Ecosse, 1537-1538 (G. 123).

On attachait plus de prix à la volière des oiseaux, tourterelles ou pigeons (G. 95, 97, 98, 101, 105).

Mais ce qui donnait au jardin un caractère tout particulier de distinction, conforme aux goûts du temps, c'était une élégante fontaine à trois vasques, avec figures (1), qui recevait une partie des eaux dérivées de Carville, aux frais de Mgr d'Amboise, pour l'usage de la ville de Rouen ; c'étaient surtout de superbes galeries en marbre favorables à la promenade (2), et qui rappelaient les cloîtres des monastères. Ces galeries étaient en ruine dès la fin du XVI^e^ siècle (3).

Je serais porté à voir un souvenir de la communauté de vie qui avait existé, très anciennement, entre les archevêques et le Chapitre, dans une servitude de passage dont était grevé l'archevêché. Il y avait, en effet,

(1) On en trouvera le dessin dans le *Livre des fontaines* de Jacques Le Lieur. M. T. Jolimont, qui l'a reproduit dans son ouvrage précité, planche XLVII, à la p. 91, en attribue la destruction au dernier siècle. « Pour la fachon du jardin de Mgr et pour avoir nettoyé la fontaine dudit lieu en la venue du Roi, 100 s. » 1522-1523 (G. 107). Façon du jardin, nettoyage de la fontaine, 1523-1524 (G. 108).

(2) Denis Cousin, charpentier, pose à la grande galerie du jardin huit colonnes de bois neuf pour soutenir les corniches de marbre, 1522-1523 (G. 107).

(3) On reconnait que la grande galerie sur le jardin, faite de pierre de marbre, menaçait ruine et qu'il fallait l'abattre, 1590 (G. 3345). — 10 nov. 1631. L'archevêque offre pour l'autel du chœur tous les marbres qui sont dans son archevêché. — 18 mai 1641. « M. Ridel a referé qu'ayant veu le jour d'hier Mgr l'archevesque, il luy avoit declaré qu'il se proposoit de porter quelques marbres à Gaillon, de ceux qui sont à l'archevesché, qu'il luy avoit fait ouverture que, si MM. souhaitoient se servir dudit marbre, qu'il le donnoit. » Offre agréée. Autres délib. des 22, 24, 27, 29 mai 1641. Ce marbre fut déposé à la Loge des maçons.

pour le manoir archiépiscopal, à l'usage des chanoines, une allée qui donnait accès à la cathédrale par la porte aujourd'hui réservée à l'archevêque. Il en est question dans une délibération capitulaire du 23 août 1516 (1). Le 23 août 1652, le Chapitre fit sommer Grégoire Glachant, économe de l'archevêché et ci-devant intendant des affaires de Mgr de Harlay, « de faire réparer ou réédifier l'allée ou appentis dépendant de la conciergerie du dit archevesché, tendant de la porte du côté de l'horloge de la dicte église à la chapelle des ordres, où

(1) « Facta per decanum relatione de visitatione loci ad faciendum et construendum novum aditum ad ecclesiam per manerium reverendissimi Domini et de consensu per eum prestito super illius constructione, visisque et hic perlectis minutis factis super litteris hinc inde conficiendis prefati Domini hujusmodi negocium laudaverunt et ratificaverunt atque consenserunt litteras dicto R^mo fieri de non prejudicando juxta dictam minutam. » En 1544, la peste régnant à Rouen, les chanoines demandent que la porte de derrière l'archevêché (ostium seu porta posterior domus seu manerii Domini archiepiscopi) soit tenue fermée pour empêcher d'apporter des immondices dans la cour de l'hôtel : une clef sera donnée aux chanoines qui demeuraient dans la rue Saint-Romain. Cette porte, au XVII^e siècle, était ouverte par le concierge de l'archevêché une demi-heure avant les matines, mais il parait qu'il manquait souvent à la consigne. On l'en punissait en le privant du pain qui lui était accordé, pour sa peine, au four capitulaire, 17 oct. 1626, 18 mars 1628, 12 nov. 1633, 2 janv. 1671. — On voit que pendant longtemps, cette entrée ne fut pas absolument interdite au public. Le 9 nov. 1628, le Chapitre demande que l'archevêque ne démolisse pas une muraille qui avait été faite devant la chapelle Saint-Pierre-Saint-Paul, afin d'empêcher l'église d'être volée comme elle l'avait été en 1562, pour l'assurance et commodité de l'église. — 23 janvier 1652, l'entrée du portail de la cour ecclésiastique tendant en cette église est en totale ruine. On peut passer facilement dans l'église et la voler. On déclare que la ruine doit être réparée aux frais de l'archevêque.

se tient de présent la juridiction de l'officialité dudit archevesché, attendu qu'elle est enfondrée et ruinée et donne facille entrée en la dicte église pour icelle voler pendant la nuit, attendu mesmes que les portes de la conciergerie et officialité ne ferment en aucun temps. » Le 23 juin 1681, l'archidiacre Mr de Fieux était prié par les chanoines d'écrire à Mgr et à Monsr le coadjuteur sur l'incommodité du passage de l'archevêché.

Le palais archiépiscopal était marqué de croix (1). On sait qu'au moyen âge, et il en fut ainsi jusqu'au XVIe siècle, l'apposition de croix sur les maisons n'était pas considérée comme une pratique facultative de religion ou de piété. C'était l'attestation d'une tenure particulière, la franche-aumône, qui impliquait l'exemption de la juridiction séculière ; aussi les magistrats royaux veillaient-ils à ce que la croix ne fût pas mise sur les maisons sans un droit clairement établi, et cela avec d'autant plus de raison, qu'elle conférait à ces maisons le privilège d'offrir un asile à ceux qui s'y réfugiaient. Placées le long des routes, les croix étaient elles-mêmes des lieux d'asile Elles étaient assez rares au moyen âge ; elles se sont multipliées lorsqu'elles ne furent plus un obstacle à l'action de la justice.

Comme domaine des archevêques, le palais archiépiscopal était aussi marqué de leurs armes (2), et, sans

(1) Le cardinal d'Estouteville fait peindre par Daniel des croix auprès de l'église, 1454-1455 (G. 52). D'autres croix peintes contre la grande porte de l'hôtel et près du puits, 1459-1460 (G. 57). Voir encore G. 42.

(2) A Noel Le Grant, tailleur d'images, pour avoir taillé un ange et les armes de Mgr sur l'huisserie de la galerie jouxte le préau, 15 s.,

doute, ces armes étaient remplacées par celles du nouveau possesseur, de même que sur les murs des églises, et même dans ce qu'on appelait la maîtresse vitre, les armes du nouveau patron étaient substituées à celles de l'ancien, à la suite de décès ou d'aliénation du fief.

Lorsque l'archevêque était à l'archevêché, il était d'usage de faire sonner, à l'heure du couvre-feu, la cloche Rigault, aux frais de la fabrique de la cathédrale (1).

Qu'il y résidât ou non, c'était pour lui une obligation d'y offrir chaque année, l'avant-veille de Noël, un régal à tous les membres du Chapitre (2). Le compte de l'archevêché de 1456-1457 (G. 55) nous fait connaître en quoi ce régal consistait. Les variantes qu'on pourrait

1439-1440 (G. 42). Chambre peinte aux armes de Mgr par Guill. de Montcouronne, 1440-1441 (G. 43). — En 1461-1462, Jacques et Gueroul-din Theroulde posent les armes de Mgr sur l'uys de la grand wys. — En 1463-1464, on paie à Jean Le Moine 12 l. pour la peinture de 12 virevitès aux armes de Mgr pour mettre sur l'hôtel.

(1) *Dicta campana de* Rigault, *singulis noctibus, quibus Dominus archiepiscopus-in hac civitate dormierit, hora ignitegii consueta, expensis Fabricæ, pulsabitur*, 16 oct. 1483. *Acta fuerunt hec in ecclesia Rothomagensi, in capelia Si Johannis ante Fontes baptismales hujus ecclesie.* — Quittance du *coutre* qui sonna Rigaut durant que Mgr était à Rouen. Était venu le 19 juillet, s'en était retourné le 22 du même mois 1552. — Rigaut sonnée à la venue du cardinal de Vendôme. Était venu le 23 décembre, s'en était retourné le 28 du même mois 1552 ; était revenu le 24 mars 1553, s'en était retourné le 4 avril suivant, etc.

(2) La dernière antienne de l'Avent *O Virginum*, chantée par M. l'archevêque ou, en son absence, par le dernier chanoine, prêtre, du côté droit. — « Palais et galerie qui mène à la cathédrale jonchés de feurre la veille de Noël, jour de l'O de Mgr, » 1439-1440 (G. 41). « Au palais, où l'on fait l'O, » 1489-1490 (G. 78).

signaler dans les autres comptes ne présenteraient qu'un médiocre intérêt.

« Le jour précedent la vigile de Noel fut fait l'O de Mgr en son palays comme est accoustumé, auquel O furent MM. les chanoines, chappelains et clers de la dicte eglise avecques aultres gens d'église et advocas, tant de court d'église que de court layé, pour lequel O furent faictes les mises qui ensuyvent : premièrement, pour avoir les formes et tables audit palays, 3 s. ; pour feurre de seigle à semer au dit palais, 5 s. *Item*, audit O furent XII torches et IIII^xx V. cierges pesant XLVII l., lesquielx déchurent de XXVIII l. et demie, dont a esté paié à Jehan Cacheleu, sirier, pour le dit déchié et empirance, VI l. XVII s. *Item*, pour cheulx qui portèrent les dites torches, V s. *Item* pour deux paniers d'oublies, XII s. VI d. A Jehannin Jourdain, pour avoir servi de linge, XX s. Ainsi, pour ces parties, IX l. III s. A Jehan Flandrin, pour ledit O, payé pour trois gallons d'hippocras et pour un gallon de claré aveuc V livres d'espices, VIII l. XII d. »

Ces hommes, au nombre de douze, qui portaient les torches pour éclairer la salle, forment un contraste assez étrange avec cette paille de seigle, seul tapis que l'on mît sous les pieds des convives. Ainsi en était-il, du reste, dans toutes les églises. Aux grandes fêtes de l'été on les jonchait de feuillage ; aux grandes fêtes de l'hiver on y jetait de la paille.

Les mêmes comptes mentionnent encore les banquets offerts à l'occasion du joyeux avènement des archevêques et des deux synodes de l'année ; les banquets offerts

aux nobles de Louviers, quand ceux-ci venaient chercher, pour les conduire au château de cette ville, les prisonniers qu'on n'eût pu sûrement garder aux prisons de l'officialité. Cette servitude imposée à des gentilshommes, à raison de fiefs relevant de l'archevêché, paraissait alors très naturelle ; elle doit nous empêcher de trop nous apitoyer sur certains services imposés aux vassaux roturiers.

Il est question, dans le compte de 1517, d'achat de pain pour faire l'aumône, chaque jour, à l'archevêché. Celui de 1521 rappelle l'ordre donné par l'archevêque pour qu'il fût délivré aux pauvres, chaque jour, jusqu'à concurrence de 3 boisseaux de pain, afin de les engager à prier Dieu pour lui. Le compte de l'année suivante nous apprend qu'un four fut même construit dans ce temps-là à l'archevêché pour y cuire le pain des pauvres (G. 105).

Un autre usage, inspiré par les cérémonies de la religion, c'était de recevoir au palais archiépiscopal treize pauvres à dîner le jeudi saint.

Compte de 1518. « 13 pauvres reçus à dîner le jour de la cène en la maison de Mgr, qui de son humilité les servy, tout neu teste, après leur avoir lavé les piés. » (G. 98).

Compte de 1521 . « 13 pauvres reçus le jeudi saint en la maison de Mgr qui, devant disner, par son humilité, leur a lavé les pieds, tout nud teste. » (G. 102.)

En 1519, ces pauvres avaient été fournis par le collège des Bons-Enfants, qui était un établissement d'ins-

truction publique destiné à des écoliers indigents (G. 101).

Le nom de *salle des Etats*, encore aujourd'hui conservé, garde le souvenir de nos assemblées provinciales qui se tinrent habituellement en ce lieu, aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles. La même salle servit à des réunions, non moins solennelles, qui ne furent interrompues que par la Révolution, aux assemblées du clergé de toute la province et à celles du clergé du diocèse, dont le principal objet était le vote des impositions ecclésiastiques ou décimes, appelées dons gratuits, bien que la gratuité ne fût que de principe, et d'un taux assez élevé pour qu'on ne puisse, sans injustice, accuser le clergé de l'ancien régime de s'être soustrait à l'impôt. Tout ce qu'on pouvait dire, c'est que cet impôt était d'une autre nature, établi sur le revenu, perçu par des ecclésiastiques, et, en général, très équitablement réparti (1).

Sur le produit de cet impôt, un arrêt du Conseil d'État, de 1737, autorisa la chambre ecclésiastique à prendre une somme de 36,000 livres pour l'acquisition de la bibliothèque de Mgr Le Normant, évêque d'Évreux, qui dut être placée à l'archevêché et servir à ranimer le goût des études parmi les ecclésiastiques du diocèse. L'abbé Saas, ancien membre de notre Académie, qui s'était chargé d'en faire l'achat et le catalogue, en surveilla l'installation. L'architecte Millets Desrüisseaux

(1) En 1655, la chambre du clergé était au-dessus de la conciergerie. 14 mai 1655. « M. Carcsmel, promoteur de la chambre, a esté et est autorisé de faire travailler à ung pignon de la chambre du clergé qui est sur la conciergerie de l'officialité et de faire renduire la muraille de dehors. »

donna le plan des travaux de maçonnerie et de menuiserie (1). La salle, telle qu'il la disposa, existe encore ; les livres qu'elle contenait ont été dispersés ou réunis à la bibliothèque de la ville, et sont maintenant remplacés par d'autres ; mais cette bibliothèque nouvelle n'est plus à l'usage du clergé du diocèse.

Nous rappellerons, à l'honneur de Mgr de Saulx Tavannes, qu'en 1741, dans un temps d'épidémie, 28 lits furent établis, à ses frais, à l'archevêché. C'est ce que nous apprend une lettre de l'abbé Bridelle, vicaire général, à Cornet, secrétaire de l'archevêque, datée de Rouen, 3 janvier 1741 (2).

Il serait trop long de passer en revue tous les personnages célèbres qui ont été reçus à l'archevêché. Vous me saurez gré de n'en citer que quelques-uns.

Charles VII y logea quand il reprit Rouen, par capitulation, en 1449. On s'empressa de faire disparaître les verrières aux armes d'Angleterre qui étaient dans la grande salle, et on les remplaça par du verre blanc (3).

(1) Copie de l'arrêt du Conseil d'État, autorisant l'archevêque à emprunter, pour réaliser cette acquisition, 36,000 l. à constitution de rente au denier 20 sur les fonds du clergé, 1738 (G. 6100). Pièces relatives aux frais d'installation payés sur les fonds des décimes du diocèse, 1738 (G. 6096).

(2) Cornet était alors avec l'archevêque de Paris :

« Il y a 28 lits de malades convalescents à l'archevesché. Les pauvres sont bien servis. Cela ne fait pas grand embarras. Il gèle depuis 2 jours. Si cela continue, les malades diminueront et nous pourrons être débarrassés (G. 1294).

(3) « A Colin Le Merchié, pour avoir rempli les fentes des cheminées des 2 salles où le Roy a esté logié, 7 s. 6 d. — Pour avoir wydé, à la

On y vit passer la malheureuse reine d'Angleterre, Marguerite d'Anjou, en 1470 (1) ; Richard III, roi d'Angleterre, en 1485 (2); Louis XII et la reine, son épouse, en 1508 (3) ; François Ier, en 1519, en 1521, en 1534 (4); le roi et la reine d'Écosse (Antoinette de Bourbon), en 1537 et 1538 (5) ; Marie Stuart, en 1551 (6) ; la reine d'Angleterre en 1661 (7); le roi de Pologne, le 29 juillet 1670 (8).

On y vit encore Duguesclin, en 1378 (9) ; Dunois,

venue du Roy, le Palais du fain qui y étoit tassé, 49 s. 4 d. ; de la vendition de verrières aux armes d'Engleterre qui ont esté ostées de la seconde salle de l'ostel archiépiscopal, et, au lieu, on a mis du verre blanc à la venue du Roy, 20 s. A Jeh. Le Moigne pour 36 pièces de blanc verre assis en la seconde salle de l'ostel archiépiscopal, au lieu où estoient les armes d'Angleterre, paié le 18 nov. 1449, 6 l. 15 s. » (G. 48).

(1) « A 2 manouvriers qui ont vaqué par 4 jours à nestoier la vieille cuisine qui estoit plaine de fain, pour ce que la royne d'Angleterre venoit loger à l'ostel, et il falloit qu'elle eust lad. cuisine, » 1470-1471 (G. 68).

(2) Le Roi d'Angleterre vient à la cathédrale, dans la chapelle de la Vierge et offre un écu d'or, 29 juin 1485 (G. 2143).

(3) « Le Roy et la Royne logiés céans au manoir archiépiscopal et receus très honorablement par Mgr. » Total de la dépense, 2,730 l. Compte de la Saint-Michel 1507 à la Saint-Michel 1508 (G. 93). Comme gouverneur de Normandie, Louis XII, n'étant encore que duc d'Orléans, avait été reçu à l'archevêché le 6 mars 1491 (G. 2144).

(4) G. 100, 105, 120.

(5) Le 20 mars 1537, on sonne la grosse cloche pour le roi et la reine d'Écosse (G. 122, 2055). Reçus à l'archevêché à leur retour par Rouen, 1537-1538 (G. 123).

(6) La reine d'Écosse reçue à Rouen le 25 sept. 1551 (G. 2160).

(7) 10 janv. 1661. Le doyen du chapitre chargé de complimenter la reine d'Angleterre à son arrivée à Rouen.

(8) Le chapitre, ce jour-là, lui fit présenter 12 pains et 12 bouteilles de vin.

(9) Du Guesclin à l'archevêché, lundi après *Lætare Jerusalem*, 1378 (G. 8).

en 1454 (1); le grand sénéchal de Normandie et son cousin, M. de Fleuranges, en 1526; l'amiral de Graville, en 1528; M. de la Mailleraye, qui y mourut le 2 juin 1591 ; le duc de Montpensier, en 1597 ; le cardinal de Mazarin, en 1650 (2).

Pendant la période révolutionnaire, l'archevêché fut affecté à divers usages.

Le Conseil général de la Commune s'y transféra le 15 mars 1794.

Le 25 vendémiaire an VI, une partie du palais archiépiscopal était occupée par le receveur général du département. Une autre partie était attribuée à l'administration de la guerre et servait de logement au général qui commandait la 15e division militaire, aux officiers de son état-major et aux greffes des conseils de guerre et de révision (15 messidor an XIII).

Rappelons encore que la salle des États fut pendant quelque temps un lieu de réunion publique, qu'on y donna des concerts et qu'on y tint les séances de la Société populaire ; que la chapelle archiépiscopale fut mise momentanément à la disposition du culte protestant.

Pendant bien des années, lesbâtiments restèrent dans l'abandon le plus absolu.

Même après que le palais eut été remis à M. Beugnot, au nom du ministre de l'intérieur, pour être rendu à

(1) Vin offert à M. et à Mme Dunois, quand ils vinrent visiter Mgr en son hostel archiépiscopal, 14 s. 6 d., 1454-1435 (G. 52).

(2) G. 112, 114, 120, 122, 123, 135, 2198. Délibérations capitulaires sept. 1590, 23 juillet 1591, 7 fév. 1650.

Mgr Cambacérès, et, jusqu'en 1829, tout se borna, en fait de travaux, à entretenir la partie nécessaire à l'habitation de l'archevêque.

Ce n'est que tout récemment que l'État a consacré des sommes relativement considérables à la restauration de l'archevêché, sous la direction d'habiles architectes, et on ne saurait que lui en savoir gré. Car, abstraction faite de sa destination, qui rend ce monument particulièrement recommandable, il n'en est guère, en dehors des édifices purement religieux, qui évoque autant de souvenirs historiques.

J'ai essayé d'en faire revivre quelques-uns, sans me flatter de n'avoir pas omis les plus intéressants, et tout en me reprochant de vous présenter des notes écourtées et souvent mal fondues, au lieu d'une étude soignée dans la forme, telle que le monument le mériterait.

RECHERCHES

SUR LES

HAUTES JUSTICES FÉODALES

EXISTANT EN 1789

DANS LES LIMITES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE

Par le Comte d'ESTAINTOT

Parmi les sombres légendes du passé, il en est peu qui aient plus exercé la verve du romancier que l'exercice, ou plutôt l'abus du droit de haute justice, par le seigneur féodal. On croit devoir l'associer à l'existence, aujourd'hui de plus en plus rare, des ruines de nos vieux manoirs fortifiés. En est-il un seul où n'existe quelque tour antique, au fond de laquelle l'œil du visiteur ne soit invité à plonger dans les ténèbres de quelques noires oubliettes, où seraient venues s'entasser les victimes du haut justicier ; on m'en a conté la

légende lorsque je visitais, il y a plus de trente ans, les basses fosses du donjon de Valmont; on doit les raconter bien ailleurs.

L'histoire, au moins en ce qui concerne la Normandie est peu d'accord avec ces souvenirs. Dans notre province, le droit de haute justice, comme nous en fournirons tout à l'heure la preuve, ne fut que bien tard associé aux droits des seigneurs féodaux. Il resta une dépendance étroite de la souveraineté de nos ducs, et nous doutons qu'il y ait des preuves de son octroi à des seigneurs laïcs, tant que la Normandie ne fut pas réunie à la Couronne.

Brussel, dans son *Usage général des fiefs* (1), le note expressément : « De plus, dit-il, il est à remarquer, que tant qu'il y eut des ducs en Normandie de sang normand et angevin, nul seigneur n'eut la haute justice dans la province. »

Peut-être faudrait-il faire exception pour quelques-unes de nos anciennes abbayes royales, qui pouvaient appuyer leurs droits sur des diplômes mérovingiens ou carlovingiens.

L'abbaye de Saint-Ouen paraît vouloir faire remonter les siens à un diplôme de Charles le Chauve (2). Mais l'abbaye de Fécamp, dans une charte de 1211, reproduite par Brussel (3), semble ne les faire dater de droit qu'à Philippe-Auguste. L'archevêché de Rouen n'invoque à l'appui du sien, que la concession faite, dans

(1) T. I, p. 252.
(2) D. Pommeraye, p. 403.
(3) *Ibid.*, p. 262.

un acte d'échange avec le roi saint Louis (1262), où le roi lui concède Gaillon avec l'Alihermont « *cum omni modo jurisdictione et justitiâ et pleno jure legali* (1). »

Nous verrons dans un instant les renseignements que fournissent à cet égard nos anciens Coutumiers.

Ce fut seulement à partir de la domination des rois de France, devenus ducs de Normandie, que commencèrent ces concessions; et encore n'eurent-elles lieu de leur part qu'à titre exceptionnel, soit qu'il s'agît de grands services rendus à la Couronne, soit qu'elles fussent jointes à des inféodations ou à des échanges du domaine royal. Nous avons eu l'occasion de citer ailleurs (2) un exemple du premier genre, lorsque Louis XI, par lettres de mars 1479, accordait à Jacques d'Estouteville, seigneur de Hambie et Valmont, le droit de haute justice sur ses terres du pays de Caux; on en trouvera d'autres dans l'érection des grands fiefs titrés de notre pays, le comté-pairie d'Eu, les duchés de Longueville, d'Aumale, d'Estouteville ou d'Elbeuf, les comtés de Lillebonne ou de Maulévrier, la châtellenie de Cany-Canyel.

Aussi, doutons-nous fort que dans un pays où, dès les temps les plus reculés, nos paysans, de bonne heure affranchis, surent toujours revendiquer et faire valoir leurs droits, les seigneurs hauts justiciers se soient jamais rendus coupables de ces abus, trop justifiés peut-être dans d'autres provinces.

Ce ne fut enfin qu'à une époque très récente que la royauté, aux prises avec des difficultés fiscales, songea

(1) D. Pommeraye, p. 265.

(2) *Recherches sur les sires et le Duché d'Estouteville*, p. 58.

à battre monnaie avec la concession de ce droit ; il cessa d'être attribué à titre de récompense honorifique, pour être adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur.

C'est en effet au règne de Louis XIV et aux embarras financiers de ses dernières années qu'il faut rattacher cette transformation. Une déclaration du mois d'avril 1702 a été le code de cette dernière évolution, après qu'elle se fut une première fois manifestée dans un édit du mois de mars 1695, dont l'exécution avait été momentanément suspendue par la paix de Riswyck.

En voici la partie la plus intéressante (1) :

« La paix dont le traité fut conclu à Riswick en l'année 1697 nous aiant mis en état de pouvoir nous passer de secours extraordinaires, nous aurions fait surseoir l'exécution de notre Edit du mois de mars 1695 et des déclarations et arrêts donnés en conséquence par lesquels nous avions ordonné l'aliénation de nos domaines et de partie de nos justices, par démembrement du ressort de nos sièges royaux subalternes... ; mais les dépenses inévitables auxquelles nous nous trouvons engagés nous obligeant de remettre en usage tous les moyens dont nous avons coutume de nous servir dans nos besoins, nous avons cru ne pouvoir rien faire qui fut moins à charge à nos sujets et qui put causer moins de diminution à nos revenus ordinaires que d'ordonner l'exécution desdits édits et déclarations, en ce qui regarde l'aliénation des justices de nos sièges royaux subalternes,

(1) *Recueil des Édits enregistrés au Parlement de Normandie* de 1700 à 1706, p. 60.

comme aussi l'aliénation des droits de chasse et de pêche, ensemble des droits honorifiques de patronage et autres qui nous appartiennent à cause de nos domaines... A ces causes... voulons et nous plaît que conformément à notre édit du mois de mars 1695, il soit procédé par les commissaires qui seront par nous à ce députés, à la vente et inféodation, à titre de propriété incommutable, des justices et seigneuries des paroisses dépendantes des prévotés, vicomtés, chatellenies, vigueries et autres nos juridictions ordinaires de l'étendue de notre royaume... lesquelles justices et seigneuries seront et demeureront après l'adjudication qui en aura été faite, démembrées et distraites du siège principal du chef-lieu dont elles dépendent. Voulons qu'èsdites ventes et aliénations puissent être aussi compris les droits de patronage, de chasse et de pêche et autres droits utils et honorifiques, tels qu'ils appartiennent aux seigneurs haut justiciers suivant la coutume des lieux. Pour par les acquéreurs desdites hautes justices,.. en jouir à perpétuité... avec faculté d'instituer les officiers nécessaires pour exercer en leur nom la justice haute, moienne et basse, dans l'étendue desdites paroisses et connoître généralement de toutes causes et entre toutes personnes tant en matière civile que criminelle. Voulons que les appellations des sentences qui auront été rendues par les juges et officiers desdites justices soient relevées aux bailliages, sénéchaussées et autres sièges où ressortissent les appellations des prévotés, vicomtés et châtellenies et autres nos jurisdictions, dont ces dites justices et paroisses auront été démembrées et nonobstant l'attribution faite, par

notre dit édit du mois de mars 1695 desdites appellations aux officiers de la justice royale desdits chefs-lieu auquel édit nous avons dérogé et dérogeons pour ce regard. N'entendons qu'il puisse être procédé à la vente et aliénation de la justice et seigneurie des villes, bourgs et lieux où le siège desdites prévotés, vicomtés, châtellenies et autres de nos jurisdictions est établi, ensemble les cas royaux dans l'étendue desdites justices aliénées..., le tout à la charge par les acquéreurs desdites justices, domaines et droits de les tenir de nous en fief et nous en rendre les foi et hommage, aveux et démembrement, et nous en paier les droits de lots et ventes, reliefs, achats et autres droits, aux mutations, suivant la coutume des lieux... »

Cette institution des justices seigneuriales est si éloignée de nous qu'il nous a semblé y avoir aujourd'hui un certain intérêt historique à la faire un peu connaître.

N'arrive-t-il pas encore assez souvent, dans nos discussions judiciaires, de rencontrer dans le texte des anciens titres produits, les expressions de haute, moyenne et basse justice, les mots d'aveu, de dénombrement, de plaids, de gage-plège ; mais chez combien d'auditeurs éveillent-elles un sens net et précis ?

Nous allons chercher à en déterminer la portée, et nous tenterons ensuite de dresser, pour la partie de la haute Normandie qui correspond à notre département, la liste des hautes justices féodales accompagnée, quand

nous le pourrons, de l'indication des paroisses où elles s'étendaient (1).

II

Le premier point sur lequel nous désirerions porter quelque lumière, c'est sur la distinction qu'il convient de faire entre les termes de *haute, moyenne et basse* justice qui reviennent à chaque instant dans l'énumération des droits attachés aux fiefs.

Houard, dans son *Dictionnaire de Droit normand*, nous paraît avoir très nettement résumé les caractères qui les distinguent :

« Le haut justicier peut actuellement informer, connaître et juger de tous cas et crimes, même de ceux commis dans les grands chemins enclavés en son ressort. Ainsi il a la connaissance des lettres de séparation civile, de bénéfice d'inventaire, de bénéfice d'âge et de toutes autres lettres du même genre ; de toutes les actions concernant les rentes et biens appartenant aux églises, trésors, fabriques, charités, confrairies, maisons religieuses situées dans son territoire, même des causes

(1) En principe, les hautes justices avaient une compétence personnelle et territoriale ; personnelle sur les tenanciers domiciliés dans l'étendue du fief, réelle quant aux immeubles compris dans la mouvance du fief ; et quand on connaît en quels morcellements multiples, souvent très éloignés les uns des autres, ces mouvances étaient divisées, il est à peu près impossible de définir, quant à ces parcelles, les limites de la haute justice. Il faudrait, pour les connaître, avoir un tableau exact des fiefs et de leurs extensions.

civiles des ecclésiastiques et de celles où les ecclésiastiques sont demandeurs et plaintifs ; des différends entre les maîtres de métiers, même pour les droits de chapelle ; des jurandes des maîtres et apprentis ; des corps et communautés d'orfèvres, peintres, sculpteurs et en général de tout ce qui concerne les communautés ; des grossesses des filles sous promesse de mariage et des intérêts résultant du non accomplissement de ces promesses ; en un mot, il n'y a d'exception à sa compétence que pour les cas royaux, et il n'y a de différence entre le juge haut justicier et le juge royal, qu'en ce que le premier est tenu de demander à l'autre le renvoi des causes qu'il prétend être de son ressort, sans pouvoir user de défenses (art. 15 de la Coutume), et qu'il ne peut tenir ses plaids, durant que le juge royal tient ses plaids ou assises dans les vicomtés et sergenteries où la haute justice est enclavée (art. 16), tous usages qui se trouvent établis de l'instant où les commissions de haute justice ont eu lieu en cette province, et qui ont eu pour motif de rappeler aux sujets que le roi est leur juge naturel, que toutes les juridictions, même celles auxquelles il a concédé l'hérédité, ne rendent la justice qu'à sa décharge.

« Les moyens et bas justiciers n'ont pas des fonctions si étendues ; la coutume réformée les borne à la manutention de la police des poids et mesures, des foires et marchés, et encore n'ont-ils cette compétence qu'autant que la justice royale ne les prévient pas (art. 24) ; aux querelles de marché, aux violences faites à leurs prévôts, à l'appréciation des boissons, aux réceptions, aux

blâmes d'aveux, à la réunion des fonds inféodés. »

C'est du reste une question débattue et assez délicate que de savoir la distinction qui existait entre *la moyenne* et la *basse justice*.

Houard dit quelque part, pour essayer d'expliquer ces termes, que l'on « appelait *moyenne*, celle qui appartenait à un seigneur qui avait un supérieur et un vassal possesseur de fiefs, et *basse*, lorsqu'au-dessous de celui qui la possédait, il n'y avait ni fief ni juridiction (1). »

Cette définition n'était certes pas suivie dans la pratique, et nous pourrions citer plus d'un arrière-fief, sans mouvances nobles, s'attribuant droit de moyenne et basse justice.

Si l'on recherche maintenant en quoi la moyenne différait de la basse justice, on se trouve, pour notre province, dans le vague le moins défini, et cela se comprend assez bien, si l'on réfléchit que ce terme de *moyenne justice* apparaît pour la première fois, dans l'art. 37 de la Coutume réformée; aussi Houard résume-t-il la jurisprudence à cet égard en disant : « Les arrêts rendus tant au Parlement de Rouen qu'en celui de Paris, au Conseil privé, au grand Conseil, ont unanimement décidé que les moyennes justices ne pouvaient consister qu'en la justice telle que le seigneur l'avait persévéramment conservée, ou par ses titres ou par sa possession (2). »

Il en cite un exemple spécial à l'abbaye de Saint-

(1) P. 454.

(2) V° *Moyenne justice*, t. III, p. 341.

Wandrille, qui réussit à se faire maintenir par plusieurs arrêts, les premiers datés du 22 mars 1520 et du 22 mai 1523, dans ses droits de moyen justicier, dont la compétence fut déterminée aux quatre chefs suivants: « à la connaissance du bruit de marché, à la conservation des droits de l'abbaye, à la visite des poids et mesures par prévention et à l'inspection sur les métiers, en cas de prévention seulement (1). »

Quant à l'origine même de ces diverses sortes de justices féodales, on peut admettre comme un fait démontré que la justice basse ou moyenne était la seule qui fût, à proprement parler, de l'essence de la féodalité ; qu'elle n'était que la continuation des justices allodiales et bénéficiales des premiers siècles de notre histoire, fondées sur les nécessités mêmes de la police rurale; que la haute justice, au contraire, démembrement de la souveraineté, n'a jamais été qu'une justice déléguée.

Cette distinction, toute naturelle d'ailleurs, nous paraît résulter avec évidence de l'étude du chapitre LIV de notre ancien Coutumier intitulé De Court.

(1) Ces mots de *prévention* qui ont ici une portée toute particulière, méritent d'être expliqués! Nous trouvons, *Encyclopédie méthodique,* Vº Juge, p. 325 (t. V de la *jurisprudence*), un passage qui explique ce droit : « les juges royaux ont le droit de prévention. En conséquence, quiconque est conduit devant leur tribunal doit y comparoitre et y défendre sans pouvoir lui-même décliner la jurisdiction... il faut que son seigneur ou un fondé de procuration de sa part le revendique; le plus souvent à la vérité, il est obligé de déférer à la revendication. C'est ce qu'on appelle la *prévention imparfaite*... dans certaines provinces... le juge royal, une fois saisi, retient la connaissance de l'affaire, malgré la revendication du seigneur, c'est ce qu'on appelle la *prévention parfaite*.

Après avoir rappelé les droits du duc, il continue :

« Et si a le *plet de l'épée*, si comme de roberie, de meurtre, d'homicide, de trèves frainctes, de assault en félonie, d'enquestes et telles choses qui appartiennent au plet de l'épée, *excepté ceulx à qui les princes de Normendie ont ottroyé à avoir la court de telz choses*, si comme il est apparoissant par chartre, par longue tenue, par eschange et par autre raison apperte.

« Les chevaliers et ceulx qui tiennent franchement les comtés, les baronnies et autres dignitez fieffaux, ou les fiefs de haubert ou franches sergenteries ou autres francs fiefs ont la court de leurs resséants, ès simples querelles et ès legières et ès pesantes (poursuites) de meubles, d'héritaige et de larcin, jà soit ce qu'ilz doibvent être finies par bataille (1). »

Le commentateur, Guillaume le Rouillé, dont la glose se lit en marge du texte, renvoie, pour le développement de cet article, au chapitre de « la justice aux barons de Normendie » (2) et l'on y voit combien ce droit de justice était limité pour tous ceux qui ne pouvaient en justifier l'attribution à leur profit par ces termes caractéristiques du « plet de l'épée. »

Il cite le texte latin de l'ancien Coutumier au chapitre LIX « *de placitis dominorum* (3) » qui formule les mêmes distinctions, lorsqu'il écrit : « *Quilibet Domi-*

(1) *Le Grand Coustumier du pays et Duchié de Normendie.* Édit. de 1539, f° 73.

(2) *Ibid.*, 2e partie, f° 226 v°.

(3) *Coutumiers de Normandie*, édit. de la Soc. de l'Hist. de Normandie, p. 50.

nus habet placita sua et furta et dominationes suas in terris suis, exceptis placitis illis que sunt ducis, que sunt alibi prenotata. »

Voici donc un premier point bien constant ; le droit de moyenne et basse justice est inhérent à la constitution des fiefs, de là ce nom de fiefs à *court et usage*, applicable à la généralité d'entre eux. La privation de court et usage existe cependant, mais à titre d'exception, et elle est toujours notée dans les aveux ; mais quant au droit de haute justice, il ne peut exister qu'en vertu d'une délégation du souverain, et doit être formellement établi (1).

(1) Il est un exemple assez curieux de haute justice, établie, reconnue, puis abandonnée, c'est celle du chapitre de Saint-Quentin, en la paroisse du Bourgd'un et environs.

Le chapitre de Saint-Quentin en Vermandois, investi par une chartre de Richard II, duc de Normandie, de l'année 1015, des deux églises du Bourgd'un et de Soteville-sur-Mer, réussit à faire considérer cette donation comme entraînant l'exercice du droit de haute justice sur le territoire des paroisses concédées, le fit confirmer par une sentence du bailly de Caux de février 1343, lettres patentes de Philippe de Valois de mai 1344, mainlevée du bailly de Caux d'octobre 1350 et février 1351.

Il se fit maintenir également dans le droit de tabellionnage, comme annexe de la haute justice, par sentence rendue aux assises, le 13 juillet 1416.

Le 16 octobre 1452, Charles VII envoya commission à son bailly de Caux de les rétablir dans leurs droits sur le territoire de ces deux paroisses, y compris celles de la Chapelle en Caux et Saint-Nicolas de Veulles, et celui-ci rendit une sentence favorable le 11 novembre 1453, avec injonction au vicomte d'Arques de respecter leurs fonctions.

La prise de Saint-Quentin, en 1557, la dispersion du Chapitre qui en fut la conséquence, eut son contre-coup sur la haute justice du Bourgd'un ; une sentence du bailly de Caux, au siège d'Arques, à la date du 3 mars

Cette différence d'origine avait, dans le morcellement des fiefs, une conséquence assez curieuse à noter :

Lorsqu'une succession, dévolue à des filles, ne contenait qu'un fief, la division s'en imposait (1) pour fournir à chacune sa part successorale. Dans cette hypothèse, c'était l'aînée qui rendait aveu de la totalité au suzerain ; et les autres portions relevaient, *par parage*, de celle de l'aînée.

Mais, tandis que chaque portion du fief divisé jouis-

1557, saisit leurs domaines, et ordonna de réunir leur juridiction à celle du roi.

Cependant, malgré un rétablissement obtenu de Henri II, le 1er avril 1557, les choses paraissent n'avoir jamais été remises en état, et le droit de haute justice, énoncé en leurs aveux au roi, fut réservé par deux arrêts de la Chambre des Comptes de Normandie des 3 août 1699 et 9 décembre 1700.

Malgré un pourvoi devant le Conseil d'État, qui, le 19 juillet 1701, ordonnait une enquête et la confiait à l'Intendant de la Généralité de Rouen, la Chambre des Comptes, dans son arrêt du 23 décembre 1748, persévérait dans ses réserves, et nous ne voyons pas que la haute justice du chapitre de Saint-Quentin ait jamais été rétablie.

Un arrêt du Parlement de Rouen, du 19 août 1748, rendu contre le le marquis d'Herbouville, a confirmé le chapitre de Saint-Quentin dans la qualité exclusive de patron du Bourgd'un (V° *Mémoires de Jumièges*, in-f°, p. 42).

(1) Le droit normand, pour éviter le morcellement des fiefs à l'infini, interdisait celui du fief de haubert ou de chevalier, qui constituait l'unité féodale par excellence, en plus de *huit parts*. Et c'est cette faculté de division qui a donné naissance à cette désignation que l'on trouve dans les aveux féodaux de 1/2, 1/3, 1/4, 1/6e, 1/8e de fief de haubert. Cette division entraînait une réduction correspondante de l'obligation au service militaire. De 40 jours pour le plein fief de haubert ou de chevalier, elle descendait à 20 jours pour le 1/2 fief, à 10 jours pour le 1/4 de fief, à 5 jours pour le 1/8e de haubert.

sait pour ses redevances et rentes du même droit de basse justice que la portion de l'aînée, le droit de haute justice, s'il était annexé au fief, restait indivisible ; il s'exerçait en commun au nom de l'aîné et des puînés ; ils nommaient les juges ou collectivement ou alternativement, suivant leurs conventions, et à l'extinction du parage, qui subsistait jusqu'à la sixième génération, la haute justice demeurait attachée à la portion de l'aîné, tandis que celles des puînés restaient avec leur basse justice.

Le mode de possession de la haute justice faisait également la règle, quant au nombre d'officiers, que le haut justicier avait le droit d'instituer ; en principe, il n'avait droit qu'à un bailly, un procureur fiscal et un greffier ; un sergent et un tabellion étaient également attachés à la haute justice.

Ces officiers devaient réunir certaines conditions de capacité. Ils devaient être licenciés en droit et se faire recevoir en leurs fonctions par le juge royal aux assises duquel ils devaient comparence et dont leur juridiction ressortissait par appel. Leurs sentences n'étaient pas intitulées au nom du seigneur dont ils tenaient leur investiture, mais en leur nom personnel. Le bailly jugeait, le procureur fiscal remplissait le rôle de ministère public et dirigeait les poursuites.

Quelques hautes justices avaient un nombre beaucoup plus considérable d'officiers ; pour en citer quelques exemples : à la juridiction des *Hauts jours* de l'archevêché, qui connaissait par appel, des sentences des baillis de Dieppe, de Saint-Nicolas et Sainte-Agathe-

d'Aliermont, de Cliponville, de Déville, de Gaillon, de Louviers et de Fresne-l'Archevêque, on comptait, au XVIII^e^ siècle, un président et quatre conseillers, et les deux officiers du ministère public portaient les titres pompeux de procureur général et d'avocat général.

A Saint-Gervais et Fontaine-le-Bourg réunis, qui dépendaient de l'abbaye de Fécamp, il y avait un lieutenant général, un lieutenant particulier, un procureur et un avocat fiscal, sans parler d'un sergent-commissaire de police.

Mêmes fonctionnaires en la haute justice d'Emandreville, qui comprenait notre faubourg Saint-Sever.

La haute justice d'Esneval, qui s'étendait sur une cinquantaine de paroisses et avait deux sièges de juridiction, l'un à Pavilly, l'autre à Criquetot-l'Esneval, avait à ce premier siège bailly, lieutenant, avocat et procureur fiscal, greffier, tabellion, commis-greffier et quatre sergents.

De même, en la haute justice de Mauny.

Le siège d'Aumale comptait, en 1740, un juge civil, criminel, de police et des manufactures, un lieutenant, un conseiller-assesseur, procureur et avocat fiscal, un greffier, avec un commissaire aux saisies réelles et receveur des consignations.

Cette variété justifie le principe que c'était la possession qui déterminait le nombre et le titre affecté aux officiers de haute justice féodale.

Beaucoup plus simple était naturellement l'appareil des basses ou moyennes justices. Leurs assises étaient tenues par un officier ayant nom de sénéchal, et leurs

décisions étaient recueillies par un greffier, tous deux à la nomination du seigneur. Ils prêtaient serment devant la Cour et devaient avoir seulement la qualité de *personnes approuvées* en justice, c'est-à-dire de simples praticiens (art. 190 de la Coutume et règlement du 11 mars 1527) ; leurs audiences se tenaient non dans un prétoire déterminé mais au manoir du seigneur, ou en telle autre habitation relevant de la seigneurie, selon la volonté de celui-ci. Le sénéchal, comme le greffier, devaient être domiciliés sur le fief ou à proximité. Tous les deux signaient les aveux, les plaids ordinaires et les gages-pleiges.

Les *plaids* ou audiences du bas justicier se tenaient de quinzaine en quinzaine, suivant que l'utilité du seigneur l'exigeait, c'est-à-dire, s'il était nécessaire de blâmer un aveu, de faire compter le receveur, le prévôt ou le meunier du seigneur et d'obliger les vassaux au paiement des rentes dont ils étaient débiteurs.

Les *gages-pleiges* se tenaient une fois chaque année, avant le 15 juillet, après proclamation faite le dimanche, issue de la messe paroissiale, par le prévôt de la seigneurie, des jour, lieu et heure de la réunion. Ce nom leur venait de l'obligation où étaient tous les vassaux non resséants sur le fief, de se faire représenter par des personnes qui se portassent garantes (qui gageassent plège) des devoirs dont ils étaient tenus (art. 188 de la Coutume). C'était là que l'on procédait à l'élection du prévôt, à la reconnaissance des rentes et à la déclaration des mutations opérées dans les tenures, du prix des aliénations, et du nom des nouveaux possesseurs.

Le seigneur avait d'ailleurs le droit de s'y faire représenter par un mandataire pour la conservation de ses droits (art. 191 de la Coutume).

La défaillance aux gages-pleiges et le défaut de prestation des redevances dues au seigneur avaient pour le vassal de graves conséquences ; elle entraînait la saisie de sa terre et sa réunion au fief du seigneur, réunion qui pouvait devenir définitive si le tenancier ne se présentait pas dans un délai déterminé.

Ces rapides indications fournissent l'explication de quelques termes, sans lesquels la lecture des anciens titres, même des titres de propriété les plus usuels, devient presque incompréhensible.

L'un des plus usités est l'*aveu* et dénombrement, par lequel le vassal passait déclaration au profit du seigneur, dont relevait l'immeuble qu'il possédait, et en précisait la consistance « par bouts et côtés », en indiquant quelle en était la nature, la contenance et les abornements.

L'aveu, signé par le tenancier, se terminait toujours par la formule de présentation aux pleds de la seigneurie ; elle fait mouvoir tout le modeste appareil de la basse justice.

En voici un exemple très laconique emprunté à nos archives personnelles : « baillée, présentée et advouée... ès plés de la seigneurie de la court de Mauteville tenus audit lieu par moi, Romain Adrien, licencié es loix, seneschal d'icelle, le vingt sixiéme jour de juing l'an de grace mil cinq cents trente cinq, laquelle fut receue sauf à blamer et assigner, et après icelle vue par mondit

seigneur, congé de court a esté donné audit prestre audit nom, saouf à reprocher une autre fois comme de présent. »

L'aveu devenait une simple *déclaration,* lorsqu'au lieu d'être rendu au seigneur tréfoncier, il l'était à l'*aîné* ou *porteur en avant,* à l'occasion d'un tènement ou aînesse morcelé entre plusieurs ayants droit. C'est ce qui remplaçait, pour les tenures roturières, la tenure en *parage* des fiefs nobles. L'*aîné* ou *porteur en avant,* rendait seul aveu au seigneur de la totalité de la tenure, et se déclarait seul redevable de la totalité des droits et devoirs seigneuriaux dont elle était chargée. La déclaration fournie par les puînés ou sous-tenants avait pour objet de lui garantir le paiement des redevances qu'il avançait au seigneur en leur lieu et place.

Voilà en définitive en quoi se réduisait la sphère d'action du bas justicier à la fin du régime féodal, il n'est même plus question pour eux de connaître « de simples querelles et de poursuites de meubles... ou de larcin », c'est uniquement un instrument destiné à assurer le bon fonctionnement des redevances seigneuriales.

Avant de clore cette partie de nos considérations, nous voulons dire un mot d'un document législatif, de la seconde moitié du XVII^e^ siècle, qui va nous permettre d'ajouter quelques traits au tableau que nous avons essayé de tracer, il s'agit des *lettres patentes portant règlement pour l'administration de la justice en la province de Normandie*, qui portent la date du 18 juin 1769 (1).

(1) *Recueil des Édits*... registrés en la Cour de Parlement de Normandie, 1754-1751, M. V CC. LXXIV, p. 1157.

Le titre VI est consacré aux hauts justiciers et le titre XXIII aux bas justiciers; mais il s'agit surtout, dans le titre VI, des obligations qui pèsent sur les hauts justiciers.

L'art. 1er leur impose d'avoir, « dans le lieu où se fait l'exercice de leur haute justice, des auditoires en état de décence pour pouvoir y administrer la justice, ainsi que des prisons sûres et saines et d'y pourvoir de geôliers de la qualité requise par les ordonnances pour veiller à la garde et sûreté des prisonniers. »

L'art. 2 les oblige à tenir régulièrement leurs audiences, au moins de quinzaine en quinzaine, « et d'y vaquer diligemment et sans délai à l'administration de la justice. »

Les articles suivants indiquent la sanction réservée au cas d'inaccomplissement de ces obligations; à faute d'auditoires décents les causes civiles des justiciables de ces hautes justices sont transférées au bailliage royal dans lequel elles sont enclavées; à faute de prisons saines et sûres, les causes criminelles sont poursuivies au bailliage royal « aux frais des seigneurs hauts justiciers. »

De même, au cas de négligence dans la poursuite des crimes commis dans l'étendue des hautes justices, si les officiers laissent passer trois jours sans agir, les procureurs du roi près des bailliages royaux s'en saisissent, « en avertissant préalablement dans lesdits trois jours lesdits hauts justiciers au greffe de leur haute justice de faire la poursuite desdits crimes. »

Et cette question du recouvrement des frais avancés

par le domaine ne traîne pas; après qu'ils ont été taxés par les juges royaux, ceux-ci délivrent « exécution de leurs vacations, droits et salaires de leurs greffiers sur lesdits seigneurs hauts-justiciers ou leurs fermiers, sauf le recours de ceux-ci contre qui il appartiendra, même contre les procureurs fiscaux et juges de leurs hautes justices qui auraient été négligents de faire les poursuites ci-dessus ordonnées » (art. 7).

Quant aux salaires et taxes de témoins, frais de translations et exécutions de criminels, ils sont avancés par les receveurs généraux des domaines qui les recouvrent, avec augmentation des 4 s. pour livre, alloués pour frais de recouvrement, en vertu de rôles approuvés par le Conseil, et délivrés contre les seigneurs hauts justiciers (1).

(1) Il semble que cette disposition ait été modifiée par l'édit de février 1771. Voici du moins ce que nous lisons dans l'*Encyclopédie méthodique*, édition Pankoucke, 1785. V° JURISPRUDENCE, t. V, v° *Jugement*, p. 16. — C'est un résumé intéressant, dont nous signalons les appréciations finales.

« Aujourd'hui les frais d'instruction et exécution criminelle ne sont plus à la charge des seigneurs quand ils ont satisfait à l'édit du mois de février 1771. Par les articles 14 et 15 de cet édit, ainsi que par les lettres patentes du 15 septembre suivant, S. M. ordonne qu'en matière criminelle, lorsque les juges des seigneurs auront informé et décrété avant les juges royaux, l'instruction en première instance sera faite aux frais du Roi; mais que dans le cas où les juges royaux auraient prévenu ceux des seigneurs, l'instruction en sera faite en première instance aux frais desdits seigneurs, aux procureurs desquels S. M. permet, après les informations et décrets, même les recolemens et confrontations, d'en envoyer une grosse au procureur du roi, pour la procédure être continuée par les officiers de S. M., laquelle procédure en cas d'appel et, dans tous les cas, sera à la charge de S. M.; ainsi que les frais de transport, de renvoi et

Ces lettres patentes contiennent en plus un tarif de frais en matière civile et criminelle, et ce tarif conduit à cette conclusion, c'est qu'il y avait une économie assez sensible à être jugé au tribunal de MM. les hauts justiciers. On l'appréciera mieux à l'aide du tableau suivant qui met en regard la taxe appliquée aux différents actes judiciaires, et ses variations d'après l'importance du ressort.

Nous ne prendrons pour exemple que les deux premiers articles : les taxes allouées aux magistrats supérieurs des diverses juridictions, soit au cas de déplacement, soit au cas de travail accompli au lieu de leur résidence.

TAXES AUX JUGES ALLANT EN COMMISSION HORS LEURS RÉSIDENCES.

Conseillers, avocats et procureur général au Parlement, 24 l. par jour.

Substituts du procureur général, notaires, secrétaires du Parlement, 20 l. par jour.

d'exécution et généralement tous ceux d'instruction que les juges du roi croiront nécessaires, le tout sans répétition contre les seigneurs. »

« On voit, par des dispositions aussi sages, que le législateur a eu en vue d'arrêter le cours des crimes que la crainte des frais rendait souvent impunis dans les justices seigneuriales et que si cette nouvelle loi devient pesante pour les juges royaux déjà surchargés de bien d'autres fonctions laborieuses et stériles, elle ne peut manquer au moins de procurer aux sujets du roi la tranquillité et la sûreté qui doivent être moins troublées qu'auparavant. »

Lieutenants généraux civils et criminels des 7 principaux bailliages, présidents des présidiaux, lieutenant général des Eaux et Forêts en la table de marbre, 21 l. par jour.

Lieutenants généraux civils et criminels des autres bailliages, lieutenants particuliers civils et criminels des 7 principaux bailliages, 18 l. par jour.

Lieutenants particuliers desdits bailliages, maîtres particuliers des Eaux et Forêts, vicomtes, conseillers des présidiaux, conseillers du siège général des Eaux et Forêts en la table de marbre, hauts justiciers ressortissant nûment au Parlement, 15 l. par jour.

Assesseurs civils et criminels desdits bailliages et officiers des sièges particuliers des Eaux et Forêts, 12 l. par jour.

Autres baillis hauts justiciers, assesseurs des vicomtes, avocats postulants dans ces bailliages allant en commission sur la récusation des juges, 10 l. par jour.

TAXES AUX JUGES TRAVAILLANT POUR LES PARTIES DANS LE LIEU DE LEUR DOMICILE.

Conseillers, avocats et procureur général au Parlement, 3 l. 4 s. par heure.

Substituts du procureur général, notaires, secrétaires du Parlement, 3 l. 4 s. par heure.

Lieutenants généraux civils et criminels des 7 principaux bailliages, présidents des présidiaux, lieutenant

général des Eaux et Forêts en la table de marbre, 2 l. 10 s. par heure.

Lieutenants généraux civils et criminels des autres bailliages, lieutenants particuliers civils et criminels des 7 principaux bailliages, 2 l. par heure.

Lieutenants particuliers desdits bailliages, maîtres particuliers des Eaux et Forêts, vicomtes, conseillers des présidiaux, conseillers du siège général des Eaux et Forêts en la table de marbre, hauts justiciers ressortissant nûment au Parlement, 1 l. 10 s.

Assesseurs civils et criminels desdits bailliages et officiers des sièges particuliers des Eaux et Forêts, 1 l. 5 s. par heure.

Autres baillis hauts justiciers, assesseurs des vicomtes, avocats postulants dans les bailliages allant en commission sur la récusation des juges, 1 l. 5 s.

L'ordonnance applique la même disposition à tous les autres actes pour lesquels le ministère du juge était obligatoire : signatures de sentences définitives, provisoires ou interlocutoires, simples ordonnances sur requêtes, conclusions du ministère public sur requête, ordonnances rendues sur plaintes au criminel, assistance aux poursuites de décret ou adjudications de biens de mineurs, auditions de témoins, récolements, confrontations, interrogations, tutelles, paraphe de registres, légalisations, taxes de dépens, réceptions de titulaires d'offices (1), nous nous contentons à leur égard de cette simple énumération.

(1) Notons encore que, par une exception dont la prudence se justifie

La même ordonnance contenait la taxe des officiers de justice.

Titre XVI. Taxes des procureurs au Parlement.

Titre XVII. Taxes des procureurs des sept principaux bailliages.

Titre XVIII. Taxes des procureurs des bailliages démembrés.

Titre XIX. Arpenteurs.

Titre XX. Taxe aux huissiers du Parlement.

Titre XXI. Taxes des huissiers et sergents des bailliages et autres justices du ressort du Parlement.

Titre XXII. Taxe aux greffiers des bailliages.

Enfin, le titre XXIII, sur lequel nous insisterons un peu plus, était spécial aux *bas justiciers*, et, par la nature des droits énumérés en ses neuf articles, on trouvera nettement délimité le cadre assez restreint de leurs attributions.

« I. Sera payé aux sénéchaux des seigneuries des basses justices, 5 s. pour chaque signature qu'ils apposeront tant aux originaux qu'aux copies des aveux et déclarations.

« II. Sera payé aux greffiers pour les mêmes actes, 3 s. 6 d.

d'elle-même : « les juges des seigneurs ne peuvent connaître des causes personnelles ou mixtes du seigneur de la justice dont ils sont officiers, de sa femme, enfants et domestiques... C'est par cette raison qu'ils ne peuvent apposer de scellés, faire inventaire... après les décès des seigneurs et que ces droits appartiennent aux juges supérieurs... Dans tous les cas où le fond de la chose est contestée, le sujet de la seigneurie assigné devant le seigneur peut décliner la jurisdiction... » (*Encyclopédie méthodique*), JURISPRUDENCE. V° *Haute justice et jugements*, p. 21.

« III. Les mandemens, actes, expéditions, sentences de réunion ou actes d'adjudication seront délivrés en papier et lesdits sénéchaux percevront 10 s. pour leurs signatures et les greffiers 2 s. 6 d. du rôle.

« IV. Tous exploits, saisies, proclamations faites par les prévôts des seigneuries, seront taxés au même prix de 2 s. 6 d.

« V. Pour proclamations, sentences de réunion, sera payé 2 l.

« VI. Sera payé par les vassaux pour la façon de l'aveu, 20 s. et du rôle de la peau de parchemin et 2 s. 6 d. du rôle en papier.

« VII. Les rôles en parchemin contiendront 30 lignes à la page et 30 lettres à la ligne et ceux en petit papier, 25 lignes à la page et 24 lettres à la ligne.

« VIII. Les vassaux paieront en outre le parchemin et le papier ainsi que le contrôle.

« IX. Lorsque le vassal apportera son aveu fait et rédigé, il ne sera tenu de payer que la signature du sénéchal, du greffier et en outre le contrôle. »

On le voit, les fonctions du sénéchal se réduisaient, vers la fin du dernier siècle, à la réception des aveux et aux saisies féodales et réunions de fief pour aveux non rendus ou devoirs non faits; quant aux hauts justiciers, on voit bien ressortir les charges qui pesaient sur eux et les émoluments que leurs officiers étaient autorisés à percevoir, mais on n'aperçoit pas les avantages ou les honneurs dont ils jouissaient à titre de compensation.

C'est là un point sur lequel nous allons essayer de fournir quelques renseignements.

II

Le *Traité de Jurisprudence de l'Encyclopédie* (1) les résume ainsi : « Le seigneur haut justicier jouit à cause de sa haute justice de plusieurs droits, savoir de la confiscation des meubles et immeubles qui sont en sa justice, excepté pour les crimes de lèse-majesté. Il a pareillement les deshérences et biens vacants, les épaves ; il a la moitié des trésors cachés d'ancienneté, quand celui qui les trouve est propriétaire du fonds où ils sont trouvés, et le tiers quand le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui.

Voilà pour les profits; quant aux honneurs, Houard les résume ainsi (2) :

« 1° Les seigneurs qui ont haute justice ont le droit de chasser *en personne* dans les fiefs où leur juridiction s'étend, mais le seigneur du fief peut y chasser *tant par lui que par d'autres* (Édits des mois de juin 1601, de juillet 1607, et article 26 du titre des chasses de l'ordonnance de 1669) ; 22e consultation de Cochin, t. I;

« 2° Ces seigneurs ne peuvent augmenter le nombre des officiers de leurs justices (arrêt du 6 juillet 1643).

(1) T. V, p. 16.

(2) Dictionnaire de Droit normand. Vo *Hauts justiciers*.

Ils ne peuvent sans titre exprès avoir plus d'un bailli, un lieutenant et un procureur fiscal ;

« 3° Quant au point de savoir si ces officiers sont amovibles, voyez l'article *Destitution ;*

« 4° Les officiers du haut justicier en son absence ont dans les églises du fief le pain bénit par distinction et la préséance, durant les processions et l'office divin, avant les autres habitants gentilshommes, bas et moyens justiciers, et même avant le haut justicier qui ne l'est pas cependant *de la paroisse*, mais de quelques extensions *en la paroisse*. Si le seigneur, sa femme et ses enfants sont présents, le juge haut justicier n'a les honneurs dont on vient de parler qu'après eux. Guyot, t. VII, chapitre VI des *Observations sur les droits des patrons*, cite un arrêt du grand Conseil qui l'a ainsi jugé le 5 mars 1743. Par l'institution des juges, les seigneurs déposent en leur personne la prérogation la plus honorable de leur fief, celle de rendre la justice. Ils deviennent par cela soumis à l'officier même qu'ils nomment ; or, c'est une suite du droit de rendre la justice que celui qui la rend participe au respect que l'exercice de ce droit inspire naturellement ;

« 5° En l'absence du juge chef, le lieutenant ou le procureur fiscal peuvent exiger les mêmes distinctions ; en eux réside la puissance publique et le seigneur n'a que le pouvoir de la faire administrer (Guyot, *ut suprâ*) ».

Les seigneurs hauts justiciers avaient encore un autre droit qui leur permettait d'affirmer ostensiblement leur prééminence, c'était le droit de *Poteaux*.

Et à cet égard une distinction est nécessaire, car il y avait, et nous citons encore Houard, des espèces variées de poteaux : « Les seigneurs ont le droit de faire élever sur leurs fiefs divers poteaux ; les uns sont seulement destinés à indiquer quel est le seigneur du lieu, les autres à fixer les limites de la seigneurie ; quelques-uns à l'exposition des condamnés au carcan, et les principaux à recevoir les cadavres de ceux qui ont subi la peine de mort.

« Les poteaux, à l'exception de ceux qui ont les trois premières destinations, ne sont permis qu'aux hauts justiciers. La raison de ceci, c'est que les fourches patibulaires ou gibets étaient anciennement de différente forme et chaque forme caractérisait la dignité des hauts justiciers. Ainsi les fourches patibulaires d'un comté avaient six piliers, celles des baronnies quatre, celles des châtellenies deux.

« Sans les précautions prises par les coutumes où ces distinctions avaient lieu, pour empêcher les seigneurs de faire relever de leur autorité privée les fourches détruites, il serait souvent arrivé que ces seigneurs auraient eux-mêmes accéléré cette destruction, parce qu'en reconstruisant, au moyen de ce qu'ils auraient augmenté le nombre de piliers, ils auraient pu, dans un temps reculé, réclamer une qualité qui ne leur aurait pas appartenu... »

Houard observe d'ailleurs que, sous l'empire de notre coutume, comme de quelques autres, le nombre des piliers des fourches patibulaires n'a jamais été un signe de distinction entre les seigneurs ; ce qui dispensait de

recourir aux lettres de chancellerie pour les relever.

Il termine en reconnaissant le droit pour le haut justicier « de faire placer un poteau dans le marché de son vassal noble. Car, dit-il, outre que le haut justicier doit être surtout connu dans ce marché comme y ayant la grande police, il est évident qu'un poteau est bien moins incommode à un seigneur de fief qu'un gibet, » et il cite un arrêt de 1620 dans ce sens.

Nous avons dans notre bibliothèque des mémoires assez curieux (1), relatifs à l'exercice de ce droit de poteaux ; le débat s'agitait vers la fin du siècle dernier entre le baron d'Esneval, seigneur haut justicier de la paroisse d'Encretiéville, et le président de Saint-Victor, possesseur de fermes importantes dans cette commune, et qui les avait plantées d'avenues servant à la décoration de son château de Saint-Victor.

(1) Le premier, de 23 p. in-4°, imprimé veuve Laurent Dumesnil, 1783, et rédigé par M. de Guerville, a pour titre :

Défenses que fournit M. le Président d'Esneval, devant MM. du Fossé, de Dampierre, Despommares et de Guichainville, conseillers en la grand'-chambre du Parlement de Rouen, juges-arbitres de la contestation qui s'est élevée entre M. le Président de Saint-Victor et lui, au sujet d'une plantation de poteaux que M. le Président d'Esneval a fait faire dans sa paroisse d'Ancretiéville, en sa qualité de seigneur haut justicier.

Le second :

Réponse de M. le Président d'Esneval au mémoire de M. le Président de Saint-Victor.

In-4°, 45 p., veuve Laurent Dumesnil, 1784.

Le troisième :

Réplique de M. le Président de Saint-Victor à la défense de M. le Président d'Esneval.

In-4°, 90 p., veuve P. Dumesnil, 1784.

Ce dernier avait aussi usé du droit de poteau, mais c'était un poteau de l'espèce la plus simple, le poteau limite. On voit dans un de ces mémoires qu'il avait lui-même rédigés et saupoudrés de sa verve caustique, qu'il y parle « d'une colonne en pierre qu'il avait fait ériger sur son fief... pour sauver un peu l'honneur des justiciers ses confrères (1) ».

Un beau jour, le baron d'Esneval fit planter quatre poteaux décorés à ses armes dans la paroisse d'Ancretiéville dont il était seigneur-patron : le premier était contre les murs du cimetière ; les deux autres contre les fossés d'un gentilhomme nommé M. Le Prevost; le quatrième le long des avenues du président de Saint-Victor. Celui-ci, après avoir paru en autoriser l'érection, le fit enlever comme nuisible à une plantation d'arbres qu'il fit exécuter.

De là le procès, soumis par les deux magistrats à quatre arbitres, MM. du Fossé, de Dampierre, Despommares et de Guichainville, conseillers de grand'chambre, et dont nous ne voulons pas suivre les péripéties ; mais nous extrayons d'un des mémoires de M. d'Esneval un passage qui nous renseigne sur l'usage de ces poteaux de haut justicier à la fin du siècle dernier.

« Ne semblerait-il pas que M. d'Esneval est le seul seigneur haut justicier qui se plaise à faire planter des poteaux. Mais nous pouvons citer des exemples. MM. les marquis de Mathan et de Baqueville n'en ont-ils pas fait planter dans toutes leurs mouvances, aux environs

(1) P. 76.

de Tostes. M. le marquis de Conflans sur la grande route de Rouen à Paris, aux portes de la ville de Pont de l'Arche... M. le marquis de Cany n'en a-t-il pas fait placer plusieurs dans les avenues de Doudeville, appartenantes à M. de Reuville, conseiller au Parlement ; à Canville dans celle de Mme Prier, et dans le marché d'Ouville, contre les murs du château de M. Dambray (1). »

Nous n'avons pu savoir quelle avait été la décision des arbitres, et nous ne voulons pas nous égarer dans le récit des incidents, très curieux d'ailleurs, dont le procès fut émaillé. Sans doute, les relations mondaines ont dû cesser entre les deux adversaires ; mais tant de choses ont passé depuis, que le souvenir bien oublié de ces disputes n'a pas empêché, cent ans plus tard, leurs descendants de s'allier entre eux ; aussi, avons-nous hâte d'arriver à ce qui constitue la dernière partie de notre travail, l'état des hautes justices existant en 1789, dans chacun de nos arrondissements actuels. Nous nous proposons d'en donner en note la sèche nomenclature ; essayons seulement, le plus succinctement possible, d'en offrir un tableau d'ensemble.

III

A Rouen seul on comptait onze hautes justices, presque toutes, sauf Emandreville (2), attachées à des établissements religieux :

(1) Deuxième mémoire de M. d'Esneval, p. 11.

(2) *Emandreville*. — Les offices étaient à la nomination du prince de

Les Hauts jours de l'archevêché (1).
Le Chapitre (2).
Bonne-Nouvelle (3).
La Fontaine-Jacob (4).

Soubise. L'audience se tenait tous les lundis à deux heures, et les appels étaient portés à la Cour.

Cette juridiction s'étendait sur la plus grande partie du faubourg Saint-Sever.

(1) *Les Hauts jours de l'Archevêché.* — Dans le *Tableau de Rouen*, de 1778, on voit que la juridiction se composait d'un président qui était alors Langlois de Louvres, avocat distingué du temps, de quatre conseillers, d'un procureur général et d'un avocat général. Les *Hauts jours* jugeaient les appels des baillis de Dieppe, de N.-D., Saint-Nicolas et Sainte-Agathe-d'Aliermont, de Cliponville, Déville, Louviers, Gaillon et Fresne-l'Archevêque.

Audience les lundis à huit heures du matin. V. HOUARD, « Dictionnaire de Droit normand, » v° *Hauts jours*.

(2) *La Haute justice du Chapitre* comprenait l'enceinte de la cathédrale jusqu'aux rues avoisinantes. Elle avait bailly, lieutenant général et lieutenant particulier, procureur et avocat fiscal. Le bailly, en 1778, était également Langlois de Louvres.

(3) *Bonne-Nouvelle.* — Les officiers étaient à la nomination de l'abbé, et l'audience se tenait le jeudi à trois heures, de quinzaine en quinzaine. Les appels ressortissant à la Cour.

(4) *La Fontaine Jacob.* — La juridiction de la Fontaine Jacob, dont les appels ressortissaient au bailliage, était située au Faubourg-Martainville, près la rivière d'Aubette. Elle appartenait, à la fin du siècle dernier, aux Chartreux, qui la possédaient au droit des religieux de Sainte-Catherine. Elle existait depuis plusieurs siècles sans contradiction, puisqu'au procès-verbal de la réformation de la Coutume du 13 mai 1583, comparait, après les avocats au Parlement et avec les juges des Hauts jours, avec les baillis de la Madeleine, de Saint-Paul, du Pré et de Grandmont, « Me Martin du Bosc, advocat et bailly de la Fontaine-Jacob ». Cependant, en 1784, les officiers du bailliage s'imaginèrent de contester la régularité de leur existence et rendirent, à la date du 8 octobre, une ordonnance immédiatement imprimée (J. Le Boullenger, 16 p. in-4°) et placardée

Saint-Gervais et Fontaine-le-Bourg réunis (1).
Grammont (2).
L'Hôtel-Dieu (3).
L'abbaye de Saint-Ouen (4).

dans la ville, par laquelle les Chartreux étaient condamnés à communiquer au procureur du Roi « dans deux mois pour tout délai les titres originaux qui établissent l'érection de leurs aleux en fief, terre, seigneurie, baronnie et haute justice sous le nom de la Fontaine-Jacob ».

Les Chartreux répondirent par un mémoire, fort intéressant, dû à la plume autorisée de Thouret et qui portait ce titre : « *Mémoire* pour les sieur prieur et religieux de la Chartreuse Saint-Julien de Rouen contre le substitut de M. le Procureur général au bailliage de Rouen. — Rouen, J. Le Boullenger, 51 p. in-4°. » Cependant, soit que le bailliage n'eût pas attendu cette publication, soit qu'il ne s'y soit pas arrêté, il rendit, sur un second réquisitoire du 6 mars 1782, une seconde ordonnance sous la date du 21 juin qui, faute par les Chartreux de s'être conformés à l'ordonnance du 8 octobre 1781, supprimait purement et simplement leur juridiction. En fait, la haute justice de la Fontaine-Jacob ne figure plus à l'*Almanach de Normandie* de 1790.

(1) *Saint-Gervais et Fontaine-le-Bourg*. — Cette juridiction appartenait à l'abbaye de Fécamp et relevait de la cour. Audience le samedi à deux heures.

Elle s'étendait paroisses de Saint-Gervais, Oissel, Fontaine-le-Bourg, Saint-Georges-sur-Fontaine, lès Authieux et Ratiéville.

(2) *Grammont*. — A la nomination de MM. les Administrateurs du Collège. Elle se tenait faubourg Saint-Sever, cour du Vert-Buisson près Saint-Yves. Audience le lundi à trois heures. Les appels ressortissent à la Cour.

(3) *L'Hôtel-Dieu*. — Le *Tableau de Rouen* de 1778, en indiquant comme avocats inscrits près cette juridiction, les mêmes que ceux des Hauts jours de l'archevêché, ajoute que ses appels ressortissaient à la Cour. Le bailly figurait au procès-verbal de la réformation de la Coutume (V. note 4), sous le nom de « Bailly de la Magdelaine ».

(4) *L'abbaye de Saint-Ouen*. — La juridiction de Saint-Ouen portait, à cause des forêts et grands bois, sur lesquels s'étendait sa juridiction, le nom de « verderie et sénéchaussée ». Ses appels étaient portés au Parle-

Saint-Paul (1).

Nous avons quelque doute toutefois que la Fontaine-Jacob, vieille et antique juridiction dont le bailly assistait à la réformation de la Coutume en 1583, ait pu résister aux attaques dont elle avait été l'objet de la part des officiers du bailliage.

Dans l'arrondissement de Rouen :

ment et ses audiences avaient lieu tous les quinze jours. D. Pommeraye, p. 222 et ss. La juridiction se tenait le mercredi dans une grande salle qui était à l'entrée de la basse-cour, dans le grand corps de logis bâti par le cardinal Bohier.

L'abbaye de Saint-Ouen possédait dans le ressort de l'ancienne vicomté de Rouen, comme dépendant de sa baronnie de Saint-Ouen, nombre de fiefs importants dont nous nous contenterons de faire l'énumération. Cette énumération suffira pour donner une idée approximative de l'étendue de sa juridiction :

A Rouen même, le fief Moutardier, paroisse Saint-Vivien, à la Maresquerie, pour lequel elle devait au roi un esperon de fer ou 25 s. au terme de Pâques; le prieuré de Saint-Michel sur le mont Sainte-Catherine; le fief de Bihorel au Boisguillaume ; Roncherolles-sur-le-Vivier, Isneauville, Cailly en partie, Quincampoix et Crèvecœur, Poville, Esmanville, Malaunay, le Houlme, Houppeville.

Un fief à la Mivoye, les Authieux, Tourville, Gouy, Ymare, Saint-Aubin-la-Campagne, Epinay, Quèvreville-la-Poterie, ainsi que le fief de la Grange à Freneuse.

De même et au droit de la baronnie de Périers-sur-Andelle, dans l'arrondissement actuel, de Rouen, des fiefs considérables à Martainville-sur-Ry, Auzouville, Servaville, le Boullay.

Morville et Sigy en l'arrondissement de Neufchâtel, avec la baronnie de Wanchy.

Dans l'arrondissement de Dieppe, Crosville, Auzouville-sur-Saâne, Biville, Saint-Ouen-le-Mauger, Le Bourgd'un.

Dans l'arrondissement d'Yvetot, Veulettes et des fiefs à Sassetot.

(1) *Saint-Paul.* — A la nomination de l'abbesse de Montivilliers. Les appels étaient portés au bailliage. L'audience avait lieu le samedi.

Les hautes justices du marquisat de Belbeuf (1).
De la vicomté de Blaqueville (2).
De Bondeville (3).
De Bouville (4).
Du marquisat de Cailly (5).

(1) *Belbeuf.* — Les appels ressortissaient du bailliage de Rouen. Audience le lundi à dix heures. Ressort : Belbeuf, Mesnil-Esnard, Bonsecours, le faubourg d'Eauplet en grande partie, Saint-Crespin-du-Becquet, Saint-Adrien, Saint-Aubin-la-Campagne.

Appartenait au marquis de Belbeuf.

(2) *Blaqueville.* — Les appels relevaient de la Cour. Audience le mercredi, tous les quinze jours. La juridiction s'étendait à Fréville et les Ifs en partie, les Wuifs, Carville-la-Folletière en partie, Epinay, en partie.

(3) *Bondeville.* — Le prétoire était situé à Rouen, rue de la Prison (*Tableau de Rouen*, 1778). Audience jeudi, tous les quinze jours. Les appels relevaient de bailliage.

(4) *Bouville.* — Vallée depuis l'édit de 1702, les appels étaient portés au bailliage de Caudebec.

Elle paraît n'avoir d'extension qu'à Bouville.

(5) *Cailly.*—Le tableau de Rouen, de 1778, indique à Cailly « mesmes juges et avocats qu'au Vaudreuil ».

Dans un aveu du marquisat de Cailly, rendu au roi le 15 oct. 1678 par Louis-François Le Fèvre de Caumartin (Arch. de la S.-Inf.), on voit que le marquisat s'étendait dans les paroisses snivantes :

Saint-Anbin-sur-Cailly, Beaumont, Biennais, Bonnetot, Boscroger, Cailly, Critot, Ecalles, Esteville, Saint-Georges-sur-Fontaine, Saint-Germain-sur-Cailly ; Gueutteville-en-Caux, Gouville, Grosmesnil-en-Bray, Saint-Jean-sur-Cailly, Monterollier, Saint-Nicolas-du-Verbois, Pibeuf, Pierreval, Roquemont, La Rue-Saint-Pierre, Touffreville, Yquebeuf, Collemare.

La baronnie de Cailly, divisée en deux 1/2, dont l'une dite de Boissey, fut successivement possédée par la famille de Boissay, par celle de Mailloc, à partir du milieu du XVIe siècle, et par les Le Fèvre de Caumartin à partir de 1659 ; l'autre moitié anciennement possédée par les comtes de la Marche, fut réunie dans la même main et érigée en marquisat, avec

De Darnétal (1).
De Déville (2).
De Duclair (3).
Du duché d'Elbeuf (4).
De Saint-Etienne-du-Rouvray (5).
De la baronnie et vidamie d'Esneval, dont le siège était à Pavilly (6).

adjonction de la commune de Saint-André-sur-Cailly, par lettres patentes de septembre 1661.

Mlle de Caumartin épousa, en 1710, Pierre Delpech, avocat général en la cour des aides de Paris.

(1) *Darnétal.* — Cette haute justice qui appartenait au duc de Montmorency en 1778, portait ses appels à la cour. Audience le jeudi, à deux heures. Elle s'étendait à Saint-Martin-du-Vivier, Saint-Ouen-de-Longpaon, Saint-Pierre-de-Carville, Saint-Léger-du-Bourg-Denis, Blainville, avec extensions à Fontaine et Saint-Gilles-de-Repainville, vo Houard, vo *Fiefs*, t. II, p. 409.

(2) *Déville.* — La juridiction se tenait dans l'enceinte de l'archevêché, dont elle dépendait et ressortissait en appel des *Hauts jours*. Audience le mercredi à trois heures.

(3) *Duclair* dépendait de l'abbaye de Jumièges. Audience le mardi à dix heures, jour du marché. Les appels étaient portés au bailliage de Rouen.

(4) *Elbeuf.* — Les appels étaient portés à la Cour. Audience le mardi pour la ville et les environs, le samedi pour la campagne.

(5) *Saint-Étienne-du-Rouvray.* — Les appels relevaient du bailliage. La haute justice appartenait au seigneur de Saint-Etienne. Audience le samedi à dix heures.

(6) Le siège principal de cette haute justice était à Pavilly, avec siège à Criquetot-l'Esneval, dont le lieutenant devait comparence aux assises de Pavilly. Les appels étaient portés à la Cour. Audience le jeudi à dix heures. Le *Tableau de Rouen*, de 1778, indique comme enclaves de sa juridiction :

Pavilly, Sainte-Austreberte, Esmanville, Ancretiéville, Bourdainville, Goupillières, Saint-Victor-la-Campagne, Hugleville, Saint-Ouen-du-Breuil,

De Franqueville (1).
De Freneuse (2).
De Saint-Georges-de-Boscherville (3).
De Hénouville (4).
Du marquisat de la Londe (5).
De Saint-Martin-de-Bonneville (6).

Butot, Beautot, Renfeugères, Saint-Jean-du-Cardonnay, Roumare, Barentin, en partie, Hardouville, le Mesnil-Durescu, Saint-Étienne-le-Vieux, Auzouville-l'Esneval, le Saussay, Limésy, en partie, des extensions dans la ville de Rouen, Quevilly-lès-Rouen, en partie, Saint-Maclou-de-Folleville, Motteville, Flamanville-l'Esneval, Croixmare, Saint-Paër, en partie, Espinay, Sainte-Marguerite, Ectot-les-Baons, les Baons-le-Comte, Sainte-Marie-des-Champs, Valliquerville, Sainte-Geneviève, Saint-Vaast, Yvecrique, en partie, Anglesqueville-l'Esneval, Avremesnil, Saint-Pierre-le-Vieux, Criquetot-l'Esneval, Gonneville, près Honfleur, le Bourgd'un, la Chapelle-sur-Dun, la Gaillarde, Calleville-les-deux-Églises, Luneray.

(1) *Franqueville.* — Les appels étaient portés au bailliage de Rouen. Elle s'étendait à Saint-Pierre et N.-D. de Franqueville, Boos, Fresne-le-Plan, le Mesnil-Rault, Franquevillette et Celloville.

(2) *Freneuse.* — Les appels étaient portés au bailliage de Pont-de-l'Arche. Elle s'étendait à Saint-Aubin-jouxte-Boullenc, Cléon, les Authieux, Tourville-la-Rivière.

Audience le vendredi à onze heures.

En 1778, M. Landry, seigneur de Saint-Aubin, nommait aux offices.

(3) *Saint-Georges-de-Boscherville.* — Audience le mercredi matin tous les quinze jours. Les appels relevaient du bailliage.

(4) *Hénouville.* — Audience le mardi à dix heures. Les appels sont portés au bailliage.

(5) *La Londe.* — Audience le mardi matin. Les appels ressortissent à la Cour.

La juridiction s'étendait sur les paroisses de la Londe, de Saint-Georges, d'Orival, Saint-Ouen, du Thuit-Heudebert et Boscroger, en partie.

(6) *Saint-Martin-de-Boscherville.* — Audience le mercredi matin tous les quinze jours. Les appels ressortissent au bailliage.

En 1778, M. d'Auzouville, conseiller au Parlement, nommait aux offices.

Du marquisat de Mauny (1).
De la baronnie de Montville (2).
De la châtellenie de Préaux (3).
De la vicomté de Roumare, relevant du comté d'Eu (4).
De la châtellenie de Ry (5).
De Sotteville (6).
De Tourville-la-Rivière (7).

(1) *Mauny*. — Audience le mardi à dix heures.
Il y avait juridiction de verderie exercée par les mêmes officiers. Les appels ressortissaient à la Cour et aux Eaux et Forêts. Elle s'étendait à Mauny, la Bouille, Caumont, Barneville, Bosgouet, Guenouville.

(2) *Montville*. — Audience le lundi à dix heures, jour du marché. Les appels ressortissaient à la Cour.

Voir pour la consistance de la baronnie de Montville, un acte d'échange du 24 avril 1648, passé devant les notaires de Dieppe entre Claude Groulart, seigneur de Torcy et Alexandre Bigot, président à mortier.

(3) *Préaux*. — Audience le mercredi à dix heures. Les appels ressortissaient à la Cour. La juridiction s'étendait à Préaux, la Pommeraye, Pubeuf, Quincampoix, en partie, hameau de Bois-de-Cailly, Morgny, en partie, la Vieux-Rue, Boislevesque, Bois-d'Ennebourg, Montmain, Saint-Jacques-sur-Darnétal, en partie, et quelques maisons du hameau de la Table-de-Pierre.

(4) *Roumare*. — Audience le mardi à dix heures. Les appels ressortissent au bailliage d'Eu.

(5) *Ry*. — Démembrement du bailliage de Longueville avec verderie. Audience le samedi à onze heures, les appels ressortissant à la Cour.

La juridiction s'étendait sur le bourg et paroisse de Ry, Saint-Denis-le-Thiboult, Vascœuil, Croisy, la Haie-en-Lions, en partie, Grainville-sur-Ry, Fontaines-le-Chastel, Saint-Germain-des-Essours, et en partie les Authieux-sur-Buchy, Saint-Aignan, Catenay et Elbeuf.

(6) *Sotteville*. — Audience le samedi à trois heures. Les appels au bailliage.

(7) *Tourville-la-Rivière*. — Audience tous les quinze jours. Les appels ressortissent au bailliage de Pont-de-l'Arche.

De la commanderie de Sainte-Vaubourg (1).
Et de Vaurouy (2).

Dans l'arrondissement de Dieppe, on comptait la haute justice du comté d'Eu (3) à son extrémité Est, qui res-

(1) *Sainte-Vaubourg*. — Le *Tableau de Rouen*, de 1778, indique à Sainte-Vaubourg un sénéchal juge, gruyer et verdier, assisté d'un greffier.

(2) *Vaurouy* s'étendait à Vaurouy. Le *Tableau de Rouen*, de 1778, indique seulement mêmes avocats et officiers qu'à *Blacqueville*.

(3) *Comté d'Eu*. — Le comté d'Eu formait une enclave du Parlement de Paris, dans le ressort du Parlement de Normandie et ses extensions étaient considérables. Elles pénétraient dans les cinq vicomtés de la haute Normandie, Arques, Neufchâtel, Caudebec et Rouen.

Le bailly d'Eu, assisté des lieutenant général et lieutenant particulier, avait trois sièges de juridiction à Eu, Blangy et Foucarmont.

Le comté possédait quatre sièges de vicomté : à Ourville-en-Caux, Mesnières, près Neufchâtel, Roumare, près Envermeu, et Roumare, près Rouen.

Les appels de ces vicomtés étaient portés au bailliage d'Eu, qui jugeait encore sur appel les causes jugées par les maires des villes d'Eu, Blangy et Monchaux et les seneschaux des baronnies relevant du comté d'Eu.

Hoüard, v° *Eu*, a fait ressortir avec beaucoup de netteté la singularité de cette extension du ressort du Parlement de Paris, spéciale à Eu, qui n'avait point été revendiquée pour les autres pairies, comme les duchés d'Aumale et d'Elbeuf et était spéciale aux affaires judiciaires « d'autant plus que ce comté ressortit à la Chambre des Comptes, à la Cour des Aides, au bureau des finances de Rouen ; qu'il fait partie du gouvernement de Normandie, que quant au spirituel il est de l'archevêché de Rouen... qu'il a été compris dans les lettres patentes accordées pour la rédaction de la Coutume réformée... »

Voici une nomenclature, que nous n'oserions garantir complète, des paroisses où s'étendait le comté d'Eu :

Saint-Aignan, Ancourt, Arques, Assigny, Aubéguimont, Aubermesnil, Auberville, Avesnes, Bailleul-sur-Eaulne, Baromesnil, Bazinval, la Belloie, Bernapré, Biville, Blangy, Boissay, Boscgeffroy, Boscricard, Boscrocourt, Bournambusc, Bouteilles, Brunville, Campneuseville, Capval, Caudecoste, Le Caule, La Chaussée, Criel, Cuverville, Dancourt, Desville, Envermeu,

sortissant du Parlement de Paris, soustrayait à la juridiction du Parlement de Normandie le canton d'Eu et une partie de celui d'Envermeu ; la haute justice du comté, puis duché de Longueville (1), qui subsista jusqu'en 1692, époque de la réunion du duché à la couronne, exista quelque temps comme juridiction séparée du bailliage d'Arques, auquel elle fut plus tard réunie, et donna ensuite naissance, par aliénation du domaine, à une série de hautes justices particulières

Escotigny, Estalonde, Estoquigny, Estrehan, Favencourt, Floques, Folny, Fontaine-le-Dun, Foucarmont, Fréauville, Le Fresne, Fresnoy, Gerponville, Gonneville, Grandcourt, Grémonville, Greny, Gruchet-Saint-Siméon, Guerville, Guillemescourt, Hesmie, Heudelimont, Hinsseville, Saint-Jean-du-Cardonnay, La Joncquière, La Londe, Saint-Laurent-de-Brèvedent, La Lesqueue, Saint-Léger, Lignemare, Longroy, Maisoncelles, Saint-Martin-au-Bosc, Saint-Martin-le-Gaillard, Manteville-sur-Dourdan, Melleville, Mesnières, Mesnil-Réaume, Mellemont, Millebost, Monchaux, Monchy, Neufville-sur-Eaulne, Octeville, Ourville, Parfondeval, Penly, La Pierre, Saint-Pierre-en-Val, Pierrepont, Pissy, Puisenval, Saint-Quentin, Quièvrecourt, Réalcamp, Saint-Remy, Richemont, Saint-Riquier, Roumare, Saint-Saire, Sassetot, Sauchay-le-Haut, Sauchay-le-Bas, Sept-Meules, Smermesnil, Saint-Soupplis, Tocqueville, Touffreville, Tréport, Val-du-Roy, Varimpré, Les Vieilles-Landes, Villy.

(1) *Duché de Longueville.* — On trouve l'indication de toutes les paroisses où s'étendait la haute justice du duché de Longueville, dans l'information qui fut faite en 1316, après la confiscation sur Enguerrand de Marigny, par les soins de Gilles de Remy, clerc, Gealian Tristau, huissier d'armes du roi et Jehan de la Porte, bailly de Caux.

Longueville fut réuni à la couronne par arrêt du Conseil du 9 mars 1694. Un bailliage royal et vicomtal y fut établi par édit de décembre 1696. Un autre édit de septembre 1744 le réunit au bailliage royal d'Arques (*Recueil des Édits*, t. VIII, p. 143. Voir les soumissions qui y sont jointes).

telles qu'Auffay (1), Bacqueville (2), Braquetuit (3), Fresles (4), Longueil (5) et Ventes d'Eawy (6). — La

(1) *Auffay.* — La haute, moyenne et basse justice des paroisses d'Auffay, Heugleville, Tostes, Calleville et Saint-Vaast-du-Val fut aliénée au profit de Jean-Baptiste Beuzelin, sr de Bosmelet, président au Parlement, par le prix de 5,500 fr., suivant contrat du 15 février 1703, registré au Bureau des Finances le 15 janvier 1704.

(2) *Bacqueville.* — Les appels relevaient pour le civil du bailliage d'Arques, pour le criminel et la police de la cour.

Elle s'étendait sur huit paroisses : Bacqueville, Royville, Lamberville, Lammerville, Brachy, Saint-Ouen-prend-en-Bourse, Bonnetot.

Démembrée et aliénée au profit de Jean-Baptiste de Boivin, seigneur de Bonnetot. P.-P. en la Chambre des Comptes, par contrats des 11 octobre 1702, 15 mars 1703, 17 décembre 1705. La haute justice de Brachy fut payée 523 l., celle de Bacqueville et autres paroisses, 3,446 l.

(3) *Braquetuit.* — Audience le jeudi à dix heures.

Les appels ressortissaient au bailliage; la juridiction s'étendait sur Bracquetuit, Louvetot, les Innocens, Beuzeville-la-Giffard, Beaumont-le-Harenc.

La haute justice des Innocens fut aliénée par le prix de 440 l. au profit de Pierre Godard de Belbeuf, par contrat du 18 janvier 1703. Celle de Bracquetuit, avec le patronage et le domaine, à tenir par demi-fief de haubert, fut aliénée au profit du même, par le prix de 2,336 l. 3 s., suivant contrat du 14 octobre 1702, registré le 15 mai 1705.

(4) *Fresles.* — Juridiction supprimée par édit de décembre 1776 et réunie au bailliage de Neufchâtel.

Le maréchal de Cœuvres acquit par contrat du 14 février 1704, registré le 18 janvier 1706 et par le prix de 3,080 fr., le droit de haute justice sur la paroisse de Bures, sur 22 feux à Burettes, 10 à Saint-Valery, Fresles, Ardouval, Bradiancourt, Fontaine et Brémontier.

Et par contrat du 28 février 1704, registré le 28 février 1706, moyennant 322 l. 13 s. 4 d., la haute justice sur Pommereval avec seigneurie directe de 28 feux, et la haute justice de Maintru.

(5) *Longueil.* — La juridiction s'étendait sur sept paroisses : Longueil, Ambrumesnil, Ouville-la-Rivière, Quiberville, le Thil, Gueurres et Brumesnil.

(6) *Ventes d'Eawy.* — Le *Tableau* de 1778 indique qu'elle est pour

haute justice appartenant à l'archevêché de Rouen dans la ville de Dieppe (1) et les paroisses de l'Alihermont,

la relevance comme Bacqueville. « Cette haute justice est fort étendue et comprend tout le territoire des grandes et petites Ventes dont la seigneurie appartient à M. le comte de la Heuse » (Le Cordier de Bigars).

(1) *Dieppe.* — V° *Recueil des Edits* enregistrés au Parlement de Normandie, t. VI, p. 269.

Dans l'aveu de la temporalité de l'archevêché de Rouen rendu par Georges d'Amboise le 28 avril 1501, il énonce :

« Les villes, terres et seigneuries de Dieppe, du Pollet et Bouteilles, auxquelles ledit archevesché a haute moyenne et basse justice à cause de sa dignité archiépiscopale.

« Les villes, terres et seigneuries de Douvrend et d'Alihermont... »

Elles s'étendaient à Saint-Nicolas, Notre-Dame et Saint-Jacques, Sainte-Agathe-d'Alihermont, Crodalle, Arques, Dampierre, Meulers, Angerville, Envermeu, Douvrendel, Humesnil, Martin-Eglise et Douvrend.

Les appels du bailly de Dieppe ressortissaient aux Hauts jours. Voir un arrêt du Parlement du 24 mars 1721 sur la juridiction des Hauts jours. Il maintient les juges et officiers de la ville de Dieppe dans la compétence de connaître de lettres de séparation civile, bénéfice d'inventaire, bénéfice d'âge et autres lettres de justice, défense aux juges et officiers d'Arques d'en prendre connaissance dans l'étendue de la haute justice de Dieppe... « a maintenu les dits juges et officiers de leur haute justice de Dieppe dans la connaissance et jurisdiction de toutes actions concernant les rentes et biens appartenans aux églises, trésors, fabriques, charités ; confréries et maisons religieuses, situés dans le territoire de la dite haute justice comme aussi dans la compétence de connaître des causes civiles des ecclésiastiques et des criminelles, esquelles lesdits ecclésiastiques seront demandeurs et plaintifs seulement, et dans la compétence de connaître des différens et contestations qui peuveut naître entre les maitres des métiers même pour les droits de chapelle, des jurandes, des maitres et apprentis des corps et communautés d'orfèvres, peintres, sculpteurs et autres et généralement de tout ce qui concerne lesdites communautés ; connaitront aussi les juges et officiers de ladite haute justice des grossesses des filles sous promesse de mariage et de la liquidation des intérêts pour non accomplissement desdites promesses. »

puis celle de la baronnie de Manéhouville (1), confondue dans celle de Longuevillle, tant que le duché ne fut pas réuni à la couronne, et qui reprit une existence propre, proclamée dans un arrêt du Parlement du 18 décembre 1721. Le siège de sa juridiction était à Fontaine-le-Dun et elle s'étendait dans une cinquantaine de paroisses.

Le duché d'Estouteville, dont le siège était à Valmont, avait également un siège de justice à Appeville, Bas-de-Hautot (2), pour les tenanciers de sa châtellenie de Hotot-sur-Dieppe et sa baronnie de Berneval. Il faut y ajouter encore le Bourgd'un (3).

Dans le périmètre de l'arrondissement du Havre, les deux grandes hautes justices étaient celles des comtés de Lillebonne (4) et de Tancarville-Hallebosc (5), qui

(1) *Manéhouville.* — Le siège de cette haute justice était à *Fontaine-le-Dun* (V. page 32, note 4).

(2) *Appeville-Bas-de-Hautot.* — Siège du duché d'Estouteville. Voir notre brochure : *Un procès entre deux hauts justiciers.* Lestringant, 1891, p. 17, note.

(3) *Le Bourgd'un.* — En 1710, le marquis d'Herbouville se qualifiait seigneur haut justicier du Bourgd'un.

(4) *Lillebonne.* — On trouvait à Lillebonne un bailly vicomtal « juge de police dans les marchés et enclaves de Bolbec et Lillebonne, les lundi et et mercredi et juge de la manufacture établie au bourg de Bollebec » (Archives de la S.-Inf., aveu du 1er avril 1685), un maitre des Eaux et Forêts ayant juridiction sur les pêcheurs en la rivière de Seine, et cette haute justice s'étendait (*id.*, *ibid.*), aux paroisses de N.-D. et Saint-Denis de Lillebonne, le Mesnil, N.-D. de Gravenchon, Petiville, Saint-Maurice-d'Estelan, Norville, Saint-Cler-sur-les-Monts, Sainte-Marguerite-des-Champs, Yvetot, Etalleville, Cauville, Bénesville, Anvronville, Boschymont, Triquerville, Touffreville-la-Câble, Auberville, la Fresnaie, Lintot, la Trinité-du-Mont, Folleville, Saint-Nicolas-de-la-Taille, Saint-Romain-de-

toutes deux avaient un siège à Bolbec, où se trouvait également le siège de la haute justice de l'abbaye du Valasse (1) ; à côté de ces deux grands centres de justice féodale, on comptait les hautes justices d'Epreville (2), d'Etretat (3), de Fécamp (4), pour les tenanciers de l'abbaye ; une haute justice à la Houssaye (5) dont le siège

Collebosc, Oudalle, Étainhus, Espretot, les Trois-Pierres, Mélamare, Loiselières, Saint-Eustache-la-Forêt, Beuzeville, Saint-Jean et Saint-Gilles-de-la-Neuville, Saint-Laurent-de-Bolbec, Lanquetot, Bolleville, Rouville, Raffetot, Nointot, Houquetot, Yébleron, Bréauté, Trouville et Gruchet.

(5 de la page précédente) : *Tancarville-Hallebosc.* — On trouve dans un aveu du 16 septembre 1658, rendu au comté de Tancarville par Françoise Puchot, veuve du président Maignart de Bernières pour le plein fief *du Chambellan*, assis à Bernières. « Item entouré de murs à cause du fief *Chambellan* un lieu et place assis à Bollebec sur lequel est basti la cohue et prétoire ou se tenoit et ou se tient encore la jurisdiction de la haute justice de la baronnie de Hallebosc. »

Dépendaient de cette haute justice : Bolbec, en partie, Radicastel, Beuzevillette, en partie, Guillerville, Esquimbosc, Yébleron, en partie, Bielleville, Cleville, Alliquerville, en partie, Saint-Aubin-de-Cretot, Esquimbosc.

(1) *Le Valasse.* — Elle avait son siège à Bolbec et s'étendait à Bolbec, Saint-Arnoult et Gruchet, à Auberville-la-Campagne et les Maunoirs (?).

(2) *Épreville.* — Indiquée dans le *Pouillé de la Vicomté de Caudebec* comme s'étendant sur partie d'Angerville-la-Martel.

(3) *Étretat.* — Elle fut aliénée au profit de M. de Martonne de Vergetot qui la rétrocéda avant 1708 à M. de Noury de Benouville. Nous ne savons si elle fonctionna régulièrement.

(4) *Fécamp.* — La haute justice de l'abbaye s'étendait dans la vicomté de Caudebec, sur les paroisses de Bondeville, Senneville, Életot et Saint-Pierre-en-Port.

(5) *La Houssaye.* — Ce siège était à Bolbec. Elle est indiquée par le *Pouillé de Caudebec* comme s'étendant en partie sur les paroisses de Bolbec et Nointot.

était à Bolbec ; d'autres à Saint-Martin-du-Manoir (1), et à la Remuée (2), ancienne annexe du duché d'Estouteville, dont le siège était dans les faubourgs de Montivilliers.

La baronnie d'Esneval avait également un siège à Criquetot (3).

Dans l'arrondissement de Neufchâtel, la presque totalité des cantons de Blangy et Londinières et une partie de ceux de Neufchâtel et de Gaillefontaine, dépendaient judiciairement du comté d'Eu (4) ; la plus grande partie du canton d'Aumale dépendait de la haute justice du duché de ce nom (5), la châtellenie de Gaillefontaine (6),

(1) *Saint-Martin-du-Manoir*. — Démembrement de Longueville, aliéné pour le prix de 400 l. au profit de Gaspard Toustain de Frontebosc, sieur de Richebourg, suivant quittance du trésor du 15 mars 1703.

(2) *La Remuée*. — L'un des sièges du duché d'Estouteville. Elle se tenait dans un des faubourgs de Montivilliers. V° *Un procès entre deux hauts justiciers*, p. 16, note.

(3) *Criquetot-l'Esneval*. — Siège particulier de la haute justice d'Esneval.

(4) *Comté d'Eu*. — V° la note 26 de la page 26.

(5) *Duché d'Aumale*. — Le duché d'Aumale avait aussi juridiction de verderie. Son ressort s'étendait sur les paroisses d'Auchy, Aumale, Beaucamp, Beaufresne, Coupigny, Ellecourt, Foursignies, Fresnoy, Frétils, Saint-Germain, Guemicourt, Guillemerville, Haudricourt, Illois, Marques, Mesnil-David, Pierrecourt, Restonval, le Ronchoy, Rothois, Vieil-Rouen, Villers-sous-Aumale, Villers-sous-Foucarmont.

Quoique duché-pairie, ses appels étaient portés au Parlement de Normandie. On lit dans l'aveu du 1er août 1624 (A. S. J.) « les sentences des vicomte et verdier ressortissant par devant nostre bailly et celles dudit bailly sans moyen à la cour de Parlement à Rouen. »

(6) *Châtellenie de Gaillefontaine*. — Elle s'étendait dans les paroisses d'Avesnes, Beaubec, Beaussault, la Bellière, Bazancourt, Bouelles, Compainville, Forges-en-Bray, le Fossé, Gaillefontaine, Haucourt, Long-

embrassait une grande partie du canton de Forges, où se trouvait également la haute justice de la châtellenie de la Ferté-en-Bray (1) qui englobait presque tout le canton de Buchy, de l'arrondissement de Rouen ; enfin la haute jusice du comté de Gournay (2) dépassait les limites du canton actuel et s'étendait notablement dans le département de l'Oise.

A côté de ces grands domaines féodaux, il fallait compter les hautes justices de Beaubec, Bully, Canchy, Dancourt, Foursigny, Grandpré, Graval, Mortemer, Roncherolles, Sommery, Villedieu. La plupart d'entre elles (sauf Beaubec) furent supprimées et réunies à

mesnil, Louvicamp, Saint-Maurice, Mesnil-Mauger, Nesle, Neufville-Ferrière, Saint-Rémy-en-Rivière, le Thil-en-Bray et Trefforest.

Ses appels étaient portés au Parlement (Vo Arch. de la S.-Inf., aveu du 14 août 1626).

(1) *La Ferté-en-Bray*. — (V. la note suivante). Elle s'étendait dans les paroisses d'Argueil, Boisbordel, Boisgautier, Boisguilbert, Boishéroult, Bosc-Asselin, Bosc-Edeline, Bosc-Mesnil, Bosc-Roger, Boissay, Bruquedalle, Buchy, Catillon, la Chapelle-Saint-Ouen, Chef-de-l'Eau, Sainte-Croix, Elbeuf-sur-Andelle, Estouteville, Fry, la Hallotière, Héronchelles, Saint-Lucien, Saint-Martin-du-Plessis, Massy, Mathonville, Mauquenchy, Mesangueville, Mesnil-Lieubray, Montagny, Neufbosc, Nolleval, Perduville, Saint-Samson, Sigy, Sommery, Vimont, avec extensions considérables à Saint-Aubin-sur-Cailly, les Authieux-sur-Buchy, Beaubec, Bierville, Bradiancourt, Ernemont, Esclavelles, Forges, le Fossé, Sainte-Geneviève, la Haie-en-Lions, le Héron, Hodenc, Saint-Martin-le-Blanc, Montérollier, Morville, Puy-sur-Ry, Rebais, Roncherolles, Roquemont, la Rosière, Sermonville-la-Rivière, Serqueux (*Alm. de Norm.*, 1790).

Les appels étaient portés au Parlement.

(2) *Gournay-en-Bray*. — Vicomté démembrée d'Arques en 1408. Les comtés de Gournay et la châtellenie de la Ferté appartinrent à la Couronne, de 1202 à 1461, temps de l'échange qu'en fit le roi Louis XI, en tel

Neufchâtel par édit de décembre 1776, mais Canchy (1), Roncherolles et Sommery (2) furent rétablis par un autre édit de 1782.

Reste enfin l'arrondissement d'Yvetot où les hautes justices féodales ne jouaient pas un rôle moins important.

Parmi les plus considérables, nous signalerons la haute justice du duché d'Estouteville (3) dont le siège principal était à Valmont, avec un siège accessoire à Fauville ; elle s'étendait dans les cantons de Valmont, état qu'il le possédait sans en rien réserver que l'hommage et la souveraineté (*Alm. de Norm.*, 1790).

Les paroisses qui en dépendent sont, outre les vingt-quatre paroisses et hameaux des conquêts Hue de Gournay, Abancourt, Alge, Avesnes, Bellosanne, Beuvreuil, Besancourt, Boshion, Bouricourt, Brémontier, Courselles, succursale de Haussez, Cuy, Dampierre, Elbeuf, Fricourt, hameau de Haussé, Fontenay en partie, Grumesnil, Hodeng-Hodenger, Ménerval, Merval, Saint-Aubin, Saint-Clair, Saint-Michel-de-Halescourt, Saumont.

Audience tous les mardis et les samedis, de quinzaine en quinzaine, à dix heures du matin.

Les appels ressortissent à la Cour.

(1) *Canchy-Roncherolles-Sommery.* — Ces trois juridictions supprimées et réunies au bailliage de Neufchâtel, par édit de décembre 1776, furent rétablies par autre édit du mois de juillet 1782, registré au Parlement le 11 septembre suivant et au bailliage le 26 février 1783.

(2) *Sommery.* — La haute justice de Sommery à exercer sur les paroisses de Sommery et Sainte-Geneviève avait été acquise par Louis du Mesniel, marquis de Sommery, suivant contrat du 10 novembre 1703, registré au Parlement le 29 avril 1704 (V° aux Arch. de la S.-Inf. l'aveu rendu au roi le 27 mars 1733).

(3) *Duché d'Estouteville.* — V° les lettres d'érection de cette haute justice et ses extensions dans notre brochure : *Un procès entre deux seigneurs hauts justiciers (Valmont et Cany-Canyel) au XVIII^e siècle.* Rouen, Lestringant, 1891, pages 13 à 17.

Fauville, Ourville et partie de Cany ; la châtellenie de Cany-Canyel (1), ancienne dépendance directe du domaine royal, échangée en 1370, comprenait la plus grande partie du canton de Doudeville, avec une partie de celui de Saint-Valery et de Fontaine-le-Dun.

A Grainville-la-Teinturière (2), il y eut également jusqu'à la réunion du duché de Longueville à la Couronne, un siège dépendant de sa haute justice;

De même qu'à Fontaines-le-Dun, le siège même de la haute justice de Manéhouville (3), et à Ourville (4) un siège ressortissant du comté d'Eu.

(1) *Cany-Canyel.* — V. la même brochure, p. 17 et suiv.

Cette juridiction s'étendait dans la sergenterie de Cany sur les paroisses d'Angiens, Autigny, Bourville, Cany, Sainte-Colombe, Crosville, Drosay, Englesqueville, Flamanvillette, Gueutteville, Hautot-l'Auvray, Héberville, Herville, Hocqueville, Manneville-ès-Plains, Mesnil-Geoffroy, Pleine-Sève, Sasseville, Tonneville, Veauville-Lesquelles, et sur toute la sergenterie de Canville, moins Berville et Yvecrique.

(2) *Grainville-la-Teinturière.* — Siège annexe de la haute justice du duché de Longueville, devenu bailliage royal, 1696, définitivement réuni au bailliage royal de Cany.

(3) *Manéhouville.* — La baronnie de Manéhouville, reconnue indépendante du duché de Longueville, par arrêt du 18 décembre 1720, rendu au profit de Jacques de Matignon, comte de Thorigny, avait son siège de justice à Fontaine-le-Dun. Elle s'étendait dans les deux vicomtés d'Arques et de Caudebec, sur les paroisses suivantes :

Archelles, Baudribosc, Bauville, Belleville, Bérengeville-le-Grand, Bérengeville-le-Petit, Bertreville, Biville-la-Rivière, Blosseville, Boscrobert, Boudeville, Bourville, la Chapelle-sur-Torchy, la Chaussée, Crasville-la-Mallet, Englesqueville, Envermeu, Estalleville, Étables, Eurville, Freulleville, la Gaillarde, Gelleville, Saint-Germain, Gonneville, Grainville-la-Regnard, Gueures, Heugleville, la Heuze, Saint-Laurent-en-Caux, Lindebeuf, Manéhouville, Manteville-sur-Dourdan, Montebourg, Muchedent, Saint-Pierre-le-Petit, Saint-Pierre-le-Vieil, Saint-Pierre-le-Viger, Saint-Sauveur-de-Thiboutot, Saint-Soupplix, Thibermesnil, le Torp, Tostes, Tourville et Vicquemare. V. l'imprimé de l'arrêt de 1720 (Rouen, P. Cabut, 7 p. in-4°).

(4) *Ourville.* — Siège de vicomté relevant du comté d'Eu. Elle s'étendait à Ourville, Gerponville, Mauteville-sur-Dourdan (V. p. 26, note 6).

Mais l'abbaye de Fécamp, à cause de sa baronnie de Vittefleur (1) y possédait une haute justice qui comprenait presque tout le canton de Saint-Valery, avec une portion notable de celui de Fontaine-le-Dun, où la vicomté de Blosseville (2) avait également sa haute justice, s'étendant sur un grand nombre de communes avoisinantes.

Près de Caudebec, le comté de Maulévrier (3) avait son prétoire dans les faubourgs mêmes et embrassait en tout ou en partie quinze ou seize paroisses voisines.

Ce qui n'empêchait pas l'existence concomitante des hautes justices de Baons-le-Comte (4), Berville en-

(1) *Vittefleur.* — Les appels en étaient portés à la Cour. Elle s'étendait à Cailleville, Ermenouville, Gueutteville, Hocqueville, Houdetot, Ingouville, Manneville-ès-Plains, Mesnil-Durdent, Néville, Paluel, Saint-Requier. Saint-Sylvain, Saint-Valery-en-Caux et Vittefleur.

(2) *Blosseville.* — La vicomté de Blosseville avait droiture de marché à Avremesnil-Pitié le lundi, à Veulles, le mercredi et le samedi, au Bourgd'un le jeudi, et à Fontaine-le-Dun le vendredi. Sa haute justice s'étendait nécessairement dans ces paroisses, et dans celles de la Chapelle-sur-Dun, Angiens, Saint-Pierre-lé-Vieil, la Gaillarde.

(3) *Maulévrier.* — Cette haute justice s'étendait à Alvimare, Saint-Arnoult, Bermonville, Bolbec, Carville-la-Folletière, Étoutteville, Foucart, Fréville, Saint-Gilles-de-Cretot, Sainte-Marguerite, Rençon, Roquefort, Saint-Sylvestre et le Trait.

(4) *Baons-le-Comte.* — La juridiction ne portait que sur une partie de la paroisse des Baons. Les appels étaient portés au bailliage de Caudebec. Les droits de haute justice, de sergenterie et de tabellionage sont rappelés dans les aveux rendus au roi par Guy et Antoine-Charles de Perthuis, les 19 mars 1680 et 24 février 1742 (A. S. I.). Le vicomte de Caudebec venait tenir ses plaids à Baons-le-Comte de 15 en 15 jours. Le *Pouillé de Caudebec,* déjà cité par nous, et qui est de la moitié du XVIII^e^ siècle, porte cette indication « Il n'est plus dans cette obligation, ayant fait réunir ce siège à celui de Caudebec. »

Caux (1), Canouville (2), Cliponville (3), Ecretteville (4), Etouteville (5), Grémonville (6), Hautot-

(1) *Berville-en-Caux.* — Dans son aveu du 2 août 1666, Balthazard Le Marinier, haut justicier de Cany-Canyel, prétendait que les appels de Berville devaient être portés à sa haute justice. Un arrêt de la Chambre des Comptes du 9 juin 1668 l'en évinça. Il y prétendait également droit de fouage. Il en fut débouté par sentence du bailliage de Cany, du 26 mars 1774, confirmée par arrêt des Enquêtes du 16 février 1777.

Dans son aveu au roi, du 9 mars 1586, Jehan de Moy, seigneur de la Mailleraye, revendiqua le droit de haute justice pour sa vicomté de Berville, « issant au siège des assises de Cany, bailliage de Caux pour les causes civiles, et au Parlement de Rouen pour les causes criminelles. » (Arch. de la S.-Inf.).

Elle avait des extensions à Ouville-l'Abbaye, Veauville-les-Baons, Auzouville-sur-Saâne, Saint-Just, Gravenchon et Guenouville près Bourg-Achard.

(2) *Canouville.* — Les appels en étaient portés au bailliage de Cany. Elle s'étendait sur les paroisses de Canouville, Crosville et Malleville en partie.

(3) *Cliponville.* — Les appels ressortissent aux Hauts jours de l'archevêché.

(4) *Escretteville.* — Les appels étaient portés devant la Cour. Cette juridiction n'englobait qu'une partie de la paroisse.

(5) *Etouteville.* — Les appels étaient portés au bailliage de Caudebec. La juridiction s'étendait sur une partie d'Escretteville.

(6) *Grémonville.* — Elle appartenait au marquis de Grémonville, et les appels en étaient portés devant le bailly d'Eu.

Nous donnons ici le libellé d'une nomination de procureur fiscal pour cette haute justice en 1666. Elle fait partie de notre bibliothèque :

Nous, Marc Nicolas Bretel, chevalier seigneur de Grémonville, Yvecrique, Sainct Germain, Lucy, Fesque, Orival, Vatierville, Sauseuse, Mard, Saincte Beuve Espinay et autres terres et seigneuries ; sallut. Scavoir faisons que pour le bon et louable rapport qui nous a esté faict de la personne de maistre Vulfran Simon, sr des Auxthez. advocat en la cour de parlement de Rouen et de ses sens, suffisance, légalité, religion catholique, apostolique et romaine, à iceluy pour ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvantes, Avons donné et octroyé, donnons et

Saint-Sulpice (1), Houdetot (2), Saint-Martin-aux-Buneaux (3), Veauville-les-Baons (4) et Yvecrique (5).

Et tout cela se mouvant avec une variété de mouvances des plus curieuses.

Yvecrique relevait de Longueville et plus tard du bailliage d'Arques; Ourville et Grémonville du comté d'Eu.

Les unes relevaient directement de la cour du Parle-

octroyons la charge de procureur fiscal à nostre haute justice de Grémonville pour par luy soy y faire recevoir et en jouir aux honneurs, profits et émolumens y attribuez. En foy de quoy nous avons signé ces présentes et faict sceller du sceau de nos armes. Donné à nostre chasteau dudit Grémonville le vingt-quatre février 1666.

(Signé) BRETEL DE GRÉMONVILLE.

Sceau de cire rouge en placard sur queue de parchemin, au chevron avec trois molettes, brisé en la cime d'une fleur de lys, au chef chargé d'un breteau de (pas d'indication d'émaux), couronne de marquis sommée d'un cimier supports, 2 licornes.

(1) *Hautot-Saint-Sulpice.* — Les appels en étaient portés au bailliage de Caudebec.

(2) *Houdetot.* — Cette juridiction est indiquée aux *Tableaux de Rouen*, 1775-1778.

(3) *Saint-Martin-aux-Buneaux.* — Les appels étaient portés au bailliage royal de Cany.

La juridiction s'étendait sur Saint-Martin, Vinemerville et Veulettes.

Elle appartenait aux Bigot de Sassetot.

(4) *Veauville-les-Baons.* — Haute justice créée depuis 1702. Du ressort du bailliage de Caudebec.

(5) *Yvecrique.* — Démembrement du duché de Longueville, aliénée le 7 décembre 1702, par le prix de 587 l. 8 s. au profit de Nicolas Heudebert du Buisson, conseiller d'État, intendant des Finances, qui la rétrocéda à Elisabeth Bretel, marquise de Grémonville, veuve d'Adrien de Canouville, seigneur de Grosmesnil, et fut porté par elle aux Le Roux d'Esneval.

Les appels relevaient du bailliage de Longueville, et après sa suppression, du bailliage d'Arques.

ment, comme Blosseville, Cany-Canyel, Ecretteville, Fauville, Fontaine-le-Dun, Maulévrier, Valmont et Vittefleur;

Une autre des hauts jours de l'archevêché : Cliponville;

Telles autres du bailliage royal de Caudebec, comme Baons-le-Comte, Etoutteville, Hautot-Saint-Sulpice, Veauville-les-Baons;

Et les dernières du bailliage royal de Cany : Berville-en-Caux, Canouville et Saint-Martin-aux-Buneaux.

On comptait même dans le bailliage de Caudebec une haute justice qui n'avait qu'une existence annuelle de huit jours, c'était celle de l'abbaye de Saint-Wandrille dont, par un privilège spécial, le sénéchal « avait droit de haute justice dans la ville de Caudebec pendant la semaine de my-caresme (1); » tandis que certaines, comme la haute justice de Cliponville, appartenant à l'archevêché de Rouen, semblaient susceptibles d'une extension illimitée. Nous trouvons en effet, dans un mémoire de la moitié du XVIII[e] siècle, l'observation suivante :

« Cette haute justice ne devrait point avoir de juridiction hors la paroisse; mais à présent elle prétend qu'elle a des teneures dans tout le pays de Caux; n'y ayant guères de village, où elle ne prétende avoir une maison ou deux qui sont marquées d'une croix de fer sur le haut

(1) Arch. départ. *Acquisitions 1891*. POUILLÉ DE LA VICOMTÉ DE CAUDEBEC, document intitulé : *Détail des juridictions royales de Caudebec, qui sont enclavées dans la vicomté dudit lieu et des hautes justices qu'elle renferme.*

de la cheminée. On conjecture non sans fondement que MM. les Archevesques de Rouen, à qui cette haute justice appartient, ayant voulu savoir le revenu de l'église dans leur diocèse, se sont fait donner des déclarations et que toutes ces maisons qui étaient affectées à des rentes foncières envers l'église, furent ainsi distinguées, et par la suite les déclarations ayant été converties en aveu, ces maisons se sont soustraites à leurs premiers seigneurs. »

Nous terminons ici cette revue de nos hautes justices; en présentant ce tableau d'ensemble, nous avons voulu indiquer un sujet d'étude plutôt que l'épuiser, heureux si, pour quelques-uns de nos lecteurs, il a éclairé un des côtés de cette organisation féodale de notre haute Normandie qui fait, depuis plus de trente ans, l'objet de nos recherches; plus heureux encore, si notre exposé a pu les intéresser.

LA LÉGENDE D'ALEXANDRE ET D'ARISTOTE

par A. HÉRON

Le moyen âge est l'âge d'or de la légende : elle y fleurit sous toutes ses formes. La sèche et froide réalité ne dit rien à l'esprit des peuples enfants ; leur imagination se complaît dans les contes, dans les fables qui bercent la première jeunesse. Quand leur raison saura enfin discerner la vérité et la comprendre, ce n'est point dans sa sévère nudité qu'ils la contempleront ; ils la déguiseront encore sous la parure chatoyante de l'allégorie.

Les écrivains de ce temps sont sans cesse à la poursuite du merveilleux ; de leurs propres héros ils font des chevaliers d'aventures ; leurs savants ils les transforment en magiciens et en enchanteurs. S'ils traitent ainsi l'époque où ils vivent, quels changements ne feront-ils pas subir à l'antiquité que leurs yeux distinguent mal par le fait de son éloignement même, et quel aspect étrange ne présentera-t-elle pas au sortir de leurs mains ?

Ne nous en plaignons pas cependant. Si nous voulons connaître l'antiquité, ce n'est ni aux savants ni aux poètes du moyen âge que nous songerons à nous adresser ; nous remonterons aux sources mêmes. Mais nous devons à ces écrivains un autre enseignement ; grâce à la vue toute subjective qu'ils ont des temps anciens dans lesquels ils transportent leurs mœurs, leurs idées, leurs sentiments, leurs croyances même, c'est encore le moyen âge qu'ils peignent quand ils croient nous parler de la Grèce et de Rome ; et ils le font avec une intensité de relief que ne donnent pas les chroniques.

Dès cette première renaissance des lettres qui commence avec Charlemagne, mais ne prend un réel essor qu'à partir du XII^e^ siècle, deux souvenirs antiques dominent tous les autres : ceux d'Alexandre et d'Aristote.

Alexandre est d'abord pour les trouvères le type du roi chevalier ; ils le parent de toutes les vertus qui conviennent à l'idée qu'ils s'en forment. Ce n'est pas seulement un grand conquérant, c'est le modèle achevé du prince libéral répandant à pleines mains d'inépuisables largesses. Ne faut-il pas présenter un grand exemple à ces seigneurs, à ces rois tout disposés à prêter l'oreille aux « chansons » des poètes, mais trop souvent sourds au pressant appel fait à leur munificence ? De là cette réputation proverbiale de générosité qu'Alexandre conservera pendant tout le moyen âge. Plus tard (1)

(1) Sur ces conceptions diverses du caractère d'Alexandre selon les temps, voir M. Paul Meyer : *Alexandre le Grand dans la littérature française du moyen âge*, t. II, 1886, p. 69-70 et 367-380.

c'est le conquérant qui frappera les imaginations; et l'amour du merveilleux trouvera, au XIII^e^ et surtout au XIV^e^ siècle, quand les sentiments chevaleresques se seront affaiblis, une source féconde de développement dans les aventures étranges ou surnaturelles que les récits fabuleux du Pseudo-Callisthène et de son traducteur latin Valérius ont mêlées ou plutôt substituées à l'histoire réelle du conquérant macédonien.

C'est en effet de cette source que sortent les nombreux romans composés pendant le moyen âge à la gloire d'Alexandre : *Le Roman d'Alberic* de Besançon dont nous n'avons plus qu'un fragment ; le *Roman d'Alexandre* de Lambert le Tort, d'Alexandre de Bernai ou de Paris et de Pierre de Saint-Cloud ; deux poèmes écrits sous ce titre : *La Vengeance d'Alexandre,* l'un par Gui de Cambrai, l'autre par Jean le Nevelois ; *Les Vœux du Paon* de Jacques de Longuyon; *Le Restor du Paon*, de Brisebare ; *Le Parfait du Paon*, de Jean de la Mote et *Le Roman de toute Chevalerie*, d'Eustache ou Thomas de Kent (1).

Tout aussi grand, mais à un autre titre et dans un milieu différent, est le nom d'Aristote. L'ancien maître d'Alexandre règne sans partage dans les écoles : pour les élèves, il est le prince des philosophes. Mais sa renommée n'a point pour limites celles de la montagne

(1) Je ne parle ni des ouvrages latins en prose ou en vers composés au moyen âge à la gloire d'Alexandre, ni des rédactions en prose qui vinrent après les compositions poétiques. Voir d'ailleurs, sur la suite et les développements de la légende d'Alexandre, l'ouvrage précité de M. Paul Meyer.

Sainte-Geneviève ; elle s'étend plus loin que la rue du Fouarre, et pour le vulgaire il est le type du sage. On n'a d'abord connu que ses ouvrages de logique, son *Organon,* et c'est comme dialecticien que le moyen âge l'a admiré et suivi jusqu'au XII^e^ siècle. Mais à cette époque, des Juifs espagnols apportent en France ses traités de métaphysique et autres ouvrages traduits du grec en arabe et d'arabe en latin. On les reçoit avec enthousiasme; on les lit, on les copie, on les commente, on les apprend sans relâche dans les écoles. Des hérésies, auxquelles l'influence des écrits du philosophe grec ne paraissaient pas étrangères, le rendent suspect à l'Église : elle condamne en 1215 les livres sur la métaphysique et l'histoire naturelle. Cependant une réconciliation s'opère entre l'autorité ecclésiastique et l'illustre philosophe, et ses ouvrages deviennent bientôt, dans toutes les écoles, la base de l'enseignement philosophique. De tous les sages anciens, c'est le seul dont la voix se fasse entendre jusque vers la fin du moyen âge; et, pendant des siècles, la scolastique associera l'étude de ses doctrines à celle des livres sacrés ; elle s'ingéniera à concilier la Bible et Aristote.

Bien que ses traités ouvrent vers lui un accès plus direct et qu'il soit, pour ainsi dire, d'une prise plus sûre, il n'échappe pourtant pas à la légende ; l'imagination du moyen âge s'attache à sa personne comme à celle d'Alexandre ; elle lui fait subir de singulières transformations et lui prête d'étranges aventures.

Les deux légendes se rencontrent tout naturellement sur un point que l'histoire leur fournit : l'éducation

d'Alexandre par Aristote. C'est le sujet que je me propose de traiter ici. Je montrerai quelle idée le moyen âge s'est faite de l'enseignement d'Aristote, de quelles leçons et de quels conseils il compose l'influence que le philosophe put avoir sur le conquérant. Parmi les divers témoignages que me fourniront les trouvères, je m'attacherai surtout au *Secré de secrez* composé au XII^e^ siècle par Pierre d'Abernon ou de Peckham, afin de mieux faire connaître un des plus anciens monuments de la littérature anglo-normande. Passant ensuite à la plaisante aventure d'Aristote chevauché par la maîtresse d'Alexandre, qu'un trouvère normand, Henri d'Andeli, a si gaiement rimée dans son *Lai d'Aristote*, j'ajouterai quelques renseignements à ceux qui ont été déjà fournis sur cette légende, et je ferai connaître enfin une représentation figurée qui n'a encore été signalée par personne et qui peut certainement être mise au rang des meilleures.

I

Je ne chercherai donc point quels ont été, dans l'antiquité, les rapports d'Alexandre et d'Aristote. Le sujet a d'ailleurs été traité par le savant Egger avec une sûreté de critique qui ne laisse rien à faire après lui : il a établi que « en ce qui concerne les rapports d'Alexandre et d'Aristote, la déclamation sophistique et la légende avaient, dès l'antiquité, trop complaisamment

élargi le champ de l'histoire (1) ». M. Ch. Gidel a constaté de son côté que « la légende a commencé de bonne heure pour Aristote comme pour Alexandre son élève ; il y a des fables, dit-il, dans la biographie rédigée par Diogène de Laerte, il y en a dans celle des anonymes. Les ouvrages apocryphes mis sous le nom du Stagirite, n'étaient pas faits pour dissiper les obscurités qui entourent certaines circonstances de sa vie (2). »

L'œuvre connue sous le nom du Pseudo-Callisthène et l'*Epitome* latin de Julius Valérius, sont les répertoires où les écrivains du moyen âge ont puisé les récits merveilleux qui composent la légende d'Alexandre. Mais s'ils rappellent qu'Aristote fut un des précepteurs du futur conquérant, ils ne nous font pas connaître, autrement que par un mot, la nature de son enseignement. Ils donnent cinq maîtres à Alexandre : Polynice pour la littérature, Leucippe pour la musique, Ménéclès pour la géométrie, Anaximènes pour la rhétorique, Aristote pour la philosophie (3). Aristote reste bientôt le seul précepteur d'Alexandre (4), qu'il instruit en même temps que plusieurs fils de rois. Le maître leur demande à tous ce qu'ils lui donneront quand ils seront en possession des royaumes de leurs pères. Les autres enfants lui

(1) Voir Egger, *Mémoires de littérature ancienne*, XVIII, *Aristote considéré comme précepteur d'Alexandre le Grand.*

(2) Voir Ch. Gidel, *La légende d'Aristote au moyen âge*, dans *l'Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France*, 8e année, 1874, p. 286.

(3) Pseudo-Callisthène et J. Valérius, l. I, ch. XIII, édition C. Müller, dans la *Collection des Ecrivains grecs de F. Didot.*

(4) *Ibid.*, ch. XVI.

promettent la gloire, la puissance ; mais Alexandre lui répond que, n'étant pas le maître de l'avenir, il lui donnera ce que les circonstances et l'heure présente permettront de lui accorder. Ravi de trouver dans son disciple une sagesse aussi précoce, Aristote lui prédit qu'il sera un grand roi.

Dans ce passage du Pseudo-Callisthène aussi bien que dans les anecdotes ajoutées à ce récit par J. Valérius, c'est Alexandre qui est en action, et non pas Aristote. Il en est à peu près ainsi dans les endroits des deux mêmes ouvrages où il est question des rapports du précepteur et du disciple. Les lettres qu'Alexandre adresse au philosophe sont, sinon pour nous, du moins pour les auteurs qui les ont composées, une preuve irréfutable qu'Aristote a donné d'excellentes leçons au conquérant, mais elles ne nous disent absolument rien de la nature de son enseignement.

Dans son *Roman d'Alexandre*, Alberic de Besançon donne des détails sur la manière dont Alexandre fut instruit et fait connaître l'enseignement qu'il reçut de cinq maîtres ; malheureusement le fragment que nous avons conservé s'arrête au 105e vers, juste à l'endroit où l'auteur allait nous parler d'Aristote, puisque le curé de Lamprecht qui, dans sa rédaction allemande du *Roman d'Alexandre*, suit fidèlement notre Alberic, cite expressément le philosophe grec comme le maître d'astronomie du jeune héros macédonien.

Toutefois si, dans ce poème français, nous ne trouvons rien qui concerne Aristote, l'enseignement que reçoit le futur conquérant offre des particularités assez étranges

pour qu'on nous sache gré de reproduire les quatre dernières strophes du fragment dans la traduction qu'en donne M. Paul Meyer :

XII. Il eut des maîtres bien dressés, — versés dans tous les arts, — qui l'instruisirent bien de sentiments élevés, — de bon conseil, de bonté, — de sagesse, d'honnêteté, — de faire bataille et prouesse.

XIII. L'un lui enseigna encore petit enfant — le grec et le latin — et à tracer des lettres sur parchemin — et en hébreu et en arménien, — et à faire au soir et au matin — le guet contre son voisin.

XIV. L'autre lui apprit à se couvrir de son écu, — et à frapper de grands coups de son épée, — et à viser au loin avec sa lance, — et à frapper haut sans manquer [le but] ; — le troisième à lire la loi et à tenir un plaid, — et à discerner le droit du tort.

XV. Le quatrième lui apprit à toucher les cordes, — à faire résonner clairement la rote et la lyre, — à monter la corde à tous les tons, — et à chanter seul ; le cinquième [lui apprit] à mesurer de la terre — combien il y a du ciel à la mer (1).

C'est l'idéal de l'éducation tel que le conçoit un lettré du moyen âge pour former le parfait chevalier ; mais nous voilà jetés en pleine légende. Toute notion précise de l'antiquité est étrangère à l'esprit du trouvère naïf qui n'imagine rien de mieux que de faire apprendre à Alexandre le grec et le latin.

(1) M. Paul Meyer, *Alexandre le Grand dans la littérature française du moyen âge*, t. I, textes, p. 7-9.

On peut en dire autant de l'auteur de la rédaction en vers décasyllabiques, due au clerc Simon, que M. P. Meyer a publiée d'après un ms. de la Bibliothèque de l'Arsenal :

Li reis Felips quist a son fil doctors :
De tote Grece eslist les .VII. mellors.
Cil li aprenent des esteles les cors,
Del firmament les soverains trestors,
Les .VII. planetes e les signes auçors,
E les .VII. arz e toz les granz autors,
D'eschas, de tables, d'espervers e d'ostors,
Parler ot dames corteisament d'amors,
De jugement surmonter jugeors,
Bastir agait por prendre robeors (1).

Quand les maîtres ont achevé leur œuvre, Philippe en donne à son fils un autre « de plus grand escient » : Neptanebus (Nectanebo) qu'on disait faussement être le vrai père d'Alexandre, lui enseigne l'art des enchantements (2).

Il n'est pas encore dans ce poème question d'Aristote, mais nous allons trouver son nom dans le *Roman*

(1) *Ibid.* t. I, textes, p. 27-28.

(2) Dans une fort remarquable étude qui a pour titre *Aristoteles in den Alexanderdichtungen des Mittelalters*, publiée dans les *Abhandlungen des Philosophisch-Philologischen Classe des Königlich Bayerischen Akademie des Wissenschaften*, t. XIX, 1er fasc. p. 1-103. M. Wilhelm Hertz a, sous cette rubrique *Aristote comme précepteur d'Alexandre*, pris la légende à son origine dans le Pseudo-Callisthène et dans l'*Epitome* de J. Valerius, et en a suivi tous les développements et toutes les modifications non seulement dans l'Europe occidentale, mais encore dans les pays de l'Orient, chez les Arabes et les Persans. Je ne puis que renvoyer à ce travail qui n'est plus à faire après lui.

d'Alexandre composé au XII^e^ siècle par Lambert le Tort, Alexandre de Bernai ou de Paris et Pierre de Saint-Cloud. Du moins le manuscrit de ce poème, que MM. F. le Court de la Villethassetz et Eugène Talbot ont suivi dans leur édition de l'*Alexandriade*, attribue à Aristote l'enseignement que le ms. fr. 789 de la Bibliothèque nationale lui fait donner par des maîtres venus « de je ne sais quelles terres(1) ». Voici ce passage :

Aristote d'Ataines l'aprit onestement,
Il li monstre escriture, et li vallés l'entent,
Griu, Ebriu et Caldiu et Latin ensement,
Et tote la nature de la mer et del vent
Et le cours des estoiles et le compasement ;
Isi com li planette maine le firmament,
Et le vie del mont et quant k'il i apeut,
Et connoistre raison, et savoir ingrement,
Si comme retorikes en fait devisement.
Apres çou lui a dit .1. bon castiement :
Que ja sers deputaire n'ait entor li sovent,
Quar maint home en sunt mort et livré a torment
Par losenge, par mordre, par empuisonement,
Le mestre li ensegne, li damoisiaus l'entent (2).

Jusqu'ici l'influence exclusive du Pseudo-Callisthène et de l'*Epitome* de J. Valérius s'est fait sentir chez les trouvères qui ont parlé de l'enfance d'Alexandre. Il n'en est plus de même avec les auteurs dont il me reste à parler. Rutebeuf s'est borné à présenter, sous le couvert d'Aristote, ses propres idées sur les vertus qui doivent être dans le cœur d'un roi.

(1) *Ibid.*, t. I, textes, p. 128.
(2) *Alexandriade*, p. 10-11.

On trouve dans ses œuvres (1) une pièce assez courte sous cette rubrique : *C'est le dit d'Aristotle.*

Aristotles à Alixandre
Enseigne et si li fait entendre
En sun livre versié
Enz el premier quaier lié.
Coument il doit el siecle vivre
Et Rutebues l'a trait dou livre.

C'est une suite de préceptes moraux par lesquels le philosophe engage Alexandre à suivre le conseil de ses « barons », à ne point aimer l'homme qui est « serf de deux langues », car il porte le miel et l'amer. Un sage roi doit élever les gens de mérite sans prendre garde à la naissance, car on voit des hommes « de bone gent estrait » dont on ne reçoit que du mal ; il faut d'un autre côté se méfier des parvenus qui sont quelquefois plus cruels et plus « vilains », que ceux qui sont extraits « d'anceserie ». D'ailleurs ce qu'on doit considérer, c'est ce que l'homme vaut par lui-même :

Puis que nature en l'ome a mis
Sens et valour et cortoisie,
Il est quites de vilonie.
Tex est li homs com il se fait :
I. homs son lignage refait,
Et uns autres lou sien depiece.

Voilà qui n'est pas trop mal pensé, sous le nom d'Aristote, par un homme du XIII^e^ siècle.

(4) Ed. Jubinal, t. II. p. 93-97 (*Bibl. elzév.*).

Alexandre devra avant tout aimer « preudomie », ne point régner par « faucetei » et par « barat », être équitable et désintéressé dans ses jugements :

Juge le droit sans l'autrui prandre.
Juges qui prent n'est pas jugerres,
Ainz est jugiez a estre lerres.

Mais la principale vertu qu'Aristote recommande à Alexandre c'est la largesse avec l'art de donner :

Au doneir done en teil meniere
Que miex vaille la bele chiere
Que feras au doneir le don
Que li dons, car ce fait preudom.

La libéralité est d'ailleurs la meilleure sauvegarde des rois :

Rois n'at mestier de forterresce
Qui a le cuer plain de largesce.

Que cette pièce renferme, comme le dit l'éditeur de Rutebeuf, A. Jubinal, une attaque à l'adresse des parvenus, et particulièrement de Pierre de la Brosse, le fait est possible et je n'entends pas y contredire. Qu'il suffise de remarquer qu'elle n'offre rien qui n'ait pu être conseillé par Aristote à Alexandre, sauf toutefois que le philosophe grec ne pouvait avoir l'idée de donner plus de force à ses préceptes en invoquant l'autorité de sainte Marie (1).

(1) Si te prie, por sainte Marie,
Se tu voiz home qui le vaille,
Garde qu'a ton bienfait ne faille.
OEuvres complètes de Rutebeuf, t. II, p. 94.

Arrivons enfin à l'œuvre la plus importante sur cette question des rapports de maître à disciple qui ont pu exister entre Alexandre et Aristote : le *Secré des secrez*.

Elle a pour première origine une compilation arabe dans laquelle on retrouve presque tout le traité d'Aristote sur la physiognomonie et peut-être encore des lambeaux de ses autres ouvrages, le tout mêlé d'inventions étranges, et pour employer l'expression même de Ginguené dans l'*Histoire littéraire de la France* (1) « à tout moment défiguré par les plus folles visions ».

Raison de plus pour que ce livre eût un plein succès, rien ne réussissant alors comme l'étrange et le merveilleux. Plusieurs traductions latines de cette compilation furent faites avant le XII^e^ siècle ; la plus connue est celle de Philippe, clerc de l'église de Tripoli, que saint Thomas, Roger Bacon et Albert le Grand ont quelquefois citée.

Le *Secretum secretorum* ou *de Regimine principum* (c'est le titre donné à la traduction de Philippe de Tripoli) (2) fut en effet beaucoup lu pendant le cours du moyen âge, et ce livre de préceptes qu'on supposait donnés à Alexandre par Aristote était offert comme un manuel de conduite à l'usage des rois et des seigneurs.

On eut bientôt de cet ouvrage plusieurs traductions en prose et en vers.

(1) T. XIII, p. 115-119.

(2) Cette traduction a été imprimée au début du XVI^e^ siècle : *Aristotelis Secretum secretorum, interprete Philippo Tripolitano.* Bononiæ, 1501, in-f°.

La version en prose la moins fidèle et en même temps la plus intéressante est celle que donna, au XIII^e^ siècle, un dominicain d'Irlande, Jofroi de Waterford, très instruit pour son temps, car il savait le grec, le latin, l'arabe et le français, langue dont il se servit pour sa traduction faite, dit-il, « solonc les exemplaires de Paris. »

Ce qui rend cette version précieuse, c'est qu'elle est non pas une simple traduction, mais une compilation dans laquelle le translateur et son collaborateur Servais Copale ont fait entrer une foule de choses qui sont de leur temps et qui apportent leur contribution à la connaissance du moyen âge. « Saichiés derechief que sovent i metterai autres bones paroles, les ques tot ne soient mis en cel livre, al mains sont en autre livres d'autoritei, et ne sunt pas mains profitables ke celles ki en cel livre sunt escrites ; et quanque je i metterai a la matire accordant sera (1). »

C'est ainsi que Jofroi de Waterford a inséré dans sa compilation une partie d'un traité arabe d'Isaac : « Et fait a savoir que ce que y avons mis de la nature et la diversetez de viandes et de boires est translatez des livres Isaac qui sunt appellez Dietes universeles et particulers (2). »

Ces déclarations faites, Joffroi de Waterford s'inquiète peu de mettre quelque anachronisme dans ses citations. Il fait alléguer à Aristote l'autorité de Végèce, de Sé-

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. XXI, p. 218.
(2) *Ibid.*, p. 224-228.

nèque, de Valère-Maxime et même de saint Bernard, et dans le but, parfaitement louable du reste, de mieux instruire ses contemporains, il insère, dans sa compilation, les choses les plus étrangères à Aristote et à la Grèce. En voici un exemple bien concluant : dans le chapitre qui porte pour rubrique : *De la diversitez du vin solonc les terrages ou les vignes croissent* (1), le philosophe grec donne son jugement sur les vins de France.

Plus fidèle est la traduction dont il me reste à parler, et dont l'auteur a été désigné sous le nom de Pierre d'Abernon, qu'on ne devra probablement pas lui conserver. Ici se présente, en effet, une difficulté dont la solution n'est pas sans intérêt, surtout parce qu'elle fournira un argument nouveau en faveur de la circonspection dont il faut user dans la détermination des noms des trouvères.

Roquefort commença par faire subir au nom de l'auteur du *Secré des secrez* un changement tout à fait arbitraire (2). Ne connaissant sans doute point de localité appelée Abernon, il donna au trouvère le nom de Pierre de Vernon, en quoi il fut suivi par Ginguené, dans l'*Histoire littéraire de la France*, avec hésitation toutefois, car il émit le doute que ce nom fût bien le véritable.

(1) J'ai reproduit ce chapitre dans l'introduction aux œuvres de Henri d'Andeli, p. LV-LVII. Il occupe, dans le ms. fr. 1822 de la Bibl. nat., les folios 113 v° et 114 r°.

(2) *Essai sur l'état de la poésie française au* XII^e^ *et au* XIII^e^ *siècle.*

L'abbé de la Rue, si téméraire dans ses attributions et ses déterminations, reprit vivement Roquefort sur ce point. « On ne réforme pas ainsi, dit-il, le texte des manuscrits sans de bonnes raisons, et lorsqu'on le fait, on doit les dire au public (1). » Il restitua le nom d'Abernon que donne le manuscrit et qui est d'ailleurs celui d'une paroisse d'Abernon, maintenant Abenon, dans le canton d'Orbec, arrondissement de Lisieux. Il ne pouvait faire mieux, et cependant il est permis aujourd'hui de douter que ce nom soit véritablement celui du trouvère.

Voici en effet comment l'auteur s'exprime dans les vers par lesquels il termine sa traduction du *Secretum secretorum* :

Mais ore priez, pur Deu amur,
En ceste fin pur le translatur
De cest livre, ke Piere ad nun,
K'estreit est de ces de Abernun,
Ke de bien fere li doint sa grace
E a nus tuz issi le face,
Ke le regne pussum merir
Ke done a suens a sun plaisir. (V. 2376-2383).

Retenons bien l'expression dont se sert l'auteur : il a nom Pierre et il est extrait de ceux d'Abernon, c'est-à-dire de la famille d'Abernon, et passons à l'examen d'un passage qui précède celui que je viens de citer :

En un livre que fesai jad
De ceste matire treitié i ad

(1) *Essais historiques sur les bardes, les jongleurs et les trouvères normands et anglo-normands*, t. II, p. 358.

Et mut des choses, saciez sanz fable,
K'al alme d'umme sunt profitable.
Le livre, en verité saciez,
La Lumiere as Lais si est nomez. (V. 2362-2376).

Ainsi l'auteur du *Secré des secrez* a fait aussi un autre livre qui porte pour titre *La Lumière as Lais*. Or nous possédons plusieurs manuscrits de ce poème qui comprend environ quinze mille vers et qui a été composé d'après l'*Elucidarius* d'Honoré d'Autun et plusieurs autres traités. L'auteur s'y désigne sous le nom de Pierre ; quant à son surnom qui n'est point d'Abernon, mais de Peckham, il se trouve en rubrique dans deux manuscrits : Oxford, Bodleïenne, Bodley 399 et Cambridge, Bibl. de l'Université, Gg. I. I. Dans ce dernier ms. la rubrique est ainsi conçue : *Ceo est le oreisoun mestre Peres de Pecchame auctour de ceste livre.* M. Paul Meyer, à qui nous empruntons ces détails et qui, le premier, a indiqué que Pierre d'Abernon et Pierre de Peckham pouvaient bien n'être qu'un seul et même personnage, fait remarquer que « il y a un Peckham dans Kent et un autre dans Surrey (1). »

L'assimilation est de la plus haute vraisemblance, et les textes, loin d'y contredire, l'autorisent pleinement : Pierre est extrait de la famille d'Abernon, mais il s'appelle Pierre de Peckham. Il me semble qu'on ne doit plus hésiter à substituer ce nom à celui de Pierre d'Abernon, sous lequel l'on désignait l'auteur du *Secré des Secrez*.

(1) M. P. Meyer, *Les mss. français de Cambridge*, dans la *Romania*, t. VIII, p. 327.

Ce n'est pas tout : Warton parle dans son *Histoire de la poésie anglaise*, t. II, p. 456, d'un ouvrage en vers anglo-normands intitulé : *La Lumiere as Lais*, d'après le ms. 399 de la Bodleïenne, dont il est question plus haut, et il dit que c'est un traité de théologie composé par maître Pierre de Fescamp ; il a mal lu ou mal interprété la rubrique, *Peres de Pecchame* que M. P. Meyer nous fait exactement connaître. Un bibliographe a renchéri sur Warton ; d'après lui la *Lumière as Lais* est une sorte de traité de théologie, traduit en vers d'un ouvrage latin composé par maître Pierre de *Fécamp*. Un autre ouvrage de bibliographie l'a suivi ; et voilà comme quoi les érudits du XX^e^ siècle chercheront, sans la trouver, bien entendu, cette œuvre latine, et déploreront l'action destructive du temps qui ne laisse flotter que de rares épaves sur la grande mer de l'oubli.

J'arrive enfin à l'examen du *Secré des Secrez*, poème de 2,383 vers, dont je ne connais qu'un seul manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale, fonds français, n° 25307 (anc. n° 5, ms. Notre-Dame). C'est, comme je l'ai dit, la traduction du *Secretum secretorum* de Philippe de Tripoli, qui avait lui-même traduit, de l'arabe en latin, un traité renfermant les conseils qu'on prétendait donnés par Aristote à Alexandre.

Il est écrit en anglo-normand, c'est-à-dire dans ce dialecte dont les formes bien connues proviennent du normand altéré par l'influence du milieu anglo-saxon dans lequel vivaient depuis un siècle les descendants des compagnons du Conquérant. L'auteur a voulu l'écrire en vers octosyllabiques, mais peu familier avec

les lois de la métrique, il a violé bien souvent la mesure ; on n'a point affaire à ces erreurs de copiste, si fréquentes dans la transcription des poèmes ; dans ce cas, il est toujours assez facile de ramener le vers à sa juste mesure. Il n'en est pas ainsi dans l'œuvre dont il est ici question ; il y a trop de vers auxquels il est impossible de rendre la forme octosyllabique pour que ces irrégularités ne soient pas du fait de l'auteur. J'ajouterai que, sous le double rapport des formes dialectales et de l'irrégularité de la métrique, il y a une profonde ressemblance entre le *Secré des Secrez* et *La Lumiere as Lais* ; et, bien que d'ordinaire les écrivains de ce temps ne se distinguent guère par le style, tout indique ici que ces deux ouvrages sont bien dus au même auteur.

Voici le début du poème :

Primes saciez ke icest tretiez
Est le *Secré de Secrez* numez
Ke Aristotle, le philosophe ydoine,
Le fiz Nichomache de Macedoine,
A son deciple Alisandre en bone fei,
Le grant, le fiz Phelippe le rei,
Le fist en sa graunt vielesce,
Quant de cors esteit en fieblesce
Pus qu'il ne poùt pas travailler,
Ne al rei Alisandre repeirer,
Pur reale bosoine atreiter
De son deciple k'aveit mult cher ;
Kar Alisandre en fin l'ameit,
Kar graunz biens de lui apreneit
Dunt suverein de sun conseil esteit,
Kar prince e mestre le feseit
Des reaumes de tute sa gent
Pur sun tres noble entendement. (V. 1-18).

Aristote s'attachait à bien vivre, car il savait *assez* (beaucoup) de philosophie, de logique et de *naturel clergie* (sciences naturelles) ; et c'était grâce à lui qu'Alexandre gouvernait bien son royaume.

Il composait beaucoup d'épitres morales, car il désirait que chacun vécût bien à l'égard de soi-même et des autres. Il en écrivit une à Alexandre, en réponse à une lettre que son disciple lui avait adressée après avoir conquis la Perse.

Lettre d'Alexandre. Il a trouvé en Perse des gens de grand sens et de grande subtilité qui s'efforcent de régner sur les autres. C'est pourquoi il a dessein de les tuer tous et il consulte Aristote à ce sujet.

Réponse d'Aristote :

Si vus poez, fet il, changer la terre,
L'eir e les eves et les citez,
La disposition changez purrez.
Fetes dunques hardiement
De eus trestot vostre talent.
Si ceo nun, saciez de veir,
Si seignurie volez utre eus aveir,
En bone manere e bonement
Oez les deboneirement
E treitiez en amur la gent ;
E jeo vus afi certeinement
Ke, si si fetes, en seur seez
Ke de eus ferez vos volentez,
E suget vus serrunt en bon amur
Par l'aide Deu nostre seignur..... (V. 54-68).

Alexandre suit ce conseil et obtient en effet l'obéissance des Perses. Jusqu'ici nous avons affaire à une sorte de

préambule qui s'étend jusqu'au vers 82. C'est à partir du vers 83 que l'auteur entre vraiment dans son sujet.

Aristote, dit-il, envoya à Alexandre une autre épitre en réponse à une lettre qu'il en avait reçue ; mais, l'auteur n'a pas trouvé la lettre du roi ; il ne la connaît que d'une manière générale par la réponse que le philosophe y a faite :

De ceste epistle si est la tenur :
O glorius fiz empereür,
Deu te cunferme par sa puissance
En dreiture e en cunuissance,
Vus meine de vertus en veritez
E vus toille pur ses poestez
Tut vostre bestial talent,
E de tun regne doint aforcement
E de engin esluminement
A lui servir a sun talent. (V. 95-104).

Il s'excuse sur sa vieillesse de ne pouvoir se rendre auprès du roi ; il va, sur les questions que celui-ci lui a posées, lui écrire des choses de la plus grande importance. Alexandre les comprendra bien, grâce à son intelligence et à l'instruction qu'il a reçue.

Après ces premiers mots, qu'il appelle la réponse spéciale, Aristote aborde la réponse générale, et le premier précepte qu'il donne est celui de la largesse, si cher d'ailleurs aux auteurs du moyen âge. A cet égard, il distingue quatre sortes de rois :

Quatre reis sunt : li premer rei
Larges est a suens e a sei ;
Li autre est avers endreit li
E endreit de ces sugez ausi ;

Le tierz est aver endreit sei
E larges as suens en bone fei ;
Le quart vers sei ad la largesce
E vers ses sugez ad la destresce. (V. 157-164).

Les Lombards disent que ce n'est pas un vice pour un roi d'être avare pour soi et large pour les autres ; les Indiens approuvent celui qui est avare pour lui-même et pour les siens. Les Perses, au contraire, préfèrent le roi qui est large pour lui aussi bien que pour ses sujets. Aristote trouve que le pire de tous les rois est celui qui est large pour lui-même et avare pour ceux qui lui sont soumis.

Il montre ensuite comment on doit pratiquer la largesse : il faut tenir compte de son pouvoir, des besoins des autres et enfin de leur mérite. Il est dangereux d'agir contrairement à ces trois règles.

L'avarice ne convient pas à la majesté royale. Un roi affecté de ce vice doit confier la direction de son royaume à un homme loyal et *discret* qui saura dépenser et gouverner au mieux des intérêts de tous.

Mauvais effets de l'avarice ; il faut s'abstenir des biens de ses sujets. Aristote s'appuie ici sur l'opinion d'Hermogènes. Le royaume des Chaldéens a péri, parce que les rois ont prodigué follement leurs richesses, puis ravi les biens de leurs sujets qui en ont appelé à Dieu. Celui-ci envoya pour les châtier vent et tempête, souleva contre eux un grand peuple et ôta leur nom de la terre.

Toutefois, il faut user de mesure (*temperance aver*) dans l'exercice de la largesse.

Remarquons ici que l'auteur donne à cette vertu un champ bien plus vaste que ne le ferait supposer le sens attaché d'ordinaire au mot largesse. C'est la bienfaisance, la générosité (prise au sens étymologique, noblesse de sentiments), la charité sous toutes les formes. Ecoutons-le plutôt :

E si est de largece la sustenance :
Volentiers parduner sans dotance,
Ne ne fet des privetez d'autrui
Ne des secrez enquerre, saciez de fi;
Ne ne fet pas à remenbrer
Chose donée ne a rehercer,
E si est de bunté e vertu
Renumbrer ceo k'est avenu,
E tort volentiers relesser,
E honurables honurer ;
E si deit ausi a simple gent
Aidier debonerement.
As innocens li deit suvenir
A lur defautes paremplir ;
Respundre deit benignement
A salutation de la gent,
E sa lange deit refrener,
E tort a tens dissimuler,
E feindre de fol la folie
Ausi c'um ne la sache mie. (V. 323-342).

Ce sont d'ailleurs les enseignements qu'Aristote donnait autrefois à Alexandre :

Enseigné vus ai en bone fei
Ceo ke avant enseigner solei
Tuz jurs e en vostre quor seigner;
Bien sai nel volez oblier. (V. 343-346).

De tous les biens, l'entendement est le plus précieux ;

il nous apprend à mépriser ce qui est mauvais et à choisir ce qui est bon. C'est lui qui nous fait désirer la bonne renommée, sinon notre mobile est l'envie qui fait naître tous les vices. Généalogie des vices engendrés par l'envie. Généalogie des vertus engendrées par le désir de bonne renommée.

Il faut comprimer les désirs charnels ; généalogie des vices qu'ils engendrent. Un roi doit chercher surtout la bonne renommée et soumettre son royaume à la loi de Dieu. C'est l'opinion des gens sages, des philosophes, qu'un roi doit craindre Dieu ; s'il craint et respecte Dieu, ses sujets le respecteront.

Un roi doit honorer les juges (*les sires des leis*), révérer les religieux, élever les sages, s'instruire avec eux. Il doit avoir de la pitié, éviter la colère, reconnaître ses erreurs, agir à propos en évitant ou la lenteur ou la hâte.

Il faut que le roi soit noblement vêtu, de façon que la beauté des vêtements relève sa dignité. Le roi doit avoir une voix haute et claire, être doué d'éloquence, mais ne pas en être prodigue ; il faut que ses sujets désirent l'entendre et non qu'il les fatigue de ses paroles.

Il ne convient pas au roi de se mêler trop souvent à ses sujets :

> Kar trop familierté a gent
> Despit engendre de humme sovent. (V. 600-601).

Il vaut mieux suivre la coutume des peuples indiens. Là, le roi ne se montre qu'une fois l'an en somptueux équipage ; le peuple est maintenu au loin ; les barons

délibèrent avec le roi sur les intérêts du royaume. Le roi distribue alors ses dons, et met en liberté les prisonniers les moins coupables. Un prince doué d'éloquence se lève alors, fait l'éloge de Dieu et du roi, puis des bonnes mœurs de la nation, en excitant les hommes par des exemples et par des raisons à aimer le roi, à le respecter et à lui obéir. De là, le peuple lui-même loue le roi ; les sujets enseignent à leurs enfants à lui obéir, à le craindre et à l'honorer. Sa renommée en augmente. En ces temps aussi, le roi punit les *mal fesanz* et les felons, leur ôte la vie selon la loi, pour les punir et amender les autres par leur exemple ; il allège les charges qui pèsent sur son peuple, protège les marchands ; ceux-ci accourent dès lors dans le pays, et les revenus du roi s'en trouvent augmentés. Il faut bien en effet se garder de porter préjudice aux marchands ; ils répandent par le monde la bonne renommée du peuple et du roi qui les reçoivent.

Ce ne sont pas les biens d'ici-bas qu'il convient de rechercher :

O Alisandre, ne desirez mie
Choses corruptibles en ceste vie
E ke passent legierement,
Ke lesser covient subitement ;
Mes desirez richesce estable
E la vie ke n'est pas changable
E le regne k'est pardurable
Ou joie ad e gloire durable. (V. 706-713).

Qu'il se rende glorieux en Dieu, qu'il évite de mener la vie des bêtes, qu'il pense aux choses à venir, qu'il

contienne ses désirs en boire, manger, dormir, et *lecherie*.

Pur ceo, emperur, reisun vus prie
Ke femmes ne purgisez mie,
Kar teu chose est en verité
A porc dreit une proprieté.
Queu chose dunc ou gloire aurez
Quant teu vice averez haunté
Ke de beste est proprieté,
Ke reisun n'unt en verité? (V. 732-739).

Il convient à un empereur de converser avec gens honorables (*bele gent*), et de chercher sa distraction au son des instruments ; les sens et l'esprit se reposent alors et le corps reprend de la vigueur. Mais il ne faut se livrer à pareille vie que pendant trois ou quatre jours, et deux ou trois fois seulement pendant une année.

Ayez auprès de vous les gens les plus habiles de votre maison qui vous rapporteront tout ce qui se dit et se fait dans votre royaume.

Honorez les sages, invitez auprès de vous tantôt l'un, tantôt l'autre ; que votre largesse et votre bonté se répandent successivement sur tous.

Mettez de la réserve dans votre maintien ; gardez-vous de trop rire, car cela ôte le respect ; le roi, dans sa cour et dans son conseil, doit garder le rang qui le distingue de ses sujets. Il est écrit dans le livre nommé *Esculape* qu'on estime le roi ressemblant à l'aigle qui a seigneurie sur les autres oiseaux, et non à l'oiselet qui lui est sujet.

Que le roi s'applique à remarquer ceux qui se conduisent mal en sa présence, qu'il pardonne facilement à ceux qui ont agi ainsi par jeu, mais qu'il punisse sévèrement ceux qui l'ont fait par félonie.

L'obéissance au souverain consiste en ces quatre choses : religion, amour, courtoisie et révérence. Tournez à vous les cœurs ; ne donnez pas au peuple matière à mal parler de vous, car il se tournerait facilement contre votre autorité. Il faut qu'il y ait au cœur des sujets plus de respect encore que d'amour :

Kar escrit est e leu en autur
Ke le rei en regne par sun afere
Est come la pluie ke chiet en terre,
La quele est, la Deu grace en sun,
Del ciel e de terre beneiçun,
Vie as vivanz sanz doutance,
E si est a toz aidaunce,
Kar par pluie vient esperaunce
As marchanz e lur aidance.
En pluie sovent toneirs vienent
E fudres sovent ausi encheient;
En riveres fet cretines sovent;
Les russeaux s'en enflent ensement
E mut avienent les mers fremissent
Par quei mut vivanz perissent. (V. 869-883).

Cependant les hommes oublient les maux qui leur viennent et louent Dieu pour les plus grands biens qu'ils en reçoivent en le priant d'ôter les inconvénients qui en résultent. Toutes choses ont été d'ailleurs bien établies dans le monde ; on en peut prendre pour exemple l'hiver, l'été, si utiles pour produire et déve-

lopper les biens de la nature ; beaucoup de maux pourtant viennent du froid de l'hiver et de la chaleur de l'été. La conclusion est qu'un roi doit regarder si les biens qu'il répand sont profitables à tous.

Songez aux nécessités des gens pauvres et malheureux, chargez un prudhomme de veiller spécialement sur eux.

O Alisandre, prenez en cure
K'asez eiez de warnesture
De blé e d'autre chose profitable
Ke bone seit e a gent mengable,
Ke suffire pussent en vostre terre,
En tens de feim kant aurez afere. (V. 968-973).

Vous pourrez alors ouvrir vos greniers à vos peuples. Vous sachant si prévoyant, ils auront désormais confiance en vous.

Espandre sanc d'umme eschivez,
Kar Hermogenes, le noble doctur,
Escrit e dit tut errur
Ke quant creature a sei semblable
Creature occist, saciez sanz fable,
Ke les Vertuz del Ciel a Deu crient ;
« Sire Deu, sire Deu ! » en criant dient. (V. 1015-1021.)

Celui qui tue sera tué à son tour ; les vertus du ciel présenteront à Dieu la mort de la victime jusqu'à ce que juste vengeance en soit donnée et le meurtrier demeurera toujours dans les peines de l'enfer. Alexandre connaît assez d'exemples de l'antiquité qui peuvent lui être un enseignement pour l'avenir.

Ne méprisez point les petites gens, car ils peuvent s'élever à la richesse et aux honneurs.

Évitez surtout de manquer à votre foi. De la foi dépend l'union des peuples et des cités ; sans la foi, les hommes retourneraient à leur état premier et ressembleraient aux bêtes. Gardez donc votre foi et votre serment, quoi qu'il puisse en résulter pour vous. Rappelez-vous ce que dit Hermogènes : nous avons à nos côtés deux esprits, l'un à droite, l'autre à gauche, qui nous observent et rapportent au Créateur toutes nos actions.

Il ne convient d'ailleurs pas à un roi de souvent jurer et faire des serments ; cela est bon pour les sujets et les serfs. Les rois des Eubaiens et des Socroiens avaient coutume de jurer pour tromper leurs peuples et leurs voisins ; l'équité du roi juge ne le voulut pas souffrir.

Pour bien gouverner un royaume, il faut des leçons toutes spéciales. Alexandre ne doit pas répugner à les apprendre, car elles sont très profitables. En voici quelques-unes : Ne point se repentir des choses passées, car c'est le propre des faibles femmes, et garder toujours courtoisie ; augmenter chaque jour ses bonnes actions, car c'est le salut du royaume et la destruction des ennemis. Développez l'instruction :

Universitez apparaillez
E studie en citez establiez,
E en tun regne le suffreez
E a tes homes le comandez
Ke lur fiz apreignent de letrure
E ke de studie preignent cure

En les arz e en morautez,
Si ke seient clers esprovez
E a vostre purveance apent
De trover lur susteinement. (V. 1158-1167).

Cette sollicitude encouragera d'autres gens à étudier. Les lettres célèbreront les actions d'Alexandre ; son règne en sera illustré. C'est ce qui est arrivé à la Grèce ; les sages étudiants en *clergie* ont fait sa gloire.

Alexandre, ne vous fiez pas aux femmes, ne vous abandonnez pas à elles, fuyez ce venin mortel.

Ne vous fiez pas à un seul médecin qui pourrait vous nuire par félonie ; ayez-en dix que vous consulterez au besoin.

O Alisandre, le fet remenbrez
La reine de Inde dunt bien savez,
Kant par amisté a vus manda
Presens e beaus duns envea,
Entre quels choses fu envée
Cele bele pucele tant malurée
Ke d'enfance veraiement
De venim nurri fu de serpent,
Dunt si a cele hure n'usse esté
Ke l'usse cointement esgardé
E par art ne l'usse coneu
E par esgarz aperceu,
De ceo ke hardiement esgarda
E sanz vergoine les oilz ficha
En face d'umme contuelement
En perçant e horiblement
Dunt jeo aparceu bien par tant
K'ele tuereit home sul en mordant,
Ke puis apres par esperement
Le provastes tut certeinement,

Dunt ta mort, si jeo n'usse esté (1),
En ardur de lecherie vus eust procuré. (V. 1242-1263).

Gardez donc que votre âme, qui est de nature angélique, ne soit souillée.

Alexandre, il ne faut ni vous lever, ni vous asseoir, ni manger, ni boire, en un mot ne rien faire sans le conseil d'un sage astronome. Dieu n'a rien fait en vain ; il a tout fait par raison ; c'est pour cela que Platon, notre maître, a pu chercher l'être des choses et trouver la science des idées. Ne croyez donc pas les non sages qui prétendent que nul astronome ne peut connaître l'avenir.

D'autres disent à tort que Dieu a réglé le monde avant qu'il fût, de façon que tout arrive par nécessité et qu'il ne sert à rien de savoir ce que l'avenir réserve. Mais, si l'on connaît d'avance les choses futures, on pourra mieux les supporter ou les éviter. Si l'on sait que les grands froids, les grandes chaleurs ou les années de famine doivent advenir, on pourra se prémunir plus facilement contre ces maux. Il est donc bon de connaître les choses par avance ; on s'en garantira plus aisément et l'on priera Dieu de les détourner.

Mais Aristote ne veut pas pour le moment traiter d'astronomie ; il viendra plus tard à ce sujet. Actuelle-

(1) J'appelle tout spécialement l'attention sur ce passage du *Secré des Secrez*. Je ne sais à qui Pierre d'Abernon ou de Peckham a emprunté ce fait, mais il a peut-être suggéré l'idée d'appliquer au sage Aristote et au grand Alexandre la légende du roi Nauda et de son ministre Vararutschi qu'on trouvera plus loin et qui est devenue le thème du *Lai* d'Aristote.

ment il donnera des préceptes de médecine et enseignera comment on peut maintenir le corps en état de santé. C'est une doctrine précieuse, car en ce monde on ne peut parvenir à rien si l'on n'en a le pouvoir, et ce pouvoir c'est la santé, c'est-à-dire l'égalité de complexion due à la tempérance. Dieu a révélé cette science aux prophètes et à ceux qu'il avait élus ; mais ce sont surtout les Grecs qu'il illumina et auxquels il donna la connaissance de la nature.

Les sages et les philosophes naturalistes disent que l'homme est composé de quatre éléments contraires qui ont besoin, pour se maintenir, du boire et du manger ; mais prendre trop ou trop peu et en toutes choses dépasser la mesure engendre des maladies ; la tempérance est la condition d'une longue vie. On rapporte qu'Hippocrate se soumettait à des diètes qui le rendaient faible ; à un de ses disciples qui lui représentait que sa faiblesse de corps provenait de ses diètes, il répondait qu'il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger. Ne point trop manger rend plus propre à l'action ; on le voit par l'exemple des Arabes qui traversent le désert et font de longues routes ; s'abstenir de trop manger est une médecine souveraine pour avoir une excellente santé.

L'auteur traite ensuite du choix des aliments, qui doivent varier suivant l'âge, la complexion et le temps. Il serait trop long de le suivre dans les détails qu'il donne sur les gros aliments, les aliments légers ou moites, chauds ou froids, aussi bien que sur les signes qui distinguent un bon estomac d'un mauvais.

Aristote va maintenant faire connaître des secrets qu'il a trouvés dans l'art de la médecine, afin qu'Alexandre puisse, dans la plupart des cas, se passer de médecin.

Ces secrets consistent dans des conseils relatifs à l'hygiène de la toilette, aux conditions dans lesquelles il faut être pour prendre ses repas, à la position que doit occuper le corps pendant le sommeil.

Détachons de cet endroit la recommandation suivante :

Si aucune grevance dunc sentez
Ou k'en l'estomac ou ventre avez,
Fetes une chemise eschaufer
E ferm sur vostre ventre poser. (V. 1778-1881).

Ainsi que le traducteur en prose, Jofroi de Waterford, notre poète a gardé une sage réserve et supprimé l'indication fort singulière dū second remède recommandé par l'auteur arabe et maintenu par Philippe de Tripoli, dans son texte latin (1).

Aristote entre ensuite dans de grands détails relativement au boire et au manger. Nous ne l'y suivrons point ; nous nous bornerons à dire que cette hygiène du moyen âge est fort curieuse à connaître, et qu'à côté de quelques recommandations qui peuvent faire sourire, on rencontre une foule de préceptes que la médecine de nos jours ne désavouerait point.

(1) Voici ce texte de Philippe de Tripoli : « Si sentis gravedinem in stomacho et in ventre tortiones, tunc medicina est ponere super ventrem camisiam calidam ponderosam, aut amplecti puellam calidam speciosam. »

Je signalerai cependant une singulière tolérance de l'auteur ; il condamne en général l'ivresse, mais il la permet par exception et comme une mesure hygiénique :

Ne si n'est a nule manere a user
A home, si vient sei enyverer,
Kar mutes maladies suvent
Engendre yveresce veraiement ;
Mes ke une feiz ou dous le meins beit
Tant k'enyvré apres en seit,
Valer li peut veraiement,
Issi ke nel face trop suvent. (V. 2220-2227).

Après avoir achevé de traiter de la médecine dans cette partie de sa traduction, qui comprend 886 vers sur le chiffre total de 2,383, le translateur se livre à quelques considérations qui lui sont toutes personnelles et qui forment, du vers 2,237 au vers 2,383, comme l'épilogue de son poème. En voici le résumé :

« Je n'ai rien rencontré de plus en ce livre bien que l'auteur ait promis de traiter un plus grand nombre de choses. Ce qui s'y trouve cependant suffit, et qui connaîtra et pratiquera ces préceptes pourra être tenu pour prudhomme. Mais la diversité des lieux amène la diversité des complexions ; il en résulte que cette médecine générale est rendue spéciale par les coutumes des divers pays. Ainsi, différents régimes conviennent aux hommes d'après la différence des pays : il leur faut une médecine spéciale. On ne doit donc pas se fier entièrement aux préceptes qui viennent d'être donnés ; ils ne conviennent bien qu'au pays où ils ont été trouvés ;

mais il faut les modifier sagement d'après la coutume du pays où l'on est. »

Voilà certes des réflexions pleines de bon sens et qui font honneur au poète anglo-normand. Il continue en ces termes :

« Quant à ce qui concerne l'âme, un chrétien peut se sauver, s'il agit suivant les vertus qu'enseigne ce livre; mais ces leçons ne peuvent servir ni aux juifs ni aux païens, elles peuvent être utiles à éviter la peine, mais non à conduire à la joie du ciel, parce que la foi, l'espérance et la charité font défaut. C'est Jésus-Christ qui est notre foi, notre charité et notre espérance ; les quatre vertus dont il a été question plus haut ne peuvent servir que si elles sont unies à la foi, à l'espérance et à la charité : ces trois vertus sont si bien unies que, qui a l'une a les deux autres et que à qui l'une fait défaut, les autres manquent en même temps. Mais si l'homme est en état de péché mortel, la foi, l'espérance, la charité et les autres vertus seront impuissantes à le sauver.

« L'auteur a traité cette matière si profitable à l'âme dans un livre intitulé *la lumiere as lais* ; c'est pourquoi il n'en parlera point ici.

« Il termine en demandant de prier pour le translateur de ce livre qui a nom Pierre et qui est extrait de ceux d'Abernon, afin que Dieu lui donne sa grâce et lui fasse mériter le royaume des cieux. Amen. »

Relevons sur cette conclusion de l'auteur, une erreur commise par Ginguené dans l'article qu'il lui a consacré au XIII^e^ volume de l'*Histoire littéraire de la France*.

« Tout cet enseignement, dit-il, finit par de belles

sentences sur la religion chrétienne, sur Jésus-Christ, sur les vertus théologales ! S'il y a quelque invraisemblance à rapprocher ici des noms si divers, c'est au moins une morale édifiante et une orthodoxie au-dessus de tout reproche (1). »

C'est sans doute Ginguené qui a entraîné l'abbé de la Rue dans la même erreur. « Mais ce qu'il y a de plus bizarre, nous dit-il, c'est que le philosophe Aristote finit par enseigner à l'empereur Alexandre la nécessité de la foi en Jésus-Christ pour obtenir le bonheur éternel (2). »

M. Ch. Gidel pour qui, en 1874, quarante ans après la publication de l'abbé de la Rue, Pierre d'Abernon, ou mieux Pierre de Peckham, n'est encore que Pierre de Vernon, transcrit le passage de Ginguené et en prend texte pour s'écrier : « On ferait un volume des erreurs du moyen âge sur l'antiquité. Les hommes les plus érudits de ce temps brouillent et confondent les temps et les lieux. Auteurs imaginaires, traités qui n'ont jamais existé, fables grossières sur les noms les plus illustres du moyen âge, tout se rencontre dans leurs compositions (3). » Ces reproches trouvent très souvent leur justification, mais ils ne sauraient être adressés à notre trouvère. Ginguené a lu d'un œil distrait la conclusion du *Secré des secrez*. Ce n'est plus Aristote qui parle en l'endroit visé, mais bien le traducteur en

(1) P. 125.

(2) *Essai*, etc., t. II, p. 362.

(3) *La Légende d'Aristote au moyen âge.*

son nom propre. Après avoir terminé sa version, il dit qu'il n'a rien trouvé de plus au traité d'Aristote et il le complète par quelques considérations qui lui appartiennent. Au regard du corps, il recommande de faire varier les pratiques de médecine suivant les milieux. Quant à ce qui concerne l'âme, il dit qu'un chrétien peut se sauver en pratiquant les vertus qu'enseigne ce livre, mais que ces leçons ne sauraient suffire ni aux juifs ni aux païens, parce qu'ils ne connaissent pas Jésus-Christ :

Mes ceo ne vus dei pas celer
K'a Giu ne paen ne puet valer
Fors sulement a eschivre peine,
Mes en joie del ciel pas ne les mene
Pur ceo ke creance lur faut,
Esperance e charité ke tut vaut ;
Kar ki ke faut del fundement,
L'overe perit tut pleinement.
Le fundement de nostre creance
E de tuz vertuz l'enseverance
Est Jhesu Crist le sauveur,
Le fiz Deu nostre creatur ;
Il est charité e nostre creance,
Il est del tut nostre esperance. (V. 2306-2319).

Je me suis étendu un peu plus qu'il ne convenait peut-être sur cette œuvre dont on fait remonter la composition à la fin du XII^e^ siècle ; mais il m'a semblé qu'elle occupait une place honorable dans la littérature normande, tant par le sujet qui s'y trouve traité que par l'état de la langue qu'elle révèle ; et que, pour ces deux raisons, il était bon de la faire amplement connaître, en attendant que quelque éditeur prît soin de la publier.

II.

Jusqu'ici les rapports que l'imagination du moyen âge établit entre Alexandre et Aristote sont, à tout prendre, malgré le caractère parfois singulier des conseils donnés par le maître au disciple, ceux qui doivent exister de grand roi à sage philosophe. Mais poussons un peu plus loin nos recherches et nous allons trouver une galante aventure dans laquelle le grave précepteur n'eut pas l'avantage : la leçon de morale qu'il prétendait donner à Alexandre tourna en effet à sa confusion personnelle.

L'aventure est racontée dans un des plus charmants fabliaux que nous ayons reçus du moyen âge. On en connaît l'auteur : c'est un Normand, Henri d'Andeli, probablement clerc attaché à la personne de l'archevêque de Rouen, Eudes Rigaud, et non pas chanoine de Rouen, ainsi que Hyacinthe Langlois l'avait supposé (1), et comme on le répète encore parfois, bien que j'aie établi, dans mon introduction (2) aux œuvres de ce

(1) J'ai dit à tort (*Œuvres de Henri d'Andeli*, p. VIII), que l'abbé de La Rue avait le premier, en 1834, identifié l'auteur du *Lai d'Aristote* avec un chanoine du chapitre de Rouen ; c'est à Hyacinthe Langlois qu'il faut rapporter cette identification. V. sa *Notice sur les bas-reliefs des stalles de la cathédrale de Rouen, sur l'ancien poème intitulé : Le Lay d'Aristote, et sur son auteur, Henry d'Andeli, trouvère normand*, dans les *Mémoires de la Société d'Émulation de Rouen*, 1827, p. 12-38.

(2) P. XIX-XXI.

trouvère, que le chanoine était mort, alors que son homonyme écrivait *le Dit du Chancelier Philippe*.

Voici l'analyse de cet ingénieux récit qui porte pour titre *Li Lais d'Aristote :*

Alexandre vient de soumettre l'Inde, mais il s'arrête dans cette province et ne songe plus à d'autres conquêtes, vaincu à son tour par les charmes d'une belle Indienne :

Amors qui tout prent et embrace
Et tout aert et tout enlace
L'avoit ja si es braies mis
Qu'il ert devenuz fins amis,
Dont il ne se repentoit mie,
Quar il avoit trovée amie
Si bele comme a souhaidier.
N'avoit cure d'aillors plaidier
Fors qu'avoec li manoir et estre. (V. 93-101).

Et en effet, il ne s'éloigne plus d'elle et oublie tout ce qui n'est pas celle qu'il aime, si bien que « sa gent » murmure de se voir abandonnée par lui. Aristote, qui l'a suivi dans ses expéditions lointaines, a entendu les plaintes de ses « barons », et, fidèle à son rôle de précepteur, il vient lui adresser de sévères remontrances. En vain Alexandre lui oppose que ceux-là seulement peuvent le blâmer qui n'aimèrent jamais ; Aristote est inflexible et ne lui épargne pas les dures paroles :

Je cuit que vous ne veez goute,
Rois, dist Aristotes ses mestre ;
Or vous puet on bien mener pestre
Tout issi comme beste en pré.
Trop avez le sens destempré

Quant por une meschine estrange
Voz cuers si durement se change
C'on n'i puet mesure trover.
Je vous vueil proier et rouver
A deporter de tel usage,
Quar trop i paiez le musage. (V. 164-174).

Alexandre n'a point oublié sa docilité d'autrefois : il cède à son maître et ne va plus voir la belle Indienne ; mais son amour n'a point diminué. Il demeure éloigné d'elle,

Mès miex l'aime ore et miex li veut
Que il ne fist a nul jor mais. (V. 188-189).

Il est facile de prévoir la suite. A force de penser à son amie et de se rappeler son front plus poli que le cristal, sa belle bouche, sa blonde tête, Alexandre faiblit ; la résolution l'abandonne : « C'est folie, pense-t-il, de tant souffrir pour satisfaire autrui. Amour a pour règle non pas la raison, mais son propre caprice ». Et le voilà qui part pour revoir celle

Qui molt li plot et abeli. (V. 216).

A sa vue, la jeune fille s'est levée toute émue ; ses lèvres laissent échapper cette douce plainte : « Sire, je me suis bien aperçue de votre grand trouble. Comment un véritable amant peut-il renoncer à voir ce qui tant lui plaît ? » Puis elle pleure et se tait. Alexandre s'excuse : il a cédé au blâme de ses « chevaliers » et de ses « barons » ; il a écouté les remontrances de son maître qui « laidement » l'a repris de son amour. Il sait bien

maintenant qu'il a eu tort, mais il a craint le mépris et la honte. A peine a-t-il achevé que la jeune fille a déjà trouvé le moyen de tirer vengeance du maître « chanu et pale ». Elle fera bien voir que ses charmes sont plus puissants que « dialetique ne gramaire » ; il lui sera facile de tourner la tête au vieux philosophe et de le « despointer de son sens et de sa clergie ». Qu'Alexandre se place le lendemain aux fenêtres de la tour et il verra comme elle sait se venger.

Au matin, quant tens fu et cure,
Sans esveillier autrui se lieve,
Quar li levers pas ne li grieve.
Si s'est en pure sa chemise
Enz el vergier souz la tor mise
En .j. bliaut ynde gouté,
Quar la matinée ert d'esté
Et li vergiers plains de verdure.
Si ne doutoit pas la froidure,
Qu'il faisoit chalt et dolz oré.
Bien li ot nature enfloré
Son cler vis de lis et de rose. (V. 278-289).

La coquette compte sur ses seuls attraits : nul ornement dans ses cheveux ; elle laisse simplement flotter sur ses épaules ses belles tresses blondes. Elle erre çà et là dans le verger, pieds nus, sans ceinture, relevant légèrement son « bliaut » et chantant à mi-voix :

Or la voi, la voi, la voi.
La fontaine i sort serie.
Or la voi, la voi, m'amie
El glaiolai desouz l'aumoi.
Or la voi, la voi, la voi,
La bele blonde ; a li m'otroi. (V. 303-308).

Le roi est aux fenêtres de la tour ; il l'aperçoit et l'entend, et se réjoüit « de son dit et de son chanter ».

Il n'est pas seul à l'entendre ; le philosophe s'est, lui aussi, levé de bonne heure ; le voilà assis à ses livres, tout contre la fenêtre ouvrant sur le verger où s'ébat la jeune Indienne. Il la voit aller et venir, et ses gracieux mouvements lui mettent au cœur une pensée qui lui fait fermer son livre. Il voudrait qu'elle vînt plus près afin qu'il pût se mettre en sa « merci ». Et cependant, comment pourrait-il le faire ? Un seul coup d'œil renverserait-il tout l'édifice de sa sagesse ? Non ; ce serait trop de honte. Hélas ! qu'est devenu son cœur ? Oubliera-t-il donc qu'il est vieux et chenu, et le plus âpre philosophe que le monde connaisse ? Qu'importe ! Amour est tout-puissant ; qu'il vienne donc habiter en lui, puisque toute résistance est vaine. Pendant que le maître s'égare en de telles pensées, la jeune fille entrelace diverses fleurs autour d'une branche de menthe pour en parer ses cheveux ; elle chante ainsi en cueillant les « floretes » :

Ci me tienent amoretes.
Dras i gaoit meschinete.
Douce, trop vous aim !
Si me tienent amoretes,
Ou je tieng ma main. (V. 359-364).

Pendant qu'Aristote s'afflige de ne pas la voir approcher de la fenêtre où il se tient, la folâtre, qui feint de ne pas l'avoir aperçu, s'étudie à l'enflammer davantage. Elle pose tout à coup son « chapel » de fleurs sur sa

jolie tête et se dirige vers la fenêtre du philosophe en chantant ce couplet d'une « chanson de toile » :

En. j. vergier, lez une fontenele
Dont clere est l'onde et blanche est la gravele,
Siet fille a roi, sa main a sa maisselle ;
En souspirant son douz ami apele :
« Hé ! biaus quens Guis,
La vostre amors me tot solas et ris ». (V. 384-389).

Au moment où elle passe près de la large fenêtre, Aristote étend le bras et l'arrête par son « bliaut ». Elle pousse un cri. Le philosophe lui fait l'aveu de son amour :

..... Ma douce dame,
Por vous metrai et cors et ame,
Vie et honor en aventure,
Tant m'a fet amors et nature
Que de vous partir ne me puis. (V. 406-410).

La belle fille n'est point farouche et ne pense pas à le blâmer de ce qu'il l'aime tant. Elle craint toutefois. N'a-t-on pas (elle ne sait qui l'a fait) blâmé le roi de ce qu'il se plaisait tant avec elle ? Aristote la rassure ; aimé et craint du roi, comme il l'est, il saura bien faire taire le blâme et les cris ; et il la prie d'amour. Mais la « dame » exige avant tout qu'il lui satisfasse un caprice :

..... Vous covient faire
Por moi .j. moult divers afere,
Se tant estes d'amor souspris ;
Quar moult tres granz talenz m'est pris
De vous .j. petit chevauchier
Desus ceste herbe en cest vergier.

Et si vueil, dist la damoisele,
Que desor vos ait une sele ;
S'irai plus honorablement. (V. 428-436).

Un cœur vraiment épris ne refuse rien à ce qu'il aime. Aristote consent à tout ; il va chercher lui-même la selle d'un palefroi ; la jeune fille la lui met sur le dos et le fait ainsi « enseler comme roncin »,

Et puis a .iiij. piez aler
A chatonant par desus l'herbe. (V. 451-452).

Elle monte sur son dos, et il la promène çà et là par le verger pendant qu'elle chante à voix pleine :

Ainsi va qui amors maine.
Bele Doé i ghée laine (1).
Mestre musars me soustient.
Ainsi va qui amors maine
Et ainsi qui les maintient. (V. 465-469).

A cette vue Alexandre pousse un éclat de rire ; il interpelle son maître et lui demande s'il a perdu la raison, qu'il se laisse mener ainsi, lui qui prêchait si bien contre l'amour. Aristote lève la tête, et, quoique confus de s'être laissé surprendre en pareille posture, il se tire adroitement du mauvais pas où il s'est engagé. « Vous avez bien raison, sire, lui dit-il ; mais je n'eus pas tort de craindre pour vous et de vous prémunir contre les dangers de l'amour, puisque moi-même je n'ai pas su y résister et que nature m'a fait oublier en

(1) Je profite ici d'une correction indiquée par M. Gaston Paris. V. *Romania*, t. XI, p. 140.

une heure tout ce que j'ai appris et lu. » Alexandre rit encore et lui pardonne, et l'auteur conclut par cette sentence morale qu'il emprunte à Dionysius Cato: *Turpe est doctori, cum culpa redarguit ipsum.*

Tel est ce fabliau, un des meilleurs, nous l'avons déjà dit, que le moyen âge nous ait transmis, que l'on considère l'habileté de la composition, l'expression naturelle et vive des sentiments, la mesure et la discrétion du style. Mérite vraiment exceptionnel en ce temps : dans un sujet qui pouvait facilement donner lieu à ces licences dont les fabliaux abondent au delà de ce qu'on pourrait supposer, l'auteur a su conserver une réserve bien rare et se garder de tout mot inconvenant.

Il est à peine besoin de dire que ni l'histoire réelle d'Alexandre, ni celle d'Aristote ne renferment rien qui, de près ou de loin, ressemble à cette anecdote. Est-ce à dire pour cela que notre trouvère normand l'ait tirée de sa fertile imagination? Nous le voudrions pour lui, mais il faut reconnaître qu'il n'a fait que la mettre habilement en œuvre.

Il en est du *Lai d'Aristote* comme de beaucoup d'autres vieux contes : le fond du récit nous est venu de l'Inde par l'intermédiaire des Arabes. Voici en effet ce que dit à ce sujet l'éminent romaniste, M. Gaston Paris, dans le compte rendu qu'il a bien voulu faire dans la *Romania* de mon édition des œuvres de Henri d'Andeli : « Le *Lai d'Aristote*... a pour sujet une aventure originairement contée du sage indien Vararuchi (Voy. Benfey, *Pantschatantra*, t. I, p. 461), transportée ensuite, comme il arriva si souvent, chez

les Arabes, et recueillie chez eux par les Occidentaux, qui l'attribuèrent à Aristote, ce qui entraîna certains remaniements. A quelle époque ce conte passa-t-il en Europe ? On n'en trouve aucune trace avant le XIII^e^ siècle ; mais il apparaît alors sous trois formes différentes, l'une latine (dans les *Exempla* de Jacques de Vitri, voy. Wright, *Latin Stories*, n° LXXXIJ), l'autre française (Henri d'Andeli), la troisième allemande (Hagen, *Gesammt-abenteuer*, t. I, n° 2 ; cf. t. III, p. CXLVJ). On serait porté à croire, étant donné le succès incomparable des *Exempla* de Jacques de Vitri, et leur provenance en grande partie arabe, que c'est le récit de l'évêque de Ptolémaïs qui est la source des deux autres ; mais quand on l'examine de près, on voit que c'est fort peu probable. Je serais obligé d'employer pour cet examen comparatif une plus grande étendue ; je dirai seulement que chacune des trois œuvres a des traits particuliers qui ne permettent guère de les grouper. Dès lors, comme l'attribution à Aristote de cette plaisante aventure n'a pu se faire plus d'une fois, il faut supposer que les trois récits remontent, peut-être par la tradition orale (dans le monde des clercs bien entendu) à une source aujourd'hui perdue ; cette source elle-même avait dû sortir, en Orient, du conte arabe adapté aux idées du moyen âge franc (1). »

Si, comme M. Gaston Paris le fait remarquer, on ne trouve avant le XIII^e^ siècle aucune trace de la légende que Henri d'Andeli a rimée sous le titre de *Lai d'Aristote*,

(1) *Romania*, XI, p. 138-139.

il est peut-être cependant permis de croire que la tradition consignée dans le *Secré des Secrez* a donné l'idée d'appliquer au sage philosophe et à son royal disciple l'aventure plaisante dont la première origine paraît être le conte indien qui sera transcrit plus loin. L'auteur du *Secré des Secrez* nous dit en effet que la « reine de Inde » envoya au roi Alexandre une « bele pucele » nourrie « de venim de serpent » dont l'influence eut été funeste au prince sans l'intervention d'Aristote (Voir plus haut, page 361). La transformation de cette légende était facile avec le récit oriental. C'était le poison de l'amour dont Aristote aurait à garder Alexandre, et la jeune fille se vengerait par l'humiliation du sévère pédagogue.

Voici le récit indien dont j'emprunte la traduction à M. A. Gasté (1) : « Il y avait un prince nommé Nauda, souverain d'une grande île, renommé pour sa puissance et pour sa bravoure..... Ce prince avait un ministre, nommé Vararutschi, qui avait lu dans tous les livres et possédait la raison de toutes choses. La femme de ce ministre était jalouse et pleine d'irritation contre lui. En vain cherchait-il par tous les moyens à apaiser cette créature qu'il aimait ; elle n'en devenait pas pour cela plus traitable. « Voyons, m'amour, disait-il, parle ; que te faut-il pour être contente ! Je te l'accorde sur le champ. » Elle répondit, après s'être fait beaucoup prier : « Si tu te fais raser, et te jettes à mes pieds, je

(1) *Un chapiteau de l'église Saint-Pierre de Caen*, étude archéologique et littéraire, par Armand Gasté. Caen, Henri Delesques, 1887, p. 42-43.

veux bien te sourire encore. » Il le fit, et elle reprit sa gaîté. De son côté, la femme de Nauda, également irritée, ne voulait, en dépit de toutes les prières, consentir à se calmer. « M'amour, disait le roi, sans toi je ne puis vivre un instant; je tombe à tes pieds et t'en supplie : sois bonne ! » — Et elle : « Laisse-moi te mettre un mors à la bouche ; que je monte sur ton dos, et te fasse trotter à mon gré ; cours en hennissant comme un cheval ; alors je consentirai à redevenir bonne ! » — Ce qui advint en effet.

« Le lendemain, le roi tenait conseil, quand arriva Vararutschi. A peine l'eût-il aperçu, qu'il l'interpella. « Hé ! Vararutschi ! que veut dire cette tête rasée ? » Et le ministre de repartir : « On ne devrait rien faire, rien accorder aux désirs d'une femme. Voilà que celui-là hennit, qui n'est point cheval, et que mal à propos les gens se voient forcés de se raser la tête. »

Telle est la première source d'où vient, par intermédiaire, le fabliau français.

Le *Lai d'Aristote* ne tarda pas à jouir en France, et même en Europe, d'une grande popularité. Il est peu de fabliaux auxquels les poètes du moyen âge aient fait de plus fréquentes allusions, et dont le ciseau du sculpteur et la gouge du huchier se soient appliqués plus souvent à reproduire le piquant récit sur la pierre ou sur le bois. La littérature moderne, l'art contemporain, s'en sont parfois inspirés, et l'on en trouve même, comme un lointain écho, dans certaines œuvres dont les auteurs ne prévoyaient guère qu'on pourrait établir

un curieux rapprochement entre tel endroit de leur livre et le conte du moyen âge.

Dans mon introduction aux œuvres de Henri d'Andeli et dans les *Additions* qui terminent le volume, j'ai cité le récit arabe qui servit d'intermédiaire entre la première donnée fournie par le *Pantschatantra* et les développements du thème modifié par les Occidentaux ; puis j'ai reproduit ensuite, ou simplement rappelé, les citations, les allusions et les imitations que j'avais trouvées jusque-là chez les écrivains du moyen âge et des temps modernes : Jean de Meung (*Codicile*, st. 441), Jean Le Fèvre (*Le livre de Mathéolus*, I, v. 1101-1114), *La grand malice des femmes* (*Bibl. elz., Recueil des poésies françaises des XV^e^ et XVI^e^ siècles*, t. V, p. 301-318), *La vraye disant advocate des Dames* (*Ibid.*, t. X, p. 243), *Le Monologue fort joyeux sur les femmes* (*Ibid.*, t. X, p. 184), enfin un passage du ms. 189 de la Bibliothèque d'Épinal, analysé par M. Bonnardot (*Bulletin de la Société des anciens textes français*, 1876, p. 64-132). J'ai reproduit une note de M. Ed. Du Méril (*Mélanges archéologiques et littéraires*, 1850, p. 474) indiquant les allusions faites à cette légende dans les pays étrangers, et rappelé que le savant Æneas Silvius Piccolomini, plus tard pape sous le nom de Pie II, parla, dans son *Histoire des amours d'Euryale et de Lucrèce* (1), de l'étrange épreuve à laquelle se soumit Aristote.

(1) *Historia de Eurialo et Lucretia se amantibus*, p. 623 de l'édition de ses œuvres, publiée à Bâle en 1551.

Après avoir dormi dans la poussière des bibliothèques, comme à peu près toutes les œuvres du moyen âge, trop injustement dédaignées, à partir de la Renaissance jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e^ siècle, le *Lai d'Aristote* retrouva bientôt la vogue qu'il avait eue autrefois. Le comte de Caylus le cite avec honneur dans son *Mémoire sur les fabliaux* (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1753, t. XX., p. 362-364) ; Barbazan en publie le texte dans son édition des *Fabliaux et Contes français des XII^e^, XIII^e^, XIV^e^ et XV^e^ siècles*, 1756, reproduite plus tard par Méon ; Legrand d'Aussy en donne une imitation en prose (*Fabliaux ou Contes des XII^e^ et XIII^e^ siècles*, p. 79) ; Imbert le tourne en vers modernes (*Choix de fabliaux mis en vers*, 1788, t. I, p. 157-170) ; Piis et Barré en tirent une comédie (1780) qu'ils intitulent : *Aristote amoureux ou le Philosophe bridé*. Il n'est pas enfin jusqu'à la pièce intitulée *Le Tribunal domestique*, et un conte de Marmontel, *Le Philosophe soi-disant*, qui ne rappellent d'un peu plus loin l'œuvre du trouvère normand. Enfin, de notre temps, en 1878, *Le Char*, opéra-comique en un acte et en vers libres, dont le libretto est de MM. Paul Arène et Alphonse Daudet et la musique de M. Paul Pessard, est une mise en scène galamment agencée de l'amusante anecdote.

Cette nomenclature que j'avais donnée a eu le rare bonheur d'être reproduite, et surtout précisée et complétée, grâce à l'érudition la plus sûre, par un savant professeur de la Faculté des Lettres de Caen, M. Armand Gasté, dans son *Étude sur un Chapiteau de l'église*

Saint-Pierre de Caen (1). M. A. Gasté a donné la première traduction française (2) du passage du *Pantscha-tantra* « la source la plus lointaine qui soit connue du fabliau d'Aristote » ; il a fait connaître par de curieuses citations, le ton passablement étrange que Barré et Piis ont prêté à Aristote et à Orphale dans leur *Aristote amoureux ;* il a établi un rapprochement fort piquant entre l'antique légende et un passage de la *Nana* de M. Emile Zola ; il a rappelé enfin, d'après le *Petit savant de société*, la « pénitence désagréable » connue sous le nom de *cheval* d'Aristote que, vers le commencement de ce siècle, on infligeait dans les salons où l'on jouait aux jeux dits innocents. La pénitence pouvait être désagréable pour celui qui était condamné à se mettre à *quatre pattes*, et à promener autour du cercle, dans cette attitude, une dame désignée par la société. Il n'en était pas de même pour les assistants, si toutefois la dame était jolie ; car, assise sur le dos du patient, elle était embrassée par tous les cavaliers devant lesquels elle passait. Ne pourrait-on pas, dans les salons actuels, rééditer cette figure à l'usage du cotillon ?

Voilà bien des souvenirs accordés à la légende d'Aristote et la liste en est déjà passablement longue. Elle n'est pas complète cependant, etj'ai, pour ma part, à confesser un regrettable oubli. Encore, s'il ne s'agissait

(1) Caen, Henri Delesques, 1887.

(2) Ce récit ne se trouve pas en effet dans le choix publié en 1872, par M. l'abbé J.-A. Dubois sous ce titre : *Le Pantcha-Tantra ou les cinq ruses, fables du Brahme Vichnou-Sarma ; Aventures de Paramarta et autres contes*, etc.

que de la mention, assez vague d'ailleurs, qui se trouve dans les *Proverbes et dicts Sententieux* de Charles de Bouvelles, chanoine de Noyon :

« A la quenouille A colu
Fol s'agenouille Stultus flectit genu.

« Ce proverbe est pour les amoureux lesquelz sont aucune fois si aveuglés et hebetés par la beauté des femmes, que du tout ils se rendent subjectz à leur service et fol plaisir. Comme on lict d'Hercules, lequel en habit feminin filoit devant son amoureuse. Pareillement d'Aristote sage Philosophe, lequel, à deux genoux, sacrifia à son amie comme il eut faict à la deesse Ceres (1) ».

L'omission dont je m'accuse et que je veux réparer ici est bien autrement grave, et j'en demande humblement pardon au bon roi René, ce dernier des troubadours, qui chercha et trouva dans l'amour et la pratique de la poésie et des beaux-arts, des joies qu'il n'aurait certainement pas connues si le parti angevin, qui l'appelait à Naples, l'eut salué sur le trône qu'occupait à sa place un prince de la maison d'Aragon.

Parmi ses œuvres figure une longue composition allégorique, moitié vers, moitié prose, sous ce titre *Le Livre du Cuer d'amours espris*. Je ne veux pas entrer dans l'analyse de ce livre ; elle m'entraînerait

(1) Proverbes // et dicts sen- // tentieux, avec // l'interpretation d'iceux // par Charles de Bouuelles Chanoi- // ne de Noyon. // avec privilege // A Paris, // Chez Sebastien Nyuelle, libraire demeurant a // l'enseigne des Cicognes, rue Saint-Jacques. // 1557. — P. 44.

trop loin. J'arrive tout droit avec le *Cuer* et *Bel-Accueil* au lieu où sont suspendus divers objets rappelant la toute-puissance de la femme et la faiblesse de l'homme qui se soumet à ses caprices et s'abaisse, pour lui plaire, aux conditions les plus humiliantes. Le *Cuer* contemple ces objets, et, surpris à leur vue, il demande à *Bel-Accueil* des explications que celui-ci s'empresse de lui fournir. Pour long que soit le développement, je le donnerai tout entier, parce que nous y trouvons unis au nom d'Aristote ceux de Virgile et de Samson, comme il arrive d'ordinaire chez les trouvères et les *imaigiers* qui se sont inspirés de ce thème.

« Et quant ilz eurent passée la premiere porte et furent soubz le portal, le Cuer apperceut en la voulte du portal pendue une corbeille faicte d'osiers, ancienne et de vieille façon, laquelle pendoit à une chaigne d'or grosse comme le braz. Si pensa le Cuer qu'il sauroit moult voulentiers quelle vertu celle corbeille avoit qui n'estoit que de boys, veu qu'elle estoit à une si riche chaigne pendue. Et en regardant qu'il faisoit, la dicte corbeille s'arresta, et vit unes forces de fer toutes enroullées qui estoient de la grandeur d'un pié et demy, de la faczon ne plus ne moins comme telles de quoy on tond les brebiz en Berry. Entre le taillant desquelles forces avoit une grosse poignée de cheveulx noirs comme tacre et longs d'une toise au plus, lesquelz cheveulx sembloient mieux de homme que de femme, tant estoient rudes, gros et letz. Si n'eust gueres regardé là, qu'il apperceut encores joignant de la dicte force, laquelle pendoit à un gros croc d'or, si vist vng fraing grant et

d'antique faczon, une bride de cuir, une selle et ungs esperons dorez ensemble liez et penduz à une chaigne d'or grosse et forte ; et encores plus fort, car en suyvant estoit aussi pendue une quenoille de femme remplie de lin, et le fuzeau pendant au fil de costé, atachée à deux crampons d'or fin.....

« Les dessus dictes choses pendoient soubz la voulte, et à ceste heure parla Bel-Accueil au Cuer et lui dit en ceste manière :

« Oru Cuer qui merveilles as,
Desirant à savoir les cas
Pourquoi ces choses sont ycy
Ainsi mises, et as soulcy
De quoy servent, dire ce vieulx,
Et tout premier ainsi m'aist Dieux.
La corbeille que tu voiz là
Si est propprement celle-là
En laquelle pendu Virgille
Par une dame moult subtille,
Qui lui sceust telz raisons monstrer
Qu'elle le fist dedans entrer,
Disant que jamais autrement
Ne la povoit veoir nullement,
Et lui qui estoit d'elle pris
Y entra dont moult fut repris,
Car incontinent de ce lieu
Le tira jucques au meillieu,
Et puis le laissa là pendu.
Son sens fut mal lors despendu,
Car de tous ceulx de la cité
Fut là congneu et visité.
Amours ainsi le desprisa
Pour ce que toujours peu prisa
Virgille le povoir d'Amours.
Or en fuz pugny par telz tours,

Comme voyez ycy endroit.
Ne lui valut alléguer droit
N'estre clerc, nigromant ne saige,
Il lui fut forcé faire hommaige
Humblement, lui criant mercy.
Et pour memoire est pendue cy
La corbeille et tousjours sera
Tant que le monde durera.
Les forces emprès que voyez
Sont celles, tout seur en soyez,
Dont Sanson eut longue le chief;
De quoy puis morut à meschief.
Car tant desprisoit par sa force
Amours, que puis tondu de force
Fut par Dalida faulcement.
Et en ce point prist vengement
De lui Amours, et à bon droit.
Qui l'istoire dire vouldroit
Longue seroit à raconter,
Pour ce ne t'en vueil plus conter.
Tu l'as ouy dire autreffoix,
Ce trop je plus de dix foiz.
D'autre part la bride et la selle
Laquelle tu vois là, c'est celle
De quoy Aristote le saige
Fut embridé par le visaige
Et sellé par dessus le doux.
Tant blasma le bien d'amer doulx
Et tant le desprisa, qu'Amours
S'en vengea par les subtilz tours
De celle-là qui lui bouta
La selle, puis dessus monta,
Et des esperons lui donna
Et tellement si l'ordonna
Que sa science peu valut,
Amours son sens lors lui tolut,
Car lui qui estoit tant honneste
Fut chevauché comme une beste.

Puis la quenouille que voyez
Fut celle, tout seur en soyez,
Dont Sardinapalus filla;
Fuzeau et lin vous voyez là.
Amours aussi filler le fist
Entre femmes, et le desmist
De l'orgueil dont tant se prisoit
Que les faiz d'Amours desprisoit
Mais mit fut en subgeccion,
Ainsy que j'ay fait mention..... » (1)

Franchissons maintenant un intervalle de quatre siècles et tombons en pleines pages de ce roman d'allure si cavalière, *Le capitaine Fracasse*, dans lequel Théophile Gautier a jeté à la volée la poudre d'or de ce style merveilleux dont il semble avoir emporté le secret, et que des gens, de bien mauvais goût sans doute, osent encore préférer aux grossières audaces du réalisme et aux dictions incongrues de l'école décadente. Le baron de Sigognac, triste habitant du Château de la Misère, vient de recevoir dans son manoir délabré, le chariot de Thespis, qui transporte à l'aventure le Matamore, le Tyran, la Duègne, l'Isabelle et autres acteurs d'une troupe ambulante. Il songe à partir avec eux pour aller chercher fortune à Paris ; il hésite à s'attacher à cette troupe de comédiens ; un regard et quelques douces paroles de l'Isabelle achèvent de le décider. Mais laissons parler le maître : « La douce lueur qui brillait dans les yeux d'Isabelle triomphe de la répugnance du Baron. L'attrait d'une aventure galante déguisait à ses

(1) *Œuvres complètes du roi René avec une biographie et des notices*, par M. le comte de Quatrebarbes. Angers, 1846, in-4°, t. III, p. 149-152.

propres yeux ce que ce voyage fait de la sorte pouvait avoir d'humiliant. Ce n'était pas déroger que de suivre une comédienne par amour et de s'atteler, comme soupirant, au chariot comique ; les plus fins cavaliers ne s'en fussent pas fait scrupule. Le dieu porte-carquois oblige volontiers les dieux et les héros, à mille actions et déguisements bizarres : Jupiter prit la forme d'un taureau pour séduire Europe ; Hercule fila sa quenouille aux pieds d'Omphale ; Aristote le prud'homme marchait à quatre pattes, portant sur son dos sa maîtresse, qui voulait aller à philosophe (plaisant genre d'équitation !) toutes choses contraires à la dignité divine et humaine (1). »

Ce qui prouve peut-être encore mieux que toutes ces citations la popularité du *Lai d'Aristote*, ce sont les représentations figurées qu'on en a faites. « Nous en possédons plusieurs, dit M. Gaston Paris, appartenant aux différentes variétés de la sculpture, qui remontent au moyen âge; si nous avions conservé quelques-unes des innombrables peintures dont nos ancêtres décoraient les salles de leurs habitations, nous y verrions bien souvent retracé ce sujet favori, qui plaisait au pinceau du peintre et à la malignité du bourgeois. Voici le curieux témoignage qu'on lit dans la traduction en vers du *Pamphile*, par Jehan Bras de Fer de Dammartin... ; Pamphile ayant allégué l'aventure d'Aristote comme exemple de la ruse des femmes, la vieille à qui il parle lui répond :

(1) *Le Capitaine Fracasse*, édition illustrée par Gustave Doré, in-4°, p. 34-35.

Mais chou que d'Aristote dis,
Qui fu chevauchiés, lonc tes dis,
Appocriffe est, non escriture ;
S'a ge veue en mainte peinture
Femme chevauchier Aristote ;
Or n'i a villain qui n'en rote,
S'en ont une rieulle commune :
S'aucuns vient à crasse fortune,
Il dit : « Pain moy chy Aristote
Dont la femme fait haritrote (1). »

Les peintures ont disparu, mais les représentations figurées sur la pierre, sur le bois et sur le cuivre, sont parvenues jusqu'à nous, quelques-unes, tout au moins, mais cependant encore assez nombreuses pour que nous ayons droit d'en conclure que le *Lai d'Aristote* jouit alors d'une vogue vraiment exceptionnelle. Les sculptures que l'on voit à la Cathédrale de Rouen sur la miséricorde d'une des stalles du chœur et au portail de la Calende, celles de Saint-Pierre de Caen, de Saint-Jean de Lyon, d'un pilastre du château de Gaillon, maintenant à Paris dans une des cours du palais des Beaux-Arts, ont été assez souvent décrites et même reproduites par la gravure pour qu'il suffise de les rappeler ici (2).

(1) *Romania*, XI, p. 139.

(2) V. sur ces différentes représentations d Aristote chevauché : M. de Guilhermy, *Les Fabliaux représentés dans les Églises* (*Revue générale de l'architecture et des travaux publics* de César Daly, 1840, col. 383-396) ; A. Héron, *Œuvres de Henri d'Andeli*, 1880, p. XXXIII-XL ; A. Gasté, *Un Chapiteau de l'Église Saint-Pierre de Caen*, 1887, p. 37-54. — V. en particulier : Pour Rouen : E.-H. Langlois, *Notice sur les bas-reliefs des stalles de la Cathédrale de Rouen* (*Mém. de la Soc. d'Émulation de Rouen*, 1827, p. 12-38) et *Stalles de la Cathédrale de*

Ajoutons encore une petite plaque d'ivoire dont la gravure a été donnée par Montfaucon dans son *Antiquité expliquée* (t. III, 2e partie, p. 356, pl. 194), et deux aquamaniles en cuivre jaune qu'on a pu voir à Paris aux Champs-Elysées, en 1880, à l'exposition des beaux-arts appliqués â l'industrie et qui appartenaient alors, l'un à M. Chabrière-Arlès, l'autre à M. Spitzer. Je les ai mentionnés dans l'introduction aux *Œuvres de Henri Andeli*, p. XXXIII-XXXIV et XXXIX-XL), et rappelé (p. XLV) d'après Legrand d'Aussy (1), qu'un tableau de Spranger, datant du commencement du XVIIe siècle, gravé par Sadeler, représentait Aristote chevauché par la jeune Indienne, et qu'au salon de 1885 (*Addition*) un tableau de Henri Lehmann, dont la lithographie a été donnée par M. A. Lemoine, dans le journal *l'Artiste*, figurait la même aventure. M. A. Gasté a cité (2) de plus, d'après Nagler (*Kunstlerlexicon*, I, 239) une

Rouen, 1838, p. 172 ; J. Adeline, *Les sculptures symboliques et grotesques* (*Rouen et environs*), pl. 39, et p. 73-78 et 206-210 ; pour Caen : Abbé de la Rue, *Essais historiques sur la ville de Caen*, t. I, p. 97, et A. de Caumont, *Abécédaire ou Rudiment d'Archéologie* (*Arch. rel.*), 2e édition, p. 307 ; pour Lyon : L. Bégule, *Monographie de la Cathédrale de Lyon*, p. 201 et pl. B, no 2. — L.-J. Guenebault (*Dictionnaire iconographique de l'antiquité chrétienne et du moyen âge*, 1843, t. I, p. 91, col. 2), mentionne à l'article Aristote, la sculpture en bois des stalles de Rouen, la sculpture sur ivoire figurée par Montfaucon, les bas-reliefs de Saint-Jean de Lyon et du château de Gaillon ; il ne dit rien du chapiteau de Saint-Pierre de Caen, ni des bas-reliefs du portail de la Calende de la Cathédrale de Rouen.

(1) *Fabliaux ou Contes... du XIIe et du XIIIe siècle*, éd. Renouard, 1829, t. I, p. 280-281.

(2) *Un Chapiteau de l'Église Saint-Pierre de Caen*, p. 39, note.

gravure sur bois, en clair obscur, sur le même sujet, de Hans Baldung, surnommé Grun.

S'il ne se rapporte pas à Aristote, le groupe exposé par M. Pépin au salon des Champs-Elysées, en 1891, rappelle du moins la légende. M. Olivier Merson en rend compte en ces termes dans le *Monde illustré* (numéro 1790, 18 juillet 1891) : « Un jeune poète qui porte sur ses épaules une femme à califourchon, fléchit et tombe à terre, souriant encore au poids qui l'opprime. Bien construit et bien ajusté, ce groupe réunit dans un bon ensemble des morceaux auxquels il n'y a rien à redire. »

D'heureux hasards feront peut-être découvrir d'autres figurations qui sont demeurées inconnues ; je l'espère d'autant plus que la chance m'a, à cet égard, singulièrement favorisé. Je puis en effet signaler une représentation figurée du *Lai d'Aristote*, que personne n'a jusqu'à présent mentionnée : c'est une frise en bois sculpté, faisant partie d'une collection de boiseries formée par un amateur de Saint-Valery-en-Caux, à la suite de longues et patientes recherches dans les campagnes environnantes ; ces boiseries appliquées au plafond et contre les murs d'un petit salon qu'elles couvrent entièrement, offrent un ensemble assez disparate, mais dont les éléments sont fort intéressants à étudier.

La frise dont il est ici question appartient à la fin du XV^e^ siècle ou au commencement du XVI^e^ ; elle est divisée en trois compartiments qui représentent, de la gauche à la droite du spectateur, les sujets suivants :

LE LAI D'ARISTOTE



Cliché de M. G. Panel.

BAS-RELIEF SCULPTÉ (xv^{e} siècle).

Judith et Holopherne, Samson et Dalila, et enfin Aristote chevauché par l'Indienne. Comme on le voit, c'est partout la glorification du pouvoir de la femme. Je me bornerai à décrire le dernier sujet, qui me semble une des figurations les mieux réussies et les mieux conservées de la célèbre légende.

Vêtu d'une longue robe, la tête couverte d'une coiffure dont la partie extérieure est ornée d'un médaillon, la selle au dos, le mors à la bouche, Aristote est à quatre pattes ; il se soulève sur les deux mains et laisse ses genoux traîner sur le sol. Son visage d'austère philosophe fait voir une certaine expression d'angoisse ; peut-être entend-il à ce moment la voix railleuse d'Alexandre.

La *damoiselle* qui le chevauche tient la bride de la main droite et force Aristote à tourner la tête de manière qu'elle fait face au spectateur ; de la main gauche elle brandit un fouet formé de plusieurs cordes tordues qui passent derrière sa tête tournée sans doute vers la tour (qu'on ne voit pas) d'où Alexandre contemple la scène. Les plis flottants de sa robe tombent jusqu'à ses pieds ; son buste est serré par une casaque modelée avec le relief d'une armure ; une chaîne formée de maillons rectangulaires entoure sa taille ; elle porte sur la tête une coiffure à pointe, un *hennin*, assez semblable à l'ancien bonnet des Cauchoises. Les costumes sont traités avec beaucoup de soin dans tous leurs détails. La tête de la jeune fille est d'un dessin un peu lourd ; celle d'Aristote est pleine d'expression.

Si j'avais un vœu à formuler, ce serait qu'un spécimen

aussi intéressant par son sujet et par son exécution de l'art des anciens *huchiers*, entrât dans une de nos collections publiques. Il y rappellerait le souvenir du vieux trouvère normand, j'oserais presque dire rouennais puisqu'il habita notre ville, de l'ingénieux conteur qui sut, avec tant de finesse et de mesure, chanter les charmes tout-puissants de la femme, cet invincible pouvoir que l'auteur de *Faust* appelle *das ewig-weibliche, l'éternel féminin*.

NOTICE

SUR LA PROPRIÉTÉ DES BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES

Par M. O. MARAIS

Un arrêté de M. le Maire de Rouen, en date du 26 janvier 1889, a approuvé le nouveau règlement de la Bibliothèque municipale. L'article 11 de ce règlement est ainsi conçu : « Les manuscrits *étant la propriété de la Ville*, nul ne peut les publier sans une autorisation expresse de la Mairie. » La rédaction de cet article a donné lieu à une correspondance administrative entre M. le Maire et M. le Ministre de l'Instruction publique.

Par une lettre du 22 novembre 1890 le Ministre a demandé la suppression des mots *étant la propriété de la Ville* qui se trouvent dans l'article 11 du règlement. Il se fonde sur les raisons suivantes que nous transcrivons textuellement :

« Il me paraît indispensable de rappeler à la municipalité que si les manuscrits provenant de legs faits à la Bibliothèque ou d'acquisitions faites par la Ville, à titre onéreux, lui appartiennent, il n'en est pas de même pour les manuscrits provenant des anciens fonds. Les décrets des 8 pluviôse, an II, 8 pluviôse an XI et 20 février 1809, ont établi les droits de l'État sur certaines parties des collections bibliographiques. Les Bibliothèques n'ont été à l'origine que de simples dépôts où l'État a mis en sûreté les richesses littéraires sur lesquelles il a affirmé ses droits de propriété. L'État a laissé aux villes, la jouissance de ce premier fonds et de ceux qu'il y a ajoutés par la suite, mais il ne s'en est pas dessaisi ; ses droits restent entiers. »

La lettre de M. le Ministre fait donc deux parts de la Bibliothèque communale : l'une, composée des legs directs ou des acquisitions, est la propriété de la Ville ; l'autre comprenant ce qu'on appelle l'ancien fonds et les livres qu'y a ajoutés, par la suite, la munificence du Gouvernement, sont restés la propriété de l'État, la Ville n'ayant été à leur égard qu'un simple dépositaire. La théorie du Ministère a le mérite d'une netteté incontestable. Est-elle fondée ? Tel est l'objet de l'étude qui va suivre.

I

ORIGINES DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE ROUEN (1)

Les seuls dépôts de livres qui existassent à Rouen avant la Révolution appartenaient aux corporations (Académie, Avocats au Parlement, etc.) ou aux institutions religieuses (communautés, chapitres diocésains, etc.). Le décret du 2 novembre 1789 mit les biens du clergé à la disposition de la nation ; les ordres réguliers et les corporations, d'abord conservés provisoirement, disparurent à leur tour en 1792 (décrets des 9-12 février, 18 août). Enfin, les biens des émigrés furent aussi déclarés propriété nationale.

Dès le 5 novembre 1790, l'Assemblée constituante avait décidé que les Directoires de districts dresseraient le catalogue des livres, manuscrits, tableaux, objets d'art qui se trouvaient dans les maisons, institutions ou communautés supprimées ou provisoirement conservées. Ces dispositions devinrent applicables de plein droit à tous les objets mobiliers qui furent confisqués ultérieurement.

(1) L'auteur de cette notice n'avait à sa disposition que les documents administratifs ou historiques concernant la ville de Rouen ; mais il parait probable que les choses se sont passées ailleurs comme à Rouen. Ce travail semble donc pouvoir s'appliquer dans ses parties générales à presque toutes les Bibliothèques municipales de France.

Un ex-religieux bénédictin de l'abbaye de Saint-Ouen, dom Gourdin, n'avait pas attendu cette loi pour présenter au Directoire de district un projet d'organisation de bibliothèques publiques au chef-lieu et dans les principales villes du district. Son projet fut approuvé par une délibération du Directoire, dans laquelle on lit ce considérant caractéristique « que les livres dont il est question n'appartiennent ni au département, ni au district, ni à la municipalité, mais à la nation, que par conséquent il paraîtrait qu'on ne peut exécuter le plan de dom Gourdin qu'en obtenant un décret de l'Assemblée nationale qui autorise les villes, de département et de district, à retenir ces livres pour y établir des Bibliothèques publiques, sous l'inspection des assemblées Administratives ».

Ainsi, en même temps qu'on proclame l'utilité qu'il y aurait à fonder des Bibliothèques publiques, on reconnaît formellement que les collections de livres sont la propriété de la nation.

Dans un travail inséré au *Précis de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen* (année 1852), M. de Beaurepaire a raconté avec une compétence particulière et une grande abondance de détails, de quelle façon fut constitué le Musée municipal de la Ville. Cette partie de l'histoire locale est commune aux livres et manuscrits confisqués. Nous n'avons donc pas à la refaire ici. Ce fut, en effet, le même arrêté du Directoire des 5 et 13 septembre 1791 qui désigna dom Gourdin et le peintre Le Carpentier pour faire l'inventaire des bibliothèques, tableaux et objets d'art, qui étaient

devenus propriété nationale par l'effet des décrets de suppression ou de confiscation. Dom Gourdin et Le Carpentier remplirent leur mission, dressèrent un inventaire sommaire et firent apporter au couvent des Jacobins (aujourd'hui local de la Préfecture) tous les objets sur lesquels leur choix s'était arrêté (Lettre de dom Gourdin au Directoire du département, 1792).

Le 18 février 1793, le Directoire du district prit un arrêté aux termes duquel le directeur fut chargé de poursuivre la demande de l'établissement des corps administratifs dans la ci-devant abbaye de Saint-Ouen, avec la réunion d'une vaste bibliothèque de département comprenant des monuments de sculpture et chefs-d'œuvre de peinture et autres objets d'instruction (art. 9).

L'article 10 décidait qu'on composerait une bibliothèque, la plus étendue qu'il serait possible, à l'aide des livres des communautés religieuses et de ceux qui proviendraient des émigrés, pour en former six autres destinées à être placées dans les six districts hors de Rouen, dans la ville principale de chaque district. En effet, par arrêté du 31 juillet suivant, l'hôtel Saint-Ouen fut désigné pour le placement de la Bibliothèque et du Musée.

Le transport des collections eut lieu en l'an II. Une lettre de dom Gourdin aux administrateurs du département du 8 ventôse, an II, nous apprend que la Bibliothèque se composait alors de 50,000 volumes, plus de 20,000 doubles et enfin d'anciens manuscrits. L'ab-

baye de Jumièges en avait fourni à elle seule plus de 200.

L'installation du Musée-Bibliothèque à Saint-Ouen coûta 31,000 fr. (Rapport des travaux du département in-4°, an V, p. 313.)

Nous devons à l'obligeante communication de l'un de nos érudits collègues, M. Bouquet, le texte d'une correspondance assez curieuse, dans laquelle se trouve affirmée, une fois de plus, la propriété de l'État. Quelques citoyens signalèrent en ces termes à dom Gourdin, l'existence d'une collection dont la nation ne s'était pas encore mise en possession :

« 25 pluviôse an IV (14 février 1796).

« Informés par hasard, qu'il y avait à l'archevêché
« (de Rouen) des livres qui périssaient dans l'humidité,
« les administrateurs du département demandèrent à
« dom Gourdin d'où ils provenaient et s'ils étaient une
« *propriété nationale.* »

Voici la réponse de dom Gourdin :

« Rouen, 28 pluviôse de l'an IV de la République (17 février 1796).

« Citoyens, j'ai reçu hier votre lettre du 25, par
« laquelle vous me demandez des renseignements sur
« les livres restés à l'évêché. Cette bibliothèque assez
« considérable, dans laquelle il y a le *Corpus anti-*
« *quitatum*, en plus de vingt volumes in-folio, et quel-

« ques autres bons ouvrages, est une *propriété natio-*
« *nale*. Elle est la bibliothèque de monseigneur Lenor-
« mant, évêque d'Évreux.....

« Il serait à propos que l'administration prît un
« arrêté qui m'autorisât à écarter les doubles, et à
« commencer l'arrangement durable de la Bibliothèque
« nationale, dont le public est privé depuis si long-
« temps. »

Cette bibliothèque fut transportée au dépôt de Saint-Ouen où elle forma, avec le choix de toutes les autres, le premier fonds de la Bibliothèque de la ville de Rouen. (*Recherches sur les Bibliothèques des Archevêques et du Chapitre de Rouen*, par l'abbé Langlois, pages 48-49.)

La création des Écoles centrales, décidée par un décret du 2 brumaire an IV (25 octobre 1795), entraîna le déplacement de la Bibliothèque, devenue annexe de l'École, dans l'ancienne église des Jésuites (aujourd'hui chapelle du Lycée), laquelle fut affectée à cet usage par une loi du 14 fructidor an VII. Le 25 prairial an IX, le Préfet du département écrivait ce qui suit à dom Gourdin :

« L'instruction du Ministre de l'Intérieur, en date
« du 15 floréal an IV, porte qu'on s'occupera d'abord
« de former les Bibliothèques qui doivent exister près
« des Écoles centrales.

« Elle prescrit en outre de les rendre aussi complètes
« qu'il sera possible de le faire en tirant des autres
« dépôts du département les ouvrages rares ou utiles

« qui seraient plus convenablement placés dans un éta-
« blissement général. »

Nous ignorons la suite que le commissaire de la Bibliothèque donna à cette injonction en ce qui concerne les autres dépôts du département, mais on lit dans l'*Annuaire statistique du département de la Seine-Inférieure de 1807*, le passage suivant, page 103 :

« La Bibliothèque municipale est composée d'environ 20,000 volumes, soustraction faite des livres qui ont été tirés pour former la Bibliothèque du Lycée, celle de l'Archevêché et celle du Séminaire, et sans y comprendre ni les manuscrits, ni les ouvrages imprimés dans le XV^e^ siècle, qui sont en grand nombre et forment une espèce de Bibliothèque particulière.

« Cette Bibliothèque doit être incessamment placée à la municipalité, et aussitôt elle sera ouverte au public comme jusqu'à présent. »

On sait que les Écoles centrales furent supprimées en 1802 et remplacées par les Lycées actuels. (Voir loi du 11 floréal an X. — Arrêté du 24 vendémiaire an XI). Qu'allait-on faire de leurs bibliothèques ? Elles furent remises aux municipalités par l'arrêté consulaire du 8 pluviôse an XI (28 janvier 1803), dont nous aurons à nous occuper plus loin.

C'est ici que se place un document d'une haute importance dans la question qui nous occupe.

Une lettre du 25 nivôse an XI, émanée du conseiller d'État chargé de la direction de l'instruction publique, annonce au Préfet que la bibliothèque de l'École cen-

trale devait être remise entre les mains du Maire de la ville de Rouen.

Cette pièce est à proprement parler le titre de la ville de Rouen, sinon à la propriété, du moins à l'usage de la Bibliothèque. Il aurait été du plus grand intérêt d'en connaître exactement les termes. Malheureusement, les plus actives recherches ont été impuissantes à nous la procurer. La Ville a égaré sa copie, et les minutes ne se sont retrouvées ni à la Préfecture, ni au Ministère. L'existence même du document n'est pas douteuse, d'ailleurs, car la lettre en question est vantée dans plusieurs actes administratifs ultérieurs, par exemple dans un arrêté préfectoral du 4 pluviôse an XII.

La municipalité de la ville de Rouen accepta avec empressement l'attribution qui lui était faite. Une délibération du Conseil municipal, en date du 25 floréal an XII, homologuée par le Préfet, le 10 messidor suivant, vota une somme de 30,841 fr. pour l'installation de la Bibliothèque au second étage de l'hôtel Saint-Ouen, décida que la collection d'imprimés et de manuscrits la composant ne pourrait être divisée sous quelque prétexte que ce soit et qu'il serait mis sur tous les livres de la Bibliothèque cette inscription : « Bibliothèque de la ville de Rouen. »

L'empressement de la municipalité à prendre possession de la Bibliothèque, l'importance du crédit affecté aux travaux d'installation, le texte même de l'inscription apposée sur les ouvrages, permettent d'affirmer avec certitude que la ville de Rouen ne se considérait pas comme étant simplement dépositaire de la Bibliothèque

au nom et pour le compte de l'État. Le rapport qui précède la délibération du 25 floréal an XII, ne laisse place, d'ailleurs, à aucun doute à cet égard. On y lit, en effet (Voir archives de la municipalité), le passage suivant : « Quant à la seconde partie du vœu émis par l'Académie de Rouen et soumis par elle au Prétet du département, ayant pour objet que le bibliothécaire soit au moins pris dans son sein, votre commission n'a pas cru blesser les convenances, ni les égards dus à cette Société, en rejetant cette proposition. La municipalité de Rouen, D'APRÈS LA LETTRE DU CONSEILLER D'ÉTAT, *a l'entière disposition* et PROPRIÉTÉ des livres ; elle nommera à *son choix* un conservateur et le paiera de ses deniers. »

Il est inutile d'insister : la Ville a cru que la propriété de la Bibliothèque lui était transférée et l'analyse qu'elle donne de la lettre du conseiller d'État ne fait qu'augmenter nos regrets de n'avoir pu retrouver ni en original ni en copie ce document capital.

Cette pensée d'un droit de propriété s'est affirmée de nouveau dans le discours qui fut prononcé par le Maire le 4 juillet 1809, lors de l'inauguration de la Bibliothèque municipale. Cette solennité fut entourée d'une grande pompe ; les archives de la ville en ont gardé la trace. Nous avons extrait de ce discours les passages suivants qui, tout en portant la marque du style ampoulé de l'époque, ne laissent pas de doute sur le caractère que la municipalité d'alors attachait à l'acte qui l'avait mise en possession de la Bibliothèque :

« . . . . . .

« Cette Bibliothèque formée de la réunion, mais

« beaucoup augmentée de deux Bibliothèques publiques « que cette ville possédait depuis longtemps, accrue par « les dons assez considérables de M. Auguste Le Che- « valier, avocat au Parlement, a naturellement subi le « sort des divers évènements qui changeaient de temps « en temps la forme du gouvernement. Aujourd'hui, « son sort est enfin devenu constant et immuable, ELLE « EST UNE PROPRIÉTÉ MUNICIPALE, *elle devient un « patrimoine de notre Cité.*

« M. Gourdin, membre distingué de l'Académie des « Sciences, Lettres et Arts de Rouen, avait été nommé « bibliothécaire de l'École centrale. C'est à ses soins « éclairés que nous devons la conservation des trésors qui « la composent ; nommé de nouveau à la Bibliothèque « de la Ville, c'est à ses lumières et à son infatigable « patience qu'est dû l'ordre et l'arrangement que vous « y remarquerez et qui lui assure la reconnaissance de « cette Cité. » Et plus loin, l'orateur ajoutait :

« Si, d'un côté, l'établissement des Écoles centrales « nous conservait un dépôt des Sciences et des Lettres, « de l'autre, des magistrats éclairés, s'occupant des « Arts au milieu des orages politiques, recueillaient et « sauvaient de leur ruine une infinité de chefs-d'œuvre « de peinture qui, sans ces soins précieux, fussent « devenus la proie de l'ignorance cupide dans leurs « asiles abandonnés.

« Le professeur de l'École gratuite de dessin. M. Le- « carpentier, fut choisi pour remplir cette mission « importante ; il s'en est acquitté avec un zèle, un dis- « cernement digne des plus grands éloges, et surtout

« avec un désintéressement que je me plais à relever « dans cette circonstance.

« Cette mesure conservatrice nous avait déjà valu « un grand nombre de tableaux précieux capables « de former un muséum d'une assez grande étendue « lorsque la munificence du gouvernement l'a encore « augmenté considérablement de morceaux des plus « grands maîtres. Notre auguste souverain, sans cesse « occupé du bonheur et de la gloire de la France, qui a « fait de la capitale de l'empire, la capitale du monde « pour les Arts, n'a point oublié celles des grandes « villes qui, par leur étendue et leurs richesses, sont « dans le cas d'être autant de centres des Beaux-Arts, « et la ville de Rouen s'est trouvée enrichie du fruit de « ses conquêtes et de sa gracieuse sollicitude.

« Ce n'était point assez que nous eussions en notre « possession cette immense collection de trésors, il fallait « un temple pour les y déposer ; il fallait des dépenses « pour qu'on pût les offrir aux regards du public.

« . . . . . »

Les petites Affiches de Rouen (aujourd'hui *Journal de Rouen*), dans le tome XI, année 1809, numéro du mercredi 5 juillet, terminent ainsi le compte-rendu de cette installation du Musée auquel elles donnent le nom de *Bibliothèque publique*.

« L'ouverture du Musée et de la Bibliothèque fera « une époque dans l'histoire littéraire et dans les annales « de notre ville ; et l'on citera un jour, avec reconnais- « sance, le nom du premier magistrat au zèle duquel « on doit cette noble jouissance, et celui du Maire qui

« administre dignement aujourd'hui dans nos murs. » (Le maire était M. Demadières ; le préfet, M. Savoye Rollin.)

Enfin, pour compléter cet historique de notre Bibliothèque, ajoutons que cette collection a toujours été considérée comme une Bibliothèque municipale, qu'elle en a porté le titre dans tous les actes publics, que le conservateur a également toujours été nommé par l'Administration municipale, et qu'enfin la Ville s'est imposé tout récemment les plus lourds sacrifices pour la construction d'un nouveau local dans lequel ses précieuses collections ont été installées.

La ville de Rouen est-elle cependant propriétaire de tout ou partie des livres et manuscrits composant sa Bibliothèque municipale ?

On l'a vu par la lettre du Ministre de l'Instruction publique en date du 22 novembre 1890, le Gouvernement reconnaît expressément la propriété de la Ville, en tant qu'elle s'applique aux livres, manuscrits ou autres objets qu'elle a acquis directement à titre gratuit ou onéreux ; mais le Département ministériel soutient que de son côté l'État est propriétaire de tout ce qui a été d'abord confisqué révolutionnairement, puis remis à la Ville en l'an XI. Cette prétention s'applique donc à une partie extrêmement importante de nos richesses bibliographiques, puisqu'elle concerne environ 50,000 volumes imprimés, et la précieuse collection de manuscrits qui sont la gloire de notre Bibliothèque municipale(1). Jusqu'à ce jour, la ville de Rouen s'était habituée

(1) L'État a nécessairement la même prétention en ce qui concerne

à se considérer comme propriétaire de ce qu'on appelle « l'ancien fonds » ; elle n'aurait donc jamais songé à soulever la question qui nous occupe ; mais la difficulté est née de la lettre ministérielle, et elle s'impose désormais à l'attention des pouvoirs municipaux.

En ce qui concerne la ville de Rouen, la question doit être envisagée sous deux aspects, — d'abord en tenant compte des titres de transmission spéciaux à la Ville — puis, en appliquant à notre Bibliothèque les règles ordinaires du droit, dans la matière.

I. — Par malheur, l'examen du premier de ces points de vue est nécessairement incomplet, puisque le titre originaire de transmission, la lettre du Conseiller d'État du 25 nivôse an XI, a été égarée par la Préfecture qui l'a reçue, par la Municipalité qui en a eu nécessairement communication, et par le Ministère qui l'avait écrite. Des recherches auraient été faites récemment par M. le Ministre jusque dans les Archives nationales. On ne l'y a pas trouvée. Toutes les administrations intéressées ont donc leur part de responsabilité dans cette perte étrange et si regrettable.

Est-il possible et permis de suppléer à cette lacune ? Oui, dans une certaine mesure : car l'esprit de la lettre, celui du moins dans lequel elle a été comprise par la Municipalité rouennaise, apparaît avec une grande netteté dans les documents que nous avons cités plus haut. On se souvient, en effet, des termes du rapport qui précède la délibération du 25 floréal an XII. L'Aca-

l'ancien fonds de toutes les bibliothèques municipales de France, sans exception.

démie de Rouen, comme toutes les corporations, avait été supprimée en 1790 et sa Bibliothèque confisquée. Rétablie et reconstituée en 1803, elle essaya inutilement de rentrer en possession de ses livres ; en l'an XI, elle demandait qu'au moins le bibliothécaire municipal fut choisi parmi ses membres. Le Rapporteur propose de ne pas déférer à ce vœu, de peur, sans doute, d'altérer les droits de la Ville, puisque celle-ci, écrit-il « a, D'APRÈS LA LETTRE DU CONSEILLER D'ÉTAT, L'ENTIÈRE DISPOSITION ET PROPRIÉTÉ DES LIVRES. » L'Administration municipale tout entière partageait cette opinion, car le maire, M. Demadières, disait dans son discours que le sort de la Bibliothèque « était devenu constant « et IMMUABLE », qu'elle était une PROPRIÉTÉ COMMUNALE et devenue un PATRIMOINE DE LA CITÉ. » Plus loin l'orateur, dans un élan de lyrisme, remerciait l'auguste souverain d'avoir *enrichi la Ville* du fruit de ses conquêtes et de sa gracieuse sollicitude !

Ces citations ne laissent aucun doute dans l'esprit. La Ville a donc cru qu'elle recevait non un dépôt précaire, mais une véritable propriété. Peuvent-elles suppléer à la non représentation du titre original ? La question est plus délicate. Le rapport au Conseil a-t-il reproduit textuellement les termes mêmes de la lettre du Conseiller d'État ? N'en est-ce qu'une analyse plus ou moins fidèle ? La Rapporteur et le Maire se sont-ils laissés entraîner par le patriotisme local, jusqu'à inventer de toutes pièces un droit de propriété purement imaginaire ? C'est peu probable quand on songe que le discours du Maire a été prononcé devant le Préfet même qui avait transmis

la lettre ministérielle et qui n'aurait pas manqué de protester officiellement si le sens de la lettre avait été dénaturé (1).

Nous sommes donc porté à penser que la lettre du Conseiller d'État a été exactement analysée, si même elle n'a pas été simplement reproduite. Or, en matière de titres anciens, leur disparition n'est pas toujours une perte sans remède, pourvu qu'ils aient été scrupuleusement analysés dans d'autres titres dignes de foi et également anciens. On leur applique alors la maxime : *In antiquis enunciativa probant*. Dans notre cas, l'antiquité du titre perdu et de celui qui le reproduirait est-elle suffisante pour légitimer l'application de la maxime? Là est la difficulté. Il serait téméraire de la trancher, la justice étant appréciatrice souveraine de ce qui peut constituer l'ancienneté du titre et l'exactitude présumée de la reproduction.

Mais, dira-t-on, les pouvoirs du Conseiller d'État n'étaient pas suffisants pour disposer d'une propriété nationale. Cette objection, qui serait juste sous l'empire de nos lois actuelles, n'est pas sans réplique à propos d'actes du pouvoir en l'an XI. Que le Conseiller d'État ait agi par délégation du premier Consul et sur son

(1) On lit dans l'*Annuaire de Rouen de l'année* 1810 (p. 108): « Après avoir été fermée quelque temps, pour donner celui (*sic*) de disposer convenablement le local où elle est enfin placée, cette Bibliothèque a été solennellement ouverte le 4 juillet 1809, en présence des différentes autorités civiles et militaires et d'un grand nombre de citoyens éclairés. M. le Maire a prononcé un discours qui a été suivi de ceux des conservateurs de la Bibliothèque et du Musée. »

ordre, c'est plus que probable ; un règlement du 5 nivôse an VIII lui conférait à cet égard une compétence spéciale, et quant au premier Consul, il jouissait de pouvoirs extrêmement étendus, assez mal définis d'ailleurs par la Constitution de l'an VIII ; un arrêté du 2 nivôse an IV donnait aussi au Directoire exécutif le droit de disposer du mobilier appartenant à l'État. (V. analogue, art. 10, tit. 2 du décret des 4-14 septembre 1792.) Il est vrai qu'une loi postérieure du 23 nivôse an VI déterminait le mode suivant lequel serait vendu le mobilier national (V. Batbie, *Diction. administratif*, vol. V, n° 36) ; mais il ne s'agissait pas ici d'une vente de meubles à proprement parler ; l'aliénation avait un caractère *sui generis* d'utilité publique, et les limites que la Constitution de l'an VIII imposait au premier Consul étaient si élastiques ! La Constitution impériale fut à peine plus libérale pour l'autorité de l'Empereur. Or, celui-ci n'hésita pas à disposer par simple décret (11 décembre 1808), au profit de l'Université, de tous les biens, immeubles et rentes ayant appartenu au ci-devant Prytanée militaire (Dall., voir *Dom. de l'État*, n° 156). Plus tard, un simple décret du 9 avril 1811 porta concession gratuite aux départements, arrondissements et communes de la pleine propriété des bâtiments et édifices nationaux, alors occupés pour le service de l'Administration, des Cours et Tribunaux, et de l'Instruction publique. Or, si on consulte les lois visées en tête de ce dernier décret, pour en justifier la légalité, on ne trouve que des textes législatifs antérieurs à la Constitution impériale, sauf un avis du Conseil d'État du 3 nivôse an VIII et un décret

du 25 mars 1806, qui sont d'ailleurs sans importance sur la question (1). Ce que l'empereur Napoléon put faire régulièrement en 1808 et 1811, à propos d'objets mobiliers originairement confisqués, à plus forte raison a-t-il pu le faire à propos d'objets mobiliers confisqués autrefois et enfouis, pour la plupart, dans des dépôts inaccessibles, ou affectés à des établissements dont la suppression venait d'être prononcée (2).

Mais, nous le répétons, la perte du titre original privera toujours la ville de Rouen d'un moyen capital de preuve. Il faut donc, à tout événement, examiner quelle sera la situation, si on doit lui appliquer le droit commun.

II. — Au moment même où nous étions engagé dans l'étude de cette question, nous reçûmes communication d'une brochure due à la plume d'un érudit distingué, auteur de nombreux ouvrages d'histoire générale ou locale fort remarqués, M. Loiseleur, bibliothécaire de la ville d'Orléans. La brochure en question porte les titre et sous-titres suivants: *Les Bibliothèques communales; historique de leur formation; examen des droits respectifs de l'État et des villes sur ces collections*. Elle ne comprend pas moins de 97 pages d'un texte assez serré. M. Loiseleur a écrit avec une rare

(1) L'art. 10 du titre II, loi des 4-14 septembre 1792, autorise le *Ministre de l'Intérieur* à disposer en faveur des Églises paroissiales de la partie du mobilier religieux non vendu ni converti en espèces par la fonte.

(2) Sous la première République, les domaines nationaux pouvaient être vendus sans l'intervention d'une loi (15 et 16 floréal, an X. — Voir Batbie, t. V, nº 19.)

compétence, beaucoup de talent et d'autorité, l'étude que nous nous proposions d'aborder. Il a envisagé la question sous toutes ses faces, et ce serait une véritable présomption de notre part que de chercher à faire mieux que lui.

Nous renvoyons donc pour le développement des questions de détail et l'éclaircissement des points historiques obscurs à l'œuvre si complète de M. le bibliothécaire de la ville d'Orléans. Nous nous contenterons de fournir ici quelques données générales sur la question.

II

EXAMEN DES PRINCIPAUX DOCUMENTS AYANT UN CARACTÈRE LÉGISLATIF SUR LA QUESTION DE PROPRIÉTÉ DES BIBLIOTHÈQUES COMMUNALES.

Ce qu'on appelle l'ancien fonds des bibliothèques communales a été formé, la plupart du temps, à l'aide des collections confisquées sur les couvents, les corporations et les émigrés. Nous avons vu que tel est le cas pour la ville de Rouen. Ces propriétés mobilières sont certainement tombées, à l'origine, dans le domaine de la nation ; plusieurs lois ou décrets leur attribuent positivement ce caractère, on l'a vu plus haut. Quant à la lettre ministérielle du 22 novembre 1890, elle fonde la prétention de l'État sur trois documents législatifs que nous devons examiner successivement en négligeant les

documents intermédiaires qui sont de moindre importance et dont on trouve, d'ailleurs, l'énumération dans l'ouvrage de M. Loiseleur.

1° *Décret du 8 pluviôse an II.*

Ce décret a prescrit aux administrateurs de district d'achever les inventaires des objets confisqués et de choisir un emplacement convenable dans chaque district pour y établir une bibliothèque publique.

Assurément rien dans ce décret ne permet de dire que l'État ait abandonné, au profit des districts, ses droits de propriété et, si l'article 10 prévoyait la formation d'une commission que la convention nationale chargerait de répartir les livres entre les diverses bibliothèques pour qu'ils y soient conservés *définitivement (sic)* ; en fait, cette répartition n'a jamais eu lieu et l'article 10 est resté à l'état de simple projet. Cela est si vrai qu'une loi du premier jour complémentaire de l'an IV chargea l'Institut de présenter ses vues sur les moyens de compléter la grande bibliothèque nationale en faisant des emprunts aux autres dépôts littéraires de Paris ou des départements. Le pouvoir central considérait donc que l'État n'avait pas cessé d'être propriétaire des livres, manuscrits et objets précieux renfermés dans tous ces dépôts.

Les années s'écoulèrent sans que les projets d'inventaire, de classification, d'échanges et d'attributions aient été mis à exécution. Nous arrivons ainsi au second acte ayant un caractère législatif invoqué par M. le Ministre.

2° *Arrêté du 8 pluviôse an XI.*

On venait de supprimer les écoles centrales ; il fallait disposer des bibliothèques qui leur avaient été annexées. L'arrêté consulaire du 8 pluviôse de l'an XI est ainsi conçu :

ART. 1er. — Les bibliothèques des écoles centrales seront mises à la disposition et sous la surveillance de la municipalité.

ART. 2. — Il sera nommé par la dite municipalité un conservateur de la bibliothèque dont le traitement sera payé aux frais de la commune.

C'est à la suite et par application de ce décret que furent fondées la plupart des bibliothèques publiques communales. Par cette expression de « mise à la disposition » l'arrêté de l'an XI entendait-il transférer aux communes une partie du domaine mobilier de l'État ? Nous ne le croyons pas. S'il en avait été autrement, à quoi bon faire appel à la surveillance de la municipalité et lui imposer le traitement d'un conservateur ? Ces obligations auraient été tout naturellement la conséquence du droit de propriété ; l'arrêté n'avait pas besoin de les édicter. C'est en ce sens, d'ailleurs, qu'une instruction du Ministre de l'Intérieur, du 22 septembre 1806, a qualifié les villes de « conservatrices des collections des écoles centrales ».

Les municipalités, qui ne peuvent invoquer d'autres titres que l'arrêté de pluviôse an XI, seraient donc mal fondées, selon nous, à exciper d'un droit de propriété sur les collections qui ont été mises à leur disposition.

Que dirions-nous de celles près desquelles n'existait aucune école centrale et qui ne peuvent même pas s'abriter derrière les dispositions un peu larges de l'arrêté de l'an XI ? (1).

3° *Décret du 20 février 1809.*

Ce décret est spécial aux manuscrits. L'article premier est ainsi conçu : « Les manuscrits des archives de notre ministère des relations extérieures et ceux des bibliothèques impériales, départementales et communales ou des autres établissements de notre Empire, soit que ces manuscrits existent dans les dépôts auxquels ils appartiennent, soit qu'ils en aient été soustraits ou que leurs minutes n'y aient pas été déposées aux termes des anciens règlements, sont la propriété de l'État et ne peuvent être imprimés et publiés sans autorisation. »

C'est en s'inspirant de l'esprit et même du texte de ce décret que les auteurs du règlement de notre bibliothèque ont rédigé l'article II à l'occasion duquel la question qui nous occupe a été soulevée par le Ministère de l'Instruction publique.

Or, nous nous sommes demandé si le décret de 1809 était, comme le prétend la lettre ministérielle du 22 novembre 1890, applicable aux manuscrits existant dans notre bibliothèque. Nous avons été conduits ainsi

(1) C'est donc par suite d'une erreur sur la portée de l'arrêté de pluviôse que M. Schneegans, second bibliothécaire de la ville de Strasbourg, dans sa *Note sur l'ancienne Bibliothèque*, a écrit que « l'arrêté du 8 pluviôse an XI, *céda* à la ville les livres confisqués pendant la période révolutionnaire (p. 323) ».

à l'étude d'une question de droit historique curieuse. Selon M. le Ministre de l'Instruction publique, cette question de propriété serait résolue, tout au moins pour les manuscrits, par le texte formel du décret de 1809, et cela de quelque nature que soient les manuscrits et quel que soit le dépôt public qui les renferme. Dans une autre opinion, au contraire, le décret de 1809 aurait une portée tout à fait restreinte ; il s'appliquerait exclusivement aux manuscrits ayant un caractère politique et composés par des fonctionnaires ou agents diplomatiques étant ou ayant été au service de l'État. Cette seconde interprétation se fonderait sur un arrêt rendu le 31 mars 1858 par la Cour de cassation (J. P. 1858, 561). Où est la vérité ?

Au premier aspect, le décret de 1809 révèle, par son texte même, qu'il est dû à une préoccupation plutôt politique que législative. Le rappel des anciens règlements semble indiquer que le décret cherche simplement à consacrer les erremens du passé ; mais à quelle sorte de manuscrits s'appliquaient exactement ces anciens règlements ? L'arrêt de la Cour de cassation va nous l'apprendre.

Il s'agissait, dans l'espèce, des mémoires de Saint-Simon. Le duc avait, en 1755, dans l'année même de sa mort, institué l'évêque de Metz, son cousin, légataire de tous ses manuscrits ; mais son héritière, la duchesse de Valentinois, négligea d'exécuter cette diposition ; en 1760 elle possédait encore l'œuvre du testateur. On assure même que ce fut elle qui provoqua la mesure qui plongea pendant longtemps dans l'obscurité les mémoires

de l'historien pamphlétaire. Quoi qu'il en soit, le 21 décembre 1760, le duc de Choiseul, sur l'ordre exprès et écrit du roi Louis XV, fit saisir le manuscrit sous le prétexte d'empêcher une publication que le roi regardait comme inopportune et dangereuse ; le Ministre ordonna que le manuscrit serait déposé aux archives du Ministère des relations extérieures. C'est là qu'il se trouvait quand parut le décret du 20 février 1809. Il y resta jusqu'en 1819. A cette époque, le roi Louis XVIII le restitua au général de Saint-Simon, qui le fit publier. La famille Saint-Simon traita plus tard, en 1855, avec la maison Hachette pour la publication d'une autre édition ; mais l'éditeur Barba fit paraître, de son côté, une édition copiée sur celle de 1829.

Un procès s'engagea entre les deux éditeurs. La Cour de Paris donna gain de cause à la maison Hachette. Barba se pourvut en cassation. En étudiant avec soin les moyens qu'il présentait à l'appui de son pourvoi, on constata que Barha n'était pas loin de reconnaître le droit de propriété de l'État, fondé notamment sur le décret de 1809 ; seulement, disait-il, comme la partie politique de l'œuvre de Saint-Simon, celle qui a pu être traitée à l'aide de documents que le duc s'était procurés comme ambassadeur en Espagne, ne peut être séparée du surplus de son travail, il faut considérer que la remise du manuscrit au général de Saint-Simon, en 1819, a eu la portée d'une autorisation de publier l'œuvre entière. La propriété du manuscrit continue, sans doute, à appartenir à l'État ; mais, par le fait d'une première publication, les mémoires, en tant

qu'œuvre bibliographique, sont tombés dans le domaine public. Barba a donc pu les publier à son tour.

M. Bayle Monillard, conseiller à la Cour de cassation et rapporteur du pourvoi, prit la question de plus haut. Il soutint cette double thèse : Que l'État n'avait jamais été propriétaire du manuscrit des mémoires du duc de Saint-Simon ; qu'il n'en avait eu que la possession précaire, à titre de dépositaire séquestre et en vertu des pouvoirs de haute police qui appartenaient à la royauté absolue sous l'ancien régime ; que, quant au décret du 20 février 1809, il suffisait d'étudier ses origines avec M. Renouard (*Traité des droits d'auteur*, t. I, p. 364) pour se convaincre que le projet ne s'occupait d'abord que des manuscrits dépendant du Ministère des Affaires étrangères, rédigés par les agents de ce département à l'aide de documents diplomatiques qui sont incontestablement la propriété de l'État ; le décret projeté, loin de créer de toutes pièces un droit de propriété au profit de l'État, avait voulu simplement consacrer les droits préexistants de celui-ci. Le rapporteur montra ensuite que si le projet originaire avait été étendu, lors de la rédaction définitive, à tous les manuscrits existant dans un dépôt public quelconque, il ne semblait pas que le gouvernement eut voulu, alors même qu'il l'aurait pu, lui donner le caractère d'un acte de confiscation ; que sa portée devait, dès lors, être restreinte aux manuscrits ayant le même caractère que ceux qui peuvent se trouver au Ministère des relations extérieures.

La Cour de cassation s'est abstenue de trancher ce

dernier point en termes formels, car le manuscrit de Saint-Simon avait été extrait non d'un dépôt public quelconque, mais précisément du Ministère des Affaires étrangères. Néanmoins, son arrêt se termine par une considération générale sur la portée du décret de 1809 ; il est utile de la reproduire.

« Attendu, dit la Cour, que s'il peut résulter, soit d'anciens règlements, soit du décret du 20 février 1809, que les manuscrits faits pour l'État, par les agents de l'État, dans l'exercice de leurs fonctions, sont la propriété de l'État, il n'en résulte pas que l'État soit propriétaire de manuscrits composés spontanément par un auteur écrivant pour lui-même et non pour l'État, que le décret de 1809, à lui supposer la portée que le pourvoi lui attribue, serait un décret de confiscation et *que le législateur n'a pu, ni voulu, porter une pareille atteinte au droit de propriété.* » Barba perdit son procès. Il serait excessif, sans doute, de soutenir que l'arrêt de 1858 supprime toute controverse sur la portée du décret de 1809 ; en effet, il a été rendu dans une espèce particulièrement favorable aux droits de la propriété privée ; le manuscrit litigieux n'avait été placé dans les archives du Ministère des Affaires étrangères qu'à la suite d'une mesure arbitraire de police ; l'État n'avait évidemment que la qualité de sequestre ; et, enfin, la part personnelle du duc de Saint-Simon dans son œuvre était hors de toute proportion avec la fraction peu considérable composée à l'aide des documents diplomatiques dont il avait eu la disposition. Néanmoins, les termes de l'arrêt permettent de dire que la Cour

suprême n'attribue au décret de 1809 qu'une valeur en quelque sorte politique ; elle refuse très clairement d'y voir un décret attributif d'un droit nouveau de propriété.

Si donc le décret de 1809 ne régit que les manuscrits qui sont déjà la propriété antérieure de l'État, notre question reste toujours la même sans que ni le décret de 1809 ni l'arrêt de 1858 l'aient tranchée. En tout cas, il semble que c'est à tort que la lettre ministérielle abrite sa revendication derrière ce décret de 1809, puisque les manuscrits de la bibliothèque de Rouen ont un caractère exclusivement scientifique ou littéraire. Mais, ainsi que nous l'avons vu, les deux décrets de l'an II, et surtout l'arrêté consulaire de l'an XI, suffisent à justifier la thèse de l'État.

III

DE LA PRESCRIPTION

La ville de Rouen croyait certainement posséder l'ancien fonds de sa bibliothèque à titre de propriétaire ; or, à défaut de titre, a-t-elle pu, à cause de la bonne foi de sa possession, prescrire cette propriété ?

La question que nous venons de poser s'impose naturellement à l'examen. Elle résulte, en effet, des circonstances que nous avons rappelées plus haut. Cette partie de notre étude étant exclusivement juridique,

nous serons fort sobres de détails ; nous nous contenterons en quelque sorte de renvoyer aux sources. « Aucun laps de temps, dit l'article. 13 de la loi des 22 novembre-1er décembre 1790, applicable au domaine national, aucune fin de non recevoir ou exception, excepté celles résultant de la chose jugée ne peuvent couvrir l'irrégularité des aliénations faites sans le consentement de la nation. » Si la législation intermédiaire a apporté, en matière domaniale, des dérogations à la rigueur de ce principe, si le droit d'aliéner s'est confondu en quelque sorte avec le pouvoir exécutif, encore faut-il, sous notre droit moderne, que le possesseur justifie d'un titre pour pouvoir prescrire la propriété de ce qui a appartenu au domaine public, sans quoi sa possession sera perpétuellement inefficace. D'après l'article 2226 du Code civil, on ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont pas dans le commerce. « Enfin, proclame l'article 2236, ceux qui possèdent pour autrui (le dépositaire est dans ce cas) ne prescrivent jamais par quelque laps de temps que ce soit. »

La conséquence de ces règles est donc celle-ci : l'ancien fonds de la bibliothèque a fait partie du domaine public, à ce titre il est inaliénable ; si, de plus, à quelque domaine qu'il appartient, il n'a été remis à la municipalité qu'à titre de dépôt, quelque prolongée qu'ait été la possession de celle-ci, de quelque bonne foi qu'elle ait été accompagnée, la ville de Rouen, simple possesseur précaire, se trouvera aujourd'hui vis-à-vis du véritable propriétaire dans la même situation de droit que celle qui lui appartenait au lendemain de la remise entre ses

mains des objets mobiliers composant cet ancien fonds.

Les livres et collections confisqués révolutionnairement sont tombés dans le domaine de la nation ; les lois de l'époque le proclament en termes formels. Or, on sait que le domaine public se divise en domaine public proprement dit (c'est-à-dire affecté à un usage public), lequel est imprescriptible, et en domaine de l'État ou petit domaine, qui est prescriptible, quoique l'État s'en réserve habituellement la jouissance. Les forêts domaniales sont rangées dans cette catégorie de biens. (Voir Demolombe, t. IX, n° 456). Les biens de l'État composant le petit domaine sont, d'ailleurs, susceptibles de rentrer dans la catégorie des biens imprescriptibles s'ils sont postérieurement affectés à un service public. (Eod. op., p. 344.)

D'après Demolombe (n° 438), les meubles corporels appartenant à la nation devraient être, en principe, considérés comme faisant partie du petit domaine. Les collections en objets d'art seraient donc prescriptibles, mais *à la condition qu'ils ne soient pas affectés à un service public*. Or, tel n'est pas le cas, quand des livres sont « mis à la disposition et placés sous la surveillance de l'autorité municipale » pour en faire profiter le public. Aussi, Aubry et Rau, plus précis que Demolombe, professent-ils que « le domaine public comprend *les bibliothèques et musées nationaux* avec les manuscrits, livres, médailles, estampes, tableaux, statues et autres objets mobiliers qui en font partie (t. II, § 169). »

Ces principes ont été appliqués plusieurs fois par la jurisprudence. Daus une première espèce, il s'agissait

d'un tableau prêté par le musée du Louvre au marquis de Maillé pour l'ornementation d'une chapelle particulière et compris plus tard, par mégarde, dans la vente de son mobilier. L'acheteur, malgré sa bonne foi, dut le restituer (Rej. 10 août 1841, p. 41, 2, 515). Une autre fois, il s'agissait d'un autographe de Molière, soustrait à la bibliothèque royale et vendu à un tiers de bonne foi. La restitution fut encore ordonnée par la Cour de Paris (3 janvier 1846, p. 46. 1. 186). Tous ces arrêts se fondent sur l'imprescriptibilité du domaine public. Enfin, un débat tout récent s'est engagé entre les deux villes de Mâcon et de Lyon. Voici dans quels termes un journal de notre ville raconte le litige (*Journal de Rouen* du 30 janvier 1890) :

LES VOLS DANS LES BIBLIOTHÈQUES.

« La ville de Lyon avait acquis, il y a quelques années, au prix de 2,700 fr., un lot de miniatures à pleine page qui ornaient un manuscrit de grande valeur. Or, ce manuscrit avait été volé à la bibliothèque de Mâcon.

« C'est sur ce sujet que le Tribunal civil de Mâcon vient de statuer. Il a jugé que les livres, manuscrits et autres objets d'art dépendant d'une bibliothèque communale, font partie du domaine public et sont, à ce titre, inaliénables et imprescriptibles. En conséquence, si un objet d'art est soustrait par suite d'un vol, aucun des détenteurs, à quelque titre qu'il ait acquis l'un de ces

objets, ne peut exciper de sa bonne foi pour repousser l'action en revendication formulée par la commune qui est la seule propriétaire de cet objet.

« La bibliothèque de Lyon sera donc obligée de restituer à la ville de Mâcon les miniatures volées, à moins que la Cour d'appel n'en décide autrement (1). »

Si nous ajoutons à ces considérations que le décret du 8 pluviôse an II et l'arrêté de l'an XI constituent les villes simples dépositaires ou conservatrices des collections, nous devons conclure, quelque regret que nous en éprouvions, que l'ancien fonds de la bibliothèque municipale n'a pas cessé de faire partie du domaine national.

Les prétentions soulevées par le Ministre, dans sa lettre du 22 novembre 1890, nous paraissent donc justifiées. Comme représentant du domaine public, il a le droit de demander la suppression du paragraphe de l'article 11, qui proclame que les manuscrits sont (sans distinction d'origine) propriété municipale.

Mais le Ministre va plus loin. Non content de reven-

(1) Nous avons demandé à M. le maire de Mâcon quelle avait été la suite de l'affaire. M. le maire a bien voulu répondre la lettre suivante le 4 août 1891.

«..... Relativement aux miniatures dont nous revendiquons la propriété, en première instance, notre ville avait obtenu gain de cause; mais l'adversaire en ayant appelé, la Cour a réformé le jugement par ce motif que le sieur B..., appelant, n'était plus en possession des objets revendiqués au moment de l'ouverture de l'instance, laquelle eut dû être dirigée contre le détenteur. Le sieur B... avait, en effet, vendu ces miniatures à la ville de Lyon, contre laquelle nous nous proposons de suivre par une nouvelle action.

« Agréez, etc. »

diquer, au profit de l'État, la propriété des manuscrits de l'ancien fonds, il soutient aussi que l'État est également resté propriétaire des ouvrages qu'il y a ajoutés par la suite. Aussi, les villes ne seraient, cette fois encore, que de simples dépositaires des envois faits annuellement par le Ministère, et l'État pourrait reprendre le lendemain les collections bibliographiques dont la veille il paraissait enrichir les bibliothèques communales. Au premier aspect, un tel résultat est fait pour surprendre. Est-il justifié ?

M. Loiseleur a consacré quelques lignes de sa brochure à l'examen de cette question ; il la tranche dans un sens favorable aux prétentions de l'État, mais il reconnaît, d'ailleurs, que les auteurs du Répertoire de droit administratif (t. III, p. 450) sont d'un avis contraire au sien dans le passage suivant : « L'envoi fait par un Ministre à une bibliothèque constitue une concession entière, un acte de don manuel qui justifie le contrôle de l'Administration centrale sur la gestion de la bibliothèque, mais ne réserve pas à l'État un droit de propriété. Les ordonnances qui règlent la répartition des livres provenant des souscriptions du Ministère et du dépôt légal ne formulent, à cet égard, aucune restriction (p. 76-77). »

Nous croyons, pour notre part, que cette dernière opinion doit seule être suivie, sauf, bien entendu, le cas où les lettres d'envoi du Ministère auront eu soin d'indiquer que la ville destinataire n'est constituée que simple dépositaire. M. Loiseleur nous apprend en effet que, jusqu'à ces derniers temps, les arrêtés ministériels

notifiés aux Maires des communes attributaires de livres employaient, pour annoncer la concession, le mot *attribuer*. La formule a paru dangereuse, sans doute, au Ministère. Depuis 1890, elle est remplacée par celle-ci : « Monsieur le Maire, j'ai l'honneur de vous annoncer que, par arrêté en date du....., je viens de *mettre à la disposition* de la bibliothèque communale de..... les ouvrages suivants. » Comme on le voit, l'Administration, fidèle à sa thèse, emploie aujourd'hui vis-à-vis des communes les expressions mêmes dont se servait l'arrêté consulaire de l'an XI. Elle ne pouvait, évidemment, adopter une procédure plus ingénieuse puisqu'elle relie, de cette manière, les attributions du présent à celles du passé et qu'elle place les unes et les autres sous la sauvegarde du principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité du domaine national. Mais, selon nous, les envois faits jusqu'en 1890 ont constitué, au profit des municipalités, des attributions à titre définitif ; les villes en sont devenues les véritables et seules propriétaires (1).

(1) Le Gouvernement a l'habitude de faire, en certaines circonstances, des cadeaux à des particuliers ou à des états ou souverains étrangers. Jamais on n'a songé à contester la validité de ces attributions mobilières. Pourquoi en serait-il autrement des attributions faites aux municipalités ?

IV

CONCLUSION. — MESURES A PRENDRE.

Nous croyons avoir exposé, dans ce travail, avec une grande impartialité, et sans en dissimuler la valeur, les arguments sur lesquels repose le droit de l'État à la propriété des collections bibliographiques formant l'ancien fonds. Mais, en fait, la situation créée ainsi aux bibliothèques municipales ne semble pas pouvoir être maintenue plus longtemps sans un véritable péril. Il n'est pas possible, en effet, que la détention de pareilles richesses littéraires soit soumise à l'incertitude perpétuelle du lendemain qui est la conséquence de sa précarité. Sans doute, le gouvernement de la France repose, et reposera longtemps encore, nous l'espérons, en des mains trop honnêtes pour que les villes de province soient exposées à être dépouillées par un pur caprice de ces trésors accumulés que les possesseurs sont accoutumés à considérer comme leur propriété. Qui oserait affirmer, pourtant, que le jour ne viendra jamais où le pouvoir central, sous l'empire d'une nécessité budgétaire, par exemple, songerait à battre monnaie avec une propriété nationale qui représente des millions ? Quelque lointain, quelque chimérique même, si on veut, que soit ce péril, il existe ; cela suffit pour qu'on s'en préoccupe.

D'un autre côté, il est permis également de supposer que, si toutes les villes de province n'ont pas affirmé leur droit de propriété avec la même netteté que la ville de

Rouen en 1809 (1), toutes ont cru que les remises qui leur avaient été faites par l'État, soit à l'époque révolutionnaire, soit depuis, avaient un caractère définitif et que jamais elles ne pourraient en être dépossédées. Leur possession commencée et continuée dans cet esprit est essentiellement une possession de bonne foi. Aussi, n'ont-elles pas hésité à s'imposer les plus lourds sacrifices financiers pour donner à leurs collections bibliographiques ou autres des asiles dignes de leur valeur scientifique ou artistique ; l'exemple de Rouen peut être cité à cet égard, puisque la construction récente de notre Musée-Bibliothèque a coûté trois millions six cent vingt-trois mille francs. La ville se serait-elle engagée dans de telles dépenses si elle avait cru n'être que la détentrice passagère et précaire des œuvres en l'honneur desquelles elle élevait un palais ? Non, assurément.

D'un autre côté, le gouvernement central ne saurait méconnaître que les collections de l'ancien fonds repré-

(1) M. Loiseleur nous apprend qu'à Lyon le premier rapport sur la bibliothèque contenait cette phrase caractéristique : « Le gardien de l'un des objets les plus précieux *de la propriété communale* doit être nommé à vie. » La ville de Lyon a donc cru, elle aussi, à la propriété de ses collections ; mais il résulte d'une correspondance engagée, sur notre demande, entre M. le Maire de Rouen et son collègue de Lyon, que la bibliothèque de cette ville renferme un ancien fonds important dont l'existence remonte au XVI^e^ siècle et dont la ville a toujours eu la jouissance. Les villes de Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Lille ne paraissent avoir reçu, lors de la suppression des écoles centrales, aucune lettre analogue à celle du 25 nivôse an XI. M. le Maire de Rouen s'en est assuré.

sentent exclusivement des richesses créées dans les provinces de l'ancienne France par les travaux, les recherches et les dépenses de leurs habitants. Un principe d'équité, supérieur en quelque sorte au droit strict, ne défend-il pas de dépouiller les villes de province des trésors passés que les générations y avaient accumulés et de disperser leur œuvre patiente ?

Ajoutons, enfin, que des catalogues, imprimés pour quelques-uns à grands frais, enseignent au monde savant en quelles bibliothèques se trouvent tels documents précieux pour la science ou pour l'art. Ces documents pourraient-ils en être distraits désormais? Non, évidemment.

Si en fait, le maintien de l'état de choses actuel s'impose; s'il est nécessaire également que les attributions ministérielles soient elles-mêmes définitives, l'intervention du législateur est nécessaire. Mais que lui demandera-t-on au juste ?

M. Loiseleur, que cette question devait préoccuper aussi, s'efforce d'établir (p. 67-72) que si l'État est resté propriétaire des collections de l'ancien fonds, il a, en réalité, consacré, à maintes reprises, le droit des municipalités à leur possession. L'auteur voudrait donc que le Gouvernement fût invité à légaliser l'existence de cette possession qui serait établie à perpétuité et dont les communes ne pourraient être dépossédées qu'en cas d'abus de jouissance régulièrement constatés par les décisions de l'autorité judiciaire ; il termine ainsi sa brochure : « Droit de propriété reconnu par les villes à l'État et, pour les villes, consécration légale donnée à ce qui

existe en fait, c'est-à-dire à une jouissance qu'elles ne pourront perdre que par leur faute. »

Cette solution ne saurait nous satisfaire; elle viole l'un des principes de notre droit, lequel n'admet pas d'usufruit perpétuel ; de plus, elle laisse une porte toujours ouverte aux difficultés. L'État ne sera-t-il pas exposé à une irrésistible tentation : celle de faire cesser la jouissance des villes sous le prétexte plus ou moins fondé, sinon d'abus de jouissance caractérisés, du moins de fautes et de négligences dans la conservation des objets confiés à leur garde ?

Selon nous, il conviendrait que les municipalités fussent déclarées propriétaires, sans réserves, des collections littéraires ou artistiques qu'elles possèdent, entretiennent et augmentent à grands frais depuis près d'un siècle, propriété que la plupart d'entre elles, sinon toutes, ont cru posséder jusqu'à ce que la célèbre affaire Libri ait rendu manifestes les prétentions absolues du Gouvernement central (1). Ce ne serait, pensons-nous, qu'un acte de justice. Rien n'empêcherait, d'ailleurs, d'armer l'État d'un droit d'inspection et de contrôle sur l'administration des bibliothèques analogue à celui qu'il possède aujourd'hui ; les villes seraient tenues, sous des sanctions qu'il serait facile de formuler, d'obéir aux injonctions des agents supérieurs de l'État en ce qui concerne la garde, la conservation et l'administration de leurs collections. Les échanges et les aliénations ne

(1) Voir pour l'affaire Libri l'ouvrage de M. Loiseleur, page 85, premier appendice.

pourraient avoir lieu qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure. Grâce à ces mesures, les municipalités ne pourraient pas sans doute disposer facilement de leurs richesses ; mais, en revanche, elles seraient assurées à l'avenir de n'être jamais dépossédées arbitrairement de trésors littéraires ou artistiques qu'elles s'étaient habituées à considérer comme constituant un domaine municipal aussi respectable que précieux.

INTRODUCTION

A

L'HISTOIRE DE L'IMPRIMERIE

A DIEPPE

Par M. l'abbé SAUVAGE.

Depuis l'époque déjà lointaine (il y aura bientôt un demi-siècle), où M. l'abbé Cochet, ouvrant, l'un des premiers dans notre région, la voie à ces sortes d'études, publia son « Histoire de l'Imprimerie à Dieppe », la science bibliographique a, presque sur tous les points, réalisé des progrès importants.

En Normandie, les belles expositions des centenaires typographiques de Caen, en 1884, et de Rouen, en 1887, ont permis de rapprocher et de grouper un grand nombre de livres assez peu connus jusque-là, soit qu'ils fussent enfouis dans les limbes de nos bibliothèques publiques, soit qu'ils fussent conservés avec un soin jaloux par ces heureux bibliophiles qu'on n'ose accuser d'égoïsme pour peu qu'ils ne regimbent pas trop

contre la devise de Groslier : « *Groslerii et Amicorum.* »

La réunion exceptionnelle de tant d'ouvrages précieux et rares remontant jusqu'aux origines de la typographie normande, en mettant les maîtres à même de les étudier avec plus de loisir, de les examiner d'un œil plus attentif, de comparer les types ressemblants, de percevoir les nuances qui les distinguent, d'en établir la parenté, quelquefois même la filiation, ne pouvait manquer d'amener d'intéressantes découvertes touchant les relations de nos plus anciens imprimeurs, soit entre eux, soit au dehors.

C'est ainsi que, depuis l'Exposition de Rouen, on peut assurer à coup sûr, en dehors même des documents et sur la seule confrontation des types, que les plus anciens imprimeurs que l'on connaisse en Angleterre se servaient de caractères achetés dans notre ville et ornaient leurs livres de bois rebutés par nos typographes.

Plus d'une fable trop longtemps répétée a reçu le coup de grâce à la suite de ces études, faites sur place et pièces en main par les juges les plus compétents.

La ville de Rouen, pour le dire en passant, leur doit déjà de mieux connaître ses vrais initiateurs dans l'art typographique.

Depuis quelque temps, il est vrai, grâce à un excellent travail de notre inépuisable et consciencieux collègue, M. Ch. de Beaurepaire, travail paru dans le *Précis des travaux de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen* en 1879, il était clairement démontré que la famille *Lallemant* n'avait

aucun droit légitime à être proclamée « la vraie fondatrice dè l'art typographique en Normandie » ; on savait qu'en inscrivant le nom de *Richard Lallemant* au coin d'une de ses rues, l'édilité rouennaise n'avait fait qu'ajouter une bévue historique de plus à la riche collection d'erreurs que la science vulgarisatrice, souvent plus large que profonde, s'applique à populariser; on avait même la preuve certaine qu'en faisant peindre en blanc ce nom sur l'émail azuré, notre administration locale n'avait fait qu'honorer (inconsciemment, je m'empresse de le dire) d'une approbation officielle un faux en écritures publiques (1).

Mais on connaissait mal avant l'exposition de 1887, les droits beaucoup plus légitimes qu'auraient, à un pareil honneur, GUILLAUME LE TALLEUR et JEHAN LE BOURGEOIS, qui ont signé les premiers livres parus à Rouen avec dates certaines; et l'on n'était fixé qu'à demi sur leurs relations avec MARTIN MORIN et JACQUES LE FORESTIER, qui élevèrent du premier coup la typographie rouennaise à un si haut degré de perfection qu'on l'a depuis rarement atteint, jamais dépassé.

On savait moins généralement aussi à quel point la presse rouennaise est demeurée fidèle à ses premiers berceaux. Presque personne aujourd'hui n'ignore que *Martin Morin* imprimait rue Saint-Lô, proche du Palais, au lieu même (ou tout près du lieu) où paraît le *Journal de Rouen;* tandis que *Jacques le Forestier* était établi rue Grand-Pont, près de la rue du Fardeau

(1) Ch. de Beaurepaire., op. cit. pp. 486-493.

et en face de l'église de Saint-Martin-du-Pont, à deux pas par conséquent des ateliers du *Nouvelliste*.

Mais prenons garde que ces curiosités ne nous entraînent loin du sujet, auquel nous voulons nous restreindre : l'*Histoire de l'Imprimerie à Dieppe*.

Avant l'Exposition typographique de Rouen, cette histoire ne remontait qu'à l'année 1617, on pourrait même dire à l'année 1642 : une des conséquences de l'Exposition rouennaise est de reculer cette date d'un demi-siècle ou environ, en s'appuyant sur des faits plus positifs que tous les documents.

M. l'abbé Cochet avait certes le droit d'écrire, en 1848 : « Le premier libraire que nous trouvons à « Dieppe est GUILLAUME NAZOT qui, en 1617, a fait « quelques fournitures à l'église d'Offranville. » Mais l'illustre archéologue avait grand tort d'ajouter : « C'est probablement aussi le plus ancien imprimeur. »

Cette conclusion, en effet, dépasse de beaucoup les prémisses, et repose sur cette hypothèse, aussi fausse que gratuite, qu'au XVII^e^ siècle tout libraire était imprimeur. Ceci n'est vrai, ni pour le XVII^e^ siècle, ni pour les siècles précédents.

C'est une formule très fréquente au XVI^e^ siècle et au XV^e^ siècle que : « *Achevé d'imprimer à X.... par « Y.... pour le compte de Z.... (expensis* ou *impensis*). » La distinction existait donc entre le *libraire-éditeur* et *l'imprimeur* proprement dit, et tous les deux écoulaient leurs produits par l'entremise de mar-

chands qui prenaient le nom de *libraires*, c'est-à-dire *vendeurs de livres*.

Dans l'espèce, *Guillaume Nazot* appartenait probablement à cette dernière catégorie, car on est encore, si nous ne nous trompons pas, à trouver un ouvrage quelconque, ne fût-ce qu'une simple plaquette, qu'il ait signé même comme éditeur.

Mais à cette remarque Dieppe n'a rien à perdre, ni M. Cochet non plus, car c'est à lui que nous emprunterons des noms à la fois plus anciens et plus solidement appuyés.

« En août 1849 », écrivait le savant abbé sur l'un des feuillets manuscrits qui enrichissent aujourd'hui son exemplaire personnel de l'*Histoire de l'Imprimerie à Dieppe* (1), « M. le comte Alfred d'Auffay m'a commu-
« niqué un petit volume carré, de format in-18, couvert
« en parchemin et renfermant les trois ouvrages pro-
« testants dont les noms suivent :

« I. *Discours brief sur le fait de la seule vraye*
« *et ancienne religion, par M. Fr. de Saint-Paul,*
« *ministre de la parole de Dieu en l'église réformée*
« *de Dieppe. — Pour Estienne Martin, libraire,*
« *demeurant à Dieppe*, 1565.

Au frontispice est gravé un navire à trois mâts
« voguant à pleines voiles sur une mer en furie, autour
« duquel on lit : *Ceux qui vont sur la mer dedans*

(1) Nous en devons la communication à l'obligeance de l'aimable M. Millet, ancien directeur des travaux de la manufacture de Sèvres, aujourd'hui conservateur des collections artistiques de la ville de Dieppe.

« *navires, iceux voyent les œuvres du Seigneur.* —
« *Psalm.* 167. »

Ce volume a 112 pages, d'après M. l'abbé Cochet, et le *Discours brief sur le fait de la religion* y est précédé d'une sorte d'allocution par laquelle « *Fr. de* « *Saint-Paul à l'église réformée de Dieppe désire* « *grâce et paix par N. S. J. C.* » Cette introduction est datée de « Dieppe, le 10 décembre 1565 » ; elle est immédiatement suivie d'une pièce de vers latins adressée aux hommes de mer : « *ad nautas.* »

« II. *L'Vsage de la religion chrestienne, ou les*
« *offices et devoirs des chrestiens : avec une briefve*
« *remonstrance sur l'impunité des contempteurs et*
« *moqueurs de Dieu, par M. François de Saint-*
« *Paul, ministre de la parole de Dieu en l'église*
« *réformée de Dieppe. — Pour Estienne Martin,*
« *libraire, demeurant à Dieppe*, 1566. »

Un *Discours préliminaire,* adressé aux Dieppois, comme le précédent, est daté du 24 avril 1566. Même navire sur le titre ; 14 pages d'après M. l'abbé Cochet.

« Les deux opuscules qui suivent », continue le savant maître, « sont sans doute du même auteur et du « même libraire ; ils se terminent par la même formule : « *Au roi immortel des siècles*, etc.

« 1° *Briève remonstrance sur la pernicieuse*
« *impiété des athéistes, épicuriens et libertins, et*
« *sur l'énormité dangereux de ceux qui se révoltent*
« *de la profession du pur Évangile.* — 26 pages. »

« 2° *Brief discours sur l'empirement du monde*
« *singulièrement depuis que le Seigneur luy a*

« *esclairé de son pur Evangile; avec le souverain*
« *remède pour s'en garantir.* — 36 pages. »

Comme on le voit, au lieu de *trois* ouvrages, qu'il annonçait au début, M. Cochet donne le titre de *quatre*.

L'exact et minutieux auteur du *Manuel du Bibliographe normand*, qui a repris la description de ce recueil rarissime d'après le même exemplaire, rectifie quelques détails d'une importance secondaire auxquels il est bien inutile de nous arrêter ici, le *Manuel* de M. E. Frère étant à la portée de tous. Bornons-nous à sa conclusion :

« Ce volume, sans nom d'imprimeur, et d'une jolie
« exécution, aura été probablement imprimé à Rouen,
« par *Jehan Petit* ou *Georges Loyselet*. En raison de
« sa date, il n'a pas dû être publié [lisez imprimé] à
« Dieppe, où l'imprimerie ne fut introduite qu'à la fin
« du XVI^e^ siècle. »

A défaut du nom d'imprimeur, l'identité de celui-ci aurait été probablemeut établie avec certitude au moment de l'Exposition du centenaire typographique rouennais, car les *vaisseaux voguant sur une mer en furie* ne manquaient pas dans les vitrines du vénérable Chapitre (c'était un des types favoris des imprimeurs du XVI^e^ siècle) ; mais les curieux pamphlets de François de Saint-Paul ont fait défaut au rendez-vous.

Nous n'avons aucun motif d'accepter ni de rejeter l'hypothèse de M. Frère, ni de choisir entre ses candidats, *Jehan Petit* et *Georges Loyselet*. Nous remarquerons cependant que le nom de ce dernier ne figure

pas dans la *Liste des Imprimeurs et Libraires rouennais protestants,* publiée par M. Lesens dans le *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire du protestantisme français* (1), où l'on ne trouve qu'un *Loyselet (Jean)*, décédé à Rouen, en 1663, dans la paroisse Saint-Martin-sur-Renelle. Mais *Jehan Petit* y figure, avec les dates extrêmes 1543-1611 ; les livres qu'il imprima sont datés, les uns de Rouen, les autres de Quevilly.

Quoi qu'il en soit, ESTIENNE MARTIN n'était certainement qu'un libraire, et la formule « *Pour Estienne Martin* », ne permet pas d'en douter. D'après M. Lesens, il habitait encore Dieppe en 1581, et dut, l'année suivante, se réfugier à Genève.

C'est encore parmi les libraires qu'il faut sans doute ranger un certain « COROLLES », de Dieppe, dont nous trouvons également le nom dans les suppléments manuscrits de M. l'abbé Cochet à son *Histoire de l'Imprimerie à Dieppe*, où figure l'ouvrage suivant :

« *Méthode de naviger. — Dieppe, Corolles, in-quarto*, 1583. »

Malheureusement M. Cochet n'indique pas d'où lui est venue cette précieuse indication, qui pourrait, d'après le contexte, lui avoir été fournie par M. le comte d'Auffay, ou provenir des catalogues, soit du duc de la Vallière, soit du marquis de Courtenveaux. Nous n'avons pu jusqu'à présent nous procurer le dernier,

(1) Année 1887.

et n'avons pas été assez heureux pour retrouver dans l'autre la trace de ce précieux volume, sur lequel on désirerait plus de détails et plus de précision.

Bien qu'on sache toute l'importance que prit le colportage à Dieppe et dans la contrée voisine au temps de l'introduction de la Réforme en ces parages, nous ne connaissons rien de plus sur le commerce des livres en ces parages.

Ne laissons pas toutefois d'indiquer encore un nom, bien qu'il ne se rattache qu'indirectement à Dieppe.

C'est celui de MORIN BUFFE, qui n'habitait pas la ville, mais qui imprimait près de là, probablement à Luneray, à ce que pense M. Lesens.

Du reste, on n'en sait rien, sinon qu'il se vit contraint de se réfugier à Genève, en 1559.

Deux noms de libraires dieppois et un nom d'imprimeur voisin de Dieppe, à coup sûr, c'est peu pour un siècle; et l'on a droit de s'étonner de cette absence d'imprimeries dans une cité aussi active, aussi populeuse, aussi riche et surtout aussi littéraire; car Dieppe était alors un centre intellectuel digne de cette Renaissance qui se plaisait si fort au beau langage et cultivait la poésie avec un si grand amour.

Est-il besoin de rappeler les noms de *David* et *Jacques Miffant*, de *Parmentier*, de *Pierre Crignon*, de *Jehan Doublet* et de tant d'autres, dont les concours du Puid des Palinods et la scène des Mitouries surexcitaient la verve et soutenaient le zèle?

Des auteurs à la fois si riches d'argent et si féconds en œuvres de littérature auraient pu aisément, ce semble, entretenir un imprimeur, auquel l'École d'hydrographie, qui n'était pas, il est vrai, officiellement constituée mais qui n'en fonctionnait pas moins, aurait pu apporter un appoint important, comme le prouve le dernier ouvrage que nous citions tout à l'heure, *la Méthode de naviger*. Et cependant, ce qui nous reste des œuvres imprimées des écrivains dieppois prouve que, pour une cause quelconque, indéterminée jusqu'ici, ils n'avaient pas d'imprimeur sous la main, et qu'ils confiaient tous leurs travaux à des typographes parisiens, passant même par dessus Rouen, malgré la grande réputation et le talent incontestable de ses ouvriers imprimeurs.

Qu'on explique comme on voudra cette préférence des Dieppois pour les presses parisiennes et cette abscence d'imprimeurs dans une ville si florissante jusqu'à la fin du XVI^e^ siècle, ce sont choses dûment constatées et tout à fait incontestables, tout au moins jusqu'à présent; et nous serions bien surpris si quelque future découverte venait les démentir un jour.

Le XVII^e^ siècle lui-même ne nous fournit d'ailleurs à ses débuts que le nom d'un troisième libraire; seulement celui-ci n'est plus représenté par de simples pamphlets, mais par un fort joli volume, déjà signalé du reste à l'attention des amateurs.

C'est un petit in-8°, si petit qu'il répond à peine à un in-16 de nos jours; déduction faite des marges, il n'a de justification en hauteur que 105 millimètres, en

largeur que 69. En voici le titre exact, bien qu'abrégé : *Les Psaumes de David, mis en rime françoise par Clément Marot et Théodore de Bèze.... — A Dieppe* (sic), *chez Thomas Estienne,* 1606.

Ce volume n'est point paginé. De la première signature, qui se trouve juste à la page où commence le texte des Psaumes, jusqu'à la fin du volume, on compte 278 feuillets, qui sont précédés de 12 autres placés avant la signature et comprenant :

1° Le *Titre*, autour duquel une série de vignettes minuscules, forme un assez gracieux encadrement. En guise de fleuron : *David jouant de la harpe,* gravure sur bois d'une bonne exécution ;

2° Le *Calendrier*, dont les marges sont remplies d'éphémérides historiques se rattachant pour la plupart, soit à des récits bibliques, soit à l'histoire de la Réforme ;

3° Une « *Épistre* » en vers de « *Théodore de* « *Bèze à l'église de Nostre Seigneur ;* »

4° Une *Table alphabétique* des Psaumes, accompagnée de chiffres qui indiquent le numéro d'ordre de chacun d'eux et non la page.

Ces Psaumes sont notés en musique et sur cinq lignes, avec les caractères carrés en usage à cette époque pour la musique religieuse, c'est-à-dire qui tiennent le milieu entre les signes musicaux employés pour le plain-chant à partir du XII^e^ siècle et les signes musicaux modernes.

Chaque Psaume est accompagné d'un court sommaire en français, et suivi d'une oraison également en

langue vulgaire; chacun d'eux est précédé du nom de son traducteur, Marot ou Théodore de Bèze.

5° Après le Psaume cent cinquantième, viennent les dix *Commandements de Dieu* et le *Cantique de Siméon*, tous deux en vers français et en musique.

Suivent :

6° *La forme des prières ecclésiastiques* (40 pages);

7° Le *Catéchisme*, c'est-à-dire : « le formulaire « d'instruire les enfants en la Chrestienté, fait en ma- « nière de Dialogue, où le ministre interrogue et l'en- « fant respond » (84 pages);

8° « La *Confession de la Foy* faite d'un commun « accord par les Églises réformées du Royaume de « France » (18 pages);

9° Un « *autre petit Catéchisme dialogué,* » par Théodore de Bèze (11 pages);

Et 10° « Le *Petit Catéchisme* mis en rime françoise, « et en forme de cantique.... par Yves Rousseau, mi- « nistre de la parole de Dieu. »

Par une abréviation assez bizarre, l'en-tête de la dernière page présente pour titre courant : « *Le Petit Cate*, etc. » (sic). Un fort joli fleuron en arabesques remplit presque le tiers de cette dernière page.

Ce volume, fort bien imprimé, comme texte et comme musique, offre des notes marginales, c'est-à-dire ce qu'on appelle en typographie *des manchettes,* dans les parties ci-dessus désignées par les numéros d'ordre 6, 7 et 8; l'ensemble fait grand honneur aux presses dont il est sorti.

Une partie de cet honneur doit rejaillir évidemment

sur le libraire dieppois THOMAS ESTIENNE, mais il faut bien avouer que la plus grande part d'éloges revient de droit à l'imprimeur.

L'heureux propriétaire de ce charmant volume, M. Gustave Claudin, le libraire bibliographe qui honore tant sa profession, pense que ce livre fut imprimé à Caen; ce qu'il déduit d'observations comparatives sur le papier, la forme des caractères, les vignettes et les bois, observations dont l'ensemble permet une attribution à peu près incontestable.

Thomas Estienne appartient-il, à un degré plus ou moins proche, à la célèbre famille des imprimeurs parisiens qui ont conquis une célébrité si grande et si légitime dans leur art? Nous n'oserions l'affirmer, bien que l'on sache que les *Estienne* se sont, à diverses reprises, introduits en Normandie. On cite notamment à Rouen, un *Jacques Estienne* qui, en 1628, habitait paroisse Saint-Herbland.

C'est encore à M. Claudin que nous devons la communication d'une plaquette rarissime, malheureusement non datée, mais qu'on ne peut guère attribuer qu'au commencement du XVII^e^ siècle.

Elle figurait, avec le volume précédent, à l'Exposition de Rouen, en 1887. En voici le titre complet :

Vsage de l'Horloge et Qvadran arimutal, ensemble de l'Equinoxial, ou qvadran Vniversel, avec celuy de la Lvne. — A Dieppe, par Gabriel Blou, dans la Grand rue.

Comme fleuron, sur le titre, une corbeille de fleurs.

A la fin de la plaquette, en formé de colophon et sur trois lignes :

A Dieppe, chez Jean Cailloué, imprimeur et libraire, dans la Grand Rüe, devant la Fontaine du Marché.

Cet opuscule n'a que huit pages, plutôt in-12 qu'in-8°. Le caractère en est antique et le papier jaune et grossier; ces caractères archaïques sont, en somme, la seule raison qui nous engage à reporter à une époque si reculée l'opuscule de Jean Cailloué ; mais il faut bien avouer que l'usure du caractère, devenu presque tête de clou, atteste un si long usage, que nous pourrions nous tromper d'un demi-siècle sur le temps où il fut utilisé, sinon où il fut fondu.

Il nous paraît pourtant bien difficile de redescendre jusqu'en 1672, époque où M. Lesens indique un *Cailloué jeune, libraire à Dieppe* (était-il imprimeur ?).

Jean Cailloué, dans tous les cas, ne semble pas y avoir fait de bien brillantes affaires, à en juger par l'état où était son matériel.

Mais qu'était Gabriel Blou? La place que son nom occupe ne permet guère de le considérer comme l'auteur de la brochure.

Le *par* doit-il être lu *pour?* et *Gabriel* serait-il un libraire associé à l'imprimeur *Jean Cailloué?* Nous n'osons ici rien conclure.

Nous arrivons par bonheur, toujours grâce à la collection du laborieux M. Claudin, à deux volumes peu

connus mais qui nous permettent d'affirmer que l'art typographique à Dieppe était déjà exercé avec un talent véritable, vingt ans avant l'apparition des *Prières pour réciter pendant la messe* du célèbre jésuite hydrographe, Jean Fournier, dont l'impression par *Pierre Dubuc,* à Dieppe, en 1642, était pour M. l'abbé Cochet : « le plus ancien produit sorti des presses dieppoises dont « on ait une sûre connaissance. »

Nous voulons parler du *Traité de l'Anatomie française, de Théodore Gelée*, le fameux chirurgien dieppois ; traité dont les deux premières éditions furent imprimées à Dieppe, sous les yeux mêmes du savant praticien, en 1623 et 1629.

La plus ancienne de ces deux éditions, qui parut en 1623, est ornée d'un frontispice assez habilement gravé, bien que certaines de ses parties semblent indiquer un crayon, moins familier avec le dessin des figures qu'avec celui des ornements.

Ce frontispice peut se décomposer en trois parties superposées :

A la partie supérieure : un écusson chargé des armes des ducs d'Orléans-Longueville, entouré des ordres du Roy (Saint-Michel et Saint-Esprit) et soutenu par deux anges ; au-dessous des branches d'olivier.

Dans la partie médiane : le *titre*, proprement dit, flanqué des deux figures d'*Aristoteles* et d'*Hippocrates*, celle-ci d'une incorrection particulièrement remarquable. Entre les deux on lit, en caractères gravés de forme fantaisiste : L'*Anatomie // Françoise // En forme d'abbrégé, recueillie // Des meilleurs*

autheurs // qui ont escrit // De ceste science. // Par // Me Theophile Gelée // Médecin ordinaire De la ville // de Dieppe.

Au bas : entre deux branches d'olivier, un cartouche portant ces mots : *A Dieppe, // De l'Imprimerie de Nicolas Acher // demeurant devant la fontaine du // Marché, M. D. C. XIII;* au-dessous de ce cartouche : *Avec privilège du Roy.*

Le verso du titre est en blanc.

Suit une dédicace : *A Très haut, très puissant, très illustre et très magnanime Prince Henry d'Orléans Duc de Longueville et de Touteuille* (sic), *Pair de France, etc.... Connestable hereditaire de Normandie, Gouuerueur et Lieutenant-Géneral pour le Roy en la dite Prouince.*

Cette dédidace, qui occupe le fol. 2 et son verso, est signée : « *M. Théophile Gelée, méd.*, » et datée : *De vostre Dieppe, le* 10 *d'octobre* 1623.

Nous sommes donc bien en présence de l'édition princeps de l'*Anatomie Françoise*. Continuons-en la description :

Quelques mots *Av lectevr* (fol. 3 et 4) sont suivis de pièces de vers dont les signatures présentent un intérêt tout spécial aux Dieppois :

Fol. 4 verso : *Praestanti Medico Theophilo Gelæo, allusio ad nomen;* six strophes latines signées : *Nicolaus Du-Monstier, Archarum Vicecomes, Amicus.*

Fol. 5. *A Monsieur Gelée, Docteur en Medecine,*

sur son Livre de l'Anatomie. Sonnet signé : *I. Le M. sieur de la Preuse, Adv. au Parl. de Rouen.*

Fol. 5 verso : *Joannis Pouyerii Dieppensis* (sic), *doctoris Medici, in libros Anatomicos M. Theophili Gelidi, Med., Epigramma sive allusio ad nomen :*

Omnia condensat frigus, calor omnia soluit;
Imo, Naturæ vertitur ordo prior.
Fit calidum frigus, calidi mutata protestas.
Corpora nam Gelidus disgregat arte sua.

Scriptum die 20 *septemb. anno* 1623.

Jean Pouyer ne cultivait pas seulement la poésie latine, car on trouve à la même page un sonnet : *A son Confrère et bon Amy M. Theophile Gelée, sur son Anatomie Françoise....; Par M. Jehan Pouyer Docteur en medecine.*

Fol. 6. *A Monsieur Gelée, Docteur en Medecine, sur son livre de l'Anatomie* : Sonnet *Par son Confrere et Amy très affectionné, Thomas Routier, doct. Méde.* (sic).

Fol. 6 verso : *A M. Theophile Gelée, M. Ordinaire de la ville de Dieppe, sur son abregé d'Anatomie :* Sonnet.... *P. M. J. Preston chirurgien à Dieppe.*

Même page : Sonnet de *M. Jacques Gelée, médecin,* fils de l'Autheur.

Fol. 7 : *A Monsieur Gelée, docteur en medecine, sur ces œuvres* (sic) : Quatre quatrains de *R. L. Coustre, Aduocat.*

Fol. 7 verso : *A Monsieur Gelée Docteur en medecine sur son abrégé de l'Anatomie. Anagramme*

(sic). THEOPHILE GELÉE. HO HO IE TE LE PLEGE : Quatre stances signées : *P. le Vernix, Aduocat.*

Fol. 8 : *A Monsieur Gelée, sur son Anatomie ;* sonnet dû à *G. Le Vasseur, de Dieppe.*

Même page : *A M.* etc. Huictain, Par son *Compère et bon Amy M. P. Restout, Apoticaire* (sic).

Le Privilege dv Roy, qui occupe le fol. 9 et son verso, est accordé à « *Nicolas Acher, libraire et « Imprimeur en nostre ville de Dieppe* » pour six ans, à partir du jour de la concession, c'est-à-dire du 26 novembre 1623.

L'ouvrage proprement dit occupe dans ce volume 485 pages et 5 feuillets, dont le premier *recto* est occupé par de pieuses invocations à Job et au « Prophète Royal », c'est-à-dire à l'auteur des Psaumes. Suit la *Table des Livres et Chapitres,* occupant 8 pages ; et enfin, sur le dernier verso : *Achevé d'imprimer ce deuxième / jour d'Octobre mil six cens / vingt trois : chez Nicolas / Acher, à Dieppe, / Pour la première fois.*

Le privilège de NICOLAS ACHER expirait en 1629 ; l'auteur, ou l'imprimeur, entrèrent alors en relation avec un libraire parisien, et le livre parut, cette fois sans frontispice gravé, mais avec un titre nouveau :

« *L'Anatomie // françoise / En forme d'abregé, // Recueillie des meilleurs Autheurs // qui ont escrit de cette sciencce. // Par Maistre Theophile Gelee, // médecin ordinaire de la ville // de Dieppe. // « A Dieppe. Et se vend.* (Les cinq mots précédents en très petits caractères) // *A Paris, // Chez Antoine de Som-*

maville, // au Palais, dans la petite salle. // M. DC. XXIX, // Avec Privilège du Roy. »

A l'ouverture du livre, et surtout en comparant le texte page pour page, on serait tenté de croire que l'on se trouve en présence d'un simple rhabillage de l'édition de 1723, bien que l'on perçoive au début d'assez nombreuses différences dans les feuillets préliminaires. Un examen plus attentif convainct bientôt le lecteur de l'existence réelle de deux éditions distinctes.

Les pièces préliminaires : *Dédicace, Avis au lecteur, poésies latines et françaises,* sont absolument les mêmes que dans la première édition, elles sont placées dans le même ordre et occupent les mêmes folios, mais elles ne sont pas imprimés en caractères identiques.

Le Privilège du Roy a disparu, du moins dans l'exemplaire que nous avons eu sous les yeux.

Le nombre des feuillets supplémentaires est le même à la fin des deux volumes; mais les deux dernières pages de la *Table des Livres et Chapitres*, au lieu d'être en italiques, comme dans l'édition de 1623, sont en caractères romains.

Sur le dernier verso, le colophon est ainsi modifié : *Achevé d'Imprimer ce dix-neuf jour de Fevrier, mil six cens // vingt huict : Chez Nicolas // Acher, a Dieppe, // Pour la deuxiesme fois.*

Dans le corps même de l'ouvrage, toutes les pages et toutes les lignes sont en parfaite correspondance, si bien qu'il est malaisé d'y percevoir au premier coup d'œil des différences notables; toutefois, si l'on s'applique à

étudier de plus près, on constate presque partout des variantes de détail suffisantes pour attester que, si la seconde édition est calquée sur la première, elle ne lui est point identique.

Citons seulement quelques exemples : A la page 149 (où nous avons en vain cherché des corrections à certaines fautes orthographiques, comme *r'affiné* pour *raffiné*, *à* pour *a*, etc.), la signature K est majuscule dans l'édition princeps, minuscule dans celle de 1629. — Page 212 : la première ligne est régulière en 1623, elle a une virgule de moins et une lettre chevauchante dans la seconde édition; ligne 17 : le mot *mouvements* est ainsi écrit : *mo uuements* dans la première édition, *mouuements* dans la seconde; ligne 22 : *esté* (1623), devient *estè* (1629); ligne 26 : *à* devient *a*. — Page 336, avant-dernière ligne : *cachée* devient *chachée* en 1629. — Page 411, ligne 2 : *obéir* (1623), *obéïr* (1629); ligne 7 : *issue* (1623), *issüe* (1629); ligne 14 : *d'esprits* (1623), *d'esprit* (1629); ligne 28 : *recoit* (1623), *reçoit* 1629).

Tant d'exemples, saisis absolument au hasard, prouvent évidemment, ce nous semble, que nous sommes bien en présence d'une réimpression complète, et non d'un second tirage modifié par quelques cartons.

A *Nicolas Acher* succéda très probablement Etienne Acher, dont M. l'abbé Cochet cite une *Grammaire anglaise à l'usage des François qui veulent apprendre cette langue;* petit in-8° de 205 pages, imprimé en 1657.

Nous citerons de ce typographe quatre recueils de quatrains parus en 1658 et réunis en un volume, bien que formant quatre ouvrages très distincts dont chacun a sa pagination propre :

I. *Tablettes // ou // qvatrains // De la vie // el de la mort. // Par Pierre Matthiev, Conseiller du Roi. // Divisés en trois parties.*

Chaque partie comprend cent quatrains ; la seconde commence à la page 21, la troisième à la page 39.

II. *Les // qvatrains // du seigneur // de // Pybrac, // Conseiller du Roi en son Conseil // Privé. // Contenans preceptes et enseignemens pour tous Chrestiens. // Avec les plaisirs de la vie Rustique.*

Petit in-16 de 400 pp.; *Les plaisirs de la vie rustique* commencent à la page 25; page 40, sonnet contre les danses.

III. *Les // qvatrains // du President // Favre. // Ensemble, les // qvatrains // de la vanité // du monde.*

Cent quatrains du Président Favre, pp. 3-18; soixante-quatorze quatrains de la Vanité du monde, pp. 19-32, avec la célèbre devise : *Vanitas, Vanitatum, et omnia Vanitas.*

IV. *Instruction // Chrestienne // pour former sa // vie selon la doclrine // du Fils de Dieu. // Propre et nécessaire pour toules // sortes de personnes qui désirent // vivre chresliennement.*

Cent soixante-treize quatrains.

Sur le titre de chacun de ces quatre opuscules, le

fleuron est remplacé par un même bois gravé, que l'on retrouve à la fin de l'*Instruction chrestienne*. Ce bois représente *le Temps*, sous la figure d'un satyre ailé, fauchant des herbes et des fleurs ; de sa bouche sort un phylactère chargé de cette devise : *Hanc aciem sola retundit virtus.*

Au-dessous, sur le titre des trois premiers opuscules : *A Dieppe. // chés Estienne Acher, libraire et Imprimeur, à la Grand' rue devant le Marché. // M. D. C. LVIII ;* sur le titre de l'*Instruction Chrestienne* seulement : *A Dieppe, // Chés Estienne Acher // M. D. C. LVIII.*

Les têtes de pages, formées de vignettes mobiles, d'assez nombreuses lettres grises de types et de formats divers, accusent une certaine variété dans les cases d'*Etienne Acher*. Nous n'avons pas vu sa *Grammaire ;* mais nous pouvons encore en citer un ouvrage remarquable, dont nous devons la communication à un amateur rouennais, aussi modeste que sagace, M. Binet. Cet ouvrage a pour titre :

Emanuel // ou Parafrase // Evangelique. // Comprenant l'Histoire et la Doctrine des // quatre Evangiles de Jésus-Christ // notre Seigneur // Poeme Chrétien, divisé en quinze livres. // Par Filippes Lenoir. // Dernière Edition, revue, corrigée et augmentée par l'auteur. Même bois que les précédents, à la place du fleuron.

Et se vend dans la Cour du Temple, par Etienne Acher, libraire et Imprimeur, demeurant à Dieppe à la Grand' Rue. M. D. C. LX.

C'est un in-8° minimo de 263 pages, plus deux feuillets supplémentaires contenant une *Conclusion* en vers signés : *Ant. Brallius*, et 8 feuillets d'introduction comprenant :

Fol. 1 : Titre.

Fol. 2-4 : *Lettre dédicatoire à Très Haute et illustre princesse Madame Marguerite, Duchesse de Rohan et de Fontendi, Princesse de Léon, comtesse de Porhouet et de Saint-Aulair, marquise de Blain, etc.;* lettre signée : Filippe le Noir, De Blain, le 13 avril 1858.

Fol. 4 verso : Avertissement.

Fol. 6 et suivants; Epigrammes, signées : *R. G. du Eran, Hentier, Ant. Brallius, La Ferrassière, Pellisson.*

Fol. 8 verso : Table.

Étienne Acher avait un rival redoutable en la personne de Nicolas Dubuc, dont M. l'abbé Cochet cite, sans l'avoir pu rencontrer, l'ouvrage suivant que, plus heureux, nous sommes à même de décrire :

Le Discours et les tables // de la Déclinaison // du soleil // et des principales et plvs // reconnoissables estoilles // dv firmament. // Ensemble // vn discours sur l'Estoille du Nord, avec deux tables pour trouuer // l'Elevation du Pole à toute heure de la Nuict. // Novvellement supputées et corrigées // Par M. G. Denys, Prestre, hydrographe ordinaire du Roy, et // Enseignant pour sa Maiesté la Navigation en la ville de Dieppe.

Cet ouvrage, imprimé *A Dieppe, chez Nicolas Dvbvc, Imprimeur, Libraire et Graueur, devant l'Hostel de ville, en M. DC. LXIX, avec privilège du Roy*, est un très bel in-4° de 150 pages, plus un feuillet préliminaire pour le Titre, et un feuillet supplémentaire pour le Privilège, « donné à Paris, le sixième d'Octobre 1665 », au nom et en faveur de « *Maistre Guillaume* « *Denys, Prestre, nostre Pilote Hydrographe....* « et ce, pendant le temps et espace de dix ans, à com- « mencer du jour qu'elles seront achevées d'imprimer « pour la première fois. »

Sur le titre, un beau navire, *gravé en taille douce* et signé : « *M. Dubuc F* », prouve que le titre de *Graveur* était légitimement joint à celui d'*Imprimeur-libraire* sur les livres des *Dubuc ;* tandis que la composition du texte et surtout celle des *tableaux*, hérissés de chiffres et de signes astronomiques, qui remplissent 28 pages, témoignent de l'habileté des ouvriers qu'ils employaient.

L'histoire de la famille, nous sommes tenté d'écrire *de la dynastie des Dubuc,* résumerait d'ailleurs à elle seule celle des progrès et de la décadence de l'art typographique à Dieppe, qui vit pendant près de deux siècles (1642-1818) les membres de cette famille se succéder avec des fortunes diverses, selon les circonstances et la capacité personnelle du chef de famille.

A côté d'eux les *Acher*, les *Viret* (d'une famille rouennaise bien connue), les *Pillon*, les *Oursel*, et plus tard les *Gorsas* et les *Godeby*, dont les noms

nous apparaissent successivement de 1623 à 1811, prouvent l'existence simultanée à Dieppe de deux ateliers rivaux, qui tous deux produisent des œuvres importantes attestant à la fois la connaissance du métier et l'existence d'un matériel relativement considérable. Le travail de M. Cochet l'a suffisamment révélé ; on en retrouverait des preuves nouvelles aux archives départementales de la Seine-Inférieure, spécialement dans la série G (fonds de l'Archevêché de Rouen, dont relevait la ville de Dieppe).

Mais à quoi servirait-il de multiplier ici des détails sans grande importance, qui n'ajouteraient rien de bien intéressant au travail du regretté maître? Qu'il nous suffise d'avoir pu étendre un peu la liste des imprimeurs dieppois et des libraires-éditeurs de cette ville, que le premier il a dressée, en profitant des heureuses chances qui, sans aucun mérite de notre part, ont placé sous notre main des documents qu'il a cherchés en vain avec une persévérance digne d'un succès plus complet.

CHRONIQUE DU FROID

EN NORMANDIE ET DANS LE NORD DE LA FRANCE

DU 1er AU XVIIIe SIÈCLES

par M. l'abbé SAUVAGE.

Le plus ancien auteur que nous sachions avoir parlé du climat de la France, c'est le satyrique Pétrone, mort l'an 66 de notre ère ; encore se borne-t-il à une simple allusion.

Parlant d'une surprise qui lui coupa la parole, il use de cette expression, proverbiale chez les Romains, au dire de ses commentateurs : « Pour moi, devenu tout à coup plus froid qu'un hiver Gaulois, je ne pus faire entendre un mot : *Ego autem, frigidior hyeme Gallica factus, nullum potui verbum emittere* (1). »

La plupart des érudits qui ont pâli sur le *Satyricon* ont pensé que, dans ce passage, il s'agissait des hivers de la Gaule septentrionale (2) ; telle est notamment l'opinion de notre compatriote, le savant caennais Turnèbe (3). Cependant Gilbert Parent, cité par Georges

(1) Petron. Arbitr. *Satyricon*, édit. Variorum (Lyon, 1615, in-12), p. 53.
(2) *Ibid.*, pp. 291, 378, 630, 719 et 684.
(3) *Ibid.*, p. 430.

Erhard dans ses *Symboles* (1), pense qu'il est fait allusion à la Suisse et nous sommes fortement tenté de nous ranger à son avis, en présence de la description que Pline le naturaliste, mort en 79, fait des rudes hivers de la Gaule cisalpine.

« Au pied des Alpes, écrit-il, *circa Alpes*, on enferme le vin dans des vases de bois consolidés par des cerceaux ; et, lorsque l'hiver est froid, il faut opposer le feu aux rigueurs de la gelée : *Vina circa Alpes ligneis vasis condunt, circulisque cingunt, atque etiam hieme gelidâ ignibus rigorem arcent* (2). »

Il n'est pas étonnant que l'emploi des tonneaux, qui ressemblaient si peu aux outres et aux amphores en usage chez les Romains, ait attiré l'attention du célèbre observateur ; mais la dureté des hivers cisalpins lui réservait d'autres surprises : « Chose merveilleuse à raconter ! s'écrie-t-il, mais chose qu'on a vue ! parfois le liquide rompt les vases et se change en masses glacées qui semblent tenir du prodige : *Mirum dictu ! sed aliquando visum : ruptis vasis, stetere glaciatæ moles, prodigii modo* (3). » Virgile (4) et Ovide (5),

(1) *Ibid.*, p. 784.

(2) Plin. Secund. *Histor. natur.*, lib. XIV, cap. 21. — Edit. Dalechamps, de Caen (Genève, 1631, in-fol.), p. 292.

Aristote a signalé les mêmes usages en Arcadie.

(3) Plin., *ibid.*

(4) *Cæduntque securibus humida vinæ*
Virg. *Georg.* lib. III, vers 364.

(5) *Nudaque consistunt formam servantia testa*
Vina, nec hausta meri, sed data frusta bibunt.
Ovid. *Trist.* lib. III, eleg. X, vers 23-24 ; Tertullien s'exprime comme Virgile : *Potum securi faciunt*, dit-il des habitants.

eux aussi, parlent de vins que l'on coupe à la hache.

Faisons remarquer, en passant, que, quand bien même notre auteur n'eut pas indiqué clairement qu'il parle des régions alpestres, il le faudrait conclure de ce détail : qu'il parle de *vins* gelés. Au temps de Pline, la seule boisson des Belges était une sorte de bière fabriquée avec de l'orge et que l'on nommait *Zythus* (ζυθος) ; le cidre normand lui-même, manquait alors à nos ancêtres.

C'est Diodore de Sicile qui nous fournit ces détails (1) ; et c'est encore à lui que nous devons les premières notions précises sur le climat de la Gaule-Belgique qui soient parvenues jusqu'à nous. Contemporain de Pétrone et de Pline, il semble avoir été mieux instruit qu'eux en ce qui nous concerne : l'exactitude de ses informations et des descriptions qu'il fournit prouvent un bon observateur ou un homme bien informé.

Lorsque Diodore de Sicile parle des *Gaules* et des *Gaulois*, fait justement observer dom Bouquet, l'un de ses annotateurs, c'est toujours de notre région septentrionale qu'il parle, car il n'emploie jamais, pour désigner la partie du pays située au midi de la Seine, d'autre expression que celle de *Celtique* (2). C'est donc bien à notre province et aux provinces qui l'entourent que s'applique la description que Diodore nous a laissée des rigueurs d'un hiver gaulois :

(1) Diodor. Sicul. *De Gallis*, lib. V ; dans le *Recueil des Historiens des Gaules*, tom. I, p. 304.

(2) *Ibid.*, p. 303.

« Comme la plus grande partie de ce pays, dit-il, est exposée aux vents du Nord, elle est souvent sujette à de grands froids et à de rudes gelées. Lorsque, en hiver, le ciel est nuageux, au lieu de pluies, ce sont des neiges qui tombent et couvrent le sol ; quand l'air est pur, il s'emplit tellement de glace et d'humidité condensée, que les fleuves, durcis par le froid, se changent en ponts naturels qui portent, non seulement les voyageurs isolés ou marchant par petites troupes, mais de nombreux bataillons, avec tout leur bagage et de pesants chariots ; la traversée est effectuée par eux sans qu'ils courent aucun péril. »

Un peu plus haut, nous rencontrons ce détail caractéristique : « Quand le poli naturel de la glace offre, au pied des passants, une surface trop glissante, on jette dessus de la paille pour rendre la marche plus ferme : *Cum vero glacies, naturali suo lævore, gressum transeuntibus lubricum efficiat, paleas superinjiciunt ut firmiori gressu procedant* (1). »

S'il fallait prendre à la lettre le texte de Diodore, qui ne paraît avoir voulu dépeindre que les effets ordinaires de l'hiver dans la portion des Gaules qu'il décrit, on serait tenté d'en conclure que, de son temps, la froide saison sévissait sur notre sol plus rigoureusement qu'aujourd'hui, ou que le siècle où il vécut, qui fut le premier de notre ère (2) fut un de ces siècles glacés dont nous trouverons des exemples dans la suite de ce tra-

(1) *Rec. des Histor., ibid.*, 303-304.

(2) La *Bibliothèque historique*, de Diodore, s'arrête en l'an 60 de J.-C.

vail ; mais on peut supposer aussi que l'illustre géographe, ému par les récits de quelques navigateurs ayant hiverné dans le Nord par une saison exceptionnellement froide, a généralisé les faits, en étendant d'une part à toutes les années, de l'autre à toute la Gaule, ce que son diseur avait vu, par aventure, une fois, non sur les bords de la Seine, mais sur ceux de l'Escaut ou du Rhin.

Nous allons constater d'ailleurs un peu plus loin que, dans ces temps reculés, comme de nos jours, les hivers rigoureux étaient exceptionnels dans le bassin de la Seine.

Il ne faudrait pas en conclure que les habitants du pays n'eussent pas à se prémunir contre les morsures du froid ; pour s'en garantir, ils usaient de vêtements d'une coupe particulière et d'une étoffe moins brillante que chaude. Ces vêtements d'hiver étaient connus à Rome sous le nom grec d'*Endromides*, et Martial, dans ses *Epigrammes*, rend aux femmes gauloises, qui les confectionnaient, ce témoignage : que leur travail, malgré sa grossière apparence, n'était pas à dédaigner dans les froides journées de décembre : *Sordida, sed gelido non aspernanda decembri* (1).

La citation de Martial nous amène tout au plus à la fin du premier siècle, puisque ce poète mourut en l'an 103 ; il nous faudra franchir un long espace de plus de deux

(1) Valer. Martial. *Epigramm.* lib. IV, Epigr. 19. — L'*endromides* n'aurait-elle pas quelque lien de parenté avec le vêtement, si conforme à la description de Martial, que nos messagers appellent vulgairement une *limousine ?*

cent cinquante ans avant de rencontrer un document nouveau ; nous le trouvons sous la plume du fameux César Julien, si tristement surnommé par l'Histoire. Voici comment, dans son *Misopogon*, il parle des grands froids de l'année 358 :

« J'étais alors à hiverner dans ma chère Lutèce, nom donné par les Gaulois à l'humble capitale des Parisii *(Parisiorum oppidulum)*. C'est une île de peu d'étendue, située au milieu d'un fleuve qui l'entoure de tous côtés ; des ponts de bois permettent d'accéder aux deux rives. Rarement le fleuve enfle ses eaux, rarement son niveau s'abaisse ; mais tel il est en été, tel ordinairement il demeure en hiver. L'eau qu'il fournit est des plus agréables et son aspect limpide, qui séduit l'œil du voyageur, semble l'inviter à boire ; en leur qualité d'insulaires, les Lutéciens y puisent nécessairement presque toute l'eau qu'exigent leurs besoins.

« Dans ces régions l'hiver est d'une grande douceur, à cause, dit-on, de la chaleur de l'Océan, éloigné seulement de quatre-vingt-dix stades : l'eau de mer, en effet, paraît plus chaude que l'eau douce. Pour ce motif, ou pour un autre dont je n'ai point connaissance, il est certain que l'hiver est plus doux en ce pays : aussi d'excellentes vignes y croissent-elles, ainsi que de nombreux figuiers, que les habitants élèvent avec beaucoup d'industrie, les recouvrant l'hiver de glu de blé, comme d'une sorte de vêtement, pour les soustraire aux injures de l'air (1). »

(1) Juliani Cæsar. *Misopogon* (Leipsick, 1696), p. 340.

Arrêtons-nous un instant sur ce curieux passage. N'est-il pas singulier de voir l'influence du *Gulf-Stream* constatée par les Anciens, bien qu'ils n'en pussent déterminer la cause? Et la présence, autour de Paris, de ces vignes qu'un gosier méridional n'hésite pas à trouver excellentes? Et la culture en pleine terre du figuier? Et cet usage d'empailler pour l'hiver les arbustes délicats, absolument comme aujourd'hui nous le faisons encore après seize cents ans passés? Mais poursuivons la citation :

« L'hiver était alors plus dur que de coutume, et le fleuve charriait comme des plaques de marbre. Vous connaissez la pierre phrygienne? C'est à elle que ressemblaient ces plaques endurcies qu'on eût prises pour de grandes pierres blanches tombant les unes sur les autres. Elles ne tardèrent pas à joindre ensemble les deux rives du fleuve, en y formant comme un pont. Moi, qui étais alors plus dur au froid et (qu'on me passe l'expression) plus rustique que jamais, je ne voulais point permettre que l'on chauffât la chambre où je prenais mon repos, bien que, comme dans la plupart des maisons de la cité, qui toutes ont des cheminées, cette chambre fut disposée pour y faire au besoin du feu. Le motif de mon refus n'était autre que ma dureté, ou, pour mieux dire, mon inhumanité envers ma personne, que je voulais accoutumer à supporter cet air glacial. Même alors que l'hiver fut dans toute sa rigueur, et chaque jour il devenait plus rude, je ne voulus point permettre à mes serviteurs de chauffer la demeure que j'habitais; mais, pour chasser l'humidité qui en pénétrait les murs, j'or-

donnai qu'on y apportât un foyer tout embrasé et quelques charbons ardents. Il n'y avait guère de feu : cependant il fit sortir des murs une vapeur si abondante que ma tête en fut accablée et que la torpeur me saisit. J'eus vraiment peur d'être asphyxié ; mais, entraîné hors de la chambre par ordre du médecin, je m'efforçai de rejeter la nourriture que j'avais prise. Je n'en rejetai pas beaucoup, et d'ailleurs j'en avais pris peu ; je me sentis toutefois si soulagé qu'après une nuit assez courte, je me trouvai le lendemain en état de vaquer à toutes mes affaires (1). »

Ainsi l'hiver de 358 faillit arrêter Julien dès les débuts de sa carrière ; et quelques minutes de plus dans cette chambre imprudemment chauffée auraient changé les destinées du monde.

L'aventure du jeune César fut bientôt connue de tout Rome, où les frileux habitués des bains chauds durent frissonner à la seule pensée de son vaniteux stoïcisme ; aussi sommes-nous en droit de soupçonner que c'est de lui que parle Eunapius, son médecin et son flatteur aussi bien que son complice, en un fragment cité par Jean de Woveren dans ses remarques sur le *Satyricon* (2), où il est question d'un homme qui, « même en marchand pieds nus, trouvait une volupté suprême dans les hivers de la Gaule : Ανυπόδητος τρυφῆς περιουσίαν ἐτίθετο τους Γαλατικους χείμωνας. » La plupart des commentateurs sont cependant plutôt d'avis que

(1) Julian., loc. cit.

(2) Joannis à Woweren, *In Petron. animadvers.* ad calcem *Satiricon* édit. cit. p. 630.

cette phrase s'applique à certain philosophe, nommé Proérésius, qui, couvert d'un mince manteau, se complaisait à boire de l'eau du Rhin alors que celui-ci était presque glacé, ce qui étonnait grandement les épicuriens de l'époque (1).

L'hiver de 366 ne dût guère être plus doux que celui de 358. Les Allemands en profitèrent pour se jeter sur le Nord de la Gaule.

Ammien Marcellin raconte qu'ils se mirent en campagne sitôt après les calendes de janvier; « alors que par suite des gelées le dur hiver sévissait dans toute son horreur : *Statimque post kalend. Januarii, quum per glaciales tractus hiemis rigidum inhorresceret sidus* (2). »

Malgré l'âpreté de la température, les Romains durent concentrer toutes leurs forces pour faire face à l'invasion. Une bataille des plus sanglantes fut livrée près de Châlons et dura jusqu'à la nuit; le jour naissant éclaira un spectacle épouvantable : les vainqueurs reposés, formés en bataillon carré, traversaient la plaine glacée, foulant aux pieds six mille morts et quatre mille blessés couchés sur la neige sanglante, après avoir subi durant la nuit entière les âpres morsures du froid, rendu pour eux plus cruel par la perte de leur sang (3).

S'il faut en croire Paul Orose et la *Chronique Hié-*

(1) Cette remarque est due à M. l'abbé Tougard, qui renvoie à Eunapius, édit. Didot, p. 492, liv. 15.

(2) *Ammian.* Marcellin. *Rerum gestarum*, lib. XXVII, dans *Histor. Roman. scriptores*, tom. II, p. 516 E.

(3) *Ibid.*, p. 517 E.

ronymienne, nos voisins de Picardie auraient été témoins l'année suivante, 367, d'un prodige bien singulier. « De véritable laine, mêlée de pluie, serait tombée du ciel sur la ville d'Arras : *Apud Atrebates vera lana de nubibus pluviæ mixta defluxit* (1). » Il est difficile d'admettre que les Atrebates aient pris de la neige pour de la laine ; nous croyons donc devoir signaler en passant ce texte singulier à l'attention des météorologistes.

Les chroniqueurs du cinquième siècle n'ont conservé le souvenir que d'un seul hiver remarquable, celui de 432, durant lequel, d'après Prosper de Tyron, l'âpreté d'un froid excessif fit périr beaucoup de monde (2).

Le sixième siècle est un peu plus fécond en documents de ce genre, les historiens y ont noté plusieurs hivers remarquables.

« En 547, raconte le *Chroniqueur de Saint-Denys* (23) traduisant Aymoin de Fleury (3), aparut au ciel un signe merveilleus ; car une étoile vint si rudement parmi le firmament qu'elle se féri (heurta) au cours de la lune. En cele année porta rézinz (raisins) une manière d'arbre qui est appelé *Sambucus* (4) et les fleurs des

(1) Paul Oros. *Historiar.* lib. VII, cap. 32, dans le *Rec. des Histor. des Gaules*, tom. I, p. 597 G.; *Hieronym. Chronic.*, ad ann. 637, *ibid.* p. 611 B.

(2) Prosper. Tyronens, *Chronic.* in Valentin. an. 9 ; *ibid.* p. 639 A.

(3) Aymon. Floriacen. *De Gestis Francorum*, lib. II, *ibid.* tom. III, p. 60.

(4) C'est le nom latin du *sureau*, dont les fruits sont ordinairement groupés en *ombelles*.

arbres qui souloient [avaient coutume, *solebant*] porter noirs grains firent grappes. En ce tens fu si grand froidure que les yaues [eaux] portoient les gens. Li oisel [oiseaux] furent si destroit [affaiblis] de faim et de froidure qu'on les prenoit sur la noif [sur la neige] aus mains sanz nul engin (1). »

Grégoire de Tours, qui note ici un grand hiver (2), assure que les torrents eux-mêmes étaient enchaînés par la glace. Il attribue à l'abondance des neiges la capture des pauvres oiseaux qui mouraient de froid et de faim.

Sigebert ajoute que les fauves se laissaient prendre à la main : *ut volucres et fere indomite manu capi possent* (3), mais il rapporte ces faits à l'année 555. Telle est du moins la date que nous fournit la précieuse continuation de la *Chronique de Mortemer*, dont l'unique manuscrit, après être passé de l'abbaye normande dans la bibliothèque de Colbert et dans celle du Roi, est actuellement conservé à la Bibliothèque Nationale de Paris (4).

Un grand nombre d'animaux auraient également péri durant l'hiver de 566, au témoignage de Marius d'Avenches, qui ajoute que la neige couvrit la terre cinq mois et plus (5).

(1) *Chroniques de Saint-Denis*, lib. II ; dans le *Recueil des Histor.*, tom. III, p. 196 D.

(2) Gregor. Turonens. *Histor. Francor.*, lib. III, § 27 ; *ibid.*, tom. III., p. 203 B.

(3) Sigebert. Gemblacens. *Chronic.; ibid.*, tom. III, p. 339 B.

(4) Biblioth. Nat. de Paris, ms. lat. 4863, fol. 61.

(5) Marii Episc. *Chronicon.* dans le *Rec. des Histor.*, tom. III., p. 171 E.

En 587, le printemps fut fort pluvieux ; les arbres et les vignes se couvrirent cependant de fleurs, mais à peine furent-elles épanouies qu'une neige abondante tomba dessus et les recouvrit toutes. Après la neige vint la gelée, qui brûla complètement les vignes. Ce froid tardif fut si violent, et surtout si inopiné, qu'il surprit les hirondelles et les oiseaux de passage, dont un grand nombre en furent victimes.

Grégoire de Tours fit cette remarque, que partout où d'ordinaire ne sévissait pas la gelée, elle causa en cette occasion de véritables désastres, tandis qu'elle ne fit aucun mal dans des endroits où ses ravages se faisaient habituellement sentir avec plus de rigueur (1).

L'année 589 n'offrit pas moins de singularités. « Le jour de Pâques closes, raconte le même auteur, une grêle mêlée de pluie tomba si abondamment qu'en moins de deux ou trois heures les plus humbles vallons se changèrent en fleuves (2). » C'était le 17 avril, car Pâques, cette année là, tombait le 10 du même mois, et la Pâques se closait le dimanche de Quasimodo, auquel on appliqua le nom de *Pâques closes* jusque dans le siècle dernier.

Un accident aussi tardif semblait devoir ruiner toute espérance, et pourtant les craintes conçues ne se réali-

Avenches était un évêché de la province de Besançon, qui fut transféré à Lausanne, en 598 ; aussi Marius d'Avenches est-il parfois nommé Marius de Lausanne.

(1) Gregor. Turon. *Histor. Francor.*, lib. IX, p. 171 ; *Rec. des Hist.*, tom. III, p. 342 A.

(2) *Ibid.* lib. IX, § 44 ; p. 361.

sèrent pas; car la température fut ensuite si douce que l'on vit à l'automne les arbres refleurir et donner une seconde récolte. On vit des roses s'épanouir en novembre, (et non pas seulement en septembre, comme ont écrit quelques auteurs trompés par l'expression *mense nono*, employée par le chroniqueur pour qui l'an commençait à Pâques). Mais aussi on vit se produire des inondations insolites : « L'eau s'éleva à des hauteurs qu'elle n'avait jamais atteintes, et beaucoup de localités en souffrirent de grands dommages (1). » Quelles furent ces localités ? Dans quelles régions fut-on victime de ces troubles climatériques? C'est sur quoi se tait notre auteur; aussi n'osons-nous affirmer qu'ils sévirent dans nos contrées. Nous les notons cependant, par ce qu'en se servant de termes généraux l'historien donne à penser que toute la France les éprouva.

Aymoin et son traducteur, qui relatent les mêmes détails, les ont groupés différemment. C'est au mois de septembre de l'année 580 qu'ils ont attribué la reflorescence des arbres, réservant à l'automne de 589 le débordement des fleuves, principalement en Italie et dans le bassin du Tibre (2). Les divergences, les confusions sont par malheur assez fréquentes chez les chroniqueurs de tout âge, et il n'est pas toujours aisé d'établir entre eux un accord. La comparaison attentive de textes bien révisés sur les plus anciens exemplaires per-

(1) *Ibid.*

(2) *Recueil des Histor. des Gaules*, tom. III, pp. 22 E, 226 E, 103, 253.

mettra seule d'en établir l'autorité relative; c'est un travail que la critique moderne poursuit avec activité, mais dont le terme sera long à atteindre.

L'auteur des *Gestes des Lombards*, Paul Diacre, en parlant de l'hiver de 593, avance qu'il fut si dur que *nul ne se souvenait d'en avoir vu de semblable* (1). Faut-il croire que réellement cet hiver fut plus rigoureux que ceux de 547, de 555 et de 566 ? Ceux-ci étaient-ils oubliés ? ou l'auteur use-t-il d'un cliché que nous remontrerons souvent dans la suite de ce récit? Nous ne pouvons préciser davantage, en l'absence d'autre témoin : mais le silence des écrivains français nous permet de conjecturer que, si l'hiver de Paul Diacre fut vraiment exceptionnel, il ne le fut que pour la Lombardie.

Le septième siècle est pauvre en souvenirs. Hermann Contract parle, il est vrai, de l'hiver de 603, qui fut assez violent pour faire périr une partie des vignes (2); mais Hermann résidait en Souabe, à Reichenau, ce qui nous entraîne hors de France.

Les bouches de la Tamise se rapprochent davantage de celles de la Seine, or feu M. l'abbé Decorde, dans un article publié en 1867 (3) sur *les hivers rigoureux*, assure que la Tamise, en 695, fut gelée si profondément qu'on y construisit des cabanes qui furent habitées six semaines. Nous regrettons que cet auteur ne cite pas ses

(1) Paul. Diac. *De gestis Longobardorum*, lib. IV; *ibid.* p. 637 D.

(2) Hermann. Contract. *De sex ætatibus mundi; ibid.* p. 325.

(3) *Magasin Normand*, IVe année (18..), p. 154.

autorités ; n'ayant trouvé nulle part ailleurs trace de ce froid remarquable, nous ne pouvons que renvoyer à notre défunt confrère l'honneur de la citation et sa responsabilité.

C'est de même sans références que M. Nicétas Périaux, dans son *Histoire sommaire et chronologique de la ville de Rouen* (1), parle du grand hiver de 752, dont les auteurs anciens de notre connaissance ne font aucune mention. Le savant imprimeur ne se trompe que d'un chiffre, s'il faut, comme nous le soupçonnons, lire 762 au lieu de 752; et encore peut-il s'excuser par le vague et l'incertitude que laisse planer, sur la date précise des événements qu'elle raconte, la vieille *Chronique Rouennaise manuscrite*, qui fait suite aux fameuses *Chroniques de Normandie*, de Guillaume le Talleur, dans le précieux exemplaire de la Bibliothèque municipale de Rouen.

Parlant du célèbre Robert, le diabolique fils du fabuleux duc Aubert, dont il fait un contemporain de Pépin le Bref (752 à 768), le chroniqueur anonyme s'exprime ainsi :

« En son temps [fut] execrable gelée depuis le premier jor d'octobre jusques en febvrier. La mer fut gelée et dure comme pierre, l'espace de cent milliaires [cent mille marins, c'est-à-dire vingt-cinq lieues], ayant trente couldées d'espès. La neige couvrait la glace de

(1) Page 14.

vingt couldées, et sembloit que les étoiles dussent choir du ciel (1). »

C'est à l'an 762 que les *Annales* inédites *de l'abbaye de Saint-Wandrille* attribuent cette grande gelée, qui commença à se faire sentir le premier jour d'octobre et dura jusqu'en février. L'écrivain monastique ajoute que les étoiles elles-mêmes semblaient tomber soudain du ciel, et que chacun fut persuadé qu'on touchait à la fin du monde : « *Gelu magnum kl. octobris usque ad februarium. Stelle vise de cœlo subito cecidisse. Ita omnes existimarunt ut putarent finem mundi imminere* (2). » La *Chronique de Moissac* ajoute que, non seulement la Gaule, mais l'Illyrie et la Thrace furent victimes de cette dépression, qui endommagea beaucoup d'arbres, les oliviers surtout et les figuiers ; les moissons périrent en germes, aussi la famine sévit-elle cruellement dans ces régions (3).

Les *Annales Rerum Francicarum* (4) et le célèbre Eginhard, ancien moine de Saint-Wandrille (5), disent à peu près les mêmes choses ; ce dernier, toutefois, les rapporte à l'année 763. C'est aussi la date fournie par les *Annales Rotomagenses*, transcrites par Jean Masselin au commencement du XVI^e^ siècle (6) ; par les

(1) Biblioth. munic. de Rouen, op. cit.

(2) Biblioth. Nat. de Paris, Ms. lat. 12780 (olim. Saint-Germain 580), fol. 99.

(3) *Chronic. Moissac.*, dans le *Rec. des Histor.*, tom. V, p. 69 A.

(4) *Ibid.*, p. 35 B.

(5) *Ibid.*, p. 199 B.

(6) Biblioth. Nat. de Paris, Ms. lat. 5659 (olim Bigot 416), fol. 30.

Annales Metenses (1); par une chronique anonyme rédigée en 810, et publiée par Dom Bouquet sous le titre sommaire de *Chronicon breve* (2); enfin par le *Breve Chronicon Remense*, édité par le P. Labbe (3), que reproduisent mot à mot les *Annales de Saint-Wandrille;* par le *Religieux de Saint-Denis* enfin, dans ses *Gestes du Roi Pépin*, où il s'exprime en ces termes : « En celle année (763) fu li yvers si apres, et si cruel, et si fors, que on ne recordoit mie que nus eust oncques veu si grant ni si cruel (4). » C'est la traduction mot pour mot des *Annales* d'Eginhard.

Aucun des auteurs précédents ne fait allusion à l'hiver de l'année 764; c'est à elle cependant que ces rigueurs sont attribuées par beaucoup d'autres chroniques, telles que les *Annales Francici breves*, dites aussi *Annales de Saint-Nazaire* (5); par les *Annales Francorum,* de Dom Bouquet (6) ; par le *Breve chronique de Saint-Gall* (7) ; par celles d'Hermann Contract (8) et de Lambert d'Aschaffenbourg (9); par les *Annales Fuldenses* (10). Mais les *Annales Francorum Petaviani*, c'est-à-dire les annales franques signalées

(1) *Rec. des Histor. des Gaules*, tom. V, p. 338.
(2) *Ibid.*, p. 29 A.
(3) Labb. *Nova Bibliothec. Manuscript Libror.*, tom. I, p. 359.
(4) *Rec. des Histor.*, tom. V, p. 222 E.
(5) *Ibid.*, p. 10 B.
(6) *Ibid.*, tom. V, p. 64, A.
(7) *Ibid.*, p. 359 B.
(8) *Ibid.*, p. 363 A.
(9) *Ibid.*, p. 367 B.
(10) *Ibid.*, p. 327 G.

par le P. Petau (1), et la *Très-brève chronique de Saint-Gall* (2), qui précisant le commencement et la fin de ce grand hiver, nous prouvent qu'il y a confusion avec celui de 763. Ils sont en effet d'accord avec le *Breve Chronicon* de 810, cité plus haut, lorsqu'ils indiquent que le froid sévit du 14 décembre (*XVII Kal. Januarii*) au 16 mars (*XVII Kal. aprilis*) : l'année commençant pour les uns à Noël et pour les autres à Pâques, qui en 764 était tombé le 22 mars, on peut dire que la confusion est plus apparente que réelle, et que l'hiver, commencé l'année 762, finit en 763 d'après notre comput actuel.

On ne peut nier toutefois qu'il n'y ait inexactitude dans la *Chronique de Vézelay* (3), qui, rejetant en 764 les chutes d'étoiles attribuées par les *Annales de Saint-Wandrille* à l'an 762 et par la *Chronique de Reims* à l'an 763, repousse jusqu'en 765 les grandes gelées indiquées pour l'année 762 par la *Chronique inédite Rouennaise* qui fait suite à Le Talleur. Elle aussi parle de glaces épaisses de cinquante coudées, mais les savants rédacteurs de la Table du *Recueil des Historiens des Gaules* insinuent très prudemment qu'il pourrait bien y avoir lieu de raccourcir *quinquaginta*, et de lire simplement *quinque*.

Qu'on nous pardonne cette aride discussion et cet entassement de titres et de dates, nécessaire pour expli-

(1) *Rec. des Histor.*, tom. V, p. 13 E.
(2) *Ibid.*, p. 30 E.
(3) Labb. *Nova Biblioth. Manuscript. libror.*, tom. I, p. 394.

quer à quelles difficultés se heurte l'historiographe qui veut être un peu précis. Nous nous hâtons d'arriver au siècle de Charlemagne.

L'hiver de 808, que les historiens qualifient de très mou, *mollissima* (1), fut suivi d'une épidémie qui régna sur toute l'Europe jusqu'en l'année 810; elle frappait les bœufs en même temps que les hommes et en fit périr un grand nombre.

L'hiver de 810, qui fut au contraire très dur, *durissima* (2), et qui se prolongea jusqu'à la fin de mars 811, vint heureusement purifier l'air.

Une période de dix à onze ans, que nous rencontrerons souvent dans le cours de ce mémoire, ramène, en 821, une saison rigoureuse, dont nous trouvons la description dans les *Annales* d'Eginhard : « En plusieurs lieux les semences d'automne avaient été empêchées par la persistance des pluies. A cet automne humide succéda un hiver si prolongé et si âpre que, non seulement les cours d'eau et les rivières de moyenne grandeur, mais les fleuves même les plus fameux et les plus considérables, tels que le Rhin, le Danube, l'Elbe, la Seine, et beaucoup d'autres tant de Gaule que de Germanie, furent enchaînés par une glace d'une extrême solidité. Pendant trente jours et plus des chariots pesamment chargés les franchirent aussi sûrement qu'ils l'auraient pu faire sur des ponts. Mais aussi le dégel causa

(1) *Rec. des Histor.*, tom. V, pp. 57 B, 354 D, 255 A.

(2) *Ibid.*, p. 66.

de grands ravages, surtout dans les bourgades construites sur les rives du Rhin (1). »

Dans ses *Nouvelles Annales de Paris*, publiées en 1753, Dom Toussaint Du Plessis rapproche ce passage d'Eginhard du *Livre des Miracles de Sainte-Geneviève*, écrit vers l'an 863, c'est-à-dire quarante ans à peine après les événements ; on y lit qu'à cette époque on ne pouvait visiter qu'en bateau les églises de Paris, voisines de la rivière (2). Mais le savant bénédictin est indécis sur la date à laquelle il faut rattacher le récit de l'hagiographe, et il n'ose choisir entre 834 et 821. L'an 834, selon lui, aurait été marqué par un débordement à propos duquel il renvoie aux *Annales de Saint-Bertin*. Celles-ci racontent qu'en l'an 834 le débordement des fleuves gêna considérablement les opérations militaires (3) : elles ne font, en cette année-là, aucune allusion à l'hiver. Le texte d'Eginhard, au contraire, dit clairement qu'une grande inondation fut, en 821, la conséquence du dégel. Les événements fixés par ces deux dates paraissent donc devoir être absolument distingués l'un de l'autre.

Un autre grand hiver s'intercale entre les deux ; c'est celui de 824, durant lequel des neiges abondantes et qui tombèrent longtemps occasionnèrent la mort d'un

(1) Eginhard. *Annales*, dans le *Rec. des Histor.*, tom. VI, p. 181 c. — Cf. *Magasin Normand*, IVe année, p. 154.

(2) D. T. Du Plessis, *Nouvelles Annales de Paris*, pp. 135-136. — Cf. Bolland. *Act. SS. Januar.*, tom. I, pp. 151.

(3) *Annales Bertiniani*, dans l'édition des *Scriptor. Rerum Germanic. in usum scholarum* (Hannov. 1883, in-oct.), p. 8.

grand nombre d'animaux et même de beaucoup d'hommes (1), ce que confirment les *Annales de Fulda* (2).

L'atmosphère dut subir alors un singulier refroidissement, s'il est vrai, comme le racontent Hermann Contract (3), la *Chronique Saxonne* (4) et la *Brève Chronique de Reims* (5), qu'il tomba du ciel près d'Autun un bloc de glace de deux pieds d'épaisseur sur quinze de long et sept de large. Tous ces auteurs s'expriment en termes identiques, qui témoignent d'une source commune : leur triple témoignage n'a donc pas une triple valeur.

Nithard, neveu de Charlemagne, note pour sa longueur et sa rigueur excessives l'hiver de 843 ; il fut suivi pourtant de maladies nombreuses, et la température se montra peu propice tant aux fruits de la terre qu'aux abeilles et aux troupeaux (6). Une quantité de neige énorme tomba durant une éclipse de lune, dans la nuit du 17 mars (7).

Les *Annales de Saint-Bertin* signalent de grands contrastes entre les deux hivers suivants. Celui de 844 fut généralement « fort mou », malgré quelques varia-

(1) Eginhard. *Annales*, dans le *Rec. des Histor.*, tom. VI, p. 184 C.
(2) *Rec. des Histor.*, tom. VI, p. 208 D.
(3) *Ibid.*, tom. VII, p. 225 C et 240.
(4) *Ibid.*, p. 220.
(5) Labb. V. *Biblioth. Nova Manuscript. Libror.*, tom. I, p. 359.
(6) Nithard. *Histor.*, lib. IV, dans le *Rec. des Histor.*, tom. VII, p. 32 E.
(7) *Ibid.*, p. 33.

tions survenues en février ; celui de 845 fut, au contraire, « d'une grande âpreté (1). »

En 846, un vent de bise règne pendant tout l'hiver, assurent les continuateurs du *Recueil des Historiens* (2) ; des loups parcourent et désolent surtout le Midi de la Gaule. En 849, nouvel hiver rigoureux : « Le jour de l'Epiphanie, jour du sacre de l'archevêque de Rouen, Paul, comme le fait remarquer M. l'abbé Tougard (3), le froid était si vif qu'on put passer la Seine sur la glace ; » et cela dura six semaines, affirme M. Périaux (4).

Le chroniqueur de Fontenelle, qui confirme ces indications, signale en outre un détail assez rare et particulièrement notable au point de vue météorologique : plusieurs coups de tonnerre et des éclairs, le 3 janvier 850 (5). Beaucoup de troupeaux périssent ; aussi la famine désole-t-elle l'année 851 (6).

La première partie du neuvième siècle est donc marquée par une série considérable d'hivers singulièrement durs : 810-811, 821, 824-825, 843, 844-845, 849-850. La seconde moitié du siècle fut aussi fort éprouvée, bien que moins fréquemment peut-être.

La plupart des chroniqueurs rapportent qu'en 860-861, l'hiver fut des plus cruels.

(1) *Rec. des Histor.*, tom. VII, pp. 62 et 63.
(2) *Ibid.*, tom. VIII ; Tabl. chronolog. ad ann. 846.
(3) *Géographie de la Seine-Inférieure.* Arrond. de Rouen, p. 53 note.
(4) *Hist. de la Ville de Rouen*, p. 19.
(5) *Rec. des Histor.*, tom. VII., p. 41 E, et 42 B.
(6) *Chronicon Augiense* (appelée aussi *Brève Chronique de Saint-Gall*), *ibid.*, p. 207 E.

« De novembre en avril, disent les *Annales de Saint-Bertin*, il gela et neigea continuellement : *Hiems diutina et continuis nivibus ac gelu dira, a mense videlicet Novembri usque ad Aprilem* (1). »

Les *Annales de Fulda* complètent le tableau de cette saison épouvantable : « Le temps était d'une âpreté singulière et l'hiver se prolongea plus longtemps que de coutume ; aussi fut-il des plus nuisibles pour les fruits et pour les arbres. Il tomba en beaucoup d'endroits une neige couleur de sang. La mer Ionienne fut enchaînée si fortement par les glaces qu'on vit arriver à Venise sur des chevaux et des chars des marchands qui, pour ce voyage, n'avaient jamais usé que de vaisseaux (2). »

Presque tous les chroniqueurs contemporains ont signalé cette neige sanguinolente (3) ; il n'est plus permis aujourd'hui d'y voir un simple produit d'imaginations naïves troublées par la superstition. La neige couleur de sang est un phénomène connu, scientifiquement observé, et même parfaitement expliqué par la présence d'organismes microscopiques connus sous le nom spécial de *Disceræa nivalis*. L'un des plus illustres membres de l'Académie de Rouen, M. le docteur Pou-

(1) *Annales Bertiniani* (édit. précit.), p. 53.

(2) *Annales Fuldenses*, dans le *Rec. des Histor.*, tom. VII, p. 169 B.

(3) *Chronicon Saxonicon*, *Annales Metenses*, *Chronicon Reginon.*, *ibid.* p. 217 ; — Cf. Hermann. Contract., *ibid.*, p. 473 ; *Annales Hepidanni*, dans Du Chesne, *Rerum Francic. Scriptor.*, tom. III, p. 473 ; et *Chronicon Lobiense*, dans Martène, *Thesaur. nov. Anecdotor*, tom. III, p. 1409.

chet, rappelle dans son beau livre intitulé : *L'Univers. Les infiniments grands et les infiniments petits* (1), qu'Aristote a connu la neige rouge, et qu'on la rencontre aussi bien sur les cimes des Alpes que dans les régions polaires.

Les conséquences de l'hiver de 861 furent celles de tous les hivers rigoureux ; les semences moururent en terre, les vignes périrent, le vin gela dans les tonneaux, etc., etc. Et cependant, quelques années plus tard, les *Annales de Saint-Bertin* (2) et le *Religieux de Saint-Denis* s'accordent à reconnaître que : « En cele année, qui estoit en tele Incarnation 874, fut li yvers si lons et si fors de gelées et de nois (neige), que nus hons qui lors vesquit n'avoit ainques veu si forz (3). » La neige et la gelée, ajoutent *Sigebert* (4) et la *Chronique de Reims* (5), durèrent du 1er novembre jusqu'à l'équinoxe du printemps.

En 881, la persistance des gelées, pendant une partie du printemps, rendit cette saison désastreuse, principalement pour les troupeaux. Ne trouvant point de nourriture dans les pâturages glacés, la plupart des bestiaux périrent sous l'action combinée du froid et de la faim ; d'autant que l'année précédente avait par sa stérilité empêché les cultivateurs de faire provision de four-

(1) *L'Univers,* (édition originale, 1865, in-12), p. 17.
(2) *Annales Bertinian.* (supr.), p. 125.
(3) *Rec. des Histor.*, tom. VII, p. 139 E.
(4) *Chronic. Sigebert., ibid.,* p. 252.
(5) *Chronic. Remense*, Labbe, op. cit., t. I, p. 359.

rages (1). Une famine fut la conséquence de cette mortalité.

Les *Annales de Fulda*, où sont mentionnés ces faits, attribuent également à l'an 887, un hiver très prolongé, suivi d'une épizootie dont furent surtout victimes les bœufs et les moutons; presque tous périrent en France : *Ita ut pene nulla ejusdem generis animalia in Francia relinquerentur* (2).

Une comète apparut en 892, dans le signe du Scorpion; elle fut visible près de quatre-vingts jours. Les mois d'avril et de mai furent éprouvés par une grande sécheresse; le 12 et le 16 mai, une immense gelée, *immensum gelu*, brûla les vignes et les seigles, au point de rendre la récolte à peu près nulle par toute la France, la Bourgogne et une partie de l'Allemagne. L'Anjou dut beaucoup souffrir, car ce sont les chroniqueurs de *Saint-Maixent* et d'*Angers* qui ont surtout noté ces particularités (3).

L'hiver suivant fut très dur et plus long qu'à l'ordinaire. Au mois de mars, on vit la neige tomber cinq jours de suite, formant une couche de plus d'un pied d'épaisseur. La Bavière surtout fut alors éprouvée ; on n'y pouvait plus trouver ni vin, ni moutons, ni abeilles (4).

(1) *Annales Fuldenses*, dans le *Rec. des Histor.*, tom. VIII, p. 40 ; Hermann. Contract. *Chronicon*, *ibid.*, p. 245.

(2) *Annales Fuldenses, ibid.*, p. 46.

(3) *Chronicon Malleacense*, *ibid.*, tom. IX, p. 8. ; *Chronic. Andegaven.*, *ibid.*, tom. VIII, p. 251.

(4) *Annales Fuldenses, ibid.*, tom. VIII, p. 54.

De l'ensemble des récits que nous venons de résumer on est en droit, ce nous semble, de conclure que le neuvième siècle fut, pour presque toute l'Europe, un siècle dur et calamiteux. Le silence des historiens paraît au contraire favorable au siècle suivant, où peu d'hivers sont signalés pour leur rigueur exceptionnelle.

En 944, le mardi de Pâques (16 avril), note la *Chronique d'Angers*, au chant du coq, se produisit un tremblement de terre ; le 28, la gelée brûlait toutes les vignes (1). La *Chronique de Saint-Maixent*, place cette gelée au 1er mai (2). Tout l'été la pluie tomba (3).

Flodoard attribue à l'an 964 un hiver âpre et prolongé jusqu'aux Calendes de février (4). La *Chronique de Reims* n'en fait aucune mention, mais elle signale, dix ans plus tard, une gelée qui se prolongea depuis les Calendes de novembre jusqu'à l'équinoxe du printemps (5) ; malgré l'appoint des *Chroniques de Liège* et de *Lobio*, qui de même donnent la date de 975 ou 974 (6), nous ne pouvons ne pas être frappé de la similitude des détails indiqués ici avec ceux que déjà nous avons signalés juste un siècle auparavant, en 874. Il y a sans doute confusion dans les chroniques les plus jeunes.

Nous savons, par *Sigebert*, qu'il tomba beaucoup de

(1) *Chronicon Andegavense, ibid.*, p. 252.

(2) *Chronic. Malleacense, ibid.*, tom. IX, p. 8 E.

(3) *Chronic. Hepidanni*; dans Du Chesne, *Rerum Francic. Script.*, tom. III, p. 475.

(4) Flodoard. *Chronic.*; dans le *Rec. des Histor.*, tom. VIII., p. 213.

(5) *Chronic. Remense, ibid.*, tom. IX, p. 39.

(6) *Ibid.*, p. 98.

neige en 989, et qu'une pluie presque continuelle rendit tout à fait impossible l'ensemencement d'automne (1).

L'an 1000, si redouté d'avance, ne paraît avoir amené aucune perturbation grave dans la température européenne : les vingt premières années du onzième siècle s'écoulent de même sans laisser la trace d'aucun froid extraordinaire.

Mais en 1020, la saison est si dure et l'hiver si prolongé que beaucoup de gens périssent. Une grave épidémie succède à cette première épreuve et porte soudain la terreur dans presque tout le monde connu. La mortalité est « inouïe » ,dit la *Chronique de Lausanne* (2). En outre un tremblement de terre, indiqué au 13 mai par la *Chronique Saxonne,* vient augmenter la terreur (3).

1043 avait amené la famine : l'hiver en augmente l'horreur. Une grande gelée sévit trois mois, du 1er décembre au 1er mars (4). La peste ravage les troupeaux, la neige détruit une grande partie des vignes et stérilise tous les fruits (5). Elle tombe plus abondante encore en l'année 1067 jusqu'à écraser de son poids les splendides forêts de l'Ouest : *Nix in Occidente tanta cecidit*

(1) Sigebert. *Chronic.*, *ibid.*, tom. X, p. 216.
(2) *Ibid.*
(3) *Chronicon Saxonic.*, *ibid.*, tom. X, p. 231.
(4) *Chronic. Lobiens.*, *ibid.*, tom. XI, p. 415.
(5) Hermann Contract. *Chronicon*, *ibid.*, pp. 19 et 425. — Cf. *Chron. Reg. S. Pantaleon. Ibid.*, p. 425.

ut silvas frangeret (1). Hermann Contract, qui rapporte à l'année 1057 ces neiges abondantes et la perte des vignes, ajoute que la même année on vit tomber du ciel, avec la grêle, d'énormes pierres (2) ; plusieurs personnes furent foudroyées. Ces rapprochements pourraient fournir aux météorologistes la matière d'études curieuses.

Le même auteur note qu'au printemps de l'année 1063 on vit, vers le milieu d'avril, se produire comme un hiver tardif d'une violence extrême. Le vent, qui soufflait en raffales, faisait tourbillonner la neige ; beaucoup d'oiseaux et de bestiaux périrent dans ces tourmentes.

L'hiver de 1067 commença vers la saint Brice (13 novembre) nous apprend la *Chronique de Reims* (3), et il se prolongea jusqu'à la fête de saint Grégoire, c'est-à-dire jusqu'au 12 mars, date fatale, qu'on retrouve plusieurs fois dans les annales de la météorologie. Cinq mois de souffrances, succédant à la conquête et au partage de l'Angleterre par les hardis compagnons de Guillaume de Normandie, achevèrent de ruiner les malheureux Anglo-Saxons ; ils n'avaient même pas la ressource de se réfugier dans le Nord, car les Scots les pressaient autant que les Normands. Aussi en arrivèrent-ils à ce point de dénuement et de misère, que les *Nouvelles Chroniques de Normandie,* publiées par M. Chéruel,

(1) *Chronic.* Lamberti Parvi, *ibid.*, tom. XI, p. 294 ; Cf. Sigebert, *ibid* , 426 ; et *Chronic. Remense*, *ibid.*, p. 291.

(2) *Ibid.*, tom. XI, p. 22.

(3) *Chronic. Remense, ibid.*, p. 291.

assurent qu'ils se virent réduits à se nourrir de chair humaine (1).

L'hiver de 1069-1070 est signalé par Bertold de Constance comme venteux et pluvieux (2), et par Lambert d'Aschaffenbourg comme ayant fait grand tort aux vignes et aux arbres des forêts; mais les souffrances de la vigne n'eurent que des suites passagères, car, dès l'année suivante, elles produisirent avec tant d'abondance que, dans beaucoup d'endroits, on put à peine suffire à la vendange (3).

« En 1074, le sixième jour avant les Calendes de février (c'est-à-dire le 27 janvier), raconte à ce propos Lambert d'Aschaffenbourg, il apparut au ciel un signe merveilleux. Au lever du soleil, deux colonnes se montrèrent, l'une à sa droite, l'autre à sa gauche ; leur couleur était celle de l'or, et leur éclat resplendissant se maintint jusqu'à ce que l'astre se fut élevé de quelques degrés au-dessus de l'horizon. Pendant la nuit précédente, un certain nombre de personnes avaient, au premier chant du coq, remarqué la présence d'un arc-en-ciel. Le froid était alors très vif et l'hiver tellement sec que, non seulement, les fleuves étaient couverts de glaces, mais qu'on eût dit à les voir qu'ils étaient complètement transformés en glaciers. Aussi les troupes souffrirent-elles énormément de la faim, car l'état des cours d'eau avait réduit tous les moulins à la plus stricte

(1) *Normanniæ nova chronica (Chronicon triplex et unum)*, p. 7.

(2) Berthold. Constantiens. *Chronicon.*, dans le *Recueil des Histor.* tom. XI, p. 24 ; Cf. *Chronic. Lobiens*, *ibid.*, p. 416.

(3) Lambert. Schafnaburgens. *Chronic.*, *ibid.*, pp. 62-63.

impuissance, et il était impossible de convertir en farine même le peu de froment que l'on pouvait encore trouver (1). »

Ce froid si vif aurait duré du 1er novembre au 15 avril, si l'on acceptait le chiffre de la *Chronique abrégée de Saint-Martin de Tournai* (2); mais ici encore il paraît y avoir eu confusion, car ces dates extrêmes sont celles que la plupart des autres chroniqueurs appliquent à l'an 1076 (3). Peut-être aussi ce grand hiver est-il celui que la *Chronique de Saint-Colombe de Sens* attribue à l'année 1077 ; cette chronique se borne cependant à dire que le froid dura du 1er novembre au 15 mars (4). Il arrive assez fréquemment à ces vieux auteurs de chroniques de s'embrouiller dans le calendrier romain et de prendre, par exemple, les calendes d'avril pour des jours du mois d'avril même.

Quoiqu'il en soit, *Lambert d'Aschaffenbourg* assure qu'en 1076, on put traverser à pied sec le Rhin, entièrement congelé, et cela depuis le 11 novembre, jour de la Saint-Martin d'hiver, jusque vers le 1er avril (5). On conçoit que par un tel temps les vignes aient été gélées « presque jusqu'à la racine ».

La *Chonique de Verdun* parle aussi de gelées qui

(1) Lambert. Schafnaburg., *ibid.*, p. 65.

(2) *Breve Chronicon. S. Martini Tornacen.*, dans Martène, *Thesaurus novus Anecdotorum*, tom. III, col. 1453.

(3) *Normanniæ nova Chronica*, p. 7; *Chronicon Leodien*, dans le *Rec. des Histor.*, tom. XI, p. 203.

(4) *Chronicon. Senonic. S. Columbæ, ibid.*, p. 293.

(5) Lambert. Schafnaburgen. *Chronicon*, *ibid.*, p. 67.

durèrent quatre mois ; mais les vignes résistèrent et les vendanges furent précoces ; elles se firent au mois d'août, tant l'été fut chaud et sec (1).

Les fleuves gelèrent de nouveau en 1091, d'après l'écrivain anglais *Guillaume de Malmesbury*, et les pluies furent excessives (2). Mais qu'est-ce que cela auprès des étonnants prodiges dont la Prusse fut le théâtre précisément cette année-là ?

« Dans les pays teutoniques, affirme Bertold de Constance (3), il plut de la chair et du sang ; on vit pêle-mêle tomber du ciel des crapauds et des poissons ; des gens digne de foi, et en grand nombre, assuraient l'avoir vu eux-mêmes. Ailleurs, en Allemagne, on vit saigner des pains (4) ; et certes il n'est pas étonnant que les témoins de ces merveilles aient cru y voir le présage de grands changements dans l'Empire. »

Ne nous hâtons pas trop de rejeter dans le domaine des fables ces narrations merveilleuses. Si l'on n'a pas encore scientifiquement constaté des pluies de chair, ni des hémorragies de pain ; si l'on a cru pouvoir expliquer les pluies de sang, en niant que ce fut du sang, des observations toutes récentes, des constatations officielles suivies d'enquêtes scientifiques, semblent, une fois de plus, donner raison au moyen age contre ceux qui l'accusent de naïveté ou d'hallucination.

(1) *Chronic. S. Vitoni Virdunens., ibid.*, p. 413.

(2) Willelm. Malmesbur., *De rebus gestis Regum Anglorum*, dans Savile, *Rerum Anglicar. Scriptor.* (1596, in-fol.), fol. 70 verso.

(3) *Rec. des Histor.*, tom XI, p. 26.

(4) *Ibid.*

Toute la presse a raconté que, le 15 mai de l'an de science 1890, une pluie de sang a été constatée dans les États napolitains, au village de Missigradi, à une lieue environ d'Oppido-Mamertino (1) : à deux reprises, et à une demi-heure d'intervalle, une légère pluie de sang, sous forme de gouttelettes luisantes, est tombée sur des personnes, des pierres, des feuilles, des tiges, etc. Les carabiniers royaux (les gendarmes du pays) dressèrent procès-verbal des faits. Eux-mêmes avaient reçu du sang sur leurs mains étendues. Il ne s'agissait pas de neige ou d'eau plus ou moins colorées par un mélange d'infusoires microscopiques ; des pierres et des feuilles, recueillies par l'Observatoire local d'Oppido-Mamertino, ayant été envoyées à Moncalieri et soumises à l'analyse, on constata chimiquement que les gouttelettes desséchées offraient tous les caractères du sang : aspect physique, odeur lors de la combustion, résidu ferrugineux, cristaux d'hématine enfin, qui ne permettent aucun doute. L'analyse microscopique permit même d'aller plus loin : les globules affectaient la forme de *nuclei ;* ce sang était *du sang d'oiseau*. Et cependant pas un volatile blessé

(1) V. le journal le *Patriote de Normandie*, du 9 février 1891 ; l'article est résumé du *Journal des Débats* qui, entre autres témoins, cite le R. P. Denza, directeur de l'Observatoire de Moncalieri, M. Viridia, directeur de l'Observatoire local d'Oppido-Mamertino, et les chimistes de l'École d'hygiène publique de Rome. — Cf. *Histoire miraculeuse des eaux rouges comme sang tombées dans la vallée de Sens et ses environs le jour de la grand Feste-Dieu dernière, 1617. Extraits d'une lettre de maistre Thomas Mont-Sainct, maistre chirurgien en ladicte ville à un sien amy, à Paris. A Paris, chez S. Moreau, dans la Cour du Palais. M. DC. XVII, 14 pp.* in-12. (Catalogue Saffroy, mars 1888, réimpression).

ne s'était abattu durant le phénomène sur la vaste surface de deux kilomètres carrés que le sang avait maculée. Le fait demeure inexplicable; il n'en est pas moins constaté par des témoins dont le *Journal des Débats* notamment a cité les noms, bien connus dans le monde scientifique, sans qu'ils aient exigé de lui aucune rectification.

Est-il besoin de rappeler ici que les pluies de poissons et de grenouilles sont des faits très connus et dont on ne peut plus douter. En cette même année 1890 (1), la ville d'Yvetot a vu une pluie de grenouilles; et il nous souvient parfaitement d'avoir, dans notre enfance, à la suite d'une forte averse, rencontré des milliers de petits batraciens noirs, sautillant, cherchant des abris, sur la route départementale de Sainte-Gertrude, à Caudebec-en-Caux, à l'entrée de cette dernière ville. C'étaient évidemment les hôtes du *Marais* voisin, qu'un impétueux tourbillon avait entraînés dans les airs.

Qu'on nous pardonne cette digression, nous revenons à nos..... frimas.

Aussi bien notre travail va-t-il entrer dans une phase nouvelle. Nous n'avions pour guides au début que des poètes ou des naturalistes; puis, à partir du cinquième siècle, des chroniqueurs généralement très brefs. Dès le

(1) Yvetot a revu une pluie de grenouilles le lundi 22 juin 1891 ; voir l'*Abeille Cauchoise* du 25 et le *Patriote de Normandie* du 26 juin.

La fréquence de ce phénomène peut s'expliquer par le voisinage de la vallée de Sainte-Gertrude et des vastes alluvions marécageuses de la Seine en face de Caudebec, précisément au sud d'Yvetot, c'est-à-dire dans la direction des pluies tièdes et abondantes.

douzième nous rencontrons des *historiens* vraiment dignes de ce nom.

M. L. Delisle a signalé l'hiver très rude de l'année 1115 (1), sur laquelle l'écrivain anglais Roger de Rovereden fournit quelques renseignements. « Presque tous les ponts d'Angleterre furent, dit-il, enlevés par les glaces (2). » Peut-être le grand pont de Rouen subit-il le même sort, car ce fut peu de temps après (1145) que l'impératrice Mathilde s'occupa de remplacer une vieille passerelle de bois signalée dès le neuvième siècle par une construction en pierres (3). Le supplément de Sigebert, rédigé à Blandigny, note, au 12 mars, une éclipse de lune que les calculs astronomiques renvoient au 10 février ; il ajoute que la gelée finit le 24 du même mois (de février) : elle avait commencé dès le 22 décembre (4).

Roger de Hoveden ajoute qu'en 1117, un orage épouvantable éclata le 1er décembre. Le tonnerre et les éclairs furent accompagnés de torrents de pluie et de grêle. Le 11 du même mois, la lune avait paru sanglante, puis elle s'était couverte de ténèbres (5).

En 1125-1126, dit Guillaume de Nangis : « l'hiver fut plus mauvais *(acerbior)* que de coutume et l'accumulation des neiges, qui tombèrent souvent du ciel, le ren-

(1) L. Delisle, *Études sur la condition de la classe agricole*, p. 362.

(2) *Rerum Anglicarum Scriptores* (Savile, 1596), fol. 271².

(3) N. Périaux, *Dictionn. indic. des Rues et Places de Rouen*, verbo Ponts, p. 468.

(4) *Rec. des Histor.*, tom. XIV, p. 16 c.

(5) *Loc. cit.*

dit affreux et pénible. Beaucoup de pauvres, de femmes, d'enfants, furent victimes de ses rigueurs. Dans les viviers, les poissons mourraient étouffés par la glace ; car telle en était l'épaisseur et la résistance qu'on y faisait passer des chariots pesamment chargés et qu'on y chevauchait aussi bien que sur terre. Dans le Brabant, chose étrange ! on vit d'innombrables anguilles quitter les marécages glacés pour se cacher dans les fenils ; mais la rigueur extrême du froid les y fit périr et pourrir. La mortalité fut grande aussi sur les animaux domestiques. A l'hiver proprement dit succédèrent des intempéries qui ramenèrent alternativement des neiges, des pluies, des gelées, et cela jusqu'à la mi-mars. Ce fut à peine si les arbres commencèrent à verdoyer au mois de mai ; ce fut à peine si l'herbe et le gazon reprirent alors quelque vigueur. Puis l'eau du ciel recommença à tomber presque sans trève pendant les mois qui suivirent, et gâta toutes les semences : le seigle et l'avoine trompèrent donc l'espérance du cultivateur. En même temps le feu sacré dévorait les populations (1) ». Mais ce dernier article sort de notre sujet, et demanderait trop de développements (2).

(1) Guil. de Nangis. *Chronicon continuat.* (Edit. de la Soc. de l'Hist. de France), tom. I, pp. 14-15.

(2) C'est surtout dans Sigebert, sous la date de 1090, que l'on trouve de curieux détails sur cette maladie célèbre qu'on nommait *le feu sacré*, ou encore *le mal des ardents*.

La Société académique de l'Aube l'a particulièrement étudiée en 1864 et l'un des plus savants membres de cette laborieuse Compagnie, M. le chanoine Coffinet, en a parfaitement décrit les caractères et résumé les développements dans ses intéressantes *Recherches historiques et archéolo-*

La *Chronique de Mortemer* confirme, en deux mots seulement, le témoignage de Nangis : « L'hiver, dit-elle, fut très âpre et la famine cruelle : *Hiems asperrima et fames valida* (1) ».

Anselme de Gembleux et le moine de Blandigny signalent la précocité de l'hiver de 1128. Il commença à geler en septembre ; le dégel ne se produisit qu'au commencement de janvier 1129 (2).

« Deux ans avant la mort du roi Henri I, raconte Orderic Vital, il advint une chose merveilleuse. Dans la nuit des Saints-Innocents la neige tomba soudain avec tant d'abondance que nul homme ne se souvenait d'en avoir vu de telles quantités, ni même d'avoir entendu dire qu'on en eût jamais constaté autant. Cette neige obstrua l'entrée des maisons, couvrit la surface des chemins, nivela les monts et les vallées, étouffa les oiseaux et les autres animaux, engloutit même des hommes, et rendit ce jour-là l'accès des églises impossible à une multitude de fidèles (3) ».

giques sur les attributs de Saint-Antoine (*Mémoires de la Soc. Académique de l'Aube*, tom. XXVIII, pp. 134 et suiv.).

M. le docteur Bacquias fit justement observer, à ce propos, dans ses *Recherches historiques et nosologiques sur les maladies désignées sous le nom de Feu sacré, Feu de Saint-Antoine, Mal des Ardents*, etc. (*ibid.*, pp. 365-377), qu'on a confondu sous ces noms des maladies bien différentes, mais que le feu de Saint-Antoine doit être assimilé plus particulièrement à *l'ergotisme gangreneux*, maladie endémique due à l'usage habituel ou trop fréquent de pain de seigle de mauvaise qualité. — Cf. *Mém. de l'Acad. royale de Médecine*, ann. 1777-1778, p. 587.

(1) Bibl. nat. de Paris, ms. lat. 4863, fol. 93.

(2) *Rec. des Histor.*, tom. XIV, p. 18 c.

(3) Ord, Vital, *Histor. Ecclesiast.*, lib. VI (Ed. de la Soc. de l'Hist. de France, tom. III, p. 120).

La nuit des Innocents (c'est-à-dire la nuit du 28 au 29 décembre), intéressait d'autant plus Ordéric que le 29 était la fête de Saint-Evroult, patron du monastère où résidait notre historien. Cette solennité se trouvait ainsi compromise.

Cependant un Breton, nommé Geoffroy, qui habitait le village de Corbon et aimait à se rendre aux grandes fêtes de l'abbaye d'Ouche, se mit audacieusement en route, malgré la neige. Chargeant une jument de pains de seigle qu'il destinait aux religieux, et prenant avec lui son fils, il arriva jusqu'aux bords de la Risle, qu'il comptait passer à gué, car elle n'avait pas de pont; mais ce ne fut que par miracle qu'ils purent traverser la rivière, au grand péril de leur vie, et gagner le monastère.

Le pain de seigle fut précieux pour les moines en cette occasion; car, dit ailleurs Orderic : « On ne pouvait se procurer les choses nécessaires à la vie, par suite de l'obstruction des routes par la neige, qui, en certains endroits, empêcha les prêtres eux-mêmes de pénétrer dans leurs églises. Six jours plus tard (par conséquent le 3 janvier 1134), un vent doux fit fondre la neige. Une immense inondation se produisit aussitôt; les fleuves s'enflèrent au point de sortir de leur lit, causant partout de grands dégâts, interceptant les communications, chassant les hommes de leurs demeures envahies; d'énormes meules de foin furent enlevées des prairies; des tonneaux remplis de vin et d'autres vases à provisions, des meubles de tout genre et de tout prix furent emportés au loin; en sorte que les uns se désolaient

de leurs pertes, tandis qu'ailleurs on se réjouissait d'aubaines inespérées dont on ignorait l'origine (1). »

Telle fut la rigueur de l'hiver de 1149-1150, qu'en Normandie, plusieurs personnes eurent les membres gelés. Robert de Torigny nous apprend que le froid fut horrible durant trois mois; on ne put travailler la terre qu'au printemps; aussi l'année fut-elle absolument stérile (2).

Le même auteur mentionne les gelées et les neiges de l'année 1176, qui durèrent depuis Noël jusqu'à la Purification (3). La veille de Pâques (3 avril), un ouragan violent éclata sur le Midi, déracinant les forêts et renversant les maisons (4).

La saison hivernale ne fut pas moins inclémente en 1179; elle commença vers l'octave de Noël et dura jusqu'à la Chandeleur (1er janvier-2 février). Il s'ensuivit une grande inondation dans le Maine et dans l'Anjou (5). La *Chronique de Savigny* ajoute que beaucoup d'arbustes et de vignes périrent alors (6).

Les débuts du XIIIe siècle furent singulièrement rigoureux.

(1) *Ibid.*, Part. III, lib. XIII, § 6; Migne, *Patrol. Latin.*, tom. CLXXXVIII, col. 939.

(2) Robert. de Torign. *Chronicon*. (Ed. de la Soc. de l'Hist de Norm.), tom. I, p. 252; Farin, *Hist. de la Ville de Rouen* (éd. 1738), tom. I, pp. 521 et 526.

(3) Rob. de Torign., *ibid.*, p. 60, et note de M. L. Delisle.

(4) *Ibid.*, p. 61.

(5) *Ibid.*, pp. 80-81 et note.

(6) *Chron. Savigniacense*, dans Baluze, *Miscellanea* (édit. in-fol.), tom. II, p. 327; cf. *Rec. des Histor.*, tom. XII, p. 781.

Le *Chroniqueur de Mortemer* relate d'abord, en 1205, un premier hiver des plus durs qui sévit trois mois et plus (1). M. Léopold Delisle en fixe le début au 5 décembre 1204, et la fin au 31 mars (2). La mortalité fut extrême, sur les brebis surtout, plus sujettes (paraît-il) que beaucoup d'autres animaux aux maladies de poitrine ; beaucoup d'oiseaux sauvages succombèrent également. Les semailles ayant été faites dans de mauvaises conditions, ou n'ayant pu avoir lieu, une famine en fut la triste conséquence (3).

Cinq ans plus tard, nouveaux malheurs. « L'an mil deux cent dix, écrit Jean Nagerel d'après les *Annales de Rouen*, la nuict ensuyvant du jour de Pâques, le feu brusla Sainct-Cande-le-Vieil et Sainct-Denis, à Rouen ; et n'y demoura guères de maisons.

« Ce dict an fut une si griesve gelée, laquelle dura par deux mois ; et le froment, lequel estoit semé, fut perdu ; et à peine peut-on recueillir la semence qu'on avoit semée (4). »

En 1218, le troisième jour avant les Calendes d'octobre (c'est-à-dire le 27 septembre), une gelée blanche des plus violentes se produisit pendant sept jours consécutifs. Presque tous les raisins, que l'on était alors en train de vendanger, furent gelés et complètement gâtés.

(1) *Chronicon Mortui-Maris* dans Martène, *Thesaurus Anecdotor.*, tom. III, col. 1449 ; cf. *Rec. des Histor.*, tom. XVIII, pp. 342 et 354.

(2) L. Delisle, *Études sur la condit. de la classe agricole*, p. 636.

(3) N. Périaux, *Hist. de la Ville de Rouen*, p. 78.

(4) J. Nagerel, *Descript. du pays et duché de Normandie* (Le Mégissier, 1589), fol.

Un mois plus tard, le troisième jour avant les calendes de novembre (28 octobre), une dure gelée sévit sans aucune interruption jusqu'au jour de Saint-Nicolas (2 décembre) ; la neige tombait fréquemment ; toutes les routes devinrent impraticables, la boue s'étant changée en glaces raboteuses ; les étangs et les plus grands fleuves, tels que la Seine et la Loire, furent gelés et solidifiés. Les vents d'ouest ayant forcé durant un court intervalle la température à fléchir, le vent du nord reparut tout à coup plus glacial que jamais ; alors une gelée continuelle et des neiges presque sans trêve se produisirent jusqu'au milieu de mars ; à cette époque, enfin, la gelée proprement dite s'apaisa, mais le froid se maintint quand même par suite de vents intolérables, si bien qu'à la mi-mai quelques épis clairsemés se montraient seuls dans les champs, et quelques pampres étiolés apparaissaient à peine sur les vignes. « J'ai vu de mes propres yeux, écrivait Guillaume le Breton, auquel nous empruntons ce tableau désolant, j'ai vu nombre de champs dans lesquels la moisson future avait si complètement péri qu'il fallut les labourer et les ensemencer une seconde fois (1) ».

Les suites d'un pareil hiver ne pouvaient qu'être désastreuses : aussi le même historien fournit-il de nouveaux détails à quelques pages de ceux-là : « La rage des vents d'Ouest persévéra sans intervalles pendant tout le mois de mars et pendant celui d'avril, et quoique

(1) Guillelm Armoric. *De Gestis Philippi Augusti*, dans le *Rec. des Histor. des Gaules*, tom. XVIII, pp. 112 E et 113.

les champs labourés, les prairies, les hameaux et les places publiques fussent absolument desséchés par leur souffle. Bien que la pluie ne tombât pas, les fleuves, contre toutes les lois ordinaires de la nature et malgré l'état apparent de l'atmosphère, grossirent leurs eaux et envahirent les prés, les bosquets, les lieux habités, les vignes et les champs voisins de leur lit, non sans un grand dommage pour les cultivateurs ; car l'inondation se maintint durant tout le mois d'avril et jusqu'au milieu de mai. A Paris même, un nombre infini de maisons étaient assiégées par les ondes, au point qu'on n'y pouvait accéder qu'en bateau ; le Petit-Pont, inondé, était encore impraticable peu de jours avant le 15 mai. Vers la fête de saint Jean (24 juin) et jusqu'à l'entrée du mois d'août (*usque ad gulam Augusti*), il ne cessa de pleuvoir ; aussi ne put-on moissonner, ni vendanger que fort tard ».

Comment dès lors s'étonner que : « la vendange de 1219 ne se soit faite que très difficilement. Il avait continuellement plu au temps de la floraison ; une grande gelée blanche survint à la fin d'août, le jour de la pleine lune. A la fin de septembre, au temps même où d'ordinaire les grappes sont recueillies, il gela fortement l'espace de trois semaines ; les fruits, qui n'avaient pas mûri, furent alors recouverts d'une couche épaisse de neige, et cela pendant plusieurs jours ; le vin fut entièrement perdu dans presque tout le royaume de France. Car, lorsqu'on put enfin cueillir les grappes, celles-ci étaient tellement brûlées qu'elles ressemblaient à de la pulpe déjà passée par le pressoir : *usti erant*

quod nihil aliud esse videbantur quam artinum torculari jam pressum. Aussi, conclut Guillaume le Breton, n'ai-je vu personne qui se vantât d'avoir recueilli le quart du vin qu'il eût pu espérer, fût-ce même à l'état de verjus : *vini viridis et immaturi* (1). »

Enfin les pluies recommencèrent, pour ne cesser qu'au 1er février ; en sorte que l'inondation fit croûler de toutes parts les berges des étangs, les ponts et les moulins, et même nombre de maisons (2).

Ainsi, la mauvaise saison avait duré quinze mois presque sans interruption, de la fin du mois d'octobre 1218 au commencement de février 1220. Il ne nous souvient pas d'avoir rencontré dans l'histoire une seconde période d'intempéries aussi tristement prolongées.

C'est à peine si la culture eut le temps de se reposer d'une épreuve aussi désastreuse. L'hiver de 1223-1224 ne fut pas moins ruineux pour elle.

On lit dans le *Breve Chronicon Remense* (3) que, le 6 août 1223, tandis que l'archevêque de Reims, Guillaume de Joinville, sacrait le roi Louis VIII et la reine Blanche de Castille, en présence de Jean de Lusignan, roi de Jérusalem, des pairs de France et de nombreux barons, une pluie torrentielle commença à tomber ; elle continua, faisant de tels ravages que presque toutes les moissons qui se dressaient dans la campagne furent couchées sur le sol et pourrirent : les vignes ne purent arriver à une maturité suffisante.

(1) *Ibid.*, p. 113 B.

(2) *Ibid.*, pp. 113 E. et 114.

(3) *Rec. des Histor.* tom. XVIII, p. 700.

La *Chronique de Liége* indique, comme limites extrêmes de ce désolant hiver (1), la Saint-Denis (9 octobre) 1223 et la Saint-Marc (25 mars) 1224.

Les *Annales de Rouen* insistent plus particulièrement sur les bourrasques violentes qui marquèrent cette période, et qui, non seulement firent verser les blés, mais jetèrent bas plusieurs clochers de France et de Normandie. Elles ajoutent que, cette année-là, il y eut grande famine en tous pays et notamment en France. Mais le naïf chroniqueur ajoute avec empressement que, grâce à Dieu, il n'a pas entendu dire que personne soit mort de faim : « *Sed, Deo gratias! nullum audivimus fame interiise* (2). »

Juste dix ans plus tard (1232-1233), nouvelle saison des plus rudes (3). La gelée commence à Noël et dure, presque sans répit, jusqu'au jour de la Chandeleur (25 décembre 1232 — 2 février 1233).

La fin de ce siècle paraît avoir été moins éprouvée. Les vignes, cependant, gelèrent encore en 1258, et la vendange fut retardée presque jusqu'à la Toussaint. Puis, vers la Pâques 1259, la peste ravagea Paris où, peu avant la vendange, les vins se vendirent jusqu'à quatre deniers, dit une *Chronique Parisienne anonyme* que nous a seul conservée un manuscrit du musée Britannique (4).

(1) *Ibid.*, p. 666.

(2) *Rec. des Histor. des Gaules*, tom. XVIII, p. 362 D.

(3) L. Delisle, *Études sur la condition de la classe agricole en Normandie, au Moyen-Age*, p. 637; cf. A. Chéruel, *Normann. Nova Chronica*, p. 20.

(4) Ms. Cotton. Vespasien. DIV, cité par M. L. Delisle. *Notes sur quelques manuscrits du musée Britannique*, p. 7.

1260 était une année bissextile. L'hiver en fut assez doux ; mais tandis qu'on s'en réjouissait, dit la *Chronique de Savigny*, une gelée imprévue se produisit au mois d'avril sous l'action d'un fort vent du Nord, et, vers le milieu du mois, la grêle et la neige apparurent. La neige, qui couvrait le sol, causa d'autant plus de surprise qu'on n'en avait point vu d'hiver (1) et qu'à peine avait-il gelé jusqu'à ce malheureux jour, dont les conséquences furent fatales pour les vignes de Vernon et de l'Ile de France ; elles furent fort maltraitées et la plupart périrent, dit la *Chronique de Rouen* (2).

En 1281, vers l'octave de l'Épiphanie, a noté Philippe Josse dans son *Journal historique* (sans doute d'après un vieil auteur rouennais), « les eaux furent si grosses que la rivière monta plus de six pieds au-dessus de la chaussée de Martainville, et après une merveilleuse gelée fut, qui dura jusques à Noël (3) ».

M. Nicétas Périaux ajoute que : « Aux pluies de janvier succéda un froid très rigoureux, et la gelée se prolongea jusqu'au mois d'avril (4) ».

Le treizième siècle fut donc généralement humide, et les agriculteurs eurent fort à en souffrir.

Dès son début le quatorzième siècle se distingua par sa froidure.

(1) *Chronic. Savign.*, dans Baluze, *Miscellanea*, tom. L, p. 329.
(2) *Normann. nova chronica*, p. 26.
(3) Sarrazin, *Abrégé d'un journal historique de Rouen*, p. 17.
(4) N. Périaux, *Hist. de la Ville de Rouen*, p. 105.

En 1301, lisons-nous dans la *Chronique inédite de l'abbaye de Saint-Wandrillé* : « Une comète apparut vers la fête de Saint-Michel, et aussitôt la guerre éclata dans les Flandres ; elle entraîna la perte de la milice française dans le cours de l'année suivante ». L'auteur fait ici allusion à la fameuse défaite de Courtrai.

La comète qu'il rend responsable de si funestes conséquences s'était montrée pendant un mois dans le signe du Scorpion ; la même année, « il y eut en décembre un froid extraordinaire ».

C'est seulement à l'hiver de 1302-1303 que M. Léopold Delisle attribue cette rigueur (1). Un poète contemporain, Godefroy, dit de Paris, dépeint ainsi, dans sa *Chronique Métrique* la même saison hivernale :

La nuit de Nouuel, en cel an,
Fist-il se très grand froid à pan
Que vins gelèrent ès toniax.
Cel an moururent les aingniax,
Brebis et autres bestes grosses,
Es chans, et ès tas, et ès fosses,
Et ès villes et par dehors ;
Et en leurs lits trouvoit-on morts
Les gens par angoisse de froit ;
Et partout tant de nef (neige) avoit
Qu'oncques mès tant n'en fut trouvée.
Toute rivière fu gelée ;
Par dessus, sèntiers et chemins
Où l'en charioit blez et vins.
Et, quant ce vint au desgeler,
Que glaçons convint charier,
Tout ce que devant elz trouvoient
Versoient outre et trébuchoient.

(1) *Étude sur la condition de la classe agricole.* p. 639.

Lors fu minte grand nef partie,
Et mainte autre marchéandie,
Sans mètre ne fère requeurre.
Oncques mès l'on ne vit tel eurre ;
Dont marchéans déséritez
Furent du leur, c'est véritez,
Et demourèrent orphelin.
Cel an, trébucha maint moulin
Qui tout yver n'avoit moulu,
Que le giel lor avoit tolu ;
Si gaingnièrent moulins à vent
Plus que n'avoient fet devant ;
En un an moulins à chevax
Refurent lors en leur aviax ;
Si gauingnan cel an qui pot,
Et ne mie chascun qui vot (1).

Nouvelles gelées en 1304 :

Cel an, fu terre damagiée,
Et de froideur et de gelée.
Allèrent par dyverse terre
Povre gent pour leur vie querre,
Ne se savoient que devenir,
Ne se povoient soustenir.
Si fu faute de vin, de pain,
Et de tous fruits ; et por la fain
Mourut-il mainte povre gent.
Lors furent à marchié sergent
Qui ne quéroient que leur vivre
Por estre de la faim delivre (2).

Le temps n'a pas plus de clémence en 1306-1307.

« Environ ce temps » raconte la *Chronique manuscrite anonyme* qui fait suite à l'édition des *Chro-*

(1) Godefroy de Paris. — *Chronique Métrique* dans le *Panthéon Littéraire* de Buchon, pp. 66-68.

(2) *Ibid.*, pp. 89-90.

niques de Normandie de Guillaume le Talleur (1), « il y eut habondance d'eaues. Et avant que peussent descroitre, ilz furent gelées ; et quant vint au desgel, tant maisons [que] pontz et moullins tresbuchèrent, et en grève moult de bateaux chargés périrent. »

Godefroy de Paris en témoigne également :

L'année mil trois cens et sept,
En avril, fit-il si grant froist
Que vignes en borjons gelèrent
Ne riens cel an ils ne portèrent ;
Dont maintes lors l'eave burent,
Qui puis en septembre morurent ;
Ainsi en fu la vérité.
Si en fu la mortalité,
En cel an, sur les hommes grant.
Li physicien grandement
Lors guaingnèrent : qui ne purent
En cel an vivre celz mouirent (2).

En 1308, la pluie et les vents causèrent de grand dégâts, d'aprés la *Chronique* précitée.

Le froid ne tarda pas d'ailleurs à se faire sentir de nouveau. Ecoutons le continuateur de Guillaume de Nangis :

« Cette année là (1315), à partir de la mi-avril jusqu'à la fin de juillet ou environ, des torrents de pluie tombèrent presque continuellement, et un froid insolite régna pendant l'été *(frigusque æstivo tempore insolitum)*. Aussi, ni les moissons, ni les vignes n'arri-

(1) V. l'exemplaire de la Bibl. munic. de Rouen ; additions manuscrites, fol. 10, verso.

(2) Godefroy de Paris, *op. cit.*, p. 130.

vèrent à maturité convenable ; et c'est pourquoi, durant presque tout le mois de juillet, on fit de pieuses processions dans lesquelles le clergé s'associait au peuple (1) ».

Le rimeur parisien ne pouvait négliger d'en tracer le tableau ; qu'on nous permette encore cette citation :

En cel an moult plust et venta,
Qui blez et vigne adenta
Quatre mois continuement ;
S'en fu le monde en grant torment,
May, juing, juingnet, puis tout aoust ;
Ainsi Nostre Seingnor le voust.
En cel temps les processions,
Chanoines et collégions,
Allèrent de toute partie,
A grand doulor, à grand hachie ;
Et trestouz, nus piez et en langes,
Aus grans festes et aus dimanches,
Roy, duc et conte, tex estas,
Et au-tel firent les prélas,
Partout aloient Dieu requerre
Que Dieu biau temps donnast en terre.
Mes longuement fu atendu ;
De moult grand temps n'ot entendu
Dieu la requeste qu'orent fet ;
Et tout estoit par le mesfet
De cest monde, et por les péchiés
Que Diex envoioit tex meschiez.
Car sainte yglise n'est amée,
Ne foy ne loyauté portée.
Ainsi furent communément
Tous païs batus malement.
Si fu grant famine et grant fain,
Et chierté de vin et de pain (2).

(1) Guill. de Nangis, *Chronic. Continuat.* (Ed. de la Soc. de l'Hist. de France), tom. I, pp. 421-422.

(2) Godefr., de Paris, *op. cit.*, pp. 282-283.

La disette fut telle, que le sextier de blé se vendit, à Paris, jusqu'à cinquante solz parisis de forte monnaie ; la même quantité d'orge valut jusqu'à trente sous, l'avoine dix-huit et davantage.

Nangis, qui nous fournit ces chiffres (1), constate que beaucoup de gens moururent de faim et de misère (2).

Le siège épiscopal de Rouen était alors occupé par l'archevêque Gilles Aiscelin, ou Asselin (dont le bon Noël Taillepied a lu le nom assez mal pour en faire *Gilles Anselmy*) : ce fut lui qui établit dans son diocèse la fête du Très-Saint-Sacrement de l'Autel. « La cause fut, dit le pieux cordelier, qu'il y avait unze mois qui n'estoit tombé de pluye sur la terre, dont advint si grande charté, l'espace de deux ans, que le peuple crioit à la faim. Adonc par le pape Urbain IV du nom, fut ordonné de célébrer ladite feste du Sacrement, et dedans les octaves advint, par la grâce de Dieu, que le bled ne valoit que vingt sols le septier ; et fut l'an mil trois cent dix-huit (3). »

Guillaume de Nangis fixe également à 1318 la fin de la grande cherté, qui avait commencé, selon lui, en 1315. Il ajoute que l'abondance revint presque inopinément par la permission de Dieu, et que l'on constata vers le même temps chez les femmes une fécondité insolite, chez les enfants une beauté exceptionnelle : *Sed et mulieres quam solito abundantius concipie-*

(1) Guill. de Nangis, *ibid.*, p. 426.
(2) *Ibid.*, p. 428.
(3) N. Taillepied, *Rec. des Antiq. et Singular. de la ville de Rouen* (édition de 1658), p. 159.

bant, et prolem gignebant elegantem (1). De là un accroissement de la population que constate M. Delisle, tout en faisant remarquer que l'hiver de 1316-1317 avait été très long et fort rigoureux (2).

Cinq ans plus tard, en 1321, il commença à geler très fortement la veille des Rois, c'est-à-dire le 5 janvier, et ce grand froid dura jusqu'au 15 mars. Vers la fin de février, tombèrent des neiges abondantes, qui durèrent jusqu'au 15 avril. Farin nous atteste ces faits (3); mais M. l'abbé Decorde a oublié de nous dire où il a lu qu'en 1323, la mer Méditerannée fut entièrement couverte de glaces (4). En tous cas, notre pays aurait été préservé de la rigueur du froid cette année-là; car le premier grand hiver que signalent nos chroniqueurs locaux après 1321, est celui de 1325, que mentionne le supplément manuscrit précité des *Chroniques de Normandie* publiées par le Talleur.

On y lit que, cette année-là (1325) : « furent si grandes gelées que Saine gela par deux foys, et si fort que toutes gens alloient par dessus ; et roulloit-on tonneaux de vin par dessus, tant estoit forte; et quant il desgela, les glaçons estoient si fors qu'ilz rompirent les pontz de fustz [les ponts de bois] de Paris. Il nega tant et si longuement que les neges estoient encores à la

(1) Guill. de Nangis, *ibid.*, tom. II, p. 180.
(2) L. Delisle., *Etude sur la condit. de la classe agricole*, p. 639.
(3) *Hist. de la ville de Rouen* (édit. de 1738), part. I, p. 521.
(4) *Magasin Normand*, 4e année, p. 154.

Pâques (1) ». Notre anonyme mentionne seul d'ailleurs ce grand hiver de 1325.

En 1330, « la récolte des vins fut mauvaise, comme qualité et comme quantité, dans tout le royaume de France ; car, vers la S. Denys (c. à d. vers le 9 octobre), une très forte gelée survint au temps de la vendange, qui s'annonçait déjà comme devant être assez médiocre. Il s'ensuivit un tel dommage que les grappes ne purent dès lors arriver à maturité. La même année, en novembre et au commencement de décembre, des vents d'une grande violence soufflèrent presque continuellement ; les eaux fluviales s'enflèrent beaucoup par suite de la fréquence des pluies.

« A la suite de l'inondation, qui avait commencé avec le mois de novembre et se maintint au delà du commencement de mars, il y eut une telle sécheresse que, faute de pouvoir labourer les terres étrangement durcies, on dut laisser en friches un grand nombre de champs ». Ainsi s'exprime l'un des continuateurs de la *Chronique de Nangis* (2).

En l'absence de toutes références, nous signalerons simplement l'hiver de 1333, durant lequel M. l'abbé Decorde assure que l'on put se rendre de Lubeck en Danemark et sur les côtes de Prusse, en foulant à pied sec la mer couverte d'une telle couche de glaces qu'on avait pu établir des auberges sur la route (3).

(1) Supplém. manuscrit à l'exemplaire de la Bibl. munic. de Rouen, fol. 12.

(2) Edit. de la Soc. de l'Histoire de France, tom. II, pp. 119-123.

(3) *Magasin Normand*, loc. cit.

« L'an 1343, lit-on dans la *Chronique manuscrite* déjà citée, fut si froid et si pluvieux que « a paine peult-on cueillir les grains, et en demoura grande partie aux champs ; les vins furent fort verts et aigres (1). »

Cette fois encore le chroniqueur rouennais mentionne seul ces circonstances.

Nous n'avons aussi qu'un témoin de la rigueur de la température, en 1348 ; et c'est à peine s'il est connu.

On sait avec quel zèle et quelle activité les religieux de Jumièges s'appliquèrent à la transcription et à la multiplication des livres, depuis la restauration de l'abbaye au XI^e^ siècle jusqu'à la diffusion de l'art typographique. Héritière, plus ou moins légitime, de l'abbaye, la ville de Rouen a recueilli dans sa bibliothèque municipale plus de manuscrits gémétiques que l'année ne compte de jours ; un petit nombre seulement paraît lui avoir échappé. La plupart de ceux qu'on retrouve dans d'autres dépôts publics semblent du reste être sortis de Jumièges avant le temps où Montfaucon dressa le catalogue des richesses scientifiques du célèbre monastère.

Parmi ces volumes dispersés, il en est un qui, au XVI^e^ siècle, était entre les mains d'un érudit de Compiègne, Jean le Féron ; plus tard il vint s'échouer à Berne, où M. Delisle l'a vu. C'est une copie de Grégoire de Tours et de Baudri de Bourgueil, remontant au XII^e^ siècle. Au fol. 139, on trouve une note assez intéressante, en caractères du XIV^e^ siècle, où il est fait mention : d'abord

(1) V. plus haut, p. 499, note 1.

de la bataille de Crécy, en 1346 ; puis de la prise de Calais, l'année suivante ; enfin de quelques événements de l'année 1348.

« En cette huitième année, y lisons-nous, beaucoup furent ensevelis [la peste noire régnait alors en France]. Vers la fin d'avril, apparurent de grandes gelées avec une neige abondante et accompagnée de grêle. Le 15 mai, la pluie tombant en abondance, les eaux occasionnèrent soudain de grands dégâts à Pavilly, dont la féconde vallée fut dépouillée de beaucoup de ses charmes.

Octavus sequitur, quo plurima gens sepelitur.
Aprilis fine, magne patuere pruine ;
Nix cecidit multa crucianti grandine fulta.
Luceque quindena maii, cadit imber habunde ;
Pavelly plene generant mala protinus unde ;
Wallis fecunde loca destituuntur amena (1).

Sans l'intéressante découverte de l'éminent directeur de la Bibliothèque nationale de Paris, on ne songerait guère sans doute à aller chercher à Berne des documents relatifs à l'histoire particulière et toute locale du bourg de Pavilly ; et notre chronique du froid offrirait ici une lacune de trente-cinq ans et davantage, car c'est seulement en 1361 que nous voyons réapparaître un hiver long et rigoureux.

Le continuateur de Nangis nous apprend qu'en 1360, « il y avait une telle disette, de vins surtout et de fruits,

(1) L. Delisle, *Instructions adressées par le comité des travaux historiques*, en 1890... — *Littérature Latine et Histoire du moyen âge*, p. 90.

que la queue de vin ordinaire se vendait, à Paris vingt-cinq florins et plus. Les cerises avaient manqué, le blé était peu abondant, et une pomme se payait de trois à quatre deniers (1).

« En 1361, au contraire, les fruits furent très abondants; mais la cherté se fit sentir jusqu'à leur maturité, car la saison d'hiver s'était fort prolongée, le printemps avait été sec et l'été assez tempéré. On mourait beaucoup à Paris, principalement les pauvres gens accourus des villages, d'où les chassait la faim, la pauvreté, le manque de toutes choses. Dans la seule Maison-Dieu de Paris, il y eut de sept cents à huit cents funérailles pour le printemps et l'été seulement. De même en Angleterre, la mortalité fut grande (2) ».

A la fin de la même année, l'hiver fut d'abord fort humide et d'une chaleur contre nature, au point qu'en diverses contrées beaucoup d'arbres fleurirent et même fructifièrent avant la fête de la Nativité; mais alors la sève s'arrêta et les arbres, si précoces, ne firent plus aucun progrès, ni cette année, ni la suivante (3).

Pâques tombait le 17 avril de l'année 1362 : les arbres et les vignes avaient grande apparence ; on pouvait espérer de la fertilité en même temps que de la qualité. Mais, dans cette même semaine de Pâques, survint une

(1) Guillelm. de Nangis, *Chronic.* (édition de la Soc. de l'Hist. de France, tom. II, p. 317.

(2) *Ibid.* — « L'an mil ccclxj, ajoute la continuation manuscrite de Le Talleur, les vignes furent gelées et la pluspart étaient jà fleuries (fol. 14) ».

(3) Guill. de Nangis, *ibid.*, p. 319.

gélée si grave que toutes les vignes, tant en France qu'en Tourraine et en Anjou, jusqu'en Lorraine et au-delà, furent détruites et anéanties, de même que les noyers et autres arbres à fruit. Si bien qu'à cause de la gelée et de cet hiver humide et presque constamment pluvieux, le vin, les noix, les autres fruits firent défaut presque partout. Les blés aussi furent moins abondants. L'année se passa néanmoins sans de trop grandes souffrances, à cause des quantités de vin, de blé et d'autres fruits récoltés l'année précédente. Favorisées par la pluie, les avoines rendirent beaucoup (1).

En 1363, l'hiver, dit le même historien, fut horrible et de longue durée ; une rude gelée sévit presque jusqu'à la fin de mars, avec des alternatives de neige ; elle ne cessa guère, au dire de cet auteur, que dans les derniers jours du mois, après avoir atteint en beaucoup de localités les vignes jusqu'à la racine ; elle dévasta également les noyers. En un grand nombre de pays, les agneaux et les brebis périrent de froid ou par manque de fourrage. La gelée pénétrait partout : « J'ai vu moi-même, écrit-il, dans des endroits voûtés et dans des caves profondes, où d'ordinaire la chaleur se conserve même en hiver, des pains et d'autres comestibles, couverts de pailles pour éviter le froid, geler pourtant, malgré ces précautions, ce qui paraissait merveilleux (2).

On lit dans la *Chronique de Bertrand Du Guesclin* (3), qu'alors : « A Rolleboise, près de Mantes,

(1) *Chron. manuscrite, ibid.*, p. 320.
(2) *Ibid.*, p. 334.
(3) *Panthéon littéraire*, p. 17.

estoyent Navarrois en garnison, qui les destroit de Sayne et les ports gardoient, tellement que par la rivière ne descendoient à Rouen nulles marchandises. » Ils profitèrent des circonstances pour envahir le Vexin. Une *Chronique rouennaise* différente de celles dont nous avons déjà parlé, et que notre précieux confrère, M. Charles de Beaurepaire, a publiée à la suite de la *Chronique de Pierre Cochon* (1), raconte ainsi leurs exploits :

« *Item*. VIII jours devant Noël, l'an mil. ccc. LXIIJ, commencha une gellée si grandes que, puis C. anz au devant, si grandes ne furent. Et, le jour de la Sainct-Jehan, ès feriez de Noël, Saine fut gellée et prinse du tout jusques au VII[e] jour de février ensuiant ; tant que les Englois, qui, pour lors estoient logies à Roulleboise, XL hommes d'armes, tous à chevalz, menés par les pages par dessus la glace, passèrent outre l'eaue, et coururent sus le paiis, pillèrent et amenèrent prisonniers, et repassèrent la glace atout leur proie, sanz rien perdre, et se logèrent en leur fort de Roulleboise. »

La *Chronique normande des Quatre Premiers Valois* confirme et amplifie ces faits ; d'après elle : « En icelui an, courant la date mil trois cens soixante-trois, furent les plus grans gelées et le gregnieur yver que l'ont eust oncques veu ne ouy parler de plus de cent ans au devant. Et furent les rivières si fort engelées que les Anglois à grosses routes [c. à d. par bandes nombreuses] passèrent à cheval la rivière de Seine et coururent en

(1) Édit. de la Soc. de l'Histoire de Normandie, pp. 316-317.

Venguessin, et emmenèrent plusieurs prisonniers en leurs fortz, et rappassèrent par dessus la dicte rivière de Seine (1). »

On pouvait craindre le dégel ; mais le chroniqueur rouennais (2) constate qu'il « desgela si douchement, sanz pluyes, que l'on ne sut que la gelée fust devenue. Et dura ce jusques au XII[e] de mars (1364). Et vallut le blé XX s., XXX s. et XL sous la mine. Et puis ce temps amenda très grandement ».

Une tempête épouvantable marqua la fin de l'année 1367, car dans la nuit de la Saint-Luce (22 décembre) un tel vent d'Ouest s'abattit sur la Flandre, la Picardie et le Brabant qu'on ne se souvenait pas d'avoir rien vu de semblable. Il souffla toute la nuit, abattant nombre d'églises et de maisons, enlevant les tuiles et le chaume des couvertures de celles qui ne s'écroulaient pas. En sorte qu'au matin, nombre d'hommes, et surtout d'enfants, furent trouvés dans leur lit, écrasés sous les ruines des maisons démolies ou par la chute des cheminées. La plupart des moulins à vent furent renversés, ainsi que beaucoup de clochers ; la mer, rendue furieuse et chassée de son lit, envahit plusieurs villages, etc., etc. (3). Mais si la Picardie souffrit de ce terrible ouragan, nous n'en trouvons aucune trace dans les chroniques normandes ; il est donc assez probable que sa zone d'action ne s'étendit pas jusque-là.

(1) Édit. de la Société de l'Histoire de France, pp. 136-137.

(2) Voir plus haut, p. 504, note 1.

(3) Guil. de Nangis, *Chronic.*, tom. II, p. 374.

Environ dix ans plus tard, à la Saint-Martin d'hiver (11 novembre) 1376, de telles rafales de neige tombèrent sur la ville de Rouen, qu'au monastère de la Sainte-Trinité, autrement dit de Sainte-Catherine, les moines furent chassés du chœur par les éléments conjurés ; on dut célébrer la messe du matin et la grande messe dans la chapelle de Saint-Pierre (1).

L'hiver de 1394-1395 fut principalement pluvieux. Le *Religieux de Saint-Denys* raconte qu'il tomba, en décembre et durant les deux mois suivants, une telle quantité d'eau, que trois fois dans l'année les fleuves du royaume de France sortirent de leurs limites, submergeant tous les lieux bas et détruisant les semences. Le commerce de la batellerie étant tout à fait impossible, on ne put ni importer ni exporter les marchandises (2).

Nous ne savons à quelle année de ce siècle il faut rapporter un document assez curieux, qui se trouve dans un manuscrit de ce temps-là aujourd'hui conservé à la bibliothèque municipale de Pont-Audemer (manuscrit 241).

Sur un des feuillets de garde, à la suite de l'ouvrage intitulé : *Distinctiones fratris* NICOLAI DE GORREN, on rencontre « une pièce de vers de huit syllabes, rangés deux par deux sur une même ligne, en forme de doubles-quatrains, au nombre de vingt-huit, dont voici le commencement :

(2) A. Chéruel, *Normann. nova chronica*, p. 34.

(1) *Chroniques de Charles VI*, liv. XV, chap. XV (Édit. de Bellaguet, tom. II, p. 246).

En la fin du bon temps de grâce,
Que pape et rois prinstrent leur place,
Nous fils nature une menace ;
Car yver ne fist froit de glace;
Cause y a : l'en le doit savoir (1).

Nous ne trouvons aucune coïncidence dans les dates d'avénement des papes et des rois de ce siècle; dès lors la clef de l'énigme chronologique proposée par le rimeur nous échappe complètement.

Si l'on songe que ce siècle, si maltraité par la nature, puisque l'on n'y compte pas moins de vingt hivers rigoureux, fut également éprouvé par le fléau de la guerre la plus longue dont les annales des peuples fassent mention, la fameuse guerre de cent ans ; si l'on songe que la peste noire, cet épouvantable fléau, décimait les populations en même temps que la famine ; on se demandera sans doute comment la nation française a pu supporter à la fois tant de maux et tant d'épreuves, sans être écrasée sous leur poids.

Mais combien l'étonnement redouble, lorsqu'en poursuivant l'étude de ce siècle si agité, on constate qu'il en est peu qui se soient traduits au dehors par un mouvement plus marqué d'expansion. Le XIV^e^ siècle, en effet, est un grand siècle commercial, comme nous l'avons déjà fait voir dans une étude sur le port de Harfleur; c'est un grand siècle maritime, comme le prouvent les nombreux voyages des Dieppois au conti-

(1) *Catalogue des manuscrits des bibliothèques publiques des départements* (édition in-octavo), tom. III, pp. 123-124.

nent noir, peut-être même au Nouveau-Monde, dont, en tout cas, ils montrèrent le chemin ; c'est un grand siècle artistique, comme nous pouvons encore le constater de nos yeux, soit que nous les tournions vers la splendide abside et les transepts merveilleux de Saint-Ouen, soit que nous étudiions la double série de chapelles dont il ceignit la Cathédrale, son riche portique des Libraires, son beau portail de la Calende ; soit que nous nous bornions à la visite de nos bibliothèques, de nos musées, de nos trésors, qu'il enrichit de chefs-d'œuvre si nombreux que quatre siècles de pillages, de mauvais goût, de vandalisme n'ont pu suffire à les détruire tous.

Cette vitalité puissante, s'affirmant si merveilleusement, ne trouve qu'une explication :

Les corps pouvaient souffrir en ces siècles de foi, mais nos pères avaient des âmes ; et ni le fer, ni la faim, ni le froid ne peuvent éteindre dans les âmes le feu céleste de l'idéal chrétien.

Qu'on nous pardonne ces considérations, malheureusement rétrospectives. Nous arrivons au XV^e^ siècle.

C'est un poète normand qui ouvrira cette série nouvelle, en nous parlant des derniers jours de l'année 1407 :

Dieux ! qu'il fist grant hyver en icelle saison !
Il a plus de cent ans que pareil ne vit-on.

Douze sepmaines fu la grand gelée durans ;
Tous les ponts de Paris ny ourent nulz garans,
Ne de bois, ne de pierre : tous furent trébuchans.
Ce fut au desgeler, tant fu la douleur grans ;

Ce fu par les glaçons que fu le grand dommage,
Qui aval l'eaue vindrent par si très grant oultrage
Que ce qu'ilz atteignoient trébuchoit à hontage.
Moult de gens y perdirent et meuble et héritage (1).

Le religieux de Saint-Denys, dans sa *Chronique latine de Charles VI*, publiée par les soins de M. Bellaguet, a consacré tout un chapitre à décrire ce grand hiver. On y lit qu'il eût fallu remonter jusqu'à cent lustres (c.-à-d. jusqu'à cinq cents ans) pour trouver un hiver semblable. Commencé à la Saint-Martin (11 novembre), il dura jusqu'à fin janvier ; on eut dit que les vents apportaient la gelée des quatre points cardinaux. Arbres fruitiers gelés jusqu'aux racines, gens et bêtes tués par le froid, les fleuves enchaînés par la glace, des puits même gelés malgré leur profondeur ; à tous ces points, communs à tous les grands hivers, il faut ajouter l'Océan, dont les flots tempétueux jettent les poissons sur le rivage en si grand nombre que, sur une étendue de côtes de deux cents milles et plus, les riverains de la Manche furent obligés de quitter leurs demeures, tant cet amas de pourriture engendrait une odeur fétide ; les autres hôtes de la mer s'étaient enfuis pour la même raison, et pour longtemps l'industrie des pêcheurs fut ainsi stérilisée.

On ne pouvait manger de pain sans l'avoir préalablement approché du feu ; il fallait une broche de fer pour tirer du vin des tonneaux.

(1) *Chronique rimée relatant divers événements de l'histoire de France.....*, publiée par A. Pottier, dans la *Revue rétrospective normande*, année 1837.

Au moment de la fonte des neiges, qui s'opéra soudainement avant le dégel de la terre, il y eut des inondations qui renversèrent de fond en comble un grand nombre de maisons et noyèrent beaucoup d'animaux domestiques, des chevaux même. Sur les principaux fleuves on vit se former des banquises de glaces qui se superposaient, et dont certains fragments offraient jusqu'à trois cents pieds de longueur sur une largeur égale, de véritables *ice-fields*, qui eussent rappelé les mers du Nord si alors on les eut connues ; dans leurs descentes impétueuses ils rasaient des îles entières, dont ils entraînaient les saules et les arbres avec eux ; beaucoup de navires furent aussi violemment entraînés loin de leurs points d'attache ; les ponts s'écroulaient de toutes parts : à Paris, le pont Saint-Michel et le pont de bois furent renversés, quatorze boutiques de changeurs furent arrachées du Grand-Pont, et la ruine des moulins fit craindre un instant la famine, etc., etc. (1).

Le vieux chroniqueur rouennais, qui fait suite à Pierre Cochon, est plus bref dans son récit :

« En l'an mil. cccc. et vij, quinze jours devant Noël, commenchèrent unes gellées que, puis l'an mil. ccc. lxiij, ne furent si grandes. Et l'endemain de Noël, la rivière de Saine fu si gellée que, le dimence après la Thiphagne ensuiant, les gens aloient ribler et choulller, en travessant la rivière de costé en autre ; tant, qu'il fu deffendu, de par le Roy, que plus (on) n'y allâst. Et estoit la terre

(1) *Chronicon Karoli sexti*, lib. XXVIII, cap. XXXII (édit. Bellaguet, tom. III, pp. 746-748) ; cf. *Magasin normand*, 4e année (1867) p. 155.

as chanz gellée de ij piés en la terre. Et après ce, en la my-janvier, commencha sur celle gellée unez negez si granz, qu'i n'estoit nul mémoire d'omme que si granz les eust veuez en son temps. Et pour ce que il gelloit tousjours et que la terre qui soustenoit la *noif*, estoit si fort gellée, la noif poudroit comme la poudre à Saint-Jehan d'esté.

« Si avint que le vendredy xxvij[e] jour du mois de jenvier, après disner, commencha à desgeller; et le samedi ensuiant, si fort et si soudeinement que la terre estoit si fort *plommée* de gellée que l'eau ne povoit entrer ens; et convenoit que l'eaue trouvast son cours. Si vint si grant ravine ès vallées et rivières par toute France et Normandie qu'il n'estoit plus de pitié de jour en jour, oir les plaintez de par tous pais que les dictes eauez faisoient, tant de moulinz, maisons, chaussiez, pons, bestez, hommez, enfantz, tout alant à val l'eaue. Et fut enchiés la végille de la Candeleur que la glace fu démonie. Et furent les iij ponz de Paris et les moulinz depechiez, et s'en aloient à val l'eau; et n'est nul qui peut proisier le dommage qu'ils firent, n'y n'est trouvé en nullez croniques c'oncques les eaues faissent si grant dommage en royalme de France, nonobstant les eaues qui furent en l'an mil. ccc iiijxx et xvj., ne chellez qui furent l'an mil. cccc. et LXIIIJ., lesquelles furent plus hautez que icellez sans comproison (1). »

M. de Beaurepaire, dans son *Histoire* si remarquable *de la Vicomté de l'Eau*, mentionne un incident qui

(1) *Chronique normande* de Pierre Cochon, Appendice, pp. 329-331.

marqua cette année, surnommée à bon droit *l'année des grandes gelées* : « Cinquante-deux nefs chargées de harengs, de figues, de vins doux et autres denrées, destinées à être vendues de l'autre côté de la Seine, furent arrêtées par la glace dans la fosse de Leure. Le carême approchait et les marchands pouvaient craindre de manquer l'occasion favorable ; les marchandises furent donc transportées par terre ; les chariots traversèrent la Seine sur la glace au port de Jumièges (1). »

Le 5 septembre 1408, il tomba à Cormeilles, à Meulan et à Saint-Germain-des-Prés, quantité de grêlons, que le moine de Saint-Denys compare à des œufs d'autruche. En quelques instants, presque tous les animaux présents dans les champs furent tués, les oiseaux assommés, les vignes et les arbres à fruit écrasés (2).

En l'année 1422, raconte encore la *Chronique rouennaise* : « Fu tant habondanche de tous bienz universelement, tant blés, vinz si bonz et si fors que c'estoit grand merveille, et semblablement de touz frytages. Et fist si sec, cet esté, que les bonnes genz des hauz villagez ne povaient avoir point d'eaue, s'ils n'allassent ès rivièrez. Et ainssy se passa le temps jusques en la my octobre. Environ le Pardon de Saint-Romain, commencha à geler et négier ; et fist si grant yver et si fel, que passé lonc temps, l'en n'en avoit [vu] si grant, ne si long ; et

(1) Ch. de Beaurepaire, *De la Vicomté de l'Eau*, p. 29.

(2) *Chronic. Karoli sexti*, libr. XXIX, cap. XV (édit. Bellaguet, tom. IV, p. 88).

dura ce tempz jusques à mois de may l'an mil. cccc. xxiij. (1). »

On s'explique malaisément, après cet hiver prolongé, ce qu'écrit notre chroniqueur quelques lignes seulement plus loin : « Et en ce temps avoit si grant quantité de fruytage et de poirez, pommes, péré, sidres, vin de Quonyourt, que c'estoit grant beauté. Et en ce temps toutes les fleurs dez arbrez furent toutes *bruyes* de gellée à Pasques. cccc. XXIIJ. (2). » Il doit y avoir là quelque confusion, difficile à débrouiller, soit dans ses souvenirs, soit dans la disposition de son texte manuscrit.

Dix ans plus tard, l'an 1434, a écrit Jean Nagerel dans sa *Description du pays et duché de Normandie* (3), « fut décapité et escartelé à Rouen un grand seigneur d'Angleterre, pour larreçin et autres maulx par luy faicts, lequel estoit nommé Venérable ; et fut la vigile de Saint-Andrieu (29 novembre).

« Ce dict jour, pleut fort merveilleusement, et la nuict; en telle manière que les bleds demeurèrent soubz les glaces [sans doute parce qu'il gela immédiatement après la pluie] : l'hyver dura depuis la S.-Andrieu (30 novembre) jusques à Pasques, et de ce commença la cherté; et durant celle cherté, la mine de bled, mesure de Rouen, valloit quatre saluts d'or à Rouen. Grand nombre de peuple mourut par guerre, après par famine, le tiercement par mortalité. »

(1) Append. à Pierre Cochon, p. 346.
(2) *Ibid.*, p. 347.
(3) Edit. Le Mégissier (1589).

La *Chronique* inédite *de Saint-Wandrille* (1) indique en outre, pour cette année, une tempête fort violente, *ventus vehementissimus*. Et M. l'abbé Decorde ajoute qu'il gela durant trois mois et neigea quarante jours, sans discontinuer. En un seul endroit, on trouva 140,000 oiseaux morts de froid (2). Nous pouvons croire sur parole celui qui les recensa.

Robert Gaguin a noté l'hiver glacial et rigoureux de 1449 (3).

Arthur Du Moustier raconte qu'en 1457, de grands pélerinages d'enfants, tant d'Allemagne que de Brabant, se rendirent au Mont-Saint-Michel, bien que le froid sévit cruellement (4). Æneas Sylvius (5), auteur assez suspect, il le faut bien avouer, assure que, dans ce même hiver, mais en 1458, une armée de 40,000 hommes dressa son camp sur le Danube gelé. Singulière préférence de la part du général.

L'hiver de 1460 fut excessivement rigoureux, au dire de M. Périaux (6).

« En l'an 1464, raconte la vieille *Chronique* qui fait suite à Le Talleur (7), fut hyver si grand que pain et vin geloient à la table, et dura depuis le X^e^ jour de décembre jusques au X^e^ de febvrier ; et disoient que

(1) Bibl. nat. de Paris, ms. lat. 12780.

(2) *Magasin normand*, 4^e^ année, p. 155.

(3) Cité par N. Périaux, *Hist. de la ville de Rouen*, p. 193.

(4) *Neustria sancta*, ad 16 octobris ; Bibl. nat. de Paris, ms. lat. 10051, fol. 293.

(5) Cité par M. l'abbé Decorde, *Magasin normand*, 4^e^ année, p. 155.

(6) *Hist. de la ville de Rouen*, p. 201.

(7) Fol. 20 verso.

longtemps n'avoit esté tel, et mouroient les gens par les champs ».

Philippe de Commines, qui, en 1468, avait accompagné son maître, le duc de Bourgogne, en Hainaut, fut témoin à Franchemont des tristes suites de l'hiver : « J'y vis, dit-il, choses incroyables du froid. Il y eut un gentilhomme qui perdit un pied, dont oncques puis ne s'ayda : et y eut un page à qui il tomba deux doigts de la main. Je vy une femme morte et son enfant, dont elle était accouchée de nouveau. Par trois jours fut départis le vin, qu'on donnoit chez le duc pour les gens qu'en demandoient, à coup de coignée ; car il estoit gelé dans les pipes ; et falloit rompre le glaçon, qui estoit entier, et en faire des pièces que les gens mettoient en un chapeau, ou en un pannier, ainsi qu'ils vouloient. J'en dirois assez destranges choses, longues à escrire ; mais la faim nous fit fuyr a grande haste (1). »

Farin signale l'hiver de 1480-1481, qui commença le lendemain de Noël par une forte gelée, et dura jusqu'au 5 février ; il gela toutes les vignes. Aussi appela-t-on cette année-là *l'année du grand hyver*. Une grande famine s'ensuivit : la mine de blé valut à Rouen jusqu'à quatre livres (2). Le *Chroniqueur de Saint-Wandrille* entendit même raconter que des gens étaient morts de faim en plusieurs lieux qu'on lui cita (3).

Nous sommes tenté de rapporter à cette *année du grand hyver* les strophes suivantes de J. Molinel, qui,

(1) *Hist. de la ville de Rouen* (édit. de 1738), 1re partie, p. 251.
(2) Périaux, op. cit., p. 215.
(3) Bibl. nat. de Paris, ms. lat., 12780.

après Georges Chastelain, continua sa chronique rimée intitulée : *Recollection des merveilles advenues en nostre temps.*

J'ai veu en haut estaige
Des Cordes le Seigneur,
Povre de son portaige.
Mais puissant gouverneur.
Il tint en sa demaine
De fleurs de lys le neud;
Puis le temps Charlemaine
Homme si grant bruit n'eut.

Les oiseaulx s'expantèrent
Son corps mis à l'estrain;
Les fleuves en sautèrent
Hors de leur commun train;
Les gros vents tant soufflèrent,
Tant grésilla et plut,
Que vignes engellèrent,
Dont fort il nous desplut (1).

La *Chronique de Saint-Wandrille* mentionne encore une grande gelée qui dura jusqu'au mois de juin 1490 (2). Une comète était apparue vers le temps de l'Epiphanie.

Des froids extraordinaires se seraient fait sentir, d'après M. Périaux, durant tout l'hiver de 1492 (3).

Mais la plus triste page que nous ayons à transcrire dans le cours de ce travail est certainement celle par

(1) Buchon, introd. à la *Chronique rimée de G. Chastelain*, dans le *Panthéon littéraire*, p. lvij.
(2) Loc. cit.
(3) Op. cit., p. 221.

laquelle nous avons à clore l'histoire du froid au XV^e^ siècle. Nous l'empruntons à Taillepied :

« Ce dit an, (écrit-il, sous la date de 1500), le dit seigneur légat [Georges I d'Amboise] impetra du Pape le pardon du Jubilé pour tous les manans et habitans de la cité de Rouen, et pour tous ceux de son diocèse. La teneur d'un des articles du dit Jubilé, contenoit qu'il falloit ouyr une messe solennelle célébrée en l'église nostre Dame de Rouen par le dit Seigneur, ou par quelque personne idoine, au plaisir du dit Seigneur et à tel jour qu'il lui plairoit. Et pour ce que l'église n'estoit pas suffisante à recueillir le peuple, combien qu'elle soit grande et assez ample, il suffisoit d'estre hors qui ne pouvait entrer dedans, en bonne dévotion durant la dite Messe. Et alors que ladite Messe se commença, fut tintée une cloche durant la dite Messe. Et fut par le dit Seigneur constitué à dire la Messe monsieur l'Évêque de Coutances, le jour de la Conception Notre-Dame (8 décembre). Et aussi, en après falloit visiter par 7 jours les quatre églises qui ensuyent : Notre-Dame de Rouen, les Célestins, les sœurs Collettes de Sainte-Claire, et les Amurées hors le pont. Et chacun jour visiter les quatre Églises, en disant cinq *Pater noster* et *Ave Maria*. Tant de peuple arriva à Rouen pour gaigner le dit pardon que les gens estoient jusques devant la verde maison et bien près de la rue du Bec. Aussi, du costé des Libraires jusques à Saint-Nicolas d'Albane et la maison de l'Archevêché, et depuis la Calende jusqu'à la Vieille-Tour. Et les gens qui estoient à genoux au cemetière, quand ceux de l'Église sailli-

rent, ne se sçavoient lever, pour raison de la glace de la fonteine qui estoit auprès du grand portail de la dite Eglise Notre-Dame, et couroit au travers du dit cemetière. Ceux mesme qui leur cuidoient aider a lever aucune fois tomboient dessus eux. Et ceux qui sailloyent de l'Eglise ne se pouvoient arrester pour ceux de derrière eux ; tellement qu'il y eust six à sept vingts personnes (120 à 140 personnes), tant hommes que femmes tuez et plusieurs rendus si estropiets qu'oncques puis ne se peurent aider de leurs membres (1) ».

On ne pouvait guère prévoir cet épouvantable désastre, car ce ne fut que dans la nuit qui précéda le 8 décembre que, les conduites de la fontaine s'étant trouvées obstruées, les eaux se répandirent en nappes sur le pavé.

Les *Registres capitulaires*, qui mentionnent ce triste événement, ajoutent que le lendemain un service solennel fut célébré par l'Évêque de Coutances, à l'occasion des funérailles des malheureuses victimes. Le cortège funèbre sortit par la porte de la Calende et rentra par le grand portail : malgré les malheurs de la veille, la foule était encore ce jour-là si compacte et tellement pressée dans l'église qu'on dut fermer les grilles du chœur pour y célébrer l'office, car il eut été envahi par cette marée humaine.

On a droit de s'étonner qu'un fait aussi remarquable de *l'Histoire de la Cathédrale* n'ait pas même été mentionné par quelques-uns de ses historiens.

Nous sommes relativement pauvre en documents

(1) N. Taillepied, *Recueil des Antiq. et Singular. de la ville de Rouen* (édit. de 1658), pp. 187-188.

pouvant nous renseigner sur la température hivernale au XVI^e^ siècle.

Ce n'est pas que les historiens se raréfient à cette époque ; elle voit, au contraire, apparaître, ou du moins se développer, un genre de littérature peu cultivé jusque-là : les *Mémoires particuliers*, sources fécondes pour l'histoire locale, mais émanant pour la plupart d'hommes de robe ou d'épée, plus curieux de récits de batailles et d'intrigues diplomatiques que de faits se référant à la vie intime du pays.

Quant aux hommes d'église et aux moines, menacés par la Réforme dans leur tranquillité et dans leur existence, ils n'avaient plus la liberté d'esprit ni le loisir nécessaire pour vaquer à la rédaction de ces chroniques toutes locales où les faits accomplis à l'ombre du clocher prenaient souvent plus d'importance que l'écho de guerres lointaines ou d'événements politiques, dont on sentait à peine le contre-coup.

D'ailleurs, il le faut bien avouer, nos études personnelles ne se sont guère portées sur la période historique qui suit l'expulsion des Anglais, vers le milieu du XV^e^ siècle, et l'absorption définitive de la Normandie par la France, car notre province cesse dès lors d'avoir une existence à part et une vie indépendante.

La partie de notre travail afférente au XVI^e^ siècle risque donc d'être moins complète que celles qui l'ont précédée, et c'est pour nous un devoir d'en avertir le lecteur.

Après la fatale clôture du jubilé de 1500, les histo-

riens de la province nous signalent pour la première fois un grand hiver en 1507.

Cependant Robert Macquéreau, le dévoué chroniqueur de la maison de Bourgogne, fournit une date intermédiaire pour le littoral de la Manche.

Racontant « comment Philippes, roy de Castille, se délibéra avec sa femme d'aller en Espagne, où par fortune et tourment de mer arriva en Angleterre », il explique en ces termes ce singulier voyage :

« Le roy avait tousjours son désir que ses besoignes fuissent prestes au port d'Armue (Armuyden), en Zélande ; et si tost qu'il eut bon vent, sans plus attendre, combien qu'il fist malvais temps et que chescun lui desconsilloit, néantmoins se party, le huitième jour du mois de janvier mil chinq cens et chinc, du dit port d'Armue, en ung noble arroy, en prendant congié de ses amis... Ainsi se party le roy. C'estoit plaisir à oïr les trompettes, clarons, et aultres instrumens, et l'artillerie que on desseroit (déchargeait). Si tost que le roy fu sur la mer, incontinent le vent se retourna ; tellement que au soir fut reboutté jusques au havre de Fleschines (Flessingue), où ilz furent deux nuitz. Il faisoit le plus divers temps qu'il n'avoit fait de vingt ans sur la mer, de neige et de grésil ». Le roi se refusa pourtant à prendre terre, et, à la première éclaircie, reprit vaillamment sa route. A peine était-il au large que la tempête se releva, puis le feu prit sur le navire. Secoué par tant d'émotions, le royal couple se trouva fort heureux de relâcher en Angleterre au lieu d'arriver en Espagne.

La violence de cette tempête ne se fit pas sans doute

beaucoup sentir au-delà du littoral, puisqu'aucun écrivain normand n'a noté comme exceptionnel l'hiver de 1505. Par contre, M. Périaux qualifie de « très rigoureux » celui de 1507 (1).

La crainte d'un accident semblable à celui de 1500 détermina alors la ville et le Chapitre de Rouen à déplacer la fontaine de la place Notre-Dame, trop rapprochée du grand portail. La démolition s'accomplit en 1508, mais la reconstruction ne fut totalement terminée qu'en 1522 ou 1523 (2).

En 1512, le temps avait été si complètement défavorable pendant le mois de janvier, que l'on écrivit à Louis XII pour obtenir de lui la permission de transférer au besoin la foire de la Chandeleur compromise par le mauvais temps, par les nombreux glaçons que charriait le fleuve, par la gelée, par les grosses eaux.

Le Parlement devait, comme toujours, enregistrer ces lettres-patentes, mais il était chargé en outre d'intervenir dans leur application. Il autorisa donc le déplacement de la foire, puis il en fixa la date d'abord au 12, puis au 19 février 1513 (3).

MM. Périaux et de Duranville attribuent, il est vrai, cet arrêt du Parlement à l'année 1516, mais il est de toute évidence qu'il s'est glissé chez le premier une

(1) *Hist. de la ville de Rouen*, p. 227.

(2) Ch. de Beaurepaire, *Notes sur le parvis de la Cathédrale de Rouen*, dans le *Précis des travaux de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen*, année 1876-1877, p. 320.

(3) L. de Duranville, *Les Foires de Rouen*, *ibid.*, année 1878-1879, p. 248 ; N. Périaux, *Hist. de la ville de Rouen*, p. 241.

faute typographique, que le second a eu le tort de reproduire.

On sait d'ailleurs qu'il y eut : « L'an mil cinq cens et XIIJ grant yver ; tellement que la rivière fut si fort gelée que l'on passoit par-dessus, et au dégel abattist plusieurs èdiffices, et fut le boys fort cher (1). »

De même en 1517 : « La Seine se trouvant prise par les glaces, le 18 novembre, le bois devint rare. Il fut enjoint par la Cour au bailli de Rouen et aux enquêteurs de faire exécuter les ordonnances de police relatives à la vente de ce combustible et à sa distribution égale au pauvre peuple sur les quais (2). »

Il n'est pas rare de rencontrer dans les arrêts du Parlement des preuves de ce souci des conseillers pour les pauvres, attesté par des mesures de protection édictées ou rappelées en leur faveur. Ce serait donc grande injustice que de croire à l'indifférence de cette haute magistrature pour les souffrances du petit peuple.

M. Périaux attribue à l'année 1522 un hiver très rigoureux ; en quoi il se trouve d'accord avec la *Chronique manuscrite* jointe au livre de Le Talleur (3). Mais c'est seulement à l'année suivante que Taillepied et Farin le reportent.

(1) *Chronique manuscrite*, à la suite des *Cronicques* de Le Talleur, fol. 22 verso. — C'est alors que l'on commença à chanter à l'élévation la fameuse strophe de saint Thomas-d'Aquin : *O salutaris Hostia, quæ cœli pandis ostium !*

(2) N. Périaux, op. cit., p. 249.

(3) Fol. 23-24 verso.

« L'an 1523, dit le premier, les bleds furent gelez le jour de la Saint-Martin d'hiver (1). »

« Le froid, ajoute le second, commença à la Saint-Martin, et dura fort longtemps. Les blés furent perdus par suite des fortes gelées ; on n'en recueillit pas une gerbe dans tout le Vexin, de sorte qu'il valut jusqu'à quatre livres la mine, mesure de Rouen (2). »

C'est à ce dur hiver sans doute que le poète Guillaume Thibault fait allusion dans une ballade qu'a insérée le célèbre voyageur Thomas Frognal Dibdin dans son *Voyage bibliographique archéologique et pittoresque en France* (3) :

L'an passé, en terre gellée
Ble fut si rudement traicte,
Que aujourdhuy par la grande gelée
Nous souffrons au ble la charte :
Mais, devant que tout fust gaste,
Dieu retint en certaine place
Contre froit qui s'est trop haste
La terre rendant ble de grace.

. . . . . .

Par la terre ainsy desolée
Vint fain au peuple supplian :
Par l'autre l'ame est consolée
Du ble que grace y va plantant.

(1) *Hist. de la ville de Rouen* (édit de 1738), 1re partie, p. 530.

(2) N. Taillepied, *Recueil des Antiq. et Singul. de la ville de Rouen* (édit. de 1658), p. 207.

(3) Édit. Crapelet, tom. I, p. 159. — L'original est conservé aux archives de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen, dans le *Premier recueil des Palinods*.

Ble en l'yver fut desplante :
L'autre est toujours fertile et grasse,
Preste a donne fruict a plante,
La terre rendant ble de grace.

En 1541, le Parlement dut ordonner, par arrêt du onze janvier, « qu'à cause de la grande froidure et du verglas, chacun sera tenu de semer pailles et fientes [c.-à.-d. fumier de cheval] devant sa porte (1). »

Comme deux siècles auparavant, en 1315, les ordres religieux firent des processions pour obtenir de Dieu « qu'il fit cesser l'indisposition du temps, et le grand dommage advenu aux fruits de la terre à raison des pluyes, gresles et autres mauvais temps (2). »

Trois ans plus tard, 1544, l'hiver sévit de nouveau et occasionna la famine. Déjà la peste désolait la cité; l'assemblée des notables, unissant ses efforts à ceux du Parlement, qui avait nommé un bureau pour aviser un soulagement des pauvres, on forma une chambre spéciale dont, par la suite, le nom fut modifié, en même temps que ses attributions ; ce fut d'abord la *Chambre de police générale et du Lieu de Santé*, puis le *Bureau des pauvres valides* (3).

En 1552, « l'empereur Charles-Quint ayant, au plus fort de l'hiver, assiégé Metz avec plus de cent vingt mille hommes, la ville fut défendue avec une rare énergie par le vaillant duc de Guise, avec lequel six princes du sang s'étaient renfermés dans la place. On faisoit des

(1) N. Périaux, *Hist. de la ville de Rouen*, p. 272.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 277.

sorties fréquentes, et toujours assez meurtrières : or, on s'aperçut qu'un petit nombre de blessés seulement échappaient à la mort ; si bien qu'on crut un instant que les médicaments étaient empoisonnés. Averti de la situation, le roi fit entrer dans la ville le fameux chirurgien Ambroise Paré, qui reconnut bientôt « qu'il « n'y avait point de poison ; mais les grands coups de « coutelas et d'arquebuzes, et l'extrême froid, estoient « cause de l'empirement des blessures (1). »

De même, dix ans plus tard, en 1562, aux batailles de Dreux et de Saint-Denys, qui furent livrées en hiver, bon nombre de blessés périrent ; ce que le même Paré attribue principalement « à la nature des parties blessées, à la température des malades et surtout au froid. Car le froid, ajoute-t-il, rend les playes difficiles à guérir ».

Au siège de Rouen, les mêmes effets sont signalés par lui comme une conséquence de la mauvaise disposition de l'air, « qui fit que les navrez (blessés) estoient très difficiles a guarir, et souvent mouroient de fort petites plaies, quelque diligence que les médecins et chirurgiens y pussent faire... En sorte qu'aucuns estimoient que les ennemis avoient empoisonné leurs balles. Ils disoientautant de nous(2). » Ce sont de ces accusations que se renvoient souvent les partis en présence, mais que les hommes modérés et de bon sens n'acceptent guère.

(1) *Les OEuvres d'Ambroise Paré* (Paris, 1628, in-fol.), p. 1207 ; cf. *La Semaine des Familles*, année 1885, p. 332.

(2) A. Paré, *ibid.*, p. 1221 : cf. *Sem.*, pp. 440 et 441.

En 1564, le 21 février, à la suite des grandes gelées, il y eut une inondation qui causa les plus grands dégâts. La Seine, sortie de son lit, désola et ruina tous les abords de Rouen. Quinze jours plus tard, le 7 mars, trois arches du vieux pont s'écroulèrent; plusieurs bâtiments périrent, et beaucoup de marchandises furent entraînées ou gâtées par les eaux. On répara le pont tant bien que mal, pour le passage des personnes; mais il fallut organiser deux bacs pour le transport des voitures, qui s'embarquaient non loin de l'église Saint-Cande. C'est depuis lors que la porte Saint-Cande prit le nom de porte du Bac (1).

Un incident singulier marqua l'année 1587; Philippe Josse le narre ainsi dans son *Journal historique*, publié par les soins de M. Sarrazin (2) : « Ceste année là fut si intempérée qu'encore la veille de la Saint-Jean-Baptiste, qui est le 23e jour de juin, fut veu de la gelée blanche sur les herbes et arbres, chose que j'estime n'avoir jamais été veue. La pluie estoit aussi grande et assidue, que, s'il faisoit beau temps un jour, il en faisoit deux de pluie. »

On a parfois cité comme froid et pluvieux l'hiver de 1591-1592 (3); n'est-il pas permis d'en douter en constatant le silence profond qne garde à cet égard le capitaine Valdery dans son *Discours du siège de la ville de Rouen*, où il est entré cependant dans les détails les plus minimes de tout ce qui se passa du 11 novembre

(1) Périaux, *Hist. de la ville de Rouen*, p. 309.

(2) Page 28.

(3) Périaux, op. cit., p. 352.

1591 au 20 avril 1592. Nul doute qu'il n'en eût parlé, si vraiment les intempéries avaient rendu la défense plus pénible ; or il n'y fait pas même une allusion quelconque dans son résumé des souffrances qu'eurent à subir les assiégés.

La dernière année de ce siècle fut très dure pour les pauvres ; car « l'hiver fut très froid. Le prix du vin augmenta : les taverniers le vendaient en février six et même huit sols le pot, malgré les efforts du Parlement », alors que précédemment le meilleur vin était vendu cinq sols (1).

Peu de personnes connaissent sans doute : « *Le Calendrier historial, où on voit les choses les plus mémorables advenues depuis la Création du Monde jusque à la présente année mil six cens dix-huit* ». C'est un petit in-32 de 44 feuillets non paginés, plus la liste des foires, qui occupe 4 feuillets. Il se vendait : « *A Rouen chez Louys Ducastel, au portail des Libraires.* »

L'article le plus long du *Calendrier Historial* est le récit de l'hiver à Rouen, en 1607. En voici la transcription :

« L'an 1607, le 18 décembre, commença l'Hiver, avec une telle rigueur de froidure qu'il ne s'en est veu de pareil de mémoire d'homme (1618), et avec une si longue continuation que la rivière de Seine fut prinse de glace et scellée presque tout le long de son cours, l'espace de

(1) Périaux, *ibid.*, p. 376.

plus d'un mois ou environ ; de telle sorte que les basteaux et voitures ne pouvoient apporter marchandises ny autres commoditez, ains un chacun passoit à pied sec par dessus, comme par miracle et pour en garder la mémoire ; et n'estoit pas que les bœufs, brebis et autres bestiaux, et bestes de voiture, avec leurs sommes mesmes, jusques aux charrettes chargées, n'y passassent, et fut icelle froidure si rude et aspre que plusieurs personnes en sont mortes en leurs maisons, et autres par les chemins, à cause de sa grand' rigueur et de la quantité des neiges, qui ont resté fort longtemps à se dissoudre et fondre, et mesmes plusieurs ont perdu les pieds et jambes et les doigts ; et a esté le bois à prix excessif, de sorte que les bois ont esté abandonnez aux pauvres gens; et a duré et continué icelle rigueur plus de six sepmaines, et pouvons à bon droit l'appeller le grand Hyver ».

M. l'abbé Decorde, dans le *Magasin Normand*, 4e année, p. 155, remarque, après G. Peignot, que Mézeray a décrit l'hiver de 1608, durant lequel un grand nombre de personnes périrent par le froid.... « Le 23 janvier, on servit à Henri IV du pain gelé, qu'il voulut manger sans qu'on le dégelât (1). »

Ce même jour (23 janvier 1608), « on ressentit à Rouen de fortes gelées, qui endommagèrent les monuments publics. A cause des glaces qui couvraient la Seine, les bateliers faisaient payer cher le passage du fleuve ; le Parlement donna l'ordre aux Éche-

(1) Périaux, *ibid.*, p. 387.

vins de préposer des bateliers pour passer le pauvre peuple pour rien. » L'ouverture de la foire de la Chandeleur fut encore retardée.

Toute la France eut à souffrir ; car il parut à Lyon une petite plaquette, réimprimée en 1834 et tirée seulement à 50 exemplaires, sous le titre de : *Grand discours sur l'accident des glaces advenu le dimanche 3 febvrier 1608, et dont la ville a esté préservée de plus grands malheurs par le miracle d'un tailleur*. (Catalogue Claudin, n° 60,427.)

En 1613, des ouragans terribles marquèrent le mois de janvier ; mais en somme la saison fut des plus tempérées, puisque Philippe Josse n'hésite pas à déclarer que : « Cest an a esté hors de saison, depuis le premier jour de l'an jusqu'au mois de febvrier ou environ ; le temps doux, serain, chaud, comme s'il eust esté le mois de juillet ; et non sans pluyes, qui furent en abondance, qui causèrent plusieurs grandes avalasses (1) ».

Les hivers de 1621-1622 et de 1622-1623 furent des plus froids. La rigueur de la saison fit augmenter tellement le prix du blé, qu'en 1623 le pays fut menacé d'une disette redoutable. Et cependant la peste, qui régna si souvent à Rouen, durant ce siècle, non seulement ne cessa pas, mais causa des ravages de plus en plus violents, jusqu'en 1625 (2).

La Seine charriait tant de glaces en janvier 1634, que l'on se vit obligé de reculer jusqu'au 8 mars l'ouver-

(1) *Journal historique* précité, p. 37.
(2) Périaux, op. cit., p. 417.

ture de la foire, qui aurait dû commencer le jour de la Chandeleur (2 février). Les marchandises n'arrivaient pas ; quelques embarcations qui se flattaient de remonter le fleuve furent, le 4 février, brisées contre le pont de bois (1).

Malgré le froid, l'année suivante, 1635, la foire s'ouvrit au jour réglementaire ; mais, le 9 février, les glaces se ruèrent si furieusement contre le pont, qu'elles le rompirent sur plusieurs points et en emportèrent les débris ; il fallut renvoyer au 23 et jours suivants les six derniers jours de la foire (2).

La peste, qui régnait de nouveau mais qui semblait s'être apaisée au commencement de janvier, reparut au moment même où se produisait la débâcle, c'est-à-dire le 8 février, d'après le *Journal* de Josse (3).

Au Havre, « une grande citadelle, » pour parler comme ce chroniqueur, fut emportée par les eaux : il s'agit sans doute d'un fort ou d'un bastion établi vers l'embouchure de la Seine. A Maromme, plusieurs personnes périrent victimes d'une crue subite, qui emporta un moulin et plusieurs autres maisons (4).

Ces divers accidents firent qu'en 1636 et en 1637, on eut la sage précaution de démonter et diviser le pont pour en mettre à l'abri les diverses parties. L'événement prouva que ces mesures de prudence n'avaient

(1) Périaux, *ibid.*, p. 441.
(2) *Ibid.*, p. 443.
(3) Page 55.
(4) Périaux, *ibid.*, p. 56.

rien d'exagéré ; car, comme on crut plus tard pouvoir s'en dispenser, en janvier 1638 plusieurs bateaux furent enfoncés par le choc violent des glaces (1).

En l'année 1640, raconte encore Philippe Josse, « il n'y a point eu d'estrennes, ny chanté : Le roi boit ! En la maison de ville, n'y eut point de gâteau party [partagé], ni l'endemain à diner ; ce que j'estime depuis cinquante ans n'avoir esté. Les petits-enfants (poursuit-il) en pourront dire des nouvelles, lorsqu'ils auront atteint l'âge d'hommes ; ils pourront dire qu'ils n'ont point chanté : « Le roy boit ! » comme aux années précédentes (2) ».

Et pourquoi donc cette grave infraction aux us et coutumes séculaires ? C'est que, trois jours avant la vigile des Rois, où d'ordinaire le gâteau « se partissait » à la maison de ville, le chancelier Séguier était entré à Rouen avec une suite nombreuse, pour punir la fameuse sédition des « Nu-pieds ». La terreur régnait partout ; et, l'intensité de l'hiver venant accroître les maux qui menaçaient les citoyens de Rouen, chacun tremblait dans sa demeure. On ne savait d'ailleurs comment faire face aux nécessités des pauvres, en même temps qu'aux lourdes charges imposées à la ville rebelle.

En 1656, nouveau retard de la foire de la Chandeleur. Le Parlement, craignant sans doute qu'on ne lui fit un crime de ces troubles apportés aux habitudes du commerce, avait admis la Cour des Comptes à délibérer avec

(1) Périaux, *ibid.*, p. 449.

(2) *Journal historique* précité, pp. 75-76 ; cf. Périaux, op. cit. p. 453.

lui. On ne pouvait hésiter, dans l'intérêt même des marchands (1).

En 1657, l'hiver fut rigoureux ; la Seine resta couverte de glaces pendant plus d'un mois (2).

C'est au consciencieux annaliste dieppois David Asseline (3) que nous emprunterons le tableau de l'hiver de 1658-1659.

« L'année 1658, écrit-il, une gelée extraordinaire estant survenue, quelques-uns nous ont donné sujet d'en parler. Elle commença le 23 de décembre de cette année et continua jusqu'au 19 de février de l'année 1659, avec une aspreté si extrême qu'elle rendit, au temps que la marée estoit basse, l'eau du port assez ferme et assez solide pour soutenir plusieurs personnes qui la passèrent à pied sec vis-à-vis de la porte de la Vase. Ce ne fut pas tout : elle fit mourir un très grand nombre de poissons dans le sein de la mer, laquelle, ne pouvans les souffrir, non plus que les autres corps morts, les jetta bientost après sur les bords de son rivage. Cette excessive rigueur du froid mortifia seulement les oyseaux de passage et de rivière, aussi bien que ceux de la campagne ; mais ce fut de telle sorte qu'ils perdirent tous beaucoup de leur vigueur naturelle, et qu'à faute de cœur, ils se laissèrent approcher et tuer aisément par les chasseurs. Une prodigieuse espaisseur de neiges cou-

(1) Périaux, *ibid.*, p. 477 ; De Duranville, *Les Foires de Rouen*, p. 251.

(2) Périaux, *ibid.*

(3) *Les Antiquitez et Chroniques de la ville de Dieppe*, tom. II, pp. 302-303.

vroit cependant le pays voisin, où il y eut beaucoup de désordres et de dommages; car, le temps s'estans adouci et modéré et le chaud ayant succédé au froid, elles produisirent des déluges d'eaux, dont les inondations emportèrent des maisons, des bestiaux, et tout ce qui s'opposoit à leur cours violent et précipité. »

Cet hiver cependant aurait été plus doux en Normandie qu'en Danemark, s'il est vrai, comme on le raconte, que « Charles Gustave, roi de Suède, put traverser sur la glace un bras de mer d'une largeur de 28 kilomètres, à la tête d'une armée de 20,000 hommes, avec artillerie, chevaux et bagages, pour aller assiéger Copenhague (1) ».

Précisément cette année-là, au Puy des Palinods de la ville de Rouen, aucune pièce en langage purinique n'avait été présentée ; l'auteur de la *Muse normande*, pour excuser le retard qui l'avait empêché de produire un des ses chefs-d'œuvre grotesques, s'en excuse en ces termes dans l'épitre « au langage plaisamment solennel » dont il a fait précéder les « *Estrenes de la Muse normande, dédiées au Super-Eloquentissime Mouqueux de Candelle des Palinots* » : « On vous les eût plûtost présentées; mais la rigueur des temps, qui glace l'encre et les caractères, ont donné cet empeschement. Non pas qu'on l'ait défendu, comme aucuns l'ont voulu dire ; car ma Muse n'est point esclave, et peut paroistre en tout temps en plain jour (2). »

(1) *Le Magasin normand*, 4e année, p. 155.

(2) *La Muse normande* (édit. de la Soc. Rouennaise de Bibliophiles), introduction p. XXXIX.

« 1662. — L'hiver fut très rigoureux : la Seine resta gelée pendant longtemps. Il fut suivi d'une grande disette et d'une affreuse misère dans les campagnes. Les pauvres s'attroupèrent par bandes pour aller demander l'aumône chez les laboureurs, avec menace de piller et de brûler. Il y avait néanmoins, dans le pays de Caux et dans le Roumois, beaucoup de grains, que leurs détenteurs ne voulaient pas vendre. On en fit apporter dans des navires (1). »

« L'an 1665, écrit Farin (2), la rivière, ayant gelé et dégelé par trois fois, grossit peu à peu au mois de mars et monta jusqu'à la rue des Charrettes, où cependant elle ne fut pas assez forte pour porter bateau ; » ce qui arrivait quelquefois.

En 1667, hiver très rigoureux ; la Seine resta prise pendant des mois entiers. Et cependant, ajoute M. Périaux (3), « cette année fut appelée l'année de la *bourdigade*, à cause de l'abondance des fruits, et des fêtes populaires qu'elle occasionna. »

En l'année 1669, par suite de la rigueur du froid, la misère fut telle à Rouen qu'elle y causa presque une émeute, racontée en ces termes par feu M. Gosselin dans son intéressante étude sur *Le Bureau des Pauvres et l'Hospice général* (4) :

« Le nombre des pauvres était alors devenu si considérable, qu'un jour, le curé de Saint-Maclou, qui ne

(1) Périaux, op. cit., p. 482.
(2) *Hist. de la ville de Rouen* (édit. de 1738), 1re partie, p. 504.
(3) Op. cit., p. 486.
(4) Cité par Périaux, *ibid.*, p. 489.

pouvait donner des certificats de pauvreté à tous ceux de ses paroissiens qui en demandaient, vit son presbytère envahi par environ cinq cents femmes et enfants, les maris et pères en tête, qui tous le menaçaient et le poursuivaient dans ses appartements avec de telles démonstrations que, pour y échapper, il leur abandonna sa maison et vint supplier le Parlement de lui prêter main forte ; mais sa fuite ayant été signalée, les pauvres le suivirent et arrivèrent en même temps que lui dans la cour du Palais. »

La moitié du pont de bateaux fut emportée par les glaces juste au moment de la clôture de la foire de la Chandeleur, c'est-à-dire le 16 février.

Dieppe fut, la même année, fort éprouvé par la peste, qui aurait emporté, d'après ses historiens, 7,917 personnes ; « mais dit le bon prêtre Asseline (1), grâce à la protection puissante de Notre-Dame de Liesse, le mal se modéra dans les deux premiers mois de l'année 1670, et, le 27 de février, il cessa entièrement (Dieu le voulut ainsi) de faire ses ravages, par l'effet d'une froidure excessive et d'une gelée extraordinaire qui commencèrent deux jours avant la feste de Noël et continuèrent jusqu'à la moitié de janvier, et qui recommencèrent depuis le troisième de février jusqu'au 27 de ce même mois. Mais ce fut avec tant d'aspreté que cette froidure, non seulement surpassa celle du grand hyver, dont on parle tant, mais aussi l'industrie et l'expérience des plus habiles éventeurs de Rouen ; puisqu'elle puri-

(1) *Antiq. et Chron. de la ville de Dieppe*, pp. 356-357.

fia le butin et les maisons des pestiférez et l'air corrompu de la ville, incomparablement mieux qu'ils n'avoient fait avec leurs feux et leurs parfums. »

En 1674, la froide saison (dont nos historiens locaux n'ont pas signalé la rigueur) dut tout au moins se prolonger fort tard ; car, à la date du 18 mars, nous constatons, dans les *Registres des Délibérations du Chapitre de Rouen* (1), que les chanoines résolurent de conserver au chœur leur costume d'hiver au-delà du temps ordinaire, c'est-à-dire au-delà du samedi saint 24 mars ; le temps étant trop rigoureux pour que le costume d'été put suffire à les protéger durant les longs offices de la période pascale.

En 1676, d'après M. l'abbé Decorde, la Seine fut prise pendant trente-cinq jours (2). M. Périaux mentionne seulement la rigueur de l'hiver de l'année suivante, 1677 (3), pendant lequel le P. Bourdaloue commença à prêcher dans l'église cathédrale de Rouen un Carême, qui dut s'ouvrir le 15 février, jour des Cendres.

Nouvel hiver très dur et suivi de cherté en 1679 (4).

On a pu remarquer déjà que, dans le dix-septième siècle, ces brèves mentions de saisons hivernales sont plus fréquentes qu'auparavant. Tout en les recueillant dans l'ouvrage de M. Périaux, nous tenons à faire des réserves. Les notes de cet auteur, fournies en grande partie par son excellent parent et ami, Ed. Gosselin,

(1) Biblioth. du Chapitre de Rouen ; ms.
(2) *Magasin normand*, loc. cit.
(3) Périaux, op. cit., p. 495.
(4) *Ibid.*, p. 496.

proviennent, pour la plupart, des Archives du Parlement. Or l'intervention du Parlement dut évidemment se produire toutes les fois, non seulement que la température était exceptionnellement froide, mais aussi qu'un concours de circonstances indépendantes de cette température rendaient la froide saison moins supportable pour les pauvres. Une récolte mauvaise, une spéculation tendant à faire enchérir les denrées, un chômage un peu prolongé ayant épuisé à l'automne les ressources du prolétaire, les premiers froids un peu vifs le réduisaient à la misère et forçaient la magistrature à venir à son secours, pour empêcher que le bon ordre ne fût troublé par les nécessiteux.

On en peut dire autant des dégâts et des avaries occasionnées par le renflement de la Seine ou par le charriage des glaces; tout cela se reproduit toutes les fois que le froid est un peu vif.

Mais si nous ne sommes pas d'avis de ranger dans la série des hivers *exceptionnels* tous ceux que M. Périaux qualifie de *très rigoureux*, il n'en reste pas moins cette impression générale, que le dix-septième siècle doit compter parmi les plus froids dont l'histoire fasse mention ; et, quoi qu'on ait pu écrire du refroidissement général de l'Europe, constaté, assure-t-on, depuis quelques années, le dix-neuvième siècle est loin d'offrir une série d'hivers aussi longue et surtout aussi désastreuse que celle que nous allons clore par le récit de ce qui se passa en deux années beaucoup plus dures que toutes celles qu'on vient de décrire.

« L'an 1684, raconte Farin (1), un vent du Nord s'éleva sur le soir de la Fête de Saint-Jean-l'Évangéliste, le 27 décembre, et dura six semaines sans discontinuer. Un froid terrible régna pendant tout le mois de janvier et celui de février, de manière que la mer glaça plus d'une lieue loin du rivage. »

Un religieux de Fécamp, auquel M. l'abbé Cochet a consacré une notice assez difficile aujourd'hui à rencontrer dans le commerce et qui mérite d'être comptée parmi les œuvres les plus intéressantes de l'illustre archéologue (2), Dom Guillaume Fillastre, dont cette intéressante étude révèle à la fois la valeur et la profonde modestie, écrivit à Dom Mabillon, au mois d'avril de cette année si dure, une lettre qui figure parmi les *Œuvres posthumes* du célèbre historiographe de l'ordre bénédictin.

Bien que M. l'abbé Cochet l'ait intégralement reproduite, et qu'après lui M. l'abbé Decorde en ait donné de longs extraits dans le *Magasin normand,* nous la croyons encore assez peu connue du public pour ne pas hésiter à la transcrire ici :

(1) *Hist. de la ville de Rouen*, (édit. de 1738), 1re part., p. 523.

(2) *Notice sur la Vie et les Écrits de Dom Guillaume Fillastre, bénédictin de Fécamp, par M. l'abbé Cochet* ; N. Périaux, 1841 ; in-oct. de 31 pages.

DOM GUILLAUME FILLASTRE A DOM JEAN MABILLON

« Mon Révérend Père,

« Vous me fîtes l'honneur de m'écrire au retour de votre voyage d'Allemagne et de m'en mander l'heureux succès. Je ne me donnai pas l'honneur de vous en remercier pour lors, parce que je vous avais écrit quelques jours même avant votre arrivée, pour vous en congratuler par avance. Cependant j'ai su depuis que ma lettre ne vous avait point été rendue. J'ai appris encore, il n'y a pas longtemps, par une lettre de Dom Joseph Bougier, que vous me conserviez toujours l'honneur de votre souvenir, et que vous vous portiez mieux que jamais. Je ne pouvais pas recevoir deux nouvelles plus agréables. La belle saison vous donne à présent le moyen d'employer la santé dont vous jouissez pour continuer vos ouvrages, et pour faire part au public des belles découvertes que vous avez faites dans votre voyage ; car je crois que la rigueur de l'hiver vous aura empêché d'y travailler, au moins s'il a été aussi rude à Paris comme ici, où non seulement l'encre gelait jusqu'au près du feu, mais où la marmite même glaçait presque d'un côté lorsqu'elle bouillonnait de l'autre. Sans raillerie, nous avons vu du bouillon qui en était tombé par hazard en le remuant, geler en un moment d'un côté tandis que de l'autre, il fumait encore. Je n'ai plus de peine à croire ce que les voyageurs rapportent de la mer Glaciale, ce que les poètes semblent

dire avec exagération des pays les plus froids et les hivers les plus rigoureux. Nous avons vu tout cela dans celui-ci par expérience :

Vidimus ingentem glacie consistere pontum,
Nec vidisse sat est, durum calcavimus æquor.

« C'est une nouveauté dont nos vieux matelots n'avaient jamais entendu parler ; ainsi, on a eu le plaisir de marcher à pied sec sur la mer sans miracle.

Undaque non udo sub pede summa fuit.

« Ceux de Dieppe particulièrement ont pris le divertissement de cette promenade avec d'autant plus de sûreté, qu'on a reconnu après le dégel des glaçons de onze pieds d'épaisseur. De plus :

Vidimus in glacie pisces hærere ligatos ;

et nous avons été même contraints d'en manger. Nous avons vu un vaisseau qui voulait sortir à la faveur de la pleine mer et de la marée, être arrêté par les glaces à l'embouchure du port. Mais ce qui est encore plus étrange, c'est qu'on en a vu, avec compassion, de pris dans les glaces, à plus de deux lieues dans la mer.

Inclusæque gelu stabant ut marmore puppes,
Nec poterat gelidas scindere remus aquas.

« Les hommes qui étaient dedans ne se sont sauvés du danger que par une espèce de miracle.

« Voici l'histoire en deux mots : quelques matelots

de Saint-Valery-en-Caux, s'étant exposés à aller pêcher, furent enveloppés par la glace, à près de trois lieues dans la mer, vis-à-vis du port de Veules, d'où on les voyait témoigner par signes le danger où ils étaient. Dans cette extrémité, ils se hasardèrent à regagner la terre à pied, pardessus la glace ; ce qu'ils firent heureusement, à la faveur de deux planches qu'ils mettaient l'une après l'autre, à mesure qu'ils avançaient, pour leur servir comme de pont par dessus les glaçons, qui n'avaient pas partout une liaison égale.

Quid loquar, ut cuncti concrescant frigore rivi
Deque lacu fragiles effodiantur aquæ.

« En effet, on a été contraint, à la campagne, de fendre la glace avec la coignée, et de la faire fondre sur le feu pour avoir de l'eau. Mais ce qui vous surprendra davantage, c'est qu'on a vu des gens aller quérir de l'eau douce à la mer, et la porter par morceaux dans des sacs ; car la plupart de ces glaçons n'étaient point salés, comme plusieurs l'ont remarqué.

« Enfin, on m'a dit avoir vu à Rouen et au Havre du vin et du cidre rompre les tonneaux, et en garder encore la figure, en glace, avec une dureté qui ne pouvait être brisée que par la coignée. C'est justement ce que Virgile et Ovide nous ont donné comme les marques de l'hiver le plus rigoureux.

..... Cæduntque securibus humida vina.
Nudaque consistunt formam servantia testæ
Vina, nec hausta meri sed data frusta bibunt.

« En voilà assez pour vous faire voir que les poètes même n'ont pu peindre un plus cruel hiver que celui que nous avons vu en effet.

« Mais je ne fais pas attention que j'abuse de votre temps à vous dire des bagatelles...

« A Fécamp, le 12 avril 1684. »

On trouverait assurément dans les gazettes contemporaines la trace de ce grand hiver, et nous regrettons que le temps nous ait manqué pour l'y chercher. Mais quels détails pourraient-elles nous fournir qui soient plus caractéristiques que les divers épisodes mentionnés par Dom Guillaume Fillastre ?

C'en est assez pour que l'hiver de 1684 mérite d'être classé parmi les plus fameux. Il semble cependant que celui de 1708-1709 ait été plus glacial encore. C'est par sa description sommaire que nous couronnerons cette étude.

« Au mois de décembre 1708, notait M. Briant de Vaston, alors curé de Bléville, près le Havre (1), commença *le grand hiver*, qui dura plus de trois mois. »

C'est aussi la date indiquée dans le *Journal d'un bourgeois de Rouen*, publié en 1882 dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie* (2), où nous lisons que l'hiver commença le 3 du mois de décembre 1708, par une gelée médiocre.

Mais tous les auteurs s'accordent pour fixer au 6 janvier, ou plutôt à la nuit du 5 au 6 janvier 1709, une

(1) Cité par M. L. Braquehais, *Histoire de Bléville*, p. 85.

(2) Année 1882-1883, p. 279.

recrudescence subite du froid le plus intense que l'on eut encore connu.

Ecoutons d'abord Farin, ou plutôt le chartreux Dom Ignace, son continuateur (1) :

« L'an 1709, la veille des Rois, entre huit et neuf heures du soir, le vent, qui estoit au midi et à la pluye, changea tout d'un coup au nord, et, en moins d'une heure, les ruisseaux qui couloient dans les rues se trouvèrent gelez. Le froid redoublant toute la nuit et allant tous les jours en augmentant, réduisit bientôt toute la nature à une triste situation. Les fontaines, rivières, la mer même, et généralement tous les corps liquides, à moins qu'ils ne fussent dans une cave très profonde, se congelèrent; les prêtres même, à l'autel, étoient obligez de faire mettre un réchaut plein de feu à côté du calice, qui, malgré ces précautions, ne laissoit pas encore de geler; le pain et l'eau geloient auprès d'un grand feu ; les vignes, les arbres fruitiers et presque tous les oliviers de Provence périrent. Ceux qu'on crut réchappez, étant endommagez dans le cœur, moururent les années suivantes. On vit, dans le jardin royal des Tuileries, de gros maronniers d'Inde se fendre depuis la racine jusqu'en haut du tronc. Un grand nombre d'animaux périrent de froid. Nul endroit, ni le meilleur feu n'étoit point capable d'en garantir les hommes. On étoit obligé d'abandonner les maisons pour aller se loger avec les bêtes dans leurs étables, dont on avoit grand soin de boucher les fenêtres et les portes avec du fumier. En un

(1) *Hist. de la ville de Rouen* (édit. de 1738). 1re partie, pp. 524-525.

mot, la rigueur du froid fut si grande que personne dans ce tems-là, même les plus âgez, ne se souvenoit d'avoir jamais vu un pareil hyver, ni d'avoir *entendu parler d'aucun dans lequel on eut remarqué des effets aussi étonnants que celui-là.* »

Nous connaissons déjà cette formule, contre laquelle nous avons dit qu'il y avait à se tenir en garde. Et certes, après le récit de Dom Guillaume Fillastre, il y a lieu de s'étonner de la retrouver ici ; car toute une génération présente en 1709 avait pu voir les rigueurs de 1684.

La première de ces années a cependant tracé un sillon si profond dans la mémoire des hommes ; un si grand nombre d'écrivains en ont raconté les détails avec des traits si accentués, que nous n'oserions contredire l'assertion de Dom Ignace, tentés que nous sommes d'inscrire l'hiver de 1709 parmi les deux ou trois hivers les plus durs qu'aient enregistrés les annales de l'humanité.

M. Périaux (1) nous dit qu'à Rouen le thermomètre descendit jusqu'à *quinze degrés*. Il dut certainement descendre beaucoup plus bas, si l'on juge par les hivers suivants où les observations se firent sans doute plus soigneusement. A Rouen le thermomètre descendit : en 1776, à 16° 1/2; en 1768, à 18° 3/4; en 1859 à 20° 1/10 ; le 28 novembre dernier (1890), il marquait à Rouen 15°, et 21, assurait-on, sur le plateau qui domine Darnétal. On n'a pas vu cependant se produire, du moins au même degré, les incidents signalés tout à l'heure ou qu'il nous reste à signaler.

(1) Op. cit., p. 518.

Si du reste, en 1709, le thermomètre à Rouen n'avait marqué que 15°, c'est que la ville aurait été tout à fait privilégiée, puisque ailleurs « le thermomètre descendit à un degré correspondant à 23 au-dessous de zéro de celui auquel Réaumur donna plus tard son nom, c'est-à-dire beaucoup plus bas qu'en Sibérie dans les hivers ordinaires, où le froid n'est que de 15 à 16 dégrés Réaumur (1) ».

Le *Bourgeois de Rouen* précité, assure que la grande gelée dura jusqu'au 25 janvier. « Il survint alors un peu d'adoucissement qui fut suivi d'une prodigieuse quantité de neige qui tomba par toute l'Europe. Le 6 de février, un vent du midi survint, les derniers jours du Carnaval, qui fit fondre une partie des neiges ; mais, le 19 du même mois, le froid recommença avec la même force que le 6 janvier, et continua jusqu'au 6 de mars. On crut que c'était la fin, mais, le 10 et le 11, il tomba une grande abondance de neige suivie d'une gelée qui dura plusieurs jours, et on peut dire que ce fut le cinquième hyver. Je ne prétends pas, conclut notre naïf annaliste, rapporter tous les désordres que la gelée a causés, je n'en finirois jamais. On peut s'attendre que cet hiver sera long à réparer la misère qu'il a causée (2). »

A Dieppe, l'abbé Guibert, l'un des correspondants de l'Académie de Rouen, parle « d'une grande pluye, qui continua pendant vingt-quatre heures et fut subite-

(1) *Magasin pittoresque*, tom. XXIV, p. 51.

(2) *Bulletin de la Soc. de l'Hist. de Normandie*, année 1882-1883, pp. 279-280.

ment suivie par une gelée violente qui dura plus de deux mois. La nuit du 3 au 4 février, la neige tomba en si grande abondance que les chemins devinrent impraticables à cause des fonds et cavées qui se trouvèrent emplis jusqu'au niveau des terres voisines, en sorte qu'on ne pouvoit rien distinguer. La ville en étoit pleine jusqu'à la hauteur des premières chambres. Le premier travail des habitants fut de pratiquer un passage à chaque côté de rue en rejettant et accumulant les neiges dans le milieu, ensuite de faciliter le passage des portes de la ville, et d'aller ouvrir les grands chemins et avenues jusqu'à la pleine campagne. Le mardy gras, qui étoit le 12 février, la gelée fut si forte qu'on pouvoit traverser le port sur la glace à la mer basse. Cette gelée poursuit-il, fit périr tous les fruits et grains, et beaucoup d'arbres, et fut la cause que le prix du blé monta jusques à 8 ou 9 livres le boisseau. Les échevins [diepois], autorisez par un arrest du Conseil du 25 may de cette année, promirent et arrêtèrent une récompense de 80 livres pour muid de bled à ceux qui en apporteroient de pays étranger, à condition qu'il n'en seroit enlevé de la ville qu'après qu'elle en aurait été suffisamment approvisionnée, et en remettant de la dite récompense à proportion qu'il en seroit enlevé. On fit une cotisation des aisez en faveur des pauvres, à qui on donnoit des aumônes pécuniaires. On fit beaucoup de pain d'orge seul, d'autres le mesloient avec du bled (1). »

Le recours à l'importation était d'autant plus néces-

(1) *Mémoires pour servir à l'Histoire de Dieppe*, tom. I, pp. 103-104.

saire que les campagnes ne pouvaient guère venir au secours des villes, ayant souffert encore plus qu'elles de la mauvaise saison.

« Le froid fut si rigoureux, notait le curé de Bléville, et la famine si grande pour les animaux sauvages et les oiseaux, qu'ils moururent et périrent presque tous. A peine l'espèce de chacun se conserva-t-elle ; il ne resta pas une perdrix dans nos cantons.

« La moitié des pommiers et poiriers moururent ; les noyers et les mûriers furent entièrement détruits, à la réserve de quelques jeunes plants cachés dans plusieurs coins ; les blés, fromens, petit blé et seigle périrent entièrement ; on fut obligé de les relabourer tous au printemps pour les resemer.

« Dans ce temps, continue-t-il, commença la grande cherté des vivres, et au commencement du mois de may 1709, l'orge valoit icy [c.-à-d. à Bléville] trois livres le boisseau ; sur la fin du mois, elle vint à six livres, plus cher que le froment ; les orges furent tous consommés ; la cherté des vivres augmenta toujours de plus en plus, de sorte que, pendant le mois d'août 1709, le froment le plus commun valoit 11 livres et le beau 14 livres, l'orge 8 livres, le seigle 9 livres.

« Cette grande cherté diminua un peu vers la Toussaint ; alors le froment ne valoit plus que 8, 9 et 10 livres, et continua sur ce prix jusqu'à la fin d'août 1710. Ainsi la cherté dura 18 mois. Après celle-ci vint la cherté de la boisson ; le cidre a vallu jusqu'à 18 sols le pot, et le tonneau 200 livres dans ce pays ; en un mot le cidre devint aussi cher que le vin, qui était aussi fort

cher, vallant ici jusqu'à 35 sols le pot, les vignes étant mortes par le grand hiver ; on fit partout brasser des bières pour suppléer aux cidres. L'an 1710 et 1711, les pommes vallaient 35 à 40 sols le boisseau (1). »

M. L. Braquehais, éditeur de ce curieux passage, donne en note quelques prix qui peuvent servir de points de comparaison : « A Noël 1701, dit-il, le pot de cidre revenait à 7 deniers 1/2, ce qui met le tonneau à moins de 9 livres 8 sous, d'où l'on voit que, par suite de la disette, le prix du cidre était presque 29 fois celui qu'il avait été 9 ans plus tôt. Il est vrai qu'en 1700, le pot acheté en gros coûtait 15 deniers (un sou et un liard). Ce qui était encore plus de quatorze fois moins cher qu'en 1709 (2). »

« Pendant ces années malheureuses, on fit des questes à l'Église tous les dimanches pour subvenir aux besoins des pauvres de Bléville (3). »

Si nous passons en Basse-Normandie, nous y pourrons citer quelques pages recueillies par M. de la Sicotière, aujourd'hui sénateur de l'Orne, et publiées par ses soins, en 1886, dans le *Magasin pilloresque* (4).

C'est d'abord un extrait du journal d'un curé de Feings, aux environs de Mortagne, qui écrivait, sous la date du 10 août 1710 :

« Le lundi 7 janvier [1709], commença une gelée qui fut, ce jour, la plus rude journée et la plus difficile à

(1) L. Braquehais, *Hist. de Bléville*, pp. 85-86.
(2) *Ibid.*, note de la page 86.
(3) *Ibid.*
(4) Tome XXIV, pp. 50-51.

souffrir. Elle dura jusqu'au 3 ou 4 février. Pendant ce temps-là, il vint de la neige d'environ demi-pied de haut; cette neige était fort fine, elle se fondait difficilement. Quelques jours après qu'elle fut tombée, il fit un vent fort froid, entre bise et galerne [vent du nord-ouest], qui la ramassa dans les lieux bas; il découvrit les blés, qui gelèrent presque tous. Les arbres gelèrent aussi. Il n'y eut point d'espèces d'arbres dont il n'y eut beaucoup de gelés ; les chênes mêmes, qui semblent être des plus durs, furent gelés en grand nombre, particulièrement ceux qui avaient été ébranchés depuis peu, qui moururent presque tous par canton. Beaucoup de pommiers parurent n'être pas morts ; ils poussèrent des feuilles et des fleurs, et moururent ensuite ; d'autres portèrent des pommes en 1709, et sont morts en 1710. On remarqua en fendant le tronc des arbres gelés qu'il s'en exhalait une odeur insupportable. »

« A la fin du mois de février, il se fit encore de grandes gelées, mais le mal était déjà fait, les blés étaient entièrement gelés. Au printemps on sema tant d'orge et on en récolta tant que, de 8 livres qu'on avait vendu le boisseau [4 décalitres], il est descendu à 50 sous et un écu le boisseau [1er mai 1710]..... Les arbres fruitiers sont si infructueux cette année, ajoute le bon curé, que je ne crois pas qu'on puisse faire de tous les fruits qu'on cueillera dans cette paroisse une pipe de cidre. A Alençon, dans les auberges, le cidre se vendit jusqu'à 14 sous le pot. »

Partout dans le pays la mortalité fut extrême ; à Feings, où il était mort 15 personnes en 1708 et 5 en

1711, on compta 27 décès en 1709, 56 en 1710. A Séez, pendant plusieurs mois, on enterra jusqu'à douze et quinze personnes par jour, tant le scorbut et le charbon faisaient de victimes. Douze membres du Chapitre et l'évêque, Louis d'Aquin, âgé seulement de quarante-cinq ans, moururent dans le cours de l'année.

Mais quelle que fut la terreur causée par la maladie, la misère était telle que l'on dut prendre des mesures pour empêcher des émeutes et protéger les convois de grains que l'on faisait venir du Mont-Saint-Michel à Alençon. Pour empêcher les accaparements et les troubles auquels ils servaient de prétexte, un arrêt du Conseil du Roi, du mois d'avril 1709, enjoignit à toutes personnes, « sans distinction de rang de naissance et de profession, sans exception même en faveur des communautés, de déclarer leurs approvisionnements de grains, farines et légumes, sous peine de galères et même de mort (1). »

Il en était de même à Rouen, où la mine de blé s'était vendue jusqu'au prix exorbitant de trente-deux livres, et où la livre de pain coûta jusqu'à trois sous et six deniers. Bien des gens moururent de misère : « Le prix excessif des subsistances et la décadence des manufactures occasionnèrent des mouvements populaires dans la ville, et des attroupements de vagabonds dans les campagnes. » De là des émeutes populaires, dont M. de Courson, intendant de la province, faillit être victime.

L'énergie des mesure prises pour faire cesser la fa-

(1) *Ibid.*

mine et dompter les séditieux finit par amener la paix. On soulagea d'ailleurs les pauvres en provoquant des quêtes publiques, des dons volontaires, en établissant des taxes de police et en créant des chantiers de travail. C'est alors que l'on fit sauter par la mine une partie de la pointe du mont Sainte-Catherine, pour se procurer les matériaux nécessaires à la construction du chemin neuf de Paris (1).

La fonte des immenses couches de neige éparses sur tout le sol devait nécessairement amener des inondations. Elles durèrent plus d'un mois. La Seine, sortie de son lit, s'éleva à la porte du Bac jusqu'à quatre pieds de hauteur ; le pont de bateaux fut brisé et en partie submergé, quelques-unes de ses parties étant trop fortement reliées pour avoir pu se détacher à temps (2).

Toute la France souffrit cette année-là des mêmes rigueurs de l'hiver et des maux qui s'ensuivirent. Le *Comité des Travaux Historiques* a publié a ce sujet, en 1884 (3), un curieux récit de Bernard de Chatenay, lieutenant particulier au bailliage de Mâcon, qui prouve que les dégâts ne furent pas moindres en cette région que sur les côtes de la mer. La désolation des jardins engagea les échevins et le maire de Mâcon à demander à l'évêque une permission générale de faire gras pendant le carême plusieurs jours de la semaine, permission qui fut accordée, comme elle l'avait été à Lyon, et pour les mêmes motifs.

(1) Périaux, *Histoire de la Ville de Rouen*, p. 519.
(2) Périaux, *ibid.*, p. 519.
(3) Pages 156 et suiv.

Notre intention était de clore ce travail avec le dix-septième siècle. L'importance exceptionnelle de l'hiver de 1709 nous a fait franchir cette limite, mais ici, nous nous arrêtons.

En poursuivant plus loin cette étude rapide nous sortirions du terrain de l'Histoire pour entrer audacieusement dans le domaine scientifique. Ce serait tout à la fois imprudent et superflu.

A l'heure où nous nous arrêtons, l'Observatoire de Paris fonctionne régulièrement déjà depuis plus d'un quart de siècle ; d'autre part, la publicité commence à être très large : les *Mercures* et les *Gazettes* inscrivent exactement les faits météorologiques à côté des autres faits. Le temps des chroniques est fini : le journalisme commence. Honneur à l'homme patient qui, sans se laisser effrayer par le chaos de ces feuilles légères, en osera tenter la synthèse; il fera preuve d'un courage que nous ne lui envierons pas.

ACADÉMIE

DES

Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen

PRIX

PROPOSÉS POUR LES ANNÉES 1892, 1893 ET 1894.

1892

PRIX DE LA REINTY

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à toute personne appartenant au pays de Caux, et, par préférence, aux communes de ce même pays où ont résidé les familles Belain, Diel et Baillardel, et qui se sera distinguée par ses vertus, par une action d'éclat, ou par des services qui, sans avoir un caractère maritime, auront été utiles au pays de Caux. Les lieux aujourd'hui connus pour avoir été habités par ces familles sont, sauf omission : Allouville, Beaunay, Bec-de-Mortagne, Cailleville près Saint-Valery-en-Caux, Canouville

près Allouville, Crasville-la-Mallet, Dieppe, Esnambuc près Sainte-Marie-des-Champs, Hautot-Saint-Sulpice, Les Hameaux près Gonneville, Limpiville, Miromesnil près Tourville-sur-Arques, Sainte-Geneviève et Venesville.

PRIX BOUCTOT

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à l'auteur du meilleur travail sur le sujet suivant : « Étudier l'état « de l'enseignement des mathématiques dans les établis- « sements d'enseignement secondaire, ses résultats et « les améliorations qu'il pourrait recevoir. »

1893

PRIX BOUCTOT

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à l'auteur, né en Normandie ou y demeurant, de la meilleure comédie en un acte et en vers.

1894

PRIX GOSSIER

L'Académie décernera un prix de 700 fr. à l'auteur du meilleur travail sur la question suivante :

« Examiner en quoi a consisté la réforme de la « Coutume de Normandie au XVI^e^ siècle et signaler les « différences entre l'ancien Coutumier et la Coutume « réformée. »

PRIX BOUCTOT

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à l'une des

œuvres qui auront figuré à l'Exposition municipale de peinture de 1894, et dont l'auteur sera né ou domicilié en Normandie.

PRIX DE LA REINTY

L'Académie décernera un prix de 500 fr. à l'auteur du meilleur ouvrage manuscrit ou imprimé, écrit en français, ou de la meilleure œuvre d'art, faisant connaître, par un travail d'une certaine importance, soit l'histoire politique et sociale, soit le commerce, soit l'histoire naturelle des Antilles, présentement possédées par la France ou qui ont été jadis occupées par elle.

L'Académie décerne aussi, chaque année, dans sa séance publique, les prix suivants :

PRIX DUMANOIR

Un prix de 500 fr. à l'auteur d'une belle action accomplie à Rouen ou dans le département de la Seine-Inférieure.

PRIX OCTAVE ROULAND

Deux prix de 300 fr. chacun, « aux membres de familles nombreuses qui ont fait preuve de dévouement envers leurs frères ou sœurs. »

Les personnes qui connaîtraient des actes de dévouement ou de belles actions, dignes de concourir pour les *Prix Dumanoir*, *Octave Rouland*, et de *La Reinty*, sont invitées à les signaler à l'Académie, en adressant au

Secrétariat, rue Saint-Lô, n° 40, à Rouen, une notice circonstanciée des faits qui paraîtraient dignes d'être récompensés.

Cette notice, appuyée de l'attestation légalisée des autorités locales, doit être envoyée franco à l'Académie avant le 1er juillet.

OBSERVATIONS RELATIVES AUX CONCOURS

Chaque ouvrage manuscrit doit porter en tête une devise qui sera répétée sur un billet cacheté, contenant *le nom et le domicile de l'auteur*. Les billets ne seront ouverts que dans le cas où le prix serait remporté.

Les académiciens résidants sont seuls exclus des concours.

Les ouvrages adressés devront être envoyés *francs de port avant le 1er mai* (terme de rigueur) soit à M. Barbier de la Serre, soit à M. Pierre Le Verdier, secrétaires de l'Académie.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DE L'ACADÉMIE

« *Les manuscrits envoyés au concours appar-*
« *tiennent à l'Académie, sauf la faculté laissée aux*
« *auteurs d'en faire prendre des copies à leurs*
« *frais.* »

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

DES OUVRAGES OFFERTS A L'ACADÉMIE

PENDANT L'ANNÉE 1890-1891

Aix. — *Séance publique de l'Académie des Sciences, Agriculture et Belles-Lettres d'Aix.*

Bernet-Rolande. — *Saint Amable : sa vie, son église, son culte ;* Clermont-Ferrand, 1891.

Blondel. — *Esquisse d'une réforme orthographique de la langue française ;* Lille, 1890.

Bouquet. — *Notice sur A. Chéruel, professeur et historien ;* Rouen, 1891.

Bouvier. — *Les Mammifères de la France : Étude générale de toutes les espèces considérées au point de vue utilitaire.*

Cerné (docteur). — *Principes de l'assainissement des villes, avec quelques applications à l'assainissement de la ville de Rouen ;* Rouen, 1891. — *Réponse à quelques objections concernant la mortalité à Rouen ;* Rouen, 1891.

Chanoine-Davranches. — *Le fief d'Avrilly et ses seigneurs ;* Rouen, 1891. — *Histoire de la situation légale, civile et sociale de la femme en France ; Discours prononcé à l'au-*

dience de rentrée de la Cour d'appel de Rouen, le 3 novembre 1882. — Des conditions légales et de l'histoire du délit de mendicité; Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Rouen, le 16 octobre 1889.

Crégut (l'abbé). — *Avitacum : Essai de critique sur l'emplacement de la villa de Sidoine Apollinaire*; Clermont-Ferrand, 1890.

Crépieux-Jamin. — *Traité pratique de Graphologie ; Étude de l'homme d'après son écriture. — L'Écriture et le Caractère, précédé d'une préface par M. Paul Hélot;* Paris, 1889.

Daae (Louis). — *Joannis Agricolæ islebiensis apophthegmata nonnulla nunc primum, edidit Dr Ludovicus Daae ;* Christiania, 1886. — *Symbolæ ad historiam ecclesiasticam provinciarum septentrionalium magni dissidii synodi que Constantiensis temporibus pertinentes ;* Christiania, 1888.

De Barthélemy. — *Numismatique de la France, première partie : Époques gauloise, gallo-romaine et mérovingienne.*

De Beauchamp. — *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur : Médecine et pharmacie ; Projets de loi recueillis et publiés par A. de Beauchamp ;* 1803-1826.

De Glanville. — *Histoire du Prieuré de Saint-Lô de Rouen : Ses prieurs, ses privilèges, ses revenus;* deux volumes, Rouen, 1890.

De la Sicotière. — *L'Association des Étudiants en droit de Rennes avant 1790 ;* Nantes, 1883. — *Frotté en Bretagne et en Vendée, 1795 ;* Nantes, 1884. — *Un chapitre de*

l'histoire de Frotté : Naissance, famille, éducation, régiment ; Nantes, 1884. — *Préliminaires de la pacification : Les Conférences, 1799-1800 ; Pouancé-Condé-Montfaucon ;* Angers, 1885. — *Les soumissions dans l'Ouest : Janvier, février 1800 ;* Mamers, 1885. — *L'Émigration percheronne au Canada pendant le XVII^e^ siècle ;* Alençon, 1887. — *Les Rosières en Basse-Normandie, avec appendice : La Conversion de Rancé.*

De la Sicotière et Jamme de la Goutine. — *Le curé Pons : Correspondance inédite d'un membre de l'Assemblée Constituante ;* 1789-1791.

De la Sizeranne (Maurice). — *Dix ans d'études et de propagande en faveur des aveugles.*

De Montel (Albert). — *Madame de Worens et le pays de Vaud ;* Lausanne, 1892.

Des Maisons (comte Robert). — *Faits et gestes de la c ravane de Terre-Sainte en 1868, avec cartes et plans ;* Évreux, 1891.

Félix. — *Discours prononcé à l'inauguration du monument érigé à Rouen, à Gustave Flaubert, le 23 novembre 1890.*

Fichet (Guillaume). — *Épître adressée à Robert Gaguin, le 1^er^ avril 1472, par Guillaume Fichet sur l'introduction de l'imprimerie à Paris. Reproduction héliographique de l'exemplaire unique de l'Université de Bâle ;* Paris, 1889.

Frère (Henri). — *Discours prononcé à l'ouverture de la Conférence des Avocats stagiaires du Barreau de Rouen, le 25 novembre 1890.*

Frère (Samuel). — *Maman Jean ;* Rouen, 1890.

Gadeau de Kerville. — *Faune de Normandie : Mammifères, Oiseaux* ; Paris, 1888.

Gasté (Armand). — *Bossuet : Deux lettres inédites et documents nouveaux pour servir à l'histoire de son Épiscopat à Meaux, 1682-1704* ; Caen, 1890. — *La Jeunesse de Malherbe : Documents et vers inédits* ; Caen, 1890.

Genevoix (Gustave). — *Le Vicomte de l'Aubette.* — *Amour d'épouse.*

Grignon (Louis). — *Topographie historique de la ville de Châlons-sur-Marne* ; 1889.

Hauréau. — *Voir* Vacandard (l'abbé).

Hédou (Jules). — *E.-E. Lefebvre, artiste-peintre, 1850-1889* ; Rouen, 1890.

Hélot (Paul). — *Voir* Crépieux-Jamin.

Husnot. — *Description et figure des Mousses de France et des contrées voisines ; 1re partie : Aprocarpes.* — *Revue bryologique, 18e année* ; 1891.

Izarn. — *Voir* Prévost (Gustave).

Jamme de la Goutine. — *Voir* De la Sicotière et Jamme de de la Goutine.

Join-Lambert. — *Un vicomte de Briosne, conférencier et théologien à Elbeuf en 1660* ; Brionne, 1891.

Lebel. — *Catalogue du Musée de peinture de Rouen.*

Leblant (Edmond). — *L'Épigraphie chrétienne en Gaule et dans l'Afrique romaine* ; Paris, 1890.

Lechalas. — *La Géométrie générale et les jugements synthétiques à priori.*

Lefort. — *École normale d'instituteurs à Rouen* ; 1890.

Legay (Ch.). — *La question sociale : Unique solution ;* Paris, 1891.

Lesska. — *Problème d'algèbre (manuscrit).*

Malbranche et E. Niel. — *Essai monographique sur les Ophiobolus observés en Normandie ;* 1890.

Marchand (Eug.). — *L'Azote dans la culture du blé ;* 1890.

Merry-Delabost. — *Rapport du Directeur de l'École de Médecine et de Pharmacie de Rouen lu à la séance de rentrée du 4 décembre 1890.*

Niel (Eugène). — *Voir* Malbranche et E. Niel.

Panel (docteur). — *Statistique médicale et démographique de la ville de Rouen, 3e année ;* 1890.

Paris. — *Congrès des Sociétés savantes. Discours prononcés à la séance générale par M. Monnier et M. Bourgeois, Ministre de l'Instruction publique ;* mai 1890. — *Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : Rapports des Conseils généraux des Facultés pour l'année scolaire 1888-1889 ; Rapport sur les observations astronomiques de province,* 1890 ; *Séance publique annuelle de la Société nationale d'Agriculture de France, du 25 juin 1890. — Le Tonkin financier, son avenir ; Étude économique,* 1891. — *Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France, Départements, tome XIV. — Vasi panatenaici, volume X, tav. XLVII et XLVIII, avec planches. — Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de France, tome II, 1re livraison. — Compte général de l'Administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1888 ;* Paris, 1881 ; *Même compte rendu pour la justice civile et commerciale pendant la même année ;* Paris, 1891.

Pennetier (Georges). — *Rapport de M. le Médecin en chef des épidémies de l'arrondissement de Rouen pour l'année 1889 ;* Rouen, 1890.

Peron. — *Espèces nouvelles ou ératiques de Mollusques fossiles des terrains crétacés de la région sud des hauts plateaux de la Tunisie ;* Paris, 1890. — *Description des Mollusques fossiles de ces terrains recueillis en 1885 et 1886 par M. Philippe Thomas ; 1re partie,* 1890.

Pierre (docteur). — *Charité, poème ;* 1891.

Prevost (Gustave). — *Les Invasions barbares en Gaule au Ve siècle et la condition des Gallo-Romains ;* Paris, 1879. — *La Vie privée d'un magistrat au commencement du XVIIIe siècle,* Paris, 1884. — *Fouilles à Saint-Ouen de Rouen ;* 1885. — *Le Compte des recettes et dépenses du Roi de Navarre en France et en Normandie, publié par M. Izarn, avec introduction par M. Gustave Prevost ;* Paris, 1885. — *Le Ban et l'Arrière-ban dans les Élections de Bernay et de Lisieux et la Défense des Côtes normandes en 1703 ;* Bernay, 1888.

Roger (docteur Jules). — *Les Médecins normands du XIIe au XIXe siècle : Seine-Inférieure ; Biographie et Bibliographie ;* 1890.

Rome. — *I Codici palatini della R. Bibliotheca nazionale centrale di Firenze ; volume II, fascicolo 3.*

Rouen. — *Conseil général du département de la Seine-Inférieure : année 1890, 2e session ordinaire et session extraordinaire. — Année 1891, 1re session ordinaire. — Discours prononcés au banquet offert par la Compagnie des Avoués près le Tribunal civil de Rouen à M. Gougeon, Président du dit Tribunal, nommé Premier Président à la Cour d'appel de Besançon, le 24 novembre 1890.*

Roux (J.). — *Histoire de l'abbaye de Saint-Acheul-lès-Amiens ;* 1890.

Sauvage (l'abbé). — *Catalogue chronologique des Grands-Baillis de Caux du XIII^e^ au XVIII^e^ siècle. — Notes sur le Monastère des Emmurées de Rouen ;* 1891.

Suchetet. — *Les Oiseaux hybrides rencontrés à l'état sauvage, 1^re^ partie : Les Gallinacés ;* Lille, 1890. — *2^e^ partie : Les Palmipèdes ;* 1891.

Thomas (Philippe). — *Voir* Peron.

Vacandard (l'abbé). — *Les Poèmes latins attribués à Saint Bernard : Étude critique sur l'ouvrage de M. Hauréau ;* 1891.

Vermont (Henri). — *Le projet de loi du Gouvernement sur la création d'une Caisse nationale de retraites ouvrières ;* Paris, 1891.

Vingtrinier (Aimé). — *Les Deux Bancel ; Esquisse ;* Lyon, 1891. — *Maioli et sa famille, à propos d'un livre de la Bibliothèque de Lyon ;* Paris, 1891.

TABLEAU

de

L'ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE ROUEN

pour l'année 1891-1892

OFFICIERS EN EXERCICE

M. l'abbé VACANDARD, *Président.*
M. POAN DE SAPINCOURT, *Vice-Président.*
M. BARBIER DE LA SERRE, *Secrétaire pour la Classe des Sciences.*
M. LE VERDIER, *Secrétaire pour la Classe des Lettres et des Arts.*
M. HÉRON, *Trésorier.*
M. DECORDE, *Archiviste.*

ACADÉMICIENS RÉSIDANTS NOUVEAUX

ANNÉES de réception

MM.

1891 CHANOINE-DAVRANCHES, avocat général près la Cour d'appel, place de l'Hôtel-de-Ville, 21.

PREVOST (Gustave), ancien magistrat, rue Chasselièvre, 42.

ACADÉMICIEN RÉSIDANT DÉCÉDÉ

1891 MAILLET DU BOULLAY, conservateur du Musée d'Antiquités, rue Beauvoisine.

ACADÉMICIEN CORRESPONDANT NOUVEAU

1891 DES MAISONS (le comte Robert), propriétaire à Caumont (Eure).

ACADÉMICIENS CORRESPONDANTS DÉCÉDÉS

1849 CHÉRUEL ✻, ancien Recteur de l'Université, à Paris.
1858 BERTHERAND, docteur-médecin, à Alger.

ACADÉMICIEN CORRESPONDANT ÉTRANGER DÉCÉDÉ

1861 VALLEZ, docteur-médecin, à Bruxelles (Belgique).

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

Procès-verbal de la Séance publique, tenue le 10 décembre 1891..... V

Peintres et Musées, Discours d'ouverture par M. Adeline, Président..... IX

Rapport sur le Prix Gossier, par M. Félix..... XXVII

Rapport sur le Prix Bouctot, par M. Samuel Frère XLIV

Rapport sur le Prix Octave Rouland, par M. Barbier de la Serre..... LI

Rapport sur le Prix Dumanoir, par M. l'abbé Sauvage..... LVII

CLASSE DES SCIENCES

Compte rendu des travaux de la Classe des Sciences, par M. Poan de Sapincourt, Secrétaire de cette Classe..... 3

Discours de réception de M. Suchetet..... 15

Peintres d'oiseaux d'Orient et d'Occident ; Réponse au discours de M. Suchetet, par M. J. Adeline, Président..... 39

Études sur les anciennes forêts ecclésiastiques du Diocèse de Rouen, par M. Barbier de la Serre..... 57

Recherches sur la nature de la manne des Hébreux, par M. E. Niel..... 81

Charles Vincent, Notice nécrologique, par M. Poan de Sapincourt. 93

CLASSE DES BELLES-LETTRES ET ARTS

Rapport sur les travaux de la Classe des Lettres et des Arts, par M. P. Le Verdier, Secrétaire..... 111

Discours de réception de M. Chanoine-Davranches : *La fabrication des cartes à jouer, surtout en Normandie*..... 121

Palais de justice anciens et modernes ; Réponse au Discours de

PAGES

réception de M. Chanoine-Davranches, par M. Adeline, Président. 149
M. Charles-Gaspard de Toustain-Richebourg, ancien membre correspondant de l'Académie, Discours de réception de M. G. Prevost. 169
Croquis d'intérieurs ; Réponse au Discours de réception de M. Prevost, par M. Adeline, Président..... 207
Verres chrétiens des premiers siècles, conservés dans une Collection rouennaise, par M. Paul Allard..... 227
Notice sur le Palais de l'Archevêché de Rouen, par M. de Beaurepaire..... 237
Recherches sur les hautes justices féodales, existant en 1789, dans les limites du département de la Seine-Inférieure, par le Comte d'Estaintot..... 269
La Légende d'Alexandre et d'Aristote, par M. A. Héron..... 323
Notice sur la propriété des Bibliothèques municipales, par M. O. Marais..... 384
Introduction à l'histoire de l'Imprimerie à Dieppe, par M. l'abbé Sauvage..... 423
Chronique du froid en Normandie et dans le nord de la France, du Ier au XVIIIe siècles, par M. l'abbé Sauvage..... 449
Prix proposés pour les années 1892, 1893 et 1894..... 553
Table bibliographique des ouvrages offerts à l'Académie pendant l'année 1890-1891..... 557
Tableau de l'Académie pour l'année 1891-1892..... 564


CI GIT LE FONDS QVI A MANQVE LE MONS
EC